

Université Toulouse II – Jean Jaurès



Unité de Formation de Recherche en Histoire, Histoire de l'art et Archéologie

Département Histoire

MULLER Bryan

Le gaullisme midi-pyrénéen (1947-1958) Vivre et survivre dans le Midi toulousain



Mémoire de Master 2

Recherche en Histoire moderne et contemporaine

Sous la direction de Philippe Foro et François Audigier

10 Juin 2016

Remerciements

Je remercie MM. Philippe Foro et François Audigier pour les nombreux conseils qu'ils ont pu m'apporter. Pour leurs encouragements et leur disponibilité constante durant l'année universitaire.

Je remercie Joël Bercaire, Francine Benezech et Annick Brest pour la correction du mémoire. Je remercie également mes parents Lydia et Jean-Marc pour leur soutien indéfectible.

Je remercie les archives du parti communiste de Haute-Garonne de m'avoir ouvert l'accès à leurs archives. Aux vétérans communistes d'avoir accepté de contribuer à mon étude en l'éclairant de leurs témoignages. Aux archives départementales pour leur accueil chaleureux.

Je remercie la Fondation Charles de Gaulle, et plus particulièrement MM. Frédéric Fogacci et Jacques Godfrain, de m'avoir offert un accès illimité à leurs archives. Je remercie également Gilles Le Béguet pour ses remarques avisées.

Enfin, je remercie mes camarades de Master pour leur sympathie à mon égard. Je remercie particulièrement Nicolas Cambon pour les échanges enrichissants que nous avons pu avoir et sa relecture.

Liste des sigles et abréviations

ADA : Archives départementales de l'Ariège
ADAU : Archives Départementales de l'Aude
ADAV : Archives Départementales de l'Aveyron
ADG : Archives Départementales du Gers
ADHG : Archives Départementales de Haute-Garonne
ADL : Archives Départementales du Lot
ADT : Archives Départementales du Tarn
ADTG : Archives Départementales du Tarn-et-Garonne
ANSAGG : Association Nationale pour le Soutien à l'Action du Général de Gaulle
APCF 31 : Archives du Parti Communiste Français de Haute-Garonne
ARS : Action Républicaine et Sociale
CDR (communiste) : Comité de Défense de la République
CDR (gaulliste) : Comité de Diffusion du *Rassemblement*
CED : Communauté Européenne de Défense
CNRS : Centre National des Républicains Sociaux
CSP : Comité de Salut Public
FCDG : Fondation Charles De Gaulle
FFI : Forces Françaises de l'Intérieur
FFL : Forces Françaises Libres
FTP : Francs-Tireurs et Partisans
IGAME : Inspecteur Général de l'Administration en Mission Extraordinaire
MRP : Mouvement Républicain Populaire
PCF : Parti Communiste Français
PESP : Programme Économique de Salut Public
PMF : Pierre Mendès-France (la presse des années cinquante avait tendance à le nommer ainsi)
PSD : Parti Socialiste Démocratique
PSU : Parti Socialiste Unifié
Rad. Soc. : Radicaux Socialistes
Rép. Soc. : Républicains Sociaux
RG : Renseignements Généraux
RDA : République Démocratique Allemande
RFA : République Fédérale Allemande

RJF : Rassemblement de la Jeunesse Française

RPF : Rassemblement du Peuple Français

SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière

UDCA : Union de Défense du Commerce et de l'Artisanat

UDSR : Union Démocratique et Socialiste de la Résistance

UNR : Union pour la Nouvelle République

URAS : Union des Républicains d'Action Sociale

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Sommaire

Remerciements.....	p. 2
Liste des sigles et abréviations.....	p. 3
Sommaire.....	p. 5
Corpus de sources.....	p. 7
Bibliographie.....	p. 34
Historiographie.....	p. 52
Introduction.....	p. 63
Partie 1 : Vivre le gaullisme en région toulousaine.....	p. 70
Partie 2 : Survivre dans le Midi toulousain.....	p. 165
Conclusion.....	p. 263
Annexes.....	p. 268
Table des figures.....	p. 309
Index des noms cités.....	p. 310
Table des matières.....	p. 313

Je reprends l'avenue vers l'école
Mon cartable est bourré de coups de poing
Ici, si tu cagnes tu gagnes
Ici, même les mémés aiment la castagne
Ô mun païs, Ô Toulouse...

Un torrent de cailloux roule dans ton accent
Ta violence bouillonne jusque dans tes violettes
On se traite de con à peine qu'on se traite
Il y a de l'orage dans l'air et pourtant
L'église Saint-Sernin illumine le soir

Extrait de la chanson *Ô Toulouse* de Claude Nougaro¹

¹ *Ô Toulouse* (appelée aussi *Toulouse*), chanson composée et interprétée par Claude Nougaro, avril 1967.

Corpus de sources

Fonds d'archives

Archives de la Fondation Charles de Gaulle (FCDG)

Archives du RPF. Série B : Rassemblement du Peuple Français

BA - Direction

RPF 4 Affaire Jean Fribourg (« Paix et Liberté »), 1952

BC – Service administratif et financier

RPF 60-64 Service d'ordre

BF – Adhésions-Abonnements

RPF 143 Courrier des adhésions. Année 1956. Tarn et Tarn-et-Garonne

BG – Assises nationales, Conseils nationaux, Journées nationales

RPF 293 A et B Conseil national de Saint-Maur-des-Fossés 4-6 juillet 1952 « Dossiers départementaux » [incomplet]

BJ – Jeunes-Étudiants

RPF 354, 357 et 359 Les jeunes. Années 1948-1954 (manquent le Lot et les Hautes-Pyrénées)

RPF 360 Les étudiants. Années 1947-1955. Haute-Garonne

BK – Presse-Propagande

RPF 385-386 *Le Rassemblement*. Organisation (journaux dans le Midi et correspondance avec le Gers), 1947-1954

RPF 396 Notes et correspondance relatives au *Rassemblement du Midi* et au *Rassemblement du Sud-Ouest*, 1948-1951

RPF 405-406 Techniques de propagande, 1947-1951

RPF 407 Dossiers des délégués régionaux et des chargés de mission, 1948-1952

BM – Élections

RPF 446 Élections sénatoriales de 1952. Dossier départementaux de Haute-Garonne, du Gers et du Lot

RPF 450 Instructions pour préparer les élections municipales du 26 avril 1953

BN – Responsables régionaux et départementaux

RPF 463 Organisation des délégués départementaux et régionaux, 1947-1957

RPF 464-470 Correspondance et rapports d'activités des délégués régionaux, 1948-1952

BP – Départements

RPF 530 Ariège

RPF 532 Aveyron

RPF 546 Haute-Garonne

RPF 547 Gers

RPF 556 Lot

RPF 585 Tarn et Tarn-et-Garonne

Supplément – Inventaire des fichiers nominatifs des adhérents du RPF (1954-1955, incomplet)

RPF 721 Ariège

RPF 722 Aveyron

RPF 724 Gers et Haute-Garonne

RPF 727 Lot

RPF 732 Hautes-Pyrénées

RPF 743 Tarn

RPF 744 Tarn-et-Garonne

Supplément – Inventaire du fichier des abonnés aux publications du RPF (1947-1958, incomplet)

RPF 748 Ariège et Aveyron

RPF 750 Gers

RPF 751 Haute-Garonne et Hautes-Pyrénées

RPF 752 Lot

RPF 760 Ariège, Gers, Tarn et Tarn-et-Garonne

RPF 767 Délégués départementaux et conseillers nationaux

RPF 768 Action ouvrière : fichier nominatif par département

Documents concernant le RPF non classifiés

RPF 808 Revues et tracts étudiants RPF

FAA Louis Terrenoire 4 Fiches de propagande parlée anticomuniste et anti-républicain populaire

Archives du Centre National des Républicains Sociaux (CNRS). Série C : Républicains Sociaux

CA 1 Généralités

CA 3 Conseils nationaux et réunions diverses (1953-1958)

CA 4 Presse et tracts

CA 5 Dossiers départementaux de Haute-Garonne, du Tarn et du Tarn-et-Garonne

CA 6 Dossier départemental du Lot

CA 7 Dossier départemental des Hautes-Pyrénées

CA 8 Activités parlementaires

CA 9 Élections législatives de 1956 et cantonales de 1958

Archives Départementales

Archives départementales de l'Ariège (ADA)

Élections sous la IV^e République dans le département de l'Ariège

Élections municipales (1947-1959)

51Fi6 Affiche de Léonce Gardes pour les élections municipales de 1947

2W21 Élections municipales des 26 avril et 3 mai 1953

425W15 Élections municipales (1947-1959)

491W32 Élections municipales (1947-1953)

491W40 Élections municipales complémentaires (1947-1964)

491W41 Composition des conseils municipaux après octobre 1947

Élections au Conseil de la République (1948-1955)

51Fi174 Affiches des candidats gaullistes aux élections du Conseil de la République (1948)

2W5 Élections au Conseil de la République (1955)

491W19 Élections au Conseil de la République (1948)

491W23 Élections au Conseil de la République (1955-1959)

Élections cantonales (1949-1955)

51Fi176 Tracts des candidats aux élections cantonales de 1949

2W12 Élections cantonales de 1949

2W13 Élections cantonales de 1951

2W14 Élections cantonales de 1955

2W15 Élections cantonales partielles (1947-1955)

425W18 Élections cantonales (1949-1955)

425W19 Élections cantonales (1958)

491W28 Élections cantonales (1949-1958)

Élections législatives (1946-1962)

51Fi181 Affiches des différents candidats pour les élections législatives de 1951

2W9 Élections législatives de 1951

2W10 Déclarations de candidatures et apparentements aux élections législatives de 1956

425W24 Élections législatives (1946-1962)

491W24 Élections législatives (1946-1958)

Renseignements généraux, Commissariat central et Sûreté nationale

Informations sur les partis politiques

5W8 Conférences, manifestations, réunions politiques : compte-rendu, rapports de police, incidents (1943-1954)

5W9 Parti républicain radical et radical-socialiste (1947-1952)

5W10 Parti socialiste SFIO (1941-1952)

5W12 Parti communiste PCF (1947-1952)

5W13 Rassemblement du Peuple Français (1947-1951)

5W15 Paix et Liberté (1949-1952) et UJRF (1945-1952)

5W24 Tracts politiques : diffusion, distributions clandestines (1947-1948)

5W71 et 72 Activités des déportés politiques (1948-1955)

71W75 Propagande politique gaulliste au sein de la police (1958-1959)

73W27 Partis politiques (1946-1955)

73W32 Diverses associations (1944-1957)

325W296 Parti communiste PCF (1956-1960)

425W7 Parti communiste PCF (1934-1962)

425W8 Parti communiste PCF (1946-1960)

491W11 Union pour la Nouvelle République (1959-1962), très lacunaire (six feuilles)

491W14 Groupements politiques : Paix et Liberté (1951), RPF (1948-1955), MRP (1946-1968), PRL (1946)

Justice et sécurité publique

5W14 Surveillance des comités ouvriers de vigilance et de la CGT (1944-1949)

5W22 Événements et manifestations politiques : rapports de police, notes d'informations (1945-1953)

6W7 Rapports journaliers de la police de Pamiers (février 1952-décembre 1954)

6W6 Rapports journaliers de la police de Foix (septembre 1952-décembre 1954)

71W33 Manifestations et réunions sur la voie publique (1956-1960)

71W34 Renseignements sur Nord-Africains (1958-1959)

71W35 Renseignements sur terrorisme en métropole (1956)

71W80 Rapports journaliers de police de Foix (1957-1959)

71W81 Rapports journaliers de police de Pamiers (1956-1958)

73W61 Manifestations publiques (1949-1956)

535W75 Service d'ordre policier (1947-1953)

Situation sociale et opinion publique

10W2 Recensement de la population en 1946

71W23 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1947)

71W24 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1948)

71W25 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1949)

71W26 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1951)

71W27 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1952)

71W28 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1953)

71W29 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1954)

71W30 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1955)

71W31 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1956)

71W32 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1957-1958), lacunaire

425W33 Référendums de 1946 et 1958

Archives départementales de l'Aude (ADAD)

Élections sous la IV^e République dans le département de l'Aude

Élections municipales (1947-1959)

28W18 Rapports des RG et du préfet sur le déroulement des élections municipales de 1947

28W26 Résultats et répartition politique des élus aux élections municipales de 1947

28W30 Rapports de RG et notice individuelles sur les élections municipales de 1953

28W31 Tableau prévisionnel des résultats municipaux de 1953 à Carcassonne et Narbonne

28W32 Rapports du préfet et des sous-préfets sur les élections municipales de 1953

28W51 Liste des candidats aux élections municipales de 1959

Élections au Conseil de la République (1948-1955)

25W14 Candidatures et résultats aux élections au conseil de la République de 1948

25W18 Résultats des élections au conseil de la République de 1955

1337W7 Élections au conseil de la République de 1948 et 1955

Élections cantonales (1947-1955)

26W11 Élections cantonales partielles de Carcassonne-Est (5 octobre 1947)

26W12 Affiches et professions de foi aux élections cantonales de 1949

26W13 Rapports de police et du préfet sur le déroulement des élections cantonales de 1949

26W16 Résultats des élections cantonales de 1949

26W17 et 18 Affiches et professions de foi aux élections cantonales de 1951
26W19-20 Rapports de police et du préfet sur le déroulement des élections cantonales de 1951
26W26 Élections cantonales partielles de Limoux (8 et 27 juin 1952)
26W28 Élections cantonales partielles de Limoux, Couiza et Capentu (1952-1954)
26W29, 30, 34, 35 et 36 Affiches et professions de foi aux élections cantonales de 1955
26W37 Déclarations de candidatures aux élections cantonales de 1958
26W42 Résultats des élections cantonales de 1958

Élections législatives (1946-1958)

24W12 Affiches et professions de foi pour les élections législatives de 1951
24W15 Rapports du préfet et des RG sur les élections législatives de 1951
24W24 Documents généraux et affiches pour les élections législatives de 1958
24W26 Professions de foi pour les élections législatives de 1958
24W27 Déclarations de candidatures aux élections législatives de 1958
24W28 Résultats des élections législatives de 1958

Renseignements généraux, Commissariat central et Sûreté nationale

Informations sur les partis politiques

45W2 et 3 Activité de divers partis politiques (1944-1948)
45W4 Parti gaulliste RPF (1947-1950)
132J49 Articles de l'abbé Albert Gau dans *l'Indépendant* (1958-1960)
1168W219 Union pour la Nouvelle République (1958-1959)
1168W223 Rapports et notes d'information sur le PCF et la SFIO dans l'arrondissement de Narbonne (1944-1958)
1168W224 Parti communiste PCF (1949-1958)
1168W225 Groupements et partis politiques (1954-1956)
1168W227 Associations et syndicats (1949-1959)
1168W228 Comité antifasciste de Narbonne (1958)

Justice et sécurité publique

42W3 Anniversaires du 18 juin 1940 et du 12 février 1934 (1946-1954)
44W6 Rapports du commissariat de police de l'Aude (1955-1956)
107W560 Surveillance des réunions et des meetings (1944-1948)
1090W5 Terrorisme Nord-africain et maintien de l'ordre (1958-1961)

Situation sociale et opinion publique

7W1 Référendum du 28 septembre 1958

57W1 Recensement de la population de l'Aude (1954)
1168W216 Rapports mensuels sur l'arrondissement de Narbonne (octobre 1953 ; 1954-1956 ; janvier-novembre 1957 ; 1958)
1168W217 Rapports journaliers et télétypes dans l'arrondissement de Narbonne (1957)
1168W218 Rapports journaliers et télétypes dans l'arrondissement de Narbonne (1958)
1168W231 Rapports et notes d'information (1954-1956)
1276W253 Partis politiques de droites et de gauche (1956-1960)
1415W28 Référendum du 28 septembre 1958

Archives départementales de l'Aveyron (ADAV)

Élections sous la IV^e République dans le département de l'Aveyron

Élections municipales (1947-1959)

14 W 10 Élections municipales de 1947
14 W 14 Élections municipales de 1953
94 W 47 Liste des conseillers municipaux et maires élus en 1953

Élections au Conseil de la République (1948-1955)

14 W 9 Élections au Conseil de la République (1948)
14 W 16 et 17 Élections au Conseil de la République (1955)
14 W 24-7 Élections au Conseil de la République (1946-1955)
152 W 96 Liste des délégués et candidats au Conseil de la République (1948)
152 W 100 Élections au Conseil de la République (1955-1956)

Élections cantonales (1947-1955)

14 W 11 Élections cantonales (1949-1952)
14 W 15 Élections cantonales de 1955
14 W 24-bis Élections cantonales de 1958
14 W 24-4 Élections cantonales (1945-1958)
94 W 49 Élections cantonales partielles (1955-1959)
94 W 51 et 52 Instructions et déclarations de candidatures aux élections cantonales d'avril 1958

Élections législatives (1946-1962)

14 W 12 et 13 Élections législatives de 1951
14 W 18 Élections législatives de 1956
14 W 23 et 24 Élections législatives de 1956
14 W 24-5 Élections législatives de 1956

52 W 8 à 11 Élections législatives de 1958

94 W 50 Déclarations de candidatures et professions de foi aux législatives du 2 janvier 1956

152 W 74 à 76 Élections législatives de 1951

152 W 78 Déclarations de candidature aux élections législatives de 1956

Renseignements généraux, Commissariat central et Sûreté nationale

Informations sur les partis politiques

12 W 8 Surveillance des partis politiques – Union Gaulliste et RPF (1946-1951)

14 W 153 Notes sur la SFIO (1948-1957)

14 W 154 Notes sur le RPF (1947-1955)

14 W 155 Notes sur les Radicaux (1948-1957)

14 W 156 Notes sur les Indépendants et Paysans (1949-1957)

14 W 157 Notes sur le mouvement Paix et Liberté (1951-1954)

14 W 158 Notes sur le MRP (1948-1957)

14 W 159 Notes sur le PCF (1948-1952)

14 W 161 Notes sur le PCF (1953-1957)

84 W 18 Rapports sur les partis politiques et les syndicats (1942-1953)

338 W 82 Surveillance politique sur diverses élections (1941-1952)

Justice et sécurité publique

14 W 174 Événements du 13 mai 1958 (11 mai-6 juin 1958)

14 W 182 Événements d'Algérie (1954-1958)

14 W 183 Implantation et activités des Nord-Africains

14 W 217 Rapports des RG sur la réaction des partis politiques après Mai 1958

22 W 216 Rapports de la police de Millau (1946-1948)

22 W 217 Rapports de la police de Millau (1951-1959)

338 W 77 Sac de la mairie et de la sous-préfecture de Millau (1947) et circulaires sur les inscriptions séditieuses (1950-1953)

338 W 92 Sûreté Générale (1945-1952)

Situation sociale et opinion publique

Répertoire de la salle de lecture – recensement (1946, 1954, 1962)

2 W 1 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1947)

2 W 2 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1948)

2 W 3 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1949)

2 W 4 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1950)

2 W 5 Situation politique, économique et sociale du département – rapports mensuels (1951)

12 W 17 Recensement des Maghrébins dans le département de l'Aveyron (1945-1960)
14 W 67 Rapports mensuels des préfets et sous-préfets (1956-1958)
14 W 152 Situation politique du département – rapports mensuels (1952-1956)
94 W 53 et 54 Instructions et autorisations concernant le référendum de 1958
338 W 47 Situation politique du département – rapports mensuels (1952-1954)
1077 W 40 Suivi du déroulement des élections politiques dans l'arrondissement de Rodez (1951-1980)

Archives privées

8 J 112 Correspondance entre André Ancourt et Raymond Granier (1930-1958)
52 J 4 Correspondances diverses de Paul Ramadier
52 J 14 Affaires politiques régionales (1912-1959)
52 J 16 Diverses élections (1947-1948)
52 J 178 à 188 Articles de presse rédigés par Paul Ramadier (1946-1961)
52 J 634 *Arguments et ripostes* (1946-1949 et 1958-1959)

Archives départementales de Haute-Garonne (ADHG)

Élections sous la IV^e République dans le département de Haute-Garonne

Élections municipales (1947-1953)

2558W 15 et 16 Élections municipales de 1953
2358W 17 Instructions ministérielles et résultats des élections municipales de 1953

Élections cantonales (1949-1958)

BH Wms 487 Résultats électoraux divers (1935-1980), y figurent les résultats des élections cantonales
2221W 21 Élections cantonales de 1949 : compte rendu de la campagne électorale
2358W 104 Instructions ministérielles et résultats des élections cantonales de 1949
2358W 106 Campagne électorale des élections cantonales de 1949

Élections législatives (1951-1958)

BA in 4° 55 Résultats des élections législatives de janvier 1956 et novembre 1958
1960W 39 Élections législatives du 17 juin 1951
2558W 13 Estimations sur les élections législatives de 1956

Renseignements généraux. Commissariat central et Sûreté nationale

Informations sur les partis politiques

1299W 4 Notes des renseignements généraux sur divers partis politiques et rapports du préfet sur l'état de l'esprit publique (1950)

1896W 59 Notes des renseignements généraux sur divers partis politiques (janvier 1950)

1896W 60 Notes des renseignements généraux sur divers partis politiques (février 1950)

1960W 76 Bulletin d'informations mensuel des renseignements généraux (1948) avec d'importantes lacunes

2008W 153 à 155 Notes des renseignements généraux sur divers partis politiques (1949)

2221W 3 Notes des renseignements généraux sur des mouvements associatifs et politiques (1958-1960)

2221W 63 Attitude des partis politiques et des syndicats à l'égard de la CED (1952-1954)

2221W 154 Activités de groupements politiques et philosophiques (1951-1959)

2358W 7 Rapports du préfet sur les partis politiques, les élections et l'opinion publique (1948-1953)

2692W 16 Notes des renseignements généraux sur divers partis politiques (1958-1960)

2692W 44 Notes des renseignements généraux sur les mouvements gaullistes à Toulouse et Saint-Gaudens (1947-1962), lacunaires

2933W 302 Activités politiques et militantes des étudiants et enseignants à Toulouse (1958-1965)

511W 7 Notes des renseignements généraux sur l'Union Gaulliste (1946-1947)

5020W 10 Notes des renseignements généraux sur les partis d'extrême gauche (1944-1947)

6212W 13 Parti communiste et mouvements satellites : notes et synthèses (1956-1982)

Justice et sécurité publique

1302W 5 Sécurité publique en Haute-Garonne (1949)

1303W 10 Sécurité publique en Haute-Garonne (1950)

1319W 5 Sécurité publique en Haute-Garonne (1948)

2273W 216 Incidents et manifestations diverses (1954-1957)

5354W 429 Répertoire des individus arrêtés par la police entre le 1^{er} janvier 1948 et le 31 décembre 1953 à Toulouse

5681W 7 Événements du 13 mai 1958 : rapports

5971W 106 Arrêts de la chambre d'accusation (1960)

6618W 85 Arrêts effectués du 20 juin 1951 au 6 septembre 1952 (N°604 à 1181)

6954W 7 Répertoire général de la maison d'arrêt de Toulouse (1951-1953)

6954W 17 Arrêts effectués du 6 septembre 1952 au 17 juin 1954 (N°1182 à 2065)

Situation sociale et opinion publique

1960W 44 Situation sociale, politique et économique en Haute-Garonne (1958)

2273W 34, 36, 37, 40 et 42 Situation sociale, politique et économique en Haute-Garonne (1956)
2358W 68 État de l'esprit public (1956-1958)
2731W 14 Notes des renseignements généraux sur « Le Patriote du Sud-Ouest » (1945-1956)

Rapports concernant la V^e Région Militaire

1912W 25 Synthèses quotidiennes des rapports émis par les renseignements généraux dans la V^e Région Militaire (1951)
1912W 26 Synthèses quotidiennes des rapports émis par les renseignements généraux dans la V^e Région Militaire (1952)
1945W 25 Situation sociale, politique et économique en Hautes-Pyrénées (1954)
1945W 26 et 27 Situation sociale, politique et économique en Hautes-Pyrénées (1955)
2008W 146 Synthèses quotidiennes des rapports émis par les renseignements généraux dans la V^e Région Militaire (1953)
2008W 147 Synthèses quotidiennes des rapports émis par les renseignements généraux dans la V^e Région Militaire (1954)
2221W 6 Notes des renseignements généraux sur divers partis politiques dans le Tarn (1956), incomplètes
2221W 7 Notes des renseignements généraux sur divers partis politiques dans le Tarn (1957-1958), incomplètes
2221W 113 Situation sociale, politique et économique dans le Tarn (1949-1952)
2221W 114 Situation sociale, politique et économique dans le Tarn (1953-1956)
2221W 115 Situation sociale, politique et économique dans le Tarn-et-Garonne (1951)
2221W 174 Mouvements sociaux dans le Lot (1953)
2221W 177 Notes des renseignements généraux sur divers partis politiques dans le Lot (1948 et 1956)
2221W 178 Situation sociale, politique et économique dans le Lot (1951-1955)
2221W 219 Situation sociale, politique et économique dans les Hautes-Pyrénées (1948-1952)
2273W 66 Abstention et estimation pour les législatives de 1951 dans le Gers
2273W 67 Notes des renseignements généraux sur divers partis politiques dans le Gers (1947-1948)
2273W 68 Notes des renseignements généraux sur le parti communiste dans le Gers (1952)
2273W 69 Notes des renseignements généraux sur divers partis politiques dans le Gers (1953)
2273W 70 Documentation sur le département du Gers (1949)
2273W 71 Organisations syndicales du département du Gers en 1950
2388W 36 Synthèses quotidiennes des rapports émis par les renseignements généraux dans la V^e

Région Militaire (1957)

Archives privées

1J 219 Fonds Philippe Grousset. Documents concernant sa carrière diplomatique, ses relations avec la France Libre et le général de Gaulle 1932-1969 (139 pièces)

1J 758 Référendum de 1958. Affiches et numéro spécial de *France-Référendum : oui-non, tout sur la nouvelle constitution et le référendum* (32 pièces)

1J 1143 Élections de 1956 à 1964

103J 26 Fonds Daniel Faucher. Documents sur le Comité d'information et d'Action pour la solution pacifique des problèmes en Afrique du Nord (1955)

173J 1 à 4 Fonds Jean Gesta. Documents très divers concernant la vie de la cellule René Fontan et du parti communiste toulousain (1946-1949)

Archives départementales du Gers (ADG)

Élections sous la IV^e République dans le département du Gers

Élections municipales (1945-1959)

61 W 98 Tableaux des élus aux conseils municipaux en novembre 1947

1165 W 12 Élections municipales (1953-1959)

1287 W 3 Élections municipales de 1947

1287 W 4 Élections municipales de 1953

1287 W 5 Élections municipales de 1959

Élections au Conseil de la République (1948-1955)

1266 W 1-2 Élections au conseil de la République de 1948

1266 W 1-3 et 1-4 Élections au conseil de la République de 1955

Élections cantonales (1949-1964)

1165 W 4 Élections cantonales (1951-1955)

1165 W 5 Élections cantonales (1957-1958)

1205 W 7 Élections cantonales (1937-1964)

Élections législatives (1946-1958)

1165 W 16 Élections législatives (1956-1958)

1165 W 22 Élections législatives de 1951

1241 W 1-3 Élections législatives de 1951

1241 W 1-4 Élections législatives de 1956

1241 W 1-5 Élections législatives de 1958

Renseignements généraux

Informations sur les partis politiques

- 1159 W 3 Notes sur les radicaux, SFIO, RPF et PRL (1946-1949)
- 1159 W 4 Notes sur les radicaux, SFIO, RPF et PRL (1950-1951)
- 1265 W 2 Divers renseignements sur la vie politique et les partis (1946-1959)
- 1292 W 5 Parti paysan (195-1953)
- 1292 W 6 Parti gaulliste RPF (1950-1955)
- 1292 W 9 Parti démocrate-chrétien MRP (1947-1958)
- 1293 W 3 Parti socialiste SFIO (1950-1973)
- 1294 W 1 Parti communiste PCF (1949-1958)
- 1294 W 9 Tracts et propagande communistes (1951-1969)

Situation sociale et opinion publique

- 1159 W 27 Notes d'information diverses (1957-1958)
- 1205 W 2 Référendum du 28 septembre 1958
- 1265 W 1 Carte géographique et statistiques (1954)
- 1165 W 26 Référendums de 1946 et 1958
- 1299 W 1 État de l'opinion publique (1956-1958)

Justice et sécurité publique

- 1236 W 1 Les Nord-africains dans le Gers (1955-1964)
- 1266 W 1-5 Manifestations de juin 1958

Archives départementales du Lot (ADL)

Élections sous la IV^e République dans le département du Tarn

Élections municipales (1945-1959)

- 1 W 33 Liste des maires et adjoints élus après les élections d'octobre 1947
- 1 W 208 Divers documents sur les élections municipales de 1947 et 1949 de Cahors
- 1 W 418 Élections municipales complémentaires (1946-1958)
- 1 W 575 Liste des candidats gaullistes aux élections municipales de Cahors de 1949
- 1 W 589 Élections municipales de 1947
- 1 W 590 Élections municipales de 1953
- 1 W 607 Liste des maires après les élections de mars 1959
- 1209 W 42 Élections municipales (1945-1959)
- 1209 W 43 Élections municipales de 1959

Élections au Conseil de la République (1948-1955)

1 W 208 Élections sénatoriales de 1955

1209 W 58 Élections sénatoriales (1946-1959)

Élections cantonales (1949-1958)

1 W 28 Élections cantonales de 1949

1 W 203 Procès-verbaux des résultats des élections cantonales de 1951

1 W 205 Élections cantonales de 1955

1209 W 3 Élections cantonales (1946-1958)

1209 W 4 Élections cantonales partielles de Sousceyrac (1949-1950)

1209 W 5 Élections cantonales partielles de Lalbenque (1950)

1209 W 6 Élections cantonales partielles de Saint-Céré (1950)

1209 W 7 Élections cantonales partielles de Luzech (1952)

1209 W 8 Élections cantonales partielles de Latronquière (1952)

1209 W 9 Élections cantonales partielles de Limogne (1955)

1209 W 10 Élections cantonales partielles de Catus (1956)

1209 W 11 Élections cantonales partielles de Cazals (1956)

1209 W 12 Élections cantonales partielles de Livernon (1957)

1209 W 13 Élections cantonales partielles de Salviac (1957)

Élections législatives (1946-1958)

1 W 202 Procès-verbaux des résultats des élections législatives de 1951

1 W 204 Élections législatives partielles de 1952

1 W 206 Élections législatives de 1958 – affiches et professions de foi

1 W 303 Élections législatives de 1956

1209 W 32 Élections législatives (1945-1958)

1209 W 33 Élections législatives (1946-1952)

1209 W 34 Élections législatives (1951-1962)

Renseignements généraux

Presse

1 PER 35 3 *La Dépêche du Midi* (1947-1952), fond très lacunaire

1 PER 35 8 *La Dépêche du Midi* (janvier-mars 1958)

1 PER 35 9 *La Dépêche du Midi* (avril-juin 1958)

1 PER 35 10 *La Dépêche du Midi* (juillet-septembre 1958)

1 PER 35 11 *La Dépêche du Midi* (octobre-décembre 1958)

1 PER 68 1 *La vie Quercynoise* (1944-1948), fond très lacunaire

- 1 PER 68 1 *La vie Quercynoise* (1949-1950)
1 PER 68 3 *La vie Quercynoise* (1951-1954), fond lacunaire
1 PER 68 4 *La vie Quercynoise* (1955-1958), fond lacunaire

Situation sociale et opinion publique

- 1193 W 72 Rapports sur la situation politique (1946-1971), dossier très lacunaire
1209 W 61 Référendums de 1946 et 1958

Informations diverses

- 1193 W 21 Notes d'information sur les activités politiques (1950-1951)
1193 W 71 Fichier départemental (1950-1960)

Archives départementales du Tarn (ADT)

Élections sous la IV^e République dans le département du Tarn

Élections municipales (1945-1959)

- 581 W 14 Élections municipales de 1947
581 W 15 Élections municipales de 1953
1106 W 75 Élections municipales de 1945 à 1959

Élections au Conseil de la République (1948-1958)

- 581 W 24 Élections au Conseil de la République du 17 octobre 1948
581 W 25 Élections au conseil de la République de 1952 et 1958

Élections cantonales (1949-1958)

- 581 W 17 Élections cantonales de 1951 et 1955
581 W 18 Élections cantonales de 1955
581 W 19 Élections cantonales partielles de 1955 à 1959
1106 W 94 Élections cantonales de 1958

Élections législatives (1946-1958)

- 581 W 20 Élections législatives de 1946
581 W 21 Élections législatives de 1951 et 1956
581 W 22 Élections législatives de 1956
1106 W 85 et 86 Élections législatives de 1958

Renseignements généraux

Instructions préfectorales et ministérielles

- 511 W 3 Instructions données aux RG entre 1947 et 1960
511 W 4 Instructions données aux RG entre 1947 et 1958

Informations sur les partis politiques

- 511 W 56 et 57 Notes des renseignements généraux sur divers partis politiques (1944-1958)
- 511 W 58 Renseignements sur le parti communiste PCF (1945-1952)
- 511 W 59 Renseignements sur le parti communiste PCF (1945-1958)
- 531 W 49 Synthèses sur l'activité des partis politiques (1950-1953)

Situation sociale et opinion publique

- 511 W 66 Situation sociale dans le département (1957-1958)
- 511 W 68 Grèves diverses entre 1954 et 1956
- 511 W 70 Grèves de 1953
- 531 W 17 État de l'esprit public (1947)
- 531 W 18 État de l'esprit public (1948)
- 531 W 19 État de l'esprit public (1949-1950)
- 531 W 20 État de l'esprit public (1951)
- 531 W 21 État de l'esprit public (1952)
- 531 W 22 État de l'esprit public (1953)
- 531 W 23 État de l'esprit public (1954)
- 531 W 24 État de l'esprit public (1955)
- 531 W 25 État de l'esprit public (1956)
- 531 W 26 État de l'esprit public (1957-1958)
- 819 W 1 Situation sociale dans le département (1959-1961)
- 819 W 3 Situation sociale dans le département (1957-1958)
- 821 W 13 Notes des renseignements généraux sur la presse locale (1950-1963), lacunaire
- 1106 W 108 et 109 Préparation et résultats du référendum du 28 septembre 1958

Informations diverses

- 511 W 55 Notices individuelles sur les élus tarnais et opinion publique (1945-1958)
- 930 W 28 Recensement de la population du Tarn en 1954

Archives départementales de Tarn-et-Garonne (ADTG)

Élections sous la IV^e République dans le département de Tarn-et-Garonne

Élections municipales (1945-1959)

- 33 W 12 Tableaux des maires et leurs adjoints après les élections d'octobre 1947
- 33 W 18 Tableaux des conseillers municipaux après les élections d'octobre 1953
- 33 W 19 Élections municipales de 1953 – Affiches et professions de foi
- 1125 W 6 Élections municipales (1945-1953)

Élections au Conseil de la République (1948-1955)

31 W 69 Élections des délégués au conseil de la République, déclarations de candidature et professions de foi (1948)

31 W 70 Élections au Conseil de la République (1952 et 1958)

1125 W 2 Élections au Conseil de la République (1948-1958)

Élections cantonales (1949-1958)

31 W 3 Déclarations de candidatures pour les élections cantonales partielles (1951-1954)

31 W 4 Affiches des candidats aux élections cantonales de 1955

31 W 5 Élections cantonales de 1955

31 W 5 à 8 Élections cantonales de 1958

1042 W 8 Résultats des élections cantonales et législatives par communes et cantons (1936-1956)

1125 W 7 Élections cantonales (1949, 1950, 1951, 1958)

Élections législatives (1946-1958)

31 W 21 Élections législatives de 1951

31 W 22 Élections législatives de 1956

31 W 27 Élections législatives de 1958

1125 W 4 Élections législatives (1946-1958)

Renseignements généraux

Informations sur les partis politiques

1042 W 10 et 11 Parti poujadiste UDCA (1954-1958)

1160 W 41 Radicaux-socialistes (1944-1958)

1160 W 43 Parti socialiste SFIO (1945-1969)

1160 W 45 Parti communiste PCF (1945-1961)

1160 W 47 Union pour la Nouvelle République (octobre 1958-mars 1959)

1160 W 48 Mouvements de droite (1946-1958)

1060 W 127 Parti radical (1954-1959)

1060 W 136 Mouvements politiques divers (1954-1955)

Situation sociale et opinion publique

1119 W 1 Opinion publique (1947-1960)

1125 W 1 Référendums (1946-1969)

1160 W 17 Situation sociale, politique et économique (janvier à août 1947, novembre 1952 à octobre 1958)

Justice et sécurité publique

1042 W 7 Réactions des partis politiques face aux événements de mai 1958

1319 W 69 Menées séparatistes (1957-1962)
1319 W 134 Service d'ordre et surveillance (1941-1955)
1319 W 180 Événements d'Algérie (1958-1963)

Archives du Parti Communiste Français de Haute-Garonne (APCF31)

Dossiers divers

Publications internes du PCF, de 1947 à 1958

D1 b, cellules sections. Conférence de section, comités de sections et tableaux des cellules de la ville de Toulouse, 1949

Cartons Série A

A 4, 30, 42, 95, 193, 194, 196, 197 Tracts, journaux, affiches

A 6 Lettres anticomunistes liées à l'affaire Cathala

A 9 et 191 Conférences fédérales, 1946-1970

A 19, 20, 23, 25, 26, 47, 78, 79, 80, 82, 88, 90, 111 Élections, des législatives de janvier 1956 aux municipales de mars 1959

A 45 Agression « fasciste » de militants communistes, novembre 1957, tracts de mouvements de droite et rapports des conférences fédérales de 1947 à 1959 (très lacunaire)

A 59 Divers documents sur la population et la vie à Toulouse, 1954-1970

Sources imprimées

Presses nationales et régionales¹

Séries locales et régionales : *France-Nouvelle*, *L'Action*, *La Dépêche du Midi*, *Le Patriote du Sud-Ouest*, *Le Tarn Libre*

Séries nationales : *L'Humanité*, *Le Monde*

Mémoires et témoignages

ASTOUX, André, *L'oubli. De Gaulle 1946-1958*, Éditions Jean-Claude Lattès, Paris, 1974, 485 p.

BAUMEL, Jacques, *De Gaulle. L'exil intérieur*, Albin Michel, Paris, 2001, 303 p.

BURON, Robert, *Les dernières années de la IV^e République. Carnets politiques*, Plon, 1968, 260 p.

CHABAN-DELMAS, Jacques, *Mémoires pour demain*, Flammarion, Coll. « Documents », 1998, 516 p.

Collectif, *Avec de Gaulle. Tome 2 : « Le temps du Rassemblement » (1946-1958)*, Nouveau monde

¹ Les journaux ont été consultés dans leur intégralité sur la période 1947-1958 : *La Dépêche du Midi*, *Le Patriote du Sud-Ouest*, *Le Monde*. Les autres ne l'ont été que partiellement, pour les périodes électorales.

éditions, Paris, 2005, 502 p.

DEBRE, Michel, *Trois républiques pour une France. Tome 2 : Agir (1946-1958)*, Albin Michel, 458 p.

DEBÛ-BRIDEL, Jacques, *Les partis contre de Gaulle*, Aimery Somogy éditeur, 1948, Paris, 351 p.

DUCLOS, Jacques, - *Mémoires. Tome 4 : sur la brèche 1945-1952. Des débuts de la IV^e République au « complot des pigeons »*, Fayard, Coll. « Les grandes études contemporaines », 1971, 496 p.

- *Mémoires. Tome 5 : dans la mêlée 1952-1958. De la relance d'un complot anticomuniste à l'effondrement de la IV^e République*, Fayard, Coll. « Les grandes études contemporaines », 1971, 465 p.

GUENA, Yves, *De Gaulle 1890-1970. Avec plus de 60 fac-similés de DOCUMENTS INEDITS*, Gründ, Coll. « France Libre », 2007, 80 p.

GUICHARD, Olivier, *Mon Général*, Grasset et Fasquelle, Paris, 1980, 464 p.

PALEWSKI, Gaston, *Mémoires d'action 1924-1974*, présenté par Éric Roussel, Plon, Paris, 1988, 320 p.

SERRE, René, *Croisade à coups de poings*, André Martel, 1954, Paris, 238 p.

SOUSTELLE, Jacques, *Vingt-huit ans de Gaullisme*, La Table Ronde, Paris, 1968, 475 p.

TERRENOIRE, Louis, *De Gaulle 1947-1954. Pourquoi l'échec ? Du RPF à la traversée du désert*, Plon, Paris, 1981, 331 p.

THOREZ, Maurice, *Œuvres de Maurice Thorez. Livre cinquième, tome vingt-troisième (novembre 1946 – juin 1947)*, Éditions sociales, Paris, 1965, 181 p.

VENDROUX, Jacques, *Souvenirs de famille et journal politique. Tome 1 : Cette chance que j'ai eue*, Plon, Paris, 1974, 437 p.

Témoignages oraux

BERGEAUD Robert, vétéran communiste, ancien membre de l'U.J.R.F. puis du P.C.F. de Haute-Garonne, entendu le 23 janvier 2015 à son domicile toulousain

MONTFORT Émile, vétéran communiste, ancien membre du P.C.F. de Haute-Garonne, entendu le 27 janvier 2015 à son domicile toulousain

Témoin anonyme entendu le 28 janvier 2015 à son domicile

CHATAIGNIER Henri, vétéran communiste, ancien membre de l'U.J.R.F. puis du P.C.F. de Haute-Garonne et ancien membre du SO communiste de Toulouse, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Jeanne d'Arc (Toulouse)

GODFRAIN Jacques, président de la Fondation Charles de Gaulle, ancien militant gaulliste étudiant à Toulouse en 1958, entendu le 17 février 2015 à la Fondation Charles de Gaulle (Paris)

Analyse critique des sources

Étudier le gaullisme dans le Midi sous la IV^e République est une tâche bien difficile. Celui-ci ayant connu un faible succès dans la région, il peut sembler ardu pour un (jeune) chercheur de trouver des sources en quantité suffisante pour rédiger un mémoire. S'il est vrai que les sources ne paraissent pas abondantes de prime abord, il en existe une multitude disséminée sous des formes très variées : rapports de police et rapports préfectoraux, circulaires gouvernementales, articles de journaux, rapports de militants ou encore témoignages oraux n'en sont que des exemples parmi bien d'autres.

Cette grande pluralité des sources pose le problème de leur segmentation : faut-il privilégier le fond ou la forme, autrement dit le producteur de la source ou l'aspect qu'elle revêt ? Le choix n'est pas simple. Les producteurs sont trop nombreux pour en dresser une simple synthèse (préfets et IGAME, inspecteurs et commissaires, journalistes, politiciens, militants etc.), tandis que leur essence ne l'est pas assez (peu de manuscrits, très peu de témoignages oraux et une surreprésentation des sources imprimées). Par souci de cohérence, nous allons plutôt présenter les sources à notre disposition selon leur lieu de conservation : Archives Départementales (AD), Archives Municipales (AM), Fondation Charles de Gaulle (FCDG), Archives du Parti Communiste Français de Haute-Garonne (APCF31) et entretiens.

Malheureusement, nous ne pouvons présenter une synthèse aussi exhaustive que nous le désirerions. Bien que nous ayons consacré la majeure partie de notre temps au dépouillement de ces différentes archives, nous n'avons pu les explorer jusqu'au bout – celles des Archives Nationales (AN) et la Bibliothèque Nationale de France (BNF) n'ont pu être consultées¹ –, tandis que la place accordée aux gaullistes nous a incité à nous intéresser avant tout à ces derniers. Il est donc possible que nous ayons omis des éléments importants pour le mémoire.

Archives départementales

Les Archives Départementales sont le premier service que nous avons consulté. Elles nous ont fourni – avec la FCDG – la plus grande quantité de documents concernant notre étude (et de très loin). Ceux-ci sont produits par de très nombreux acteurs locaux : le préfet, les agents du commissariat central, des renseignements généraux et parfois même de la gendarmerie, quelques rares fois l'inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire de la V^e Région militaire (IGAME), des articles de presse, quelques notes d'élus locaux et des fonds privés comme celui de la cellule Fontan entre 1945 et 1948 (fonds Jean Gesta, ADHG) ou de Paul Ramadier (ADAV). Il s'agit majoritairement des agents de l'État sur place, mais aussi parfois de journalistes et hommes politiques – les journaux locaux étant tenus par des parlementaires et élus. Les journaux consultés

¹ La BNF entreposait les différents numéros du journal Le Rassemblement, tandis que les Archives Nationales pouvaient conserver des rapports de police et de préfets absents dans les AD.

sont *La Dépêche du Midi*, journal radical extrêmement influent dans la région, *Le Monde*, de tendance visiblement modérée, et *Le Patriote du Sud-Ouest*, journal communiste relativement peu influent – seuls les militants et sympathisants communistes semblent le lire, ce qui n'est pas le cas de *La Dépêche* et du *Monde* qui sont consultés par des lecteurs de différentes tendances politiques. Le fonds du responsable de la cellule Fontan de Toulouse ne nous fournit qu'un nombre très restreint d'informations exploitables. Néanmoins, il permet de connaître un plan de défense des salles de meetings communistes en 1947¹ – conçu probablement à l'arrivée des gaullistes à Toulouse – et dresse une liste de ses militants. Parmi eux, Louis Richon, assassin de Maurice Cathala, qui était déjà présenté comme le responsable du SO communiste toulousain.

Pour le reste, ce sont les fonds préfectoraux qui nous intéressent. Ils nous offrent quantité d'informations sur le gaullisme midi-pyrénéen par le biais des rapports rédigés par les renseignements généraux (RG), le commissariat central et le préfet. Il existe également quelques fiches de renseignements sur des militants gaullistes et des circulaires ministérielles qui nous permettent de constater que la principale préoccupation du gouvernement dans la région est, comme partout ailleurs, de surveiller les « partis d'extrêmes » qui le menace, c'est-à-dire les gaullistes du R.P.F. et les communistes. La peur des gaullistes est frappante chez les inspecteurs du commissariat central lors des débuts du R.P.F. où les inspecteur commencent à voir des militants et sympathisants du général partout en ville et leur attribuent une puissance exagérée. Néanmoins, ces circulaires ne se cantonnent plus que sur le PCF à partir de 1952, preuve que les gaullistes n'inquiètent plus l'État mais aussi que les instances locales ne les craignent plus. Les Républicains Sociaux existent sur place mais sont extrêmement peu surveillés. Cela pourrait signifier qu'ils ont une très faible activité, ce qui est vraisemblable. Pourtant, quelques notes montrent qu'ils ne sont qu'une poignée d'individus très actifs, les communistes préférant continuer de perturber leurs réunions à Toulouse. Dans le Tarn, le Gers et le Tarn-et-Garonne, la chute du RPF semble marquer celle des gaullistes qui souffraient plus encore qu'en Haute-Garonne de divisions internes chroniques. Dans l'Ariège, le Lot et l'Aveyron, le gaullisme ne fonctionnait pratiquement pas, ce qui ne provoqua pour ainsi dire aucun changement notable sur le paysage politique. Enfin dans l'Aude, les gaullistes disparurent lentement durant l'année 1952, mais « renaissent » en 1958. Il est important de souligner qu'il fut très difficile d'obtenir des informations sur le gaullisme audois. Les rapports de police et de la préfecture conservés aux ADAU ne concernent que l'arrondissement de Narbonne, laissant celui de Limoux et de Carcassonne en suspens.

Les combats entre gaullistes et communistes semblent fréquents dans plusieurs

1 Ce plan étant en mauvais état (visiblement abîmé par l'humidité), il n'est pas inclus dans le présent mémoire.

départements. A tel point qu'ils ne seraient recensés que dans les cas extrêmes – meetings perturbés, combats pris sur le fait ou provoquant des morts et blessés. Ainsi, un rapport du commissariat central indique avec indifférence que « des flaques de sang » longeaient des murs où des affiches RPF et PCF étaient mal apposées ou lacérées, et qu'il s'agissait sans nul doute d'une bagarre ayant dégénéré... Cette banalisation de la violence se superpose à une inactivité déconcertante dans d'autres départements, l'Ariège, l'Aveyron et le Lot.

Les événements du 13 mai provoquent une recrudescence de la violence. Le préfet de Haute-Garonne, craignant un coup d'État, ordonne même l'arrestation des gaullistes notoires ayant formé un Comité de Salut Public (CSP). Joseph Cathala est arrêté et déplacé en Ariège sous étroite surveillance policière, son fils René et Pierre Delnondedieu doivent se cacher pour échapper aux forces de l'ordre et Jacques Maziol ne doit sa liberté qu'à ses contacts parisiens. L'arrivée du général de Gaulle à Matignon voit une embellie des activités gaullistes dans l'Ariège, l'Aude, le Tarn, et le Tarn-et-Garonne, mais l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers et le Lot ne retrouvent une dynamique proche de 1947 qu'avec l'annonce du référendum, où attentats et tentatives d'assassinats se soldent à Toulouse par l'assassinat du jeune Maurice Cathala. Fort malheureusement, les archives départementales de Haute-Garonne ne possèdent que la condamnation à mort par contumace de Richon (celui-ci ayant fui à Prague), le dossier d'enquête et le procès ayant « disparu ». Une perte terrible puisque ces dossiers contenaient des informations cruciales sur les témoins des événements, les afficheurs gaullistes et communistes de cette nuit. Maigre consolation, nous avons pu consulter un résumé de trois pages sur les événements du 26 septembre 1958 établi par les enquêteurs pour le tribunal toulousain en 1961.

La création de l'U.N.R. et les élections législatives de novembre 1958 marquent la fin de notre période. Hormis les professions de foi et les résultats, nous n'avons rien trouvé là-dessus. Les formes que prennent ces documents sont toutes, à quelques exceptions près, imprimées. Les manuscrits tiennent une place très marginale et ne servent qu'à confirmer des informations fournies par les imprimés.

Archives municipales

Les archives municipales d'Albi et Toulouse ont été dépouillées. Fort malheureusement, elles ne nous ont apporté que de bien maigres éléments. Quelques articles de *La Dépêche du Midi* ont été trouvés. Des statistiques établies par la municipalité de Toulouse et d'Albi sur la démographie de leur arrondissement également. Les débats du conseil municipal, très houleux entre gaullistes et communistes pourtant minoritaires à Toulouse et Albi, ont été aussi découverts. Ils montrent bien que jusqu'en 1953 (avec la mort de Staline et le recul gaulliste aux municipales), les deux mouvements transposaient leur inimitié jusque dans les prises de décisions du pouvoir local. Les archives municipales n'ont préservé que ce qui concernait les actions de leurs maires et

conseillers municipaux, tandis que les photographies conservées de cette époque ne présentent que le maire et les bâtiments emblématiques de la ville. Nous n'avons pas exploité ces informations dans le présent mémoire.

Fondation Charles de Gaulle

La Fondation, dont nous avons pu dépouiller les fonds durant une quatre-vingtaine d'heures, nous offrent des données cruciales sur le RPF et, à une bien moindre mesure, sur les Républicains Sociaux. Les dossiers sont divers et variés. Ils dressent des données sur les adhérents au journal *Le Rassemblement*, sur les militants de l'Action Ouvrière et du RPF, sur les délégués départementaux et régionaux, mais aussi sur leurs activités locales. Les circulaires sont très bien conservées, mais les rapports régionaux et plus encore départementaux provenant du Midi sont très peu nombreux. En réalité, les archives départementales nous en apprennent plus sur le militantisme gaulliste que les dossier de la FCDG¹. Néanmoins, celle-ci permet à maintes reprises de confirmer les indications des RG et de connaître les principaux responsables gaullistes. Les militants sont même recensés par leurs noms, prénoms, adresses et parfois professions, ce qui nous permettra de dresser une étude sociologique intéressante.

Nous n'avons pas trouvé les journaux gaullistes mais des documents administratifs les concernant nous permettent de connaître une partie de leurs abonnés et les difficultés qu'ils connaissent pour se développer dans la région. Ainsi, *La Croix de Lorraine du Midi* et *Le Rassemblement du Midi* ne furent pas publiés à cause des dissensions frappant les gaullistes du secteur – le premier journal n'étant soutenu à bout de bras que par Jacques Maziol et le second ayant vu ses fonds refusés par les notables tarnais qui n'acceptaient de le financer qu'en échange d'obtenir un entretien à ce sujet auprès d'André Malraux ou Jacques Soustelle (ce qu'ils refusèrent de faire). Les documents les plus instructifs sont les correspondances entre les délégués départementaux et Jacques Foccart durant « la traversée du désert ». Elles dressent un portrait riche de la situation politique, économique et sociale de la région telle qu'elle est perçue par les délégués qui cherchent à informer le secrétaire général de l'évolution de l'opinion au fil des années. Les correspondances les plus volumineuses sont celles de l'Ariège et du Gers, mais le Tarn et la Haute-Garonne possèdent aussi une correspondance non négligeable (le Lot souffre en revanche d'une absence de correspondance, probablement à cause de la défection du délégué départemental suite à la mise en sommeil du mouvement).

La FCDG met également à disposition seize dossiers importants concernant les Républicains

¹ À une exception près : les dossiers concernant l'Aude. Les gaullistes, qui étaient mieux implantés dans l'arrondissement de Carcassonne que dans les deux autres, laissèrent de nombreuses traces sur cette partie de l'activité militante gaulliste du temps du RPF. Ces dossiers complètent parfaitement ceux des Archives Départementales de l'Aude.

Sociaux. Ils compensent partiellement l'absence de documents sur ce parti aux Archives Départementales. Même s'il ne fournit dans l'ensemble que peu de données, ce fonds reste crucial pour la compréhension des activités – ou de l'absence d'activités – de l'URAS/CNRS dans le Midi. Les informations relatives aux jeunes sont plus « conséquentes » que sur les responsables départementaux. Les activités des Jeunes Républicains Sociaux – tout comme des RJF et étudiants RPF – semblent presque inexistantes d'après les RG. Ces fonds prouvent qu'au contraire, s'il a peu d'impacts, le militantisme des jeunes est régulier et plutôt dynamique. Des circulaires demandent même aux Jeunes Républicains Sociaux de ne pas faire concurrence aux jeunes RPF, preuve qu'ils existent et sont divisés puisqu'ils se font concurrence jusqu'à la mise en sommeil du mouvement du général de Gaulle.

Le fonds Louis Terrenoire a été consulté le dernier jour de notre séjour à Paris. Nous n'avons rien pu extraire des correspondances très riches que Terrenoire entretenait avec les responsables départementaux, mais nous avons trouvé dans la boîte n°4 des documents de préparation à la propagande parlée anticomuniste et anti-MRP.

Les dernières sources que nous avons étudiées se trouvent dans la bibliothèque de la Fondation. Il s'agit des témoignages publiés par d'anciens militants gaullistes. Nous avons consulté ceux d'Olivier Guichard (*Mon général*, 1980), de Gaston Palewski (*Mémoires d'action 1924-1974*, 1988), de Jacques Baumel (*De Gaulle. L'exil intérieur*, 2001), de René Serre (*Croisade à coups de poings*, 1954) et de Jacques Foccart (recueillis dans *Avec de Gaulle. Témoignages, tome 2 : La traversée du désert 1946-1958*, 2004). Ces témoignages ont pour avantage de tous fournir des informations sur les affrontements physiques avec les communistes en France et dans le Midi. D'ailleurs, le Tarn et la Haute-Garonne sont les départements ayant le plus marqué leur esprit. Jacques Foccart ne cite pour seul exemple que la bagarre d'Albi de 1950 ; Gaston Palewski indique que les affrontements les plus violents avec les communistes eurent lieu à Perpignan, Toulouse et Albi ; René Serre décrit plusieurs meetings où il assuré le service d'ordre dont deux à Toulouse ; Jacques Baumel et Olivier Guichard racontent l'ambiance délétère des débuts de la IV^e République dans le pays et les difficultés à s'ancrer dans la région toulousaine.

Comme pour les archives départementales, les sources sont toutes imprimées (excepté une partie des correspondances entre les secrétaires départementaux et Foccart).

Archives du parti communiste de Toulouse

Le PCF de Toulouse est le seul à nous avoir autorisé à consulter les archives de la fédération communiste de Haute-Garonne¹. Contrairement à ce que nous pensions, celles-ci ne possèdent

¹ Les archives du parti sont également conservées dans les Archives Nationales à Saint-Denis, mais nous ne les avons pas consulté.

aucun rapport des militants ou responsables communistes du département. Elles concentrent une importante bibliothèque d'ouvrages rédigés par des communistes et/ou sur le communisme en France, ainsi que de nombreux documents imprimés par la fédération nationale du parti communiste à Paris. Ces documents imprimés par la centrale étaient diffusés aux antennes fédérales, ce qui explique leur présence dans ces archives. Plusieurs d'entre eux (une minorité) traitent des partis politiques, particulièrement du parti socialiste. A la fin des années quarante puis en 1958, le PCF fut obnubilé par le général de Gaulle, le traitant « d'apprenti dictateur », de « fasciste », de « petit maréchal » ou encore de « monarque absolu ». Ces documents présentent les principaux arguments antigauillistes des communistes et montrent leur continuité malgré les changements de circonstances. Ces documents se présentent sous la forme de livrets, imprimés à Paris, qui appellent systématiquement au « rassemblement des républicains » contre le général de Gaulle – des livrets recelant les mêmes arguments furent imprimés entre 1955 et 1957 sur le poujadisme. Les archives du parti communiste à Toulouse possèdent également les publications du *Patriote du Sud-Ouest*, de *L'Humanité* et de *L'Action*, des journaux communistes proposant eux aussi un discours antigauilliste et traitant de certaines bagarres médiatisées entre les deux partis de masse de l'époque.

Enfin, les Mémoires de Jacques Duclos et de Maurice Thorez y sont conservées. Bien qu'ils ne parlent pas de la région, ils montrent leur haine pour le général de Gaulle et ses partisans et parlent de leurs conflits avec eux.

Ces archives sont intéressantes et fournissent des éléments non négligeables à notre étude, même s'il est fort regrettable que les rapports émis par la fédération aient disparu – vraisemblablement lors de l'inondation qui frappa les archives du parti.

Entretiens

Les dernières sources à notre disposition sont les témoignages oraux de militants de la IV^e République. Le temps ayant fait son travail, il s'agit de jeunes militants communistes. Notre recherche de militants gaullistes reste à ce jour infructueuse, René Cathala étant toujours déclaré en vie – ce que nous confirme Éric Chiaradia – mais introuvable. Monsieur Godfrain, militant gaulliste des débuts de la V^e République vivant à Toulouse en 1958, nous a parlé de son expérience alors qu'il était lycéen et avait milité à titre personnel en faveur du général de Gaulle dans son établissement scolaire. Mais il était trop jeune pour avoir agi au sein des mouvements gaullistes et n'a surtout pu que nous parler de l'atmosphère qui frappait la ville après les événements du 13 mai. Tous les témoins furent interrogés sous enregistrement audio et selon un schéma semi-directif : parlant librement, nous avons progressivement orienté leurs sujets de discussion lorsque des éléments qui nous semblaient intéressants n'étaient pas développés, ou que les témoins ne semblaient plus savoir quoi raconter.

Nos témoins sont des militants communistes ayant agi au sein du PCF et parfois au sein de

l'UJRF. Ils ont tous pu parler de propagande et de bagarres les ayant opposés dans la Haute-Garonne aux militants gaullistes à différentes époques. En rassemblant tous leurs témoignages, nous pouvons constater que la lutte fut constante durant la IV^e République dans le département, y compris après la mise en sommeil du RPF. Deux d'entre eux ont pu confirmer que le PCF avait pour objectif de harceler les Républicains Sociaux lors de leurs réunions pour les pousser à ne plus agir, ce qui faillit marcher puisqu'il y eu deux années où ils n'étaient plus qu'une trentaine à militer. Par ailleurs, les bagarres entre colleurs d'affiches étaient très fréquentes, quasi-quotidiennes en périodes électorales. M. Chataignier fut membre de l'UJRF puis du PCF et membre du Service d'ordre (SO) communiste. Il confirme que Louis Richon fut le responsable officieux du SO, le PCF refusant de reconnaître officiellement l'existence de cet organe. Sa première action militante fut de participer à la perturbation du meeting d'André Malraux le 20 février 1948 – meeting qui finit en bagarre générale avec de nombreux blessés parmi les militants de chaque côté, la police et le public. Depuis ce jour, il combattit fermement le gaullisme sous toutes ses formes. Il est de ce fait notre témoin le plus précieux à ce jour car il fut au plus près des conflits du département en tant que « gros bras ». Il atteste de la régularité des bagarres, déclarant avec humour qu'ils « ne se battaient pas quotidiennement mais plutôt presque hebdomadairement », chaque semaine lors de la « traversée du désert » (en dehors des périodes électorales bien entendu). Les trois autres témoins fournissent des exemples de luttes qu'ils vécurent, de l'épisode rocambolesque de Massalia qui faillit tourner à la tragédie, à l'attaque (échouée) de gaullistes du quartier général des communistes en été 1958. Tous ces témoignages montrent que s'il ne faut pas céder au fantasme, il ne faut pas non plus se voiler la face au nom de la prudence : la violence était bien présente, banale, fréquente, ancrée dans les mœurs des deux mouvements de masse.

Les sources nous permettant d'écrire l'histoire du gaullisme dans le Midi proviennent essentiellement de la fondation Charles de Gaulle et des Archives Départementales, mais l'apport des archives communistes et des témoignages de leurs militants reste conséquent. Si la forme dominante est l'impression, les témoignages oraux et les notes rédigées à la va-vite par les forces de l'ordre ou le corps préfectoral ne doivent pas être oubliés. La majeure partie de notre travail repose sur les rapports de ces agents de l'État. Ceux-ci appellent à une méthodologie particulière, car ces rapports policiers renseignent autant sur les fantasmes et craintes du pouvoir à l'égard du gaullisme que sur le gaullisme lui-même, les policiers préférant le plus souvent dire au pouvoir ce qu'il veut entendre. Il est regrettable qu'il n'existe pas de sources iconographiques autres que les caricatures communistes. Les sources portant sur la violence politique et militante entre gaullistes et communistes dans le Midi toulousain existent. Discrètes et dispersées, elles demandent un long travail de recherche qui, une fois effectué, permet de dresser un portrait détaillé des différentes

formes de violence qui existaient : propagande, injures, combats nocturnes entre colleurs d'affiches et bagarres générales lors des meetings parsemèrent les douze années d'existence de « la Mal-Aimée ». Leur banalisation au sein de l'opinion publique, couplée aux multiples crises (inter)nationales, permettent aux militants des deux partis ennemis de mener la lutte avec les moyens dont ils disposent. Les dissensions internes et la chute du RPF, suivi par un apaisement de la situation internationale, provoque une réduction importante de ces luttes entre les deux partis. Ce recul ne doit pas pour autant nous faire oublier la poursuite, à un rythme ralenti, des tensions verbales et affrontements physiques entre communistes et gaullistes. Dans la région, le poujadisme n'existe que par le soutien que les anciens militants gaullistes du RPF lui apportent, et la formation de l'UNR entraîne immédiatement la chute dans la région du poujadisme – les militants RPF n'ayant pas soutenu le CNRS adhérent dans les semaines suivant sa fondation au nouveau parti gaulliste.

Bibliographie¹

Instruments de travail

Dictionnaires et encyclopédies sur la IV^e République

AVRIL, Pierre, VINCENT, Gérard, *La IV^e République. Histoire et société*, MA Éditions, 1988, 203 p.

CAIRE-JABINET, Marie-Paule, *Chronologie de la France depuis 1944*, Nathan, 1998, 127 p.

CAPUL, Jean-Yves, GARNIER, Olivier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, Coll. « Initial », avril 1996, 528 p.

CAUCHY, Pascal, *La IV^e République*, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 2004, 128 p.

CHAGNOLLAUD, Dominique (dir.), *Dictionnaire de la vie politique et sociale*, Hatier, Coll. « Initial », 1993, 252 p.

CHEVALLIER, Marielle, BOUREL, Guillaume (dir.), *Dictionnaire d'histoire contemporaine*, Hatier, Coll. « Initial », 2014, 446 p.

GUILLAUME, Sylvie, *La France contemporaine 1946-1990. Chronologie commentée, Tome I : la IV^e République*, Perrin, 1990, 327 p.

Dictionnaires biographiques

BAUMONT, Stéphane, DORNA, Alexandre (dir.), *Les grandes figures du radicalisme. Les radicaux dans le siècle (1901-2001)*, Éditions Privat, Toulouse, 2001, 286 p.

BERSTEIN, Serge (dir.), *Paul Ramadier : la République et le socialisme*, Éditions Complexe, Coll. « Questions au XX^e siècle », Bruxelles, 1990, 521 p.

CAZALS, Rémy, FABRE, Daniel (dir.), *Les Audois. Dictionnaire biographique*, Association des Amis des Archives de l'Aude, Carcassonne, 1990, 349 p.

COURTES, Georges, (dir.), *Le Gers. Dictionnaire biographique de l'antiquité à nos jours*, Société archéologique et historique du Gers, 2^e édition, Auch, 2007, 386 p.

GRESLE-BOUIGNOL, Maurice (dir.), *Les Tarnais. Dictionnaire biographique*, Fédération des sociétés intellectuelles du Tarn, Albi, 1996, 414 p.

MOURRE, Michel, *Le petit Moure. Dictionnaire d'histoire universelle*, Bordas, 3^e édition, 2004, 1424 p.

VALLAUD, Dominique, *Dictionnaire historique*, Fayard, Coll. « Le grand livre du mois », 1995, 1016 p.

¹ Sauf indication contraire, la ville d'édition est Paris.

Dictionnaires et encyclopédie sur le gaullisme

ANDRIEU, Claire, BRAUD, Philippe, PIKETTY, Guillaume, *Dictionnaire de Gaulle*, Robert Laffont, Coll. « Bouquin », 2006, 1265 p.

BROCHE, François, CAÏTUCOLI, Georges, MURACCIOLE, Jean-François (dir.), *Dictionnaire de la France Libre*, postface de Jean-François Sirinelli, Éditions Robert Laffont, Coll. « Bouquins », 1632 p.

CHARBONNEL, Jean, *Dictionnaire raisonné d'un gaulliste rebelle*, France-Empire, 2014, 217 p.

OLLIVIER, Jean-Paul, *Abcdaire De Gaulle*, Flammarion, 2001, 120 p.

SABATIER, Georges, RAGUENEAU, Philippe, *Le dictionnaire du gaullisme*, Albin Michel, 1994, 514 p.

Dictionnaires et travaux sur la violence

AUDIGIER, François, GIRARD, Pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve, 2011, 246 p.

BERSTEIN, Serge, - « Consensus politique et violences civiles », *Vingtième Siècle*, n°69, janvier-mars 2001, pp. 51-61.

- « L'affrontement simulé des années 1930 », *Vingtième Siècle*, n°5, janvier-mars 1985, pp. 39-54.

BOURDIN, Philippe, CARON, Jean-Claude, BERNARD, Mathias (dir.), *La voix et le geste. Une approche culturelle de la violence socio-politique*, Presses universitaires Blaise-Pascal, Coll. « Histoires croisées », 2005, 381 p.

BRAUD, Philippe (dir.), - *Violences politiques*, Seuil, Coll. « Points Essais », 2004, 285 p.

- *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, L'Harmattan, Coll. « Cultures et conflits », 1993, 415 p.

- « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, n°09-10, Printemps-été 1993, pp. 13-42.

CHAUVAUD, Frédéric (dir.), *La dynamique de la violence. Approches pluridisciplinaires*, PUR, Coll. « Essais », Rennes, 2010, 240 p.

CONESSA, Pierre, *La fabrication de l'ennemi. Ou comment tuer avec sa conscience pour soi*, Robert Laffont, 2011, 365 p.

COSSART, Paula, *Le meeting politique. De la délibération à la manifestation (1868-1939)*, PUR, Coll. « Histoire », Rennes, 2010, 325 p.

FILLIEULE, Olivier, MATHIEU, Lilian, PECHU, Cécile, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la fondation nationales des sciences politiques, Coll. « Références – Sociétés en mouvement », 2009, 651 p.

GIRARD, Pascal, - « Le « Plan Bleu », un complot exemplaire sous la IV^e République », dans *Complots et conspirations en France du XVIII^e au XX^e siècle*, Presses Universitaires de Valenciennes, Valenciennes, 2003, pp. 119-138.

- « Le gaullisme d'opposition au miroir de la haine politique, 1947-1958 », dans DELEPLACE, Marc (dir.), *Les discours de la haine. Récits et figures de la passion dans la cité*, Presses Universitaires du Septentrion, Coll. « Histoire et civilisation », Villeneuve d'Ascq, 2009, pp. 287-305.

HAROCHE, Claudine, « Retenue dans les mœurs et maîtrise de la violence politique. La thèse de Norbert Elias », *Cultures & conflits* [en ligne], n°9-10, printemps-été 1993, mis en ligne le 4 mars 2005, consulté le 1 octobre 2015. URL : <http://conflits.revues.org/239>

LABORIE, Pierre, « Violence politique et imaginaire collectif : l'exemple de l'épuration », dans BERTRAND, Michel, LAURENT, Natacha, TAILLERFER, Michel (dir.), *Violences et pouvoirs politiques*, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 1996, pp. 205-216.

LAGRANGE, Hugues, « La perception de la violence dans l'opinion publique », *Revue française de sociologie*, n°25-4, 1984, pp. 636-657.

MAFFESOLI, Michel, *Essais sur la violence*, CNRS Éditions, 3^e édition, Coll. « Sociologie », 2009, 213 p.

MARZANO, Michela (dir.), *Dictionnaire de la violence*, PUF, Coll. « Quadrige », 2011, 1568 p.

MEYRAND, Régis (dir.), *Les mécanismes de la violence. États, institutions, individu*, Sciences humaines éditions, Auxerre, 2006, 287 p.

MICHAUD, Yves, *La violence*, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 7^e édition, 2012, 128 p.

MONIER, Frédéric, *Le complot dans la république. De Boulanger à la Cagoule*, La découverte, Coll. « L'espace de l'histoire », 1998, 339 p.

MUCHEMBLED, Robert, *Une histoire de la violence. De la fin du Moyen-Age à nos jours*, Seuil, Coll. « L'univers historique », 2008, 502 p.

NDIAYE, Abou, FERRAND-BECHMANN, Dan, *Violences et société. Regards sociologiques*, Desclée de Brouwer éditions, Coll. « L'époque en débat », 2010, 320 p.

NORA, Pierre, « Gaullistes et communistes », dans NORA, Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*. Tome 3 : Les France, volume 1 : Conflits et partages, Gallimard, 1992, pp. 347-393.

SOFSKY, Wolfgang, *Traité de la violence*, Gallimard, Coll. « Tel », 1998, 227 p.

SOMMIER, Isabelle, *La violence politique et son deuil*, PUR, Rennes, 2008, 253 p.

WIEVIORKA, Michel, *La violence*, Fayard, Coll. « Pluriel », 2010, 329 p.

Études sur l'honneur et la virilité

BOURDIEU, Pierre, « Sur le pouvoir symbolique », *Annales*, n°3, mai-juin 1977, pp. 405-411.

CHAPOUTOT, Johann, « Virilité fasciste », dans COURTINE, Jean-Jacques (dir.), *Histoire de la virilité. Tome3 : La virilité en crise ? Le XX^e-XXI^e siècle*, Seuil, Coll. « Histoire », 2011, pp. 285-310.

CORBIN, Alain (dir.), *Histoire de la virilité. Tome 2 : le triomphe de la virilité (XIX^e siècle)*, Seuil, Coll. « Histoire », 2011, 513 p.

ELSTER, Jon, « Réputation et caractère », traduit de l'anglais par Sylvie Muller, *Communications*, n°93, 2013/2, pp. 29-47.

GAUTHERON, Marie (dir.), *L'honneur. Image de soi ou don de soi : un idéal équivoque*, Éditions Autrement, Coll. « Morales », 1994, 231 p.

PILLON, Thierry, « Virilité ouvrière », dans COURTINE, Jean-Jacques (dir.), *Histoire de la virilité. Tome3 : La virilité en crise ? Le XX^e-XXI^e siècle*, Seuil, Coll. « Histoire », 2011, pp. 311-334.

SOHN, Anne-Marie, « Sois un homme ». *La construction de la masculinité au XIX^e siècle*, Seuil, Coll. « L'univers historique », 2009, 461 p.

La IV^e République

Ouvrages généraux

ADNES, Françoise (inventaire fait par), *Archives de la présidence de la République. IV^e République. Vincent Auriol, René Coty*, Archives Nationales, Coll. « La documentation française », 2001, 402 p.

AGULHON, Maurice, NOUSCHI, André, SCHOR, Ralph, *La France de 1940 à nos jours*, Nathan, nouvelle édition, Coll. « Fac Histoire », 1995, 574 p.

ALEXANDER, Martin, MOURE, Kenneth (dir.), *Crisis and renewal in France, 1918-1962*, Bergahn Books, Londres, 2002, 324 p.

AVRIL, Pierre, GICQUEL, Jean, « La IV^e entre deux républiques », *Pouvoirs*, n°76, 1996, pp. 27-43.

BARRIERE, Jean-Paul, *La France au XX^e siècle*, Hachette, Coll. « Les fondamentaux Histoire », 2014, 160 p.

BECKER, Jean-Jacques, *Histoire politique de la France depuis 1945*, Armand Colin, 10^e édition, Coll. « Cursus », 2011, 280 p.

BERSTEIN, Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Seuil, Coll. « Points - Histoire », 2003, 440 p.

BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre (dir.), *L'année 1947*, Presses de la Fondation des Sciences Politiques, 1999, 531 p.

- BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, *Histoire de la France au XX^e siècle. II. 1930-1958*, Perrin, Coll. « Tempus », 2009, 746 p.
- BOURDACHE, Colette, *Les années cinquante*, Fayard, 1980, 585 p.
- CAMPBELL, Peter, « Remarques sur les effets de la loi électorale française du 9 mai 1951 », *Revue française de science politique*, n°4, 1951, pp. 498-502.
- CHAPSAL, Jacques, *La vie politique en France de 1940 à 1958*, PUF, 2^e éditions, Coll. « Thémis Science Politique », 1990, 518 p.
- DUBY, Georges, *Histoire de la France. De 1852 à nos jours*, Larousse, Coll. « Référence Larousse Histoire », 1993, 685 p.
- DUHAMEL, Éric, *Histoire politique de la IV^e République*, La Découverte, Coll. « Repères », 2000, 122 p.
- DUPEUX, Georges, *La France de 1945 à 1965*, Armand Colin, Coll. « U2 », 1969, 384 p.
- ELGEY, Georgette, - *Histoire de la IV^e République. Première partie, La République des illusions 1945-1951*, Fayard, 1993, 704 p.
- *Histoire de la IV^e République. Deuxième partie, La République des contradictions 1951-1954*, Fayard, 1993, 761 p.
- *Histoire de la IV^e République. Troisième partie, La République des tourmentes 1954-1959, Tome premier*, Fayard, 1992, 674 p.
- *Histoire de la IV^e République. Troisième partie, La République des tourmentes 1954-1959, Tome second*, Fayard, 1997, 691 p.
- *Histoire de la IV^e République. De Gaulle à Matignon. Troisième partie, La République des tourmentes 1954-1959, Tome quatrième*, Fayard, 2012, 594 p.
- FAUVET, Jacques, *La IV^e République*, Arthème Fayard, 1971, 507 p.
- GACON, Jean, *1944-1958 Quatrième République*, Messidor/Éditions sociales, 1987, 260 p.
- GOETSCHER, Pascale, TOUCHEBOUEF, Bénédicte, *La IV^e République. La France de la Libération à 1958*, Librairie Générale Française, Coll. « La France Contemporaine », 2004, 574 p.
- LACHAISE, Bernard (dir.), *Résistance et Politique sous la IV^e République*, Presses Universitaires de Bordeaux, Coll. « Politique XX^e siècle », Bordeaux, 2004, 173 p.
- LE BEGUEC, Gilles, PESCHANSKI, Denis (dir.), *Les élites locales dans la tourmente. Du Front populaire aux années cinquante*, CNRS éditions, 2000, 460 p.
- MARZORATI, Jean-Louis, *C'était les années 50*, L'Archipel, 2010, 417 p.
- MENCHERINI, Robert, *Guerre Froide, grèves rouges. Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France. Les grèves « insurrectionnelles » de 1947-1948*, Éditions Syllepse, Coll. « Utopie critique », 1998, 307 p.
- MONNERON, Jean-Louis, ROWLEY, Anthony, *Histoire du peuple français. Tome 5 : Les IV^e et V^e*

Républiques (1947-1984), Nouvelle Librairie de France, 2^e édition, 1989, 738 p.

RIOUX, Jean-Pierre, - *La France de la Quatrième République. I. L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Série : Nouvelle histoire de la France contemporaine N°15, Seuil, Coll. « Points Histoire », 1980, 314 p.

- *La France de la Quatrième République. 2. L'expansion et l'impuissance 1952-1958*, Série : Nouvelle histoire de la France contemporaine N°16, Seuil, Coll. « Points Histoire », 1983, 384 p.

WILLIAMS, Philip, - *La vie politique sous la IV^e République*, Armand Colin, 1971, 866 p.

- *Crisis and compromise. Politics in the Forth Republic*, Longman Group Limited, Londres, 1972, 528 p.

ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, DELACROIX, Christian, *La France du temps présent 1945-2005*, Belin, Coll. « Histoire de France », 2010, 653 p.

Médias et opinions publiques

BESSIERE, Sophie, *Les événements de mai 1958 : 13 mai 1958 – 1er juin 1958 : à travers l'Humanité et le Figaro*, mémoire de maîtrise d'Histoire, sous la direction de Jean Sie, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1998, 437 p.

BOURDIN, Philippe, CARON, Jean-Claude, BERNARD, Mathias (dir.), *L'incident électoral. De la révolution française à nos jours*, Presses universitaires Blaise-Pascal, Coll. « Histoires croisées », 2002, 330 p.

BRUNELIN, Gilles, *Le Rassemblement du peuple français vu par Le Canard enchaîné : 1944-1955*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Bordeaux-III, Bordeaux, 1997, 146 p.

CHARNAY, Jean-Paul, *Les scrutins politiques en France de 1815 à 1962. Contestations et invalidations*, Armand Colin, Coll. « Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques », 1964, 272 p.

CHARPIER, Frédéric, *L'obsession du complot*, Bourdin éditeur, 2005, 232 p.

CHIAMA, J., GONZALEZ, J.-C., *Deux quotidiens de province en 1947 : l'Étincelle et la IV^e République des Pyrénées*, T.E.R., Bordeaux-III, Bordeaux, 1974, 298 p.

DUBASQUE, François et KOCHER-MARBOEUF, Éric (dir.), *Terres d'élections. Les dynamiques de l'ancrage politique 1750-2009*, préface d'Yves Jean, PUR, Coll. « Histoire », Rennes, 2014, 426 p.

FORCE, Thierry, *La Dépêche et le retour au pouvoir du Général de Gaulle : mai-novembre 1958*, mémoire de maîtrise d'Histoire, sous la direction de Pierre Bouyoux, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1985, 79 p.

GOGUEL, François, - *Chroniques électorales. Tome 1 : La Quatrième République*, Presse de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1981, 171 p.

- *Géographie des élections françaises sous la troisième et la quatrième république*, Armand Colin, Coll. « cahiers de la fondation nationale des sciences politiques », 1970, 185 p.
- « Les élections françaises du 2 janvier 1956 », *Revue française de science politique*, 6^e année, n°1, 1956, pp. 5-17.
- JALABERT, Laurent, *De Gaulle et un journal provincial d'opposition La Dépêche du Midi : novembre 1947-novembre 1970*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1990, 268 p.
- JEANNENEY, Jean-Noël, *Une histoire des médias. Des origines à nos jours*, Seuil, Coll. « Points – Histoire », 1996, 380 p.
- LACHAISE, Bernard, Le BEGUEC, Gilles, TURPIN, Frédéric (dir.), *Les élections législatives de novembre 1958 : une rupture ?*, Presses Universitaires de Bordeaux, Coll. « Politique XX^e siècle », Pessac, 2011, 225 p.
- LANCELOT, Marie-Thérèse et Alain, *Atlas des circonscriptions électorales en France depuis 1875. Atlas (b)*, Armand Colin, Coll. « Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques », 1970, 95 p.
- RAYNAL, Jean-Jacques, *L'importance politique d'un quotidien régional en position de monopole. La Dépêche du Midi (1947-1977)*, thèse pour le doctorat d'État en Sciences politiques, Paris-I, 1979, 324 p.
- SAINDERICHIN, Pierre, *De Gaulle et Le Monde*, Le Monde Éditions, Coll. « La mémoire du Monde », 1990, 173 p.
- SARAZANAS, Isabelle, « *Le Rassemblement* » (1948-1951), T.E.R., Paris-IV, 1983, 87 p.

Les guerres de décolonisations

- AJCHENBAUM, Yves Marc, - *Indochine 1946-1954 : de la paix manquée à la « sale guerre »*, E.J.L., Coll. « Libro document », 2004, 96 p.
- *La guerre d'Algérie 1954-1962*, E.J.L., Coll. « Libro document », 2003, 126 p.
- DALLOZ, Jacques, - *La guerre d'Indochine 1945-1954*, Seuil, Coll. « Points Histoire », 1987, 316 p.
- « La guerre d'Indochine dans les élections législatives de 1951 », dans *Outre-mers*, tome 92, n°346-347, 1^e semestre 2005, pp. 291-302.
- BANTIGNY, Ludivine, « Jeunes et Soldats. Le contingent français dans la guerre d'Algérie », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, n°83, 2004/3, pp. 97-107.
- DROZ, Bernard, *Histoire de la décolonisation au XX^e siècle*, Seuil, Coll. « Points Histoire », 2006, 386 p.
- DROZ, Bernard, LEVER, Évelyne, *Histoire de la guerre d'Algérie : 1954-1962*, Seuil, Coll.

« Points Histoire », 1982, 383 p.

ESCLANGON-MORIN, Valérie, *Les rapatriés d'Afrique du Nord de 1956 à nos jours*, avant-propos de Claude Liauzu, L'harmattan, Coll. « Histoire et Perspectives Méditerranéennes », 2007, 414 p.

PERVILLE, Guy, - « de Gaulle et le problème algérien en 1958 », *Outre-Mers*, tome 95, n°358-359, 1^{er} semestre 2008, pp. 15-27.

- *De l'Empire français à la décolonisation*, Hachette, Coll. « Carré Histoire », 1993, 256 p.

SINGARAVELOU, Pierre (dir.), *Les empires coloniaux XIX^e-XX^e siècle*, Points, Coll. « Points Histoire Inédit », 2013, 474 p.

STORA, Benjamin, *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*, La Découverte, 4^e édition, Coll. « Repères », 2004, 130 p.

STORA, Benjamin, HARBI, Mohammed, *La guerre d'Algérie*, Fayard, Coll. « Pluriel », 2010, 1040 p.

13 Mai 1958 et ses conséquences

AGULHON, Maurice, *Coup d'État et République*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Coll. « La bibliothèque du citoyen », 1997, 99 p.

BENQUIN, Jean-Marie, *1958. La genèse de la V^e République*, PUF, 1988, 429 p.

BROMBERGER, Serge et Merry, *Les 13 complots du 13 mai*, Arthème Fayard, 1959, 443 p.

Collectif, *L'avènement de la V^e République*, Armand Colin, 1999, 384 p.

Collectif, *Mai 1958. Le retour du général de Gaulle*, Presses Universitaires de Rennes, Coll. « Histoire », Rennes, 2010, 226 p.

DANIEL, Jean, *De Gaulle et l'Algérie*, avant propos de Jean Lacouture, Seuil, Coll. « L'histoire immédiate », 1986, 284 p.

DEBATTY, André, *Le 13 mai et la presse*, Armand Colin, 1960, 328 p.

NICK, Christophe, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Librairie Arthème Fayard, 1998, 836 p.

PERVILLE, Guy, « De Gaulle et le problème algérien en 1958 », dans *Outre-mers*, tome 95, n°358-359, 1^{er} semestre 2008, pp. 15-27.

REMOND, René, *1958, le retour de De Gaulle*, Complexe, 2008, 191 p.

RUDELLE, Odile, *Mai 1958. De Gaulle et la République*, Plon, 1988, 317 p.

STORA, Benjamin, *De Gaulle et la guerre d'Algérie*, Fayard, Coll. « Pluriel », 2012, 300 p.

VALENCE, David, « 1958-1962 : l'avènement d'un "pouvoir gaulliste" ? » [en ligne], *Histoire@Politique. Politique, Culture, Société*, n°12, septembre-décembre 2010. URL : www.histoire-politique.fr

WINOCK, Michel, - *La République se meurt*, Seuil, Coll. « Folio Histoire », 1985, 287 p.
- *L'agonie de la IV^e République*, Gallimard, Coll. « Folio Histoire », 2013, 495 p.

Études sur la région Midi-Pyrénées

ABBE, Jean-Loup, *Histoire de Limoux*, Éditions Privat, 2009, 267 p.

ALLAUX, Bernard, *Les élections législatives dans le département de l'Aude au XX^e siècle*, Thèse en sciences politiques, Faculté de droit et des sciences économiques de Toulouse, Toulouse, 14 juin 1969, 584 p.

BETEILLE, Roger (dir.), *L'Aveyron au XX^e siècle*, Éditions du Rouergue, Rodez, 1999, 350 p.

BORDES, Maurice (dir.), *Histoire de la Gascogne contemporaine. Des Landes aux Pyrénées*, Éditions Horvath, Roanne – Le coteau, 1983, 371 p.

BUFFELAN-LANORE, Jean-Paul, *Le complot du 13 mai 1958 dans le Sud-Ouest*, préface de Louis Périllier,... ; postfaces de M. le général de corps d'armée (CR) Roger Miquel et de M. le professeur Joseph Cathala, Mémoire de DES en Sciences politiques, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1960, 226 p.

CHIARADIA, Éric, « Le Midi toulousain », dans AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, LAURENT, Sébastien (dir.), *Les gaullistes. Hommes et réseaux*, Nouveaux Mondes éditions, 2013, pp. 401-421.

CLAEYS, Louis, *Deux siècles de vie politique dans le département de l'Ariège 1789-1989*, Imprimerie Soula, Pamiers, 1994, 459 p.

Collectif, *Histoire des pays de l'Aude*, Conseil Général de l'Aude, Carcassonne, 1980, 187 p.

COUDERC, Florence, *Les conseillers généraux de l'Aveyron sous la IV^e République*, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, sous la direction de Jean-François Soult, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, Juin 1988, 426 p.

DELON, Michel, FORMOSA, Maryelle, *L'expérience du tripartisme en 1947 et l'opinion publique toulousaine d'après la « Démocratie » et le « Patriote »*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, sous la direction de Jean Sentou, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1973, 138 p.

DELPOUX, Yannick, *La Haute-Garonne de la IV^e à la V^e Républiques (1945-1968). Étude de sociologie, de géographie et de cartographie électorales*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, sous la direction de Jean Estèbe, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1982, 242 p.

LABORIE, Pierre, « Une révolution silencieuse », dans *Histoire du Quercy*, Éditions Privat, Toulouse, 1993, pp. 213-243.

MAGNOU, Anne-Marie, - « Études de géographies électorales : la Haute-Garonne sous la IV^e République », in Trois Études sur le Sud-Ouest, *Publications de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse*, n°3, Pédone, 1968, pp. 5-160.

- « Les élections législatives à Toulouse sous la IV^e République », *Annales de la faculté de droit de Toulouse*, Tome IX, Fascicule 2, Toulouse, 1961, pp. 245-296.

MALO, Albert, *L'épuration et le renouvellement des élites dans le département du Gers. Facteurs, principaux aspects et développements*, mémoire de DEA, sous la direction de Jean Estebe, Toulouse, Toulouse II-le Mirail, septembre 1991, 154 p.

PECH, Rémy, « Les grands militants viticoles languedociens au XX^e siècle. De la défense du vin à la mobilisation socio-culturelle », dans DEMELAS, Marie-Danielle (dir), *Militantisme et Histoire*, PUM, Toulouse, pp. 231-246.

PROTET, Georges, *Mémoires d'Alby. Une ville à travers l'histoire*, Éditions Grand Sud, Albi, 2008, 383 p.

ROUDIL, Jean-Jacques, *La vie politique sous la quatrième république à Rodez (1945-1958)*, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, sous la direction de Jean Sie et Philippe Foro, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, Octobre 1997, 157 p.

Histoire du gaullisme

Études d'ensemble

AUDIGIER, François, « Évolutions du service d'ordre gaulliste des années cinquante aux années soixante : quand la modernisation partidairiste passe par la pacification militante », dans RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan 1956-1967*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », Rennes, 2007, pp. 125-138.

BELLAMY, David, « Le gaullisme fut-il une critique du régime d'assemblée ? », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, Hors-série n°9, 2013/3, pp. 113-125.

BERSTEIN, Serge, *Histoire du gaullisme*, Perrin, Coll. « Tempus », 2002, 574 p.

BROCHE, François, *Une histoire des antigaullismes*, Bartillat, 2007, 650 p.

CHARLOT, Jean, - *Le gaullisme d'opposition. Histoire politique du gaullisme (1946-1958)*, Fayard, 1983, 436 p.

- *Le phénomène gaulliste*, Fayard, 1970, 207 p.

Collectif, « Dossier. Gaullisme et antigaullisme », *Arkheia*, n°7-8-9, 2002, pp. 40-100.

FORO, Philippe, *L'antigaullisme. Réalités et représentations (1940-1953)*, Champion, 2003, 425 p.

GUILLAUME, Pierre, *Gaullisme et antigaullisme en Aquitaine*, Presses Universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 1990, 246 p.

HAZAREESINGH, Sudhir, *Le mythe gaullien*, Gallimard, 2010, 281 p.

Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle en son siècle. Tome 2. La République*, Plon, 1992, 564 p.

MAZZUCCHETTI, Denis, FREDJ, Claire, *Le gaullisme, de 1940 à nos jours*, Hatier, 1996, 79 p.

MORELLE, Chantal, *De Gaulle, le gaullisme et les gaullistes*, Armand Colin, Coll. « Synthèse », Série « Histoire », 1998, 96 p.

PETIFILS, Jean-Christian, *Le gaullisme*, PUF, 4^e édition, 1994, 127 p.

TOUCHARD, Jean, *Le gaullisme 1940-1969*, Seuil, Coll. « Points Histoire », 1978, 381 p.

VIANSSON-PONTE, Pierre, *Histoire de la République gaullienne. Volume 1 : la fin d'une époque (mai 1958-juillet 1962)*, Pluriel, 1994, 600 p.

Mouvements et partis gaullistes

AUDIGIER, François, SCHWINDT, Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est de la IV^e République*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2009, 421 p.

AUDIGIER, François, *Histoire du S.A.C. La part d'ombre du gaullisme*, Stock, 2003, 525 p.

BELLAMY, David, « Historique des groupes parlementaires gaullistes », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, n°HS 5, 2009/3, pp. 8-18.

BERSTEIN, Serge, BIRNBAUM, Pierre, RIOUX, Jean-Pierre (dir.), *De Gaulle et les élites*, La Découverte, 2008, 346 p.

Collectif, *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, 1998, 864 p.

Collectif, « La genèse du RPF », *Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle*, n°4, 1997, 254 p.

DERVILLE, Jacques, « Les partis gaullistes : fidélité aux principes et évolutions doctrinales », dans BRECHON, Pierre (dir.), *Le discours politique en France. Évolution des idées partisans*, La documentation française, Coll. « Les études de la documentation française », 1994 pp. 37-58.

GUIOL, Patrick, *L'impasse sociale du gaullisme : le RPF et l'action ouvrière*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, 361 p.

GUIOL, Patrick, NEVEU, E., « Sociologie des adhérents gaullistes », *Pouvoirs*, n°28, 1984, pp. 91-106.

LACHAISE, Bernard, - *Le gaullisme dans le sud-ouest au temps du RPF*, Fédération Historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1997, 754 p.

- « Le Rassemblement du Peuple Français (RPF) 1947-1955 » [en ligne], *Historiens & Géographes*, n°357, avril-mai 1997. URL: <http://cemmc.u-bordeaux3.fr/pdf/lach1.pdf>

- « De Gaulle et les gaullistes face aux conflits sociaux au temps du RPF », dans SADOUN, Marc, SIRINELLI, Jean-François, VANDENBUSSCH, Robert (dir.), *La politique sociale du général de Gaulle*, Paris, 1990, pp. 69-90.

PONCEYRI, Robert, *Gaullisme électoral et V^e République. Les élections en France depuis 1958 et la mutation du système politique. Tome 1*, Presses de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, Toulouse, 1986, 693 p.

POZZI, Jérôme, - *Les mouvements gaullistes. Partis, associations et réseaux 1958-1976*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2011, 390 p.

- « L'Union pour la Nouvelle République : de l'illusion partidair à la relance pompidolienne (1958-1967) », dans RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan 1956-1967*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », Rennes, 2007, pp. 21-30.

PURTSCHET, Christian, *Le Rassemblement du peuple français, 1947-1953*, Cujas, 1965, 420 p.

RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *La recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, Presses Universitaires de Rennes, Coll. « Histoire », Rennes, 2004, 393 p.

TURPIN, Frédéric, « Printemps 1954. Échec à de Gaulle : un retour au pouvoir manqué », *Revue historique*, n°620, 2001/4, pp. 913-927.

VAÏSSE, Maurice, « De Gaulle et la guerre froide (1946-1953) », dans AUDIGIER, François, LAURENT, Sébastien-Yves (dir.), *Un historien du politique. Mélanges en l'honneur de Bernard Lachaise*, Riveneuve éditions, 2015, pp. 406-417.

Biographies du général de Gaulle

Textes rassemblés par BRETAGNE, Christian, *De Gaulle 1890-1970. Ce qu'ils ont dit de lui...*, Jean-Pierre Taillandier, 1970, 65 p.

FRANK, Robert, ROUSSEL, Éric (dir.), *Deux passions françaises. Pierre Mendès France et Charles de Gaulle*, CNRS Éditions, 2014, 366 p.

FOULON, Charles-Louis, *De Gaulle. Itinéraires*, CNRS Éditions, 1990, 332 p.

LACOUTURE, Jean, - *De Gaulle*, Seuil, Coll. « Le temps qui court », 1965, 189 p.

- *De Gaulle. Tome 2 : Le politique*, Seuil, 2010, 728 p.

RIMBAUD, Christiane, *Traversées du désert. De De Gaulle à nos jours : la disgrâce en politique*, Albin Michel, 1998, 382 p.

ROUSSEL, Éric, *Charles de Gaulle*, Gallimard, Coll. « Biographies », 2002, 1034 p.

Personnalités politiques

BERNOT, Jacques, *Gaston Palewski : premier baron du gaullisme*, François-Xavier de Guibert, Coll. « Histoire essentielle », 2010, 350 p.

CHIARADIA, Éric, « Les députés gaullistes de Midi-Pyrénées 1958-1978 », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, n°HS 5, 2009/3, pp. 67-84.

LACHAISE, Bernard, LE BEGUEC, Gilles, SIRINELLI, Jean-François, *Jacques Chaban Delmas en politique*, PUF, 2007, 481 p.

LACHAISE, Bernard, - « Itinéraires des parlementaires gaullistes de la IV^e République »,

Parlement(s), Revue d'Histoire Politique, n°7, 2007, pp. 47-63.

- « Contestataires et compagnons : les formes de l'engagement gaulliste », *Vingtième siècle*, n°60, octobre 1998, pp. 71-81.

LACOUTURE, Jean, - *François Mauriac. Tome 2 : Un citoyen du siècle 1933-1970*, Seuil, Coll. « Points », 1990, 512 p.

- *André Malraux. Une vie dans le siècle*, Seuil, 1973, 448 p.

LAGROYE, Jacques, *Société et politique. J. Chaban-Delmas à Bordeaux*, Pedone, 1973, 345 p.

PERRIER, Jérôme, *Michel Debré*, Ellipses, 2010, 452 p.

SIMON-NAHUM, Perrine, *André Malraux. L'engagement politique au XX^e siècle*, Armand Colin, 2010, 239 p.

TURPIN, Frédéric, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, CNRS Éditions, Coll. « Histoire », 2015, 488 p.

ULLMANN, Bernard, *Jacques Soustelle. Le Mal Aimé*, Plon, 1995, 443 p.

YVERNEAU-GLASSER, Élisabeth, « Recherche sur un gaulliste : Gaston Palewski », dans AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, LAURENT, Sébastien (dir.) *Les gaullistes. Hommes et réseaux*, Nouveaux Mondes éditions, 2013, pp. 155-167.

ZELLER, Bernard, *L'autre visage d'Edmond Michelet : 1899-1970*, Via Romana, Versailles, 2012, 294 p.

Charisme et politique

DELOYE, Yves, « Le charisme contrôlé », *Communications*, n°69, 2000, pp. 157-172.

DELPORTE, Christian, *Une histoire de la séduction politique*, Flammarion, Coll. « Champs histoire », 2^e édition, 2012, 383 p.

GAÏTI, Brigitte, *De Gaulle prophète de la cinquième république*, Presses de Science-Po, 1998, 378 p.

GARRIGUES, Jean, *Les hommes providentiels. Histoire d'une fascination française*, Seuil, 2012, 467 p.

GIRARDET, Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, Coll. « L'univers historique », 1986, 216 p.

HAZAREESINGH, Sudhir, « De Gaulle, le mythe napoléonien et la consécration de la tradition consulaire républicaine », *Cahiers Jaurès*, n°189, 2008/3, pp. 3-20.

OFFERLE, Michel (dir.), *La profession politique XIX^e-XX^e siècles*, Belin, 1999, 364 p.

RINN, Michael (dir.), *Émotions et discours. L'usage des passions dans la langue*, PUR, Coll. « Interférences », Rennes, 2008, 371 p.

THODY, Philipp, *French caesarism. From Napoleon 1 to Charles de Gaulle*, The MacMillan Press,

Londres, 1989, 231 p.

QUAGLIARIELLO, Gaetano, - *De Gaulle et il gollismo*, Il mulino, Coll. « Collezione di testi e di studi. Storiografia », Bologne, 2003, 884 p.

- *La religion gaulliste*, Perrin, 2007, 611 p.

La jeunesse

AUDIGIER, François, « L'étude des mouvements politiques de jeunes : cadre historiographique et enjeux épistémologiques. Le cas des cadets gaullistes » [en ligne], *Histoire@Politique*, n°4, janvier-avril 2008. URL : www.histoire-politique.fr

BANTIGNY, Ludvine, - « Les jeunes, sujets et enjeux politiques (France, XX^e siècle). Présentation », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°4, janvier-avril 2008, www.histoire-politique.fr

- « Jeunesse et engagement pendant la guerre d'Algérie », *Parlement[s]. revue d'histoire politique*, n°8, 2007/2, pp. 39-53.

CLAVEL, Isabelle, « Réformer l'École après 1944 : du consensus au *dissensus* entre la SFIO et le MRP » [en ligne], *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 18, septembre-décembre 2012. URL : www.histoire-politique.fr

Collectif, *Charles de Gaulle et la jeunesse*, Plon, Coll. « Espoir », 2005, 627 p.

FISCHER, Didier, « Entre secret et mémoire : les étudiants gaullistes et leur prise de pouvoir à l'UNEF à la fin des années quarante », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°58, 2000, pp. 64-69.

LE BEGUEC, Gilles, « Partis politiques et groupements de jeunesse » [en ligne], *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°4, janvier-avril 2008. URL : www.histoire-politique.fr

ROBENE, Luc, « Le Rassemblement du Peuple Français (RPF), la jeunesse et le sport au temps des « séparatistes » (1947-1951) », dans AUDIGIER, François, LAURENT, Sébastien-Yves (dir.), *Un historien du politique. Mélanges en l'honneur de Bernard Lachaise*, Riveneuve éditions, 2015, pp. 515-532.

VAVASSEUR-DESPERRIERS, Jean, « Jeunesse et mouvements de droite durant l'entre-deux-guerres » [en ligne], *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°4, janvier-avril 2008. URL : www.histoire-politique.fr

Travaux universitaires

CALMELS, Patrick, *Le gaullisme et le monde rural dans le Sud-Ouest (1945-1969)*, Mémoire de

- DEA d'Histoire, sous la direction de Pierre Laborie, Université Toulouse II-le Mirail, 1998, 145 p.
- CHOISEUL, Francis, *Gaullisme et bonapartisme*, thèse de 3^e cycle, sous la direction de Jean Tulard, Université Paris-Sorbonne, 1986, 380 p.
- DEBRE, Jean-Louis, *Les idées constitutionnelles du général de Gaulle*, thèse de 3^e cycle, Paris II, 1973, 461 p.
- MESSINA, Stéphane, *Les maires RPF élus aux élections municipales de 1947, dans les villes de plus de 30 000 habitants, en France métropolitaine*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Bordeaux-III, Bordeaux, 1995, 121 p.
- MOCELLIN, Philippe, *Les motivations du militant gaulliste : genèse de l'engagement des militants isérois*, thèse de 3^e cycle, sous la direction de Pierre Bréchon, Grenoble II, Grenoble, 1993, 300 p.
- MOSSUZ-LAVAU, Janine, *André Malraux et le gaullisme*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982, 321 p.
- SIMON, Guy, *Les exclusions au Rassemblement du Peuple Français*, Mémoire de Sciences politiques, Paris-I, 1976, 80 p.
- TANGUY, Yann, *Les mouvements de jeunes gaullistes de 1947 à 1958*, D.E.A. d'Études Politiques, Université de Rennes, Rennes, 1978, 149 p.
- TERRIER, M., *Le Rassemblement du Peuple Français dans la tradition politique française*, thèse de 3^e cycle, sous la direction de Michel Goguel, Institut d'Études Politiques de Paris, 1952, 149 p.
- VIGO, Diane, *Les députés RPF élus en 1951*, D.E.A., Bordeaux-III, 1994, 207 p.

Histoire des partis politiques

Parti Communiste Français (PCF)

Études d'ensemble

- BOURGEOIS, Guillaume, KRIEGEL, Annie, *Les communistes français 1920-1970*, Seuil, 1985, 400 p.
- Collectif, *Le PCF : étapes et problèmes 1920-1972*, Éditions sociales, 1981, 639 p.
- COURTOIS, Stéphane, LAZAR, Marc (dir.), *Histoire du Parti communiste français*, PUF, 2^e édition, Coll. « Thémis Histoire », 2000, 496 p.
- FAUVET, Jacques, *Histoire du parti communiste français. Tome 2 : Vingt-cinq ans de drames, de 1939 à 1965*, Fayard, 1965, 404 p.
- JULLIARD, Jacques, *Les Gauches françaises 1762-2012. Tome 1. Histoire et Politique*, Flammarion, Coll. « Champs Histoire », 2012, 911 p.
- MARTELLI, Roger, *Prendre sa carte 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*,

Fondation Gabriel Péri, Vénissieux, 2010, 95 p.

ROBRIEUX, Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste. Tome 2 : 1945-1972*, Fayard, 1981, 735 p.

Études de cas sur le communisme

BUTON, Philippe, - « Le PCF et la IV^e République », *Historiens & Géographes*, n°357, avril-mai 1997, pp. 269-282.

- *Les lendemains qui déchantent. Le PCF à la Libération*, Presses de Sciences Po, 1993, 352 p.

CALMELS, Patrick, *Communistes et gaullistes dans la Haute-Garonne et le midi toulousain de la Libération à l'indépendance de l'Indochine*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, sous la direction de Pierre Laborie, Toulouse II-Le Mirail, Toulouse, 1997, 227 p.

COSSART, Paula, « La communion militante. Les meetings de gauche durant les années Trente », *Sociétés & représentations*, n°12, 2001/2, pp. 131-140.

COURTOIS, Stéphane, LAZAR, Marc (dir.), *50 ans d'une passion française. De Gaulle et les communistes*, Balland, 1991, 342 p.

FOUGERON, Lucie, - « Propagande et création picturale. L'exemple du PCF dans la guerre froide », *Sociétés & représentations*, n°12, 2001/2, pp. 321-325.

- « Les affiches du Parti communiste français. Créations d'un fonds d'archives », *Sociétés & représentations*, n°12, 2001/2, pp. 269-284.

GIRARD, Pascal, « Le PCF et la violence durant la IV^e République, 1944-1958 », dans AUDIGIER, François, COLON, David, FOGACCI, Frédéric (dir.), *Les partis politiques : nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, P.I.E. Peter Lang, Coll. « France Contemporaine », Bruxelles, 2012, pp. 233-263.

LERNER, Henri, *De Gaulle et la gauche*, L'Interdisciplinaire, 1994, 321 p.

MEZURE, Bernard, *L'implantation du PCF à Toulouse de 1945 à 1958 : à travers les élections*, Mémoire de maîtrise d'histoire, sous la direction de Rolande Trempé, Toulouse II-Le Mirail, Toulouse, 1979, 74 p.

RICHARD, Gilles, « Le parti communiste français de 1956 à 1967 : crise et renouveau », dans RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan 1956-1967*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », Rennes, 2007, pp. 115-123.

SANTAMARIA, Yves, *Le Parti de l'ennemi ? Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1947-1958)*, Armand Colin, 2006, 300 p.

SIROT, Stéphane, *Maurice Thorez*, Presses de Sciences Po, 2000, 302 p.

SOMMIER, Isabelle, « La CGT : du service d'ordre au service d'accueil », *Genèses*, n°12, 1993, pp. 69-88.

VIDAL, Georges, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », *Revue historique*, n°640, 2006/4, pp. 901-922.

VIGREUX, Jean, « Le parti communiste français à la campagne, 1920-1964. Bilan historiographique et perspectives de recherche » [en ligne], *Ruralia*, n°3, 1998, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 09 octobre 2015. URL : <http://ruralia.revues.org/55>

Sociologie du parti communiste

CAPDEVIELLE, Jacques, « Les opinions et les comportements politiques des ouvriers ; une évolution inévitable ? Irréversible ? », *Cahier du Cévipof*, n°21, janvier 1999, 76 p.

LAVABRE, Marie-Claire, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994, 319 p.

NOIRIEL, Gérard, *Les ouvriers dans la société française XIX^e-XX^e siècle*, Seuil, Coll. « Point Histoire », 1986, 321 p.

Parti socialiste (SFIO)

CASTAGNEZ, Noëlline, *Socialistes en République. Les parlementaires SFIO de la IV^e République*, PUR, Rennes, Coll. « Histoire », 2004, 413 p.

FORO, Philippe, « Paul Ramadier et le gaullisme », *Annales du Midi*, n°112, 2000, pp. 201-217.

GHEBALI, Éric, *Vincent Auriol. Le président citoyen 1884-1966*, Grasset, Coll. « Biographie », 1998, 398 p.

HENNIQUE, Damien, *Les relations entre partenaires de gauche en Tarn-et-Garonne (1945-1958)*, Mémoire de Master 1 d'Histoire moderne et contemporaine, sous la direction de Jacques Cantier, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, septembre 2010, 140 p.

LENOBLE, Jean, - *Le parti socialiste dans l'Aude, de la libération à la fin du XX^e siècle. Tome 1 : De la Libération à la fin de la IV^e République (1945-1958)*, Atelier du Gué, fédération socialiste de l'Aude, Carcassonne, 2005, 251 p.

- *Le parti socialiste dans l'Aude, de la libération à la fin du XX^e siècle. Tome 2 : Des débuts de la V^e République aux lendemains du Congrès d'Epinay (1958-1973)*, Atelier du Gué, fédération socialiste de l'Aude, Carcassonne, 2007, 303 p.

Parti radical et républicain socialiste

AUGARDE, Jacques, DREYFUS, Simone et JOUVE, Edmond (dir.), *Le président Gaston*

Monnerville, A.D.E.L.F., Coll. « Mondes francophones », Série « Colloques de l'A.D.E.L.F. », Paris, 1995, 528 p.

BAAL, Gérard, *Histoire du radicalisme*, La Découverte, Coll. « Repères », Paris, 1994, 122 p.

BRUNET, Jean-Paul, *Gaston Monnerville. Le Républicain qui défia de Gaulle*, Albin Michel, Paris, 1997, 334 p.

CHIARADIA, Éric, *Le pouvoir local de Jean Baylet*, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, sous la direction de Jean Estebe, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1989, 160 p.

DUBASQUE, François, « La tentative de rénovation du Parti républicain socialiste et son échec (1945-1970) », dans AUDIGIER, François, LAURENT, Sébastien-Yves (dir.), *Un historien du politique. Mélanges en l'honneur de Bernard Lachaise*, Riveneuve éditions, 2015, pp. 462-476.

MARCEL, Alexandre, *Maurice Faure. L'étonnant destin politique*, Publi Fusion, Cahors, 1997, 328 p.

ROUSSEL, Éric, *Pierre Mendès France*, Gallimard, 2007, 608 p.

Partis centristes (MRP et CNIP)

GUILLAUME, Sylvie, *Antoine Pinay ou la confiance en politique*, Presse de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1984, 231 p.

LETAMENDIA, Pierre, *Le mouvement républicain populaire : histoire d'un grand parti français*, Beauchesne, Coll. « L'histoire dans l'actualité », 1997, 381 p.

Poujadisme (UDCA)

GROS, Jérôme, *Le mouvement poujadiste dans l'Aude de 1954 à 1958*, sous la direction de Jean Rives, Mémoire de maîtrise d'Histoire, sous la direction de Jean Rives, Université de Toulouse II-Le Mirail, octobre 2002, 156 p.

SOUILLAC, Romain, *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2007, 415 p.

Historiographie¹

L'historiographie est un travail que tout universitaire se doit d'accomplir lors de ses recherches. Elle veut dresser le bilan de toutes les études effectuées sur le thème étudié durant ces dernières décennies. Pour introduire notre synthèse, nous nous devons d'étudier les nombreux travaux qui peuvent intéresser notre sujet. Ceux-ci ont pu exister dès la création du Rassemblement du Peuple Français (RPF) et les élections législatives de 1951. Mais du fait de leur rédaction durant la IV^e République, ils seront considérés comme des sources et ne figureront pas dans notre présente analyse historiographique. La grande diversité de ces études impose une dissociation en plusieurs catégories : le gaullisme, la IV^e République et la violence militante. Cette compartimentation peut sembler simpliste, mais elle permet de dresser un portrait plus clair des différentes thématiques qui se croisent tout au long de notre mémoire. Les rapports entre les gaullistes et les autres partis politiques figurent dans notre exposé, mais nous avons privilégié ci-dessous une analyse des productions sur le gaullisme, ne pouvant nous lancer dans une étude globale des productions sur le parti communiste français (extrêmement riche en bibliographie) et les autres partis.

I) Le gaullisme, une histoire récente

Si l'histoire du gaullisme a été entreprise très tôt, dès l'époque du RPF, par le politologue René Rémond dans *La Droite en France*² en 1954, elle n'a guère prospéré durant les décennies suivantes. Seules de rares thèses de troisième cycle en sciences politiques et quelques ouvrages, parmi lesquels dominent les écrits de Jean Charlot, sont alors consacrés au gaullisme. La thèse de Christian Purtschet en 1964 sur *le Rassemblement du Peuple Français 1947-1953*³ en est la preuve. Aucune étude universitaire ne fut réalisée à sa suite. Le développement date des années 1970, au lendemain des présidences de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou, grâce aux travaux initiés par l'Institut Charles-de-Gaulle. L'institut fut fondé en 1971 selon la volonté du général de Gaulle, par Pierre Lefranc, ancien responsable des jeunes gaullistes dans les années cinquante. Sous son impulsion, des travaux de plus en plus nombreux commencent à émerger : *le gaullisme 1940-1969* de Jean Touchard ; *De Gaulle et le gaullisme* de François-Georges Dreyfus ; *Le gaullisme d'opposition 1946-1958* de Jean Charlot ; *L'impasse sociale du gaullisme* de Patrick Guiol ; l'acte de colloque *De Gaulle en son siècle* en 1991 ; *Le gaullisme dans le Sud-Ouest au temps du RPF* de Bernard Lachaise ; *De Gaulle et le RPF 1947-1955* par une équipe financée par la Fondation Charles-de-Gaulle ; ou encore *De Gaulle prophète de la Cinquième République* de Brigitte Gaïti⁴...

1 Sauf indication contraire, la ville d'édition est Paris.

2 REMOND, René, *La Droite en France*, Aubier, 1954, 544 p.

3 PURTSCHET, Christian, *Le Rassemblement du peuple français, 1947-1953*, Cujas, 1965, 420 p.

4 TOUCHARD, Jean, *Le gaullisme 1940-1969*, Seuil, Coll. « Points Histoire », 1978, 381 p. ; DREYFUS, François-Georges, *De Gaulle et le gaullisme. Essai d'interprétation*, PUF, Coll. « Politique d'aujourd'hui », 1982, 319 p. ;

Malgré la liste énoncée, les travaux portant sur le gaullisme restent relativement peu nombreux. La dissolution du Rassemblement Pour la République (RPR), dernier parti politique se voulant gaulliste, entraîne de profonds bouleversements dans le monde des chercheurs. Le gaullisme existe-t-il encore après la fin du RPR ? La prolifération des politiques se disant gaullistes met-elle un terme au gaullisme politique tel qu'il fut ? Et d'abord, qu'est-ce que le gaullisme ? Ces questions qui émergent dans l'esprit des citoyens entraînent soudainement l'intérêt des historiens pour les mouvements gaullistes. Car c'est bien là que se trouve le changement historiographique : à de très rares exceptions près, les études menées précédemment sur le gaullisme le furent par des politologues. Serge Bernstein publie la première synthèse sur l'histoire du gaullisme¹. Reprenant la trame du livre de Jean Touchard, *l'histoire du gaullisme* de BERSTEIN complète les analyses du politologue et ajoute les mouvements gaullistes qui existèrent après la mort du général. De nombreuses thèses d'histoire qui en découlent font leur apparition : *Génération gaulliste : l'Union des Jeunes pour le Progrès (1965-1975)* de François Audigier, et *De Gaulle, le gaullisme et l'Indochine* de Frédéric Turpin, sont les premières thèses d'histoire sur le thème des mouvements gaullistes. Des biographies essaient les recherches des jeunes historiens, comme celles portant sur Goeffroy de Montalembert, Louis Joxe et Gaston Palewski². Aux approches des politistes, les historiens ajoutent des problématiques nouvelles, comme l'étude de la culture politique, des générations et des héritages³.

Il semble impossible de parler aujourd'hui de gaullisme sans comprendre en arrière-fond le concept de mouvements gaullistes au pluriel. Déjà, René Rémond avait fait évoluer son titre *La Droite en France* (1954) en *Les droites en France* (1982). En effet, le politologue, qui considérait en 1954 que le gaullisme était la droite à lui seul – les autres mouvements l'ayant rejoint –, révisa son point de vue et admit l'idée que les mouvements de droite étaient multiples et que le gaullisme n'en était qu'un aspect. Plus l'historiographie sur le gaullisme et surtout sur les gaullistes s'enrichit, plus l'image traditionnelle accolée à cette famille politique est révisée. Qu'il s'agisse des itinéraires des « compagnons », militants, cadres, élus ou ministres, désormais mieux connus grâce aux recherches biographiques et prosopographiques, des idées ou des pratiques politiques, la diversité

CHARLOT, Jean, *Le gaullisme d'opposition. Histoire politique du gaullisme (1946-1958)*, Fayard, 1983, 436 p. ; GUIOL, Patrick, *L'impasse sociale du gaullisme : le RPF et l'action ouvrière*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, 361 p. ; INSTITUT CHARLES DE GAULLE, *De Gaulle en son siècle. Tome 2. La République*, Plon, 1992, 564 p. ; LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme dans le sud-ouest au temps du RPF*, Fédération Historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1997, 754 p. ; Collectif, *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, 1998, 864 p. ; GAÏTI, Brigitte, *De Gaulle prophète de la cinquième république*, Presses de Science-Po, 1998, 378 p.

1 BERSTEIN, Serge, *Histoire du gaullisme*, Perrin, Coll. « Tempus », 2002, 574 p.

2 BELLAMY, David, *Geoffroy de Montalembert (1898-1993) : un aristocrate en République*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, Coll. « Histoire », 2006, 344 p. ; MORELLE, Chantal, *Louis Joxe : diplomate dans l'âme*, André Versaille-éditions, Bruxelles, 2010, 891 p. ; YVERNEAU-GLASSER, Elisabeth, *Gaston Palewski, acteur et témoin d'un demi-siècle de vie publique et politique française (1924-1974)*, Sciences Po, 2008, 603 p.

3 BERSTEIN, Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Seuil, Coll. « Points Histoire », 2003, 448 p.

l'emporte. Ce qui contredit les visions simplistes ou caricaturales d'un mouvement uniforme tel que le présentait René Rémond. Odile Rudelle, spécialiste du gaullisme, fut l'un des premiers chercheurs à contester cette idée de « gaullisme uni », en distinguant au moins deux courants gaullistes, le gaullisme conservateur et le gaullisme de gauche. « Les gaullismes » semblent désormais représenter au mieux la réalité des faits, et les travaux récents le démontrent par le biais de leur diversité en termes de générations, d'espaces, de milieux professionnels etc. Les gaullistes ne sont plus seulement réduits aux élus, gouvernants et résistants, mais aussi à une multitude d'individus cultivant un héritage du secret qui remonte à la Seconde Guerre mondiale et à la Guerre Froide, ainsi qu'un goût pour le chef unique dirigeant la masse issu des ligues des années Trente.

Cette diversité se ressent dès la formation du RPF en avril 1947. En seulement quelques mois, plusieurs centaines de milliers de personnes rejoignent le mouvement du général, permettant au parti de récolter entre 800 000 et 1 million de militants à la fin de la même année¹. Les fiefs conservateurs et socialistes, voire parfois communistes, fournissent la principale base militante. En certaines régions radicales, le gaullisme séduit. Bernard Lachaise l'illustre parfaitement dans son livre *Le Sud-Ouest au temps du RPF*, dans l'actuelle région d'Aquitaine, où la Gironde et la Charente-Maritime deviennent des fiefs gaullistes. Néanmoins, les recherches sur l'antigaullisme montrent que les terres radicales et socialistes restent globalement hostiles aux idées gaulliennes. C'est le cas de Pierre Guillaume, qui voit dans l'Aquitaine continentale une opposition farouche au gaullisme². La thèse de Philippe Foro et l'ouvrage de François Broche analysent au niveau national l'antigaullisme qui règne dans la France de la IV^e République³. Ces deux livres, rédigés par un historien et un journaliste, s'accordent sur tous les points où ils se rencontrent. Pourtant, si le gaullisme et les gaullistes sont de plus en plus étudiés en France, il reste encore une région que l'historiographie ne recouvre pas à l'heure actuelle : le Midi toulousain. Certes, Philippe Foro mentionne brièvement la région dans sa thèse et rédige un article sur l'antigaullisme midi-pyrénéen⁴, où il conclut à l'inexistence du gaullisme dans la région toulousaine de par l'incapacité des rares militants RPF à s'implanter. Mais son article ne s'intéresse pas au gaullisme (puisque se focalisant sur l'antigaullisme), tandis que sa thèse avait vocation à étudier le pays dans son ensemble et ne s'attarde donc que sur quelques régions pour illustrer ses propos. Éric Chiaradia a tenté de combler ce vide en étudiant le gaullisme des débuts de la V^e République⁵. Il montra l'instabilité de

1 RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République. I. L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Coll. « Nouvelle histoire de la France contemporaine N°15 », Seuil, Coll. « Points Histoire », 1980, p. 176.

2 GUILLAUME, Pierre, *Gaullisme et antigaullisme en Aquitaine*, Presses Universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 1990, 246 p.

3 FORO, Philippe, *L'antigaullisme. Réalités et représentations (1940-1953)*, Champion, 2003, 425 p. ; BROCHE, François, *Une histoire des antigaullismes*, Bartillat, 2007, 650 p.

4 FORO, Philippe, « L'antigaullisme en Midi-Pyrénées (1947-1969) », *Arkheia*, n°7-8-9, 2002, pp. 86-93.

5 CHIARADIA, Éric, « Les députés gaullistes de Midi-Pyrénées 1958-1978 », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, 2009/3 n° H.S. 5, pp. 67-84 ; CHIARADIA, Éric, « Le Midi toulousain », dans AUDIGIER, François,

l'implantation gaulliste dans la région jusqu'à l'arrivée d'Alexandre Sanguinetti à Toulouse. Enfin, Guy Longaygue étudia le gaullisme à travers ses rapports avec le radicalisme dans le Lot¹. Mais il s'agit bien des seuls travaux s'intéressant aux mouvements se revendiquant du Général dans cette région. Et encore, l'unique exemplaire du mémoire de Longaygue ayant disparu, seul l'article de Philippe Foro sur la IV^e République peut être exploité. Patrick Calmels est un cas très particulier². Il reconnaît très bien dans l'introduction de son mémoire l'absence d'étude régionale du gaullisme³ et donne de grands espoirs en expliquant qu'il a obtenu les dérogations pour ses sources, trouvé des témoins gaullistes et consulté les archives à l'Institut Charles de Gaulle (aujourd'hui Fondation Charles de Gaulle). Pourtant, à la lecture de sa maîtrise, on ne peut qu'être déçu devant une si grande place accordée aux communistes et leurs archives. Des éclairages sur les gaullistes nous sont offerts, mais ils sont apportés grâce aux rapports des renseignements généraux que nous avons nous-même pu consulter. Néanmoins, ses hypothèses et son étude sur l'opposition toulousaine gaulliste-communiste nous ont servi pour la rédaction du mémoire dès le Master 1⁴. Aucune thèse ou mémoire n'est prévu pour l'instant sur ce sujet⁵ qualifié « d'intéressant mais complexe » par Gilles Le Béguec. Pourtant, les travaux portant sur la région durant la IV^e République ne manquent pas, la présence à Muret du président Auriol et la puissance du radicalisme et du socialisme y étant pour beaucoup.

Un dernier aspect étudié sont les rapports entre le général de Gaulle et ses militants, ainsi que celui qu'entretenaient les gaullistes entre eux. Les militants gaullistes convaincus avaient tendance à considérer le général de Gaulle comme une sorte de messie ou de « gourou ». Gaetano Quagliariello, historien italien, s'est visiblement intéressé à la question. Son *De Gaulle et il gollismo*⁶ nous fournit le plus d'éléments à ce sujet avec les sources à notre disposition. Une édition française a été publiée en 2007. Nous n'avons pu la consulter à temps, et c'est à partir de la version

LACHAISE, Bernard, LAURENT, Sébastien (dir.), *Les gaullistes. Hommes et réseaux*, Nouveaux Mondes éditions, 2013, pp. 401-421.

- 1 LONGAYGUE, Guy, *L'implantation du gaullisme dans le Lot à partir de 1945. La persistance du radicalisme ?*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1981 (informations recueillies auprès des Archives départementales du Lot en janvier 2016).
- 2 CALMELS, Patrick, *Communistes et gaullistes dans la Haute-Garonne et le midi toulousain de la Libération à l'indépendance de l'Indochine*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-Le Mirail, Toulouse, 1997, 227 p.
- 3 « Cependant, le "facteur gaulliste" est plus ou moins passé sous silence [pour la région] ». *Ibidem*, p. 6.
- 4 MULLER, Bryan, *Gaullistes, communistes et violences politiques sous la IV^e République (1947-1958). Regards croisés sur le Tarn et la Haute-Garonne*, Mémoire de Master 1 d'Histoire, sous la direction de Philippe Foro, Université de Toulouse Jean-Jaurès, Toulouse, juin 2015, 148 p.
- 5 Actuellement, les seuls thèses d'Histoire sur le gaullisme sont celles de Matthieu Colmar, *Gaullisme et gaullistes en Haute-Normandie (1969-1992)*, *l'Association des Français libres (1945-2000)* de Sylvain Cornil-Frerrot, *Jean Charbonnel ou le gaullisme de gauche à l'épreuve du terrain (1962-1995)* de Bastien Gorse, et *Edmont Michelet. Filiations, pratiques et réseaux d'un gaulliste en politique (1940-1970)* d'Olivier Herbinet. Informations obtenues sur <http://www.theses.fr/sujets/?q=gaullisme> (consulté le 2 mars 2016).
- 6 QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo*, Il mulino, Coll. « Collezione di testi e di studi. Storiografia », Bologne, 2003, 884 p.

originale que nous avons travaillé. Toutefois, et il est important de le relever, *La religion gaulliste*¹, titre donnée par l'édition française, semble tronquer l'orientation de l'étude menée par Quagliariello. Certes, le rapport « mystique » et « quasi-religieux » entre le Général et ses fidèles (les « dévots »)² est énoncé, mais il n'est pas développé. Ce que l'auteur recherche, ce sont les rapports qu'entretient le général de Gaulle avec ses militants et le régime, les rapports entre militants et les rapports entre les gaullistes et le régime. C'est ce triptyque qui intéresse l'auteur, et le titre de l'œuvre originale (que l'on pourrait traduire par « de Gaulle et le gaullisme ») reflète bien plus cette préoccupation que celui attribué par les éditions Perrin.

Un aspect des relations entre gaullistes sera également étudié sous l'angle des « réseaux » créés et entretenus par les militants. Ces rapports entre individus entraînaient le plus souvent des demandes de « pistons » auprès des cadres parisiens. Les plus sollicités étaient Jacques Foccart et André Valabregue. L'espoir des militants était d'obtenir le plus souvent un emploi, de préférence dans les colonies françaises, parfois de défendre des positions à l'Assemblée Nationale ou de les sortir d'une situation judiciaire délicate. La thèse de Julie Bour, soutenue l'an dernier et que nous n'avons pu consulter, s'intéresse aux « réseaux » de Louis Jacquinot³, tandis qu'un article de François Audigier étudie le « réseau » Foccart à travers ses contacts avec le capitaine Dargelos⁴.

II) La IV^e République : « La Mal Aimée » ?

La IV^e République est un sujet d'étude de longue date. Les débuts de sa création firent tellement polémiques qu'ils suscitèrent des publications entre ses partisans et détracteurs. Sa chute en 1958, acclamée par une très grande majorité de Français qui lui préférèrent la nouvelle constitution, a ancré dans les esprits l'image d'une République bloquée, dépendante de ses alliés (à commencer par les États-Unis) et corrompue par les (més)alliances incessantes entre partis politiques qui s'accaparaient tous les pouvoirs. Cette image fut contestée dès les premiers mois de la V^e République par Joseph Barsalou, radical convaincu et rédacteur pour *La Dépêche du Midi*. Ce dernier, qui défendait les institutions qui auraient été dévalorisées par les citoyens, ne parvint en réalité qu'à faire entrer dans l'histoire le surnom qui lui est aujourd'hui attaché : « la Mal Aimée »⁵. Incompris, son ouvrage – qui reconnaît des défauts à la constitution de 1946 – fut interprété par ses contemporains comme une condamnation de la République qu'il s'efforçait de réhabiliter tant bien que mal.

1 QUAGLIARIELLO, Gaetano, *La religion gaulliste*, Perrin, 2007, 611 p.

2 QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo [Op. Cit.]*, p. 195.

3 BOUR, Julie, *Louis Jacquinot, une figure de républicain modéré : du poincarisme au gaullisme*, thèse d'Histoire à l'université de Metz, 12 février 2015 (informations obtenues auprès de François Audigier).

4 AUDIGIER, François, « Les "réseaux Foccart" en Outre-mer à la fin de la IV^e République. Une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-mers*, tome 95, n°358-359, 1^{er} semestre 2008, pp. 75-88.

5 BARSALOU, Joseph, *La Mal Aimée. Histoire de la IV^e République* (1959), Plon, 1964, 333 p.

Les études sur « la Mal Aimée » n'ont cessé depuis de se faire. Les analyses institutionnelles, fonctionnelles et diplomatiques sont les plus nombreuses et montrent l'intérêt que portent les chercheurs aux raisons qui ont pu provoquer son échec malgré son existence lors d'un contexte socio-économique très avantageux – les « Trente Glorieuses » tirent leurs racines de la fin de la seconde guerre mondiale¹. Les formes privilégiées de ces travaux généraux sont les dictionnaires et encyclopédies², les synthèses³, et les ouvrages généraux⁴. Les ouvrages spécialisés sont plus rares mais très complets. Dans cette catégorie, nous pouvons citer les publications du politologue Philipp Williams et de l'historienne Georgette Elgey, qui sont deux auteurs incontournables sur la période⁵. Bien qu'ils soient séparés par une trentaine d'années, leurs ouvrages apportent des détails immenses sur la république de ce temps et se complètent à merveille. Les études portant sur la IV^e République peuvent se faire indirectement, en axant leurs recherches sur un parti politique, un conflit militaire ou une personnalité durant cette période. Les guerres de décolonisation ont fait couler beaucoup d'encre. « La Mal Aimée » dû faire face aux revendications nationalistes de ses colonies. L'Indochine et l'Algérie ont marqué durablement le régime, la seconde ayant même achevé celui-ci. Elles ont attiré des chercheurs comme Benjamin Stora, Bernard Droz et Jacques Dalloz⁶. Les événements du 13 mai 1958 et ses conséquences en France métropolitaine ont peut-être encore plus intéressé les historiens et politistes, qui y voient l'achèvement d'un régime trop affaibli⁷ ou l'empreinte d'un coup d'État⁸.

-
- 1 FOURASTIE, Jean, *Les Trente Glorieuses* (1979), Fayard, Coll. « Pluriel », 2011, 290 p.
 - 2 AVRIL, Pierre, VINCENT, Gérard, *La IV^e République. Histoire et société*, MA Éditions, 1988, 203 p. ; CHAGNOLLAUD, Dominique (dir.), *Dictionnaire de la vie politique et sociale*, Hatier, Coll. « Initial », 1993, 252 p.
 - 3 CAUCHY, Pascal, *La IV^e République*, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 2004, 128 p. ; DUHAMEL, Éric, *Histoire politique de la IV^e République*, La Découverte, Coll. « Repères », 2000, 122 p. ; FAUVET, Jacques, *La IV^e République*, Arthème Fayard, 1971, 507 p. ; GACON, Jean, *1944-1958 Quatrième République*, Messidor/Éditions sociales, 1987, 260 p. ; GUILLAUME, Sylvie, *La France contemporaine 1946-1990. Chronologie commentée, Tome I : la IV^e République*, Perrin, 1990, 327 p.
 - 4 BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, *Histoire de la France au XX^e siècle. II. 1930-1958*, Perrin, Coll. « Tempus », 2009, 746 p. ; CHAPSAL, Jacques, *La vie politique en France de 1940 à 1958*, PUF, 2^e éditions, Coll. « Thémis Science Politique », 1990, 518 p. ; RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République*, deux tomes, Coll. « Nouvelle histoire de la France contemporaine n°14-15 », Seuil, Coll. « Points Histoire », 1980, 314 p.
 - 5 ELGEY, Georgette, *Histoire de la IV^e République*, cinq tomes, Fayard, 1993-2012 ; WILLIAMS, Philip, *La vie politique sous la IV^e République*, Armand Colin, 1971, 866 p. ; WILLIAMS, Philip, *Crisis and compromise. Politics in the Forth Republic*, Longman Group Limited, Londres, 1972, 528 p.
 - 6 STORA, Benjamin, HARBI, Mohammed, *La guerre d'Algérie*, Fayard, Coll. « Pluriel », 2010, 1040 p. ; STORA, Benjamin, *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*, La Découverte, 4^e édition, Coll. « Repères », 2004, 130 p. ; PERVILLE, Guy, *De l'Empire français à la décolonisation*, Hachette, Coll. « Carré Histoire », 1993, 256 p. ; DROZ, Bernard, LEVER, Évelyne, *Histoire de la guerre d'Algérie : 1954-1962*, Seuil, Coll. « Points Histoire », 1982, 383 p. ; DROZ, Bernard, *Histoire de la décolonisation au XX^e siècle*, Seuil, Coll. « Points Histoire », 2006, 386 p. ; DALLOZ, Jacques, - *La guerre d'Indochine 1945-1954*, Seuil, Coll. « Points Histoire », 1987, 316 p.
 - 7 Collectif, *Mai 1958. Le retour du général de Gaulle*, Presses Universitaires de Rennes, Coll. « Histoire », Rennes, 2010, 226 p. ; RUDELLE, Odile, *Mai 1958. De Gaulle et la République*, Plon, 1988, 317 p. ; WINOCK, Michel, *La République se meurt*, Seuil, Coll. « Folio Histoire », 1985, 287 p. ; WINOCK, Michel, *L'agonie de la IV^e République*, Gallimard, Coll. « Folio Histoire », 2013, 495 p.
 - 8 BROMBERGER, Merry et Serge, *Les 13 complots du 13 mai ou la délivrance de Gulliver*, Fayard, 1959, 447 p. ; BUFFELAN-LANORE, Jean-Paul, *Le complot du 13 mai 1958 dans le Sud-Ouest*, préface de Louis Périllier,... ; postfaces de M. le général de corps d'armée (CR) Roger Miquel et de M. le professeur Joseph Cathala, Mémoire de DES en Sciences politiques, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1960, 226 p. ; NICK, Christophe,

Encore, c'est par le biais de la biographie que la IV^e République peut être observée, à travers la figure des deux présidents de la République¹, des président du gouvernement² ou d'opposants politiques³. Enfin, c'est dans la fondation de la V^e République que la fin de « la Mal Aimée » peut être analysée⁴. Le Midi ne dément pas ces constats et devient le sujet de recherches très variées. Les ouvrages s'intéressant à l'histoire politique ne peuvent échapper à la Haute-Garonne et sa figure tutélaire, le président Auriol⁵. Toutefois, les recherches les plus marquantes par leur quantité sont celles étudiant l'opinion publique à travers la géographie électorale et la presse locale. Les articles d'Anne-Marie Magnou⁶ s'imposent dans le domaine de la géographie électorale locale, que nous pouvons compléter avec les nombreux travaux de François Goguel⁷. La maîtrise de Yannick Delpoux sur la Haute-Garonne parachève l'ensemble⁸. Du côté de la presse locale, les études ne manquent pas non plus. Celles-ci sont légion. Si nous ne devons en citer que deux, ce serait les maîtrises d'histoire de Thierry Force et Laurent Jalabert, qui étudient tous deux *la Dépêche du Midi*⁹. La thèse de Jean-Jacques Raynal sur ledit journal n'a pas été consultée mais elle mérite d'être citée¹⁰. *La Dépêche du Midi*, qui est le principal journal dans le Midi, avait des concurrents comme *le Patriote du Sud-Ouest*, *l'Humanité*, *le Républicain*, *l'Action* etc. Sophie Bessière se sert de *l'Humanité* et du *Figaro*, et non de *la Dépêche*, pour voir la réaction de la population et son adhésion (ou non) au général de Gaulle après le 13 mai 1958¹¹. Ces différentes analyses sont très

Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique, Librairie Arthème Fayard, 1998, 836 p.

- 1 GHEBALI, Éric, *Vincent Auriol le président citoyen 1884-1966*, Grasset, Coll. « Biographie », 1998, 396 p. ; BAECQUE, Francis (de), *René Coty tel qu'en lui-même*, préface de Maurice Schumann, STH, 1991, 314 p.
- 2 GUILLAUME, Sylvie, *Antoine Pinay ou la confiance en politique*, Presse de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1984, 231 p. ; ROUSSEL, Éric, *Pierre Mendès France*, Gallimard, 2007, 608 p.
- 3 BERNOT, Jacques, *Gaston Palewski : premier baron du gaullisme*, François-Xavier de Guibert, Coll. « Histoire essentielle », 2010, 350 p. ; PERRIER, Jérôme, *Michel Debré*, Ellipses, 2010, 452 p. ; LACOUTURE, Jean, *De Gaulle. Tome 2 : Le politique*, Seuil, 2010, 728 p.
- 4 BENQUIN, Jean-Marie, 1958. *La genèse de la V^e République*, PUF, 1988, 429 p. ; Collectif, *L'avènement de la V^e République*, Armand Colin, 1999, 384 p.
- 5 ADNES, Françoise (inventaire fait par), *Archives de la présidence de la République. IV^e République. Vincent Auriol, René Coty*, Archives Nationales, Coll. « La documentation française », 2001, 402 p.
- 6 MAGNOU, Anne-Marie, « Études de géographies électorales : la Haute-Garonne sous la IV^e République », in *Trois Études sur le Sud-Ouest, Publications de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse*, n°3, Pédone, 1968, pp. 5-160 ; MAGNOU, Anne-Marie, « Les élections législatives à Toulouse sous la IV^e République », *Annales de la faculté de droit de Toulouse*, tome IX, fascicule 2, Toulouse, 1961, pp. 245-296.
- 7 GOGUEL, François, *Chroniques électorales. Tome 1 : La Quatrième République*, Presse de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1981, 171 p. ; GOGUEL, François, *Géographie des élections françaises sous la troisième et la quatrième république*, Armand Colin, Coll. « cahiers de la fondation nationale des sciences politiques », 1970, 185 p. ; GOGUEL, François, « Les élections françaises du 2 janvier 1956 », *Revue française de science politique*, 6^e année, n°1, 1956, pp. 5-17.
- 8 DELPOUX, Yannick, *La Haute-Garonne de la IV^e à la V^e Républiques (1945-1968). Étude de sociologie, de géographie et de cartographie électorales*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-le Mirail, 1982, 242 p.
- 9 FORCE, Thierry, *La Dépêche et le retour au pouvoir du Général de Gaulle : mai-novembre 1958*, mémoire de maîtrise : Histoire contemporaine, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1985, 79 p. ; JALABERT, Laurent, *De Gaulle et un journal provincial d'opposition La Dépêche du Midi : novembre 1947-novembre 1970*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1990, 268 p.
- 10 RAYNAL, Jean-Jacques, *L'importance politique d'un quotidien régional en position de monopole. La Dépêche du Midi (1947-1977)*, thèse pour le doctorat d'État en Sciences politiques, Paris-I, 1979, 324 p.
- 11 BESSIERE, Sophie, *Les événements de mai 1958 : 13 mai 1958 – 1er juin 1958 : à travers l'Humanité et le Figaro*,

utiles pour connaître l'opinion publique vis-à-vis des partis politiques, leurs réactions face à des conflits ou des problèmes majeurs. Cependant, ils ont le défaut de se focaliser sur la presse pour dresser le portrait de ce que les préfets nommaient « l'esprit public ». Les auteurs se contentent de la presse locale pour sonder les réactions de la foule, au point d'en oublier que les renseignements généraux et les préfets établissaient eux aussi des rapports sur la question. Aucune mention n'est faite à leur sujet, ce qui est regrettable car les institutions faisaient très attention à cet aspect et produisaient généralement des analyses fiables – les mouvements sociaux pouvaient inquiéter les autorités locales qui avaient alors tendance à exagérer les faits. Même la maîtrise de Michel Delon, qui marque dans son intitulé « l'opinion publique toulousaine », ne peut s'empêcher de ne fonder ses constats que sur la presse¹. C'est probablement ici que réside la faiblesse de ces travaux², même si, nous le répétons, ils apportent des éclairages utiles à notre mémoire.

La pluralité des approches permet un enrichissement continu de la IV^e République comme sujet historique, économique, sociologique, diplomatique ou encore politique. Aussi, si elle est encore honnie de la mémoire collective, la IV^e semble être « la Bien Aimée » des chercheurs.

III) La violence militante : un sujet encore méconnu de l'Histoire

Le dernier thème abordé par notre mémoire est la violence politique, entendue sous tous ses aspects (propagande, injures, bagarres, assassinats, etc.). La violence est à l'origine un sujet qui attire énormément de chercheurs, historiens compris. Cependant, seuls quelques aspects de cette violence attirent : la violence criminelle, avec ses bandits, ses crimes, ses victimes et sa répression ; la violence sociale, issue des revendications sociales se manifestant dans l'accaparement de la rue, mais aussi les révoltes et autres révolutions ; la violence politique, avec la violence de masse, la répression de l'État sur son peuple (violence policière, dictature) et les conflits entre États. La violence politique entendue comme violence militante, c'est-à-dire la violence symbolique comme physique qu'usent des militants contre leurs adversaires politiques, n'en est qu'à un stade embryonnaire en France. « L'appel » si l'on peut dire, lancé par Philippe Braud en 1993 à travers la publication de son livre *la violence politique dans les démocraties européennes occidentales*³ ne connaît pas l'écho espéré malgré son succès. Le politologue continua ses travaux sur la violence politique mais ne porta plus qu'un intérêt très limité à la violence militante, qui fut déjà peu présente

mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1998, 437 p.

1 DELON, Michel, Maryelle, Formosa, *L'expérience du tripartisme en 1947 et l'opinion publique toulousaine d'après la « Démocratie » et le « Patriote »*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1973, p.

2 Sans parler de leur focalisation sur Toulouse et la Haute-Garonne. Les autres départements ont droit à quelques ouvrages généraux et travaux cités dans notre bibliographie, mais ils n'accordent que peu d'importance à la IV^e République.

3 BRAUD, Philippe (dir.), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, L'Harmattan, Coll. « Cultures et conflits », 1993, 415 p.

dans son ouvrage de 1993. Les historiens français ne se sont pas plongés dans le sujet, alors que leurs homologues étrangers, à commencer par les Étatsuniens, se penchent sur la question depuis un certain temps. Il existe bien quelques articles écrits par Serge Bernstein¹, mais ils n'ont provoqué aucun changement historiographique. Quelques analyses sur cette violence peuvent se retrouver dans des prosopographies de mouvements ou de partis politiques, mais elles restent marginales².

La violence de masse et les actions spectaculaires restent l'adage des historiens, politologues et sociologues français dans le domaine. Cet intérêt est perceptible dans les travaux sur la violence du PCF. Par exemple, la manifestation de Ridgway, qui entraîna un mort et de nombreux blessés, eut droit à de nombreux articles et ouvrages³. Les ouvrages plus généraux qui s'intéressent à la violence n'accordent pas d'analyses spécifiques à la violence militante. Michel Wieworka l'esquisse à peine à travers la violence syndicale des années soixante/soixante-dix⁴. *L'Histoire de la violence* rédigée par Robert Muchembled brasse de nombreux aspects de la violence sur une très large période chronologique, mais n'accorde pas un seul chapitre aux luttes opposants les partis politiques et leur service d'ordre⁵. Michel Maffesoli et son concept de « violence orgiaque » s'adresse à la violence de masse, tout comme *le traité de la violence* de Sofsky et *la fabrication de l'ennemi* de Conessa⁶. Si l'on quitte le domaine de la sociologie, on constate que la violence militante reste toujours absente. Le philosophe Yves Michaud, auteur d'un *Que sais-je* sur la violence, ne s'intéresse pas au militantisme mais à la pratique révolutionnaire, policière, dictatoriale ou terroriste de la violence⁷. Des tentatives d'approches pluridisciplinaires existent mais restent difficiles à exploiter pour qui s'intéresse à la violence militante, la violence politique étant encore et toujours le plus souvent restreinte aux « coups d'éclats » syndicaux et à la répression d'un groupe par une institution⁸.

Les travaux historiques sur la violence militante sont très récents. Il est possible de

-
- 1 BERNSTEIN, Serge, « Consensus politique et violences civiles », *Vingtième Siècle*, n°69, janvier-mars 2001, pp. 51-61 ; BERNSTEIN, Serge, « L'affrontement simulé des années 1930 », *Vingtième Siècle*, n°5, janvier-mars 1985, pp. 39-54.
 - 2 Par exemple, Bernard Lachaise ne consacre que cinq pages aux conflits gaullistes-communistes dans son imposant ouvrage *Le gaullisme dans le sud-ouest au temps du RPF*.
 - 3 En voici deux exemples : PIGENET, Michel, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide. « La manifestation Ridgway »*, L'Harmattan, 1992, 175 p. ; TARTAKOWSKY, Danielle, *Les manifestations de rue en France 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, 1997, 869 p.
 - 4 WIEVIORKA, Michel, *La violence*, Fayard, Coll. « Pluriel », 2010, 329 p.
 - 5 MUCHEMBLE, Robert, *Une histoire de la violence*, Seuil, 2008, 502 p.
 - 6 MAFFESOLI, Michel, *Essais sur la violence*, CNRS Éditions, 3^e édition, Coll. « Sociologie », 2009, 213 p. ; SOFSKY, Wolfgang, *Traité de la violence*, Gallimard, Coll. « NRF essais », 1998, 217 p. ; CONESSA, Pierre, *La fabrication de l'ennemi. Ou comment tuer avec sa conscience pour soi*, Robert Laffont, 2011, 365 p.
 - 7 MICHAUD, Yves, *La violence*, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 7^e édition, 2012, 128 p.
 - 8 CHAUVAUD, Frédéric (dir.), *La dynamique de la violence. Approches pluridisciplinaires*, PUR, Coll. « Essais », Rennes, 2010, 240 p. ; MEYRAND, Régis (dir.), *Les mécanismes de la violence. États, institutions, individu*, Sciences humaines éditions, Auxerre, 2006, 287 p. ; NDIAYE, Abou, FERRAND-BECHMANN, Dan, *Violences et société. Regards sociologiques*, Desclée de Brouwer éditions, Coll. « L'époque en débat », 2010, 320 p.

considérer que l'ouvrage collectif dirigé par François Audigier et Pascal Girard est le premier du genre et annonce le nouveau courant historiographique¹. Par conséquent, comment pouvons-nous étudier la violence politique pratiquée et subie par les gaullistes ? Outre les sources à notre disposition, il est possible d'utiliser des travaux s'intéressant à la violence sous ses autres aspects, qui s'approcheraient du militantisme ou nous permettraient d'en faire des analogies. À première vue, les travaux de Philippe Braud se portent sur la violence étatique (État-État, État-civils) et « guerrière » (révolutions, violences de masse) et ne nous intéressent pas. Pourtant, leurs analyses nous permettent de mieux comprendre des événements ou des réactions. *Violences politiques*² explique ainsi que la violence peut trouver ses origines dans un amas de concours de circonstances qui en facilitent l'usage, ce qui provoque un « processus d'emballement », entraînant la « diabolisation » de l'adversaire ou la condamnation de ses actes³. Les études de Michel Wievorka nous offrent à plusieurs reprises des analyses psychologiques pour tenter d'expliquer le basculement d'un individu « normal » dans la violence⁴. Adressé aux historiens du genre, le troisième tome d'*Histoire de la virilité*, dirigé par Jean-Jacques Courtine, analyse la virilité fasciste – dont le gaullisme en reprend certains aspects tels que l'ordre, le dévouement au chef et les récits de bagarre se référant aux champs de bataille – et ouvrière⁵. De plus, les violences communistes et gaullistes ont eu droit à quelques analyses régionales (voire nationales pour les communistes). Yves Santamaria, Isabelle Sommier et Pascal Girard ont étudié les manifestations et luttes physiques qui opposèrent les communistes aux forces de l'ordre⁶, tandis que François Audigier s'est beaucoup intéressé au service d'ordre gaulliste et sa tendance à user de la force durant les années quarante/cinquante⁷. Quelques études sur la violence politique et militante pratiquée sous la III^e République peuvent également servir, la persistance de pratiques anciennes étant indéniable⁸.

1 AUDIGIER, François, GIRARD, Pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve, 2011, 246 p.

2 BRAUD, Philippe (dir.), *Violences politiques*, Seuil, Coll. « Points Essais », 2004, 285 p.

3 *Ibidem*, pp. 149, 82, 198-199, 94-95.

4 WIEVIORKA, Michel, *La violence [Op. Cit.]*, 329 p.

5 CHAPOUTOT, Johann, « Virilité fasciste », dans *Histoire de la virilité. Tome3 : La virilité en crise ? Le XX^e-XXI^e siècle*, Seuil, Coll. « Histoire », 2011, pp. 285-310 ; PILLON, Thierry, « Virilité ouvrière », dans *Histoire de la virilité. Tome 3 : La virilité en crise ? Le XX^e-XXI^e siècle*, Seuil, Coll. « Histoire », 2011, pp. 311-334.

6 SANTAMARIA, Yves, « Passions pacifistes et violences révolutionnaires aux origines du communisme français », *Communisme*, n°67-68, 2001, pp. 41-69 ; SOMMIER Isabelle, BRUGIER, Jean, *Officier et communiste dans les guerres coloniales*, Flammarion, 2005, 434 p. ; GIRARD, Pascal, « Le PCF et la violence durant la IV^e République, 1944-1958 », dans AUDIGIER, François, COLON, David, FOGACCI, Frédéric (dir.), *Les partis politiques : nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, P.I.E. Peter Lang, Coll. « France Contemporaine », Bruxelles, 2012, pp. 233-263.

7 AUDIGIER, François, « Une violence militante de faible intensité : le choc gaullistes-communistes dans l'Est », dans AUDIGIER, François, SCHWINDT, Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est de la IV^e République*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2009, pp. 315-333 ; AUDIGIER, François, « Évolutions du service d'ordre gaulliste des années cinquante aux années soixante : quand la modernisation partidairienne passe par la pacification militante », dans RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan 1956-1967*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », Rennes, 2007, pp. 125-138.

8 COSSART, Paula, *Le meeting politique. De la délibération à la manifestation (1868-1939)*, PUR, Coll. « Histoire », Rennes, 2010, 325 p. ; BOURDIN, Philippe, CARON, Jean-Claude, BERNARD, Mathias (dir.), *La voix et le geste*.

Une autre façon d'appréhender la violence militante est de se servir des études sur la virilité et l'honneur. Deux concepts très importants pour les militants gaullistes et leurs principaux adversaires (les communistes) durant toute la IV^e République. En effet, la violence militante n'existe pas seulement à cause de l'opposition acharnée entre deux mouvements politiques. L'un des éléments déclencheur est l'honneur, qui se traduit par une manifestation « virile » lorsqu'il est atteint. Le deuxième tome d'*Histoire de la virilité* est d'un grand intérêt à ce sujet¹. Il montre qu'au XIX^e siècle, les hommes n'hésitaient pas à recourir à la violence pour la moindre atteinte à leur fierté. L'honneur est un concept aussi individuel que partagé (groupe), et ne pas le défendre est le signe d'une faiblesse que condamnent aussi bien le groupe² que la société. Pour faire ses preuves, le jeune homme – ici, le jeune militant – doit défendre son honneur et celui de son groupe, narguer ses adversaires et s'exposer au risque d'être pris dans une bagarre. En faisant cela, il devient un « homme » aux yeux de ses pairs³. Si cette conception de la virilité est en partie dépassée dans les années cinquante, l'honneur du groupe (et de l'individu) n'en reste pas moins important. La société ne condamne pas encore forcément l'usage de la violence, même si une limite ne doit pas être dépassée (public pris pour cible, armes à feu, assassinat, attentat). Aussi l'honneur d'un individu⁴ et de son parti joue-t-il encore un grand rôle sous la IV^e République. Honneur et contestations, déshonneur et représailles, sont des moteurs de la violence militante qu'a connus la « Mal-Aimée ».

Ainsi réunis, ces travaux d'historiens, sociologues et politologues nous permettront de compenser l'absence d'études historiques spécialisées, et nous apporterons des outils précieux dans nos analyses sur les confrontations entre les gaullistes et leurs rivaux dans la région toulousaine.

Une approche culturelle de la violence socio-politique, Presses universitaires Blaise-Pascal, Coll. « Histoires croisées », 2005, 381 p.

1 CORBIN, Alain (dir.), *Histoire de la virilité. Tome 2 : le triomphe de la virilité (XIX^e siècle)*, Seuil, Coll. « Histoire », 2011, 513 p.

2 BOURDIEU, Pierre, « Sur le pouvoir symbolique », *Annales*, n°3, mai-juin 1977, pp. 405-411.

3 SOHN, Anne-Marie, « Sois un homme ». *La construction de la masculinité au XIX^e siècle*, Seuil, Coll. « L'univers historique », 2009, 461 p.

4 ELSTER, Jon, « Réputation et caractère », traduit de l'anglais par Sylvie Muller, *Communications*, n°93, 2013/2, pp. 29-47. ; GAUTHERON, Marie (dir.), *L'honneur. Image de soi ou don de soi : un idéal équivoque*, Éditions Autrement, Coll. « Morales », 1994, 231 p.

Introduction

« Le jour va venir, où, rejetant les jeux stériles et réformant le cadre mal bâti où s'égare la nation et se disqualifie l'État, la masse immense des Français se rassemblera sur la France »¹. Le « gaullisme d'opposition » (Jean Charlot) est un important mouvement contestataire qui fut lancé officiellement lors de l'appel du général de Gaulle le 7 avril 1947. Le Rassemblement du Peuple Français (RPF) avait l'ambition de « rassembler tous les Français prêts à partager le destin de la France »². Ses débuts furent prodigieux³, mais le premier mouvement gaulliste s'écroula rapidement. L'échec du RPF poussa de Gaulle à se retirer de la scène politique. Une partie de ses partisans, les Républicains-Sociaux (Rép. Soc.), lancèrent alors le groupe parlementaire « Union des Républicains d'Action Sociale » (URAS), qui prit ensuite le nom de Centre National des Républicains Sociaux (CNRS). Mais l'absence du soutien du Général empêche le parti de rassembler tous les anciens gaullistes et se résume surtout à un club d'élus. Ce sont les événements d'Algérie et l'accession de Charles de Gaulle à Matignon en juin 1958 qui vont relancer le gaullisme. Ce regain permet au nouveau parti gaulliste, l'Union pour la Nouvelle République (UNR), de devenir le plus puissant parti de France à la naissance de la V^e République⁴. Ce bref rappel montre l'évolution du gaullisme en France métropolitaine. Toutefois, il existe une région où il ne parvient à s'implanter qu'après les événements du 13 mai 1958 : le Midi toulousain⁵. Les recherches sur le gaullisme d'opposition dans cette région sont pour ainsi dire inexistantes : Philippe Foro y consacre un article en 2002, tandis que Bernard Lachaise observe le RPF dans le Tarn-et-Garonne, le Gers, le Lot et les Hautes-Pyrénées⁶. L'intérêt d'une analyse sur le gaullisme dans le Midi est d'étudier ce qui n'a jamais été approfondi, le plus puissant mouvement politique de France (avec le communisme), dans la région qui s'y montra le plus réfractaire durant la IV^e République. Selon Jacques Foccart, de Gaulle est même agréablement surpris de voir plusieurs élus gaullistes dans le Midi aux élections législatives de 1968⁷. Les monographies sur le gaullisme d'opposition ne manquent pas. Elles couvrent une immense partie du territoire national. Mais encore à l'heure actuelle, celles-ci ne cherchent pas à connaître le mouvement et ses militants dans des régions qui

1 Extrait du discours de Bruneval tenu par le général de Gaulle le 30 mars 1947, dans GAULLE, Charles (de), *Discours et messages. Tome 2 : Dans l'attente 1946-1958*, Plon, 1970, p. 46.

2 ADT 511W57, dossier RPF, Tract RPF imprimé le 5 août 1947.

3 LEFRANC, Pierre, « La création et les grandes étapes du RPF. Rapport de synthèse », dans *De Gaulle et le RPF (1947-1955)*, Armand Colin, Paris, 1998, p. 31.

4 POZZI, Jérôme, *Les mouvements gaullistes. Partis, associations et réseaux 1958-1976*, Presses Universitaires de Rennes (PUR), Coll. « Histoire », Rennes, 2011, p. 85.

5 Le Midi, ou Midi toulousain, se compose de l'Ariège, l'Aude, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, le Lot, le Tarn et le Tarn-et-Garonne.

6 FORO, Philippe, « L'antigaullisme en Midi-Pyrénées (1947-1969) », *Arkheia*, n°7-8-9, 2002, pp. 86-93 ; LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme dans le sud-ouest au temps du RPF*, Fédération Historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1997, 754 p.

7 FOCCART, Jacques, *Journal de l'Élysée. Tome 2 : Le Général en mai (1968-1969)*, Fayard, Paris, 1998, p. 246.

leur sont hostiles, ou ne le font qu'indirectement, en étudiant un parti politique qui leur est opposé. C'est ce que firent Patrick Calmels et Bernard Mezure dans leur mémoire de maîtrise sur la Haute-Garonne¹. Par ailleurs, les confrontations entre les gaullistes et leurs adversaires politiques ne sont étudiées que depuis un temps très récent par les historiens français². Par exemple, Patrick Calmels survole les affrontements entre gaullistes et communistes par le biais de la presse locale et de la propagande, tandis que Bernard Mezure ne s'y intéresse pas.

Choisir les limites spatio-temporelles de notre étude ne fut guère simple. Si l'on voulait ne traiter que du gaullisme d'opposition, il aurait fallu s'arrêter au retour du général de Gaulle en 1958. Or, pour qui s'intéresse à la violence militante, il est indéniable que les élections de novembre et les débuts de l'UNR doivent être pris en compte. Les délimitations géographiques ne furent pas plus simples. Qu'est-ce que le Midi toulousain ? La zone d'influence de *la Dépêche du Midi*, puissant journal radical ? Les départements limitrophes à la Haute-Garonne ? Le vaste territoire que les gaullistes nomment dans les sources « le Midi », englobant les Pyrénées, la région toulousaine et une partie de la Provence ? Face au dilemme, nous avons pris notre décision à partir de trois facteurs : la considération des locaux, qui avaient tendance à se considérer comme étant dans « le Midi » - par exemple, le sous-préfet de Figeac qualifie son département de « portes du Midi »³ - ; la principale zone d'influence du journal radical *La Dépêche du Midi* ; la zone de contrôle du conseil interdépartemental de Toulouse, sorte d'ancêtre de la région Midi-Pyrénées qui se composait de l'Ariège, l'Aude, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, le Lot, le Tarn et le Tarn-et-Garonne. Ces huit départements marquent ainsi les délimitations de notre mémoire. Cette région, très vaste, était sous la domination du radicalisme et du socialisme⁴. Bastion du radical-socialisme⁵, le Midi toulousain était peuplé de 2 045 931 habitants en 1946, 2 040 101 en 1954 et 2 116 351 en 1962⁶. La répartition socioprofessionnelle comme démographique est très disparate. Alors que l'Ariège, l'Aveyron, le Gers et le Lot se dépeuplent durant toute cette période, le Tarn, le Tarn-et-Garonne et

1 CALMELS, Patrick, *Communistes et gaullistes dans la Haute-Garonne et le midi toulousain de la Libération à l'indépendance de l'Indochine*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-Le Mirail, Toulouse, 1997, 227 p. ; MEZURE, Bernard, *L'implantation du PCF à Toulouse de 1945 à 1958 : à travers les élections*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1979, 74 p.

2 AUDIGIER, François, GIRARD, Pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve, Paris, 2011, 246 p. ; FORO, Philippe, *L'antigaullisme. Réalités et représentations (1940-1953)*, Champion, 2003, 425 p.

3 Archives Départementales du Lot (ADL) 1209W33, Rapport du sous-préfet de Figeac du 1^{er} décembre 1958.

4 Il suffit de consulter les différentes études menées par des géographes, des politologues et des historiens pour le constater. Se référer à la bibliographie pour plus de détails.

5 « Le gaullisme a des débuts modestes en Midi-Pyrénées – dont les départements avaient longtemps vu des oppositions gauche-centre gauche entre socialistes et radicaux-socialistes ». Lettre du 20 août 2015 de Jacques Limouzy à l'auteur. Gaulliste, il fut élu pour la première fois député de Castres en 1967.

Voir aussi la thèse imprimée de Serge BERSTEIN : *Histoire du radicalisme*, deux tomes, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1980-1982.

6 Chiffres de l'INSEE obtenus en additionnant les résultats par département. Consulter le site <http://www.insee.fr/fr/default.asp> pour plus de détail.

(particulièrement) la Haute-Garonne connaissent une croissance démographique importante, tandis que l'Aude stagne¹. Le territoire est principalement composé de zones rurales et de centres urbains relativement modestes, la Haute-Garonne faisant exception avec Toulouse. L'industrie n'est importante et ne se développe qu'en Haute-Garonne, les autres départements n'ont pratiquement aucune activité industrielle (Ariège, Gers, Lot, Tarn-et-Garonne), l'agriculture restant prédominante, ou connaissent une crise industrielle – textile et aciérie tarnais, ganteries audoise et aveyronnaise². Le Gers et l'Aude connaissent une importante activité viticole, mais tandis que l'Armagnac prospère malgré quelques accrocs, le vin audois subit de plein fouet la concurrence du vin algérien³. De ce fait, le profil socioprofessionnel des Midi-Pyrénéens se répartit en trois groupes⁴ : un premier où dominant les exploitants agricoles, avec une part importante d'employés, une (très) faible industrie, peu de cadres et une faible représentation des professions libérales (Ariège, Aveyron, Aude, Gers, Lot) ; un second où il y a une assez faible présence ouvrière, une grande part d'employés, de commerçants et d'artisans (Tarn, Tarn-et-Garonne) ; un dernier où ouvriers, employés, commerçants et artisans dominant (avec une répartition équilibrée entre chacun d'eux), avec une part non négligeable d'industriels, de professions libérales et de cadres supérieurs (Haute-Garonne)⁵.

Les sources exploitées sont multiples, allant des rapports des renseignements généraux (RG), très nombreux, aux témoignages écrits et oraux des militants de l'époque, en passant par la presse et les instructions ministérielles et préfectorales⁶. Le principal problème que nous avons rencontré dans nos recherches ne réside pas dans la quantité des sources à notre disposition, mais dans la difficulté d'en extraire les informations qui nous intéressent. Les RG devant réunir de grandes quantités d'informations chaque jour, ils produisent un nombre conséquent de rapports sur des thèmes aussi variés que l'opinion publique, le ravitaillement, les activités politiques et sociales (« sociales » correspond ici à « syndicales »), les conseils municipaux et généraux, etc. Il nous a fallu dépouiller longuement les fonds préfectoraux pour trouver des données exploitables mais très éparpillées. De plus, si nous pouvons comparer les résultats des élections entre chiffres officiels et journalistiques, nous ne pouvons que nous fier aux renseignements fournis par les RG sur le nombre

1 *Ibidem*.

2 Lavelanet et Pamiers représentent des centres industriels ariégeois trop modestes face à la prédominance de l'agriculture pour inclure l'Ariège dans ce groupe.

3 BORDES, Maurice (dir.), *Histoire de la Gascogne contemporaine. Des Landes aux Pyrénées*, Éditions Horvath, Roanne – Le coteau, 1983, 371 p. ; Collectif, *Histoire des pays de l'Aude*, Conseil Général de l'Aude, Carcassonne, 1980, 187 p. ; PECH, Rémy, « Les grands militants viticoles languedociens au XX^e siècle. De la défense du vin à la mobilisation socio-culturelle », dans DEMELAS, Marie-Danielle (dir), *Militantisme et Histoire*, PUM, Toulouse, pp. 231-246.

4 Nous fondons nos propos sur les statistiques établies par l'INSEE en 1946, 1954 et 1962.

5 DELPOUX, Yannick, *La Haute-Garonne de la IV^e à la V^e Républiques (1945-1968). Étude de sociologie, de géographie et de cartographie électorales*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, sous la direction de Jean Estèbe, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1982, 242 p.

6 Pour plus de détails, se référer au commentaire critique des sources pp. 25-33.

de militants gaullistes, les fiches individuelles des militants et le nombre d'individus présents lors des réunions et meetings. Rares sont les rapports portant sur une réunion politique où plusieurs inspecteurs donnent leur constatation. Inexistants sont les rapports portant sur une réunion politique rédigés par des (cadres) militants – du moins, nous n'en avons trouvé que trois pour l'Aude et un pour l'Ariège¹. Ne pouvant comparer ces données, nous restons tributaires des informations fournies par les agents de l'État. Généralement, celles-ci semblent crédibles. Mais en temps de troubles ou de grandes surprises, elles peuvent être exagérées. Par exemple, lors de certains meetings gaullistes, le nombre de participants semble volontairement minimisé. Les plus grandes réunions en 1950 à Toulouse n'auraient pas attiré plus de 400 ou 500 personnes, alors que le RPF obtient 15% des élections, soit autant que les radicaux qui attireraient le triple pour un meeting « classique ». Il semble que les RG aient souhaité présenter les gaullistes comme moins puissants qu'ils ne l'étaient en réalité. Pourtant, les RG de Haute-Garonne voient des militants gaullistes partout en 1947-1948, exagérant ainsi leurs chiffres – ce phénomène ne se remarque pas dans les autres départements. Néanmoins, à défaut d'autres sources, nous considérerons – sauf cas exceptionnels – les chiffres fournis par les RG comme crédibles.

Ce mémoire ne se contente pas d'étudier les mouvements gaullistes dans leur fonctionnement et leur (més)succès. La seconde partie de notre étude se concentre sur les violences (lorsqu'il y en a) pratiquées et subies par les gaullistes locaux. Les confrontations entre gaullistes et communistes sont de loin les plus fréquentes. Si la lutte symbolique domine, les affrontements physiques sont loin d'être marginaux dans certaines régions. Pour comprendre cette violence militante², il est nécessaire de revenir sur la IV^e République. La France fut occupée durant quatre années par les Allemands. Une poignée d'hommes et de femmes résiste à l'envahisseur, en intégrant les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) ou les Forces Françaises Libres (FFL). Commandée par le général de Gaulle, la résistance parvient à libérer progressivement le territoire national aux côtés des Alliés. De Gaulle, tout juste arrivé à Paris le 25 août 1944, fait reconnaître par les Alliés le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF). Pendant seize mois, il va gouverner le pays. Son hostilité au projet constitutionnel d'une république parlementaire le pousse à démissionner, peut-être dans l'espoir d'être rappelé par l'assemblée constituante ou la foule³. L'année 1946 est alors marquée par les projets constitutionnels. Une première version de la nouvelle

1 Il existe un rapport rédigé par un cadre gaulliste sur des réunions données durant l'été 1952 par le RPF dans l'Ariège. Il fournit des estimations sur le nombre d'habitants venus assister à ces meetings. Les rapports audois sont rédigés par le délégué départemental Paris et concernent surtout des réunions communistes qu'il espionnait.

2 Il faut avoir à l'esprit que le mot *militant* est issu à l'origine du latin *milites* (soldat), ce qui n'est pas anodin.

3 Aujourd'hui encore, le doute subsiste. Si des hommes comme Claude Mauriac en étaient convaincus, d'autres comme Olivier Guichard en doutaient. GUICHARD, Olivier, *Mon Général*, Grasset et Fasquelle, Paris, 1980, p. 195.

constitution est rejetée le 5 mai 1946¹. La seconde profite de la lassitude générale mais n'est validée que par un tiers des Français. Face à de tels résultats, la IV^e République est jugée dès ses débuts par certains comme illégitime et vouée à l'échec. Le général de Gaulle déclare même au sujet de l'adoption de la nouvelle constitution : « un tiers des Français s'y étaient résignés, un tiers l'avaient repoussée, un tiers l'avaient ignorée »². Il fait dès ce moment de la lutte contre « le système » son principal objectif jusqu'en 1958.

Le RPF est lancé durant une période chaotique³. Alors que le parti communiste quitte le gouvernement le 5 mai 1947 et devient un opposant acharné du régime⁴, le conseiller des affaires internationales Bernard Baruch et le journaliste Walter Lippman popularisent le terme de Guerre Froide⁵. Celle-ci voit une confrontation entre les blocs occidentaux et communistes qui influence grandement la France⁶. En effet, le pays est soumis à de nombreuses tensions nationales et internationales. Les problèmes internes les plus importants sont le ravitaillement, qui est maintenu et reste très impopulaire, l'inflation, et l'instabilité gouvernementale. À l'extérieur, les principales préoccupations sont l'Allemagne et l'URSS, sans oublier la guerre d'Indochine qui débute alors. Ces deux problèmes sont liés, surtout au début de la IV^e République. L'Allemagne de l'Est est occupée par les troupes soviétiques. Jusqu'au début des années cinquante, les Français craignent une invasion par le biais de l'Allemagne de l'Ouest ou l'Italie. Celle-ci connaît de grands troubles politiques, les communistes tentant de profiter de son immense popularité pour prendre le pouvoir. L'idée que l'Italie rejoigne les démocraties populaires a également accru à la fin des années quarante la peur de voir un « agent de l'URSS » aux portes de la France. Peu après, l'Allemagne de l'Ouest, ou République Fédérale Allemande (RFA), provoque de vives polémiques parmi les partis politiques avec la Communauté Européenne de Défense (CED) – la population se montre globalement indifférente au projet⁷. Ce dernier, finalement rejeté, peut être vu comme la dernière grande lutte entre RPF et PCF⁸. Les confrontations entre gaullistes et communistes s'atténuent et se raréfient. Elles prennent une place plus marginale durant quelques années, au moment même où la

1 BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, *Histoire de la France au XX^e siècle. II. 1930-1958*, Perrin, Coll. « Tempus », 2009, p. 400.

2 *Ibidem*, p. 404.

3 BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre (dir.), *L'année 1947*, Presses de la Fondation des Sciences Politiques, 1999, 531 p.

4 RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République. I. L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Série : Nouvelle histoire de la France contemporaine n°15 Seuil, Coll. « Points Histoire », 1980, p. 177.

5 FONTAINE, André, *Histoire de la guerre froide. Tome I : De la révolution d'Octobre à la guerre de Corée (1917-1950)*, Seuil, Coll. « Points Histoire », Paris, 1983, p. 8.

6 RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République [Op. Cit.]*, p. 160-161.

7 RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République. 2. L'expansion et l'impuissance 1952-1958*, Série : Nouvelle histoire de la France contemporaine n°16, Seuil, Coll. « Points Histoire », 1983, pp. 18 à 29.

8 Les deux partis étaient contre la CED mais continuaient théoriquement de s'affronter. Les accords de Paris et Londres qui suivent le rejet de la CED se dérouleront au contraire sans que les deux mouvements ne se confrontent alors qu'ils avaient des avis divergents – le général de Gaulle se rallia en 1954 aux accords de Paris et Londres par pragmatisme, pas le parti communiste.

situation européenne se montre stable. Les événements de Suez puis de Hongrie ravivent les hostilités entre gaullistes et communistes. Le premier insurge les gaullistes qui y voient une nouvelle preuve de la faiblesse de l'État, le second gêne les communistes qui subissent des divisions. Ce constat prévaut au niveau national¹, mais il est intéressant de relever qu'il n'en est pas de même dans le Midi. Les Républicains Sociaux (Rép. Soc.) sont encore plus mal implantés dans ces départements qu'ailleurs dans le pays, et ne réagissent que symboliquement en placardant des papillons qui demandent la formation d'« un gouvernement de salut public avec de Gaulle »², tandis que le PCF ne connaît pas de divisions internes. L'année 1957 marque le véritable tournant dans le Midi, contrairement au reste de la France dont l'infléchissement commence l'année précédente. L'enlèvement dans la guerre d'Algérie et le sentiment d'être bloqué dans une impasse angoisse la population. Le parti communiste voit sa popularité décroître à cause de son soutien affiché aux indépendantistes algériens. Ce processus est lent mais certain. Les événements du 13 mai 1958 en sont la preuve. La violence ne cesse de grandir entre les deux groupes : popularité immense de Jacques Soustelle en 1956, « attentat » de Toulouse en novembre 1957 contre trois communistes³, confrontations récurrentes suite à la formation du Comité de Salut Public (CSP) de Toulouse... La guerre d'Algérie, pour bien des raisons, ravive les hostilités entre partisans et ennemis jurés du général de Gaulle, bien plus que la guerre d'Indochine dont l'indépendance scandalise à peine les militants gaullistes midi-pyrénéens. Cette haine entre les deux mouvements aboutit à la tristement célèbre « affaire Cathala », où le jeune Maurice Cathala est assassiné par des communistes à Toulouse⁴. Ce meurtre discrédite grandement les communistes dans la région et sert les gaullistes qui remportent un immense succès lors des élections législatives de novembre dans le Tarn, le Tarn-et-Garonne et la Haute-Garonne. Ces élections marquent la fin de la IV^e République, cette « Mal Aimée » que regrettèrent tant les radicaux comme Joseph Barsalou⁵. Elles marquent également la fin de notre étude, mais pas des hostilités entre gaullistes et communistes qui perdurent.

Les événements internationaux jouent donc un rôle crucial au même titre que les problèmes internes au pays dans les confrontations entre gaullistes et communistes⁶. Ces derniers sont influencés par les tensions internationales qui accroissent les conflits propres à la France⁷. En un

1 RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République. 2 [Op. Cit.]*, pp. 113-114.

2 Archives Départementales de Haute-Garonne (ADHG) 2692W 44, Rapport des renseignements généraux de Toulouse daté du 18 décembre 1956.

3 *Le Patriote de Toulouse et de la Haute-Garonne*, n°479, Dimanche 24 novembre 1957.

4 Le 26 septembre 1958, vers 2h, des jeunes de la Convention Républicaine sont attaqués par un commando de communistes. Dirigé par Louis Richon, ce groupe va faire de nombreux blessés et un mort. L'affaire est traitée en détail pp. ?.

5 BARSALOU, Joseph, *La Mal Aimée. Histoire de la IV^e République* (1959), Plon, 1964, 333 p.

6 Nous n'insisteront jamais assez sur les relations exécrables qu'entretenaient ces deux mouvances politiques dans la région. La violence symbolique n'atteignait pas de tels sommets entre gaullistes et socialistes ou radicaux. Les relations avec les démocrates-chrétiens, dits républicains-populaires à l'époque, étaient à peine plus tendues.

7 Jacques Julliard apporte un éclairage très intéressant sur l'impact de la politique internationale de l'URSS en France

sens, leurs affrontements peuvent être perçus comme la représentation à l'échelle partidiaire des luttes armées entre atlantistes et pro-soviétiques.

Mais alors, ne pourrait-on pas considérer que la violence gaulliste sous la IV^e République tire son essence de sa faible implantation et ses crises internes, accentuées par les tensions de la Guerre Froide ?

La question mérite d'être posée, et nous allons voir que la réponse est plus complexe qu'il n'y paraît. Les deux principaux mouvements antagonistes n'ont qu'une influence limitée dans la région – particulièrement les gaullistes – et peuvent agir plus violemment parce qu'ils reprennent des méthodes de propagande similaires aux années Trente, lorsque ligues et communistes s'affrontaient. De plus, leur faible implantation les place dans une marginalité politique génératrice de tensions, leur faiblesse suscitant la violence par une volonté d'exister ou de se protéger. Tout d'abord, nous allons présenter les gaullistes midi-pyrénéens sous tous leurs aspects, de leur (més)succès électoral à leur profil, en passant par une analyse détaillée des crises internes qui minèrent leur fonctionnement. Ensuite, nous verrons les diverses formes que peut revêtir la violence militante gaulliste, en présentant les relations qu'ils entretenaient avec chaque parti politique, avant d'étudier en deux temps la pratique de cette violence – d'abord au temps du RPF (1947-1953), puis sur le reste de la période (1954-1958). Cette distinction chronologique à partir des mouvements gaullistes se justifie pour trois raisons. La première est la formation de plusieurs mouvements gaullistes sous la IV^e République, alors que le PCF reste uni. La seconde est la durée de vie de ces mouvements, le RPF étant officiellement mis en sommeil en 1955 – bien que ces ultimes actions dans la région cessent avec les accords de Paris et de Londres en 1954 – tandis que l'URAS/CNRS ne tient que trois années¹ (l'UNR n'apparaissant qu'à l'extrême fin de notre étude). La troisième est le contexte international, avec une URSS qui terrifie les anticommunistes par son engagement dans plusieurs conflits mondiaux. La mort de Joseph Staline en 1953 marque un affaiblissement des tensions, qui se relancent sérieusement en France avec l'enlèvement du problème algérien. Cette segmentation des deuxième et troisième chapitres de notre étude peut sembler simpliste, mais elle se justifie par la combinaison des facteurs cités, à savoir, que le RPF disparaît avec la mort de Staline et la fin des guerres de Corée et d'Indochine, que les Rép. Soc. survivent péniblement dans un contexte national et international adouci, et que l'UNR l'emporte en pleine crise de régime.

et ses effets sur le comportement adopté par le PCF. JULLIARD, Jacques, *Les Gauches françaises 1762-2012. Tome 1. Histoire et Politique*, Flammarion, Coll. « Champs Histoire », 2012, p. 710 à 726.

1 LACHAISE, Bernard, LE BEGUEC, Gilles, SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Jacques Chaban-Delmas en politique*, PUF, Paris, 2007, 481 p.



I) Une implantation difficile

A) Un « rassemblement » qui ne parvient pas à unir

1) Les élections législatives de 1946 et l'Union Gaulliste

L'Union Gaulliste (de son nom complet « Union Gaulliste pour la IV^e République »), premier des mouvements gaullistes, a connu un très faible écho dans la région. Seuls les départements de l'Aveyron et de la Haute-Garonne en ont une antenne. Le parti est fondé en juin 1946 par René Capitant¹. Il se veut apolitique (« au-dessus des partis ») et prêt à servir les intérêts de la France. Il se revendique des idéaux du général de Gaulle alors qu'il ne bénéficie pas de son soutien. Son objectif immédiat est simple : peser de tout son poids sur le prochain référendum constitutionnel d'octobre 1946². René Capitant l'exprime clairement le 19 juillet :

Notre but est de faire connaître en France et dans tous les territoires de l'Union française, sans préoccupation de parti, la constitution proposée au pays par le Général de GAULLE dans son discours de Bayeux, et, en cas de besoin, d'être en mesure d'alerter rapidement l'opinion si le Général de GAULLE jugeait utile d'intervenir à nouveau à l'occasion du vote de la Constituante, du prochain référendum ou de toute autre chose³.

Son organisation à l'échelon départemental est très sommaire et contestable⁴. Elle dépend en grande partie de ses alliés politiques, si bien qu'elle perd toute autonomie face à eux. Elle présente trente-huit listes en métropole dont deux dans le Midi. Ses membres sont principalement issus du RGR et de l'UDSR à gauche, du PSF et de l'Action française à droite⁵. L'Aveyron et la Haute-Garonne semblent présenter une composition opposée. L'Union Gaulliste aveyronnaise s'allie au RGR. Elle est menée par Michel Caillau, neveu du Général, et effectue des conférences aux côtés du centre-gauche⁶. Son association avec le RGR lui a presque permis d'emporter un siège : Michel Caillau obtient 13 200 voix, frôlant ainsi la députation⁷. Au contraire, l'Union Gaulliste toulousaine semble avoir des sympathies à droite mais n'existe que sur le papier. En effet, le préfet Baylot demande aux RG de surveiller de près le mouvement⁸. Une publicité importante laissait penser que l'Union attirerait beaucoup de sympathisants. Or, c'est tout le contraire : les sympathisants gaullistes sont

1 LACHAISE, Bernard, « L'union gaulliste en 1946 », dans RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *La recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, Presses Universitaires de Rennes, Coll. « Histoire », Rennes, 2004, pp. 217-228.

2 *Ibidem*, p. 218.

3 Nous respectons la casse des caractères. ADHG 511W7, Lettre du secrétaire général de l'Union gaulliste le 18 juillet 1946.

4 LACHAISE, Bernard, « L'union gaulliste en 1946 » [*Op. Cit.*], p. 218.

5 *Ibidem*, p. 219.

6 ADAV 12W8, Notes des Renseignements Généraux n°1739 et n°1743 le 13 septembre 1946, Note d'information des Renseignements Généraux le 18 septembre 1946, Rapport des Renseignements Généraux n°1770 le 20 septembre 1946, Rapport du commissaire de police de Villefranche-de-Rouergue au chef des Renseignements Généraux de Rodez le 5 octobre 1946, Rapport du commissaire de police des villes de Cransac et d'Aubin au commissaire de police des Renseignements Généraux de Rodez sur la « conférence du 3 octobre 1946 à la salle de cinéma Vox à Cransac » le 4 octobre 1946.

7 ADAV 52J14, « Étude de géographie électorale et politique. L'Aveyron », p. 3.

8 ADHG 511W7, Télégramme du préfet Jean Baylot au commissaire principal, chef du service départemental des Renseignements Généraux, n°7695/JS/JT le 16 septembre 1946.

considérés comme nombreux mais dispersés et désintéressés par le mouvement de Capitant¹. Sans figure de proue ni allié, l'Union Gaulliste de Haute-Garonne, avec un maigre noyau militant peu actif, connaît un échec électoral important². Suite à ces débâcles, l'Union Gaulliste cesse de fonctionner dans la région. Son histoire « s'achève [officiellement] par un appel du comité exécutif qui demande aux membres du mouvement d'adhérer au Rassemblement du peuple français »³.

2) La naissance du Rassemblement du Peuple Français dans le Midi

L'annonce de la formation du Rassemblement du Peuple Français (RPF) le 7 avril 1947 enflamme les esprits de nombreux citoyens dans le pays. Les demandes d'adhésion ne cessent de croître au siège parisien du mouvement, et à la fin de l'année, près d'un million de personnes rejoignent le RPF⁴. Cet enthousiasme n'est pas partagé dans tout le territoire. La région parisienne, la Gironde et le Nord-Est font preuve d'une fébrilité qui ne se retrouve pas dans le Midi. À Toulouse, si les partis politiques réagissent rapidement devant l'annonce de la formation du RPF⁵, le mouvement peine à se former. Le 23 avril puis le 3 mai 1947, les Renseignements Généraux (RG) de Toulouse constatent que le mouvement en est encore à une forme embryonnaire et ne trouve ni dirigeant, ni local⁶. Les adhérents sont peu nombreux, n'atteignant que les 5 000 inscrits à la fin du mois de juin⁷. Dans le département du Tarn, la situation est légèrement différente. André Marchand, professeur d'anglais au Collège des Garçons de Castres et ancien résistant, prend la tête du mouvement le 19 mai. Dynamique et très apprécié au sein des milieux résistants du département, il promet beaucoup⁸. En Ariège, les partis politiques s'opposent violemment à la création du RPF⁹. Le 21 mai, Jean Builles, ancien de la marine âgé de 24 ans, est le premier à tenter de former le RPF en voulant recruter des jeunes à Tarascon-sur-Ariège¹⁰. Son action voit la création du RPF ariégeois le 3 juillet 1947 au café du Rocher à Foix¹¹. Dirigé par Marcel Dupuy, il est financé par les industriels de Lavelanet et une quinzaine d'adhérents. Le 26 août, les RG constatent déjà 500 adhérents dont la

1 ADHG 511W7, Note des Renseignements Généraux n°9624 le 2 octobre 1946.

2 La liste obtient 6,9% des suffrages, contre 3% en France métropolitaine, mais elle n'a aucun élu et cesse ses activités après cet échec. Voir DELPOUX, Yannick, *La Haute-Garonne de la IV^e à la V^e Républiques (1945-1968). Étude de sociologie, de géographie et de cartographie électorales*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-le Mirail, 1982, p. 68.

3 LACHAISE, Bernard, « L'union gaulliste en 1946 » [*Op. Cit.*], p. 218.

4 PURTSCHET, Christian, *Le Rassemblement du peuple français, 1947-1953*, Cujas, 1965, p. 121.

5 Dès le mois d'avril, le PCF dénonce le « fascisme » du mouvement tandis que la SFIO ne manifeste aucune hostilité ; les radicaux préfèrent attendre de voir la suite des événements alors que le PSD se montre bienveillant ; le MRP s'inquiète des activités du mouvement.

6 ADHG 2692W 44, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°5246 du 24 avril 1947, et note des renseignements généraux de Toulouse du 3 mai 1947.

7 ADHG 2692W 44, dossier RPF, Rapport du commissariat central de Toulouse du 26 juin 1947.

8 ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport du préfet au ministre de l'intérieur le 22 mai 1947.

9 ADA 5W13, Note d'information des Renseignements Généraux le 30 avril 1947, et Note des Renseignements Généraux n°973 HB/LA le 2 mai 1947.

10 ADA 5W13, Note d'information des Renseignements Généraux le 21 mai 1947.

11 ADA 5W13, Note des Renseignements Généraux n°7601 le 7 juillet 1947.

plupart viennent de Lavelanet et 150 de Vicdessos¹.

Dans le département du Lot, le RPF n'existe tardivement qu'à Cahors même (vers août 1947), alors que dans le Gers, le mouvement est pris en main dès le 30 avril par Robert Richard, chef officiel du Rassemblement gersois en juin². La grande difficulté du mouvement à prendre forme dans le Lot ne suscite pas de réactions des partis face à lui, contrairement au Gers où il est ardemment combattu et dénoncé³ – les RG sur place imaginent même que de Gaulle prépare « un coup, vers le mois d'octobre »⁴. Yves Camproger organise le 30 mai à Carcassonne une « assemblée constitutive » RPF⁵. Sous son impulsion, le Rassemblement se construit rapidement et installe son bureau au magasin « Tout baby »⁶. Le Tarn-et-Garonne et l'Aveyron connaissent des débuts similaires. Des comités de vigilance communistes se forment dans les deux départements en réponse à la naissance du RPF local à la fin du mois de mai, à Villefranche-de-Rouergue (Aveyron) sous la direction d'Henri Lallet et à Montauban (Tarn-et-Garonne) sous la présidence du colonel Jean de Milleret⁷. Louis Tolède fonde à Rodez un autre bureau RPF le 9 juin, peu avant de mourir dans un accident d'avion⁸. C'est ainsi que le RPF aveyronnais perd son plus précieux élément et stagne dans un territoire qui lui est pourtant favorable. À Montauban, c'est la mauvaise gestion financière et la maladresse du responsable départemental qui met un coup d'arrêt à l'extension d'un mouvement pourtant là encore acquis aux faveurs de la population⁹. Le 5 juillet, de Milleret est sévèrement réprimandé pour avoir déclaré que les anciens légionnaires et miliciens pouvaient rejoindre le RPF en cas de fait de résistance¹⁰. Ses propos polémiques font la joie des opposants politiques du Rassemblement. De plus, les 30 000 francs qu'il a reçus le 29 juillet du Centre National vont être mal investis : alors qu'Alain Bozel lui recommande de se concentrer sur les

1 ADA 5W13, Note des Renseignements Généraux n°6080 le 26 août 1947.

2 FCDG RPF547, « Gers 31. Délégué départemental ».

3 ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°331 le 3 mai 1947.

4 ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°322 le 30 avril 1947.

5 FCDG RPF532, Sous-dossier – Responsables RPF, Lettre sans titre datée du mois de Mai 1947.

6 ADAD 45W4, Rapport du préfet Serge Baret au ministre de l'Intérieur n°4982/Cab le 18 juin 1947.

7 ADAV 2W8/1, Rapport mensuel (avril 1947) sur la situation générale de l'Aveyron, « période du 9 avril au 9 mai 1947 » le 9 mai 1947, p. 3 ; ADAV 12W8, Rapport des inspecteurs des Renseignements Généraux Dur et Puel au commissaire de police de Rodez le 5 juin 1947 ; ADTG 1160W17, Rapport mensuel (mai 1947) du commissaire des Renseignements Généraux de Rodez au préfet André Rogues le 1^{er} mai 1947, chapitre 2°, pp. 6-7 et chapitre 6° ; FCDG, RPF585, Lettre de Georges Mahieux au général de Gaulle le 2 juillet 1948.

8 Il décède le 26 juin 1947. René Palazy lui succède. ADAV 12W8, Rapport des Renseignements Généraux n°878 le 12 juin 1947 ; ADAV 14W154, Rapport du préfet André Rogues au ministre de l'Intérieur n°2244/Cab le 14 juin 1947 ; ADAV 2W8/1, Rapport des Renseignements Généraux n°1046 le 21 juillet 1947, Rapport du commissaire de police de Rodez au directeur général de la Sûreté Nationale le 26 juin 1947, Rapport du préfet André Rogues au ministre de l'Intérieur n°2859/Cab le 27 juin 1947, et Rapport du commissaire de police de Rodez au directeur des Renseignements Généraux – police de l'air le 27 juin 1947.

9 Par exemple, les RG constatent que la population ne croit pas à la gravité du « Plan Bleu » et estime que le RPF n'a rien à voir avec cette affaire. ADTG 1119W1, Rapports des Renseignements Généraux n°170 le 5 juillet 1947, et n°172 le 12 juillet 1947.

10 FCDG RPF585, « Rapport de Monsieur Guillermin », chargé de mission dans la région de Toulouse, le 5 juillet 1947.

adhésions et d'éviter de dépenser dans trop de publicité, le colonel de Milleret préfère acquérir une permanence au 39 rue des Doreurs et un bureau de propagande au 51 rue du Général Sarraill¹...

L'organisation du mouvement dans la région s'accélère au fil des mois, et une importante activité de propagande se met en place. Tous les milieux sont touchés, des ouvriers et commerçants aux industriels, en passant par la jeunesse. Le 5 août 1947, des tracts intitulés « avec de Gaulle dans l'ordre républicain » sont distribués en divers endroits². Reprenant les couleurs du drapeau français, le tract évoque immédiatement par son entête une continuité entre l'appel du 18 juin 1940 et celui du 14 avril 1947. Il cherche à faire vibrer la corde patriotique, en évoquant les principes fondamentaux du Rassemblement (« prospérité économique, justice sociale, unité impériale et puissance extérieure ») et en appelant les Français à « s'unir pour le salut commun, comme ils l'ont fait hier pour la Libération et la Victoire de la France ». L'objectif immédiat est de gagner la sympathie des habitants pour les élections municipales d'octobre 1947. Celles-ci se soldent par une victoire écrasante du RPF et ses affiliés en France avec 38,7% des suffrages³. Cependant, ce résultat n'est pas le même dans le Midi où les chiffres oscillent entre 10% et 15%. La Haute-Garonne se voit dotée de 4 maires RPF dans des communes de moins de 2000 habitants⁴. 8 candidats siègent au conseil municipal de Toulouse, et grâce à quelques alliances nouées avec les radicaux, ils prennent quelques sièges municipaux dans les trois arrondissements du département. Le Tarn-et-Garonne acquiert 12 conseillers municipaux et 1 maire⁵. Dans le Lot, le RPF est amplement surestimé par les forces de l'ordre. Loin de s'emparer du chef-lieu départemental et de nombreuses villes, le Rassemblement peine à obtenir quelques élus municipaux. Le préfet Alexandre Stirn, qui a reproché aux RG d'avoir mal jugé le RPF, le surévalue lui aussi. Il déclare le 14 novembre qu'il y aurait 2 conseillers généraux (dont un radical affilié RPF), 4 maires et 35 conseillers municipaux⁶. En réalité, il ne parvient à faire élire que 7 conseillers municipaux à Cahors et quatre maires de petites communes rurales⁷. Le département du Gers ne fait pas mieux avec 12 conseillers municipaux et 3 maires – Boutan, maire de Lussan, et Sunis, maire de Pouylebon, sont des radicaux affiliés RPF qui sont élus avec l'étiquette RPF, et Manas est élu maire de Mirande⁸. Le RPF audois est dans une

1 FCDG RPF585, Lettre des services financiers du RPF à Jean de Milleret le 29 juillet 1947, et Lettre de Alain Bozel à Jean de Milleret le 29 juillet 1947 ; ADTG 1160W17, Rapport mensuel (août 1947) du commissaire des Renseignements Généraux de Rodez au préfet André Rogues le 1^{er} septembre 1947, chapitre II, p. 8.

2 ADT 511 W 57, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°2976 du 5 août 1947.

3 CHARLOT, Jean, *Le gaullisme d'opposition. Histoire politique du gaullisme (1946-1958)*, Fayard, 1983, p. 107.

4 ADHG 2358W 17, Élections municipales de mai 1953 – rapport d'ensemble, Tableau récapitulatif relatif à l'élection des maires.

5 ADTG 33W12, Consulter les fiches n°1 (Montauban), n°63 (Négrepelisse) et n°72 (Feneyrols).

6 ADL 1193W72, « Situation politique du département après les élections municipales d'octobre 1947 » le 17 novembre 1947.

7 FCDG RPF556, « Liste des maires et tendances politiques », et Lettre de Paul Jouclas au secrétaire de l'action politique du RPF le 31 décembre 1947.

8 FCDG RPF547, « Rapport du groupement départemental du Gers du 31 octobre 1947. Élections municipales » de Richard Robert.

situation encore plus dramatique puisqu'il n'obtient que 18 conseillers municipaux. Cet insuccès s'explique en grande partie par le manque de moyens qui a incité les responsables locaux à ne tenter leur chance qu'à Carcassonne (4 RPF sont élus), Castelnaudary (avec les radicaux) et de petites communes rurales¹. En Ariège, le RPF remporte 5 sièges municipaux à Foix, 6 à Ustou, 1 à Pamiers et quelques uns à Ax-les-Thermes². L'Aveyron connaît un meilleur sort avec 50 élus municipaux et 3 maires, Émile Delfour à Vitrac, Irénée Astoul à La Bastide-Solages et Jean Trenty à Balaguier³.

Le Tarn connaît une situation paradoxale. Malgré de faibles résultats, ces élections entraînent des changements rapides et profitables au mouvement gaulliste. Bien qu'il n'ait obtenu aucun maire, le RPF compte 19 adhérents parmi les conseils municipaux⁴. Ce chiffre semble faible au premier abord, mais le succès du mouvement dans les deux principales communes – Albi et Castres – séduit. Le préfet écrit même dans un rapport au ministre de l'intérieur :

Le R.P.F., candidat de dernière heure, s'est adjugé une place importante au sein des Conseils municipaux d'Albi et de Castres, anéantissant les Radicaux et amputant sérieusement le M.R.P. La connaissance des résultats généraux a amené normalement au R.P.F. le courant de faveur qu'il lui manquait dans le département. Des permanences, des sections s'organisent et recrutent des adhérents⁵.

Dans les faits, le RPF tarnais installe une permanence au 6 avenue Colonel Teyssier à Albi ainsi que des locaux « temporaires » (des bars) à Castres, Lavaur et Gaillac. Cela tend à prouver que les élections ont bien eu un impact positif pour les gaullistes. Pourtant, dès le mois de décembre, l'enthousiasme fait place à la déception. Un inspecteur écrit :

On constate que l'organisation de ce mouvement ne connaît pas le succès qu'escomptaient ses dirigeants. Dans beaucoup de localités, les responsables se heurtent à la défiance, voire même à l'hostilité de beaucoup de personnalités qu'ils croyaient acquises à leurs idées. De plus, [...] très peu veulent accepter de se mettre en vedette pour prendre la responsabilité de diriger une section locale⁶

Le recrutement, comme partout en France, chute tout au long des années 1948 et 1949. Les élections sénatoriales ne voient que deux candidats gaullistes l'emporter. Il s'agit des Républicains Indépendants (RI) affiliés RPF Roger Bonnefous et Jean Maroger⁷. Dans les autres départements, c'est la débâcle. Les RPF lotois, tarnais et tarn-et-garonnais perdent malgré leur alliance avec les

1 ADAD 28W18, Lettres du préfet Serge Baret au ministre de l'Intérieur le 14 octobre 1947, n°9792/Cab le 20 octobre 1947, n°9950/Cab le 27 octobre 1947, n°9951/Cab le 27 octobre 1947.

2 Jean Rambaud n'assume son étiquette RPF à Pamiers qu'en 1950. ADA 425W15, Note d'information n°X.T.4. Le 29 octobre 1947 ; FCDG RPF530, « Activité politique. Rapport spécial sur les élections municipales », de Léonce Gardes en novembre 1947.

3 ADAV 14W10, « Rapport du préfet sur les résultats des élections municipales du 26 octobre 1947 » le 27 octobre 1947, Rapport du préfet André Rogues le 27 octobre 1947. Voir aussi les listes nominatives des maires élus à la suite des élections municipales des 19 et 26 octobre 1947.

4 ADT 581 W 14, Divers documents issus des trois dossiers conservés dans cette cote.

5 ADT 531 W 17, Rapport mensuel du préfet Edmond Cornu à Monsieur le Ministre de l'Intérieur du 10 novembre 1947.

6 ADT 511 W 57, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°4700 du 18 décembre 1947.

7 ADAV 14W9, voir les nombreux rapports contenus dans le sous-dossier « Résultats – rapports ».

radicaux et les RI¹. Lescale et Hombert n'obtiennent que 3,8% des voix dans le Gers². Rouzeaud, conseiller municipal de Foix, n'obtient que 16 voix et les candidats audois 44³ ! Ces résultats montrent que le RPF midi-pyrénéen n'est pas parvenu à s'implanter dans les communes – les délégués au Conseil de la République étant des conseillers municipaux désignés, les conseillers généraux et les députés.

3) Le second test électoral du RPF : les élections cantonales de 1949

Les élections cantonales de 1949 représentent un nouveau test sérieux pour le RPF. Deux ans après les élections municipales, ces cantonales devraient permettre au mouvement de savoir s'il est parvenu à s'implanter localement ou non. Concrètement, ces élections donnent des résultats peu probants. Jacques Maziol, avocat et candidat RPF à Toulouse-centre, obtient 21,6% des suffrages, contre 29,7% pour le candidat communiste et 44,33% pour le candidat socialiste⁴. Les autres candidats gaullistes en Haute-Garonne sont facilement éliminés, et le RPF ne totalise au final que 7 431 voix⁵. Les 5 candidats ariégeois ne réunissent à peine plus de 10% des suffrages au premier tour⁶. L'Aude est également un échec retentissant (5,95%), malgré l'élection de Satgé, sympathisant gaulliste⁷. Les candidats gersois s'en sortent un peu mieux, avec presque 15% des voix, mais préfèrent se retirer après le premier tour pour privilégier une victoire des radicaux⁸. Le Tarn-et-Garonne connaît également un échec avec 11,38% des suffrages exprimés en faveur du RPF⁹. Le département du Lot montre un profil un peu différent. Il présente 12 candidats sur les 15 cantons mis en jeu¹⁰. Le 28 mars, il retire 7 de ses hommes pour éviter la débâcle, même si officiellement, le Rassemblement déclare agir ainsi parce qu'il aurait conscience de perdre face à une coalition antigauilliste formée dans les sept cantons qu'il abandonne¹¹. Ils n'obtiennent que 8% des suffrages

1 ADL 1209W58, Lettre du préfet Maurice Justin au ministre de l'Intérieur n°Cab/54/4925 le 7 novembre 1948 ; ADT 581 W 24, dossier Pronostic, Note d'information des renseignements généraux n°4435 du 8 novembre 1948 ; ADTG 1125W2, Rapports des Renseignements Généraux n°538/600 le 21 octobre 1948, n°5847/640 le 3 novembre 1948, et Note de renseignements le 8 novembre 1948.

2 ADG 1266W1-2, Rapport des Renseignements Généraux n°725 le 8 novembre 1948 ; FCDG RPF547, « Rapport du groupement départemental du Gers du 10 novembre 1948 » de Richard Robert.

3 ADA 491W19, Note manuscrite « Élections du conseiller de la République de l'Ariège » le 7 novembre 1948 ; ADA 5W22, Rapport n°424 de l'inspecteur des Renseignements Généraux de Saint-Girons au sous-préfet de Saint-Girons le 13 novembre 1948 ; ADAD 25W14, « Rapport sur les élections au Conseil de la République » du préfet Louis Picard (non daté).

4 ADHG 2358W 104, Élections cantonales du 27 mars 1958 – canton centre. Résultats définitifs.

5 M^e Maziol en avait réuni plus de 5 000. ADHG 2358W 104, Note des renseignements généraux du 28 mars 1949.

6 Le préfet parle de 5,3% mais ce chiffre est obtenu en comparant les résultats obtenus par les candidats RPF sur les 10 cantons en jeu, ce qui signifie qu'ils sous-évaluent le score réel obtenu par le RPF dans le département. ADA 2W12, Lettre du sous-préfet de Saint-Girons au préfet Dauzet le 26 mars 1949.

7 ADAD 26W13, « Rapport des préfets sur les élections cantonales après le deuxième tour » le 28 mars 1949 ; FCDG RPF532, Lettre de René Paris à Jacques Soustelle le 28 mars 1949, et Lettre de Jacques Soustelle à René Paris le 6 avril 1949.

8 ADG 1205W7, Rapport des Renseignements Généraux le 22 mars 1949.

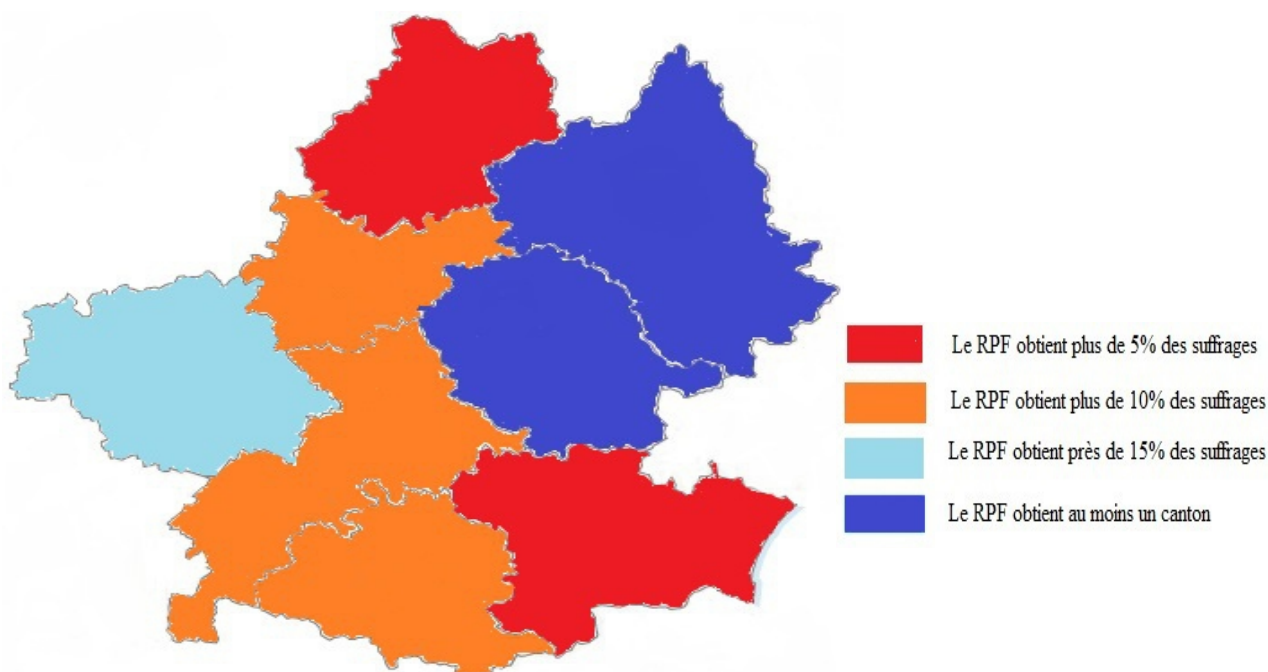
9 FCDG, RPF585, Lettre de René Le Davay à Louis Terrenoire le 29 mars 1949.

10 Consulter les nombreux rapports contenus dans la cote ADL 1 W 28.

11 ADL 1209W3, Rapport du préfet Maurice Justin au ministre de l'Intérieur n°Cab/5151 le 28 mars 1949.

au premier tour, encore moins au second. Deux radicaux-socialistes affiliés RPF sont élus, mais ils renient leur étiquette gaulliste¹.

Partout dans la région, le RPF a fait montre d'une importante activité de propagande : meetings, distributions de tracts, annonces dans la presse, etc. Pourtant, ces efforts ne paient que dans deux départements : l'Aveyron et le Tarn. Le Tarn fut un peu plus favorable que les départements mentionnés plus haut. Claude Simon, conseiller national du RPF, est parvenu à prendre le canton de Labruguière. Les Aveyronnais sont encore plus enclins à voter gaulliste. De nombreux RPF se présentent aux côtés de RI affiliés dans chaque canton renouvelable². Les docteurs Galtier s'emparent ainsi des cantons de Belmont et Saint-Affrique³. Tous deux RI, le premier finit par quitter le RPF pour rester parmi les RI en 1951 tandis que l'autre quitte les RI en 1952 pour défendre le gaullisme. L'élection de ces trois militants est un petit succès au goût amer. Elle ne permet pas de faire oublier aux adhérents qu'ils ont subi une lourde défaite. Ce nouvel échec pousse les dirigeants à relativiser les résultats, en expliquant que l'objectif principal était accompli puisque les suffrages du second tour atteignent les 20% dans certains lieux et font du mouvement le troisième plus puissant parti des départements du Tarn et de la Haute-Garonne. Une bien maigre consolation pour les militants...



Carte 1 : Résultats des élections cantonales de 1949 (par département)

¹ *Ibidem*.

² ADAV 152W76, Cantonales 1949, Dossier Candidatures.

³ ADAV 14W24-4, « Rapport sur les élections cantonales après le 2ème tour. Département de l'Aveyron » n°1228/Cab le 28 mars 1949.

4) Du demi-échec à la chute du RPF : les élections législatives de 1951 et leurs conséquences

a) Un « tour de France » pour motiver les « troupes »

Les élections législatives tant attendues arrivent en juin 1951. Pour l'occasion, les gaullistes se lancent dès 1950 dans une période de pré-campagne électorale. Les activités de propagande sont intensifiées, les tensions avec les autres partis accrues. Pour galvaniser les « troupes », le général de Gaulle effectue un véritable « tour de France » en tenant des réunions privées dans la plupart des départements du pays¹. Dans le cadre des futures élections, et pour remonter le moral des militants, le Général accomplit dans la région des tournées électorales et des « "visites aux compagnons" [...] ». Ces conférences privées [...], réservées aux adhérents du RPF débutent à l'automne 1949, culminent en 1950, pour se poursuivre jusqu'en 1952 »². Sa tournée débute le 26 septembre 1949 dans le département du Tarn. Les « troupes » sont galvanisées par la venue très commentée du général de Gaulle à Mazamet³. Toutefois, il faut attendre le 24 février 1950 pour donner le coup d'envoi de la campagne électorale avec des distributions de tracts - des reproductions du discours du 11 février 1950⁴. En février 1950, le Général effectue un véritable marathon en visitant pas moins de cinq fédérations départementales ! Dans la matinée du 23 février, il rend une visite privée aux adhérents lotois à Rocamadour, dans le canton de Gramat⁵. Il tient ensuite un rapide discours devant les militants de Tarn-et-Garonne dans la journée puis arrive à 19h à Rieutord (Gers)⁶. Le lendemain matin, devant quelques centaines d'invités, le général de Gaulle dénonce le danger communiste et critique le « système » avant d'haranguer ses auditeurs à Rieutord, commune de Roquelaure (Gers), en ces termes :

Mais, parce que nous croyons en la France, nous ne nous dissimulons rien du danger qui pèse sur elle [...] la masse de la Russie Soviétique, désormais doublée par la Chine et grossie de ses satellites qu'elle s'est, de force, attribuée, dresse sa menace devant nous. [...] Cela dispose d'auxiliaires au cœur de chacune des nations du globe et, d'abord, de notre pays. Et voici que la France et l'Union française se trouvent au contact immédiat de cette masse [...]. Point d'illusion : Désormais, nous sommes directement visés !

[...] Je n'ai pas adopté la solution de la dictature. Je pouvais, au contraire, choisir celle de la facilité, épouser le régime, y devenir "quelque chose". Si j'avais fait cela, oserais-je vous regarder ? D'ailleurs, seriez-vous ici ? [...] Dès lors [que le peuple aura la parole], par la voie de la démocratie, sera changé ce régime qui, flottant à la dérive sur l'océan des périls, ne peut rien tirer de lui-même qu'un Parlement sans foi ni espérance, des Gouvernements sans âme, ni crédit.

[...] Pour bâtir la France nouvelle et, ensuite pour la sauver, venez à nous ! Vous que soulève la passion de la justice sociale, vous qui voulez briser les barrières de l'égoïsme et du privilège, vous qui exigez pour chaque homme, pour chaque femme, pour chaque enfant, la fierté, la douceur de vivre.

Venez à nous ! Vous aussi, qui gardez vivante la tradition nationale, vous qui respectez avec piété les fondations de la Patrie, vous qui croyez que le Pays a besoin du trésor des aïeux.

Venez à nous ! Vous encore, qu'anime la flamme chrétienne, celle qui répand la lumière de l'amour et de la

1 MORIN, Gilles, « Les "voyages" du général de Gaulle en France (1946-1953), manifestations politiques et mise en scène de la légitimité gaulliste », dans *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, 1998, pp. 175-193.

2 *Ibidem*, p. 177.

3 *La voix libre*, 1^{er} octobre 1949.

4 ADT 511 W 57, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°751 du 24 février 1950.

5 ADL 1193W21, Note des Renseignements Généraux n°169 (RG Cahors n°469) le 17 février 1950.

6 ADG 1292W6, Rapports des Renseignements Généraux n°76 le 23 janvier 1950, n°143 le 10 février 1950, n°194 le 21 février 1950, et n°196 le 24 février 1950, et Rapport du commissaire principal des Hautes-Pyrénées au commissaire principal d'Auch n°221 le 9 février 1950.

fraternité sur la vallée des peines humaines, celle où s'allume de siècle en siècle, l'inspiration spirituelle et morale de la France.

Ces trois flambeaux, qui, tour à tour, illuminent l'Histoire de France, il faut maintenant qu'ils brûlent ensemble pour éclairer la sombre route, tandis que notre peuple, rassemblé pour son salut, marchera sans crainte vers le destin¹.

Pressé par ses « visites aux compagnons », le Général se rend en Ariège où il doit tenir un autre discours à l'école-ferme de Royat (commune de Montaut, près de Mazères). À 10h, accompagné de sa femme, du délégué régional Carrière et de Bonneval, il présente les priorités du RPF devant une modeste assemblée de 80 adhérents.

Le Général de Gaulle a notamment insisté sur les conditions du relèvement national. Pour refaire la prospérité à l'avantage de tous a-t-il dit notamment il faut réformer profondément le système économique et social par l'instauration d'une association juste, efficace et féconde, pour éviter au pays la solution affreuse du communisme².

Il part alors en direction de Perpignan en passant par les villes de Pamiers et Foix. Ce passage va provoquer la fureur des communistes : ils provoquent un débrayage à Pamiers et peignent en blanc sur les murs de la route empruntée par le cortège des injures, pour protester contre sa venue³. Le lendemain, il se rend à Mervilla (Haute-Garonne) pour lancer l'impulsion. Après un long discours aux militants, il fait une tournée dans les rues de la ville rose qui attire les curieux⁴. Trois mois plus tard, il retourne dans la région. L'Aveyron, qui l'a sollicité, accueille l'homme du 18 juin au château de Montrozier le 1^{er} juin 1950. Appartenant à la comtesse de Billy, militante de la première heure, il rassemble pas moins de trois cent invités – dont les sénateurs Bonnefous et Maroger⁵. Le seul département qui n'est pas prospecté est l'Aude. De Gaulle, qui n'a pas le temps de s'y rendre, exige qu'une délégation assiste à son meeting de Nîmes (7 janvier 1951) pour participer à la propagande et au Service d'Ordre (SO)⁶.

b) La campagne législative : de la lutte électorale à la défaite

Une ultime visite du Général a lieu le 6 mai 1951 à Castres⁷ puis Toulouse. Officiellement, le chef du RPF y tient un meeting grandiose en commémoration du 8 mai 1945⁸. Plusieurs délégations départementales et personnalités s'y rendent – par exemple, René Paris, invité par de

1 Nous respectons la casse des caractères. Paroles du général de Gaulle rapportées par les RG. ADG 1292W6, Rapport des Renseignements Généraux n°196 le 24 février 1950, pp. 1, 2, 4 et 5.

2 ADA 5W13, Rapport des Renseignements Généraux n°479 le 25 février 1950, p. 1.

3 *Ibidem*, p. 2.

4 1299W 4, dossier RPF, Rapport n° 4369/A/50 du commissaire divisionnaire, commissaire central R. Blanc, au directeur départemental des services de police de Toulouse.

5 *Midi Libre*, 2 juin 1950, et *Rouergue*, 3 juin 1950 ; ADAV 2W8/4, Rapport mensuel (juin 1950) du préfet André Rogues au ministre de l'Intérieur le 4 juillet 1950, p. 2 ; ADAV 12W8, « Réunion R.P.F. (Gal de GAULLE) à Montrozier (Aveyron) le 1er juin 1950 », Rapports des Renseignements Généraux n°677 le 25 mai 1950 et n°1017 le 2 juin 1950, et « Message téléphonique à R.G. Paris à 19h45 » n°47.

6 ADAD 45W4, Rapport des Renseignements Généraux n°2189 le 19 décembre 1950.

7 ADT 511W57, Sous-dossier – de Gaulle à Castres le 6 mai 1951.

8 CALMELS, Patrick, *Communistes et gaullistes dans la Haute-Garonne et le midi toulousain de la Libération à l'indépendance de l'Indochine*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-Le Mirail, Toulouse, 1997, p. 137.

Gaulle¹. Patrick Calmels et la presse locale décrivent très bien l'ambiance : face à une foule de 20 000 spectateurs, de Gaulle présente dans un discours enflammé son programme². Pour marquer les esprits et rappeler aux Toulousains que les gaullistes sont issus de la Résistance et n'ont rien à voir avec l'image sombre et détestable que lui donnent ses adversaires, le RPF organise « des spectacles divers [...] pendant que les hauts parleurs déversent des refrains militaires alternés avec des chants du maquis et de la Résistance »³. Pour couronner le tout, de Gaulle serre dans ses bras l'une de ses plus illustres militantes, Marie-Louise Dissard, dit « Françoise », « l'âme de la résistance toulousaine »⁴. Pour les gaullistes, convaincre les Midi-Pyrénéens est crucial car il s'agit à leurs yeux d'un « bastion Rouge » qu'il faut conquérir. *Le Rassemblement*, cité par Patrick Calmels, montre cette préoccupation :

Le Rassemblement, en première page, évoque « la région où l'implantation du rassemblement a été plus mal aisée, où la terreur rouge déclenchée par les communistes sous le masque de la libération, a laissé le souvenir le plus horrifié, dans la vieille métropole du radicalisme devenue la jeune métropole du socialisme »⁵.

Et de toute évidence, le geste a comblé les curieux venus assister à la commémoration gaulliste. Les communistes en ressentent une certaine rage et cherchent à ridiculiser le chef du RPF : « il est juché sur une tribune de six mètres de haut, la tête dans les branches, en uniforme et lève théâtralement les bras »⁶.

Cette manifestation pour le moins exceptionnelle est loin d'être la seule action entreprise par les gaullistes. Les meetings sont nombreux et tiennent les mêmes discours : « attaque contre la IV^e République, le régime des partis, le PCF et le danger soviétique »⁷. Pour faire passer leurs messages, les militants de Haute-Garonne et du Lot se concentrent sur Toulouse et Cahors, tandis que les autres adhérents cherchent à toucher autant de cantons que possible, même si les villes préfectorales et sous-préfectorales restent les principaux lieux de propagande. La distribution de tracts et les inscriptions sur la voie publique dominent, mais les réunions publiques et contradictoires sont elles aussi privilégiées. Plus rarement, les candidats du RPF s'adressent à la population par voie de presse, comme le fait André Valabrègue dans l'Aude⁸. Après de nombreuses joutes verbales et plusieurs bagarres, le verdict tombe : avec près de 10% des suffrages exprimés, le RPF n'emporte aucun siège.

1 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°337 le 30 avril 1951.

2 *La Dépêche du Midi*, 7 mai 1951.

3 *La Croix de Toulouse*, 7 mai 1951.

4 *La Dépêche du Midi*, 7 mai 1951.

5 CALMELS, Patrick, *Communistes et gaullistes dans la Haute-Garonne et le midi toulousain de la Libération à l'indépendance de l'Indochine* [Op. Cit.], p. 138.

6 *Le Patriote du Sud-Ouest*, 7 mai 1951.

7 CALMELS, Patrick, *Communistes et gaullistes dans la Haute-Garonne et le midi toulousain de la Libération à l'indépendance de l'Indochine* [Op. Cit.], p. 134.

8 Parachuté par Paris, il décide de donner une interview pour être mieux connu des électeurs. *L'Indépendant*, 6 juin 1951.

Département	Suffrages obtenus (%)
Ariège	4.880 (6,8%)
Aude	10.514 (8,4%)
Aveyron	8.522 (5,6%)
Haute-Garonne	29.305 (12,9%)
Gers	12.972 (16,6%)
Lot	7.421 (9,1%)
Tarn	16.905 (11,4%)
Tarn-et-Garonne	9.994 (12,9%)

Tableau 1 : Résultats du RPF aux élections législatives du 17 juin 1951¹

Comment se fait-il que le RPF ait subi une telle défaite ? L'une des premières explications données est l'apparement, un système qui permet à des listes de candidats opposés d'unir leurs voix. Le principe permet aux apparentés de voir le candidat de la liste ayant recueilli le plus grand nombre de voix d'être élu, dans le cas où la totalité des voix recueillies par les apparentés permettrait une élection dès le premier tour². La population a d'ailleurs l'impression que ce sont les apparementations qui ont floué le RPF et le PCF, ce qui est à ses yeux très injuste et la dégoûte quelque peu³. Dans les faits, l'apparement a surtout nui dans la région au PCF. Les candidats gaullistes n'étaient pas suffisamment populaires pour menacer réellement leurs adversaires. Une autre raison, que l'on peut appliquer dès les débuts de la formation du RPF, est l'existence d'une droite déjà solidement implantée dans la région. Elle est représentée par le MRP et les modérés, plus tardivement par les Indépendants et Paysans. Ces partis attirent une part importante des voix de l'électorat de droite qui, par conséquent, ne va pas au jeune mouvement gaulliste. « Dans la région, quand on ne connaît pas, on préfère voter traditionnel »⁴. L'hostilité des élites – capables d'influencer les électeurs – envers les partisans du général de Gaulle pourrait être une troisième explication. L'impopularité et l'incompétence des différents responsables locaux RPF sont aussi envisagées par les RG comme une raison de leur insuccès⁵. Les propos du préfet Frantz Gaignerot vont dans ce sens : « à la vérité, dans ce département, la personnalité du candidat est essentielle ; et son style oratoire, – ne sommes nous pas aux portes du Midi, – primordial⁶ ». Le mépris qu'éprouvent les gaullistes eux-mêmes envers cette région pourrait également en être à l'origine. En

1 Pour obtenir ces résultats, nous avons combinés les résultats obtenus dans la presse (*La Dépêche du Midi*, *Le Monde*) avec la « Liste des candidats aux élections législatives. 17 juin 1951 » établie par le bureau des affaires politiques du ministère de l'Intérieur (ADAV 152W75).

2 CAMPBELL, Peter, « Remarques sur les effets de la loi électorale française du 9 mai 1951 », *Revue française de science politique*, N°4, 1951, pp. 498-502.

3 ADG 1159W4, Rapport des Renseignements Généraux n°621 le 25 juin 1951.

4 GODFRAIN Jacques, président de la Fondation Charles de Gaulle, ancien militant gaulliste étudiant à Toulouse en 1958, entendu le 17 février 2015 à la Fondation Charles de Gaulle (Paris).

5 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°453 le 14 juin 1951.

6 ADL 1209W33, « Rapport sur les élections législatives des 23 & 30 novembre 1958. Deuxième circonscription de Figeac » par le sous-préfet de Figeac le 1^{er} décembre 1958.

effet, les responsables locaux, pourtant nés dans la région, ne cessent de reprocher aux midi-pyrénéens de nombreux maux. Ainsi, Robert décrit le Gers comme un « département rétrograde » difficile à sonder¹. Paul Jouclas déclare que le Lot est composé de rares hommes actifs qui sont tous arrivistes, et d'une population inactive mais facilement corrompible². Jacques Bruneau va encore plus loin : à ses yeux, les habitants du Lot « ne voient dans la politique aucune doctrine, mais la possibilité de recevoir des dons en nature ou en espèces. Et c'est pour ce genre de candidats qu'ils voteront »³. Il précise lui aussi que la population est relativement corrompue. Le délégué départemental Balagué critique vertement « la mentalité méridionale », qu'il juge arriérée et corrompible⁴, etc. Avec une si piètre estime du Midi toulousain, il ne faut pas être surpris que le gaullisme peine à s'implanter dans la région⁵...

c) Des élections cantonales d'octobre 1951 à la lutte contre la CED ou la fin du RPF

La défaite aux élections législatives plonge plus ou moins rapidement le RPF midi-pyrénéen dans une profonde léthargie. Ses groupements, dont celui de l'Action Ouvrière (AO) particulièrement actif à Toulouse et Millau⁶, s'écroulent. André Rives-Henrys constate le 4 décembre 1951 que l'AO ne milite plus que très peu⁷. Le département du Gers s'effondre aux lendemains de la défaite. Le départ de Jean Braman-Fribourg du RPF convainc le MRP que le Rassemblement ne pourra plus l'emporter⁸. Très peu de gaullistes tentent leur chance lors des élections cantonales d'octobre 1951. Les départements qui se mobilisent le plus sont le Gers, le Tarn, le Tarn-et-Garonne et l'Aveyron. Autrement dit, les départements ayant obtenu les meilleurs résultats aux législatives, à l'exception de l'Aveyron. Et très paradoxalement, seul le candidat aveyronnais Jean Raymond Niel⁹, influent dans le nord du département, remporte le canton d'Espalion¹⁰. Une victoire que son adversaire Solhinac conteste aussitôt du fait de son inéligibilité. Les 16 novembre 1951 et 25 juin 1952, son élection est cassée par le conseil de préfecture

1 FCDG RPF547, « Rapport du groupement départemental du Gers du 31 octobre 1947. Élections municipales » de Richard Robert, p. 2.

2 C'est parce que le RPF perçoit le département de la sorte qu'il estime que Jouclas fait un très bon travail : il doit « évangéliser » un département bien difficile. FCDG RPF556, « Compte-rendu de la visite faite le 6/1/48 par Monsieur Jouclas » le 7 janvier 1948.

3 FCDG RPF556, « Note sur la situation politique dans le Lot à la suite de la mort du Docteur Rougier, député S.F.I.O. » de Jacques Bruneau le 1^{er} août 1952.

4 FCDG CA5, Lettre de C. Balagué à Roger Frey le 22 octobre 1954.

5 Nous avons conscience que ces discours peuvent aussi être tenus pour justifier les échecs du RPF. La rancune peut elle aussi inciter des militants à tenir pareils propos.

6 GUIOL, Patrick, *L'impasse sociale du gaullisme : le RPF et l'action ouvrière*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, 361 p.

7 FCDG RPF357, Lettre d'André Rives-Henrys à Pierre Lefranc le 4 décembre 1951.

8 Le MRP du Gers estime que la fédération départementale RPF gersoise ne pourra plus récolter plus de 3500 voix sans Braman-Fribourg. ADG 1292W9, Rapport des Renseignements Généraux n°360 le 10 juillet 1952.

9 Jean Raymond Niel (26 décembre 1884-24 janvier 1987) a été député de 1930 à 1942 dans l'arrondissement d'Espalion. Il a voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain avant regretter son choix. Son opposition au régime de Vichy lui a valu un emprisonnement pour « gaullisme ». Après la Libération, les résistants l'ont épargné, mais son soutien à Pétain en 1940 lui a valu inéligibilité.

10 ADAV 152W76, consulter les sous-dossiers « Cantonales 1951 » et « cantonales supplémentaires 1952 ».

interdépartemental de Toulouse, puis par le Conseil d'État¹...

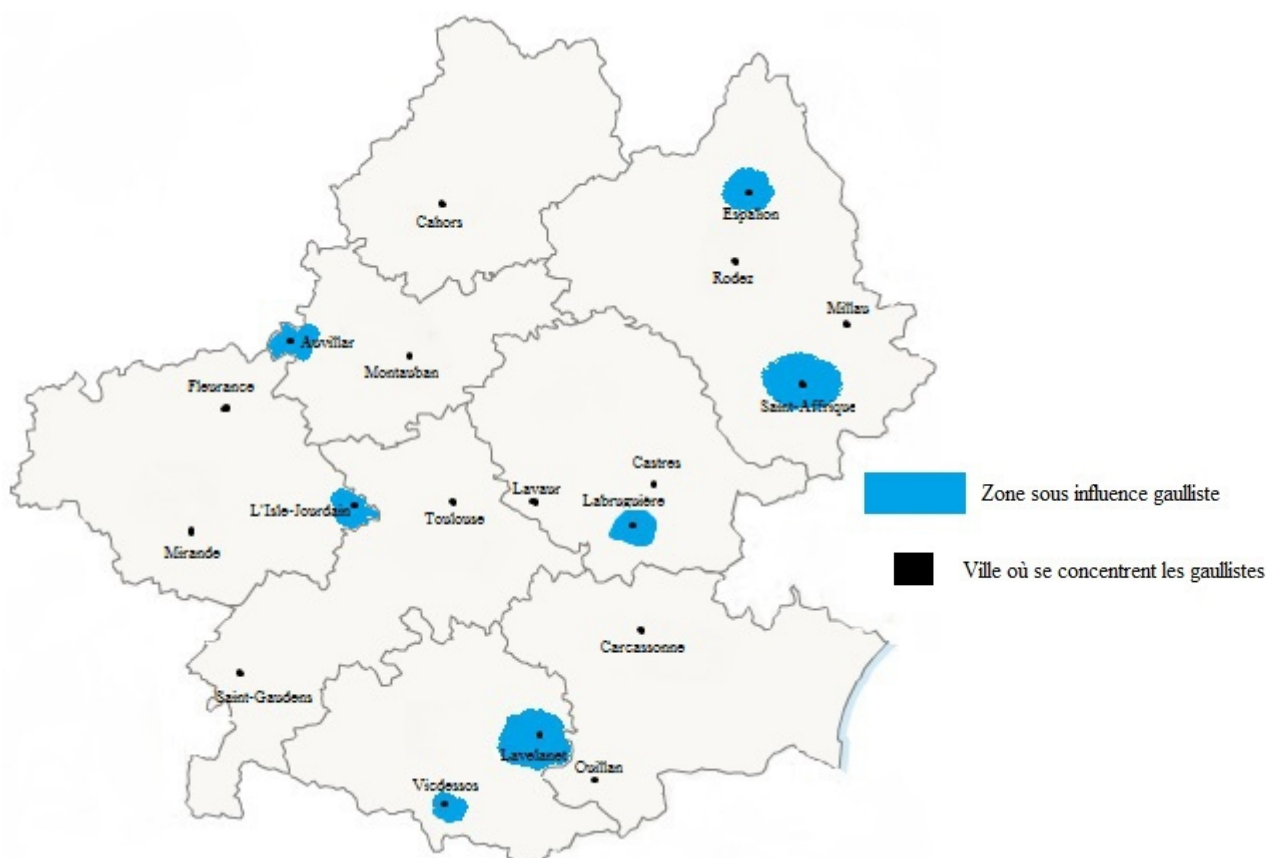
Avec les élections législatives s'achève le dessin des zones d'influence gaullistes. Rares et restreintes, elles restent une réalité géopolitique à ne pas sous-estimer. Dans « un Languedoc réfractaire »² au gaullisme, qui plus est fief du socialisme et du radicalisme, il est difficile au RPF de s'y implanter. Néanmoins, certaines communes et cantons sont au moins partiellement influencés par le Rassemblement, lorsqu'ils ne sont pas sous son contrôle. Par exemple, la commune de Fleurance (Gers) vote à plus de 20% gaulliste en 1951³, tout comme la ville de Toulouse. La forte personnalité de certains militants permet au RPF d'avoir certaines villes sous leur coupe, telles les villes de Mirande (Gers) et Lavaur (Tarn) grâce à l'influence de Richard Robert et Simon Claude. Des cantons peuvent même tomber sous giron gaulliste, une fois encore parce que la présence de militants influents et bien implantés le permet. Ainsi, ce ne sont pas moins de sept villes et cantons que le RPF parvient à tenir : Auvillar (Pierre de Saint-Marie en est le maire et en deviendra le conseiller général en 1958), L'Isle-Jourdain (Marius Campistron, pour les mêmes raisons que de Sainte-Marie), Vicdessos (M. Pic, ingénieur apprécié de la population), Lavelanet (les industriels de la ville sont tous membres du RPF et adoptent l'Association Capital-Travail, ce qui permet de séduire aussi les ouvriers qui en bénéficient), Labruguière (tenue par Claude Simon, vivant à Lavaur mais étant propriétaire de l'usine de la ville. Il s'empare de la mairie en 1953), Saint-Affrique (le Dr Lucien Galtier, adjoint au maire et conseiller général) et Espalion (M^e Niel y « règne » depuis son élection comme député de l'arrondissement en 1930). D'autres villes voient la concentration des activités gaullistes, ce qui n'en fait pas forcément des bastions, mais des lieux où ils peuvent avoir une certaine influence sur la population. C'est le cas de Millau, où la sympathie de la bourgeoisie et le ralliement des industriels (gantiers) permettent au RPF de concurrencer le MRP et les RI qui avaient fait de l'arrondissement leur fief⁴. La ville de Castres est elle aussi disputée entre le RPF, qui y a des sympathies, et le MRP, qui a fait de la ville et son arrondissement un fief défendu par le député démocrate-chrétien Reille-Soult. Au contraire, des villes comme Toulouse, Saint-Gaudens, Montauban, Carcassonne, Rodez et Cahors ne sont que légèrement influencées par le gaullisme parce qu'il concentre ses activités dans ces communes sans parvenir à s'en emparer. Sans figures emblématiques, les gaullistes ne peuvent que disputer âprement ces chefs-lieux avec les autres partis politiques.

1 ADAV 2W8/5, Rapport mensuel (novembre 1951) du commissaire des RG au préfet Charles Dupuch le 3 décembre 1951, p. 3 ; ADAV 152W74, « Sieur NIEL. Décision lue le 25 juin 1952 » n°16.448 du Conseil d'État.

2 ADAD 45W4, Rapport des Renseignements Généraux n°402 le 10 juin 1948.

3 LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme dans le Sud-Ouest au temps du RPF* [Op. Cit.], p. 405.

4 ADAV 12W8, Rapport des Renseignements Généraux n°1797 le 23 novembre 1948.



Carte 2 : Bastions gaullistes au temps du RPF

Les dissidences de 1952, qui entraînent la formation de l'Action Républicaine et Sociale (ARS), portent un coup dur aux militants¹. Les plus atteints sont ceux de Haute-Garonne, qui voient la menace d'une antenne ARS se former à Toulouse². Les élections municipales et leurs résultats désastreux terminent de les achever. À Albi, les gaullistes ne parviennent à maintenir que deux conseillers municipaux qui se sont présentés sous une « liste indépendante de rassemblement national et d'union municipale »³ et disparaissent de Castres. Le RPF n'a pratiquement plus aucun élu municipal, et Simon Claude n'obtient la mairie de Labruguière qu'en quittant le RPF pour rejoindre les modérés⁴. En Haute-Garonne, le RPF conserve deux maires dans des communes de moins de 2000 habitants, le troisième ayant quitté le mouvement pour garder sa municipalité⁵. L'Aveyron n'est pas plus généreux : seuls une dizaine de conseillers municipaux et le maire de Vitrac-en-Viadène Émile Dufour parviennent à se maintenir⁶. Le RPF audois perd tous ses élus municipaux à l'exception de Camille Dhomp qui reste maire de Trausse-Minervois en prenant une étiquette d'indépendant⁷ – il reste toutefois adhérent au RPF. Jean Rambaud est le seul à parvenir à

1 PURTSCHET, Christian, *Le Rassemblement du peuple français, 1947-1953*, Cujas, 1965, p. 350.

2 ADHG 2692W 44, Rapport des Renseignements Généraux n°639 du 16 mars 1954.

3 ADT 581 W 15, Listes d'Albi, Rapport de la mairie d'Albi à la préfecture du Tarn du 27 avril 1953.

4 ADT 581 W 15, Élections municipales - rapport d'ensemble du préfet du Tarn au ministre de l'intérieur.

5 ADHG 2358W 17, dossier Rapports d'ensemble, Tableau récapitulatif relatif à l'élection des maires en mai 1953.

6 *Le Patriote*, 5 mai 1953 ; ADAV 14W14, Rapport du préfet Maurice Bonnafous au ministre de l'Intérieur n°1947/Cab le 28 mai 1953.

7 ADAD 28W30, Rapport des Renseignements Généraux n°128 le 30 avril 1953.

conserver son siège d'élus municipal à Pamiers (Ariège), alors que les candidats lotois échouent tous¹. Paradoxalement, deux départements vont résister à ce phénomène : le Gers et le Tarn-et-Garonne. Le RPF montalbanais accroît le nombre de ses élus municipaux, qui s'élève peut-être désormais à une trentaine². Celui du Gers fait preuve d'une certaine résistance en préservant 31 conseillers municipaux et trois maires (Marius Campistron à l'Isle-Jourdain, Combedouzon à Brugnens, Pierre Bares à Saint-Avit Frandat)³ – serait-ce un baroud d'honneur ?

Le mouvement ne connaît plus alors d'activités politiques. Les militants gaullistes désertent massivement dans la région, au point de donner l'impression de ne plus exister sauf à Toulouse, où ils se réduisent comme peau de chagrin. L'opposition à la Communauté Européenne de Défense (CED) n'y change rien. Les réunions privées se comptent sur les doigts d'une main, et les sections départementales sont dissoutes en septembre 1955, contraignant les derniers militants RPF à rejoindre le tout récent mouvement de Jacques Chaban-Delmas :

Les milieux gaullistes estiment que cette mesure [la dissolution] a été prise pour éviter que [...] les éléments du R.P.F. ne soient tentés de se servir de cette appartenance pour la prochaine campagne aux élections législatives. [...] Les membres toulousains du R.P.F. vont rejoindre les rangs des "Républicains Sociaux". Ces derniers expriment leur volonté de ne prendre parmi les dirigeants de leur fédération que des "gaullistes" éprouvés.⁴

B) Un successeur impopulaire

Le Centre National des Républicains Sociaux (CNRS) succède au RPF dans la région entre 1954 et 1955. Il connaît de grandes difficultés à recruter des militants, y compris au sein des gaullistes qui avaient suivi le général de Gaulle. La raison est simple : les Républicains Sociaux (Rép. Soc.) « trahissent la cause » en devenant un authentique parti politique, prêt à participer aux gouvernements que les gaullistes ont jusqu'à présent tant combattu et à s'allier avec d'autres partis politiques⁵. L'absence du patronage de De Gaulle provoque également de profondes inquiétudes au sein des Rép. Soc., qui craignent que les militants RPF refusent de les soutenir sans l'aval du

1 ADA 2W21, « Rapport sur les caractéristiques du scrutin » de 1953 du préfet Dauzet, et « Élections municipales de 1953. Communes de 2.000 habitants et plus » ; 6W7, Bulletin journalier (26 avril 1953) n°1360 le 27 avril 1953 du commissaire de police de Foix.

2 ADTG 33W18, « Élections municipales de 1953. Tableau des conseillers municipaux » de Feneyrols, Montalzat, Cazes Mondenard, Saint Amans du Pech, Montesquieu, Larrazet, Montain, Négrepelisse, Gensac, Asques, Saint-Louis, Marsac, Villemade, Montauban, Parisot et Monteils ; 1125W6, « Scrutin du 26 avril 1953 » le 29 avril 1953, et « Scrutin du 3 mai 1953 » n°824/152 le 4 mai 1953.

3 Le maire et les conseillers municipaux gaullistes de Salles-d'Armagnac se font appeler « Républicains Nationaux ». ADG 1165W12, « Tableau récapitulatif relatif à l'élection des maires », « Liste nominative des maires élus. Communes à scrutin majoritaire de 2.000 à 5.000 habitants », et « Liste nominative des maires élus. Communes à scrutin majoritaire de moins de 2.000 habitants », pp. 2 et 8 ; ADTG 1265W2, « B) Répartition politique des maires » en mai 1953, et « Mise à jour du dossier départemental. Chemise B1, sous chemise V. B) Répartition politique des maires » (non datée) ; ADG 1287W4, divers documents concernant les élections d'avril-mai 1953 et les élus aux premier et second tours de scrutin.

4 ADHG 2692W 44, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°2084 du 16 septembre 1955.

5 ADHG 2692W 44, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°136 du 18 janvier 1955.

Général, et qu'une participation aux élections pourrait être catastrophique vu l'interdiction du chef du RPF d'invoquer un quelconque soutien de sa part¹. Le CNRS de Haute-Garonne, comme dans tous les autres départements, s'attire l'inimitié, voire le mépris, des adhérents restés engagés dans le RPF ou ayant cessé toute action militante². Des militants très fidèles peuvent accepter de rejoindre malgré tout le CNRS tant qu'il lutte contre le gouvernement, puis s'en aller lorsque le parti « s'encanaille » avec le « système ». Ainsi, René Cathala, militant depuis les débuts du RPF et ayant rejoint les Rép. Soc. en 1955, ne supporte plus la « collaboration » du CNRS et démissionne avec une lettre amère :

C'est avec un vif étonnement que j'ai appris votre entrée et celle de Mr. Maurice LEMAIRE au Gouvernement. [...] La décision du comité directeur de s'abstenir à participer au Gouvernement était conformes aux positions prises lors de notre Congrès. [...] Il me paraît [...] que leur président [des Rép. Soc.] engage par ses décisions la formation toute entière, même en l'absence de consultation des instances qualifiées. [...] Il me paraît désormais incompatible avec mes convictions personnelles d'appartenir à une formation politique qui accepte de collaborer à une entreprise de liquidation de l'Empire et dont le premier acte a été le rappel de notre compagnon Jacques SOUSTELLE au moment même où son œuvre allait pouvoir porter des fruits. En perdant les derniers atouts que la France a dans son jeu, on prépare doucement mais indiscutablement [mot illisible] d'une démocratie populaire. J'ai donc l'honneur, Monsieur le président, de vous adresser ma démission de membre des Républicains Sociaux³.

Loin d'être le seul à reprocher à Jacques Chaban-Delmas et ses partisans de « collaborer » avec les hommes du « système », René Cathala exprime très bien dans cette lettre le rejet des militants Rép. Soc. midi-pyrénéens. C'est pourquoi le député-maire de Bordeaux doit répondre à la gronde générale des militants. Lors du second congrès national des Républicains Sociaux en février 1957, Michel Debré se fait le porte-parole des mécontents et reproche vivement la participation au gouvernement de Guy Mollet. Chaban-Delmas lui répond lors du discours de clôture que

des Républicains Sociaux, ayant à choisir entre le retrait sur l'Aventin et une présence vigilante ont opté pour cette dernière non sans hésitations, réserves, réticences et même, pourquoi ne pas le dire, angoisses. Le reclassement au centre de l'échiquier politique préparé par la campagne électorale et réalisé après le 2 janvier 1956 leur avait fourni la possibilité de ce choix qui leur eût été interdit pour longtemps s'ils étaient demeurés relégués à l'extrême droite de l'hémicycle du Palais-Bourbon⁴.

Ses arguments ne parviennent pas à satisfaire les militants, et il doit céder la présidence à Edmond Michelet l'année suivante.

Le CNRS pose ses premières fondations dans la région en créant une antenne à Toulouse en 1954. Les réticences des anciens gaullistes à rejoindre le parti de Chaban-Delmas poussent Jacques Maziol, responsable de la fédération de Haute-Garonne, à demander au député-maire de Bordeaux d'organiser une réunion le 10 juillet 1955⁵. Cette visite ne parvient pas à résoudre le problème du

1 ADHG 2692W 44, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°2107 du 20 septembre 1955.

2 FCDG RPF546, Lettre de C. Balagué à Louis Terrenoire le 21 juin 1954.

3 Nous respectons la casse des caractères et la faute d'orthographe. FCDG RPF546, Lettre de René Cathala à Jacques Chaban-Delmas le 23 février 1956.

4 FCDG CA3, « Discours de clôture prononcé par Jacques Chaban-Delmas le 10 février 1957 », *Fédérations unies des Républicains Sociaux, 2e congrès national 8, 9, 10 février 1957*, p. 1.

5 ADHG 2692W 44, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°1466 du 15 juin 1955.

recrutement, et c'est sur 350 militants que le CNRS doit compter pour faire campagne¹. Celle-ci est courte : elle débute fin octobre et s'achève en janvier à Toulouse. Promettant les 12% aux militants, les dirigeants toulousains Rép. Soc. essaient de redonner confiance à leurs troupes. En vain. Aucun meeting n'est tenu, et les militants se contentent de placarder quelques affiches. L'alliance avec le « Front Républicain » (socialistes, mendésistes, UDSR et modérés) ne permet pas de compenser les pertes électorales. Les sympathisants gaullistes votent plutôt en faveur des poujadistes, tandis que le PCF gagne une partie des voix socialistes. Non seulement les gaullistes ne gagnent aucun siège, mais ils n'obtiennent au final que 1,6% des suffrages (2,5% à Toulouse)². Cet échec cuisant aux élections législatives provoque de terribles divisions au sein des Rép. Soc. L'autorité de Jacques Maziol, « grand perdant », est contestée par une partie des militants. Dans l'optique de calmer les ardeurs des mécontents, M^e Maziol fait apposer en ville des tracts de remerciements aux électeurs pour avoir saisi le « danger que font courir au pays les communistes et les poujadistes », et organise un repas de réconciliation avec les militants³. Celui-ci parvient à rétablir l'entente entre la direction et sa base, mais désormais, la fédération fait preuve d'une faible activité.

La situation dans le Tarn est encore plus compliquée. Les ex-RPF ont en grande majorité quitté la vie politique après les élections municipales. L'antenne des Rép. Soc. est officiellement créée le 10 juin 1955⁴. Henri Delmas en est le président provisoire désigné. Elle devient définitive le mois suivant et voit l'adjoint au maire de Castres, Antonin Tirefort, la présider. Cette construction rapide ne doit pas leurrer : les Rép. Soc. ne parviennent qu'à récupérer environ soixante-dix militants. Leur campagne de séduction à l'égard des anciens RPF ne connaît pas de succès. Malgré ses difficultés à se constituer, le CNRS tente sa chance aux législatives du 2 janvier 1956 en cherchant à s'apparenter. Convaincus de pouvoir former une alliance à l'instar des Toulousains, les gaullistes se précipitent dans la campagne avec le conseiller de l'Union française Pierre-Louis Berthaud⁵. Grave erreur qui discrédite un peu plus les gaullistes dans la région. L'alliance n'a pu être nouée, et les Républicains Sociaux doivent retirer leur candidature pour éviter de subir un échec trop évident⁶. Pour se justifier, les quatre candidats gaullistes font placarder une affiche grand format intitulée « vous avez le droit de le savoir ! ». Ils y accusent les partis et le système de les avoir empêché de se présenter, déclarant n'être pas responsables dans l'échec de l'appareil. Ils insistent sur leurs efforts de former « l'Union des Français » et déclarent que « l'expérience

1 ADHG 2692W 44, dossier Républicains Sociaux, Note des renseignements généraux n°24 du 6 janvier 1956.

2 MAGNOU, Anne-Marie, « Études de géographies électorales : la Haute-Garonne sous la IV^e République », in Trois Études sur le Sud-Ouest, *Publications de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse*, N°3, Pédone, 1968, p. 139.

3 ADHG 2692W 44, dossier Républicains Sociaux, Note des renseignements généraux n°24 du 6 janvier 1956.

4 ADT 511 W 57, dossier Républicains Sociaux, Note des renseignements généraux n°218 du 18 juin 1955.

5 ADT 581 W 22, dossier Déclarations de candidature, Télégramme du préfet au ministre de l'intérieur qui reproduit la déclaration de candidature de la "liste des Républicains Sociaux" le 10 décembre 1955 à Albi.

6 *Sud-Ouest*, 17 décembre 1955.

d'aujourd'hui montre à tous qu'aucun regroupement national n'est possible sans la présence des Républicains Sociaux »¹.

Le CNRS gersois naît plus tôt que son homologue tarnais. Le 18 mai 1954, Marius Campistron est nommé président et Robert Castagnon vice-président des Rép. Soc. du Gers². Concrètement, le parti n'existe que sur le papier. Fondé sur les restes du RPF local, le CNRS n'est en réalité qu'un parti de cadres sans militants actifs³. Le départ fracassant de Robert Richard et Jean Braman-Fribourg (JBF) a énormément affaibli le parti. Les élections au Conseil de la République voient une tentative des Rép. Soc. gersois de s'associer au MRP pour emporter un siège, mais leur résultat combiné est des plus médiocres⁴... Le parti n'ayant aucune activité, et apprenant que son ancien champion JBF se présentait sous une liste d'« indépendant d'action libérale républicaine et sociale », il décide de ne pas se présenter pour soutenir les Républicains Indépendants (RI)⁵. Jean Braman-Fribourg n'obtient que 1,5% des suffrages, les RI 6.917 voix⁶. C'est un désastre pour JBF et un échec pour les RI et leur associé. Malgré une inactivité complète, les Rép. Soc. gersois n'abandonnent pas la conquête électorale. Marius Campistron et Robert Castagnon tentent de s'emparer des cantons de l'Isle-Jourdain et Nogaro⁷. Si Castagnon échoue au premier tour, Campistron, fermement implanté dans le chef-lieu cantonal, parvient à se faire élire conseiller général de l'Isle-Jourdain avec plus de 400 voix d'avance sur son adversaire⁸.

Les départements de l'Aveyron et du Tarn-et-Garonne connaissent un avenir similaire. Les fédérations CNRS apparaissent respectivement les 16 janvier et le 24 septembre 1955⁹. Les Rép. Soc. aveyronnais, qui peinent à s'organiser, tentent de faire parler d'eux¹⁰. Désirant gagner les élections, ils s'apparentent avec le MRP malgré le refus d'une partie des militants gaullistes¹¹. Les 29

1 ADT 581 W 20, dossier Élections législatives de 1956 – Liste des Républicains Sociaux, Affiche « Vous avez le droit de le savoir ! ».

2 ADG 1292W6, Note des Renseignements Généraux n°201 le 18 mai 1954.

3 ADG 1265W2, Note « L'U.R.A.S. ex. R.P.F. » en octobre 1954 ; ADG 1292W6, Note des Renseignements Généraux n°333 le 6 septembre 1954.

4 Marius Campistron s'est allié au MRP Sempe. ADG 1265W2, « Résultats des élections au Conseil de la République de juin 1955 », et 1266W1-4, Note des Renseignements Généraux n°226 le 24 juin 1955.

5 ADG 1241W1-4, « État des candidatures d'apparementement déclarées » le 10 décembre 1955, p. 1, et Note des Renseignements Généraux n°383 le 26 décembre 1955.

6 ADG 1165W16, « Résultats dans le Gers » le 2 janvier 1956 ; 1241W1-4, Télégramme du commissaire de police le 3 janvier 1956 aux RG de Toulouse.

7 ADG 1159W27, Notes des Renseignements Généraux n°49 le 27 mars 1958, et n°75 le 15 avril 1958.

8 ADG 1159W27, Note des Renseignements Généraux n°85 le 28 avril 1958, p. 2.

9 *Le Rouergue*, 18 janvier 1955 ; ADAV 14W152, Rapport mensuel (janvier 1955) du commissaire des Renseignements Généraux au préfet Maurice Bonnafous le 3 février 1955, pp. 11-12 ; ADAV 14W154, Note des Renseignements Généraux n°37 le 25 janvier 1955, et Rapport du préfet de l'Aveyron au ministre de l'Intérieur le 31 janvier 1955 ; ADTG 1160W17, Rapport mensuel (septembre 1955) du commissaire des Renseignements Généraux au préfet le 6 octobre 1955 ; ADTG 1160W48, n°4.782/586/4 le 29 septembre 1955.

10 ADAV 14W152, Rapport mensuel (février 1955) du commissaire des Renseignements Généraux au préfet Maurice Bonnafous le 3 mars 1955, p. 10 ; *Le Midi Libre*, 24 juin 1955.

11 ADAV 14W18, Note des Renseignements Généraux n°343 le 10 décembre 1955.

et 31 décembre, Christian Lunet de la Malene, président du CNRS local et tête de liste des Rép. Soc., cherche à se rallier les électeurs par une nouvelle présentation de son programme dans la presse¹. En parallèle, les Rép. Soc. de Tarn-et-Garonne se lancent eux aussi dans la campagne électorale avec le maire de Montauban René Gabach en tête de liste. Modéré sympathisant gaulliste, sa nomination en tête de liste est calculée : il est très apprécié des partis modérés et centristes. Grâce à sa participation comme candidat des Rép. Soc., Marcel Baconnet, président du CNRS montalbanais, obtient du MRP et des Indépendants et Paysans un apparentement². Cependant, le choix de Baconnet et de Sainte-Marie de s'allier au centre-droit plutôt qu'au « Front Republicain » déplait à Bordeaux. Roger Frey tente à plusieurs reprises de dissuader les Rép. Soc. tarn-et-garonnais de conclure cette association³. Le 24 décembre, André Rives-Henrys fait une dernière tentative en se rendant directement chez Marcel Baconnet. Prétextant que cette alliance discréditera le CNRS, il l'implore de faire marche arrière. Son insistance exaspère Baconnet et les militants présents qui l'insultent vertement.

Comme il [André Rives-Henrys] avait déclaré être très pressé, M. BOURDEAU lui a répondu "Vous ne partirez qu'après vous être expliqué nous avons le temps, d'ailleurs la porte est fermée. Si vous passez par la fenêtre, le chien qui est dans le jardin calmera votre célérité" – M. RIVES-HENRYS a du subir la mauvaise humeur de ses trois interlocuteurs. Il lui a été reproché de se plier aux exigences de M. BAYLET au lieu de résister. M. BACONNET excédé lui a dit "Vous êtes de ceux qui n'ont pas de couilles au cul" – M. RIVES-HENRYS s'est défendu d'être l'instigateur de ces manœuvres de dernières heures et a précisé qu'il n'était qu'un commissionnaire. M. GABACH lui a répondu qu'en acceptant cette mission il montrait bien sa personnalité. Après ces explications M. RIVES-HENRYS a prit congé⁴.

À peine Rives-Henrys est-il parti que le délégué CNRS propose de mettre en avant dans leur propagande le fait qu'ils ont subi de nombreuses pressions – de l'extérieur comme de l'intérieur de leur parti – mais ont su résister au nom de leurs idéaux⁵. De très nombreuses réunions publiques et contradictoires sont soutenues par une importante propagande écrite pour ces élections. Christian Lunet de la Malene est un communicant, il utilise beaucoup la presse aveyronnaise en 1955 pour s'adresser aux électeurs. Le CNRS de Tarn-et-Garonne, qui semble avoir plus de moyen, privilégie la propagande « traditionnelle » : meetings, distribution gratuite du bulletin *La Nation Republicaine et Sociale* du 2 décembre 1955, impression et distribution de 10 000 tracts⁶, etc. Pourtant, leurs efforts ne paient guère. Le 2 janvier 1956, Christian Lunet de la Malene n'obtient que 2041 voix et René Gabach 4797 voix⁷... De toute évidence, les discours alarmistes tenus par le CNRS ne

1 *Le Midi Libre*, 29 décembre 1955, et *Le Rouergue*, 31 décembre 1955.

2 ADTG 31W22, « Déclaration de candidatures. Récépissé définitif » le 14 décembre 1955 (« déclaration d'apparementements » joint) ; ADTG 1125W4, État récapitulatifs des candidatures aux élections législatives du 2 janvier 1956 du préfet au ministre de l'Intérieur le 13 décembre 1955.

3 ADTG 1125W4, Note des Renseignements Généraux n°6143/736/1 le 15 décembre 1955 ; ADTG 1160W48, Note des Renseignements Généraux n°6136/734/4 le 14 décembre 1955.

4 Nous respectons la casse des caractères et les fautes d'orthographe. ADTG 1160W48, Note des Renseignements Généraux n°6.381/771/4 le 24 décembre 1955.

5 *Ibidem*.

6 ADTG 1125W4, Notes des Renseignements Généraux n°6220/760/1 le 20 décembre 1955, et n°6.428/785/6 le 31 décembre 1955.

7 ADTG 1125W4, Note des Renseignements Généraux n°36/2/1 le 6 janvier 1956, p. 2.

touchent pas les foutes. Il faut reconnaître que la situation nationale en ce début d'année 1956 n'a rien à voir avec les crises (in)ternationales qui ont marqué la période 1947-1951. Cette humiliation plonge le CNRS aveyronnais dans une profonde léthargie jusqu'en avril 1958. René Gabach, écœuré par son score, démissionne de la mairie de Montauban¹. Le CNRS montalbanais, qui ne compte plus qu'une vingtaine de militants², s'attire les foudres de Jacques Chaban-Delmas. Pour lui avoir désobéi en refusant l'apparement avec le « Front républicain », il ordonne à Marcel Baconnet de dissoudre la fédération locale³. Désormais, seuls Marcel Baconnet et Pierre de Sainte-Marie militent en conservant leur étiquette CNRS. Ils essaient de s'emparer en 1958 des cantons de Montauban-Ouest et Auvillar. Pierre de Sainte-Marie, qui est influent et tente depuis plusieurs années de prendre le canton d'Auvillar, y parvient avec 959 voix contre 819⁴. En revanche, Marcel Baconnet, qui affronte son ami René Gabach, échoue⁵.

À côté de ces départements se trouvent plusieurs fédérations souffrant d'une inactivité chronique. La fédération de l'Ariège n'existe que sur le papier. Celle du Lot fait à peine mieux : Paul Jouclas est nommé chef d'un parti lotois qui n'existe pas et juge préférable de ne pas participer aux élections législatives de 1956 pour éviter un désastre. Sans lui, la population lotoise n'aurait jamais entendu le nom de Républicains Sociaux⁶ ! Dans l'Aude, l'abandon par les cadres de leurs militants provoque son inactivité⁷. Leur unique action est de voter des motions hostiles à la participation de Chaban-Delmas et Lemaire au gouvernement Guy Mollet⁸. Finalement, les très nombreux échecs électoraux du CNRS provoquent un arrêt des (rares) activités gaullistes dans le Midi. Quelques réunions à Toulouse sont mentionnées entre 1956 et 1958, mais elles ne dépassent pas la dizaine. Quant au Tarn, il ne montre plus le moindre signe de vie jusqu'en mai 1958. Les élections cantonales de 1958 ne voient de candidats gaullistes que dans l'Aveyron, où Louis Delmas remporte le canton de Salles-Curan⁹, le Gers, le Tarn-et-Garonne, et dans la Haute-Garonne où ils échouent dans leur tentative de prendre les cantons de Toulouse-Sud et Toulouse-Nord. Le colonel Émile

1 ADTG 1125W4, Note des Renseignements Généraux n°37/3/4 le 6 janvier 1946.

2 ADTG 1160W48, Note des Renseignements Généraux n°26/1/4/JT le 5 janvier 1956.

3 ADTG 1160W17, ADAV 14W152, Rapport mensuel n°789 (janvier 1956) du commissaire des Renseignements Généraux au préfet Maurice Bonnafous le 6 février 1956, p. 3.

4 FCDG CA9, Liste nominative des élus Républicains Sociaux aux élections cantonales des 20/27/4/1958 ; ADTG 1125W7, Note des Renseignements Généraux n°212 le 24 avril 1958, pp. 2 et 6.

5 ADTG 1125W7, Note des Renseignements Généraux n°187/1/JT le 3 avril 1958.

6 Suite à une entrevue avec Chaban-Delmas le 19 septembre 1955, il est nommé secrétaire départemental et correspondant CNRS. FCDG CA6, Lettre d'Yvonne Kheicher à Paul Jouclas le 16 septembre 1955, et Lettre de Paul Jouclas à Messieurs Tastevin et Rives-Henrys le 7 décembre 1955.

7 ADAD 1168W231, Note des Renseignements Généraux n°1486/274/DS le 29 mars 1956.

8 *Ibidem* ; ADAD 1168W231, Note des Renseignements Généraux n°1676/320/DS le 12 avril 1956.

9 ADAV 12W8, Bordereau d'envoi n°226 du commissaire, chef du service des Renseignements Généraux de l'Aveyron, au directeur des Renseignements généraux le 23 avril 1958 ; 14W24 bis, Résultat des élections cantonales des 20 et 27 avril 1958 de Salles-Curan ; FCDG CA9, Liste nominative des élus Républicains Sociaux aux élections cantonales des 20/27/4/1958.

Tutenges et Henri Assalit obtiennent respectivement 1,88% et 11,7% des suffrages exprimés¹. Le contexte international a pourtant évolué : alors qu'à partir de 1953, la mort de Joseph Staline puis la fin de la guerre d'Indochine l'année suivante ont entraîné un apaisement dans le pays qui ne cadrerait plus avec les discours alarmistes des gaullistes, le déclenchement, et plus encore le prolongement, de la guerre d'Algérie, provoque un revirement de situation dans le Midi.

C) Les événements d'Algérie et le triomphe du gaullisme ?

La guerre d'Algérie, née dans le massacre de la « Toussaint Rouge », s'ancre dans un contexte international plus global de décolonisation². La perte de l'Indochine avait déjà provoqué de grands remous à l'Assemblée Nationale, et la perte du canal de Suez en 1957 accroît le sentiment d'impuissance parmi les Français. La peur d'être attaqué est prégnante dans la région, qui n'est séparée de l'Afrique du Nord que par la Méditerranée. Le préfet Lucien Carcasses rédige le 31 août 1957 un rapport au ministre de l'Intérieur illustrant parfaitement la crainte de la population locale :

L'opinion publique a été sollicité[e] [...] par de nombreux événements concernant la politique intérieure et la politique étrangère. La situation en Afrique du Nord préoccupe toutes les couches de la population. La recrudescence du terrorisme au début du mois faisait craindre à tous que les événements d'Algérie ne rentre[nt] dans une période particulièrement sanglante. Le fait qu'une loi cadre soit à l'étude [...] n'empêche pas les gens d'être assez angoissés et assez pessimistes sur l'issue de notre politique en Afrique du Nord.³

Plus loin, le préfet nous apprend dans ce même rapport que « les questions financières et leurs répercussions sur l'augmentation du coût de la vie créent un malaise dans presque toutes les catégories de l'opinion publique ». En effet, la situation économique est minée par les récents événements internationaux. L'intervention en Égypte s'est soldée par une victoire militaire mais une défaite politique coûteuse – bien que l'intervention britannique coûta encore plus chère au Royaume-Uni. La guerre d'Algérie plombe les finances et aggrave l'inflation. Vivre au quotidien devient ainsi difficile pour une partie de la population qui paie des taxes et des impôts plus élevés. Mais comme le souligne le préfet, le terrorisme inquiète encore plus. Cette crainte se manifeste dans l'opinion publique à cause des attaques qui ont lieu à Toulouse, particulièrement entre avril et juin 1957⁴. Les luttes se concentrent entre algériens membres du FLN et du MNA, ou FLN et non partisans, mais la peur reste présente parmi les Toulousains. Le port et l'utilisation d'armes à feu par les activistes FLN et MNA sont fréquents, et l'usage d'explosif n'est pas interdit. La stupeur est générale lorsque les Midi-Pyrénéens apprennent qu'un attentat a été perpétré contre la préfecture de Toulouse le soir du 3 au 4 mai 1958⁵.

1 ADHG BH Wms 487, Résultats définitifs Toulouse.

2 DROZ, Bernard, *Histoire de la décolonisation au XX^e siècle*, Seuil, Coll. « Points Histoire », 2006, 386 p.

3 ADT 511 W 55, dossier Réaction de l'opinion publique, Rapport mensuel du commissariat des renseignements généraux du Tarn n°3135 (août 1957).

4 ADHG 2273W 218, Actes de violence par et/ou sur des Nord-africains (avril-juin 1957).

5 *La Dépêche du Midi*, 5 mai 1958.



Figure 1 : Attentat à la bombe contre la préfecture de Toulouse (3-4 mai 1958)¹

Cette recrudescence du terrorisme oblige le ministre de l'Intérieur à promulguer le 14 mars 1958 une circulaire obligeant les policiers à porter constamment leurs armes de service – y compris en civil – et à ne pas hésiter à s'en servir en cas de doute². Du fait de cette situation délétère, les rumeurs les plus folles circulent. Par exemple, le 18 mai 1956, les RG du Gers entendent des « rumeurs fantaisistes » prétendant que de jeunes réfractaires au service militaire constitueraient des maquis pour éviter de combattre en Algérie³... Dans ces conditions, le défaitisme prend le pas. Les Français, qui espèrent le retour à la paix en Algérie, ne sont pas confiants et doutent que le gouvernement réussisse à la rétablir (par « pessimisme » selon les forces de l'ordre)⁴.

Les partis de droite profitent lentement de cette situation. Les poujadistes sont les premiers à en bénéficier lors des législatives de 1956⁵. Cela empêche les gaullistes de récupérer leur électorat, mais la conférence tenue le 18 mars 1956 par Jacques Soustelle, député du Rhône et ancien

¹ *Ibidem*.

² ADTG 1319W69, Circulaire n°128 du ministre de l'Intérieur aux Inspecteurs Généraux de l'Administration en Mission Extraordinaire et préfets le 14 mars 1958.

³ ADG 1299W1, Rapport des Renseignements Généraux n°128 le 18 mai 1956.

⁴ ADG 1299W1, Rapport des Renseignements Généraux n°195 le 13 septembre 1956.

⁵ MAGNOU, Anne-Marie, *[Op. Cit.]*, p. 137.

gouverneur d'Algérie, démontre que les Rép. Soc. ne sont pas détestés dans la région. Le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres, rue Albert Lautman, fut entièrement rempli. Les forces de l'ordre estiment que plus de deux cents à cinq cent personnes attendaient même dans la cour de la Faculté pour pouvoir écouter la retransmission par haut-parleurs du discours. Le rapport des RG indique dès son entête « un auditoire nombreux et favorable au conférencier »¹. Par ailleurs, un autre élément semble provoquer un basculement vers la droite au sein de la population : l'immigration. Au début de la IV^e République, les réfugiés espagnols représentent la majorité des immigrés vivant dans le Midi. Cette présence hispanique provoque occasionnellement des mécontentements au sein de la population, qui voit « ses emplois » et « son pain » partir aux « mains des étrangers ». L'impopularité des immigrés espagnols va s'estomper peu à peu avec l'arrivée d'immigrés Nord-africains. Certes, leur nombre est faible. La préfecture de Haute-Garonne ne dénombre dans aucun de ses rapports mensuels les Nord-africains, qui accordent toujours une section aux « milieux Nord-africains », et parlent volontiers de « communauté Nord-africaine » ou de « communautés d'algériens », laissant entendre qu'il y en aurait une quantité suffisamment importante pour que les Toulousains la remarquent. Dans le Tarn, les Nord-africains sont recensés dans chaque rapport, et l'on peut même voir de temps à autres la désignation de « principaux centres d'implantation » apparaître. Selon ces rapports, il existe une certaine stabilité de la population Nord-africaine (très majoritairement algérienne) : en juin 1957, il y avait 374 Nord-africains ; en septembre 1957, 342 ; en mars 1958, 369 ; en septembre 1958, 379². Cette population est implantée à Mazamet, Vabre, Albi et Castres, cœurs industriels du département. Le département du Lot en recèle encore moins (72 algériens et 14 marocains)³. Le Gers en est le moins pourvu : 54 nord-africains le 10 novembre 1954⁴, 21 tunisiens et 8 marocains le 27 février 1958⁵... Les stéréotypes sur les Espagnols sont désormais ceux des Nord-Africains, l'image du « dangereux terroriste » en prime. Il n'est pas rare que certains soient menacés de mort simplement parce qu'ils sont maghrébins⁶. Du fait de la guerre, les Algériens sont les plus craints. Les réactions du gouvernement vis-à-vis d'eux ne font rien pour améliorer leur image. Ainsi, le 28 septembre 1957, le ministre de l'Intérieur édite une circulaire préconisant les plus grandes précautions pour surveiller, fouiller et appréhender les Algériens suspectés de propagande nationaliste⁷.

1 ADHG 2273W 216, Note des renseignements généraux de la Haute-Garonne n°627 du 19 mars 1956.

2 ADT 511 W 55, dossier Réaction de l'opinion publique, Rapport mensuel et trimestriel du commissariat des renseignements généraux du Tarn de juin 1957, septembre 1957, janvier-février-mars 1958 et juillet-août-septembre 1958.

3 ADL 1193W71, Sous-dossier – Données sur le Lot, Carte « centre d'implantation des nord-africains » et « B – Nombre global ».

4 ADG 1236W1, Rapport des Renseignements Généraux n°423 le 10 novembre 1954.

5 ADG 1236W1, Rapport du commissaire de police, chargé des fonctions de chef du service des Renseignements Généraux du Gers à Auch, n°878 au préfet André Dupuy le 27 février 1958.

6 ADTG 1042W7, Télégramme du commissaire principal de Montauban le 28 mai 1958 à 15 heures.

7 ADTG 1319W69, Circulaire ministérielle n°407 du ministre de l'Intérieur au préfet de police, Inspecteurs Généraux de l'Administration en Mission Extraordinaire, préfets et directeurs des services de police actifs de la Sûreté

Le gaullisme, qui a pratiquement disparu de la région, revient en force après le 13 mai 1958. Ce jour là, une émeute éclate à Alger et provoque la formation d'un Comité de Salut Public (CSP)¹. Ce dernier demande la formation d'un gouvernement de Salut public qui serait dirigé par le général de Gaulle. La France est stupéfiée par l'événement. Le gouvernement, qui était en vacance depuis le 15 avril avec la chute de Félix Gaillard, trouve à sa tête un nouveau président du conseil : Pierre Pflimlin. Celui-ci parvient à se voir accorder la confiance de l'Assemblée Nationale grâce à l'abstention des communistes qui sont effrayés par la rumeur d'invasion de la métropole par les insurgés². Le nouveau gouvernement veut montrer sa volonté de combattre les putschistes. Il place au ministère de l'intérieur Jules Moch, célèbre pour son action contre les communistes lors des grèves de 1947-1948. Néanmoins, derrière l'image d'un gouvernement de combat se cache en réalité un énième gouvernement paralysé. Les militaires désobéissent ou se montrent hésitants en métropole, le ministre-résident d'Algérie ne peut se rendre à Alger à cause des soulèvements, et la police, qui avait déjà manifesté en avril 1958 son hostilité au régime devant le Palais-Bourbon, renouvelle son rejet du système en manifestant à Paris sa « sympathie pour le général de Gaulle et l'Algérie française »³. Le Midi connaît lui aussi une grande effervescence. Le 14 mai est formé un CSP à Toulouse. Dirigé par les Cathala père et fils et Pierre Delnondedieu et patronné par le commandant Marcouire (un radical), le comité réunit de très nombreux gaullistes de la région, y compris ceux qui ne militaient plus depuis la fin du RPF⁴. Le CSP de Toulouse est immédiatement dissous par l'Inspecteur Général de l'Administration en Mission Extraordinaire (IGAME) et ses membres traqués par la police. Joseph Cathala est arrêté et placé sous résidence surveillée à Cintegabelle – un transfert est prévu pour Faouët (Morbihan)⁵ –, cinq membres arrêtés à Toulouse et les autres en fuite⁶. En Aveyron, l'activisme de cinq gaullistes au sein du CSP de Rodez leur vaut une assignation à résidence à Campagnac et St-Jean du Bruel⁷. Cette traque n'empêche pas pour autant les (nationaux-)gaullistes de continuer à agir dans l'ombre, comme en distribuant des tracts interdits à l'Isle-Jourdain le 27 mai 1958⁸. De plus, le colonel Tutenges parvient à raviver le militantisme gaulliste dans la Haute-Garonne. Il se vante auprès d'Edmond Michelet d'avoir pu

Nationale le 28 septembre 1957.

1 ELGEY, Georgette, *Histoire de la IV^e République. Troisième partie, La République des tourmentes 1954-1959, Tome second*, Fayard, 1997, p. 148.

2 BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, *Histoire de la France au XX^e siècle. II. 1930-1958*, Perrin, Coll. « Tempus », 2009, p. 667.

3 *Ibidem*.

4 ADHG 5681W 7, dossier Comité de Salut public à Toulouse, Télégramme de l'IGAME au cabinet du ministre de l'intérieur le 23 mai 1958.

5 *Le Midi Libre*, 27 mai 1958.

6 L'un de ces membres ne figure pas sur ce rapport mais est arrêté le même jour. Rapport du commissaire divisionnaire G. Terin, commissaire central de Toulouse, à l'IGAME de la V^e Région Militaire le 26 mai 1958.

7 ADAV 14W217, Rapport des Renseignements Généraux n°284 le 4 juin 1958, p. 4.

8 ADG 1266W1-5, Tract « Comité Républicain de Salut Public à la population toulousaine. Communiqué n°2 » distribué à l'Isle-Jourdain le 25 mai 1958.

rassembler « 30 000 militants réels » dilués dans 83 amicales au général de Gaulle¹. La tension est très grande en ce mois de mai 1958, à cause des événements d'Algérie et des CSP, mais aussi à cause des rumeurs circulant sur la participation au complot du général Miquel, commandant les forces de la V^e région militaire². La crise semble ne connaître aucune limite jusqu'au discours du général de Gaulle le 27 mai annonçant le début du « processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain »³. En seulement quelques jours, le général de Gaulle devient le nouveau chef du gouvernement auquel l'Assemblée Nationale accorde les pleins pouvoirs pour six mois, et obtient le pouvoir de réviser la constitution.

L'arrivée au pouvoir du général redonne de la vitalité à des Républicains Sociaux à bout de souffle. Sa nomination n'apporte pas dans l'immédiat de changements majeurs, mais la campagne pour le référendum de la nouvelle constitution annonce un renouveau gaulliste. Les militants reprennent officiellement du service le 13 mai dans le Lot, le 9 juillet en Haute-Garonne, le 5 août dans l'Aude, et le 8 septembre dans le Tarn⁴. Dans les autres départements, les gaullistes se mobilisent au sein de structures collectives et associatives. Ceux de l'Aveyron agissent dès les événements de mai puis concentrent leurs activités avec les RI au sein de l'Association Nationale pour le Soutien à l'Action du Général de Gaulle (ANSAGG)⁵. Les gaullistes ariégeois et tarn-et-garonnais se mobilisent eux aussi en septembre par le biais de l'ANSAGG⁶. Le MRP, le CNRS et des radicaux se réunissent dans un « Comité de soutien pour le oui » le 5 septembre 1958⁷.

Privilégiant la propagande par affichage de tracts, les gaullistes appellent à voter « oui » au référendum. Malgré l'action des communistes qui appellent à voter « non », les Midi-Pyrénéens votent massivement pour le « oui ». L'Aveyron accepte la nouvelle constitution à 84,4%, le Lot à 80,2%, le Tarn à 78,7%, le Gers à 78%, le Tarn-et-Garonne à 76,5%, la Haute-Garonne à 75,4%, l'Aude à 73,7% et l'Ariège à 71%, soit un peu moins que le reste du pays qui vote « oui » à 79,25%⁸. Cette première victoire éclatante, qui a coûté la vie du gaulliste Maurice Cathala (fils de Joseph et frère de René) à Toulouse, est suivie d'une seconde lors des élections législatives de novembre

1 FCDG CA5, Lettre du colonel Tutenges à Edmond Michelet le 21 mai 1958.

2 BUFFELAN-LANORE, Jean-Paul, *Le complot du 13 mai 1958 dans le Sud-Ouest*, préface de Louis Périllier, postfaces de M. le général de corps d'armée (CR) Roger Miquel et de M. le professeur Joseph Cathala, Mémoire de DES en Sciences politiques, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1960, pp. 90-93.

3 BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, *Histoire de la France au XX^e siècle [Op. Cit.]*, p. 669.

4 ADL 1193W72, Rapport trimestriel (mars-avril-mai 1958) n°1457 le 3 juin 1958, section « 2) – Activités des partis politiques » ; ADHG 2692W 16, Note des renseignements généraux n°1711 du 9 juillet 1958 ; ADAD 1168W227, Rapport des Renseignements Généraux n°376 le 8 août 1958 ; ADT 1106 W 108, dossier Activités des partis politiques – Républicains Sociaux, Note des renseignements généraux n°1143/111/A du 11 septembre 1958.

5 ADAV 12W8, Rapport des Renseignements Généraux n°1143 le 28 octobre 1958 ; ADAV 14W217, Rapport des Renseignements Généraux n°296 le 9 juin 1958.

6 ADA 443W32, Lettre du président de l'ANSAGG B. Duperier au préfet Joseph le 4 septembre 1958 ; ADTG 1125W1, Rapports des Renseignements Généraux n°368 le 8 septembre 1958 et n°370 le 9 septembre 1958.

7 *Sud-Ouest*, 20 septembre 1958 ; ADG 1205W2, Rapport des Renseignements Généraux n°137 le 5 septembre 1958.

8 *Le Monde*, 30 septembre 1958, p. 5.

1958. Le général de Gaulle, fort de son succès, confie à Jacques Soustelle la mission de former un nouveau parti politique qui rassemblerait tous les gaullistes : l'Union pour la Nouvelle République (UNR). L'UNR parvient à rassembler les Rép. Soc. et ex-RPF ne militant plus, et plus encore¹. Aucun chiffre ne nous est donné, mais leur forte activité sur tout le territoire laisse entendre qu'il y aurait autant de militants qu'en 1947, si ce n'est plus. Par exemple, dans le Tarn, où il avait subi depuis la chute du RPF une disgrâce encore plus grande, le gaullisme devient plus actif que la Haute-Garonne ! À l'occasion des élections législatives, l'UNR obtient même les fonds nécessaires pour créer un hebdomadaire tarnais, *La Nouvelle République du Tarn*². Augmentant leurs activités avec des meetings et la distribution de livrets à domicile, l'UNR gagne en popularité dans la région. Le livret distribué présente le programme du parti, oppose « l'angoisse » et « le sursaut » à « l'espoir » et « l'unité », symbolisés par le général de Gaulle et le vote pour le « oui »³. Les résultats des élections montrent bien le changement radical qu'ont subi en quelques mois plusieurs départements. Dans la Haute-Garonne, René Cathala et Jacques Maziol sont élus avec respectivement 54,7% et 51,2% des voix. André Mathieu perd avec 27,9% des suffrages exprimés. Pareillement pour Pierre Delnondedieu avec 18%. Dans le Tarn, les gaullistes obtiennent un bon score avec un élu dans l'arrondissement de Castres, André Vidal (36,2% contre 34,2% pour son adversaire Reille-Soult). Son collègue Paul Delrieu est en revanche vaincu à plate couture dans l'arrondissement de Gaillac (9,5%)⁴. Le gaullisme dans le département de Tarn-et-Garonne connaît un succès immense puisque Pierre de Sainte-Marie l'emporte haut la main à Montauban et Camille Bégue écrase Jean Baylet à Castelsarrasin avec 23 411 voix contre 15 461⁵ – le département est pourtant connu pour être LE fief du radicalisme⁶ !

1 POZZI, Jérôme, « L'Union pour la Nouvelle République : de l'illusion partidaria à la relance pompidolienne (1958-1967) », dans RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan 1956-1967*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », Rennes, 2007, pp. 21-30 ; *Les mouvements gaullistes. Partis, associations et réseaux 1958-1976*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2011, pp. 77-98.

2 1106 W 85, dossier Informations des RG sur les législatives – Rép. Soc-UNR.

3 1J 1143, *Union pour la Nouvelle République*, Numéro spécial de l'Union pour la Nouvelle République, Paris (8^e), octobre 1958.

4 *Le Monde*, 2 décembre 1958.

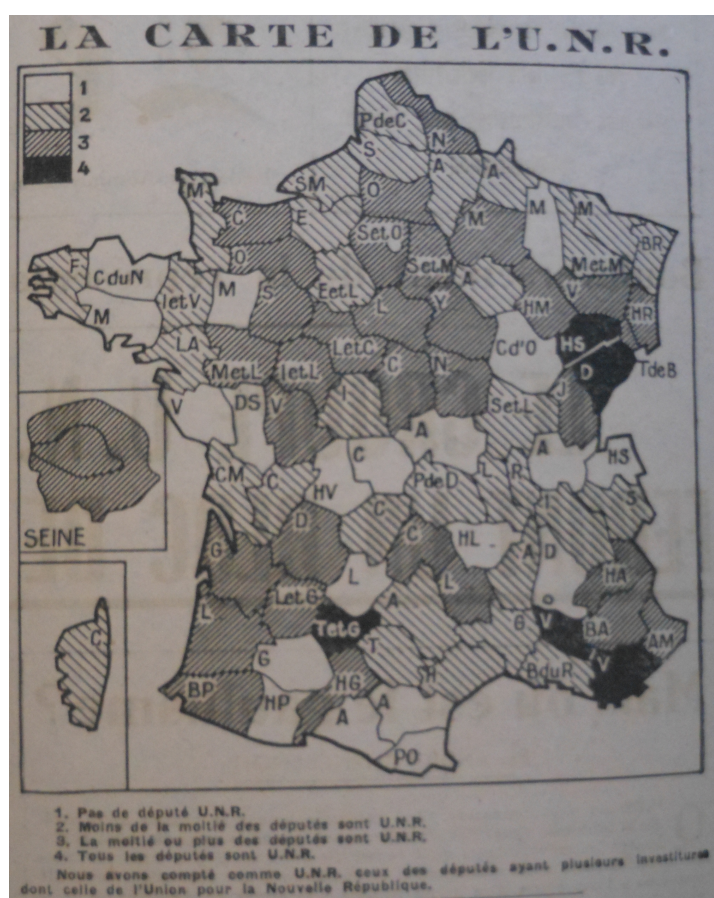
5 ADTG 1125W4, Rapport « Préfet à Ministre » le 3 décembre 1958 ; ADTG 1125W4, « Circonscription électorale de Castelsarrasin. Total 2^e tour ».

6 CHIARADIA, Éric, *Le pouvoir local de Jean Baylet*, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, sous la direction de Jean Estebe, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1989, 160 p.



Figure 2 : Élus gaullistes de la Haute-Garonne, du Tarn et du Tarn-et-Garonne en 1958¹

Les autres départements connaissent également des changements politiques non négligeables. Partout, le radicalisme et socialisme reculent au profit de formations modérées (MRP, RI). Le gaullisme avance et connaît ses meilleurs résultats, mais il ne parvient pas à avoir d'élus². En Aveyron, Louis Alexis Delmas frôle la victoire face au candidat MRP Dutheuil (500 voix d'écart)³. Ailleurs, les scores sont très corrects mais restent autour des 12 à 15% au premier tour. Il arrive même quelque fois qu'un candidat gaulliste se fasse écraser. C'est le cas de Pierre Granger, qui n'obtient que 6400 puis 4947 voix pour l'arrondissement de Limoux (Aude)⁴.



Carte 3 : Carte des élus UNR extraite du journal *Le Monde* (2 décembre 1958)

1 De gauche à droite : Camille Bégué, René Cathala, Jacques Maziol, Pierre de Saint-Marie et André Vidal.

2 *Le Monde*, 25 novembre 1958 et 2 décembre 1958.

3 *Midi Libre*, 1^{er} décembre 1958.

4 ADAD 24W28, « Département de l'Aude. Résultat des élections législatives » le 24 avril 1959 (date ajoutée à la main sur le rapport).

Les gaullistes se sont posés durant l'année 1958 comme les défenseurs de l'Algérie française, promettant la lutte contre le FLN et l'intégration des Algériens. Ils sont parvenus également à se montrer comme les seuls capables de rétablir l'ordre et la sécurité, la légalité républicaine et la justice sociale. Les Français veulent y croire et adhèrent en grand nombre à leurs idées novatrices. La IV^e République est définitivement oubliée, et l'idée d'une nouvelle ère s'impose.

II) Finances insuffisantes et querelles de personnes : les deux fléaux du gaullisme

Le gaullisme peine à s'installer jusqu'au retour au pouvoir du général de Gaulle. Les raisons sont multiples, mais deux d'entre elles ont des effets désastreux sur les gaullistes : les rivalités et discordes, qui provoquent des luttes intestines minant un mouvement déjà affaibli, et les finances, une denrée rare qui bloque les actions des militants.

A) Rivalités et mésententes

1) Les rivalités entre cadres, sources d'instabilité chez les délégués départementaux

Les gaullistes subissent une succession de crises internes qui ont une incidence majeure sur leur organisation. Dès ses débuts, alors même que l'annonce du général de Gaulle de former le RPF emballe les foules, la Haute-Garonne est marquée par une lutte de pouvoir entre deux candidats au poste de président départemental provisoire du mouvement : Jean Penent, commerçant, et Michel Decamps, grossiste en articles de coiffure. Les deux hommes, qui ne parviennent pas à se concilier, sont chargés de trouver un local et de recruter des militants. Ils utilisent leurs contacts pour essayer d'évincer l'autre. Michel Decamps, soutenu par Jacques Baumel, perd finalement sa place au profit de Jean Penent, soutenu par Jacques Soustelle. Pis : Decamps est exclu du mouvement par Baumel, qui utilisa une rumeur sur des activités douteuses menées durant l'Occupation par son rival¹. Cette exclusion n'est pas définitive, Decamps est réintégré en 1949. Ce revirement s'explique par l'exclusion de Jean Penent² et deux autres « compagnons » (terme employé par les gaullistes pour qualifier ceux qui adhèrent à leurs mouvements ou soutiennent leurs idées). Cette exclusion a elle aussi des effets néfastes sur le RPF toulousain, qui se déchire suite à la perte de trois de ses élus municipaux. Les militants hésitent sur la position à adopter, ce qui divise aussi le comité directeur : faut-il demander au général de régler la situation ou se débrouiller par ses propres moyens³ ? Certains appellent à la conciliation, d'autres à la confrontation. Le principal partisan de la conciliation, le Dr Saint-Paul, se voit menacé d'exclusion. Officiellement, il s'écarterait de la voie tracée par le Rassemblement dans ses activités syndicales (il est alors chargé de l'Action Ouvrière).

1 ADHG 2692W 44, Note des renseignements généraux du 3 mai 1947.

2 ADHG 1960W 76, Bulletin mensuel d'information du 31 mai 1948, produit par le commissariat central de Toulouse pour le préfet de Haute-Garonne.

3 *Ibidem*.

Toujours pour une question de pouvoir, Albert Brimo, professeur d'université en droit constitutionnel, ex-MRP, démissionne du mouvement pour s'être vu refusé la tête de liste des élections législatives de 1951. Il utilise ses contacts au sein du RPF pour recruter d'anciens gaullistes dans le Centre des Indépendants de la Haute-Garonne¹. Après les législatives, Jean Thomas, délégué à la propagande, ne milite plus, déçu par ses résultats². Les exemples de ce genre ne manquent pas.

Dans le département du Tarn, les divisions entre chefs sont d'ordre géographique. Les militants de l'arrondissement d'Albi, un peu plus nombreux que ceux de Castres, contestent la légitimité de délégués départementaux issus de l'arrondissement de Castres. Le RPF connaît un plus grand succès (ou un échec moins important, selon le point de vue) autour de Castres que d'Albi, ce qui incite le comité national à se fier plutôt aux Castrais qu'aux Albigeois. Ainsi, M. Benoit, délégué départemental qui avait élu siège à Castres, est rejeté par les Albigeois. À son départ, ils réclament une enquête sur ses actions par le biais d'une pétition, l'accusant de mauvaise gestion ayant entraîné une perte électorale, militante et financière conséquente pour le RPF, et menacent de démissionner en cas de refus³. L'instabilité des cadres est toujours, au moins en partie, due à cette rivalité entre Albi et Castres. Tous les délégués départementaux, à l'exception de Raymond Durand, sont des militants castrais. Les cofondateurs du mouvement sont Charles Sizaire et le colonel André Vasseur. Venant d'Albi, ils obtiennent des titres honorifiques (président d'honneur ou membre du comité directeur), pendant qu'André Marchand, militant dans l'arrondissement de Castres, prend le contrôle avant de démissionner en septembre 1947 pour cause de promotion à Paris⁴. Sa défection pousse la direction nationale du RPF à imposer M. Benoit, qui choisit son antenne à Castres où les plus importants donateurs se trouvent. Il est muté en janvier 1950⁵. André Sirven, conseiller municipal de Castres, lui succède. À son tour contesté, il tient tête aux militants Albigeois jusqu'à sa défaite aux élections législatives de 1951. Démissionnant en août⁶, il est remplacé par le conseiller général de Labruguière, Claude Simon, qui part trois mois plus tard sous le motif de problèmes professionnels. Les Albigeois n'obtiennent satisfaction qu'à la fin du mois de décembre, avec la nomination du très réticent Raymond Durand comme délégué provisoire. Sous son commandement, le RPF fonctionne sans divisions (en dehors des dissidences pour soutenir Antoine Pinay). Mais Durand, comme il l'avait prévenu, démissionne à la fin de l'année 1952 pour se consacrer à son travail. Le dernier délégué est Henri Delmas, qui remet le RPF sous giron castrais⁷. Cet ingénieur,

1 ADHG 1299W 4, Note des renseignements généraux n°6652 du 7 septembre 1950.

2 ADHG 2692W 44, Note des renseignements généraux n°2315 du 22 décembre 1951.

3 ADT 511 W 57, Note des renseignements généraux n°174 du 14 janvier 1950.

4 ADT 511 W 57, Note des renseignements généraux n°3522 du 22 septembre 1947.

5 ADT 511 W 57, Note des renseignements généraux n°131 du 11 janvier 1950.

6 ADT 511 W 57, dossier Comité départemental du RPF, Note des renseignements généraux n°635 du 19 juillet 1951.

7 ADT 511 W 57, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°851 du 10 novembre 1952.

qui n'avait accepté lui aussi qu'une prise temporaire du pouvoir, va finalement le garder jusqu'en septembre 1955. Visiblement las, les derniers militants tarnais ne contestent plus le délégué départemental. Néanmoins, les rivalités entre Albi et Castres ont empêché tout développement durable du mouvement dans le département.

Les principales divisions dans le Midi sont dues à des « combats de coqs » entre cadres voulant imposer leur autorité, ou entre cadres locaux et direction nationale. Michel Carriere indique dans la plupart de ses rapports que son autorité est constamment remise en question. Les dirigeants de Haute-Garonne estiment que son emprise est trop importante ou son rôle inutile et qu'il ne devrait pas il y avoir de délégués régionaux – Carriere relève que Sicard, secrétaire départemental du RPF, envoyait son poste¹–, et refusent de suivre ses ordres². Le Tarn, créancier du mouvement dans le Midi, refuse, quant à lui, de soutenir les dépenses du Rassemblement dans les autres départements³. Ces crises sporadiques du RPF provoquent une grande instabilité des cadres. Il est très difficile de déterminer qui sont les délégués régionaux et départementaux. À partir des sources disponibles, il semblerait qu'il y ait eu 5 délégués régionaux pour la Haute-Garonne et 8 délégués départementaux (Husson et Maziol sont des « délégués provisoires »).

Délégué régional	Dates extrêmes des mandats	Délégué départemental	Dates extrêmes
GUICHARD Olivier	Avril 1947 – Novembre 1947	PENENT Jean	Avril 1947 - Février 1948
FREY Roger	Décembre 1947 ? – Décembre 1948	HUSSON	Mars 1948 - Mai 1948
CARRIERE Michel	Janvier 1949 - Novembre 1950	ROHANE André	Mai 1948 – Novembre 1951
MARETTE Jacques	Décembre 1950 – Novembre 1951		
RIVES Henry André	Novembre 1951 – Dissolution ?	RIVES Henry André	Novembre 1951 - fin 1952
		Colonel TUTENGES	Fin 1952 – Avril 1953
		MAYNARD Jean	Juin 1953 ? – Février 1954
		MAZIOL Jacques	Février 1954 – Décembre 1954
		DELNONDEDIEU Pierre	Décembre 1954 - Dissolution

Tableau 2 : Délégués régionaux et départementaux du RPF de Haute-Garonne

1 FCDG RPF 466, Rapport hebdomadaire de Michel Carriere à Jacques Soustelle du 27 mai 1949 ; FCDG RPF 546, dossier Délégué départemental, Lettre de Jacques Soustelle à Rohane André du 5 juin 1949.

2 Par exemple, pour renflouer les caisses de Toulouse, Carriere propose d'organiser un grand banquet avec tous les industriels de la région. Les militants, offusqués de ne pas avoir eu cette idée qui leur plaît, refusent et organisent une kermesse qui connaît un faible succès. FCDG RPF 466, « Compte rendu hebdomadaire. Semaine du 5 au 12 juillet 1949 ».

3 FCDG RPF 466, Rapport hebdomadaire de Michel Carriere à Jacques Soustelle de juin 1949.

Délégué départemental	Dates extrêmes des mandats
MARCHAND André	Avril 1947 – Septembre 1947
BENOIT	Octobre 1947 ? - Janvier 1950
SIRVEN André	Janvier 1950 – Août 1951
SIMON Claude	Septembre 1951 – Décembre 1951
DURAND Raymond (provisoire)	Décembre 1951 – Novembre 1952
DELMAS Henri	Novembre 1952 - Dissolution

Tableau 3 : Délégués départementaux du RPF dans le Tarn

La durée effective des fonctions d'un responsable départemental est très instable. Les rivalités entre Albigeois et Castrais posent de sérieux problèmes d'organisation pour coordonner correctement les différentes sections, et les délégués départementaux résistent difficilement aux pressions qu'ils subissent. Le soutien inébranlable de la direction n'y change pas grand chose. Les délégués régionaux de Haute-Garonne, qui sont les mêmes que ceux des autres départements du Midi (à l'exception de l'Aude et de l'Aveyron), changent pour des raisons professionnelles (Carrière et Murette) ou par décision du secrétariat national du RPF (Guichard, Frey). Rives Henry, qui est très contesté à Toulouse mais plutôt apprécié à Albi et Castres, démissionne de son poste de délégué départemental de Haute-Garonne à force d'être combattu par les dirigeants toulousains. Néanmoins, il semblerait qu'il reste délégué régional jusqu'à la dissolution en septembre 1955 du mouvement. Du moins, rien ne nous indique qu'il aurait démissionné ou aurait été remplacé¹.

Les autres départements ne répondent pas à cette rivalité géographique. Il s'agit, comme à Toulouse, de rivalités entre cadres. Toutes les fédérations en pâtissent, de l'Aude avec René Paris et Garnier-Thenon (qui soutient son successeur le colonel Soulet) à Georges Mahieux avec René Le Davay (Tarn-et-Garonne), en passant par Léonce Gardes avec Félicien Audouy (Ariège), ou encore René Palazy avec Lucien Franoux en Aveyron. Pour bien exprimer la violence et les ressentiments que peuvent provoquer ces conflits entre cadres, nous allons regarder les cas de Jouclas/Boyoux-Moreno et Robert/Campistron, respectivement délégués départementaux du Lot et du Gers. L'année 1948 est marquée dans le Lot par de profondes rivalités entre Paul Jouclas et Pierre Bouyoux-Moreno. Les 7 et 19 janvier, deux rapports du chargé de mission Gailhat mentionnent la rivalité indéniable entre les deux hommes². Selon lui, Jouclas, actuel responsable du RPF lotois, ferait un très bon député et produit un très bon travail vu le territoire qu'il doit « évangéliser »³. La rivalité

1 Le délégué régional n'est plus mentionné dans les archives du RPF. Il est donc impossible de savoir ce qu'il lui est arrivé après avoir quitté ses fonctions de responsable local.

2 FCDG RPF556, « Compte-rendu de la visite faite le 6/1/48 par Monsieur Jouclas délégué départemental du Lot » par le chargé de mission [Gailhat] le 7 janvier 1948, », et « Compte-rendu de la visite de M. Bouyoux-Moreno délégué à la propagande pour le département du Lot » par le chargé de mission [Gailhat] le 19 janvier 1948.

3 FCDG RPF556, « Compte-rendu de la visite faite le 6/1/48 par Monsieur Jouclas délégué départemental du Lot » par le chargé de mission [Gailhat] le 7 janvier 1948.

entre les deux hommes devrait les pousser à être plus efficaces, mais ils font tout leur possible pour contre-carrer les actions de l'autre¹... Le chargé de mission propose donc d'utiliser le militant Joubert, « peu intelligent » mais « prestigieux », pour servir de stabilisateur². Ce type de comportement, précise Gailhat, serait tout à fait typique dans le département : « tout le monde se connaît et les rivalités d'individus, voire de familles, dominant le débat »³. Cette proposition n'a pas le temps de faire effet que les conflits entre le secrétaire départemental et le délégué à la propagande s'enveniment. Le 5 février, Paul Jouclas doit demander à Pompeï qu'un arbitrage entre lui et Bouyou-Moreno soit fait, ce qu'Olivier Guichard semble juger inutile⁴. Une erreur de jugement qui va avoir de grandes répercussions. En effet, le 11 mars 1948, Bouyou-Moreno réprimande Jouclas pour avoir organisé des meetings près de chez lui sans même l'avertir (alors qu'il est délégué à la propagande !). Il lui déclare qu'il n'est pas « le chef » et porte leurs différends devant un arbitrage gaulliste⁵. Déjà, le 22 février, le délégué à la propagande avait écrit une lettre à Olivier Guichard pour lui indiquer ses espérances de voir la section RPF du Lot réorganisée afin qu'« il s'établisse de l'ordre et de la discipline dans notre secteur ; que chacun soit à sa place, qu'il ait ses responsabilités et qu'il ait à rendre des comptes de son activité »⁶. Le 13 mars, il réclame donc à Tristan Catroux un arbitrage « de toute urgence » car le secrétaire départemental Jouclas l'empêcherait d'agir en lui refusant une aide financière que le comité national du RPF aurait pourtant payé⁷. De plus, il déclare que le RPF lotois n'est pas à l'heure actuelle prêt à assumer le pouvoir :

Vos ordres doivent être formels et impératifs et n'ont qu'à partir, ceux qui ne veulent pas s'y conformer. Le Général vient de dire : "Nous sommes prêts". Moi je dis que "non" et que tant que vos cadres ne seront pas disciplinés nous lançons le pays dans une aventure et non dans une certitude, comme il faut absolument que cela soit⁸.

Malgré plusieurs tentatives d'arbitrages, les deux hommes ne parviennent pas à se réconcilier. C'est pourquoi le 28 juillet 1949, estimant que la situation n'est plus soutenable, le Centre National nomme Pierre Bouyou-Moreno à la place de Jouclas et tente de ne pas vexer ce dernier en lui offrant le poste de conseiller national⁹.

Le cas gersois est proche de l'exemple lotois. Richard Robert, délégué départemental depuis la fondation du RPF, se voit contesté par une partie des militants (des cadres notamment) dirigée par le docteur Marius Campistron. Celui-ci reproche au délégué de ne pas être assez efficace sur le

1 FCDG RPF556, « Compte-rendu de la visite de M. Bouyoux-Moreno délégué à la propagande pour le département du Lot » par le chargé de mission [Gailhat] le 19 janvier 1948.

2 *Ibidem*.

3 FCDG RPF556, « Compte-rendu de la visite faite le 6/1/48 par Monsieur Jouclas délégué départemental du Lot » par le chargé de mission [Gailhat] le 7 janvier 1948.

4 FCDG RPF556, « Note envoyée par Jouclas P. à Cahors le 5/2/48 » à l'attention de M. Pompeï.

5 FCDG RPF556, Lettre de Pierre Bouyou-Moreno à Paul Jouclas le 11 mars 1948.

6 FCDG RPF556, Lettre de Pierre Bouyou-Moreno à Olivier Guichard le 22 février 1948.

7 FCDG RPF556, Lettre de Pierre Bouyou-Moreno à Tristan Catroux le 13 mars 1948, p. 1.

8 Nous respectons le code couleur utilisé sur la lettre originale. *Ibidem*, p. 1.

9 FCDG RPF556, sous-dossier – Dossiers départementaux, Décision [le 28 juillet 1949] et Décision de Pierre Juillet, délégué régional, à M. le secrétaire général le 28 juillet 1949.

terrain et le tient pour responsable de l'échec in extremis du RPF aux élections législatives du 17 juin 1951. La rivalité qui oppose les deux hommes atteint son paroxysme en janvier 1952. Le Dr Campistron est nommé délégué départemental du Gers le 4 janvier sur ordre du général de Gaulle en personne¹. Richard Robert s'incline devant la décision du Général de le révoquer, tout en la contestant ardemment car il la trouve injuste². Loin de se contenter de cette victoire, Marius Campistron cherche à discréditer son adversaire en l'humiliant lors du conseil départemental qui se tient à Auch le 13 janvier 1952³. Un véritablement règlement de comptes se déroule dans une salle de l'hôtel de Paris. La réunion, orageuse, se déroule sous les yeux effarés de Braman-Fribourg, Rives-Henrys et Maynard. Bixel, normalement élu président départemental, se récite tant il est écœuré par les injustices qu'il subit avec Robert – il est un de ses plus fervents soutiens. Campistron assume alors la double charge de délégué et président départemental, pour le plus grand déplaisir de certains⁴... Nombreux sont les militants qui détestent l'éviction de Robert. Ils s'opposent violemment aux partisans du Dr Campistron (les cadres et une minorité de simples adhérents)⁵. Le scandale qui en découle contraint André Rives-Henrys à se justifier auprès d'un secrétaire général passablement énervé par la situation :

J'avais [...] demandé à ROBERT de fournir à la nouvelle délégation, tous les apaisements nécessaires se rapportant aux faits qui lui étaient reprochés par de nombreux compagnons du Gers. ROBERT a refusé de s'expliquer et préféré organiser le scandale dont il se plaint aujourd'hui. [...] la majorité en sa faveur dont parle l'intéressé, était composée de 23 adhérents de Mirande qui chacun à leur tour essayaient d'envenimer les débats.

J'ai alors proposé qu'une commission comprenant 6 membres soit chargée de trancher le différent qui opposait personnellement ROBERT à plusieurs membres de sa délégation⁶.

Conséquences de ce règlement de comptes : le mouvement se déchire en deux groupes bien distincts. Plusieurs militants, profondément déçus par ce qu'ils viennent de voir, abandonnent le RPF⁷. Jusqu'à sa mise en sommeil en 1955, le Rassemblement gersois est condamné à disparaître lentement dans les divisions et l'amertume...

Les divisions entre « coqs » pour le pouvoir sont donc monnaie courante dans le RPF midi-pyrénéen. Pour bien saisir les conséquences de ces conflits entre cadres, il suffit de regarder le nombre de délégués départementaux qui se succèdent entre 1947 et 1955. En compilant toutes les données à notre disposition, nous obtenons le tableau ci-dessous :

1 FCDG RPF547, Décision le 4 janvier 1952.

2 FCDG RPF547, Lettre de Richard Robert au général de Gaulle le 11 janvier 1952.

3 FCDG RPF357, Lettre de Jacques Matharan, délégué aux jeunes dans le Gers, à Bernard Fauquenot le 17 janvier 1952.

4 ADG 1292W6, Rapport des Renseignements Généraux n°29 le 14 janvier 1952.

5 ADG 1292W6, Rapport des Renseignements Généraux n°36 le 16 janvier 1952.

6 Nous respectons la casse des caractères et le sur-lignage de l'auteur. FCDG RPF547, Lettre d'André Rives-Henrys à Louis Terrenoire le 25 janvier 1952.

7 C'est le cas du délégué RJF gersois Matharan (voir page ? du mémoire pour plus d'informations). FCDG RPF357, Lettre de Jacques Matharan, délégué aux jeunes dans le Gers, à Bernard Fauquenot le 17 janvier 1952.

Délégué départemental RPF de l'Ariège	Dates extrêmes des mandats	Délégué départemental RPF de l'Aude	Dates extrêmes des mandats
DUPUY Marcel	Juin 1947 – Septembre 1948	Yves de CAMPROGER	30 Mai 1947 – vers Août 1947
GARDES Léonce	14 septembre 1948 – Avril 1950 ?	Commandant BARDOU Xavier	Vers Août 1947 – 28 Juin 1948
AUDOUY Félicien	Avril 1950 – ? 1951	PARIS René	28 Juin 1948 – 17 Août 1950
DELNONDEDIEU Pierre	Vers avril 1951 – Décembre 1954	Colonel SOULET (intérim)	12 Juillet 1950 – 12 Janvier 1951
DELNONDEDIEU François	19 janvier 1955 – fin	Colonel SOULET BARDOU Xavier, délégué dpt adjoint	12 Janvier 1951 – fin 3 Avril 1952 – fin
Délégué départemental RPF de l'Aveyron	Dates extrêmes des mandats	Délégué départemental RPF du Gers	Dates extrêmes des mandats
TOLEDE Louis	9 Juin 1947 – 25 Juin 1947	ROBERT Richard	28 Avril 1947 – 20 août 1948/Décembre 1952
PALAZ(Z)Y René	26 Juin 1947 – Juillet 1948	CAMPISTRON Marius	4 Janvier 1952 – 28 décembre 1954
FRANOUX Lucien	31 Juillet 1948 – 5 avril 1950	Période trouble. Campistron aurait continué à agir comme délégué départemental RPF alors qu'il a officiellement démissionné pour devenir délégué CNRS le 5 janvier 1955	
Période d'incertitude	Avril 1950 – 18 décembre 1950	MONTIES Jeanne	Avril 1955 – fin ?
CAUBEL Pierre	18 décembre 1950 – fin		
Délégué départemental RPF du Lot	Dates extrêmes des mandats	Délégué départemental RPF du T-et-G	Dates extrêmes des mandats
JOUCLAS Philippe	Juin 1947 – 28 Juillet 1949	Colonel Jean de Milleret	Mai 1947 – 23 novembre 1947
BOUYOU-MORENO Pierre	28 Juillet 1949 – 15 Novembre 1951	MAHIEUX Georges	23 Novembre 1947 – 4 Janvier 1949
Capitaine Albert MARTY	7 Novembre 1951 – fin	LE DAVAY René	15 Janvier 1949 – 18 Juillet 1949
		BACONNET Marcel	18 Juillet 1949 – Mars 1951
		BOSCHER Michel	27 Mars 1951 – Juillet 1951
		De SAINTE-MARIE Pierre	26 Juillet 1951 – 18 novembre 1952
		NEGRIE Henri	18 novembre 1952 – Octobre 1953
		Co-direction officieuse de Marcel Baconnet et Pierre de Sainte-Marie	Octobre 1953 – fin

Tableau 4 : Délégués départementaux du Midi (excepté le Tarn et la Haute-Garonne)

Qu'en est-il par la suite ? Les Rép. Soc. ne connaissent pas ces dissensions. Quelque soit le département, ils sont si peu nombreux que les militants adhèrent beaucoup plus facilement au chef imposé par Bordeaux. Cela offre une grande stabilité des cadres à ce niveau là. Des questions peuvent diviser lors de réunions – la participation ou non au gouvernement étant la plus importante

–, mais ne provoquent pas de crises. C'est pourquoi les responsables départementaux restent les mêmes jusqu'en 1958 : Jean Rambaud dans l'Ariège, Pierre Barrie dans l'Aude, Christian Lunet de la Malene dans l'Aveyron, Jacques Maziol en Haute-Garonne, Marius Campistron dans le Gers, Paul Jouclas dans le Lot, Antonin Tirefort (président provisoire) puis Raymond Durand dans le Tarn et Marcel Baconnet dans le Tarn-et-Garonne.

2) Rivalités entre militants, divergences d'opinion et trahisons

Les cadres ne sont pas les seuls à provoquer des divisions au sein du RPF. Les militants et les candidats aux élections sont eux aussi responsables de certaines tensions. Par exemple, les disputes peuvent apparaître entre militants qui désapprouvent les actions de certains des leurs, bien qu'elles restent plutôt rares. Ainsi, des militants du canton sud de Toulouse se disputent violemment avec des militants d'autres cantons, pour avoir au vote des élus du canton sud¹. J. Garde, responsable aux cartes et cotisations du Gers, se plaint du délégué départemental Robert². Celui-ci aurait prit la décision « arbitraire » de refuser le renouvellement des adhésions de M. et Mme Landais³ sous prétexte d'un problème qui aurait eu lieu à la Libération, alors qu'il les avaient personnellement recrutés en 1947. Pour Garde, il s'agit clairement d'un règlement de comptes personnel. De plus, il signale que trois ouvriers RPF militent presque chaque jour dans l'ombre en collant des affichettes sur les placards communistes à leurs risques et à leur frais, sans en avoir jamais été remerciés par Robert. Pourtant, ajoute Garde, ces trois adhérents ont permis le recrutement de 48 nouveaux militants ! Serait-ce là aussi un règlement de comptes ou du mépris de la part du délégué départemental ? Garde ne va pas jusque là mais semble le sous-entendre. Le contentieux prend de l'ampleur durant tout le mois de janvier 1950. Le 15, pas moins de 17 militants refusent de renouveler leur adhésion car le trésorier Larrieu ne cesse de leur demander de l'argent (ce qui leur déplaît), tandis que le délégué départemental s'est lancé dans une « chasse aux sorcières » (qualifiée « d'action partisane [...] sans motif ») contre les militants ayant appartenu au maquis Pommiés⁴. Les 17 et 18 janvier, Garde n'attend pas de réponses du Centre National pour revenir à la charge en accusant Robert de garder des fonds du RPF et de mentir à son entourage⁵. Il apprend le lendemain de sa lettre que Robert aurait encore en sa possession 32 cartes d'adhérents et de l'argent mis de côté⁶. Autrement dit, il l'accuse de diffamation et détournements de fonds. Malgré la gravité de ces accusations, Paris reste confiant envers son délégué départemental actuel et ne

1 ADHG 1299W 4, dossier Esprit public, Note des renseignements généraux n°3629 du 15 mai 1950.

2 FCDG RPF546, « Rapport de gestion – Année 1949 » du responsable départemental aux cartes et cotisations J. Garde à Alain Bozel le 1^{er} janvier 1950 (avec ajout manuscrit le 3 janvier), p. 2.

3 Monsieur Landais est le président départemental du Corps Francs Pommiés, acteur majeur de la libération du Gers en 1944.

4 FCDG RPF547, « Rapport de gestion 1949. Suite » de Joseph Garde à Alain Bozel le 15 janvier 1950, p. 1.

5 FCDG RPF547, Lettre de Joseph Garde à Alain Bozel les 17 et 18 janvier 1950.

6 FCDG RPF547, Lettre de Joseph Garde à Alain Bozel le 18 janvier 1950.

réagit pas. Cette inaction énerve particulièrement Garde qui quitte le mouvement¹.

L'exemple de Garde et Robert montre que les conflits entre cadres peuvent s'étendre à la base militante elle-même – Robert faisant sa fameuse « chasse aux sorcières » contre de modestes militants qui auraient eu le tort de résister dans le mauvais maquis... Ces conflits sont communs à toute la région du Midi toulousain. Rien que dans le département de Tarn-et-Garonne, nous pouvons constater deux cas de figures illustrant parfaitement ces divisions entre militants. Le premier responsable départemental, le colonel Jean de Milleret, a besoin d'un million de francs pour son entreprise. Il les demande au Centre National² qui refuse, lui rappelant que le RPF n'a pas vocation à faire des prêts à ses militants. De Milleret, déçu par cette décision, décide de détourner 100 000 francs prévus pour les élections municipales de 1947³. Le Centre National s'est fait flouer et en ressent beaucoup de honte. Olivier Guichard tente d'étouffer l'affaire en sommant Georges Mahieux, successeur du colonel de Milleret, de cacher la vérité pour éviter un scandale. L'affaire aurait pu en rester là, malgré le ressentiment de Mahieux à son égard⁴. Cependant, le colonel de Milleret va provoquer le courroux de Mahieux. Alors qu'il s'était fait discret, l'ancien responsable gaulliste se manifeste le 13 juin en se faisant élire président départemental. Ne supportant pas l'impudence de son prédécesseur, le délégué départemental rend publique le détournement de fonds et obtient sa déchéance⁵. C'est alors qu'un événement inédit dans la région se produit : le comité départemental, réunit le 26 juin 1948, se transforme en tribunal gaulliste⁶. Les membres du comité jugent de Milleret tel un jury dirigé par René Le Davay, Georges Mahieux siégeant en juge, Arnaud de Bellerive et Fernand Lacaze incarnant les procureurs (« accusateurs »). Le colonel de Milleret n'est autorisé à se défendre qu'en répondant aux questions qui lui sont posées. Agressifs, les « accusateurs » ne manquent pas de perturber l'accusé qui ne parvient pas à fournir la moindre réponse satisfaisante. Et bien que le délégué départemental ait « fait appel à la conscience des compagnons pour juger en toute impartialité le cas du Colonel de Milleret », il surenchérit lui-même les accusations en en proférant d'autres. En somme, cette « session extraordinaire » est sans conteste l'occasion pour les adversaires politiques du Colonel d'exprimer leur rancœur et se venger. Après tout, le colonel n'est-il pas accusé de tous les maux du Rassemblement tarn-et-garonnais ? N'est-il pas la lie du gaullisme, lui que l'on accuse de détournement de fonds, corruption et trahison ? Aussi n'y a-t-il rien de surprenant à ce que l'« affaire de Milleret » trouve sa conclusion dans l'exclusion du

1 FCDG RPF547, Lettre de Richard Robert à Alain Bozel le 13 mars 1950.

2 FCDG RPF585, Note manuscrite du chargé de mission à Alain Bozel le 4 octobre 1947.

3 FCDG, RPF585, Lettre de Georges Mahieux au général de Gaulle le 2 juillet 1948.

4 Il demande à Alain Bozel que de Milleret soit interrogé sur la « disparition » du chèque de 100 000 frs que le RPF montalbanais aurait dû toucher. FCDG RPF585, Lettre de Georges Mahieux à Alain Bozel le 27 mars 1948.

5 FCDG, RPF585, Lettre de Georges Mahieux au général de Gaulle le 2 juillet 1948.

6 Annexe – Document 3, p. 271-274. FCDG RPF585, « Procès Verbal de la Séance [extraordinaire] du Comité en date du 26 juin 1948 » dressé par Georges Mahieux le 26 juillet 1948 et signé par Georges Mahieux, Fernand Lacaze, Arnaud de Bellerive et le greffier Heloire.

fondateur du RPF montalbanais :

En conséquence du vote obtenu :
M. de MILLERET est rayé de la présidence et de membre du Comité.
D'autre part du fait, qu'il est admis que M. de MILLERET a détourné une somme d'argent au préjudice du RPF, il est rayé du RPF¹.

Cette affaire, qui fait parler du RPF local en des termes peu élogieux, a contraint le délégué départemental à justifier sa décision auprès du général de Gaulle et à Comte-Offenbach². Paradoxalement, Georges Mahieux, loin d'avoir acquit le respect des militants, subit l'hostilité de nombre d'entre eux (pour la plupart manipulés par Le Davay) ainsi que des pressions du préfet. À bout, l'homme qui lança l'affaire de Milleret dû à son tour démissionner le 4 janvier 1949³...

Les rivalités et la corruption ne sont pas les seuls moteurs de divisions qui frappent le RPF. La trahison et les divergences d'opinion peuvent également entraîner la fureur des adhérents. L'affaire de Jean Braman-Fribourg (JBF) illustre parfaitement les querelles que peuvent provoquer des approches du militantisme différentes. Le RPF, qui manque de moyens, a du mal à financer sa propagande. Fribourg, qui se vante d'avoir effectué plus de 1200 meetings en moins de cinq ans et se dit fidèle parmi les fidèles, accepte la charge d'inspecteur général du mouvement « Paix et Liberté ». La raison évoquée est que ce mouvement finance en grande partie les actions de propagande du SO gaulliste, ce qui est vital pour le RPF⁴. Son anticommunisme a également dû l'inciter à faire ce choix :

La lutte contre le péril communiste devant être l'objet capital de leur préoccupation, il est strictement demandé aux services intérieurs de "Paix et Liberté" d'observer une égale attention, et une déférente réserve, à l'égard de toutes les formations politiques nationales qui, sous différentes formes, font face à l'ennemi commun⁵.

Sa décision crée un malaise au sein de la direction. C'est pourquoi, lorsque Braman-Fribourg, président d'honneur du RPF gersois, décide de se rendre au meeting de Fleurance, il doit obtenir l'autorisation de Louis Terrenoire⁶. Or, le secrétaire général ne donne son accord qu'à condition qu'il ne dirige pas la séance⁷. JBF l'a très certainement mal pris. Après tout, le meeting devait commémorer les un an de la « bataille de Fleurance » où les gaullistes, pourtant minoritaires, avaient vaincus les communistes⁸ ! Énervé pour ses différends avec la direction du mouvement, il

1 Nous respectons la casse des caractères, mais c'est nous qui surlignons en gras. *Ibidem*, p. 4.

2 FCDG, RPF585, Lettre de Georges Mahieux au général de Gaulle le 2 juillet 1948, « Ordre de Mission » de Geroges Mahieux à M. Comte-Offenbach le 6 juillet 1948, et « Note à l'attention du général de Gaulle » de Gailhat le 25 juillet 1948.

3 FCDG, RPF585, Lettre de Georges Mahieux à Jacques Soustelle le 4 janvier 1949.

4 FCDG RPF4, Lettre de Jean Braman-Fribourg à Louis Terrenoire le 29 janvier 1952.

5 *Ibidem*, p. 1.

6 FCDG RPF547, Lettre du Dr Marius Campistron à Louis Terrenoire le 8 mars 1952, et « Note à l'attention du secrétariat général et à la délégation générale à la propagande » de Jean Braman-Fribourg le 6 mars 1952.

7 FCDG RPF547, Lettre de Louis Terrenoire à André Rives-Henrys le 14 mars 1952.

8 LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme dans le Sud-Ouest au temps du RPF*, Fédération Historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1997, p. 254 et 256.

démissionne de son poste de propagandiste national tout en restant au RPF¹. André Malraux l'a dissuader de provoquer un scandale en publiant sa démission dans la presse, ce qui montre à quel point JBF est furieux. Louis Terrenoire lui exprime son regret face à sa démission, mais il espère le convaincre de revenir sur sa décision prochainement², en vain. Les disputes se poursuivent et la situation s'envenime. Le 1^{er} juillet 1952, c'est le divorce : Braman-Fribourg publie *Quo Vadis... RPF ?*, un feuillet qui dénonce les travers et les contradictions du Rassemblement³. Le RPF, mal à l'aise, ne peut qu'interdire la lecture de ce feuillet et considérer JBF comme un traître. Tout cela parce qu'un militant a voulu se servir de « Paix et Liberté » tout en continuant la lutte pour le mouvement... La trahison est très mal supportée par certains militants. La rancœur qui s'en suit peut atteindre des proportions élevées. Il arrive alors que des adhérents cherchent à punir « le félon » avec leurs poings. Par exemple dans l'Aude, lorsque Garnier-Thenon est surpris en train d'appeler la population et les militants gaullistes à soutenir la Communauté Européenne de Défense (CED), un « dévot » voit rouge :

Monsieur Garnier-Thenon est à Carcassonne où il fait une campagne acharnée en faveur de la C.E.D. [...] Profitant des connaissances qu'il a faites comme délégué régional R.P.F. il essaie de débaucher compagnons et sympathisants. Il se vante d'avoir fait du "bon travail à Toulouse" !

Cette ordure prétend être ici pour un mois environs.

J'attends le retour du Colonel [Soulet] pour lui exposer les faits. Que pouvons-nous faire pour l'instant. **Les compagnons sont remontés**. On pourrait **tourner mal** – faut-il lui **casser la gueule** ?⁴.

Nous ignorons si Garnier-Thenon a été lynché par ses anciens « compagnons » ou non – la presse locale et les RG n'en font pas mention –, mais l'intention y est. Ainsi, il existe une multitude de raisons poussant les militants gaullistes à se combattre entre eux. Ces crises internes affaiblissent grandement le RPF midi-pyrénéen, le rendant plus vulnérable aux attaques que lui portent les partis politiques.

En revanche, les Républicains Sociaux et l'UNR ne répondent pas à ce schéma et sortent du lot. Bien que des tensions peuvent exister, elles n'ont aucun impact décisif sur le fonctionnement quotidien des fédérations départementales gaullistes. Même, leurs origines sont purement électorales et ne concernent pas de conflits entre individus. Par exemple, lorsque André Rives-Henrys se fait insulter par Baconnet, c'est parce que les deux hommes sont diamétralement opposés sur la stratégie à employer pour les élections législatives de 1956⁵. En novembre 1958, Pierre Granger est exclu du parti pour avoir maintenu sa candidature au second tour au détriment de son allié radical⁶. C'est pourquoi nous pouvons considérer la fin du RPF comme la fin des rivalités

1 FCDG RPF4, Lettres de Jean Braman-Fribourg à Louis Terrenoire les 18 et 19 mars 1952.

2 FCDG RPF4, Lettre de Louis Terrenoire à Jean Braman-Fribourg le 25 mars 1952.

3 Jean Braman-Fribourg va jusqu'à narguer le Comité National en lui expédiant un exemplaire de ce feuillet. FCDG RPF4, *Quo Vadis... RPF* par Jean Fribourg le 1^{er} juillet 1952 (Voir Annexe – Document 4, p. 275-278).

4 Nous respectons la casse des caractères. FCDG RPF532, Lettre d'un militant à Louis Terrenoire le 1^{er} août 1954.

5 ADTG 1160W48, Rapport des Renseignements Généraux n°6381/771/4 le 24 décembre 1955.

6 Il revient dans l'UNR en 1961. Déclaration de candidature de Pierre Granger le 25 novembre 1958.

internes qui ont gangrené les gaullistes jusque là.

B) Une denrée rare : l'argent

L'économie est un enjeu majeur pour le bon fonctionnement d'un parti ou mouvement politique. Sans une finance saine, il est impossible de mener correctement l'organisation, et c'est là qu'est le problème. Hubert Bonin a rédigé deux articles sur le financement du RPF, l'un dans un acte de colloque, l'autre publié en ligne¹. Il y démontre que le Rassemblement commence à perdre ses investisseurs dès 1949. L'année 1951 (surtout à partir d'octobre) est la pire économiquement pour le mouvement, qui finit en 1953 par ne plus fonctionner que grâce au bénévolat des militants. Les mouvements gaullistes midi-pyrénéens – RPF et URAS/CNRS – ne dérogent pas à la règle. Ils ne cessent d'être frappés par une « crise financière permanente »². Les caisses sont vides et les prêts, parfois refusés, s'enchaînent. Les dons sont insuffisants et la solidarité entre fédérations départementales n'existent plus lorsqu'il s'agit d'argent. Dès leur formation, les fédérations départementales sont marquées par la recherche de crédits auprès des banques et particuliers. Une situation difficilement compréhensible lorsque l'on constate que les gaullistes sont très appréciés par une partie de la haute administration locale. Les agents préfectoraux se montrent très favorables au RPF toulousain et le préfet ne cache pas sa sympathie pour le général de Gaulle³. Lorsqu'ils recherchent une aide financière, le directeur de cabinet du préfet leur dit explicitement qu'ils n'auraient aucun mal à en trouver s'ils utilisaient Marie-Louise Dissard. Pourtant, ils ne suivent pas ce conseil et manquent de moyens. Les donateurs tarnais sont beaucoup plus nombreux que dans les autres départements et acceptent de soutenir financièrement leur fédération. Il est vrai que les frères Cormouls-Houlès à Mazamet, Gaston Fournials à Albi et plusieurs industriels castrais rejoignent dès sa création le Rassemblement⁴. Des entrepreneurs rejoignent aussi les RPF toulousain, aveyronnais et ariégeois, mais ils rechignent à contribuer au financement du mouvement. Ils estiment que le Rassemblement est mal géré et que leur argent risquerait de se perdre dans des actions inutiles. L'exclusion de Penent puis l'élimination d'Husson à Toulouse leur ôte cet argument. André Rohane est reconnu pour offrir une bonne gestion financière, parvenant à réduire considérablement la dette⁵. Néanmoins, les hommes refusent toujours de payer plus que leur adhésion ou ne cèdent qu'après de longues discussions. Toutes les fédérations sont endettées, et ce à toutes les périodes : l'Aude doit 200.000 francs (frcs) en janvier 1951, Pierre Caubel doit avancer

1 BONIN, Hubert, « Le financement du RPF », dans pp. 78-87 ; BONIN, Hubert, « Le financement du RPF (1947-1955) », Version complète d'un texte paru dans les actes du colloque sur l'histoire du RPF, pdf de 42 pages.

2 *Ibidem*, p. 81.

3 CALMELS, Patrick [*Op. Cit.*], p. 100.

4 ADT 511 W 57, dossier Comité départemental du RPF, Composition du comité départemental de la fédération départementale du Rassemblement du Peuple Français (1948 ?) ; FCDG RPF 466, Compte-rendu hebdomadaire de Michel Carrière à Jacques Soustelle du 10 juin 1949.

5 FCDG RPF 546, dossier Délégué départemental, Note de P. Troisgros à M. Soustelle du 23 décembre 1948.

60.000 frcs de sa poche pour réduire la dette (« l'Aveyronnais [...] est encore plus près de son porte-monnaie » selon lui), le Gers cumule déjà 250 000 frcs de dettes en 1948, le Tarn-et-Garonne 168 104 frcs¹. L'Aude connaît une situation si dramatique que le colonel Soulet ne peut s'empêcher d'écrire à Terrenoire que « les caisses départementales sont aussi vides que les paroles du gouvernement »² ! Le Tarn est lui aussi endetté, mais il s'en sort mieux³. Seulement, les soutiens financiers du RPF tarnais refusent de payer pour les autres fédérations du Midi⁴. En effet, le Tarn compte beaucoup d'adhérents riches et aisés qui voient leurs prêts dilués dans les autres départements (Aveyron, Ariège, Haute-Garonne, Gers), ce qui leur déplaît fortement. Ils refusent progressivement de maintenir leur soutien si le Tarn n'en est pas le seul bénéficiaire. Cette situation crée des tensions entre les différentes fédérations départementales. L'échec des élections législatives, et plus encore les scissions de 1952 et 1953, provoquent la fuite massive de militants. Parmi eux se trouvent les riches investisseurs. De plus, le RPF perd, en 1950, de précieux soutiens. En effet, Bernard Leriche et Gaston Lacaze, qui dépensent sans compter pour la fédération de Toulouse, meurent tous les deux en novembre et en décembre⁵. Fournials à Albi et Lachaux à Toulouse, sont les derniers soutiens financiers importants qui partent entre 1954 et la dissolution de 1955.

Comment les fédérations en arrivent-elles à cette situation ? Outre le manque de financement, les frais de gestion (et les erreurs qui vont avec) sont la cause principale de ces crises permanentes. Les frais de cotisations sont le meilleur moyen de rentrer de l'argent. Mais le paiement ne se fait pas toujours à l'heure, et il est courant que les militants rechignent à payer. Par exemple, Tarruson, responsable des cartes et cotisations de l'Aveyron, doit expliquer à Alain Bozel qu'il peine à réunir les cotisations pour l'année 1949 à cause des réticences de ses « compagnons » à payer leur carte d'adhérent⁶. La corruption (détournement de fonds, malversation) est également à l'origine des dettes que rencontrent certaines fédérations, notamment celle de Tarn-et-Garonne. Le colonel de Milleret, premier responsable du RPF montalbanais, a détourné 100 000 frcs à son profit⁷. Cela revient à dire que la fédération de Tarn-et-Garonne n'aurait jamais connu de telles difficultés dès ses

1 FCDG RPF532, dossier RPF de l'Aude, Sous-dossier – Dossiers départementaux, Lettre manuscrite du trésorier de l'Aude au secrétaire général le 10 janvier 1951 ; FCDG RPF532, dossier RPF de l'Aveyron, Sous-dossier – Correspondance, Lettre de Pierre Caubel à Louis Terrenoire le 16 juin 1952 ; FCDG RPF547, dossier RPF du Gers, Sous-dossier – Implantation, Note « 5^eGers » du 11 mars [1948] ; FCDG RPF585, dossier RPF du Tarn-et-Garonne, Sous-dossier – Organisation géographique, « Rapport n°1 du groupement départemental de Tarn-et-Garonne du 20 décembre 1947 » de Georges Mahieux, p. 11.

2 FCDG RPF532, Lettre du colonel Soulet à Louis Terrenoire le 7 décembre 1951.

3 Le Tarn a 100 000 francs de dettes contre 200 000 en Haute-Garonne. FCDG RPF 470, Rapport mensuel (décembre 1952) du 12 janvier 1953 de Rives Henry au cabinet du général p. 2.

4 FCDG RPF 466, Rapport mensuel de juin 1949 de Michel Carrière à Jacques Soustelle.

5 ADHG 2692W 44, Dossier RPF, Note des renseignements généraux n°8370 du 13 novembre 1950, et n°9095 du 11 décembre 1950.

6 FCDG RPF532, Sous-dossier – Trésorerie, Lettre de Charles Tarruson à Alain Bozel le 28 avril 1949.

7 FCDG RPF585, Sous-dossier – Correspondance, Lettre de Geroges Mahieux au général de Gaulle le 2 juillet 1948.

débuts si sa dette avait été de 68 000 frs. La mauvaise gestion est, elle aussi, un fléau pour les caisses du RPF. Quatre facteurs l'expliquent : le renouvellement fréquent des trésoriers des fédérations¹, le manque de fonds, les erreurs de calculs et le trucage des comptes. Dans ce dernier cas, le but est d'améliorer son image auprès du Centre National ou de réduire les sommes à lui verser. En effet, les fédérations départementales, qui vivent grâce aux cotisations des adhérents (« comme le précise l'article 9 des statuts, "le financement des activités du Rassemblement est assuré par les cotisations et les souscriptions de ses membres »²), doivent normalement reverser une part des bénéfices qu'elles obtiennent.

Pour ce qui concerne le Midi, les documents se référant à la trésorerie RPF sont trop lacunaires pour être exploités correctement. Néanmoins, les archives de l'Aude sont les plus « complètes », et nous permettent de supposer qu'il y a erreur de calcul ou falsification des comptes. Le dossier concernant la trésorerie audoise contient plus de 140 fichiers³. L'année 1949 est la mieux renseignée. Tous les chèques encaissés pour les frais de cotisations durant l'année sont mentionnés, et un relevé annuel résume les bénéfices et dépenses du RPF audois⁴. Que nous indique ce relevé ? Le prix des cartes pour les cotisations est de 90,00 frs unitaires. Du 28 janvier au 10 août 1949, le trésorier relève 19.350 frs et 215 cartes, plus un ajout de 29 cartes du 22 août au 31 décembre pour un montant de 2610 frs. Sur l'année, il a donc été vendu un total de 21.950 frs de cartes, ce qui correspond à la vente de 244 cartes. Le trésorier observe alors que « le montant total de 21960 fr représente donc $21960/90 = 244$ cartes délivrées pour les cotisations de 1949

Nombre de cartes délivrées par le centre x	500	
délivrées par le délégué départemental aux		
cartes et cotisations	244	- 246
plus 2 cartes pour		
remplacement xxx	+ 2	
reste entre les mains		
du Délégué Départemental		254
de l'Aude aux cartes et cotisations »		

1 L'Aveyron a deux trésoriers RPF (Sicard père puis fils) ; l'Ariège, le Gers et la Haute-Garonne trois ; l'Aude, le Lot, le Tarn et le Tarn-et-Garonne en ont au moins quatre qui se succèdent.

2 BONIN, Hubert, « Le financement du RPF » [*Op. Cit.*], p. 82.

3 FCDG RPF532, dossier RPF de l'Aude, Sous-dossier – Trésorerie-cotisations.

4 FCDG RPF532, dossier RPF de l'Aude, Sous-dossier – Trésorerie-cotisations, « Relevé annuel du montant des sommes perçues au titre des cotisations et envoyées au centre national » par le trésorier départemental de l'Aude, lu et approuvé par le délégué départemental Paris, le 31 décembre 1949.

Cette analyse semble bonne au premier abord, mais le recto du document a de quoi intriguer¹. Il indique que « le montant des sommes perçues par le trésorier départemental de l'Aude est représenté par : $244 \times 135 = 32970$ ». Que représentent ces chiffres ? Aucun document ne les mentionnent. Déjà, le chiffre exact aurait dû être 32.940,00 frcs, ce qui signifie que le trésorier l'a arrondi ($32.970/244 = 135,12$). à ce chiffre doit être enlevée une quote-part de 3x50 (soit 150 frcs) destinée au délégué cantonal de Lézignan pour frais divers, ce qui devrait donner 32.790. Le trésorier mentionne bien ce chiffre à la fin de sa lettre. Le problème, c'est qu'aucun document ne permet d'expliquer le chiffre de 135 pour multiplier le nombre de cartes ($244 \times 135 = 32.940$). Le trésorier aurait dû se servir de la valeur des cartes de cotisation (90,00), ce qui n'est pas le cas pour les chiffres retenus ici. Le montant de 32.940 ne correspond pas non plus aux 254 cartes invendues (qui s'élèvent à 22.860 frcs). Le déficit de la trésorerie de l'Aude s'élève à 910 frcs ($21.950 - 22.860$) rien qu'avec la vente des cartes d'adhérents. Nous pourrions supposer que le différentiel entre les 21.950 frcs obtenus par la vente et le chiffre final de 32.940, est dû à des dons effectués par des adhérents ou des sympathisants. Or, ce n'est pas le cas. Autrement, le trésorier ne prendrait pas la peine de calculer les 244 cartes avec le chiffre 135, mais annoncerait un/des don(s) de 10.990 francs. De plus, les 20.000 frcs non dépensés lors des élections cantonales d'avril 1949 que Jacques Soustelle a bien voulu laisser à la trésorerie de l'Aude² ne figurent pas sur le rapport annuel de Bardou. Les 10.990 ne correspondent pas non plus à ce qu'il pourrait rester de ces 20.000 frcs puisque la trésorerie est endettée et que la multiplication « 244×135 » reste inexpliquée. La distribution des cartes de cotisation invendues en décembre 1949 par Xavier Bardou³ ne correspond pas non plus à ces chiffres (sinon le calcul aurait été alors de $254/257 \times 135$). Une autre théorie que nous pourrions avancée est que le montant d'origine pour une carte d'adhésion est de 135 francs. Les gaullistes audois conserveraient 90 frcs et reverseraient le reste au Centre National. En effet, il arrive que les militants cotisent 135 frcs au lieu de 90⁴. Seulement, toutes les cartes ne sont pas payées à ce montant. Aussi ne reste-t-il que la possibilité d'une manipulation des comptes par Xavier Bardou. Le but serait de montrer que la fédération se porte mieux que prévu. Mais ce n'est pas forcément dans l'intérêt de la fédération départementale, qui a tout aussi bien intérêt d'être appréciée par ses supérieurs (avec une bonne santé économique) que de sembler en crise afin de pouvoir conserver plus de fonds pour elle. Ainsi, le résultat des comptes pourrait être correct s'il n'y avait pas ce différentiel entre 90 frcs et 135 frcs. Les bordereaux de versement ont tous été consultés et nous permettent de retrouver la trace des 244 cartes de cotisation. Mais nous ne parvenons pas à

1 *Ibidem*, p. 2.

2 FCDG RPF532, dossier – Dossiers départementaux, Lettre de Jacques Soustelle à René Paris le 6 avril 1949.

3 FCDG RPF532, dossier RPF de l'Aude, Sous-dossier – Trésorerie-cotisations, « Responsable aux cartes et cotisations : Mr. BARDOU. X. Semaine du 17 au 24 décembre 1949 ».

4 270 frcs sont touchés et 180 conservés par l'Aude pour l'achat de deux cartes. Il n'est pas précisé où vont les 90 francs mis de côtés. FCDG RPF532, dossier RPF de l'Aude, Sous-dossier – Trésorerie-cotisations, « Sommes encaissées et réparties. Bordereau du 18 novembre 1949 ».

retrouver les mêmes résultats que Xavier Bardou. C'est pourquoi nous ne pouvons en déduire que trois hypothèses : soit nous manquons d'éléments – ce qui ne semble pourtant pas être le cas puisque nous avons les moyens de retrouver la totalité des cartes vendues – et Xavier Bardou n'a commis aucune erreur ; soit le trésorier départemental a commis une erreur ; soit il y a falsification des comptes – ce qui semble tout de même peu probable vu la forte différence entre les résultats obtenus...

Pour ce qui concerne la situation financière des Rép. Soc. et de l'UNR, elle est difficile à établir, faute de sources. Cependant, il apparaît comme évident que le CNRS souffre d'un manque d'argent important, surtout après les législatives de janvier 1956. Toulouse nous fournit le plus d'éléments à ce sujet. La fédération de Haute-Garonne, qui compte peu d'éléments et est très pauvre, voit les déplacements de ses militants et délégations pris en charge par le comité nationale des Rép. Soc. pour pouvoir assister au congrès national¹. Ses tentatives pour créer un journal se soldent toutes par des échecs. Le bulletin mensuel *Les idées... Les faits...*, est distribué gratuitement puis contre une faible somme aux militants jusqu'en 1956². Le mensuel *La Croix de Lorraine*, qui fut publié entre décembre 1950 et juin 1951, n'est repris que pour le mois de juillet 1958³. L'UNR semble en meilleure santé. La propagande toulousaine est importante, ce qui sous-entend que la fédération a suffisamment de moyens pour soutenir l'effort seule, tandis que le Tarn obtient après le succès du référendum de septembre 1958 des aides financières conséquentes qui lui permettent de créer un hebdomadaire, *La Nouvelle République du Tarn*⁴.

C) La jeunesse gaulliste à l'image de ses aînés

1) Le Rassemblement de la Jeunesse Française (RJF) ou l'abandon de la jeunesse

« Aux origines de l'engagement des jeunes dans le Rassemblement figurent principalement la fidélité [à de Gaulle], la révolte et la volonté de combattre »⁵. C'est ainsi que Bernard Lachaise résume les motivations qui animent les jeunes à rejoindre le RPF. Les jeunes militants midi-pyrénéens ne dérogent pas à la règle. Ceux-ci se mobilisent activement au sein du Rassemblement de la Jeunesse Française (RJF) et du groupe étudiant de Haute-Garonne dans les premières années de la IV^e République. Leur ardeur trouve avant tout ses racines dans la contestation du régime et le

1 ADHG 2692W 44, Dossier Républicains Sociaux, Note des Renseignements Généraux n°2453 du 5 novembre 1955.

2 ADHG 2692W 44, Dossier Républicains Sociaux, Note des Renseignements Généraux n°1466 du 15 juin 1955.

3 ADHG 2692W 44, Dossier RPF, Note des Renseignements Généraux n° 9095 du 11 décembre 1950, et n°9507 du 29 décembre 1950 ; ADHG 2692W 44, Dossier Républicains Sociaux, Note des Renseignements Généraux n°1311 du 9 juillet 1958.

4 ADT 1106 W 85, dossier Informations des RG sur les législatives.

5 LACHAISE, Bernard, « L'engagement des jeunes dans le Rassemblement du peuple français », dans Collectif, *Charles de Gaulle et la jeunesse*, Plon, Coll. « Espoir », 2005, p. 106.

désir de se battre (symboliquement comme physiquement)¹. Pourtant, ce désir de lutter contre les « séparatistes », le « système » et ses défenseurs s'éteint rapidement. En effet, les jeunes gaullistes sont eux aussi affectés moralement par l'échec d'un retour rapide au pouvoir du général de Gaulle. Les RJF et les étudiants sont frappés de profondes rivalités : les étudiants s'estiment plus intelligents que les autres cadets, ce qui crée inévitablement des frictions entre les deux groupes². De plus, les divisions internes au RPF qui s'exportent au sein même des RJF et le manque de finances, finissent par achever les cadets³. Autre difficulté que rencontre le RJF : l'absence « d'objectifs clairs et cohérents »⁴. Comme le relève François Audigier, il faut attendre le 28 janvier 1950 pour qu'une circulaire octroie un règlement intérieur au RJF et des missions spécifiques. Ce flou dans les tâches qui incombent aux jeunes, combiné à une crise financière endémique, des conflits internes et le « manque de considération » des aînés pour leurs cadets⁵, condamne les groupements de jeunesse gaullistes à un échec inéluctable. Le 11 octobre 1950, sur l'impulsion de Jacques Soustelle, le général de Gaulle ordonne la dissolution du RJF⁶. Les militants RJF sont alors intégrés au RPF et progressivement mélangés avec leurs rivaux (étudiants).

Cette brève présentation générale du RJF annonce ce qui va suivre. En effet, les cadets gaullistes midi-pyrénéens vont connaître les mêmes turpitudes que leurs homologues de l'Aube⁷, de Charente ou encore de Gironde⁸. Dans le département de Haute-Garonne, le RJF n'existe pas avant l'arrivée de Laussel-Duroc à Toulouse en septembre 1951⁹. Résistant atteint de tuberculose, il avait milité auparavant au sein du RJF en AOF puis en zone d'occupation d'Allemagne. Il peine à former un groupement jeune, en grande partie à cause de sa maladie qui ne cesse de lui provoquer des rechutes. Provost conteste (avec d'autres) le fait que Laussel-Duroc, « tuberculeux très contagieux », soit responsable du RJF de Haute-Garonne¹⁰. Selon lui, la maladie le rend trop inactif et certains jeunes redouteraient de tomber malade à cause de lui. Cependant, ses critiques n'affectent pas Pierre Lefranc qui apprécie ses efforts. Par exemple, il lui confie la formation d'une délégation

1 Dans le cas des jeunes militants de la région, la fidélité au général n'est pas si importante que le laisse entendre Bernard Lachaise dans son analyse générale. Des jeunes résistants comme le FFL René Cathala font figures d'exception. *Ibidem*, p. 107.

2 LACHAISE, Bernard, « L'engagement des jeunes dans le Rassemblement du peuple français » [*Op. Cit.*], p. 108.

3 *Ibid.*, p. 108.

4 AUDIGIER, François, « Les cadets du RPF », dans *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, Paris, 1998, p. 370.

5 « Les jeunes souffrent souvent d'un manque de considération et de soutien des aînés ». LACHAISE, Bernard, « L'engagement des jeunes dans le Rassemblement du peuple français » [*Op. Cit.*], p. 108.

6 FCDG RPF346, Circulaire du général de Gaulle le 11 octobre 1950.

7 GIRARD, Pascal, « Le RPF dans l'Aube », dans AUDIGIER, François, SCHWINDT, Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est de la IV^e République*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2009, pp. 160-161.

8 LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme dans le sud-ouest au temps du RPF*, Fédération Historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1997, pp. 127-128.

9 FCDG RPF357, Lettres de A. Laussel-Duroc à Pierre Lefranc le 13 septembre 1951 et de Pierre Lefranc à Laussel-Duroc le 14 septembre 1951.

10 FCDG RPF357, Lettre de François Xavier Provost à Bernard Fauquenot le 15 novembre 1951.

RJF toulousaine pour les assises de Nancy¹. Laussel-Duroc fera tout pour la préparer, mais une rechute l'oblige à confier cette tâche à son adjoint Encenat². Le responsable RJF redouble également d'efforts pour étendre son groupement à l'ensemble de la métropole. Il charge son adjoint à tenir une permanence à partir d'octobre 1951, étend l'âge de recrutement à 25 ans pour les jeunes militants (au lieu de 21) et à 30 ans pour les cadres³, nomme Yves Bernard délégué cantonal RJF de Toulouse-Sud le 4 novembre etc. Ces efforts, exceptionnels dans une situation économique catastrophique, ne sont pas récompensés par le RPF. Ainsi, André Rives-Henrys et Louis Terrenoire félicitent les étudiants pour leurs efforts aux élections cantonales d'octobre 1951⁴, alors que les militants RJF se sont chargés de coller les affiches et renforcer le SO gaulliste... Cette « ingratitude » est accrue par de fortes divisions entre les partisans de Provost (majoritaires) et de Laussel-Duroc. Si Provost prétend soutenir malgré tout son responsable, il a le soutien de Bernard Fauquenot, qui ne s'adresse qu'à lui dans ses lettres concernant le RJF de Haute-Garonne⁵, et André Rives-Henrys s'oppose à ce que le responsable tuberculeux soit nommé conseiller national sous prétexte que « dans notre région [le Midi] si difficile, nous devons avant tout nous attacher à avoir des représentants vraiment actifs, capables de secouer les masses amorphes du Sud-Ouest »⁶. Ces rivalités provoquent une confusion auprès des autorités gaullistes. Pierre Lefranc ne comprend pas pourquoi il reçoit des rapports de Laussel-Duroc et Provost – seul le délégué RJF devrait lui en communiquer – et demande à Rives-Henrys qui est le véritable délégué⁷. La réponse des cadres RPF ne peut qu'achever le ridicule de la situation : Jehan Maynard annonce à Pierre Lefranc qu'il n'y a pas de responsable Jeune⁸ ! Dans ces conditions, Pierre Lefranc n'a d'autres choix que de demander que la situation des jeunes soit clarifiée au plus vite⁹... Malgré de grands efforts, Laussel-Duroc finit par ne plus supporter sa position. Il cesse de militer en 1953 et finit par rejoindre la SFIO¹⁰.

Le RJF de Haute-Garonne est loin d'être un cas isolé. Partout dans le Midi comme dans le reste du pays, les RJF souffrent de ces mêmes troubles. Certains départements ne semblent même

1 FCDG RPF357, Lettre de Pierre Lefranc à Laussel-Duroc le 19 octobre 1951.

2 FCDG RPF357, Lettre de Encenat à Pierre Lefranc le 17 novembre 1951.

3 FCDG RPF357, Lettre de A. Laussel-Duroc à Pierre Lefranc le 12 octobre 1951.

4 FCDG RPF546, Lettre d'André Rives-Henrys à Louis Terrenoire le 8 novembre 1951 et Lettre de Louis Terrenoire à André Rives-Henrys le 9 novembre 1951 ; FCDG RPF357, Lettre de Louis Terrenoire à André Rives-Henrys le 9 novembre 1951 et Note à l'attention de Pierre Lefranc le 9 novembre 1951.

5 Par exemple, il demande à Provost la liste des participants aux assises de Nancy alors que Lefranc a officiellement chargé Laussel-Duroc de s'en occuper. FCDG RPF357, Lettres de Bernard Fauquenot à François Xavier Provost les 14 et 15 novembre 1951.

6 FCDG RPF546, Lettre d'André Rives-Henrys à Pierre Lefranc le 1^{er} décembre 1951.

7 Officiellement, Laussel-Duroc est bien le responsable en titre du RJF, mais il tombe fréquemment malade et dans les faits, c'est Provost qui le remplace sur le terrain. FCDG RPF357, Lettre de Pierre Lefranc à André Rives-Henrys le 12 décembre 1951.

8 FCDG RPF357, Lettre de Jehan Maynard à Pierre Lefranc le 14 décembre 1951.

9 FCDG RPF357, Lettres de Pierre Lefranc à André Rives-Henrys le 20 décembre 1951 et à Jehan Maynard le 21 décembre 1951.

10 FCDG RPF357, Lettres du 22 janvier 1953 de Bernard Fauquenot à Laussel-Duroc et de Gérard Blanchon à Bernard Fauquenot le 27 octobre 1953.

pas avoir eu de groupes RJF. Malgré les propos optimistes de Pierre Boyou-Moreno au général de Gaulle en 1948 (il défend la devise « jeunesse, conscience, courage, discipline »¹), aucun groupe RJF n'existe dans le Lot. L'Aude ne semble pas en avoir eu – les sources consultées ne mentionnent nulle part la présence d'un groupement Jeunes audois. Les départements de l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, le Tarn et le Tarn-et-Garonne en possèdent. Ils connaissent des histoires similaires (l'Aveyron a une histoire particulière). Les 22 avril et 5 octobre 1948, le Centre National du RPF demande à ce qu'un délégué aux Jeunes soit nommé en Ariège. L'insistance des cadres nationaux pour former un groupe en Ariège avec un responsable à sa tête montre qu'il n'existe pas de RJF dans l'Ariège². Les cadets ariégeois doivent militer au sein du RPF. Une tentative pour remédier à cela a lieu en novembre 1951 avec la nomination de Paul Sentenac comme délégué RJF de l'Ariège³. Bien que sans argent, le groupement connaît quelques succès dans les premiers mois⁴. Néanmoins, Paul Sentenac doit vite se rendre à l'évidence : il est trop occupé pour se charger efficacement du groupement et les 25 jeunes qui en font parties sont tous des ouvriers qui se sentent plus proches de l'Action Ouvrière (AO) que du RJF⁵. Bernard Fauquenot refuse de le voir renoncer à ses fonctions tant qu'il n'aura pas de remplaçant, et insiste particulièrement pour qu'il le rencontre à Toulon en mars 1952⁶. Les insistance de Fauquenot finissent par lasser Sentenac qui lui exprime sa lassitude, et lui expose toutes les responsabilités qu'il doit déjà assumer et les problèmes qu'il doit résoudre (responsable SO, cadre RPF, étudiant sans un sous, trésorerie à sec) en octobre de la même année⁷. Le RJF finit par s'écrouler à la fin de l'année. Paul Sentenac est contraint d'admettre à Pierre Lefranc le 25 juin 1953 qu'il n'existe plus de groupement Jeunes dans l'Ariège et que les 30 jeunes qui font encore partie du RPF refusent de rejoindre une autre structure. Il lui explique qu'il a déjà bien du mal à empêcher les jeunes adhérents de ne pas tomber dans le fascisme par haine du marxisme, la plupart voulant rejoindre l'Action Française – l'un d'eux a participé tout récemment à une bagarre à St-Hilaire entre communistes et « royalistes »⁸ !

Dans les autres départements, les RJF sont formés plus tôt, en 1948. Le 14 janvier 1948 est formé le RJF au théâtre municipal d'Auch sous la direction d'Auge⁹. Ce dernier meurt rapidement dans un accident, et la direction doit le faire remplacer par Jacques Matharan¹⁰. Cette nomination ne

1 FCDG RPF556, Lettre de Pierre Bouyou-Moreno à Charles de Gaulle le 22 avril 1948.

2 FCDG RPF534, Lettres du délégué national adjoint à la Jeunesse à Léonce Gardes le 15 octobre 1948 et de M. de Nys à Léonce Gardes le 22 avril 1949.

3 FCDG RPF534, « Questionnaire à remettre à la fin de la conférence » des cadres les 5-6 novembre 1951.

4 FCDG RPF354, Lettre de Bernard Fauquenot à Paul Sentenac le 8 janvier 1952.

5 FCDG RPF354, Rapport mensuel (janvier 1952) de Paul Sentenac au secrétariat national le 1^{er} février 1952 (note recto-verso jointe).

6 FCDG RPF354, Lettre de Bernard Fauquenot à Paul Sentenac le 20 mars 1952.

7 FCDG RPF354, Lettre de Paul Sentenac à Bernard Fauquenot le 16 octobre 1952.

8 FCDG RPF354, Lettre de Paul Sentenac à M. Morin le 25 juin 1953.

9 ADG1159W3, Rapports des Renseignements Généraux n°60 le 3 janvier 1948, n°80 le 10 janvier 1948 et n°518 le 26 juillet 1948.

10 ADG1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°518 le 26 juillet 1948.

change rien, et le mouvement finit par disparaître. Dans le Tarn, Henri Bressolier est nommé délégué départemental RJF le 4 février 1948¹. Il a pour mission de recruter un millier de jeunes dans les deux mois². Sans surprise, c'est un échec. Bressolier explique que de nombreux jeunes de 22/25 ans refusent de rejoindre le RPF mais aimeraient entrer dans le RJF³. Les statuts du parti interdisent de dépasser les 21 ans (excepté les cadres), et Jacques Trotté refuse toute dérogation à cette règle⁴. Le 8 décembre 1948, le groupe Jeunes tarnais n'est parvenu qu'à recruter 17 militants, mais il milite beaucoup. Son activité principale est l'arrachage d'affiches communistes, la distribution de papillons et la tenue de petites réunions publiques⁵. Le 9 février 1949, le RJF atteint le score de 25 adhérents (dont trois femmes) mais il est surendetté⁶. Ne parvenant pas à rembourser les dettes, Henri Bressolier cesse de militer. André Sirven, alors délégué départemental du RPF tarnais, doit reconnaître que le RJF n'existe plus que sur le papier⁷. Une ultime tentative de restaurer le RJF du Tarn est faite en décembre 1952. Bernard Fauquenot tente d'envoyer Serge Sicard, pion à Mazamet, s'occuper de cette fonction⁸. Mais ce dernier étant surchargé de travail et s'occupant déjà tant bien que mal du RJF de l'Aveyron, décline l'offre. Dans le cas du Tarn-et-Garonne, André Briquelot est nommé délégué RJF le 9 février 1948⁹. Pauvre, le groupe RJF de Montauban organise un bal le 27 mars pour tenter d'attirer de nouvelles recrues et rentrer de l'argent¹⁰. C'est un échec. Seuls 10 à 15 jeunes militent au sein du RJF en mai¹¹. André Briquelot démissionne peu de temps après pour raisons professionnelles¹². Le RJF de Tarn-et-Garonne est désormais en sommeil¹³, et les délégués RPF Georges Mahieux puis René Le Davay refusent de former une nouvelle fois le groupement Jeunes¹⁴. Le RJF montalbanais n'a tenu que quelques mois... Le RPF gersois retente de former un groupe RJF en 1950. Il y remet en mars Jacques Matharan¹⁵. Le mouvement peine à se lancer et milite très peu. En novembre 1951, Matharan doit expliquer qu'il n'existe qu'une section à Auch, composée d'une trentaine de militants¹⁶. La trésorerie étant vide, Fauquenot se sent satisfait des efforts apportés par le jeune responsable et tient à le féliciter pour son travail¹⁷. C'est crier victoire

1 FCDG RPF359, Décision n°38 de René Laurin le 4 février 1948.

2 FCDG RPF359, Lettre de René Laurin à Henri Bressolier le 12 mars 1948.

3 FCDG RPF359, Lettre d'Henri Bressolier à René Laurin le 17 mars 1948.

4 « En ce qui concerne votre question sur la limite d'âge, une chose est formelle : le R.J.F. S'occupe des Jeunes jusqu'à l'âge de 21 ans. Il vous est donc impossible de prendre parmi vous en tant que militants de base des Jeunes plus âgés ». FCDG RPF359, Lettre de Jacques Trotté à Henri Bressolier le 31 mars 1948.

5 FCDG RPF359, Lettre de « Rapport du mois de novembre 1948 » d'Henri Bressolier le 8 décembre 1948.

6 FCDG RPF359, Lettre d'Henri Bressolier à « Mon cher compagnon » (Suzanne Raymond ?) le 9 février 1949.

7 FCDG RPF359, Lettre d'André Sirven à Pierre Lefranc le 14 novembre 1950.

8 FCDG RPF359, Lettre de Bernard Fauquenot à Serge Sicard le 9 décembre 1952.

9 FCDG RPF359, Décision n°48 de René Laurin le 9 février 1948.

10 FCDG RPF359, « Rapport n°2 du délégué départemental de Tarn-et-Garonne », p. 4.

11 FCDG RPF357, Lettre de Georges Mahieux au secrétariat administratif le 7 août 1948.

12 FCDG RPF357, Lettre d'André Briquelot à M. de Nys le 7 mai [1949 ou 1950].

13 FCDG RPF357, Lettre de Georges Mahieux au secrétariat administratif le 7 août 1948.

14 FCDG RPF357, Lettre de M. de Nys à René Le Davay le 10 mai 1949.

15 FCDG RPF357, Circulaire « Nomination provisoire » de Jacques Soustelle le 10 mars 1950.

16 FCDG RPF357, Questionnaire à remettre à la fin de la conférence des cadres les 5-6 novembre 1951.

17 FCDG RPF357, Lettre de Bernard Fauquenot à Jacques Matharan le 8 janvier 1952.

trop vite. Le 13 janvier 1952 se tient le congrès départemental RPF du Gers. De terribles conflits provoquent une scission qui écœure Matharan. Devant « ce panier de crabes » d'« arrivistes », il décide de démissionner le 17 janvier¹.

Je suis sorti de cette réunion, complètement écœuré. Je pensais – illusion de jeunesse sans doute – que nous n'étions pas comme "les autres". Quelques individus, que je n'ose qualifier, tant les adjectifs qui leurs conviendraient me paraissent abjects, m'ont très vite ramené à la réalité. La "cuisine", l'intérêt personnel, les ambitions sont sans doute les seules raisons d'être de certains [...], qui pour arriver à leurs fins, n'hésitent pas à traîner dans la boue [...] M. ROBERT, Délégué Départemental.

[...] Voilà les raisons qui me poussent à vous demander, d'être relevé de mes fonctions².

Pierre Lefranc et Bernard Fauquenot tentent bien de le dissuader, le premier rappelant le devoir des jeunes de défendre la pureté des idéaux du Rassemblement et le second l'exhortant de ne pas laisser triompher « les grenouilleurs »³, sans succès. Le RJF gersois disparaît dans les déchirements qui frappent le RPF local.

Enfin, le département de l'Aveyron est un cas unique dans la région. La vie des cadets locaux est en grande partie liée à un homme, Serge Sicard, lycéen en 1947. Serge Sicard est nommé délégué RJF de l'Aveyron en décembre 1947⁴. Son père est conseiller technique à la jeunesse RPF, il peut lui apporter de bons conseils et le soutenir auprès des cadres RPF. De plus, le seul mouvement de jeunesse qui soit puissant dans le département étant l'UJRF, le RJF a la chance inouïe d'être le seul mouvement pouvant offrir une alternative aux jeunes anticomunistes. Et de fait, les effectifs augmentent rapidement : 21 militants le 20 janvier 1948⁵, 25 le 12 février⁶, 50 le 24 mars⁷. Le 7 avril, tous les délégués d'arrondissement et une majorité de cantonaux sont désignés. Sicard annonce alors que le RJF est devenu le mouvement de jeunesse le plus puissant de l'Aveyron⁸. Ces résultats cachent en réalité un marasme économique endémique⁹. Michel Boscher, trésorier national du RJF, doit avancer 4900 frs à Sicard pour lui permettre de fonctionner un minimum¹⁰. De plus, des troubles se manifestent au sein du groupement. Le délégué RJF doit expulser deux militants pour « désordres persistants » - il les soupçonne d'être des communistes infiltrés – et pense en chasser un autre pour des activités troubles sous l'Occupation¹¹. Pour ces deux raisons, le mouvement s'essouffle rapidement. Le 1^{er} juillet, il milite de moins en moins et ne compte plus que

1 FCDG RPF357, Lettre de Jacques Matharan, délégué aux jeunes dans le Gers, à Bernard Fauquenot le 17 janvier 1952.

2 *Ibidem*, p. 1.

3 FCDG RPF357, Lettres de Pierre Lefranc et de Bernard Fauquenot à Jacques Matharan le 16 janvier 1952.

4 Sa position est confirmée le 16 janvier 1948. FCDG RPF354, Lettres de René Palazy au président du RJF [René Laurin] le 28 décembre 1947 et de Serge Sicard à René Laurin le 23 janvier 1948.

5 FCDG RPF354, Lettre de Serge Sicard à René Laurin non datée [vers le 20 janvier 1948].

6 FCDG RPF354, Note manuscrite « Aveyron. 25 cartes 16.2.48 50frs payé ».

7 FCDG RPF354, Notes manuscrites « 16/3/48. Aveyron. 50 cartes » et « Aveyron. 24/3/48. 50 cartes ».

8 FCDG RPF354, Lettre de Serge Sicard à René Laurin le 7 avril 1948.

9 FCDG RPF354, Lettres de Serge Sicard à René Laurin le 19 février 1948 et à Michel Boscher le 19 mars 1948.

10 FCDG RPF354, Lettre de Michel Boscher à Serge Sicard le 29 avril 1948.

11 FCDG RPF354, Lettre de Serge Sicard à Jacques Trotté le 28 avril 1948.

24 adhérents à Rodez¹. Pour essayer de pallier ce problème, Sicard propose de créer une assemblée régionale RJF chargée de coordonner l'action de chacun². Une idée qui séduit M. de Nys mais ne voit pas le jour³. Le 18 juillet 1948, Serge Sicard démissionne pour aller étudier à Toulouse⁴. Le mouvement connaît durant son absence une lente agonie. Le comportement d'Henri Morel vis-à-vis de son prédécesseur explique sûrement en partie cette situation. Perdu dans ses responsabilités, il n'apprécie guère que M. de Nys demande à Sicard de lui servir de conseiller et l'accuse d'être responsable de la dégénérescence du groupement⁵. Selon lui, l'ancien délégué RJF aurait poussé à bout les cadets. Cette explication n'est pas crédible, les événements qui suivent le prouvent. En effet, Henri Morel demande lui aussi aux militants de faire des efforts. Pourtant, les activités reprennent au lieu de décroître comme il le laissait entendre. Toutefois, il reste incapable de recruter de nouveaux adhérents, et c'est avec seulement 9 militants qu'il débute la nouvelle année scolaire⁶. Avec l'aide de Sicard, Morel organise un meeting RJF à Rodez le 27 octobre 1948. Cette réunion a été fortement perturbée par les communistes, mais les cadets sont parvenus à maintenir un semblant d'ordre dans la salle et à se faire entendre⁷. Cette réunion est pour ainsi dire une victoire, mais une victoire à la Pyrrhus : le meeting a coûté 4000 francs⁸, ruinant définitivement le RJF aveyronnais... Le succès de cette réunion publique et contradictoire a permis de recruter 7 nouveaux militants⁹, sans pour autant endiguer la crise financière du mouvement. Le groupement se meurt progressivement, jusqu'à disparaître avec le départ d'Henri Morel en décembre 1949 et le départ dans l'armée (service militaire) des cadres RJF¹⁰. Serge Sicard revient alors à Rodez en avril 1951. Pierre Caubel et le délégué régional RPF insistent auprès de Pierre Lefranc pour recréer le groupement Jeunes sous son égide, ce qu'il accepte le 12 juin¹¹. Sicard n'a pas attendu la bénédiction du secrétaire national aux Jeunes pour reformer le RJF et se lancer dans la campagne législative avec une trentaine de jeunes¹². D'ailleurs, Pierre Lefranc ne peut que féliciter le RPF et ses cadets d'avoir obtenu un tel résultat aux élections dans un département qui lui est si indifférent¹³. En décembre 1951, le RJF stagne. Il conserve une trentaine d'adhérents et continue de poser des

1 FCDG RPF354, « Rapport du 1^{er} juillet 1948 » de Serge Sicard.

2 FCDG RPF354, Lettre de Serge Sicard à Jacques Trotté le 1^{er} mai 1948.

3 FCDG RPF354, Lettre de M. de Nys à Serge Sicard le 21 mai 1948.

4 FCDG RPF354, Lettre de Serge Sicard à M. de Nys le 18 juillet 1948.

5 FCDG RPF354, Lettre de M. de Nys à Serge Sicard le 12 août 1948 et d'Henri Morel à M. de Nys le 26 août 1948.

6 FCDG RPF354, « Rapport du 1/9/48 au 31/9/48 » d'Henri Morel le 31 septembre 1948.

7 ADAV 12W8, Rapport des Renseignements Généraux n°1667 le 29 octobre 1948 ; ADAV 14W159, « Compte rendu de la réunion publique organisée par les RJF le mercredi 27 octobre à 21 heures au Théâtre municipal » du commissaire de police de Rodez au préfet André Rogues le 29 octobre 1948 ; FCDG RPF354 Lettre de Serge Sicard à M. de Nys le 16 octobre 1948.

8 FCDG RPF354, Lettre d'Henri Morel à M. de Nys le 1^{er} novembre 1948.

9 FCDG RPF354, « Rapport du 1/11 au 31/11 » d'Henri Morel le 7 décembre 1948.

10 Il ne donne plus de nouvelles depuis cette date. FCDG RPF354, Lettre de M. de Nys à Henri Morel le 21 avril 1950, et Lettre de Pierre Caubel à Pierre Lefranc le 13 novembre 1950.

11 FCDG RPF354, « Note » du « délégué régional de la dixième région » le 14 avril 1951, et Lettre de Pierre Lefranc à Serge Sicard le 12 juin 1951.

12 FCDG RPF354, Lettres de Serge Sicard à Pierre Lefranc les 30 mai et 22 juin 1951.

13 FCDG RPF354, Lettre de Pierre Lefranc à Serge Sicard le 29 juin 1951.

affiches et de vendre le journal, mais il semble à bout de souffle. La plupart des cadets sont des ouvriers que les JOC leur dispute, et il reste difficile de mobiliser politiquement une population rurale¹. De plus, Sicard annonce sa démission le 8 mars 1952 pour reprendre le poste de trésorier du RPF tenu par son père². Cette décision déplaît fortement à Bernard Fauquenot, qui fait tout son possible pour en dissuader le jeune homme. Celui-ci décide de faire un compromis : reprendre le poste de son père tout en restant responsable des RJF³. Une décision qui sonne le glas du groupement Jeunes aveyronnais. Sicard, surchargé de travail, rate ses examens en juillet et ne parvient pas à assumer toutes les charges que lui a confié le RPF. De ce fait, le mouvement entre en déliquescence dès le mois d'avril 1952, et le 3 juillet 1953, Serge Sicard reconnaît avoir abandonné depuis plus d'un an le RJF qui disparaît à jamais⁴...

Comme nous pouvons le constater, le RJF a connu les mêmes problèmes que son aîné, le RPF. Sa trésorerie est toujours vide⁵, les responsables se disputent l'autorité, les cadets se sentent abandonnés ou mal exploités. Les différents responsables départementaux se sont efforcés de mobiliser efficacement « leurs recrues », ce qui est loin d'être gagné vu l'absence d'instructions claires et précises durant de longues années. Par ailleurs, il semblerait que le RJF midi-pyrénéen se distingue des autres régions par l'absence manifeste de Comités de Diffusion du *Rassemblement* (CDR). Ces comités sont normalement obligatoires et confiés aux jeunes militants⁶. Hormis Michel Haut de Sigy dans le Gers⁷, nous ne sommes pas parvenus à retrouver le moindre document mentionnant l'existence de responsables CDR. Les journaux sont bien vendus en règle générale par de jeunes militants, mais ces derniers agissent pour le compte de leur fédération départementale RPF et/ou RJF.

2) Les Jeunes Républicains Sociaux (JRS), successeurs des RJF

La fin du RJF met un terme à la mobilisation des cadets dans une structure (officiellement) autonome. Le groupement des étudiants toulousains fonctionne encore jusqu'en 1955, tandis que la plupart des jeunes rejoignent le RPF. Cependant, une poignée d'entre eux va rejoindre le Centre

1 FCDG RPF354, Lettre de Serge Sicard à Pierre Lefranc le 13 décembre 1951.

2 FCDG RPF354, Lettre de Serge Sicard à Pierre Lefranc le 8 mars 1952.

3 FCDG RPF354, Lettre de Serge Sicard à Bernard Fauquenot le 24 mars 1952.

4 FCDG RPF354, Lettre de Bernard Fauquenot à Serge Sicard le 13 octobre 1952, Lettre de Serge Sicard à Bernard Fauquenot le 16 octobre 1952, et Lettre de Serge Sicard à « Mon cher compagnon » [Pierre Lefranc ?] le 3 juillet 1953.

5 Cette situation est typique des groupements de jeunesse gaullistes sous la IV^e République. AUDIGIER, François, « Les cadets du RPF » [*Op. Cit.*], pp. 368-369.

6 *Ibidem*, p. 367.

7 FCDG RPF386, Lettre de J. J. Marchand à Michel Haut de Sigy le 5 janvier 1951. Il semblerait qu'il existe également un groupe CDR à Toulouse en mai 1952, mais il n'est évoqué qu'une seule fois dans une lettre de Laussel-Duroc à Bernard Fauquenot datée du 15 mai 1952... (FCDG RPF357).

National des Jeunes Républicains Sociaux (CNJRS, ou JRS). Jérôme Pozzi en dresse un portrait très synthétique dans *Charles de Gaulle et la jeunesse*¹. Ses statuts sont élaborés en juin 1955 et achevés en novembre 1955². Ils reprennent en majeure partie le règlement intérieur des RJF du 28 janvier 1950... Dans le Midi, il n'existe qu'une seule formation JRS. Elle se trouve dans la ville de Toulouse³, tout comme en 1958 la Convention Républicaine (CR) – fondée et dirigée par le toulousain Guy Bedos – où milite Maurice Cathala, assassiné en septembre 1958⁴. Ces deux formations cohabitent en 1958. Elles manifestent une forte activité lors de la campagne pour le « oui » au référendum. Auparavant, les JRS, peu nombreux, militent très activement contre la Communauté Européenne de Défense (CED) avec les étudiants avant de tomber en léthargie. Les quelques actions des JRS dans la région se soldent le plus souvent par des conflits avec les jeunes RPF non étudiants, obligeant régulièrement Jacques Chaban-Delmas et Pierre Delnondedieu à les rappeler à l'ordre⁵. Jean Kosek, secrétaire général adjoint des JRS, est contraint de rappeler dans sa note d'orientation n°1 que

Le CNJRS n'a pas été créé pour concurrencer, dans quelque domaine et sur quelque terrain que ce soit, la section locale des jeunes du Rassemblement. Pas davantage pour, involontairement, paralyser celle-ci dans l'exercice de ses activités traditionnelles, fut-ce par un ralliement massif de tous les compagnons aux activités spécifiques du "cadre différent".

[...] Il est au surplus inutile de rappeler quelle atmosphère d'agissante et fraternelle communion doit s'établir spontanément entre tous les compagnons du Général de GAULLE, ne perdant pas de vue que les jeunes Républicains Sociaux n'existent et n'existeront jamais que dans le cadre des idées – force du gaullisme militant –⁶.

Néanmoins, la lutte contre les partisans de la CED l'emporte sur les rivalités entre jeunes. La propagande en 1954-1955 se révèle riche en iconographie. La Communauté Européenne de Défense est constamment présentée comme la restauration de l'armée nazie. Ainsi peut-on voir sur les tracts un allemand porter un casque « S.S. », un casque allemand marqué CED, une allemande portant un casque CED se diriger vers l'Est, ou encore une affiche déclarant « l'armée européenne, c'est l'Europe allemande donc la guerre »⁷. L'anticommunisme n'est plus le moteur principal du militantisme jeune durant la « traversée du désert ». Les cadets s'orientent dans une lutte contre le

1 POZZI, Jérôme, « Les jeunes gaullistes et l'UNR (1958-1965) : un rendez-vous manqué ? », dans *Charles de Gaulle et la jeunesse*, Plon, Coll. « Espoir », Paris, 2005, pp. 115-119.

2 FCDG CA1, dossier Centre National des Jeunes Républicains Sociaux, « Projet de règlement intérieur provisoire » du CNJRS le 4 juin 1955, et « Règlement intérieur » du CNJRS le 19 novembre 1955.

3 On peut voir sur la carte des CNJRS que la seule fédération dans le Midi est celle de la Haute-Garonne. Elle est colorisée en gris, ce qui signifie qu'elle a de très faibles effectifs, à l'instar du Gard, de l'Isère, de la Vienne, de la Sarthe et du Loir-et-Cher. Voir Annexe – Document 5, p. 279, FCDG CA1, Carte des CNJRS en France.

4 Les Jeunes Républicains Sociaux sont formés au printemps 1954, tandis que la Convention Républicaine est fondée le 12 juillet 1958. POZZI, Jérôme, « Les jeunes gaullistes et l'UNR (1958-1965) : un rendez-vous manqué ? » [*Op. Cit.*], pp. 116-117.

5 CA1, dossier Centre National des Jeunes Républicains Sociaux, et RPF546, Divers lettres écrites par Jacques Chaban-Delmas et Pierre Delnondedieu en 1954 et 1955.

6 Nous respectons la casse des caractères. CA1, dossier Centre National des Jeunes Républicains Sociaux, Note d'orientation n°1 de Jean Kosek adressée aux responsables et correspondants de Province et de l'Union Française en 1955 (logiquement, avant septembre 1955).

7 Voir Annexe – Document 6, pp. 280-281. FCDG RPF808, Tracts anti-CED.

« système » décrié par le général de Gaulle. La volonté de voir « un gouvernement de Salut Public avec de Gaulle » et la renaissance du pays (« État fort », « Refaire la France »), mais aussi la lutte contre la corruption (« abandon des privilèges », « contre le mauvais régime »), sont au cœur des préoccupations des JRS¹.

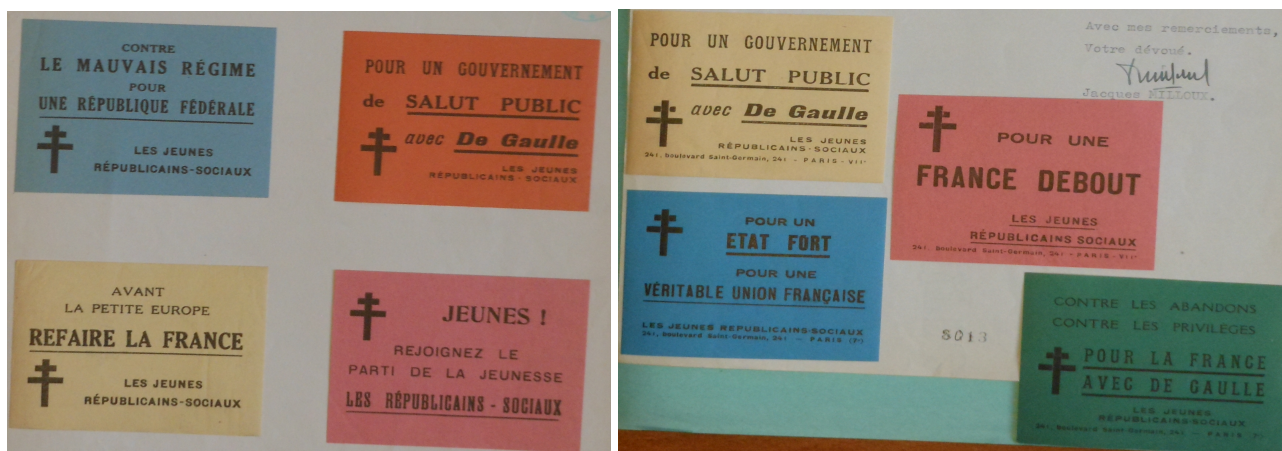


Figure 3 : Papillons antigouvernementaux collés par les cadets gaullistes

3) Le groupement étudiant de Toulouse : entre instabilité et succès

Si les RJF subissent les mêmes échecs que leurs aînés, les étudiants de Haute-Garonne, peu nombreux mais très actifs et influents, connaissent un certain succès². Leur objectif est double : « implanter l'organisation dans toutes les universités françaises afin d'y développer la propagande et le recrutement », et lutter « contre le noyautage communiste dans le syndicalisme étudiant »³. Composé d'étudiants en Droit, Sciences Politiques, Sciences et Médecine, le groupement étudiant accueillait aussi quelques lycéens⁴. Ils sont pour la plupart nés en Haute-Garonne, mais des provinciaux en font également partie : le cantalien Jean Jarrigoux, le tarnais Pierre Vasseur, les ariégeois Gayraud, André Nouzies et Charles Olmieres, les aveyronnais Jean Sicard et Vialette, le tarn-et-garonnais Henri Bernard Négrier et l'audiois Pierre Tisseyre⁵. À l'instar de ses aînés, le groupement étudiant toulousain va connaître une forte instabilité. Louis Tocabens, étudiant en Droit, dirige une cinquantaine d'étudiants entre novembre 1947 et mars/avril 1948⁶. Pierre Michaud, lui aussi en Droit, lui succède et assiste au congrès de Marseille. Mais il est inactif et irresponsable⁷.

1 FCDG CA1, dossier Centre National des Jeunes Républicains Sociaux, Tracts collés sur une lettre de Jacques Milloux à Roger Frey le 13 décembre 1956 et sur une feuille du Centre National des Jeunes Républicains Sociaux datée de mai/juin 1957.

2 AUDIGIER, François, « Les cadets du RPF » [Op. Cit.], p. 365.

3 Ibidem.

4 Ibid., pp. 371-372. Dans le Midi, les lycéens sont recrutés dès la Première à partir de 1950. FCDG RPF360, Attestation de Pierre Dumas le 9 mai 1950, et Lettre de Pierre Dumas à Louis Tocabens le 9 mai 1950.

5 Voir leurs cartes d'adhérents dans les côtés de la Fondation Charles de Gaulle suivantes : RPF721, RPF722, RPF724, RPF727, RPF743 et RPF744. Trois étudiants n'appartenant pas à la Haute-Garonne n'ont pas été mentionnés : Fernand Alaux et Léon Guiraud, qui sont des étudiants audiois étudiant à Montpellier, et Paul Sentenac, qui est responsable RJF en Ariège puis du SO local et ne participe au groupement étudiant qu'à partir de 1952.

6 FCDG RPF360, Lettre de Pierre Dumas à Louis Tocabens le 27 février 1948.

7 Dans sa lettre du 8 juillet 1948 adressée à Pierre Michaud, Pierre Dumas lui reproche de ne pas donner signe de vie

C'est pourquoi Pierre Dumas choisit de le faire remplacer en novembre par Serge Sicard, qui n'était pas désigné à ce poste à l'origine – André Rohane avait choisi un dénommé Arnaud – mais se porte volontaire¹. Toutefois, Serge Sicard ne fait pas long feu puisque Dumas, estimant que l'ancien délégué RJF de l'Aveyron ne comprend rien au monde universitaire, désigne le 14 décembre André Soleres comme responsable étudiant de Toulouse². Toutefois, Dumas estime que Sicard est un bon élément et propose à Rohane d'en faire un cadre RJF toulousain³. Rohane, délégué départemental de Haute-Garonne, ne cherche pas vraiment à comprendre ce choix et approuve les décisions du responsable national des étudiants⁴. La situation devient compliquée pour Soleres : élu président de l'AGE de Toulouse⁵, il semble contesté par certains pour rester le responsable. Il reste officiellement dans ses fonctions puisque Pierre Dumas tient à ce que le chef des étudiants de Toulouse André Soleres participe au camp-école de Châteaurocher du 20 juillet au 5 août 1949⁶. Pourtant, dans les faits, c'est Bédrede qui le remplace sur le terrain entre les mois de janvier/février et Juin, où Soleres aurait temporairement repris ses fonctions. Soleres disparaît alors des sources, et c'est Georges Durin qui lui aurait succédé en septembre 1949. Celui-ci ne reste guère longtemps, puisque Pierre Dumas est contraint de nommer Léonard Ros responsable le 2 décembre de la même année sur les recommandations de Durin (qui s'installe à Paris)⁷. Léonard Ros, lui non plus, ne garde ses fonctions bien longtemps puisqu'il est remplacé vers le mois de février 1950 par Maurice Coudert – lui-même secondé par Girod⁸... Les défections s'enchaînent encore et toujours : Honoré Pardineille, membre du conseil national étudiant, est nommé sur les recommandations de Louis Tocabens responsable étudiant en avril 1950⁹. On ignore alors s'il reste à ce poste jusqu'en 1953 ou non. Ce qui est certain, c'est que le 10 mars 1953, Jacques de Volontat est nommé responsable aux jeunes et étudiants de Haute-Garonne¹⁰. Le groupement étudiant continue alors sa lente agonie jusqu'à la mise en sommeil du RPF en septembre 1955. En 1954 et 1955, bien que Jacques de Volontat reste le responsable, nous pouvons constater une montée en puissance de Paul Sentenac, qui semble être le chef officieux des jeunes et étudiants de Haute-Garonne à ce moment. De plus, bien que les responsables étudiants se sont enchaînés entre 1948 et 1950, René Cathala est considéré comme le chef officieux de ce groupement. C'est pourquoi François Audigier le présente comme le

depuis le congrès de Marseille (FCDG RPF360).

1 FCDG RPF360, Lettre de Serge Sicard à Pierre Dumas le 11 novembre 1948.

2 Il est confirmé à ce poste le 23 décembre 1948. FCDG RPF360, Lettre de Pierre Dumas à André Soleres le 14 décembre 1948.

3 FCDG RPF360, Lettres de Pierre Dumas à Serge Sicard et à André Rohane le 15 décembre 1948.

4 FCDG RPF360, Lettre d'André Rohane à Pierre Dumas le 26 décembre 1948.

5 FCDG RPF360, Lettre de Bédrede à J. de Préaumont le 10 mars 1949.

6 FCDG RPF360, Lettre de Pierre Dumas à André Soleres le 23 juin 1949.

7 FCDG RPF360, Lettres de Pierre Dumas à Léonard Ros le 2 décembre 1949.

8 FCDG RPF360, Lettre de Pierre Dumas à Maurice Coudert le 23 février 1950.

9 FCDG RPF360, Lettre de Louis Tocabens à Pierre Dumas le 21 avril 1950.

10 FCDG RPF357, « Procès-verbal de la réunion tenue le 20 JANVIER à 10 heures à "Mon Café" » de Laussel-Duroc le 25 janvier 1952 ; FCDG RPF546, Décision de Louis Terrenoire le 10 mars 1953, et Lettre de Louis Terrenoire au colonel Tutenges le 10 mars 1953.

responsable des étudiants RPF de Toulouse entre 1948 et 1952¹. Si nous devons résumer tout cela, nous obtenons le résultat suivant :

René Cathala (1948-1952) Paul Sentenac (1954-1955)	Nom du responsable étudiant	Dates extrêmes du mandat
	TOCABENS Louis	Novembre 1947-Mars/Avril 1948
	MICHAUD Pierre	Mars/Avril 1948-Novembre 1948
	SICARD Serge (officieux)	Novembre 1948
	SOLERES André (officiellement) SOLERES André (officieusement) BEDREDE (officieusement) SOLERES André (officieusement)	23 décembre 1948-Septembre 1949 14 décembre 1948-Janvier/Février 1949 Janvier/Février 1949-Juin 1949 Juin 1949-Août 1949
	DURIN Georges	Septembre 1949-2 décembre 1949
	ROS Léonard	2 décembre 1949-Février 1950
	COUDERT Maurice	Février 1950-Avril 1950
	PARDINEILLE Honoré	Avril 1950-10 Mars 1953 ?
	VOLONTAT Jacques (de)	10 mars 1953-Dissolution

Tableau 5 : Responsables étudiants gaullistes de Toulouse

Le tableau x illustre très bien l'instabilité des cadres étudiants gaullistes. En seulement huit ans, pas moins de neuf cadres se sont succédé – et encore, sans y inclure les responsables officieux qui avaient la réalité du pouvoir sur le terrain ! Cette instabilité reflète parfaitement celle qui frappe le RPF. C'est en partie pour cela que Pierre Dumas, président des étudiants RPF jusqu'en janvier 1951, estimait qu'il n'y avait plus que cinq sections étudiantes gaullistes en 1950 : Bordeaux, Lyon, Montpellier, Paris et Strasbourg². Son rapport ignore la section toulousaine, certes affaiblie mais toujours très active. Étrangement, cette instabilité des cadres étudiants ne va pas empêcher le groupement de réaliser avec succès la plupart des tâches qui lui incombent.

En premier lieu, l'infiltration des syndicats et assemblées étudiants. En effet, la fonction principale des étudiants gaullistes est de noyauter les syndicats étudiants à leur profit au détriment des communistes. François Audigier en fait une très bonne analyse avec la « prise » de l'UNEF le 11 novembre 1950³. Jacques de Préaumont demande le 1^{er} décembre 1948 à Sicard de préparer sérieusement les élections étudiantes de l'AGE. Il lui ordonne de combattre l'influence des communistes et de s'emparer, si possible, du bureau étudiant de l'Union Nationale (UN)⁴. La prise de l'UN s'avère être un échec, mais l'AGE tombe sous giron gaulliste avec la nomination d'André Soleres comme président au début de l'année 1949⁵. À défaut d'avoir pu s'emparer de l'UN, le

1 AUDIGIER, François, « Les cadets du RPF » [Op. Cit.], p. 373.

2 FCDG RPF351, Rapport de Pierre Dumas sur le « Groupement des étudiants en juillet 1950 » le 1^{er} octobre 1950.

3 AUDIGIER, François, « Les cadets du RPF » [Op. Cit.], p. 373.

4 FCDG RPF360, Lettre de J. de Préaumont à Serge Sicard le 1^{er} décembre 1948.

5 FCDG RPF360, Lettre de Bédrede à J. de Préaumont le 10 mars 1949.

groupement de Toulouse est le premier en France à être parvenu à faire voter une motion de blâme contre le président communiste (ou communisant) de l'Union Trouvat en mars 1949¹. L'AGET est pro-gaulliste, notamment parce que son président, Louis Hay, est un sympathisant qui combat l'influence des communistes et défend les intérêts du RPF². La corpo de Droit est également pro-gaulliste, tandis que la corpo de Lettres est socialiste anticommuniste et antigaulliste³. L'AG de Toulouse est prise par les gaullistes en janvier 1952, ce qui surprend agréablement Bourigon⁴. Deux ans plus tard, alors que le groupement étudiant se meurt, les cadets gaullistes parviennent encore à infiltrer l'AGET⁵. En avril 1954, le RPF peut se vanter d'avoir sous son contrôle l'UNEF (dont le président est gaulliste), d'influencer le MNEF grâce à son vice-président RPF, tandis que l'UIE a été « enterré » lorsqu'il tenta de s'en prendre au noyautage RPF de l'AGE. Tout a été en partie possible grâce à l'anticommunisme que partage la grande majorité des élus⁶. Enfin, sur l'impulsion de Paul Sentenac, les cadets gaullistes tentent d'infiltrer la commission gouvernementale « Armée-Jeunesse ». Elle a pour but de comprendre les raisons qui poussent les jeunes à désertir si facilement l'armée et à détester le service militaire. L'UNEF et l'ACJF y participant, Sentenac estime que le RPF se doit d'y envoyer des jeunes pour prouver sa fidélité envers l'armée et son amour de la patrie. Il suggère d'utiliser le général Koenig et l'URAS pour noyauter la commission⁷.

Autre mission accomplie par les étudiants gaullistes, la propagande. Elle passe tout d'abord par la presse. De nombreux bulletins lycéens et étudiants gaullistes sont créés dans tout le pays entre 1950 et 1952, comme *La Faluche* à l'université de Strasbourg, *La libre parole* à la faculté des Sciences Politiques de Paris et *Cambronne* au lycée Louis-le-Grand⁸. Dans le cas du Midi toulousain, il existe trois bulletins créés par les étudiants gaullistes en faculté de droit, *La Faluche*, *Alerte* et *l'Espoir*. *La Faluche* est éditée à partir de mai 1950⁹. Son succès est faible et le bulletin ne dure que quelques mois. *Alerte* est alors imprimé en novembre 1951¹⁰. Produit en faible quantité, ce bulletin est confronté à un manque criant de moyens¹¹. La situation est si compliquée que René Coste, conseiller national des étudiants RPF, suggère de cesser la production du bulletin. Une proposition à laquelle s'oppose Pierre Lefranc, René Cathala et René Prost¹². Malgré le passage au

1 FCDG RPF360, Lettre de Pierre Dumas à Bédrede le 31 mars 1949.

2 FCDG RPF360, Lettre de René Coste à M. Bourigon le 14 février 1952.

3 *Ibidem*.

4 FCDG RPF360, Lettre de M. Bourigon à René Coste le 5 février 1952.

5 FCDG RPF357, Lettre de Paul Sentenac à Pierre Lefranc le 12 mars 1954, p. 3.

6 FCDG RPF357, Lettre de Paul Sentenac à Pierre Lefranc le 24 avril 1954.

7 Nous ignorons s'ils y sont parvenus. FCDG RPF357, Lettre de Paul Sentenac à Pierre Lefranc le 27 avril 1954, p. 3.

8 AUDIGIER, François, « Les cadets du RPF » [*Op. Cit.*], p. 373.

9 FCDG RPF360, Lettre de Louis Tocabens à Pierre Dumas le 21 avril 1950.

10 FCDG RPF360, Lettre de René Coste à Jean Kosek le 15 janvier 1952.

11 FCDG RPF360, Lettre de René Coste à Jacques Dominati le 5 février 1952.

12 FCDG RPF360, Lettre de Pierre Lefranc à René Coste le 15 février 1952, Lettre de Jean Kosek à René Coste le 20 février 1952, et note manuscrite « Paris, 23 février » [1952].

format ronéotypé, le bulletin cesse dans le courant de l'année. Le dernier bulletin des cadets gaullistes est *l'Espoir*. Édité en mars 1954, le bulletin (ronéotypé) est distribué au sein des membres de l'AGET qui semblent l'apprécier¹. La propagande se fait aussi par des revendications et des meetings. Dans le cas des étudiants gaullistes, la principale réclamation est l'extension de la sécurité sociale pour les étudiants avec un régime spécial. C'est ce qu'André Soleres, alors responsable étudiant, souhaite défendre. Il voudrait également défendre les revendications de l'UNE (dont nous ignorons le contenu) mais ignore s'il peut le faire vu que le syndicat est à ce moment pro-communiste². Les étudiants cherchent également à se faire entendre via les meetings. Du fait de leur manque de moyens, les cadets toulousains n'ont d'autres choix que de perturber les meetings adverses. Les « réunions publiques et contradictoires » tenues par les communistes sont les cibles privilégiées par les jeunes gaullistes. Ainsi, nous pouvons prendre les exemples des réunions « communistes » tenues les 21 février et 9 mars 1952. La réunion des étudiants d'Outre-Mer tenue le 21 février 1952 est perturbée sur les recommandations de René Prost et Jean Koseck simplement parce qu'ils la jugent manipulée par le PCF³. La réunion du 9 mars, considérée comme un meeting communiste anticolonialiste, est également perturbée : les étudiants gaullistes, qui ne sont pas parvenus à la boycotter, sont allés jusqu'à tenter une alliance avec l'Action Française et les Anciens d'Indochine. La séance dût finalement être levée tant les cadets gaullistes ont perturbé le meeting⁴.

4) Des tentatives de réconciliations entre Jeunes militants : le comité de coordination Jeunes-Étudiants et le comité Inter-Jeunes

Les rivalités entre cadets issus des RJF et du RPF (étudiants) provoquent de nombreux problèmes dans le département de Haute-Garonne – seul département du Midi toulousain où cohabitent les deux groupements. Une solution est prônée à plusieurs reprises : l'unification des jeunes en un seul groupe. Pour d'obscures raisons, cette solution déplaît beaucoup aux responsables nationaux du RPF. Selon François Audigier, il faut attendre la fin de l'année 1951 pour que Pierre Lefranc réorganise les jeunes en réunissant RJF et étudiants dans un seul et même groupement⁵. De fait, il n'en a rien à Toulouse. Laussel-Duroc écrit le 10 décembre 1951 à Pierre Lefranc un rapport des plus alarmants sur la situation des jeunes dans le département⁶. Selon lui, les jeunes de moins de 25 ans de tous les milieux (ouvriers, lycéens, agriculteurs, étudiants) devraient être réunis dans un

1 Nous ignorons jusqu'à quand ce bulletin est produit. FCDG RPF357, Lettre de Paul Sentenac à Pierre Lefranc le 12 mars 1954.

2 Dumas ne répond pas dans sa lettre s'il faut soutenir l'UNE ou pas. Il veut rencontrer Soleres en personne pour lui donner des instructions à ce sujet. FCDG RPF360, Lettres de André Soleres à Pierre Dumas le 8 janvier 1949 et de Pierre Dumas à André Soleres le 12 janvier 1949.

3 FCDG RPF360, Lettres de René Coste à Jacques Dominati le 9 janvier 1952, de Jean Kosek à René Coste le 14 janvier 1952, et de René Coste à Jacques Dominati le 20 mars 1952.

4 *Ibidem*.

5 AUDIGIER, François, « Les cadets du RPF » [*Op. Cit.*], p. 367.

6 FCDG RPF357, Lettre de Laussel-Duroc à Pierre Lefranc le 10 décembre 1951.

même groupe afin d'optimiser leurs actions. Il met même son poste en jeu en proposant sa démission en cas de refus ! Ses projets s'enrichissent le mois suivant : il propose de constituer un « comité de coordination entre Jeunes, Étudiants et Ouvriers » et de créer un foyer-secrétariat avec une bibliothèque. De plus, il a obtenu du militant Lacam de donner des cours de cadres aux jeunes le sollicitant¹. C'est ainsi que le comité de coordination Jeunes-Étudiants est formé le 28 janvier 1952². Les jeunes, qui ne se lancent pas dans les meetings, suivent des cours d'orateurs avec Maynard et Lacam. L'objectif est de pouvoir redynamiser un groupement de plus en plus amorphe avec la semaine des jeunes, qui se déroule du 22 au 29 mars 1952³. Il n'existe pas d'archives relatant le déroulement de cette semaine, mais les moyens mis en œuvre montrent que le RPF désirait se faire remarquer. En effet, Laussel-Duroc explique dans sa lettre du 3 mars qu'il s'efforce de séduire les jeunes par un discours modéré (mais farouchement anticomunisme), la vente du journal *Résolutions*, et des meetings – d'où la formation des jeunes avec Maynard et Lacam. Pour prouver le sérieux de ces manifestations, le président du comité de coordination Jeunes-Étudiants prévoit un SO RPF renforcé par une trentaine de cadets ainsi que de jeunes ouvriers de l'Action Ouvrière (AO) pour soutenir la propagande et défendre les meetings⁴.

Bien que nous ignorons le déroulement de cette semaine, il semblerait que ce fut un échec. Du moins, les événements suivants en donnent l'impression. Laussel-Duroc, toujours malade et dépassé par ses fonctions, se voit adjoindre officiellement un second le 14 mai 1952, Henri Vidal⁵. Pour rentabiliser ses activités, le RPF toulousain décide la création d'un « comité Inter-Jeunes » le 15 mai⁶. Il réunit le comité de coordination Jeunes-Étudiants, le SO jeunes, le CDR, l'AO et la section propagande. La formation des orateurs se fait désormais dans des cercles d'études tenus par Jacques Maziol et Jehan Maynard⁷. Ce « comité Inter-Jeunes » connaît toutefois de sérieuses limites. Chargé de « coordonner » les actions militantes des cadets, il ne remet pas en cause l'existence et l'autonomie des sections qu'il rassemble. Il y a donc un risque important que les membres d'un groupement ne suivent pas à la lettre les décisions prises au sein de ce comité. Mais les militants locaux n'ont d'autres choix que de prendre ce risque, Pierre Lefranc n'approuvant l'existence de ces deux comités qu'à condition qu'il n'y ait aucune fusion de groupement en leur sein⁸. Comme s'ils avaient conscience des risques, les cadres RPF créent le même jour une équipe

1 FCDG RPF357, « Procès-verbal de la réunion tenue le 20 JANVIER à 10 heures à "Mon Café" » de Laussel-Duroc le 25 janvier 1952.

2 FCDG RPF357, Lettre de Laussel-Duroc à Bernard Fauquenot le 17 février 1952 p. 1, et Décision du Délégué Départemental "Jeunes" [Laussel-Duroc] le 14 mai 1952.

3 FCDG RPF357, Lettre de Laussel-Duroc à Bernard Fauquenot le 27 février 1952.

4 *Ibidem*, p. 4.

5 FCDG RPF357, Décision du Délégué Départemental "Jeunes" [Laussel-Duroc] le 14 mai 1952.

6 FCDG RPF357, Lettre de Laussel-Duroc à Bernard Fauquenot le 15 mai 1952.

7 FCDG RPF357, « Cercles d'Études et groupes d'orateurs Jeunes » le 15 mai 1952.

8 Pierre Lefranc va jusqu'à demander à André Rives-Henrys de veiller à ce que les comités ne deviennent pas à terme de nouvelles structures autonomes au dépend des groupements actuels (« je m'en suis entretenu avant-hier avec

départementale Jeune¹. Elle doit s'assurer que les différentes sections gaullistes suivent les instructions des comités. Jean-François Provost est nommé chef du comité Inter-Jeunes, Laussel-Duroc reste président du comité de coordination Jeunes-Étudiants, le SO jeune est dirigé par « les lieutenants » de Strickler, et Xavier Provost devient responsable de la toute nouvelle Association de la Jeunesse Française (AJF)². La situation à Toulouse s'est donc un peu améliorée. En juillet 1952, la Haute-Garonne compte cinq groupes cantonaux Jeunes (4 à Toulouse, 1 à Saint-Lys)³. Les groupes de Toulouse comptent 65 jeunes – dont 21 particulièrement actifs –, 19 sympathisants dont 5 femmes, un SO jeune (dirigé par Monzini, déjà membre du SO RPF) et un groupe d'orateurs (Laussel-Duroc, Lacour et Provost). Celui de Saint-Lys 9 adhérents – dont 6 actifs –, 2 sympathisants et une trésorerie. Pas moins de cinq meetings publics et contradictoires et deux réunions d'information ont lieu en juin-juillet⁴. Tout semble aller pour le mieux aux yeux des responsables nationaux. Bernard Fauquenot ne peut s'empêcher de féliciter chaudement Provost pour la réorganisation du groupement Jeunes, et Laussel-Duroc est ravi de constater que Fauquenot accorde plus de prises d'initiatives chez les jeunes militants⁵.

Pourtant, derrière cette bonne santé apparente se cache un mouvement en plein désarroi. L'AJF compte 100 adhérents en juin 1952 et a suffisamment de moyen pour effectuer une excursion. Mais elle reste très éphémère et ne dure guère longtemps. Le groupe Jeunes de St-Lys ne compte en mai que 12 adhérents⁶ et le comité Inter-Jeunes est principalement composé de jeunes de l'AO. Par ailleurs, le RPF de Haute-Garonne est frappé par des crises internes qui ne laissent pas les cadets impassibles. Les jeunes décident de se rallier soit dans le « clan Rohane », soit dans le « clan Maziol/Rives-Henrys ». Provost décrit très bien la situation dans sa lettre du 29 mai 1952⁷. Selon lui, les étudiants (au nombre de 25) « ne peuvent pas voir Rohane en peinture ». Étant les jeunes les plus actifs, ils apportent une aide inestimable au « clan Maziol ». Les ouvriers de moins de 30 ans font désormais parties de l'AO Jeune et se divisent entre les deux clans. Les 20 Jeunes restants semblent eux aussi divisés sur la question. Dans un tel contexte, il est parfaitement compréhensible que tout n'aille pas pour le mieux pour les cadets toulousains. En juillet, la trésorerie Jeune ne contient que 1000 francs, ce qui est bien insuffisant pour faire vivre le comité Inter-Jeunes. Les ventes à la criée se font par les CDR, mais ils n'ont pas les moyens de produire un bulletin interne et

monsieur Rives-Henrys ») ! FCDG RPF357, Lettre de Pierre Lefranc à Jean-François Provost le 6 juin 1952.

1 FCDG RPF357, Décision du Délégué Départemental "Jeunes" [Laussel-Duroc] le 15 mai 1952, et Lettre de René Coste le 16 mai 1952.

2 FCDG RPF357, Lettres de Xavier Provost à Bernard Fauquenot le 29 mai 1952, Lettres de Bernard Fauquenot à Xavier Provost et à Laussel-Duroc le 10 juin 1952.

3 FCDG RPF357, Lettre de Laussel-Duroc à Pierre Lefranc le 23 juillet 1952.

4 *Ibidem*.

5 FCDG RPF357, Lettres de Laussel-Duroc à Bernard Fauquenot le 19 juillet 1952 et de Bernard Fauquenot à Laussel-Duroc le 26 juillet 1952.

6 FCDG RPF357, Lettre de Laussel-Duroc à Pierre Lefranc le 19 mai 1952, p. 3.

7 FCDG RPF357, Lettre de Xavier Provost à Bernard Fauquenot le 29 mai 1952.

le produit des ventes est inférieur au coût de production des journaux. Trois filles font vivre à elles seules le service social et féminin du groupe Jeunes. Laussel-Duroc ne trouve d'autres arguments pour expliquer ces difficultés propres aux cadets que le suivant : « notre plus grande difficulté outre le manque d'argent est d'intéresser à la politique une population méridionale qui a demandé à vivre au jour le jour »¹. Incapable de résoudre ses problèmes, le groupement Jeunes qui semblait de nouveau sur pied s'effondre en quelques mois. Laussel-Duroc, écœuré, cesse de militer et ne donne plus de nouvelles à Bernard Fauquenot². Le 5 novembre 1953, Pierre Lefranc ne peut que manifester sa consternation devant le fait que le groupement Jeunes se résume désormais à quelques étudiants convaincus, dans une ville où il y a pourtant tant de jeunes³. C'est la fin du groupement Jeunes : le comité de coordination Jeunes-Étudiants et le comité Inter-Jeunes ont échoué.

Si le comité Inter-Jeunes est un véritable échec (structures trop souples, incapacité d'imposer ses décisions, trésorerie vide), la création du comité Jeunes-Étudiants était pleine de promesses. Son échec ne peut s'expliquer seulement par un manque de fonds ou des crises internes. De toute évidence, le fait qu'il soit créé en 1952 est à l'origine de son insuccès. Si Pierre Lefranc et le RPF avaient décidé de fusionner les différents groupements de jeunes militants plus tôt avec des tâches bien spécifiques, le comité de coordination Jeunes-Étudiants aurait très certainement connu un écho autrement plus favorable à Toulouse. Mais sa création tardive semblait inévitable. Le RPF n'a pas accordé une grande attention à ses cadets, laissant longtemps les jeunes sans instructions précises et sans argent au point que ces derniers se sentent abandonner par leurs aînés. Quelque soit le département où il se trouve, le RJF a subi toutes les turpitudes que connaît le RPF local. Loin d'apprendre des erreurs de leurs aînés, les jeunes gaullistes vont avoir la fâcheuse habitude de les reproduire à leur tour. Dans de telles conditions, il n'y a rien de surprenant à ce que la jeunesse gaulliste midi-pyrénéenne ait connu un échec retentissant dans la région.

III) Être gaulliste dans le Midi toulousain

A) Les « compagnons »

1) Des effectifs méconnus et instables

Combien d'hommes et de femmes militaient dans la région ? Cette question, simple en apparence, s'avère en réalité plus compliquée qu'attendu. Les sources manquent en effet. Patrick

1 Nous respectons la casse des caractères et les fautes d'orthographe. FCDG RPF357, Lettre de Laussel-Duroc à Pierre Lefranc le 23 juillet 1952, p. 7.

2 FCDG RPF357, Lettre de Bernard Fauquenot à Laussel-Duroc le 22 janvier 1953.

3 FCDG RPF357, Lettre de Pierre Lefranc à Gérard Blanchon le 5 novembre 1953.

Calmels évoque le chiffre de 5 000 militants en mai 1947 pour la Haute-Garonne¹. Un nombre qui va dans le sens d'un rapport du commissaire central de Toulouse qui constate la présence de 3 000 RPF dans Toulouse même². Le nombre de militants aurait donc « seulement » doublé en deux mois³. Par la suite, aucun chiffre ne nous est fourni par les instances publiques sur le nombre de militants dans le département, à l'exception des législatives de 1951 et 1956 où les chiffres de 800 puis 350 militants sont avancés. Le Tarn serait composé de 1400 militants en 1948⁴, mais leur nombre chuterait dès l'année suivante à 550 puis 325⁵. Ce chiffre reste stable par la suite jusqu'à la fin du RPF : 350 en 1952⁶, 300 en 1954⁷. Les autres départements ne connaissent pas un tel « succès ». L'Ariège n'a que 500 adhérents à ses débuts en août 1947⁸. Dès septembre 1948, ils ne sont plus que 300⁹. Les effectifs continuent à décroître les années suivantes (150 en 1950, 125 en 1952¹⁰). L'Aveyron connaît une plus grande stabilité, avec 392 adhérents en fin 1948 – début 1949¹¹, 320 en août 1950 et 407 en mai 1951¹². Par la suite, nous ne connaissons plus qu'un chiffre pour les Républicains Sociaux et l'UNR aveyronnais : entre 100 et 120 Rép. Soc. en 1955, 150 UNR en octobre 1958¹³. Le Tarn-et-Garonne est mieux renseigné sur les effectifs du RPF et présente une croissance constante à ses débuts. Dès mai 1947, soit quelques jours après le lancement du RPF à Montauban, sont déjà recensés 177 adhérents. Un chiffre qui monte jusqu'à 1080 militants en octobre 1947 si l'on en croit les responsables gaullistes locaux¹⁴. Cependant, Olivier Guichard constate en mars 1948 qu'il n'y en a plus que 500¹⁵. Ce chiffre reste assez stable jusqu'à la fin du RPF. Les Républicains Sociaux ne représentent en revanche qu'une partie infime de ces militants

1 CALMELS, Patrick, *Communistes et gaullistes dans la Haute-Garonne et le midi toulousain de la Libération à l'indépendance de l'Indochine*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, sous la direction de Pierre Laborie, Toulouse II-Le Mirail, Toulouse, 1997, p. 86.

2 ADHG 2692W 44, dossier RPF, Note du commissaire central de Toulouse n°11/27 A/47 du 6 juillet 1947.

3 Les RG ne dénombrent dans le département que 2 300 militants pour mai 1947, alors que Bordeaux en avait 120 000 et Lyon 100 000 selon eux. ADHG 2692W 44, Note des renseignements généraux n°6202 du 17 mai 1947.

4 ADT 511W57, Dossier R.P.F., Rapport des Renseignements Généraux n°1539 du 13 avril 1948.

5 FCDG RPF 585, Dossier Tarn, Implantation départementale le 12 février 1949, puis fiche d'implantation départementale intitulée « Membres RPF par canton ».

6 ADT 511W 57, Dossier R.P.F., Rapport des Renseignements Généraux n°132 du 7 février 1952.

7 ADT 511W57, Dossier R.P.F., Rapport des Renseignements Généraux n°95 du 9 mars 1954.

8 ADA 5W13, RPF 1947, Rapport des Renseignements Généraux n°6080 du 26 août 1947.

9 ADA 5W13, RPF 1948, Rapport des Renseignements Généraux n°1530 du 18 septembre 1948. ; FCDG RPF530, Implantation départementale non datée – a été réalisé pour le compte du colonel Carré.

10 ADA 5W13, RPF 1950, Rapport des Renseignements Généraux n°1061 du 28 avril 1950. ; FCDG RPF530, Lettre de Pierre Delnondedieu à Louis Terrenoire le 29 mars 1952.

11 FCDG RPF532, Dossier Aveyron, Implantation départementale non datée – a été réalisée pour le compte du colonel Carré.

12 Sur les 407 militants, 304 viennent du bassin houiller (Decazeville, Firmy, Aubin, Cransac). ADAV 12W8, Dossier Vie intérieure, Note secrète à « monsieur le commissaire » le 24 mai 1951.

13 ADAV 12W8, Dossier Mise à jour, Note sur « les Républicains Sociaux et Indépendants » non datée – rédigée de toute évidence en 1955 ; ADAV 12W8, Dossier Organisation, Rapport des Renseignements Généraux n°1143 du 28 octobre 1958.

14 Ce chiffre est toutefois très contesté par le chargé de mission qui n'en indique que 288 dans la même source. FCDG RPF585, Dossier Tarn-et-Garonne, Rapport du chargé de mission avec observations recensant le nombre réel et probable d'adhérents gaullistes en octobre 1947.

15 FCDG RPF585, Dossier Tarn-et-Garonne, Implantation départementale le 8 mars 1948.

(une trentaine¹).

Le Gers et le Lot nous sont bien moins connus. Il y aurait 200 militants dans le Gers² et 120 à 150 adhérents dans le Lot en mars 1948³. Seuls les chiffres de 1876 adhérents en septembre 1948 puis 500 militants dans le Gers en janvier 1953 nous sont ensuite fournis par les RG⁴. Enfin, l'Aude est le département où les effectifs sont les plus instables. De 78 adhérents en août 1947⁵, le département voit ses effectifs augmenter durant toute l'année 1948, là où ils baissent ou se stabilisent dans le reste de la région. Estimés à 240 par Roger Frey le 1^{er} juillet 1948, les militants RPF audois sont 800 en septembre⁶. Toutefois, ce chiffre chute en 1949 avec 440 adhérents. René Paris, délégué départemental de l'Aude, précise même au colonel Carré (chargé, entre autre, du recensement des militants gaullistes en 1948-1949) qu'ils sont 216 dans l'arrondissement de Carcassonne, 150 dans celui de Limoux et 74 dans celui de Narbonne⁷. Le nombre d'adhérents décroît encore les années suivantes pour connaître une certaine stabilité, oscillant entre 200 et 250 adhérents⁸.

Grâce aux sources, nous sommes capables de distinguer quatre groupes d'implantation militante : deux départements où le RPF connaît des débuts prometteurs puis une chute toute aussi rapide (Tarn et Tarn-et-Garonne) ; un département où le RPF ne parvient pas à s'ancrer (Lot) ; un département aux chiffres très instables (Aude) ; quatre départements avec une (assez) faible implantation mais des effectifs stables (Ariège, Aveyron, Gers Haute-Garonne)⁹. Le problème de ces sources est leur fiabilité : jusqu'à quel point sont-elles proches de la réalité ? D'où proviennent les informations ? Ces sources sont qualifiées de « fiables » et « sûres ». Il semblerait qu'il s'agisse de militants gaullistes qui communiquent leurs chiffres, du moins pour les débuts du RPF. Les qualificatifs « sûres » et « fiables » sont supplantés progressivement par un nombre d'informateurs *x*, ce qui sous-entend que les forces de l'ordre sont obligées de faire leurs propres estimations à partir de maigres sources. Seulement, celles-ci peuvent être contestées. Un officier des RG de Haute-Garonne dénonce dans un rapport les erreurs de ses collègues. Il conteste le nom des premiers adhérents du RPF, signale que le journal MRP *la Victoire* n'est pas du côté du général de

1 ADTG 1160W48, Rapports des Renseignements Généraux n°5.010/602/4 du 12 octobre 1955 et n°26/1/?/4/JT du 5 janvier 1956.

2 FCDG RPF547, Implantation départementale du 5 mars 1948 et la note jointe du 10 mars 1948.

3 FCDG RPF556, Implantation départementale du 8 mars 1948 et la note jointe du 11 mars 1948.

4 « Le RPF du Gers compte actuellement 1876 adhérents dans le département. Mais quelque 200 demandes d'adhésions sont actuellement en instance devant la commission de criblage ». ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°604 le 14 septembre 1948, et ADG 1265W2, Rapport des Renseignements Généraux en janvier 1953.

5 FCDG RPF532, Dossier Aude, Implantation départementale, Lettre du secrétaire départemental Xavier Bardou au secrétaire général du RPF le 29 août 1947.

6 ADAD 45W4, RPF, Rapport des Renseignements Généraux n°680 du 14 septembre 1948.

7 FCDG RPF532, Dossier Aude, Implantation départementale non datée – a été réalisée pour le compte du colonel Carré.

8 244 cartes d'adhérents sont vendues pour le début de l'année 1949. FCDG RPF532, Dossier Aude, Relevé annuel du montant des sommes perçues au titre des cotisations et envoyées au centre national à Paris, le 31 décembre 1948.

9 Nous justifions cette répartition par la part de militants gaullistes par rapport au nombre d'habitants par département.

Gaule, se gratifie de l'efficacité de son service et critique, non sans ironie, ses collègues¹ :

Par contre, elles [ces informations] infirment celles fournies par certains services de police qui, semble-t-il, paraissent beaucoup plus soucieux de supplanter, du point de vue rapidité de renseignement, les services spécialisés, que de vérifier l'authenticité des informations qu'ils transmettent aux autorités.

Si l'on en croit ce rapport, il ne faudrait pas se fier aux chiffres avancés par d'autres services que ceux des RG. Il faut entendre par « certains services de police » le commissariat central, seul autre service de police à nous donner des informations sur les partis politiques. Une guerre de l'information entre services de renseignements semble donc avoir lieu, du moins au début de la IV^e République. L'épuration d'une grande partie des fonctionnaires de police à la Libération peut expliquer la volonté des agents de la Sûreté Nationale et du commissariat central de se « racheter une conduite » ou de prouver à leurs supérieurs, leur efficacité et leur loyauté². Cette volonté peut les conduire à surenchérir, ou au contraire à diminuer, des faits et des données importants selon ce que les autorités attendent. Le même problème existe à la même époque avec les communistes : il suffit de voir les nombreux tableaux statistiques établis par Roger Martelli pour s'en rendre compte³.

Si nous excluons *de facto* ces chiffres, il ne nous reste plus que les archives des mouvements gaullistes. Des rapports internes aux partis existent et peuvent fournir des éléments aussi divers que la finance, la vie du mouvement, les militants ou la situation politique locale à un moment donné. Concrètement, la FCDG ne recèle pour notre région que les rapports (lacunaires) de Roger Frey, Olivier Guichard, Garnier-Thenon et Carrière, soit la vie du RPF entre mars 1948 et décembre 1949. En Haute-Garonne, seul Roger Frey mentionne les effectifs : 1 450 en mars et « environ 1600 » en juillet 1948⁴. Ces chiffres se fondent sur le nombre d'adhérents ayant leurs cartes du mouvement, mais ils sont visiblement grossis car Frey mentionne que 400 cartes n'avaient toujours pas été renouvelées lors de sa venue à Toulouse le 20 mars⁵. Le constat est le même dans les autres départements. Cette nuance est très importante, les responsables gaullistes ayant tendance à établir des comptabilités « cumulatives », c'est-à-dire à considérer qu'un militant inscrit une année est considéré comme toujours membre du RPF, même s'il n'a pas renouvelé sa carte⁶...

1 ADHG 2692W 44, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°5397 26 avril 1947.

2 BOUDRIOT, Pierre-Denis, *L'épuration (1944-1949)*, Grancher Éditions, Coll. « Grancher dépôt », 2011, 348 p. ; BERLIERE, Jean-Marc, « L'épuration de la police parisienne en 1944-1945 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°49, janvier-mars 1996, pp. 63-81. Cet article est concentré sur Paris mais montre qu'il en fut plus largement de même en France durant la Libération ; LABORIE, Pierre, « Violence politique et imaginaire collectif : l'exemple de l'épuration », dans BERTRAND, Michel, LAURENT, Natacha, TAILLERFER, Michel (dir.), *Violences et pouvoirs politiques*, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 1996, pp. 205-216 ; MALO, Albert, *L'épuration et le renouvellement des élites dans le département du Gers. Facteurs, principaux aspects et développements*, mémoire de DEA, sous la direction de Jean Estebe, Toulouse, Toulouse II-le Mirail, septembre 1991, 154 p.

3 Page 18 par exemple, avec l'analyse des « flux de la Guerre Froide ». MARTELLI, Roger, *Prendre sa carte 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Fondation Gabriel Péri, Vénissieux, 2010, 95 p.

4 FCDG RPF 464, dossier 1948 - Roger Frey, Rapport de Roger Frey sur la VI^e Région en avril 1948 ; FCDG RPF 546, dossier Implantation départementale datée au 1^{er} juillet 1948.

5 *Ibidem*.

6 CHARLOT, Jean, *Le gaullisme d'opposition. Histoire politique du gaullisme (1946-1958)*, Fayard, Paris, 1983,

Par la suite, les effectifs gaullistes ne sont plus dénombrés, que ce soit par les instances publiques ou les cadres militants. Le nombre de militants se rendant aux réunions privées est estimé par les RG, mais il n'est pas représentatif du nombre réel d'adhérents dans le département. Néanmoins, il permet de comprendre l'ampleur de la défection des gaullistes actifs dans la région. Nous pouvons prendre les exemples du Tarn et de la Haute-Garonne. Selon les réunions et les années, le nombre de militants toulousains actifs varie entre une trentaine et une soixantaine¹. Pour le Tarn, il est possible de grossir le chiffre : les militants albigeois actifs oscillent entre une trentaine et une soixantaine, les militants castrais entre une vingtaine et une quarantaine². Avec les événements d'Algérie, le Tarn retrouve une « vitalité » plus grande que la Haute-Garonne, les militants albigeois faisant campagne pour le référendum étant une soixantaine contre une trentaine pour leurs homologues toulousains³. Une donnée à relativiser toutefois si l'on en croit Jean-Pierre Buffelan-Lanore et les RG qui indiquent que la plupart des gaullistes toulousains ont globalement préféré travailler au sein du Comité de Salut Public (CSP) de Toulouse plutôt que de soutenir l'action du Centre National des Républicains Sociaux (CNRS)⁴.

Comme nous le verrons plus loin, tout ce dont nous sommes sûr, c'est que les chiffres, déjà très faibles vis-à-vis des autres régions, sont infimes dans le Midi. Ils représentent une instabilité flagrante durant les premières années du RPF, puis une stabilité parmi les rares militants actifs de mouvements à l'activité quasi-groupusculaire – quelques dizaines de militants acharnés prêts à agir jusqu'au bout au nom du général de Gaulle.

2) Portrait des militants

Qui étaient les gaullistes sous la IV^e République ? Le fait qu'une poignée d'individus ait voulu soutenir un projet fortement rejeté par les notables locaux intrigue. Une fois n'est pas coutume, les sources nous font défaut. Pour obtenir le plus grand nombre d'informations possible, nous nous sommes emparés de tous les rapports et synthèses de police, des déclarations de professions de foi et des rapports internes du RPF. Des recherches laborieuses n'ont permis d'obtenir que l'identité de 1099 militants entre 1947 et 1958. En croisant toutes les informations à notre disposition, nous obtenons le résultat ci-dessous.

p. 87.

1 De multiples rapports donnent ces informations. Les plus nombreux se trouvent dans les cotes ADHG 1299W 4, dossier Partis Politiques – RPF, et ADHG 2692W 44, dossier Républicains Sociaux. Il n'existe pas de dossiers UNR pour la fin de l'année 1958.

2 ADT 511 W 57, dossier RPF et Républicains Sociaux. Il n'existe pas de dossiers UNR pour la fin de l'année 1958.

3 ADT 1106 W 108, Note des renseignements généraux 1143/111/A du 11 septembre 1958.

4 ADHG 2358W 68, Synthèse périodique des renseignements généraux d'août 1958, p. 8.

Situation professionnelle	Hommes	Femmes	Total
Agriculteurs	77 (7,9%)	1 (0,8%)	78
Patrons de l'industrie et du commerce	69 (7%)	0	69
Professions libérales	100 (10,2%)	10 (8,5%)	110
Cadres moyens et supérieurs	87 (8,9%)	8 (6,7%)	95
Employés	136 (13,9%)	21 (17,6%)	157
Commerçants et artisans	237 (24,2%)	14 (11,8%)	251
Ouvriers	103 (10,5%)	0	103
Armée et forces de l'ordre	59 (6%)	0	59
Étudiants	19 (1,9%)	1 (0,8%)	20
Retraités	69 (7%)	1 (0,8%)	70
Sans profession	24 (2,5%)	63 (52,9%)	87

Tableau 6 : Situation professionnelle des militants et des militantes gaullistes du Midi

Sur ces 1099 militants, 980 sont des hommes et 119 des femmes, soit un rapport de 10,8% de femmes pour 89,2% d'hommes. Le département concentrant le plus de militantes est la Haute-Garonne (16,25%) et celui en concentrant le moins l'Aveyron (4,6%). Toutefois, le cas aveyronnais est extrême et pourrait être dû à un « effet de source ». Le Lot, avec ses 7% de militantes pour 93% d'adhérents, indique le rapport homme-femme le plus faible et le plus probable (le Gers étant lui aussi proche de ces chiffres). Le tableau 6 montre les catégories socioprofessionnelles et le pourcentage entre parenthèses par genre. Par mesure de précaution, nous avons réuni les médecins, infirmières, sages-femmes, avocats, notaires et architectes dans la catégorie « professions libérales ». Les enseignants ont été intégrés dans la catégorie « cadres moyens et supérieurs », tandis que militaires de carrière, gendarmes, policiers et RG sont classés dans « armée et forces de l'ordre ». Les militaires, qui n'ont pas le droit de militer, sont très difficiles à trouver. Les sources gaullistes les protègent. Néanmoins, nous sommes parvenus à trouver des militaires de réserve et, plus rarement, des militaires et gendarmes d'active. Les résistants ayant eu un grade dans l'armée ainsi que les anciens militaires (qui auraient démissionné ou changé de métier) ne sont pas inclus dans cette section. Les clercs, au nombre de huit, sont rassemblés dans la catégorie « employés » du fait de leurs faibles revenus. À partir de ces données, nous pouvons constater que les hommes sont majoritairement des commerçants et artisans (24,2%). Suivent alors les employés (13,9%) et les ouvriers (10,5%). Contrairement à l'image donnée par leurs adversaires, les gaullistes sont majoritairement issus de la classe moyenne et modeste. La petite bourgeoisie domine. Les strates supérieures de la société dépassent tout juste le quart des militants (26,1%). Les agriculteurs et petits propriétaires, qui composent une grande partie de la population de la Haute-Garonne¹, du

1 DELPOUX, Yannick, *La Haute-Garonne de la IV^e à la V^e Républiques [Op. Cit.]*, Présentation Générale pp. 11-53.

Gers, de l'Ariège, de l'Aveyron, de l'Aude et du Lot, dans une moindre part du Tarn et du Tarn-et-Garonne, sont inégalement représentés (7,9% d'« agriculteurs » pour 24,2% de « commerçants et artisans »). Cette répartition générale n'est pas toujours représentative de tout le territoire. En Haute-Garonne, les ouvriers représentent 15,3% des militants gaullistes, alors qu'il n'y a que 6,6% d'adhérents dans la catégorie « professions libérales » et 3,4% d'agriculteurs. Le Tarn est largement représenté par la classe moyenne et la petite bourgeoisie (44,7%). L'Ariège est composée à 8,8% de militants agriculteurs et de 3,9% d'étudiants. Le Gers a une assez faible représentation agricole (6,8%) alors que les professions libérales dominent (21,6%) – majoritairement des notaires, dentistes et vétérinaires. Le Lot est surtout composé de militants gaullistes agriculteurs (10,6%), d'industriels (12,1%) et de juristes (13,6%). L'Aude est majoritairement constituée de commerçants et artisans (27,3%), d'employés (20,1%) et d'agriculteurs (12,4%). L'Aveyron, dont 34% de ses militants sont commerçants et artisans, est majoritairement composé de la population aveyronnaise aisée (37%) et n'a que 3,7% d'agriculteurs¹. Sur le plan national, Jean Charlot n'obtient pas tout à fait les mêmes résultats. Selon lui, le RPF serait composé comme suit : seuls 3% des militants sont d'anciens résistants, plus de 75% sont des hommes, plus de 5% sont issus de l'armée et la police, 4% de l'agriculture, 20% d'employés, 15% d'ouvriers, 14,3% d'artisans et commerçants². Il y aurait donc plus d'employés et moins d'artisans et commerçants dans le Midi qu'au niveau national (voir tableau 4), ainsi qu'une part plus grande des hommes (près de 90% contre plus de 75%).

Les femmes sont encore plus modestes. À l'exception de quelques infirmières et une directrice en communication d'une agence publicitaire, les femmes ayant un emploi sont avant tout des commerçantes et des employées (secrétaires, dactylos et greffières). Les autres sont très largement sans emploi (52,9%). Ainsi, les militantes gaullistes sont avant tout des épouses suivant leur mari, des filles soutenant leur père ou encore des sœurs aidant leur frère. Des familles entières, comme les Cathala d'Aude et de Haute-Garonne, les Delnondedieu d'Ariège et de Haute-Garonne et les Briquelot de Tarn-et-Garonne, ou de simples couples, comme les Strickler, Vanpoucke et Rambaud, expliquent la présence de tant de femmes sans profession qui vont soutenir les hommes de la famille dans leur action militante – par exemple, Élisabeth Cathala (femme de Joseph et mère de René et Maurice) tient des conférences pour le compte du RPF³, tandis que Mme Soulet soutient son époux en servant « d'ambassadrice » du RPF audois⁴. Dans le cas des militantes salariées, elles soutiennent elles aussi un membre de leur famille (un époux, plus rarement un frère). Par exemple,

1 Pour de plus amples informations, se référer au tableau « Situation professionnelle des gaullistes dans le Midi » par répartition départementale. Annexe – Document 7, p. 222.

2 CHARLOT, Jean, *Le gaullisme d'opposition* [Op. Cit.], p. 89.

3 Divers rapports des RG contenus dans le dossier RPF de la cote 2692W 44.

4 Elle reçoit les militants étrangers au département chez son époux, se lie d'amitié avec le couple Valabrègue, etc. Voir par exemple la lettre d'André Valabrègue envoyée le 26 janvier 1952 au colonel Soulet (FCDG RPF532, Dossier Aude, sous-dossier « Valabrègue – Aude »).

les sœurs Louise et Fernande Laissac, employées à l'hôpital d'Albi, soutiennent leur frère Denis et leur neveu Roger¹, tandis que Rose Le Hericey, négociatrice dans le Lot, aide son époux Michel, artiste lyrique et ancien combattant lotois². On le voit bien, la militante gaulliste joue surtout un rôle de « soutien familial ». En effet, rares sont les militantes telles que Marie-Louise Dissart³, chef du réseau européen « Françoise », et Jeanne Monties, propriétaire et commerçante à Fleurance (Gers)⁴, qui militent sans avoir de motivation (pression ?) familiale derrière leur engagement.

Si l'on observe les emplois sans distinction de sexe, nous obtenons des résultats légèrement différents.

Situation professionnelle	Part d'individus concernés (en %)
Agriculteurs	7,1%
Patrons de l'industrie et du commerce	6,3%
Professions libérales	10%
Cadres moyens et supérieurs	8,6%
Employés	14,3%
Commerçants et artisans	22,8%
Ouvriers	9,4%
Armée et forces de l'ordre	5,4%
Étudiants	1,8%
Retraités	6,4%
Sans profession	7,9%

Tableau 7 : Situation professionnelle des gaullistes du Midi toulousain

La part des ouvriers est réduite, tout comme à une moindre mesure celle des commerçants et artisans. À peu près tous les résultats masculins du tableau 6 sont réduits, à l'exception : des « professions libérales » (très légèrement) ; des employés, qui augmentent un peu ; des « sans profession », qui montent de 5,4%. Les informations à notre disposition font mention de 20 étudiants, soit 1,8% de l'ensemble des adhérents. En réalité, ce chiffre est erroné. Les femmes semblent très peu nombreuses – les rapports parlent de jeunes hommes – mais il nous est impossible d'en déterminer la part. Une lettre du délégué départemental aux jeunes du Rassemblement de la Jeunesse Française (RJF) mentionne seulement qu'il y aurait une vingtaine d'étudiants en février

¹ FCDG RPF743, Cartes d'adhérents.

² FCDG RPF727, Cartes d'adhérents.

³ Plusieurs documents internes au RPF le montrent. Voir sa carte d'adhérente à la Fondation Charles de Gaulle, côte RPF724, Dossier Adhérents de Haute-Garonne. On peut aussi s'en rendre compte par la presse locale. Par exemple, *La Dépêche du Midi* du 22 mars 1948 présente Mme Dissard comme une personnalité gaulliste présente lors du meeting du 20 mars à la salle des Jacobins de Toulouse.

⁴ FCDG RPF724, Carte d'adhérente.

1952¹, et nous ne sommes parvenus à réunir au total que 20 fiches d'adhérents étudiants. C'est pourquoi nous gardons ce chiffre, malgré son inexactitude. Le rôle des femmes modestes dans les mouvements gaullistes n'est pas à sous-estimer. La part des retraités non plus car, bien qu'elle soit faible, elle regroupe majoritairement des anciens combattants et une résistante. D'ailleurs, même si elle est loin de dominer, la place des anciens combattants et résistants n'est pas négligeable². 193 hommes furent militaires ou s'engagèrent dans au moins l'un des deux conflits mondiaux, ce qui revient à dire que 19,7% des hommes ont connu la guerre autrement que par la résistance. 138 personnes ont fait partie de la résistance. 11 sont des femmes, ce qui signifie que 9,2% des militantes gaullistes furent résistantes. La plus connue d'entre elles est Marie-Louise Dissard, dite « Françoise »³. Les 90,8% restants de militants anciens résistants sont des hommes, mais si l'on prend la totalité des gaullistes masculins que nous connaissons, ils ne représentent « que » 12,95% d'entre eux. Un chiffre déjà très élevé lorsqu'on constate qu'en 1947, il n'y avait pour l'ensemble des militants RPF que 3% d'entre eux qui avaient participé à la Résistance⁴. Toutefois, la répartition des militants et anciens combattants est très dispersée sur le territoire.

Départements	Anciens Combattants ⁵	Résistants ⁶
Ariège	11,2%	10,3%
Aveyron	16,2%	25,7%
Aude	34,4%	18,4%
Haute-Garonne	25,7%	13,75%
Gers	8,7%	26,7%
Lot	29,8%	15,9%
Tarn	16,7%	7,6%
Tarn-et-Garonne	21,5%	17,7%

Tableau 8 : Les anciens combattants et résistants gaullistes

Comme le montre le tableau 8, les départements où les gaullistes résistants sont les plus nombreux sont le Gers et l'Aveyron. Le Tarn et l'Ariège sont au contraire ceux où ils sont les moins nombreux. Ces résultats ne sont guère surprenants : le Gers et l'Aveyron avaient d'importants maquis non communistes (Corps Francs Pommies dans le Gers, Maquis Duguesclin dans l'Aveyron⁷), ce qui

1 FCDG RPF 357, dossier RJF de Haute-Garonne, Lettre de M. Laussel-Duroc à M. Fauquenot du 27 février 1952.

2 LACHAISE, Bernard (dir.), *Résistance et Politique sous la IV^e République*, Presses Universitaires de Bordeaux, Coll. Politique XX^e siècle, 173 p.

3 Il y a une faute d'orthographe dans son nom de famille dans le rapport. ADHG 2692W 44, Note des renseignements généraux n°5397 du 26 avril 1947.

4 LACHAISE, Bernard, « La Résistance dans le parcours des délégués départementaux du RPF », dans LACHAISE, Bernard (dir.), *Résistance et Politique sous la IV^e République*, Presses Universitaires de Bordeaux, Coll. « Politique XX^e siècle », Bordeaux, 2004, p. 49.

5 Le calcul est fait sur la base des adhérents masculins, du fait de l'absence de femmes militaires parmi les militants gaullistes.

6 Les femmes sont incluses dans le résultat.

7 Ces deux maquis firent partie des plus puissants maquis de leur département, et participèrent activement à la libération du territoire.

n'est pas le cas du Tarn et de l'Ariège. Les militants de l'Aude, le Lot et la Haute-Garonne sont pour un tiers à un quart d'entre eux d'anciens combattants, là où le Gers n'atteint pas le dixième.

Ce portrait des militants RPF vaut aussi bien pour les Rép. Soc., qui sont tellement impopulaires qu'ils ne parviennent à recruter que parmi les militants RPF. Et encore, pour cela doivent-ils employer une campagne de séduction aux résultats peu concluants¹. Aucun élément ne nous permet de l'affirmer, mais il est fort probable que les militants UNR d'octobre-novembre 1958 aient le même profil que ceux du RPF et des Rép. Soc.

Quelles conclusions pouvons-nous faire de ces résultats ? Les militants sont bien avant tout des urbains issus des classes moyennes, celles-ci étant majoritairement composées de marchands et artisans. La répartition socioprofessionnelle des militants gaullistes ne correspond pas toujours à celle des départements où ils se trouvent. Par exemple, les militants aveyronnais sont pour 12,6% d'entre eux des industriels et pour 34% des commerçants et artisans, dans un département où les agriculteurs dominent². Cette importante représentation des gantiers de Millau et Villefranche-de-Rouergue, tout comme celle encore plus grande de la petite bourgeoisie, peut s'expliquer par la crise que connaissent ces deux secteurs après la Seconde Guerre Mondiale. Il est probable que la plupart de ces individus aient rallié le gaullisme pour manifester leur mécontentement face à un système et une région en crise. La place des résistants et des anciens combattants est plus élevée dans les autres régions que dans le Midi toulousain, tout comme la place des femmes³. Diverses explications sont possibles. Les femmes ont trouvé une forme d'émancipation auprès des partis de gauche dès l'entre-deux-guerres, notamment au sein du parti communiste. Ce dernier étant très actif dans la région, il n'est pas impossible qu'elles se soient d'abord rangées de leur côté plutôt que vers une droite apparaissant comme conservatrice. Les résistants midi-pyrénéens ayant majoritairement combattu aux côtés des FTPF, il est plus que probable que leur faible présence dans le RPF s'explique par leur préférence pour le socialisme et le communisme. Encore, les anciens combattants font preuve d'une certaine réticence à s'engager en politique dans le département. Les militaires, gendarmes et policiers ont tendance à cacher leur activité militante du fait de son illégalité. Par exemple, des départements renfermant des casernes militaires comme l'Aude, le Gers et le Tarn, fournissent une grande quantité de « gros bras » au Service d'Ordre (SO) gaulliste⁴. Aussi les statistiques sont-elles faussées par la volonté de ces militants de cacher leur appartenance au gaullisme. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que le manque de sources peut nous induire en erreur...

1 ADHG 2692W 44, dossier Républicains Sociaux, Note des renseignements généraux n°1270 du 17 mai 1955.

2 Il y a 11,9% de patrons de l'industrie et du commerce, 45,6% d'agriculteurs et 4,6% d'employés en Aveyron en 1954. INSEE, *Recensement général de la population du mois de mai 1954*, Résultats du sondage au 1/20^e, population, ménages et logements, p. 19 (consultable en salle de lecture des Archives Départementales de l'Aveyron).

3 Par exemple, Bernard Lachaise estime qu'un quart à un tiers des militants sont des femmes dans le Sud-Ouest.

LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme dans le Sud-Ouest* [Op. Cit.], p. 413.

4 Informations fournies par François Audigier.

3) Le militantisme et la création d'un « réseau gaulliste »

Le(s) gaullisme(s) midi-pyrénéen(s) est (sont) un mouvement inédit sous la IV^e République. Il rassemble une multitude d'hommes et de femmes qui ne se connaissaient pas nécessairement auparavant. Militer pour le général de Gaulle provoque donc la formation de tout un ensemble de contacts entre adhérents et sympathisants. Les gaullistes qualifient ce phénomène de « compagnonnage », en référence au nom de « compagnons » que ce donnaient les militants¹. Nous préférons le terme de « réseau(x) »². Le choix du singulier ou du pluriel est difficile à faire dans le cas gaulliste. L'objectif des adhérents est le même : permettre au général de Gaulle de revenir au pouvoir pour y appliquer ses réformes. Mais l'usage de ce ou ces réseau(x) est multiple. Il dépend aussi bien des individus et des circonstances que des relations qu'ils entretiennent avec leur prochain. Pour en connaître la nature, le chercheur³ doit consulter les correspondances des militants conservées aux archives de la Fondation Charles de Gaulle⁴. Celles-ci nous montrent des rapports très variés entre les militants : amitiés entre midi-pyrénéens et « parisiens », rapports entre locaux, demandes d'embauches, requêtes auprès d'élus pour présenter des textes de loi, demandes d'intervention auprès de la justice...

L'usage premier des contacts qu'ont établi les gaullistes midi-pyrénéens avec les « parisiens » concerne l'emploi, aussi bien pour en obtenir un que pour le modifier (promotion, mutation). Les exemples abondent dans les correspondances et montrent qu'André Valabrègue et Jacques Foccart sont les premiers sollicités dans ce type de situation. Jacques Foccart est contacté pour les postes en colonies, sûrement parce qu'il possède un vaste réseau Outre-Mer⁵. Ainsi, René Cathala recommande Raymond Mazas à Jacques Foccart pour un poste aux colonies (section BTP)⁶. Le colonel Soulet, délégué départemental de l'Aude et de la dix-neuvième région RPF, parvient à convaincre le secrétaire général de trouver un emploi en Côte d'Ivoire pour son fils et sa belle-fille⁷.

1 Bernard Lachaise a beaucoup étudié ce phénomène sous l'UNR, l'UDR et le RPF. Voir les articles suivants pour plus de détails : LACHAISE, Bernard, « Contestataires et compagnons : les formes de l'engagement gaulliste », *Vingtième Siècle*, n°60, octobre-décembre 1998, pp. 71-81 ; LACHAISE, Bernard, « Le RPR et le gaullisme. Les infortunes d'une fidélité », *Vingtième Siècle*, n°44, octobre-décembre 1994, pp. 25-30.

2 De très nombreuses définitions existent pour ce terme, allant de « ensemble de liens, d'attaches de tous ordres » dans le *Larousse*, à « ensemble de personnes qui sont en contact les unes avec les autres » dans *l'internaute*. Pour notre part, nous adoptons plutôt la définition de *la toupie*, qui veut qu'un réseau soit un « un ensemble de personnes, d'associations, d'établissements, d'organismes ou d'entités sociales qui ont le même objectif et qui sont en relation pour agir ensemble. » (<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Reseau.htm>, consulté le 8 avril 2016).

3 Il existe plusieurs travaux sociologiques sur les réseaux en milieu politique. Nous n'avons eu le temps de ne consulter qu'un compte rendu d'Ariel Colonomos, « sociologie et science politique : les réseaux, théories et objets d'études », *Revue française de science politique*, 45^e année, n°1, 1995, pp. 165-178.

4 Les sources sont très inégales selon les départements. Par exemple, les correspondances entre l'Aude et Paris sont très riches, celles de l'Ariège également, alors que le Lot n'a laissé que peu de traces et le Tarn aucune.

5 TURPIN, Frédéric, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, CNRS Éditions, Coll. « Histoire », 2015, 488 p.

6 FCDG RPF546, Correspondance, Lettre de René Cathala à Jacques Foccart le 30 septembre 1955.

7 FCDG RPF532, Correspondance, Lettres du colonel Soulet à Jacques Foccart le 30 septembre 1956 et de Jacques Foccart au colonel Soulet le 9 octobre 1956.

Encore, Foccart, plaignant la situation très difficile dans laquelle se trouve le militant Delabarre, propose de contacter Jacques Soustelle pour lui trouver un emploi en Algérie¹. Plus rarement, Jacques Foccart peut aussi apporter son aide pour la préservation d'emplois locaux². Le 1^{er} mars 1957, il signale à François Delnondedieu qu'il est intervenu auprès de la société Forex en faveur du militant ariégeois Cadoux mais qu'il n'a pu obtenir satisfaction³. André Valabrègue est lui aussi très demandé. Les exemples d'Alban Dasset et Jean Gombert sont très explicites. Le premier, chômeur, lui demande à plusieurs reprises d'intervenir auprès d'une société parisienne qu'il désire ardemment rejoindre mais qui hésite à le recruter :

Cette demande [d'emploi], je l'ai faite à la date du 19 juillet 1952, et il m'a été répondu par les soins de la SCOA que ma demande a bien été prise en considération et qu'elle pourrait les intéresser. Mais je crois que ce sera long, dans le cas même où j'aurai une réponse favorable. [...] M. Gombert [...] m'a conseillé de vous écrire, et de bien vouloir vous demander s'il n'y aurait pas possibilité de trouver un emploi à Paris⁴.

Le second est un ami personnel de Valabrègue. Il cherche un emploi dans l'Union Française. Le 29 septembre 1952, André Valabrègue va user de tout son poids auprès de Jacques Foccart pour le convaincre d'offrir « un piston » au couple Gombert⁵. Un cas isolé est celui d'André Rives-Henrys. À plusieurs reprises, Jean Lampré lui demande son soutien pour le poste de magasinier ou d'agent commercial dans la ville de Toulouse⁶. Des demandes de mutations peuvent aussi se faire, bien qu'elles soient très rares. Pierre Delnondedieu demande en janvier 1953 à L. F. Morel d'intervenir auprès du général Koenig afin que ce dernier aide le docteur Petitot à obtenir une mutation⁷. Sur ces questions de réseaux et de clientélisme, nous pourrions citer la thèse de Julie Bour sur Louis Jacquinot dans la Meuse durant les années 1960/1970⁸. En épluchant plusieurs milliers de lettres, elle a obtenu (entre autre) une approche quantitative du phénomène avec un traitement statistique des demandes de soutiens et des résultats⁹. Malheureusement, n'ayant pu consulter cette thèse, nous ne pouvons faire de parallèle entre son analyse et la notre.

L'emploi domine les relations qu'entretiennent les gaullistes midi-pyrénéens avec le Centre National. Néanmoins, il est loin d'être la seule motivation qui incite les militants à maintenir le

1 FCDG RPF532, Correspondance, Lettres de Louis Delabarre à Jacques Foccart le 5 avril 1955 et de Jacques Foccart à Louis Delabarre le 14 avril 1955.

2 AUDIGIER, François, « Les "réseaux Foccart" en Outre-mer à la fin de la IV^e République. Une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-mers*, tome 95, n°358-359, 1^{er} semestre 2008, pp. 75-88.

3 FCDG RPF530, Correspondance, Lettre de Jacques Foccart à François Delnondedieu le 1^{er} mars 1957.

4 Il semblerait qu'il n'obtiendra pas cet emploi. FCDG RPF532, Correspondance – sous-dossier Valabregue, Lettre d'Alban Dasset à André Valabrègue le 9 décembre 1952.

5 FCDG RPF532, Correspondance, Lettre d'André Valabrègue à Jean Gombert le 29 septembre 1952.

6 FCDG CA5, dossier Haute-Garonne, Lettres de Jean Lampré à André Rives-Henrys le 1^{er} avril et le 26 juillet 1956.

7 Il s'agit de la seule demande faite (indirectement) au général Koenig pour un emploi que nous avons trouvée dans la région. FCDG RPF530, Correspondance, Lettre de Pierre Delnondedieu à L. F. Morel le 10 janvier 1953.

8 BOUR, Julie, *Louis Jacquinot, une figure de républicain modéré : du poincarisme au gaullisme*, Thèse de doctorat en Histoire, Université de Lorraine, Metz, 13 février 2015.

9 Informations fournies par François Audigier.

contact entre eux. Dans le département du Gers, Roger Abadie demande en août 1954 au secrétariat national d'aider un ami stationné en Allemagne de pouvoir revenir sur Tarbe pour un enterrement de famille – l'armée lui ayant refusé cette requête¹. Grâce à ses contacts, Abadie obtient gain de cause pour son ami et en remercie le Centre National². Le département de l'Aude nous offre une multitude d'exemples très variés qui démontrent la richesse du « réseau » gaulliste. Le 19 mai 1953, Louis Terrenoire promet au colonel Soulet de soutenir le dossier de naturalisation d'un militant audois³. Quelques mois plus tôt, Delabarre supplie André Valabrègue de l'aider à régler un problème : son procès, qui dure depuis 11 ans, est désormais bloqué car le tribunal de Carcassonne a perdu son dossier⁴. Pierre Picard, qui a essayé d'aider Madame Grauby auprès du ministère des pensions, lui exprime son regret le 7 octobre 1955 de ne pouvoir arranger sa situation⁵. Pour revenir dans le domaine judiciaire, nous pouvons donner l'exemple d'Élyse Charbonnier. Cas rarissime de militante gaulliste active, elle se bat pour la cause des « économiquement faibles ». Le 7 novembre 1952, elle intervient auprès d'André Valabrègue pour l'aider à permettre aux « économiquement faibles », traînés devant la justice de paix, d'être relaxés car ils ne peuvent payer ni loyer ni frais judiciaires⁶. Touché par sa cause, Valabrègue lui promet de convaincre le groupe de députés RPF d'agir en leur faveur⁷. Le 2 février 1953, insatisfaite, Élyse Charbonnier revient à la charge auprès de Valabrègue pour convaincre au moins un parlementaire RPF de proposer un projet de loi protégeant les « économiquement faibles » dans certaines situations – notamment lors de poursuite judiciaire : « Il faudrait empêcher toute poursuite judiciaire contre eux, toute augmentation de loyer, et leur donner les avantages des vieux auxquels ils ont droit »⁸.

Une raison beaucoup plus personnelle peut inciter des gaullistes midi-pyrénéens à entretenir des relations avec les « parisiens » : l'amitié. Les correspondances montrent parfois que des militants locaux s'entendent à merveille avec des cadres du Centre National. Parfois, ces relations sont très cordiales mais ne semblent pas suffisamment fortes pour être considérées comme amicales. C'est le cas des cousins Delnondedieu, qui entretiennent une riche correspondance avec Jacques Foccart pour des raisons avant tout militantes – ils sont responsables départementaux et doivent

1 Le militaire est Henri Abadie. Roger Abadie ne le présente jamais comme un membre de sa famille, simplement comme un « compagnon » gaulliste. FCDG RPF547, Correspondance, Lettre de Roger Abadie au secrétariat national du RPF le 3 août 1954.

2 FCDG RPF547, Correspondance, Lettre de Roger Abadie au secrétariat national du RPF le 15 août 1954.

3 FCDG RPF532, Correspondance, Lettre de Louis Terrenoire au colonel Soulet le 19 mai 1953.

4 FCDG RPF532, Valabregue – sous-dossier « Valabrègue Aude », Lettre de Louis Delabarre à André Valabrègue le 17 janvier 1953.

5 FCDG RPF532, Correspondance, Lettre de Pierre Picard à Madame veuve Paul Grauby le 7 octobre 1955.

6 FCDG RPF532, Valabregue – sous-dossier « Valabrègue Aude », Lettre d'Elyse Charbonnier à André Valabrègue le 2 février 1953.

7 FCDG RPF532, Valabregue – sous-dossier « Valabrègue Aude », Lettre d'André Valabrègue à Elyse Charbonnier le 13 novembre 1952.

8 FCDG RPF532, Valabregue – sous-dossier « Valabrègue Aude », Lettre d'Elyse Charbonnier à André Valabrègue le 2 février 1953.

rendre des comptes au secrétariat national¹. Les relations amicales sont difficiles à démontrer, mais elles existent. La correspondance d'André Valabrègue (avec les adhérents audois) est la seule qui soit suffisamment riche et variée pour nous offrir des exemples concrets. En effet, le couple Valabrègue a pour particularité de s'être lié d'amitié avec deux autres couples, les Vie de Narbonne et les Soulet de Carcassonne. André Vie et André Valabrègue se sont rencontrés lors des élections législatives de 1951. Militant côtes à côtes pour la députation, ils ont fini par devenir de bons amis. Leurs femmes, qui suivent leurs époux durant la campagne, se lient également d'amitié. Depuis, il arrive de temps à autre que les deux hommes se donnent des nouvelles et transmettent les messages de leurs épouses. Cette relation prend une nouvelle tournure en 1953, lorsque le 5 février, André Valabrègue apprend qu'André Vie quitte le département suite à un concours dans la fonction publique². Le départ de son ami rend pour l'occasion Valabrègue quelque peu nostalgique. Il promet d'ailleurs à Vie d'user de ses contacts pour l'aider, alors que ce dernier ne lui en avait pas demandé :

Je me souviens parfaitement des instants que nous avons passés ensemble, notamment lors de la réunion publique qui a eu lieu à Narbonne en juin 1951. Il est dommage, pour ce département, que vous envisagiez de le quitter [...]. Je vais demander à un de nos amis haut fonctionnaire au Ministère de l'Intérieur d'essayer de vous aider [...].

Je vous prie de bien vouloir présenter mes respectueux hommages à madame Vie. Ma femme se rappelle au bon souvenir de votre ménage.³

Les sources audoises ne nous permettent pas de savoir si Valabrègue et Vie ont gardé contact par la suite... Le couple Soulet est différent du couple Vie. Ami depuis au moins 1951, il garde contact avec les Valabrègue durant toute la IV^e République. C'est au nom de cette amitié qu'André Valabrègue tente de trouver un emploi en Côte d'Ivoire pour le fils du colonel. Les salutations amicales ne manquent pas dans les correspondances épistolaires⁴. Le colonel Soulet raconte même, entre deux rapports, comment se sont passées ses vacances en Espagne le 6 septembre 1952⁵. Vacances que ne peut s'empêcher de commenter André Valabrègue entre deux instructions⁶. C'est aussi grâce à cette amitié que les relations entre les deux couples n'ont pas cessé à la fin de l'année 1952. En effet, le colonel Soulet, lasse de la situation catastrophique du RPF audois, se plaint à André Valabrègue le 3 octobre 1952. Pour lui, Garnier-Thenon est responsable de nombreux maux dans le département, et reproche à son ami de ne toujours pas être redescendu à Carcassonne pour y

1 D'autres exemples similaires peuvent être cités, comme celui de Paul Jouclas avec Jacques Chaban-Delmas, Jacques Maziol avec Jacques Foccart ou Jeanne Monties avec Foccart et Picard. Dans ces cas-là, on peut difficilement parler « d'amitié » malgré les relations cordiales qu'ils entretiennent.

2 FCDG RPF532, Correspondance, Lettre d'André Valabrègue à André Vie le 13 février 1953.

3 *Ibidem*.

4 Exemples : FCDG RPF532, Correspondance, « Je vous prie de bien vouloir présenter mes hommages les meilleurs à Madame SOULET et de croire vous-même à mes sentiments les meilleurs » (Lettre d'André Valabrègue au colonel Soulet le 1^{er} août 1952) ; « Amicalement » et « hommages respectueux à Madame Valabrègue » (Lettre du colonel Soulet à André Valabrègue le 7 septembre 1952) ; « Je vous prie de bien vouloir transmettre mes respectueux hommages à Madame SOULET et de croire, mon cher Ami, à mes sentiments les meilleurs » (lettre d'André Valabrègue au colonel Soulet le 12 septembre 1952) etc.

5 FCDG RPF532, Correspondance, Lettre du colonel Soulet à André Valabrègue le 6 septembre 1952.

6 FCDG RPF532, Correspondance, Lettre d'André Valabrègue au colonel Soulet le 12 septembre 1952.

tenir une conférence et régler les problèmes économiques du RPF audois¹. Choqué par cette lettre incendiaire, André Valabrègue explique qu'il a parlé du cas de l'Aude au service concerné mais ne le referra pas dans de telles conditions. Il précise même que s'ils n'étaient pas amis, il n'aurait pas admis d'être aussi mal traité :

Je ne vous cacherai pas que j'ai été un peu choqué par votre lettre du 3 octobre. Je serez curieux de savoir quelle serait votre réaction si vous receviez de moi une lettre du même style et de la même présentation. Croyez-moi, mon cher Ami, les phrases tapées au ruban rouge étaient superflues. Quant au ton général de la lettre, il faut que celle-ci émane d'un ami et concerne le service intérieur du Rassemblement pour que je l'admette.

J'ai été trop bousculé lors des Assises Nationales pour pouvoir m'en entretenir avec vous, mais je ne pouvais laisser passer cet incident sans vous dire très franchement ma façon de penser [...]. Tout ce qui touche les finances doit être adressé à notre Secrétaire administratif et financier et, le cas échéant, au Secrétaire Général. Pour vous être agréable, je me suis occupé de ce litige. Je puis vous assurer que cela ne se renouvellera pas. [...]

Je vous prie de présenter mes respectueux hommages à Madame Soulet et de croire, vous-même, à ma fidèle amitié.²

À travers tous ces exemples, nous pouvons affirmer qu'il existe une multitude de contacts entre gaullistes midi-pyrénéens et « parisiens ». Les motivations sont variées, tout comme les relations qu'entretiennent les individus entre eux. Le terme de « réseau gaulliste » n'est pas exagéré, bien que l'emploi du pluriel paraîtrait plus adapté à la situation. En effet, il existe plusieurs mouvements gaullistes sous la IV^e République et chaque « grande figure parisienne » (Foccart, Valabrègue, Terrenoire, Soustelle, etc.) possède ses propres contacts et affinités. La dimension parfois informelle de ce militantisme, voire parfois clandestine – notamment durant la période de la « traversée du désert » –, permet aux (anciens) militants du RPF à mordre sur des milieux professionnels³. La grande variété des individus et les raisons toutes aussi différentes qui se cachent derrière la majorité des contacts tissés entre les locaux et le Centre National (des relations par intérêts) mériteraient le qualificatif de « réseaux gaullistes ».

B) Une foi gaulliste ?

1) Le « lien sacré » entre le Général et ses « fidèles »

Les militants gaullistes ont longtemps entretenu un rapport très singulier avec leur chef. Héros national et homme providentiel, il est devenu aux yeux de ses partisans un « prophète » qui fonda « sa religion », le gaullisme. Les études sur ces rapports quasi mystiques entre les gaullistes et le général de Gaulle sont très rares⁴. Pourtant, à plusieurs reprises, les sources nous montrent que les

1 FCDG RPF532, Correspondance – sous-dossier « Valabrègue Aude », Lettre du colonel Soulet à André Valabrègue le 3 octobre 1952.

2 FCDG RPF532, Correspondance – sous-dossier « Valabrègue Aude », Lettre d'André Valabrègue au colonel Soulet le 15 novembre 1952.

3 Plusieurs analyses sur la période 1958-1981 ont été faites dans l'ouvrage codirigé par François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent, *Les gaullistes. Hommes et réseaux*, Nouveau Monde éditions, 2013, Paris, pp. 243-367.

4 GAÏTI, Brigitte, *De Gaulle. Prophète de la Cinquième République*, Presses de Sciences Po, Paris, 1998, 372 p. ;

militants les plus fidèles avaient une vision bien particulière du Général. Sur plusieurs points, le gaullisme pourrait être comparé avec le catholicisme. De Gaulle serait le « prophète », le « gourou », le « chef de file »¹ d'une religion dont les membres considéreraient ses paroles comme « prophétiques ». Le discours de Bayeux est présenté par Brigitte Gaïti comme le point de départ de la « prophétie » gaulliste qui voit sa réalisation en 1958, tandis que Sudhir Hazareesingh voit dans l'appel du 18 juin la naissance du mythe gaullien². Néanmoins, Hazareesingh et Gaïti se rejoignent sur la finalité, à savoir que « le mythe » ou « la prophétie » n'aurait pu voir le jour sans le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958³. Les militants ne semblent pas avoir conscience qu'ils adulent le Général comme une sorte de « messie » sous la IV^e République. Cependant, les dénominations à caractère religieux ne manquent pas : « homme providentiel »⁴, « sauveur »⁵, « histoire prophétique »⁶, « prophète »⁷, « le Sauveur »⁸, « le Symbole »⁹, « messie »¹⁰...

Les militants eux-mêmes se qualifient (et sont parfois qualifiés) de « partisans »¹¹, de « fidèles »¹², de « dévôts »¹³, de « purs »¹⁴, etc. Ce lien particulier entre les gaullistes et le Général est empreint d'une mystique qui perdure avec le temps. Devant la commission d'enquête sur les activités du Service d'Action Civique (SAC), Paul Comiti insiste à plusieurs reprises sur le rapport privilégié et « sacré » qu'entretenaient les militants gaullistes avec de Gaulle. Parlant d'eux, il déclare qu'« ils étaient parfois passionnés comme peuvent l'être des chrétiens qui vont directement vers le Seigneur sans passer par le curé. Pour eux, le Général de Gaulle, seul, comptait »¹⁵. Plus tard, il déclare à Alain Vivies :

pour vous répondre, je remonterai à 1952. Lorsqu'à cette époque, une trentaine de membres de la droite du RPF ont décidé de soutenir M. Pinay, le général de Gaulle et les militants en ont conçu du déplaisir. Il nous en est resté un sentiment de frustration : si bien que, quand le Général est revenu, nous avons préféré nous adresser directement au Bon Dieu sans passer par ses curés. Le Général l'a

GARRIGUES, Jean, *Les hommes providentiels. Histoire d'une fascination française*, Seuil, Paris, 2012, 467 p. ; GIRARDET, Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, Coll. « L'univers historique », Paris, 1986, 216 p. ; HAZAREESINGH, Sudhir, *Le mythe gaullien*, Gallimard, Paris, 2010, 281 p. ; QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo*, Il mulino, Coll. « Collezione di testi e di studi. Storiografia », Bologne, 2003, 884 p.

1 GAÏTI, Brigitte, *De Gaulle...* [Op. Cit.], p. 228.

2 HAZAREESINGH, Sudhir, *Le mythe gaullien* [Op. Cit.], p. 94.

3 *Ibidem*, p. 54. La formation du gouvernement de Gaulle en juin 1958 puis l'instauration de la V^e République sont présentés comme la réalisation de la prophétie.

4 GAÏTI, Brigitte, *De Gaulle...* [Op. Cit.], p. 12.

5 *Ibidem*.

6 *Ibidem*, p.31.

7 *Ibidem*, p. 221.

8 HAZAREESINGH, Sudhir, *Le mythe gaullien* [Op. Cit.], p. 77.

9 ASTIER, Emmanuel (d'), *Sept fois sept jours*, Gallimard, Paris, 1961, p. 101.

10 FCDG RPF532, Correspondance, Lettre du colonel Soulet au secrétaire général le 24 décembre 1951.

11 ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°X.T.3. du 3 mai 1947.

12 HAZAREESINGH, Sudhir, *Le mythe gaullien* [Op. Cit.], p. 94.

13 QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo* [Op. Cit.], pp. 194-195.

14 « Nous ne sommes plus que neuf à pouvoir revendiquer un brevet de pureté absolue ». VENDROUX, Jacques, *Cette chance que j'ai eue...*, Op. Cit., p. 354.

15 *Rapport sur la commission d'enquête sur les activités du Service d'Action Civique. Tome 2*, Alain Moreau, Paris, 1982, p. 467.

d'ailleurs compris puisqu'il a déclaré : "je fais confiance à l'armée civique qui me soutient".¹

Peu après, il répète que « tout vient de ce que les militants ont voulu être directement en contact avec le Bon Dieu, à partir de 1952, même si le SAC n'existait pas en 1952 »². « Bon Dieu », un surnom qui en dit long sur la considération des gaullistes envers le Général. Ce sont de tels propos qui incitent Quagliariello à voir dans le gaullisme une forme de « religion laïque ». Lorsqu'il étudie l'attachement des gaullistes au Général, il décrit les effets de la dissolution du RPF en 1955 comme suit :

In tal modo, l'attaccamento dei militanti al loro capo – assai prossimo ad una religione – avrebbe potuto convivere con un « elettoralismo secolare », ormai entrato nel loro patrimonio genetico, dopo che essi avevano preso parte, in quanto gollisti, ad elezioni d'ogni sorta.³

Comme si cela ne suffisait pas, Quagliariello insiste aussi sur le poids du christianisme dans l'éducation de Charles de Gaulle lui-même. L'auteur italien donne à plusieurs reprises des exemples de cette éducation par les références que fait le Général à la Bible dans ses discours. Le cas de la CED est parlant : de Gaulle n'hésite pas à qualifier le projet de « mécanisme apatride », de « Babel militaire » et de « Frankenstein »⁴.

Cette analyse générale pourrait être illustrée par de nombreux autres exemples, aussi bien locaux que nationaux. Une fois encore, l'Aude nous fournit le cas le plus probant. Ainsi, le 23 décembre 1951, les gaullistes audois se réunissent autour de l'arbre de Noël du RPF dans la salle des jeux de la mairie⁵. Regroupés autour du colonel Soulet, 50 enfants d'adhérents, âgés de 4 à 11 ans, écoutent le discours du délégué régional :

Le groupement R.P.F. de Carcassonne donnait un ARBRE de NOËL aux enfants de ses adhérents dans la salle des jeux de la Mairie magnifiquement ornée du sapin traditionnel et de drapeaux à croix de Lorraine, encadrant le portrait du général de GAULLE.

La salle était comble lorsque le colonel SOULET délégué régional souhaite la bienvenue aux 50 enfants [...].

"Chers petits enfants, [...] je n'ai pas l'intention de vous faire réciter une leçon car c'est Dimanche et c'est votre fête. [...] Chaque année, à pareille époque, votre maman évoque avec vous, devant une petite crèche construite de vos petites mains, cette fête des enfants rappelant la naissance de Celui qui, il y a près de 2 000 ans, venait humblement parmi nous pour sauver le monde et, déjà, rassembler les hommes de bonne volonté autour d'un idéal de paix et de fraternité.

Je voudrais, cette année, associer à notre jolie fête de famille celui qui, il y a une dizaine d'années, sauvait notre PATRIE et dont le portrait vous sourit entre les branches de ce sapin étincelant de lumières. Vous avez reconnu le Général de GAULLE, à qui je vous propose d'adresser notre reconnaissance, notre admiration et notre espoir.

Après de très jolis petits films [sur de Gaulle] aimablement projetés par Mr. PLASSON, un goûter particulièrement copieux suivi d'une distribution générale de jouets, créaient, pour nos petits enfants, une ambiance charmante [...]. Et la fête, en tous points réussie, se termine un peu avant 19h, au grand regret des tous petits.⁶

1 *Ibidem*, p. 474.

2 *Ibidem*, p. 475.

3 « De cette façon, l'attachement des militants à leur chef – attachement proche d'une religion – pourrait vivre avec un "électoralisme laïque" désormais entré dans leur héritage génétique, après avoir pris part, en tant que gaullistes, à toutes sortes d'élections ». QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo* [Op. Cit.], p. 236.

4 *Ibidem*, p. 224.

5 FCDG RPF532, Correspondance, Lettre du colonel Soulet au secrétaire général le 24 décembre 1951.

Cet extrait est riche en informations. Lors d'une fête chrétienne – la plupart des militants gaullistes audois sont de fervents catholiques –, le colonel Soulet tente de séduire les enfants en faisant à plusieurs reprises des parallèles entre de Gaulle et le Christ. Déjà, le portrait du Général est habilement placé au centre de la pièce, devant le sapin de Noël, entouré de drapeaux à croix de Lorraine. Cette disposition n'est pas sans rappeler les icônes religieuses, que les catholiques pratiquants mettent en valeur de cette façon. La différence ici, c'est qu'il ne s'agit pas d'une statuette du Christ ou une image de la Vierge Marie, mais du portrait du général de Gaulle. Plus loin dans son discours, Soulet parle du Christ, « Celui » qui venait « déjà » « sauver » le monde et « rassembler les hommes de bonne volonté ». Le « déjà » est crucial ici, puisqu'il permet de faire le lien entre le Christ « il y a près de 2 000 ans » et de Gaulle « il y a une dizaine d'années ». En s'exprimant de la sorte, celui qui « sauvait notre patrie » est presque mis sur un pied d'égalité avec celui qui sauva le monde. D'ailleurs, les intentions du Général sont présentées par l'orateur comme semblables à celles de Jésus : « rassembler les hommes ». Et pas n'importe lesquels, « ceux de bonne volonté ». Autrement dit, Soulet explique aux enfants, avec un vocabulaire simplifié, qu'il faut suivre et servir le général de Gaulle dans sa mission comme le ferait un bon chrétien avec le Christ. Comme si ce discours ne suffisait pas, des films sur la vie et les actions du Général sont présentés aux enfants autour d'un goûter. L'intention est claire : attirer leur attention sur les films tout en leur donnant de quoi ne pas s'ennuyer (gâteaux, confiseries et autres pâtisseries). Des éléments moins significatifs, que nous n'avons pas mentionnés dans cet extrait, peuvent être relevés. Les femmes ont un rôle très secondaire, et le colonel Soulet les remercie de s'être occupées des enfants. En revanche, les hommes peuvent « oubli[er] les soucis de leur charge devant un buffet bien garni »¹. De plus, les élus gaullistes sont mis en avant et remerciés pour être venus. Leur rôle n'est pas expliqué, mais l'insistance du délégué régional à mentionner leur présence donne l'impression qu'ils incarnent des « clercs » servant leur « Bon Dieu » : la presse est convoquée et des clichés pris, aussi bien lors du discours de Soulet devant les enfants, que lors du rassemblement des élus autour de leur délégué². De là à comparer cette scène à celle d'un collège ecclésiastique dans sa chapelle, il n'y a qu'un pas... Cela rappelle d'ailleurs les analyses de Raoul Girardet et le « mythe du sauveur »³. En nous fondant sur son ouvrage, nous pouvons établir un parallèle entre le RPF et l'Église catholique : il y a un messie (le général de Gaulle), des disciples (les militants), des évangiles (les discours prononcés par le général de Gaulle), des temples et officines (les fédérations gaullistes et les mouvements gravitant autour), la fameuse « traversée du désert », des trahisons etc.

6 *Ibidem*. Nous respectons la casse des caractères.

1 *Ibid*.

2 Soulet donne ces informations dans son rapport, mais nous ne sommes pas parvenu à retrouver ces photographies.

3 GIRARDET, Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, Coll. « Points – Histoire », Paris, 1986, 216 p.

La « foi gaulliste » transparaît aussi dans les affrontements, lorsque, face aux difficultés, les « fidèles » parviennent malgré tout à se battre corps et âme pour le Général. André Astoux écrit ainsi :

Pour prospecter les quartiers et les campagnes, maintenir les liaisons, entretenir la foi, il n'y eut jamais trop de bonnes volontés. C'était toujours les mêmes qui tenaient les réunions, collaient les affiches, rédigeaient les tracts, vendaient les journaux. [...] Militants dans l'âme, ils vivaient leur idéal, ne ménageant ni leur temps, ni leur peine. Leur engagement était total.¹

Le besoin de se retourner vers une figure rassurante se fait sentir aussi bien lorsque l'on combat d'autres militants, que lorsque nos convictions sont mises à rude épreuve. En Tarn-et-Garonne, alors que la situation est catastrophique pour les gaullistes, une bande « d'irréductibles » se réunit régulièrement en dehors des instances officielles du RPF au Café de l'Industrie, à Montauban, espérant encore voir le général de Gaulle revenir au pouvoir². Plus tard, avant de permettre au Général de repérer les plus fidèles parmi ses hommes, la dissolution du RPF provoqua de grands troubles auprès des militants. François Delnondedieu, alors délégué départemental de l'Ariège, parle de « nombreux compagnons » « désemparés » et perdus dans un « vide »³. Par la suite, certains militants refusent de prêter serment de fidélité absolue envers le Général, tout en précisant à chaque fois que ce refus n'est pas motivé par un manque de foi, mais par un désir d'indépendance. Autre cas de fidélité, la délégation castraise du RPF tarnais qui participe à la manifestation du 4 décembre 1954 à Paris, non par soutien à la politique du mouvement, mais par « fidélité au Général »⁴.

La foi en l'homme du 18 juin est un facteur de reconnaissance des gaullistes entre eux. Durant la période la plus difficile pour le gaullisme d'opposition que l'on nomme la « traversée du désert », cette foi s'exprime avant tout par la fidélité, comme l'explique Louis Terrenoire à Pierre Balagué en juin 1954 : « Nous devons nous pénétrer de cette vérité : nous sommes dans une période de transition et d'attente et nous devons, par conséquent, engager l'avenir que sur le plan solide de l'attachement à la personne et aux idées du général de GAULLE »⁵. Or, il existe de multiples interprétations de ce qu'est la fidélité au général de Gaulle. Cette pluralité va provoquer des divisions entre les gaullistes qui ne partagent alors plus qu'un seul espoir : que leur « prophète » revienne au pouvoir pour le « Salut » de la France.

2) L'espérance d'un retour au pouvoir du Général : l'attente du « messie » et du « Salut Public » ?

Comme nous l'avons vu plus haut, la « traversée du désert », période qui s'étend traditionnellement de la mise en sommeil du RPF au retour de Charles de Gaulle au pouvoir (1953-

1 ASTOUX, André, *De Gaulle 1946-1958*, Éditions Jean-Claude Lattès, Paris, 1974, p. 11.

2 ADTG 1160W17, Rapport mensuel du chef de service des Renseignements Généraux de Tarn-et-Garonne le 4 mai 1954, p. 4.

3 FCDG RPF530, Correspondance, Lettre de François Delnondedieu à Jacques Foccart le 23 septembre 1955.

4 ADT 511 W 57, Dossier R.P.F., Rapport des Renseignements Généraux n°398 le 29 novembre 1954.

5 FCDG RPF546, Correspondance, Lettre de Louis Terrenoire à Balagué le 30 juin 1954.

1958), a été marquée par une faible activité gaulliste dans la région. C'est durant cette période que de Gaulle entreprit le « processus de sélection d'une "minorité de fidèles convaincus, prêt à mourir pour lui", processus qu'il avait déjà engagé dans la dernière phase du RPF »¹. Selon Quagliariello, le retour au pouvoir du général de Gaulle et le gouvernement de Salut Public sont deux options différentes voire opposées². Or, tout prouve le contraire. Sur le plan national, nous pouvons citer l'exemple de Roger Frey, qui écrit en 1956 que le Salut Public n'est possible que si de Gaulle revient au pouvoir et modifie la constitution³ ; les motions que votent régulièrement les gaullistes (en particulier les Républicains Sociaux) demandent le plus souvent, l'instauration d'un gouvernement de Salut Public avec de Gaulle à sa tête⁴ ; Robert Jouclas insiste beaucoup sur l'instauration d'un « programme économique de Salut Public » que mènerait de Gaulle⁵ ; Jeanne Monties affirme que « la seule voie du salut, [c'est] le gaullisme »⁶... Une partie des gaullistes ne cesse d'espérer revoir de Gaulle à la tête du pays. Cette espérance traduit la fidélité des hommes à leur chef, mais les moyens de l'exprimer, tout comme les actions menées durant la « traversée du désert », créent des divergences parfois conflictuelles entre gaullistes⁷.

L'expression de cette attente se manifeste d'abord par l'attitude à adopter aux élections. Une part importante des gaullistes cessa de militer entre 1951/1953 et 1958, estimant qu'il n'y avait plus d'espoir, ou que la mise en sommeil du RPF avait convaincu qu'il était vain de lutter sans de Gaulle. D'autres vont continuer la lutte au sein du RPF et du CNRS, parfois par le biais d'associations (FFL, anciens combattants, USRAFF, etc.). Parmi ces militants, se pose la question du vote. Faut-il voter blanc ? Soutenir le « meilleur » candidat (de préférence anticomuniste et proche des idéaux gaullistes) ? S'abstenir ? Cette question est suffisamment importante pour que Jacques Foccart, secrétaire général du RPF en 1955, intervienne. Il doit convaincre plusieurs de ses adhérents, tel le délégué départemental Pierre Delnondedieu, que la liberté d'expression des militants est cruciale⁸. Dans le Gers, la question avait été résolue l'année précédente : les militants adoptèrent la liberté de vote et de militantisme – ils sont autorisés à rejoindre n'importe quel parti politique (ARS, CNRS, radicaux ou encore CNIP), tout en restant au RPF⁹. Cette question de choix peut en décevoir plus d'un, les critiques émanant de militants RPF à l'égard des Républicains Sociaux l'illustrant parfaitement. Ainsi, René de Neuvis, abbé toulousain, s'apitoie sur le sort de la France qu'il juge

1 QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo* [Op. Cit.], pp. 205-206.

2 *Ibidem*, p. 387.

3 *Le Monde*, 2 mai 1956.

4 Les exemples ne manquent pas. En voici quelques-uns : FCDG CA5, Haute-Garonne, Motion du 18 août 1955 ; Motion du 16 mars 1958 ; ADHG 2692W 44, Rapport des Renseignements Généraux n°35 le 9 janvier 1956.

5 FCDG CA6, Lettre de Paul Jouclas à Jacques Chaban-Delmas le 7 février 1957.

6 FCDG RPF547, Correspondance, Lettre de Jeanne Monties à Jacques Foccart le 4 mai 1955.

7 Voir « un successeur impopulaire » pp. 85-91 et « rivalités et mésententes » pp. 98-109 pour plus d'informations.

8 FCDG RPF546, Correspondance, Lettre de Pierre Delnondedieu à Jacques Foccart le 20 mars 1955 ; Lettre de Jacques Foccart à Pierre Delnondedieu le 24 mars 1955.

9 ADG 1292W6, Rapport des Renseignements Généraux n°90 le 23 février 1954.

condamnée à dépérir tant que le système ne sera pas « cassé » et condamne le CNRS pour sa participation dans certains gouvernements¹.

L'action dans le civil peut être une autre manière de manifester la fidélité gaulliste. Cette action peut revêtir différentes formes. Par exemple, Lucien Cassany renouvelle son dévouement au Général et lui précise qu'il mène une action d'infiltration auprès des services de police et de préfecture², tandis que Jacques Foccart demande à l'adjudant Brunet de profiter de sa mission de propagandiste des troupes coloniales pour sensibiliser le public aux idées gaullistes³. Face à l'attente d'un retour éventuel du général de Gaulle, il existe d'autres réactions, comme la collecte d'informations et la propagande. Les meilleurs exemples dans le premier cas sont ceux de François Delnondedieu à Pamiers (Ariège) et de Paul Jouclas à Cahors (Lot), alors que Pierre Delnondedieu et Jacques Maziol illustrent le mieux le second. François Delnondedieu, comme Paul Jouclas, collecte des informations sur la situation nationale et locale, sur l'état d'esprit de la population et les possibilités d'action qui s'offrent aux gaullistes. Il entretient une riche correspondance avec Jacques Foccart. Celle-ci montre qu'il ne cesse de souhaiter le retour du Général par attachement à sa personne. Mais ses lettres alternent entre espoir et défaitisme selon le contexte international. Le 15 mars 1956, il comprend que le général de Gaulle a tout intérêt à se taire et à attendre son heure car, « dans ce régime : Dieu lui-même serait sans force parmi ces gens là [les partisans de la IV^e République] ! »⁴. Le 18 septembre 1956, il exprime le grand « ras le bol » des Ariégeois vis-à-vis du système, ce qui ravit Foccart⁵. Le 9 décembre de la même année, il manifeste l'espoir d'un retour prochain du général de Gaulle au pouvoir : les Ariégeois continuent de dénigrer le « système » selon lui, et le président du MRP de l'Ariège lui aurait avoué être prêt à rejoindre de Gaulle en cas d'appel de la population⁶. Pourtant, cet enthousiasme prend fin deux mois plus tard, lorsque le 28 février, il constate que les Ariégeois ne considèrent déjà plus de Gaulle que comme « un retraité de la gloire »⁷. Selon lui, le silence du Général cause sa perte. Un argument qui peut se comprendre en 1957 mais que l'histoire a rétrospectivement démenti⁸.

Pierre Delnondedieu, cousin de François, adopte quant à lui une position assez pessimiste de l'avenir. Convaincu que seul le retour du général de Gaulle au pouvoir pourra sauver le pays, il

1 FCDG CA5, H-G, Correspondance, Lettre de l'abbé de Neuvis à Schmittlem (?) le 14 décembre 1955.

2 FCDG RPF546, Correspondance, Lettre de Lucien Cassany au général de Gaulle le 30 mars 1954.

3 FCDG RPF546, Correspondance, Lettre de l'adjudant Brunet à Jacques Foccart le 14 janvier 1955 ; Lettre de Jacques Foccart à l'adjudant Brunet le 18 janvier 1955.

4 FCDG RPF530, Correspondance, Lettre de François Delnondedieu à Jacques Foccart le 15 mars 1956.

5 FCDG RPF530, Correspondance, Lettre de François Delnondedieu à Jacques Foccart le 18 septembre 1956.

6 Il évoque également d'autres élus sans les nommer. FCDG RPF530, Correspondance, Lettre de François Delnondedieu à Jacques Foccart le 9 décembre 1956.

7 FCDG RPF530, Correspondance, Lettre de François Delnondedieu à Jacques Foccart le 28 février 1957.

8 L'auteur reprend les paroles de Roger Frey : « "Il silenzio del generale de Gaulle" : questo silenzio che più di ogni altra manifestazione terrorizza i tenutari del sistema ». QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo* [Op. Cit.], p. 329.

manifeste dans ses lettres sa volonté de convaincre les Français de donner leur confiance au Général. Mais les moyens pour y parvenir sont différents de ceux employés par d'autres comme Jacques Maziol. Pour Delnondedieu – et René Cathala –, il faut mobiliser les associations de tous types pour se faire entendre, alors que Maziol est convaincu que le changement ne peut se faire que de l'intérieur. Ces trois hommes vont militer activement au sein du RPF jusqu'à sa mise en sommeil. Mais dès l'année 1955, avant même que la « dissolution » n'ait lieu, Delnondedieu et Cathala militent activement chez les anciens combattants et les FFL¹, tandis que Maziol rejoint les Rép. Soc. dont il dirige l'antenne de Toulouse². Pour le délégué départemental du RPF toulousain, participer aux élections d'un régime honni est une « hérésie ». Il explique à Foccart qu'il n'a soutenu Maziol aux législatives du 2 janvier que dans l'espoir de le voir échouer³. De plus, il exprime le désespoir grandissant des militants qui ne reçoivent plus d'ordre et se divisent en plusieurs associations, ce qui l'inquiète :

Tout d'abord, laissez moi noter l'inquiétude et la déception de nos militants devant le maintien de la mise en sommeil du Rassemblement et leur désir ardent de voir renaître le mouvement sous une forme ou sous une autre.

[...] J'ai pris des contacts divers suivant les circonstances en essayant toujours de profiter de l'occasion pour persuader mes interlocuteurs que le Gaullisme quoiqu'il arrive restera toujours la dernière chance du pays.

[...] Mais à la longue, [...] on assiste à la naissance d'une floraison de groupements ou associations dont l'action ordonnée aboutira à la dispersion des efforts. Je vous avoue dès lors mon incertitude et mes hésitations. Personnellement, je suis persuadé que le silence du Général de Gaulle est une nécessité mais d'un autre côté, l'absence de directives précises risque de conduire à l'aventure.⁴

Cette vision pessimiste des événements s'améliore avec le temps. Fin 1957, Pierre Delnondedieu commence à sentir dans l'opinion publique l'envie d'un retour prochain du général de Gaulle au pouvoir⁵. Il annonce alors en mars 1958 sa tentative d'infiltrer des gaullistes dans l'armée et les milieux « nationalistes »⁶. La crainte de « l'aventure » évoquée deux ans plus tôt semble avoir disparu... Le plus étrange, c'est que les cousins Delnondedieu vont vivre des expériences opposées lors de la « traversée du désert ». Là où François collecte des informations sans agir, Pierre milite et influence son entourage ; alors que François espérait un retour du Général en 1956 avant de perdre tout espoir jusqu'en mai 1958, Pierre ne croyait pas en son retour avant décembre 1957.

À l'opposé se trouvent des militants comme Jacques Maziol. À l'instar des Républicains Sociaux, il n'adopte pas le comportement des Delnondedieu. Il tente de s'intégrer au système pour le modifier de l'intérieur. Ses tentatives sont vaines, et lui valent le reproche de nombreux gaullistes

1 Ainsi, René Cathala organise la commémoration du 18 juin 1955 par une semaine complète d'hommage à la résistance. *La Dépêche du Midi* datée du 8 juin 1955 l'annonce, et Cathala fournit un document sur le déroulement de la semaine (FCDG RPF546, Correspondance, Prospectus non daté).

2 *Sud-Ouest*, 27 janvier 1955.

3 FCDG RPF546, Correspondance, Lettre de Pierre Delnondedieu à Jacques Foccart le 20 avril 1956.

4 *Ibidem*, p. 2.

5 FCDG RPF546, Correspondance, Lettre de Pierre Delnondedieu à Jacques Foccart le 11 décembre 1957.

6 FCDG RPF546, Correspondance, Lettre de Pierre Delnondedieu à Jacques Foccart le 5 mars 1958.

ayant refusé de rejoindre le CNRS. Pourtant, le responsable départemental des Rép. Soc. est lui aussi intimement convaincu qu'il sert les intérêts d'un Charles de Gaulle désormais absent de la scène publique¹. Ses objectifs sont les mêmes que ceux des cousins Delnondedieu et compagnie, à savoir permettre au Général de prendre les rênes du pays et détruire la IV^e République. Pour ce faire, il établit des stratégies électorales, sonde l'opinion publique² et demande la formation d'un gouvernement de Salut Public dirigé par de Gaulle³. Une poignée de gaullistes désespérés rejoignent le CNRS pour accomplir ces missions. D'ailleurs, face aux critiques de leurs anciens compagnons, ils réagissent en prétendant être les héritiers légitimes d'un gaullisme organisé et militant⁴. Cette multitude d'interprétations du « gaullisme pur »⁵ tire son essence de la stratégie du silence du général de Gaulle durant la « traversée du désert ». Une stratégie payante puisque dès 1956, mais surtout à partir de 1957, gaullistes et journalistes lancent de véritables campagnes de presse pour appeler les Français à soutenir un retour au pouvoir du Général⁶ – n'oublions pas que François Delnondedieu évoque le ralliement d'anciens ennemis du Général à la thèse d'un retour au sommet de l'État en décembre 1956.

Nous l'avons vu, le gaullisme est un courant politique empreint de mysticisme. Proche du christianisme, ce mouvement loue un véritable culte à son chef, le général de Gaulle. Les militants les plus sincères se considèrent comme des « fidèles » s'adressant à leur « Bon Dieu » et ses « curés ». Lors de la « traversée du désert », les « dévots » du Général interprètent son silence de diverses façons, ce qui influence leurs actions. Désormais divisés, certains refusent d'attendre « le Salut Public » de la France et veulent contribuer à sa réalisation. Cela passe par le militantisme, mais parfois aussi par des actions clandestines et plus ou moins légales. L'arrivée du général de Gaulle au pouvoir le 1^{er} juin 1958 n'empêche pas les militants de rester divisés en une multitude de groupes rivaux, alors même que leurs objectifs étaient restés les mêmes. Cet attachement pour de Gaulle et ce désir ardent de voir un « messie » apporter le « Salut Public » de tout un peuple n'est pas sans rappeler la figure du Christ. C'est ainsi que le britannique Hazareesingh conclut à la fin de son ouvrage sur ces mots :

La légende gaullienne fut le dernier culte providentialiste français. Le charisme de l'homme du 18 Juin était tel qu'il avait le pouvoir de séduire et de rassurer – cela se constate dans sa correspondance – par sa seule présence, par le seul fait de son existence. Le mythe gaullien fut aussi la dernière grande religion laïque française, résistant pendant longtemps avec aplomb à l'usure, puis à

1 Pour Quagliariello, le militantisme au sein des Rép. Soc. était, pour ceux qui y militaient, une preuve de leur « dévouement entier » au général de Gaulle. QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo*, [Op. Cit.], p. 261.

2 FCDG CA5, Dossier Haute-Garonne, Lettre de Jacques Maziol à Roger Frey le 18 février 1957.

3 ADHG 2692W 44, Rapport des Renseignements Généraux n°2 361 du 18 décembre 1956.

4 TERRENOIRE, Louis, *De Gaulle 1947-1954. Pourquoi l'échec ? Du RPF à la traversée du désert*, Plon, Paris, 1981, p. 219.

5 Nous reprenons l'expression de Jacques Vendroux, beau-frère de Charles de Gaulle.

6 QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo* [Op. Cit.], p. 323.

l'émiettement de la fête nationale. Ce culte du Général fut marqué avec ferveur par des milliers d'hommes et de femmes dans la continuité des traditions monarchique, républicaine et napoléonienne : célébration volontiers transcendante, ainsi chez ce partisan qui percevait le Général comme "lumière, écrasante évidence, impérieuse nécessité" ; culte public et ostentatoire, lors de voyages officiels ou de rites mémoriels, tel que l'exprime cet homme écrivant au Général : "Je vous ai approché de très près à Verdun, au mont Valérien, aux revues du 14 juillet, et ce contact me galvanisait" ; mais aussi mémoire plus sobre et intimiste, cultivée autour d'une lettre précieusement conservée, d'une visite à sa maison natale de Lille, d'un fanion tricolore placé sur le balcon un 18 Juin, d'un objet ramené de Colombey, ou tout simplement d'une image un peu jaunie d'un grand homme accrochée dans la salle de séjour.⁷

C) Des projets politiques particuliers

Les militants gaullistes, qu'ils soient conservateurs ou progressistes, ont pour point commun de vouloir réformer l'État. La lutte contre la constitution n'est pas l'unique objectif des militants. Les « lois scélérates » doivent elles aussi être combattues au nom d'un idéal gaulliste. Dans le Midi, les gaullistes ne partagent pas toujours les mêmes préoccupations que leurs « compagnons ». Du moins, ne donnent-ils pas la priorité aux mêmes sujets. Alors que l'Association Capital-Travail est un enjeu majeur du gaullisme d'opposition sur le plan national², il n'est que faiblement défendu en dehors de la ville même de Toulouse, du fait de la faible implantation gaulliste dans les milieux ouvriers de la région (déjà fermement tenus par les communistes et les socialistes). Au contraire, les réformes agricoles, peu développées par le RPF, sont ardemment défendues par les gaullistes midi-pyrénéens. La « crise de la jeunesse » et les réformes économiques sont quant à elles des enjeux jugés prioritaires par les gaullistes dans leur ensemble, mais des militants midi-pyrénéens isolés tentent d'apporter leurs propres réponses à ces problèmes. Ce sont ces trois projets politiques locaux que nous allons analyser dans cette dernière sous-partie.

1) Le « programme économique de Salut Public »

Les réformes économiques préconisées par les gaullistes sont difficiles à comprendre tellement elles semblent floues pour leurs propres théoriciens. Ce flou grandit lorsque l'on constate qu'à peu près aucun gaulliste ne définit vraiment ce que devrait être la politique économique et financière à suivre. Les gaullistes midi-pyrénéens se plaignent volontiers de la politique économique menée par les différents gouvernements de la IV^e République, mais ils cherchent rarement à proposer des solutions. Paul Jouclas, un temps responsable du RPF lotois puis délégué départemental du CNRS du Lot, est le seul à avoir tenté d'apporter ses propres idées dans les réformes économiques gaullistes lorsqu'il devint responsable des Rép. Soc. Jean Gombert, notaire, propriétaire agricole et président du mouvement des contribuables de Narbonne (Aude), a essayé de

7 HAZAREESINGH, Sudhir, *Le mythe gaullien* [Op. Cit.], pp. 207-208.

2 GUIOL, Patrick, *L'impasse sociale du gaullisme : le RPF et l'action ouvrière*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, 361 p.

définir un programme économique spécifiquement gaulliste aux côtés d'André Valabrègue lors des législatives de 1951. Mais mis à part ces trois militants, qui ont laissé peu d'informations à ce sujet, nous ne pouvons compter que sur les propositions du président des Républicains Sociaux, Jacques Chaban-Delmas, qui a tenu un discours en Haute-Garonne en 1955 et deux textes (utilisés par Jouclas) pour donner sa propre vision de ce que devait être la « bonne » réforme économique à apporter au pays. C'est donc à partir de ces quelques éléments que nous nous efforçons de définir le « programme économique de Salut Public » (PESP) cher à Paul Jouclas et ses « compagnons »¹.

Paul Jouclas est de loin le gaulliste midi-pyrénéen le plus intéressé par la question économique. Ce fameux « programme économique de Salut Public » reste très peu défini par son ardent défenseur. Le congrès des Républicains Sociaux, prévu le 10 février 1957, voit une délégation du Lot menée le délégué départemental en personne². Il insiste pour que soit défini lors de ce congrès le PESP. Dans sa lettre à Jacques Chaban-Delmas du 7 février 1957, il n'explique pas ce qu'il faut faire, mais ce qu'il ne faut pas faire. Pour lui, la dette intérieure doit être abaissée, il faut redresser la balance des paiements extérieurs et le déficit budgétaire, gérer la crise du pétrole et « l'affaire » d'Algérie qui menacent l'économie nationale. En soi, ces revendications n'apportent aucune solution. Un an plus tard, son programme n'est pas plus clairement exprimé :

De grandes réformes à réaliser et à promouvoir, et surtout, un programme de redressement économique, dûment mis au point et diffusé, de telle sorte que la masse des Français réalise que le sursaut Français sera, tout à la fois, moral et matériel³.

Quelques mois plus tard, le 11 août 1958, il se contente à nouveau de définir son programme économique par l'expression de craintes. Il constate que de Gaulle, fraîchement nommé président du conseil, n'a pas renouvelé le discours officiel : réussite de l'emprunt, augmentation de l'essence, impôts nouveaux, lutte contre l'inflation, stabilité des prix et des salaires⁴... Il regrette que le Général ne tente pas d'innover, tout comme il regrette que son parti n'en fasse pas assez sur le plan économique, sans expliquer clairement comment s'y prendre.

D'ailleurs, que propose le CNRS pour que Jouclas soit insatisfait ? Jacques Chaban-Delmas tient une conférence le 9 juillet 1955 à Saint-Gaudens sur l'organisation économique du Sud-Ouest⁵. Jacques Maziol se tient à ses côtés pour défendre le développement économique par les équipements industriels⁶. Tout d'abord, l'association Capital-Travail est présentée comme une solution à la fois économique et sociale pour les travailleurs. Ensuite, Chaban-Delmas estime que le

1 FCDG CA6, Lettre de Paul Jouclas à Jacques Chaban-Delmas le 7 février 1957.

2 *Ibidem*.

3 FCDG CA6, Lettre de Paul Jouclas à Roger Frey le 3 mars 1958.

4 FCDG CA6, Lettre de Paul Jouclas à Jacques Soustelle le 11 août 1958.

5 *La Dépêche du Midi*, 9 juillet 1955.

6 *Sud-Ouest*, 9 juillet 1955.

« Midi garonnais » peut se développer en établissant des échanges intenses avec Bordeaux. Relancer le développement des « activités agricoles, industrielles et commerciales » est également mis en avant par le député-maire de Bordeaux. Enfin, le « jumelage des régions » permettrait de lier chaque activité entre elles pour accroître la dynamique nationale¹. Outre ces suggestions faites lors d'une conférence, les Rép. Soc. proposent d'établir dans leur programme de réforme fiscale une simplification des textes pour réformer une fiscalité jugée trop complexe et pesante², ce qui est bien timide au moment où le poujadisme – qui est contre la politique fiscale du gouvernement – explose. La modernisation des méthodes et des techniques de travail sont le premier objectif du CNRS, tout comme la résorption de la dette publique, la réduction de 25% à 20% de la part du produit intérieur brut prélevée par l'imposition, et l'augmentation de la part du revenu national pour le consacrer aux investissements³. L'objectif officiel de ces réformes est de favoriser la consommation par une hausse générale du niveau de vie ; l'objectif officieux de concurrencer les communistes⁴.

Concrètement, la « politique économique de Salut Public » reste un mystère aujourd'hui. Les gaullistes midi-pyrénéens, et plus largement les Républicains Sociaux, la réclament mais ne la définissent jamais vraiment, sauf en lui opposant la politique économique et financière en cours. Déjà du temps du RPF, les gaullistes locaux définissaient leur programme économique comme des contre-projets à ceux mis en place par les partis au pouvoir. Ainsi, Jean Gombert se contente t-il de critiquer la politique économique en cours – allant jusqu'à la qualifier de « gabegie fiscale »⁵ – en prétendant pouvoir mieux faire⁶. Tandis qu'André Valabrègue défend l'Association Capital-Travail comme la solution idéale « où patrons et ouvriers trouveraient leur compte grâce à la productivité » et accepte le plan Marschall du moment que la France et les États-Unis traitent en égaux⁷.

2) La réforme agricole au cœur des préoccupations

La réforme agricole gaulliste n'a jamais beaucoup intéressé les chercheurs : Bernard Bruneteau semble être le seul à avoir écrit un article là-dessus⁸. Ce vide représente le peu d'intérêt que la direction du RPF – tout comme des Rép. Soc. – avait pour le monde agricole, alors même que la population active agricole s'élevait à plus de 30% en 1946⁹ (plus de 40% dans le Midi

1 *La Dépêche du Midi*, 11 juillet 1955 ; *Le Sud-Ouest*, 15 juillet 1955.

2 On retrouve ce programme dans les *commentaires aux délégués du Rassemblement du Peuple Français*. GAULLE, Charles (de), *Lettres, notes et carnets. Juin 1951-mai 1958*, Plon, Paris, 1985, p. 153.

3 QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo*, [Op. Cit.], p. 268.

4 *Ibidem*.

5 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°449 le 15 juin 1951 p. 1.

6 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°441 le 9 juillet 1951 p. 2.

7 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°449 le 15 juin 1951 p. 2.

8 BRUNETEAU, Bernard, « Un rassemblement avorté : le RPF et le monde agricole », dans *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, Paris, 1998, pp. 428-447.

9 *Ibidem*, p. 429.

toulousain). Le désintérêt du Général pour l'agriculture serait à l'origine de ce vide idéologique¹. Pourtant, les militants vivant dans les milieux agricoles demandent souvent une prise en compte de leurs revendications. Bernard Lachaise, qui étudie le RPF dans le Sud-Ouest (l'Aquitaine plus particulièrement), donne l'exemple d'un responsable landais qui se plaint de ce silence :

Je ne saurais trop souligner la nécessité si nous voulons dépasser le cadre des partis dans des départements agricoles comme les Landes d'avoir une doctrine paysanne. Les hommes de la terre ne comprennent que le langage de la terre et nous sommes beaucoup trop "urbains" pour que notre voix leur parvienne. Il y aurait urgence à ce que le RPF prenne position sur les problèmes agricoles et grand intérêt à ce que de Gaulle s'adresse directement aux paysans².

Cette absence se justifie aussi par un discours agricole très flou et la place très importante qu'occupent déjà les partis politiques traditionnels sur ce terrain, à savoir les radicaux et le MRP à droite, les socialistes et les communistes à gauche³. Le RPF étant, ne l'oublions pas, un parti avant tout constitué des classes moyennes urbaines. Dans le Midi, la domination de la petite propriété incite les agriculteurs midi-pyrénéens à se tourner avant tout vers le socialisme et le communisme. C'est particulièrement le cas de l'Ariège, l'Aude, le Gers et le Lot⁴. Des idées réformatrices favorables à la petite paysannerie peuvent être évoquées, mais la part très importante des grands exploitants agricoles parmi les riches donateurs du RPF empêche tout projet de réforme ne leur étant pas favorable d'aboutir⁵. Plus important encore, le fait que les grands agriculteurs capitalistes et la paysannerie aisée aient rejoint le RPF dès ses débuts a de quoi refroidir les agriculteurs midi-pyrénéens : comment s'identifier dans un mouvement visiblement très à droite et favorable au corporatisme des « gros » exploitants ?⁶. C'est en grande partie à cause de ce ralliement de la droite vichyste agrarienne au RPF que le groupement professionnel « Action agricole » ne fonctionne pas, et que des réformes agricoles à première vue ambitieuses passent inaperçues. Ainsi, le conseil national du RPF de 1948 veut s'appuyer sur le modèle agricole danois pour « réduire la distance de classe entre ouvriers et patrons [agricoles] par les vertus des hauts salaires et de la foi productiviste »⁷.

Dans le Midi toulousain⁸, il n'existe que quatre professionnels des questions agricoles :

1 *Ibid.*

2 L'auteur ne consacre que trois pages et ne donne que cet exemple sur la question agricole. LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme dans le Sud-Ouest au temps du RPF*, Fédération historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1997, pp. 124-125.

3 BRUNETEAU, Bernard [*Op. Cit.*], pp. 430, 432 à 434.

4 ABBE, Jean-Loup, *Histoire de Limoux*, Éditions Privat, 2009, 267 p. ; BETEILLE, Roger (dir.), *L'Aveyron au XX^e siècle*, Éditions du Rouergue, Rodez, 1999, 350 p. ; BORDES, Maurice (dir.), *Histoire de la Gascogne contemporaine. Des Landes aux Pyrénées*, Éditions Horvath, Roanne – Le coteau, 1983, 371 p. ; CLAEYS, Louis, *Deux siècles de vie politique dans le département de l'Ariège 1789-1989*, Imprimerie Soula, Pamiers, 1994, 459 p. ; Collectif, *Histoire des pays de l'Aude*, Conseil Général de l'Aude, Carcassonne, 1980, 187 p. ; LABORIE, Pierre, « Une révolution silencieuse », dans *Histoire du Quercy*, Éditions Privat, Toulouse, 1993, pp. 213-243.

5 BRUNETEAU, Bernard [*Op. Cit.*], pp. 444-445.

6 *Ibidem*, pp. 441-442.

7 *Ibid.*, p. 436.

8 Patrick Calmels a écrit un mémoire sur le gaullisme et son rapport à l'agriculture dans le Sud-Ouest, mais nous n'avons pu le consulter car il a disparu du dépôt où il était conservé. CALMELS, Patrick, *Le gaullisme et le monde*

Bouyou-Moreno (Lot), Cabantous (Gers), Dhomps (Aude) et de Sainte-Marie (Tarn-et-Garonne). Bouyou-Moreno, nommé conseiller national du RPF en décembre 1951¹, est le seul à avoir laissé des écrits théoriques sur les réformes agricoles à apporter selon lui. Dhomps a mené des actions concrètes que nous avons pu retrouver, permettant ainsi de compléter les points de vue entre l'agriculteur lotois et le viticulteur audois. En revanche, le docteur Cabantous et Pierre de Sainte-Marie ne nous fournissent aucunes archives sur le sujet. Pierre Bouyou-Moreno peut être considéré comme le théoricien de la réforme agricole gaulliste midi-pyrénéen. Tout d'abord par ses qualifications : il est exploitant agricole et « Chevalier du Mérite Agricole » passé par la résistance². Ensuite par ses écrits : le conseiller national a rédigé une série de rapports en avril 1948 qui servent de fondement à ce qui devrait être le programme agricole du RPF. Le principal rapport, qui fut rédigé le 10 avril 1948 pour le congrès de Marseille, est celui qui nous montre les principales idées de son auteur³. Ce rapport peut être divisé en trois parties : pratiques/techniques, contestations et propositions (de loi). La première partie défend le schéma d'un « État conseilliste »⁴ chargé de déterminer les besoins du pays, trouver les produits à bas coûts à l'étranger pour orienter la production française vers les marchés les plus rentables pour elle. L'État aurait aussi à charge la division des terres par spécialisation afin d'en rendre la culture « plus rémunératrice », « l'élimination des cultures déficitaires » et l'usage rationnel des sols⁵. La jeunesse rurale devrait recevoir une éducation adaptée aux besoins de sa région de ses 12 ans à ses 15 ans afin d'être capable de travailler efficacement dès l'âge de 16 ans, tandis que les jeunes citadins pourraient être mobilisés lors des vacances pour les vendanges, cueillette de tabac, etc⁶. La politique de remembrement des terres cultivables et l'utilisation des outils agricoles seraient au cœur de l'éducation de ces nouvelles générations d'agriculteurs ouverts au commerce international⁷. L'État devrait également imposer la formation de trois coopératives qui auraient pour tâche de conseiller les paysans et leur fournir du matériel à moindre frais : la coopérative d'équipement agricole, la coopérative d'achat et la coopérative de vente et de conservation⁸. Ce projet collectiviste devant permettre de contrecarrer l'influence communiste tout en permettant à l'agriculture de se moderniser et se rentabiliser. D'ailleurs, « l'habitat rural » conçu par Bouyou-Moreno est très porté à gauche puisque l'État aurait à charge la construction à bas coût de maisons, fermes et plantations modernes

rural dans le Sud-Ouest (1945-1969), Mémoire de DEA d'Histoire, sous la direction de Pierre Laborie, Université Toulouse II-le Mirail, 1998, 145 p.

1 FCDG RPF556, Correspondance, Lettre de Louis Terrenoire à Pierre Bouyou-Moreno le 14 décembre 1951.

2 ADL 1209W4, Rapport des Renseignements Généraux n°2889 le 31 octobre 1949 (reproduction de la profession de foi de Pierre Bouyou-Moreno pour les élections cantonales de Sousceyrac).

3 FCDG RPF556, Renseignements, « Rapport sur Problème Agricole de BOUYOU-MORENO » le 10 avril 1948.

4 *Ibidem*, p. 1.

5 *Ibid.*

6 *Ibid.*, p. 2.

7 *Ibid.*, p. 5.

8 *Ibid.*, pp. 2-3.

pour les jeunes agriculteurs¹.

La deuxième partie de ce rapport critique violemment les lois agricoles établies par les gouvernements de la IV^e République :

Parlons un peu des lois agricoles dont on vient par démagogie criminelle de doter l'agriculture :
a) lois sur le fermage et le métayage qui sont de véritables lois de spoliation
b) la loi de 8 heures à l'agriculture
[cette loi] est inapplicable dans la petite et moyenne exploitation où le nom de domestique garde toujours son sens étymologique, c'est-à-dire que le domestique fait partie de la maison.²

Autre problème qui énerve particulièrement le délégué aux questions agricoles lotois, le vote des étrangers dans les instances syndicales agricoles³. Les tribunaux paritaires sont bien perçus, mais ils sont surchargés. L'absence d'arbitres pouvant éviter bien des procès se fait sentir⁴. Face à ces critiques (très longues dans ledit rapport), Pierre Bouyou-Moreno suggère de nombreuses solutions dans la troisième partie de son rapport. Tout d'abord, garantir pour les ouvriers agricoles un « logement sain », une « nourriture copieuse » et un « salaire aussi élevé que possible » avec « l'intéressement à la productivité », ce qui n'est pas sans rappeler l'Association Capital-Travail pour les ouvriers. La lutte contre le communisme n'est jamais perdue de vue par l'auteur. Selon lui, l'immigration doit être accrue avec non plus la sélection par capacité des travailleurs mais par obédience politique – rejeter les paysans communistes italiens par exemple⁵. Les deux dernières solutions proposées par Bouyou-Moreno sont l'amélioration des assurances sociales – en réduisant le taux de cotisations et en augmentant sensiblement les « secours distribués aux travailleurs » - et la création d'une « Mutualité Agricole Nationale qui, pour un taux minime », assure aux paysans victimes de calamités naturelles « une année normale »⁶. Le 23 avril 1948, il précise que l'électrification des campagnes est également prioritaire⁷. En appliquant son programme agricole, Bouyou-Moreno estime « sans optimisme exagéré » que l'agriculture française serait très rentable d'ici dix à douze ans⁸.

Ce programme agricole particulièrement dense en dit long sur l'homme et la période. Rédigé en avril 1948, il cherche à développer de nombreuses idées sociales dans l'espoir de se rallier les masses paysannes en pleine période de lutte anticomuniste⁹. Le fait de ne pas être écouté par la direction du parti déçoit le délégué aux questions agricoles et futur conseiller national qui espère

1 *Ibid.*, pp. 4-5.

2 *Ibid.*, pp. 5-6.

3 *Ibid.*, p. 7.

4 *Ibid.*

5 *Ibid.*, p. 6.

6 *Ibid.*, pp. 8-9.

7 FCDG RPF556, Renseignements, « Programme de Politique Agricole établi par BOUYOU-MORENO » le 23 avril 1948.

8 FCDG RPF556, Renseignements, « Rapport sur Problème Agricole de BOUYOU-MORENO » le 10 avril 1948, p. 6.

9 BRUNETEAU, Bernard [*Op. Cit.*], p. 437.

encore pouvoir convaincre de Gaulle. En effet, il écrit une lettre au Général le 22 avril 1948 pour lui manifester ses déceptions sur la question agricole lors du congrès de Marseille :

Le Président a exigé que les questions agricoles soient immédiatement traitées par des commissions. Je me suis vigoureusement élevé contre cette façon de procéder estimant qu'avant de porter le travail devant des commissions il faut absolument que les délégués à l'Action Agricole se soient mis d'accord sur un PLAN GENERAL. Le contraire serait mettre la charrue avant les bœufs. [...]

J'ai réclamé ces dix minutes [de paroles] ; on ne me les a pas accordées. Cependant, moi, je m'étais donné la peine de penser sérieusement à la question et il est, je crois injuste, que, même si mon programme est idiot, on ne m'accorde pas la récompense de mon travail en me permettant de l'exposer¹.

Ces lignes quelque peu amères ne provoquent aucun changement dans la ligne politique du RPF. Preuve, s'il en est, que les grands exploitants ont belle et bien la mainmise sur les questions agricoles du mouvement. Pierre Bouyou-Moreno, qui se revendique dans sa lettre d'être parmi les premiers adhérents et gaullistes authentiques (« pureté qui vient des mêmes »), ne produira plus aucun rapport après celui qu'il transmettra le 23 avril à Pompei². De fait, Pierre Bouyou-Moreno ne mène aucune action importante dans les milieux agricoles lotois – du moins, nous n'en avons trouvé aucune trace.

Le militant gaulliste le plus actif dans le milieu agricole est le maire de Trausse (Aude), Camille Dhomps. Ingénieur agronome et viticulteur, il est également le vice-président du comité Marcellin-Albert, un groupe très influent de viticulteurs audois³. C'est pour ses hautes fonctions au sein du comité dans un département où la viticulture compte beaucoup et ses talents de contradicteurs, qui lui ont valu la deuxième place dans la liste RPF en 1951⁴. Les activités de Dhomps en temps que militant RPF et membre du comité Marcellin-Albert sont difficiles à dissocier. Il semblerait que son premier geste en temps que gaulliste viticulteur ait lieu le dimanche 27 février 1949. Une conférence est tenue au nom du comité, mais le maire de Trausse s'apprêtait déjà à candidater pour les cantonales avec le soutien du Rassemblement. Lors de cette « réunion d'information et de défense viticole » menée aux côtés du sénateur de l'Hérault Barthe, Camille Dhomps va poser les lignes de son programme viticole que l'on retrouvera par la suite en 1951 : suppression des importations (notamment du vin maghrébin), réduction des charges fiscales et des prix de transports, autonomie de la régie des alcools et surveillances des plantations⁵. Plusieurs meetings ont lieu jusqu'aux élections législatives de 1951 où le programme viticole de Camille Dhomps va être étoffé. Dès les débuts de la campagne électorale, les RG considèrent que le maire de Trausse « fait un exposé assez documenté sur la crise viticole et dénonce avec la vigueur qui lui

1 FCDG RPF556, Renseignements, Lettre de Pierre Bouyou-Moreno à Charles de Gaulle le 22 avril 1948.

2 Ce rapport résume celui du 10 avril. FCDG RPF556, Renseignements, Lettre de Pierre Bouyou-Moreno à Pierre Pompei le 23 avril 1948.

3 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°406 le 24 mai 1951 p. 1

4 *Ibidem*.

5 ADAD 26W13, Rapport des Renseignements Généraux n°186 le 1^{er} mars 1949.

est coutumière, les scandales de ces dernières années »¹. Le 12 juin, sous la Halle de Limoux, Dhomps s'élève contre le décret augmentant « les prix du vin et les mesures d'assainissement qui, selon lui, ne sont d'aucune utilité ». Il appelle les viticulteurs à la protestation afin d'obtenir, avec l'échéance électorale en cours, des concessions satisfaisantes. Il se déclare également favorable à la grève des maires de l'Aude prévue le 17 juin et à laquelle il participe². Lors de cette réunion, l'inspecteur des RG constate que l'orateur a séduit son public par ses propos acerbes et son accusation de complaisance des syndicats :

Malheureusement, conclut-il, les syndicats audois sont comme ceux de l'Hérault, noyautés par des représentants de la 3^e Force, socialistes notamment et il y a tout lieu de penser que dans l'Aude aussi, le projet de fermeture des Mairies sera abandonné³.

Outre cette accusation de collusion entre les syndicats et le gouvernement en place, Camille Dhomps condamne les fraudes et critique « la superfiscalité ». La CGVM et la commission des boissons prennent également toute une série de critiques, aussi bien sur leurs actions que sur ceux qui les dirigent – M. Guille et l'abbé Gau sont accusés de tous les maux de la viticulture française⁴. André Valabrègue profite du mécontentement des auditeurs à l'écoute des accusations que porte Dhomps sur les parlementaires pour rappeler le scandale des vins de Félix Gouin⁵. Comme si cela ne suffisait pas, Camille Dhomps démissionne le 15 mars 1951 de son poste de maire de Trausse « pour protester contre les mesures gouvernementales concernant la viticulture »⁶. Le fait qu'il le revendique en plein meeting deux jours avant les élections en dit long sur ses intentions réelles, mais la symbolique reste forte. Entre-temps, des tracts sont distribués dans l'arrondissement de Narbonne le 12 juin. Ils critiquent ouvertement les parlementaires et s'adressent aux viticulteurs : « Viticulteurs, commerçants, artisans, ouvriers. Qu'ont fait nos députés pour la viticulture ? Rien ! Rien ! Rien ! Alors ? Votez R.P.F. Un coup de balai le 17 juin ! Un groupe de vigneron mécontents »⁷. Après l'échec aux élections législatives du RPF, Camille Dhomps va rapidement cesser de militer pour le mouvement. Aussi ses conférences les années suivantes sur les problèmes viticoles nous semblent-elles clairement faites pour le compte du comité Marcellin-Albert et ne sont pas analysées ici. La dernière action viticole de Dhomps pour le RPF est sa tentative d'obtenir du matériel agricole britannique⁸. Pour l'acquérir, il demande à André Valabrègue de l'aider à en obtenir. Bien entendu, ce dernier lui fait comprendre qu'il lui est impossible d'agir, l'importation de

1 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°441 le 9 juin 1951.

2 ADAD 24W15, Rapport de l'inspecteur principal O.P.J., chef du Poste de Limoux, au sous-préfet de Limoux n°534 le 13 juin 1951.

3 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°447 le 13 juin 1951 p. 2.

4 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°449 le 15 juin 1951 p. 1.

5 *Ibidem*, p. 2.

6 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°456 le 16 juin 1951.

7 Reproduction d'un tract RPF. ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°432 le 13 juin 1951.

8 FCDG RPF532, Sous-dossier « Valabrègue-Aude », Lettre de Camille Dhomps à André Valabrègue le 26 mars 1952.

matériel agricole depuis l'Angleterre dépendant uniquement du gouvernement¹.

Ne parvenant pas à se former, l'Action agricole gaulliste en tant que groupement a échoué dès ses débuts. Mais les activités de certains militants isolés en faveur des questions agricoles montrent que l'agriculture comptait beaucoup pour ces militants qui avaient conscience du rôle important que jouaient les agriculteurs dans le Midi toulousain. La persistance de la direction du parti à ne pas se lancer dans des réformes audacieuses et à refuser toute propagande active a poussé des « personnalités » comme Pierre Bouyou-Moreno et Camille Dhomps à abandonner progressivement la propagande agricole en direction des exploitants et viticulteurs midi-pyrénéens. Par ailleurs, sous l'impulsion de Jean Renaud et Waldeck Rochet, le parti communiste mène une très forte activité pour sensibiliser les milieux agricoles au même moment², ne laissant aucun champ libre aux gaullistes midi-pyrénéens.

3) Militantisme des cadets et modèle de virilité

L'une des préoccupations majeures des gaullistes sous la IV^e République est la jeunesse. « Corrompue », « en décadence » ou encore « dépravée »³, la jeunesse doit être recadrée pour connaître une « renaissance ». Après tout, pour Blanchon, enseignant puis inspecteur gaulliste à Toulouse chargé de la réforme du Rassemblement de la Jeunesse Française (RJF) et du groupe étudiant de Haute-Garonne en 1954-1955, la priorité doit être donnée à « la reconstruction morale, virile et culturelle d'une jeunesse qui s'effrite »⁴. Une jeunesse d'autant plus en faillite qu'elle serait mal éduquée, paresseuse et sans bravoure⁵. Si l'on en croit l'inspecteur de la jeunesse et des sports, la prise de risque et l'action sont les meilleurs moyens de « viriliser » cette jeunesse en perdition. C'est pourquoi l'une des fonctions principales des RJF est la vente du journal *Le Rassemblement*, ce qui, dans les bastions communistes notamment, n'est pas une mince affaire⁶. Faire face au « danger communiste » est un moyen pour ces cadets de faire preuve de courage. François Audigier l'illustre très bien : « les cadets gaullistes mettaient un point d'honneur à faire acte de présence dans les bastions communistes, n'hésitant pas par exemple, à vendre leur journal et à distribuer des tracts à la

1 FCDG RPF532, Sous-dossier « Valabrègue-Aude », Lettre d'André Valabrègue à Camille Dhomps le 4 avril 1952.

2 VIGREUX, Jean, « Le Parti communiste français à la campagne, 1920-1964 », *Ruralia* [En ligne], n°3, 1998, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 04 mai 2016. URL : <http://ruralia.revues.org/55> ; VIGREUX, Jean, « Brochures communistes pour les paysans entre 1945 et 1958 », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°90-91, 2003, pp. 111-121.

3 Les lettres de responsables gaullistes locaux déçus par le manque de « nationalisme » et de « virilité » de la jeunesse ne manquent pas. Les plus cinglantes sont celles de Blanchon. FCDG RPF357, dossier RJF de Haute-Garonne.

4 « Le plus urgent des problèmes français est posé : celui de la reconstruction morale, virile et culturelle d'une Jeunesse qui s'effrite au moment précis où ceux qui sont appelés à nous succéder sont abandonnés par un régime lui-même en décomposition ». FCDG RPF357, dossier RJF de Haute-Garonne, Lettre de Gérard Blanchon à Bernard Fauquenot le 29 octobre 1954.

5 FCDG RPF357, dossier RJF de Haute-Garonne, Lettre de Pierre Lefranc à Bernard Blanchon le 14 juin 1954.

6 AUDIGIER, François, « Les cadets du RPF », dans *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, Paris, 1998, p. 367.

sortie des ateliers SNCF de La Chapelle, sous les insultes et les menaces des gens de la CGT »¹. Des exemples locaux existent. Ainsi le 17 avril 1949 sur la place St-Sernin à Toulouse : des RJF vendant à la criée *Le Rassemblement* se retrouvent nez à nez avec des jeunes communistes de l'UJRF qui vendaient *L'écho de la Garonne*. Prenant très mal cette apparition de gaullistes sur « leur territoire », les communistes menacent de mort les RJF, qui répliquent immédiatement par des injures, provoquant ainsi une échauffourée et la nécessité de prévenir un policier². La situation semble si dangereuse que le commissaire divisionnaire central de la Haute-Garonne doit prendre des mesures supplémentaires pour éviter le bain de sang que se seraient promis les deux partis pour le dimanche 24 du mois³. Aucune bagarre n'a finalement lieu le 24, mais ce type d'incidents est typique. Les jeunes militants font preuves de bravoure en cherchant à humilier leurs adversaires, et n'hésitent pas à se battre pour défendre leur honneur s'ils le jugent nécessaire.

Cette vision de la virilité rappelle beaucoup la construction de la masculinité au XIX^e siècle : le jeune se doit d'être fort, brave, de boire et de fumer pour prouver qu'il est devenu un homme⁴. Les jeunes gaullistes répondent à ce portrait que défendent des hommes comme Blanchon, tout comme les communistes⁵. D'ailleurs, le Service d'Ordre (SO) peut être considéré comme le symbole du passage à l'âge adulte pour les cadets gaullistes : souvent en manque d'effectifs, il recrute très souvent de jeunes militants, réputés fougueux, pour grossir ses rangs⁶. Or, le SO est connu pour s'exposer au danger en distribuant les tracts, en collant les affiches, en protégeant les meetings – bref, en prenant le risque de se faire attaquer à tout moment. L'exposition au danger n'est pas la même selon la catégorie des cadets : les RJF sont envoyés sans difficultés « au front », alors que les étudiants avaient pour fonctions principales « le travail de réflexion et la propagande »⁷. Il leur arrive pourtant de faire des actions coups de poings, certains étudiants formant le SO de Charles Strickler en Haute-Garonne⁸. L'engagement de certains jeunes au sein du RPF (RJF et groupe étudiant) pouvait se faire par désir d'actions et anticommunisme. Bernard Lachaise cite à ce sujet René Laurin qui voyait dans la lutte contre les « séparatistes » un terreau fertile du militantisme des

1 *Ibidem*, pp. 367-368.

2 Celui-ci, arrivé tardivement, ne trouvera pas les militants qui se sont enfuis en apprenant la venue des forces de l'ordre. ADHG 1302W 5, Rapport du commissaire divisionnaire central au directeur des services de police de la Haute-Garonne n°II.010.A/49-AN/MC le 22 avril 1949.

3 *Ibidem*.

4 SOHN, Anne-Marie, « *Sois un homme* ». *La construction de la masculinité au XIX^e siècle*, Seuil, Coll. « L'univers historique », 2009, 461 p.

5 CHATAIGNIER Henri, vétéran communiste, ancien membre de l'U.J.R.F. puis du P.C.F. de Haute-Garonne et ancien membre du SO communiste de Toulouse, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Jeanne d'Arc (Toulouse). Tout juste âgé de 16 ans, sa première action militante fut de perturber le meeting d'André Malraux à Toulouse le 20 mars 1948. Après la bagarre générale (à laquelle il participa), il eut droit de la part de son père de boire un verre de vin rouge. Son père lui tendit le verre en ajoutant ces quelques mots : « maintenant, tu es un homme ».

6 AUDIGIER, François, « Les cadets du RPF » [*Op. Cit.*], p. 368.

7 *Ibidem*, p. 372.

8 FCDG RPF357, Lettre de Xavier Provost à Bernard Fauquenot le 29 mai 1952.

cadets :

La question communiste était pour nous formidable parce qu'elle permettait de mobiliser les gens contre les communistes... J'allais presque dire la chance de pouvoir mobiliser contre le communisme, le stalinisme... Nous étions le seul rempart. Ça marchait très bien...¹.

C'est pourquoi Jérôme Pozzi parle de « décommuniser » l'éducation physique et sportive².

Sur le plan national, le RPF ne cache pas son ambition de développer un programme sportif et culturel qui puisse « régénérer » la jeunesse française :

Ce secteur [la jeunesse] constitue à partir de 1947 un sujet particulièrement sensible en raison de l'éventualité redoutée des emprises idéologiques des communistes sur les forces vives du pays. Les projections en termes de nécessités (régénérer une jeunesse fragilisée moralement et physiquement par la guerre) et d'espérances (cette jeunesse rendue forte relèvera la France) qui placent l'éducation physique et l'organisation des loisirs de la jeunesse au cœur des luttes, des alliances et des phases de démarcation politiques un enjeu de première importance³.

Concrètement, ce projet n'est pas appliqué dans le Midi qui manque cruellement de moyens. Des tentatives sont faites ci et là, mais sans succès : les gaullistes midi-pyrénéens sont dans une situation financière si complexe qu'ils ne peuvent organiser ni sortie, ni événements sportifs. Cela provoque la colère de Gérard Blanchon, inspecteur de la jeunesse et des sports à Toulouse, le 28 février 1955. Dans sa lettre, il explique comment il a pu « sauver » la situation à Nice mais craint de ne pouvoir y parvenir à Toulouse, faute de moyens. Il se plaint de la mauvaise volonté des militants RPF qui refusent d'envoyer leurs enfants au RJF et de l'absence de critiques contre le département de la jeunesse et des sports.

Malheureusement, les « anciens » ne nous envoient pas même leurs enfants. Cela, je le sens bien, parce que nous n'avons pas à leur offrir quelque chose qui correspond vraiment aux aspirations de la Jeunesse actuelle. C'est alors que je pense au sport, au camping, aux voyages organisés, etc... Mais où trouver les fonds de démarrage ? Car la D.D. est absolument « fauchée ». Et cependant, c'est à partir de réunions culturelles, d'excursions, de camps de vacances, etc... que j'avais réussi à Nice. [...] En d'autres termes, je n'ai plus qu'à recommencer ce que j'avais fait dans les Alpes-Maritimes... avec cette différence que je n'ai pas trouvé l'ombre d'un jeune ici. Avouez qu'après 10 ans (Libération), c'est pénible de trouver la 4^{ième} ville de France dans un tel abandon⁴.

Sans tomber dans le pessimisme manifeste de l'auteur, il est vrai que peu de jeunes militent en 1955 dans la région. La ville de Toulouse est considérée à cette époque abandonnée par l'inspecteur qui se décourage. Aucun des projets de Blanchon ne verra le jour, exactement comme ce fut le cas pour ses prédécesseurs – tel Henri Bressolier, responsable des RJF du Tarn, qui tente en 1948 d'offrir une excursion aux cadets tarnais⁵ mais n'y parvient pas par manque d'argent.

1 LACHAISE, Bernard, « L'engagement des jeunes dans le Rassemblement du peuple français », dans *Charles de Gaulle et la jeunesse*, Plon, Coll. « Espoir », Paris, 2005, p. 107.

2 ROBENE, Luc, « Le Rassemblement du Peuple Français (RPF), la jeunesse et le sport au temps des « séparatistes » (1947-1951) », dans AUDIGIER, François, LAURENT, Sébastien-Yves (dir.), *Un historien du politique. Mélanges en l'honneur de Bernard Lachaise*, Riveneuve éditions, Paris, 2015, p. 522.

3 *Ibidem*, p. 516.

4 FCDG RPF537, Lettre de Gérard Blanchon le 29 février 1955 p. 2 (destinataire inconnu).

5 FCDG RPF359, Lettres d'Henri Bressolier à Laurin le 1^{er} mars 1948 (deux lettres datées du même jour) et lettre de Joël Le Tac à Henry Bressolier le 12 mars 1948.

L'Éducation Nationale, chargée de la formation des jeunes citoyens, est également le centre de critiques de la part des gaullistes. Les réformes qu'elle applique sont multiples et parfois contradictoires¹. Dirigées par les socialistes et les démocrates-chrétiens, elles voient des oppositions entre partisans de la laïcité et de l'école libre, « traditionalistes » et « progressistes », ou tout simplement socialistes et républicains-populaires. En effet, le désir de réformer un système considéré en crise sans perdre pour autant son identité politique rend la tâche compliquée pour les responsables politiques au pouvoir. Comment satisfaire ses militants et ses électeurs tout en créant un modèle antagoniste à celui proposé par les communistes et les gaullistes ? Finalement, les stratégies électorales vont l'emporter peu à peu, rendant tout projet de réforme extrêmement difficile². De ce fait, les gaullistes sont très insatisfaits, à l'instar de Gérard Blanchon³. Selon lui, l'Éducation Nationale est en crise depuis le Front Populaire. Le seul moyen pour mettre un terme à l'incapacité du gouvernement de prendre de « bonnes » décisions est de créer un grand ministère de la jeunesse, chargé de coordonner la commission interministérielle de la jeunesse⁴. Il critique également les fonctionnaires placés par l'État, les considérant comme illégitimes car trop anciens (« certains [...] se trouvaient déjà avec Jean ZAY... "on prend les mêmes et on recommence"... ») ou incompetents (« ces inspecteurs sont-ils compétents ? Non pour l'écrasante majorité. Mais la même quantité est SFIO »⁵). Pour Blanchon, la situation est tellement catastrophique (« tout s'effrite en France à commencer par la Jeunesse... ») qu'il demande l'autorisation à Bernard Fauquenot de constituer un réseau clandestin d'hommes sûrs dans la direction départemental de la jeunesse et des sports « pour assurer la "transmutation" de l'ordre nouveau »⁶. Ce qu'il obtient quatre jours plus tard⁷. Cependant, Blanchon n'est pas le seul à se plaindre des réformes de l'Éducation Nationale. Joseph Cathala, qui ne semble pas avoir participé aux débats sur l'éducation depuis son adhésion au RPF, a pourtant agit durant la Seconde Guerre Mondiale pour essayer de réformer radicalement le ministère. En effet, le professeur de chimie à l'université de Toulouse fut le président de la sous-commission d'étude des « problèmes intellectuels et de l'enseignement » créée à Londres en 1942 sur les instructions du général de Gaulle. Pour la commission, il est nécessaire « de dépasser, au

1 CLAVEL, Isabelle, « Réformer l'École après 1944 : du consensus au *dissensus* entre la SFIO et le MRP » [en ligne], *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 18, septembre-décembre 2012. URL : www.histoire-politique.fr ; PROST, Antoine, *Éducation, société et politiques. Une histoire de l'enseignement en France, de 1945 à nos jours*, Seuil, Coll. « Points histoire », Paris, 1992, 232 p.

2 CLAVEL, Isabelle, « Réformer l'école après 1944 : du consensus au dissensus entre la SFIO et le MRP » [*Op. Cit.*], p. 8.

3 FCDG RPF357, Lettre de Gérard Blanchon à Bernard Fauquenot le 26 octobre 1954.

4 FCDG RPF357, Lettre de Gérard Blanchon à Bernard Fauquenot le 29 octobre 1954.

5 *Ibidem*.

6 FCDG RPF537, Lettre de Gérard Blanchon à Bernard Fauquenot le 22 octobre 1954.

7 Nous ignorons si ce réseau clandestin a été formé et si oui, quelle fut son efficacité. FCDG RPF537, Lettre de Bernard Fauquenot à Gérard Blanchon le 26 octobre 1954.

nom de l'unité retrouvée, le vieux conflit scolaire »¹. Son rapport final publié en juillet 1943 propose une solution pour le moins originale :

La commission proposait d'aller vers la fusion des écoles publiques et privées. Cathala précisait que cette fusion serait réalisée dans le cadre d'une « université » rendue autonome et gérée par les représentants élus des enseignants, des parents d'élèves et des syndicats d'ouvriers et patronaux. L'État perdrait le contrôle de l'enseignement et, du coup, le ministère de l'Éducation nationale disparaîtrait

Théo Bordes et François Delnondedieu (instituteur) le font également. Le délégué départemental de l'Ariège va même jusqu'à critiquer Albert Bayet et les réformes qu'il impulse :

Nul doute que tout est à rebâtir dans ce domaine. L'École ne se sentant pas intégrée à la Nation, au service de la France, n'est-ce pas là un redoutable et douloureux séparatisme ? On cultive encore dans nos rangs ces slogans : « A bas le coffre-fort ! A bas le sabre ! A bas le calot ! ». Et les plus hautement « titrés » sont souvent, malgré quelques subtilités, les plus redoutables.

Mais la dictature que la Ligue de l'Enseignement dirigée par le trop célèbre Albert Bayet exerce sur le Ministère de l'Éducation Nationale explique bien des choses...².

Seulement, Blanchon est le seul théoricien midi-pyrénéen de la « régénération » de la jeunesse dont nous ayons conservé des traces.

1 MURACCIOLE, Jean-François, « Dépasser la querelle laïque », dans BROCHE, François, CAÏTUCOLI, Georges, MURACCIOLE, Jean-François (dir.), *Dictionnaire de la France Libre*, postface de Jean-François Sirinelli, Éditions Robert Laffont, Coll. « Bouquins », p. 802. Pour plus de détails sur la commission Cassin, voir aussi les pages 343-344.

2 FCDG RPF530, Correspondance, Lettre de François Delnondedieu à Jacques Foccart le 15 mars 1956, p. 2.

Partie 2 : Survivre dans le Midi toulousain



I) Le gaullisme et son rapport à autrui

A) La « Troisième Force » et le communisme : des ennemis à abattre

1) La SFIO, « maîtresse » du Midi toulousain

Principale force politique dans le Midi avec le radicalisme, le socialisme s'oppose au général de Gaulle et à ses partisans durant toute la IV^e République. Déjà en octobre 1946, la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) considère que de Gaulle ne fait que rechercher le pouvoir personnel en s'opposant à la nouvelle constitution¹. Cette défiance entre l'homme du 18 juin et les socialistes est née des incompréhensions des seconds envers les positions politiques du premier. Une amertume a grandi en de Gaulle, qui finit par se mettre à dos ceux qui lui étaient le plus favorable.

On s'explique de la sorte les propos violents qu'il aurait tenu à Alain Savary, socialiste, mais gaulliste de la première heure, devant qui il se serait écrié : « les socialistes sont tous des envieux et des cocus », tandis que Georges Gorse, qui aurait voulu maintenir quelques contacts s'entendit déclarer en termes empreints de la même énergie : « les socialistes, c'est toujours la balançoire, Dieu sait si j'ai voulu m'entendre avec eux. J'en ai essayé beaucoup, j'ai même essayé Le Troquer ». ²

L'inimitié grandissante entre la SFIO et de Gaulle transparaît en 1947. Le 5 avril, le président du conseil Paul Ramadier « s'écria dans son discours de Capdenac [Lot, ...] qu'il n'y avait pas de Sauveur suprême »³. La formation du RPF en avril 1947 ne peut qu'accroître le profond ressentiment des socialistes envers l'homme du 18 juin. Targué du sobriquet de « Rassemblement des Partis Factieux »⁴, le RPF est rejeté à l'unanimité par les fédérations départementales et nationales de la SFIO. Des motions appelant à rejeter le mouvement gaulliste sont votées en de nombreux lieux, et la fédération de l'Ariège est tellement remontée contre le Général qu'elle rejoint le 28 avril 1947 les comités de vigilance formés par le PCF dans l'arrondissement de Saint-Girons – l'objectif étant d'empêcher toute implantation gaulliste dans le secteur⁵. La seule fédération socialiste de la région à faire preuve d'un certain intérêt aux débuts du Rassemblement est le Tarn-et-Garonne⁶. Aux yeux des responsables socialistes, de Gaulle est un hypocrite qui prétend combattre les partis alors qu'il en crée un⁷. Il serait également un (apprenti-)dictateur qui divise les Français en créant le RPF au lieu de les rassembler⁸. Son parti serait antidémocratique puisqu'il

1 ADAV 52J634, *Arguments & Ripostes*, 15 octobre 1946.

2 LERNER, Henri, *De Gaulle et la gauche*, L'Interdisciplinaire, Paris, 1994, p. 118.

3 *Ibidem*, p. 117.

4 DEREYMEZ, Jean-William, « Le Rassemblement du Peuple Français vu par la SFIO », dans *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, Paris, 1998, p. 621.

5 ADA 5W22, Rapports de l'inspecteur des Renseignements Généraux de St-Girons au sous-préfet de St-Girons et du sous-préfet de St-Girons au préfet Feyfant le 3 mai 1947.

6 ADTG 1160W17, Rapport mensuel (mai 1947) du commissaire des Renseignements Généraux au préfet le 1^{er} mai [ce doit être une erreur de frappe. Il a sans doute voulu dire le 1^{er} juin] 1947.

7 DEREYMEZ, Jean-William, « Le Rassemblement du Peuple Français vu par la SFIO » [*Op. Cit.*], p. 622.

8 *Ibidem*, p. 626.

rassemblerait des réactionnaires¹ et, comme le fait remarquer Léon Blum, parce que le Général en personne s'oppose à une constitution approuvée au suffrage universel². Le général de Gaulle, et plus largement le(s) gaullisme(s), est considéré comme un boulangiste bonapartiste, comparé à Pétain et, dans des cas extrêmes, à Hitler³. C'est ce que fait le socialiste Guille lors du congrès fédéral de la SFIO de l'Aude le 10 octobre 1948⁴. En somme, tout est fait pour mener la vie dure au général de Gaulle et à ses partisans, perçus comme des factieux, d'anciens croix de feu et cagouleurs, de vichystes et autres mécontents⁵.

Cet acharnement contre les gaullistes, que Philippe Foro qualifie d'« antigauillisme vieux républicain »⁶, se retrouve à maintes reprises durant toute la période. Dans le département de l'Aude, le discours de Strasbourg incite les orateurs socialistes à féliciter le résistant mais à condamner fermement le politique, jugé responsable de la situation actuelle du pays⁷, comme dans le département du Tarn lors des élections législatives de 1951⁸. De plus, les socialistes audois sont tellement inquiets du succès gaulliste aux municipales de 1947 qu'ils se demandent sérieusement si une alliance avec le PCF ne serait pas préférable pour lutter contre le RPF⁹ ! La fédération de l'Ariège réagit plus calmement en cherchant à nouer des alliances avec ses rivaux pour isoler le RPF et le PCF, perçus comme les pires dangers pour la République¹⁰. Les congrès fédéraux de la SFIO de l'Aveyron de juin 1948 puis juillet 1949 déclarent que le RPF est aussi dangereux, si ce n'est plus, que le PCF, et représente une menace importante dans le département¹¹. C'est pourquoi son président fédéral Paul Ramadier se dit soulagé de voir le gouvernement Pinay se former en 1952 car il provoque la chute irrémédiable du RPF¹². Le Gers est tout aussi remonté : la SFIO veut combattre aussi bien les gaullistes et les communistes que ceux qui les auraient soutenu (les « bigames » inclus) et empêcher toute alliance entre gaullistes et radicaux dans le département¹³. Dans le Lot, une alliance RPF-SFIO est établie à Cahors pour s'emparer de la mairie – le socialiste Delmas et le très populaire vice-président du conseil général du Lot, le Dr Garnal, mènent cette union¹⁴ –, mais le succès national du Rassemblement va immédiatement lancer les hostilités entre les deux

1 *Ibid.*, p. 627.

2 *Ibid.*, p. 624.

3 *Ibid.*, pp. 630-632.

4 ADAD 45W2, Rapport des Renseignements Généraux n°1556 le 11 octobre 1948

5 DEREYMEZ, Jean-William, « Le Rassemblement du Peuple Français vu par la SFIO » [*Op. Cit.*], pp. 628-630.

6 FORO, Philippe, *L'antigaullisme. Réalités et représentations (1940-1953)*, Champion, 2003, p. 301.

7 ADAD 1168W223, Rapport de l'inspecteur Bonnet au commissaire de police de Narbonne le 9 avril 1947 ; ADAD 45W2, Rapport des Renseignements Généraux n°484 le 9 avril 1947.

8 ADT 511 W 56, Rapport des Renseignements Généraux n°359 le 21 avril 1951.

9 ADAD 28W18, Rapport des Renseignements Généraux n°1196 le 22 octobre 1947.

10 ADA 5W10, Rapport des Renseignements Généraux n°414 le 27 février 1948.

11 ADAV 14W153, Rapports des Renseignements Généraux n°895 le 9 juin 1948 et n°1528 le 11 juillet 1949.

12 ADAV 14W153, Rapport des Renseignements Généraux n°304 le 12 septembre 1952.

13 ADG 1205W7, Rapport des Renseignements Généraux le 9 mars 1949, p. 4 ; ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°404 le 10 juin 1948.

14 ADL 1W589, Note d'information n°682 le 14 octobre 1947.

mouvements pour le restant du régime¹. Sûrement par provocation plus que par volonté de commémorer l'événement, les socialistes tarnais se réunissent le 18 juin 1949 sur la place Gambetta, à Carmaux. Loin de rendre hommage au général de Gaulle, les cadres du parti appellent à se méfier des communistes et des gaullistes et à rester républicain². Autrement dit, la restauration de la République par de Gaulle est totalement effacée au profit d'une image plus sombre de dictateur potentiel.

Dans d'autres départements du Sud, la SFIO adopte un comportement hostile aux gaullistes, bien que leur réaction peut parfois tarder à venir. Ainsi, Bernard Lachaise explique que la Gironde et le Gers prennent immédiatement position contre le RPF, alors que les Hautes-Pyrénées, les Landes et surtout la Charente-Maritime attendent parfois les vacances d'été pour adopter la conduite exigée par le parti³. Dans le cas du Tarn-et-Garonne, la SFIO profite des propos « tendancieux » (les anciens légionnaires, SOL et miliciens sont autorisés à rejoindre le RPF en cas d'actes de résistance avérés) du colonel de Milleret, responsable gaulliste local, pour faire de la propagande antigauilliste en juillet 1947⁴. Les tentatives d'ententes du RPF montalbanais avec les socialistes locaux ne passent pas et ne passeront jamais... Outre les luttes électorales, la Haute-Garonne voit des conflits d'influence entre gaullistes et socialistes. Le mouvement pacifiste « Les Amis de la Liberté » et son groupement jeune (« Les Jeunes Amis de la Liberté ») sont sous le contrôle du RPF. Les militants socialistes décident alors de quitter le groupement avec fracas pour « motif : groupement à Toulouse noyauté par les R.P.F. »⁵. Le retour au pouvoir du Général divise fortement les socialistes. Sur le plan national, le parti se rallie à de Gaulle, avec toutefois un nombre non négligeable d'opposants. Cette division se reflète parfaitement dans le Midi toulousain. La fédération de la Haute-Garonne ne prend aucune décision, alors que les fédérations de l'Ariège, du Lot et du Tarn se rallient à de Gaulle en mai 1958. Ce n'est pas le cas des fédérations audoise, aveyronnaise, gersoise et tarn-et-garonnaise. Le Gers adopte le « non » au référendum à venir le 7 juillet 1958 à 13 voix contre 6⁶. Dans l'Aude, le SFIO constitue un « comité de défense républicaine » le 28 mai 1958⁷, et demande deux jours plus tard aux députés de ne pas voter pour de Gaulle ni de rejoindre son gouvernement⁸. Les socialistes aveyronnais forment un comité de vigilance avec le MRP et les radicaux à Rodez et Millau⁹. Enfin, à Montauban, une alliance pour le moins surprenante voit le jour : un comité de

1 La SFIO est dite très hostile au RPF. Cette position ne change pas, même après le retour du général de Gaulle au pouvoir. ADL 1193W72, 1947, DSCN2977-3006.

2 ADT 511 W 56, Rapport des Renseignements Généraux n°2392 le 20 juin 1949.

3 LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme dans le sud-ouest au temps du RPF*, Fédération Historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1997, pp. 74-75.

4 FCDG RPF585, Rapport de Monsieur de Guillermin, chargé de mission dans la région de Toulouse, le 5 juillet 1947.

5 FCDG RPF360, Lettre de René Coste à Jacques Dominati le 22 janvier 1952.

6 ADG 1159W27, Rapport des Renseignements Généraux n°141 le 8 juillet 1958.

7 ADAD 1168W216, Rapport mensuel (mai 1958) du préfet de l'Aude n°3645 le 31 mai 1958, section 2, C.

8 *Ibidem*.

9 ADAV 14W174, Rapport des Renseignements Généraux n°302 le 12 juin 1958 et note (ou appel) du Dr Maynadier

vigilance est créée par le PCF et ses satellites aux côtés des SFIO, radicaux, Grand Orient de France et FO¹ ! C'est dire si les socialistes montalbanais craignent les gaullistes à ce moment.

Les socialistes s'acharnent sur les gaullistes, ce que ces derniers ne font pas particulièrement. Certes, ils luttent contre la « Troisième Force » et la IV^e République, mais les gaullistes midi-pyrénéens s'acharnent avant tout contre les communistes et, dans une moindre mesure, contre le MRP. Néanmoins, les militants du RPF s'opposent aussi aux socialistes. Quelques exemples peuvent illustrer les actions gaullistes à l'encontre de la SFIO. À Saverdun (Ariège), Paul Sentenac apporte la contradiction dans une réunion socialiste en octobre 1951. Il y tient des propos « inadmissibles » à l'égard du président Auriol et du gouvernement². Le préfet de l'Aude, Picard, est surveillé de près par les gaullistes qui le méprisent : Picard est un ancien communiste ayant rejoint les socialistes qu'ils considèrent comme « fourbe » et « opportuniste »³. Encore, dans le Gers, le RPF suit avec intérêt la lutte que mènent la SFIO et Force Ouvrière (FO) contre les communistes. Les militants semblent ravis de constater qu'ils ne sont pas les seuls à faire face au PCF et à la CGT, mais ils se montrent particulièrement sceptiques quant à son succès, au point de croire que lui seul peut « regrouper le syndicalisme français et faire échec au plan communiste »⁴.

Ces rivalités n'empêchent pas des alliances occasionnelles à des fins électorales et des ralliements de militants venant d'un parti ou de l'autre. L'ancien député socialiste Bretin rejoint le RPF à ses débuts⁵, suivi de près par le militant socialiste Larroque en mars 1948 dans le Gers⁶. La fédération socialiste de l'Ariège semble particulièrement hostile au RPF car ses militants sont de toute évidence attirés par le gaullisme. Il faut dire que Léonce Gardes, ancienne socialiste de St-Girons, a quitté la SFIO pour diriger le mouvement gaulliste⁷. Marcel Dupuy s'efforce également à partir de septembre 1947, de recruter des militants MRP et SFIO⁸. Leurs actions semblent efficaces : le congrès fédéral de la SFIO ariégeoise du 21 mai 1950 doit voter l'interdiction pour tout membre de son parti de rejoindre un quelconque parti ou groupement politique sous peine d'exclusion pour empêcher certains de ses militants de rejoindre le RPF en 1950⁹. Preuve que malgré la lutte acharnée que mène le parti dans le département, des sympathies subsistent. Le cas de la Gironde est

le 16 mai 1958 à 20h15.

1 ADTG 1042W7, Note du commissaire principal de Montauban le 21 mai 1958.

2 ADA 5W10, Rapport des Renseignements Généraux n°3021 le 18 octobre 1951.

3 FCDG RPF532, « Renseignements concernant M. Picard, préfet de l'Aude », août 1948.

4 ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°130 le 3 mars 1948 et du préfet P. Lortholary le 6 mars 1948.

5 ADAD 45W4, Rapport des Renseignements Généraux n°1630 le 22 octobre 1948.

6 FCDG RPF547, Sous-dossier – Dossiers départementaux, « Rapport du groupement départemental du Gers pour la période du 1^{er} novembre 1947 au 20 mars 1948 » de Richard Robert le 22 mai 1948.

7 ADA 491W32, Dossier 10 – Élections municipales. Rapports – Informations, cinq rapports portent le sujet.

8 ADA 5W13, Note d'information le 10 septembre 1947.

9 ADA 5W10, Rapport des Renseignements Généraux n°1298 le 22 mai 1950.

similaire : Bernard Lachaise relève que la fédération girondine doit interdire la double étiquette dès le 5 mai 1947 à cause du succès qu'y rencontre le RPF local – des conseillers municipaux sont même exclus pour avoir refusé de quitter le mouvement gaulliste¹. Des transferts militants peuvent se faire dans l'autre sens. C'est le cas du responsable des RJF de Haute-Garonne Laussel-Duroc².

Bien que rares, des ententes entre socialistes et gaullistes existent. Rambaud est désigné adjoint au maire socialiste de Pamiers (Ariège) en mai 1953 malgré les frictions entre RPF et SFIO³. Le 23 août 1948, les cadres socialistes de l'Aude se réunissent à Carcassonne et se disputent violemment entre partisans d'un rapprochement avec le PCF et sympathisants gaullistes⁴. Si les socialistes aveyronnais se sont opposés aux gaullistes jusqu'au bout, Paul Ramadier, puissant adversaire du général de Gaulle, finit par se rallier à lui en juin 1958⁵, etc. Il est important de mentionner aussi les préfets du Gers Lortholary et de Tarn-et-Garonne Picard pour leur originalité. Tous deux socialistes – Lortholary est qualifié de « SFIO sectaire »⁶ –, ils ne cachent pas leur sympathie pour le RPF. Lortholary juge que seul de Gaulle et le Rassemblement peuvent garantir l'ordre en cas de troubles graves⁷, tandis que Picard, en froid avec la SFIO en 1951, donne des renseignements pour aider les gaullistes à essayer de remporter les législatives⁸. Ces exemples montrent que les relations entre gaullistes et socialistes ne sont pas toujours houleuses. Néanmoins, leur relation reste avant tout dominée par des confrontations symboliques.

2) Le MRP ou « le parti de la fidélité » trahie

Autre ferment de la « Troisième Force », le Mouvement Républicain Populaire (MRP) est probablement le parti le plus haï par les gaullistes après le PCF. À l'origine, le MRP est le parti le plus proche du général de Gaulle et le soutient dans les premiers mois qui suivent son départ du gouvernement provisoire le 21 janvier 1946. Très rapidement, les discours de Bayeux du 16 juin puis d'Épinal le 29 septembre provoquent une rupture entre ceux qui se disent « républicains-populaires » et le Général⁹. La candidature de l'Union Gaulliste dirigée par René Capitant est

1 LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme dans le Sud-Ouest au temps du RPF* [Op. Cit.], p. 75.

2 Nous n'avons pas trouvé d'autres exemples dans la région, mais il est fort probable qu'il n'était pas le seul. FCDG RPF357, Lettre de Gérard Blanchon à Pierre Lefranc le 27 octobre 1953.

3 ADA 2W21, Rapport des Renseignements Généraux n°1492 le 7 mai 1953 ; 6W7, Bulletin journalier n°1457 (applicable à la journée du 6 mai 1953) du commissaire de police de Pamiers le 7 mai 1953.

4 FCDG RPF532, Rapport de René Paris à M. Pompéi le 24 août 1948.

5 ADAV 14W217, Rapport des Renseignements Généraux n°395 le 29 août 1958, et Télégramme du commissaire des Renseignements Généraux de l'Aveyron au commissaire principal, chef des Renseignements Généraux de Toulouse, le 16 juin 1958.

6 FCDG RPF547, « Note sur les préfets » marquée « confidentiel » le 6 février 1948.

7 *Ibidem*. Le préfet précise que même s'il est socialiste, il reste attaché à la figure du Général et convaincu que lui seul peut sauver le pays. FCDG RPF547, « Rapport du groupement départemental du Gers du 1^{er} juillet au 31 août 1948 » de Robert Richard à M. Gailhat le 9 septembre 1948.

8 FCDG RPF532, Sous-dossier – Conseil départemental du RPF, Rapport de Michel Garnier-Thenon le 23 février 1951, section « conversation avec le préfet ».

9 MAYEUR, Jean-Marie, « La rupture entre le MRP et le RPF », dans *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin,

vivement critiquée par le MRP lors d'un communiqué le 16 septembre 1946¹. Dans le Midi, le MRP se montre également très hostile à la formation d'une Union Gaulliste en Aveyron et Haute-Garonne – qui échouent aux législatives de novembre 1946². La naissance du RPF provoque de vives critiques de la part du comité national du MRP, et la situation ne cesse de s'envenimer à partir d'août 1947 jusqu'à atteindre le point de non-retour le 27 octobre 1947³. Le RPF traite alors le MRP de « vendu » et de « traître à la nation ». Le dessinateur Titi et Michel Debré expriment parfaitement cette haine, le premier en dessinant Robert Schuman poignardé par le crayon du caricaturiste, le second en le comparant à Pierre Laval⁴. Des tentatives de réconciliations ont bien lieu en avril puis novembre 1948, mais elles échouent⁵. Les années 1947 et 1948 sont les plus terribles pour le MRP, qui manque de s'effondrer face au RPF. Mais sa résistance face au mouvement gaulliste lui a permis de se redresser et de s'intégrer « dans le "système" honnis par le Général de Gaulle »⁶. Si l'on en croit Gaetano Quagliariello, les Républicains Sociaux, successeurs du RPF, haïssent particulièrement le MRP⁷. Cette tendance nationale n'est pas partagée par toutes les fédérations départementales. Certes, la majorité d'entre elles rejette le RPF, considéré comme un parti qui ne dit pas son nom et un facteur de division. Mais certaines sont tentées de se rapprocher de lui par intérêt et/ou idéologie commune.

Les départements de l'Aveyron, de la Haute-Garonne, du Gers, du Lot, et du Tarn sont ouvertement hostiles au RPF. Cela se concrétise par un comportement parfois hésitant, souvent virulent. La Fédération de Haute-Garonne réagit immédiatement à la création du RPF une motion désapprouvant les positions du général de Gaulle⁸. Le comité départemental de l'Aveyron ne sait pas comment réagir face à la création du RPF⁹. Nombre de ses militants sont favorables à de Gaulle, mais le comité national leur impose de s'opposer ouvertement aux gaullistes¹⁰. Une coalition pour

Paris, 1998, p. 604.

1 *Ibidem*, p. 605.

2 Le RGR s'allie à l'Union Gaulliste en Aveyron. ADAV 52J14, Étude de géographie électorale et politique. L'Aveyron (non datée), p. 3 ; ADHG 5020 W 7, plusieurs rapports sur l'Union Gaulliste.

3 *Ibid.*, pp. 605 et 608.

4 GIRARD, Pascal, « Le gaullisme d'opposition au miroir de la haine politique, 1947-1958 », dans DELEPLACE, Marc (dir.), *Les discours de la haine. Récits et figures de la passion dans la cité*, Presses Universitaires du Septentrion, Coll. « Histoire et civilisation », Villeneuve d'Ascq, 2009, pp. 300-301.

5 BETHOUART, Bruno, « La rupture entre De Gaulle et le MRP (Mouvement Républicain Populaire) », dans RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *La recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, Presses Universitaires de Rennes, Coll. « Histoire », Rennes, 2004, p. 31.

6 DUCERF, Laurent, « Le MRP face au RPF, un traumatisme mal surmonté », dans RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *La recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, Presses Universitaires de Rennes, Coll. « Histoire », Rennes, 2004, pp. 229-230.

7 QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo*, Il mulino, Coll. « Collezione di testi e di studi. Storiografia », Bologne, 2003, p. 276.

8 FORO, Philippe, *L'antigaullisme. Réalités et représentations (1940-1953)* [Op. Cit.], p. 271.

9 ADAV 2W8/1, 1947, Rapport mensuel (avril 1947) du commissaire des Renseignements Généraux n°699 au préfet André Rogues le 2 mai 1947, p. 3.

10 ADAV 2W8/1, 1947, Rapport des Renseignements Généraux n°711 le 3 mai 1947, et 12W8, Sous-dossier – Fédération départementale, Rapport des Renseignements Généraux n°711 le 3 mai 1947.

s'emparer des villes de Millau, Rodez et Saint-Affrique est formée en septembre 1947, mais les rivalités sont trop grandes pour qu'une entente s'établisse¹. Le député du Finistère André Colin se rend à Rodez le 13 novembre 1950 pour s'assurer que le MRP ne conclut aucune alliance avec le RPF et le PCF². La haine progressive que ressent le MRP à l'égard du RPF se manifeste par des perturbations de meetings et des discours acerbes. Elle se manifeste aussi par le sabotage d'alliance avec les RI. Ces derniers, désireux de s'associer avec les gaullistes³, les démocrates-chrétiens et les radicaux, doivent céder aux pressions du MRP et de Roger Huss en rejetant l'offre gaulliste⁴. Comme nous pouvons le constater, le MRP aveyronnais s'oppose constamment aux gaullistes, excepté lors du référendum de 1958⁵. Jean-Marie Mayeur pense que le MRP gersois se montre relativement bienveillant envers le RPF à ses débuts. En effet, l'auteur indique que « la fédération du Gers estime qu'il ne faut pas marquer dès l'abord d'opposition à l'accession du général de Gaulle au gouvernement dans la légalité »⁶. Or, les sources consultées indiquent au contraire une opposition immédiate de la fédération gersoise au Rassemblement. Le président Lacoste interdit à ses militants de rejoindre le mouvement gaulliste tandis que le député gersois Fernand Mauroux rédige un article antigauilliste⁷. L'hostilité qu'éprouvent les démocrates-chrétiens gersois pour les gaullistes est telle qu'elle est comparée par les RG à celle que ressentent les communistes envers les partisans du Général⁸ ! Le sénateur Sempe tente bien un rapprochement, mais Gailhat et Olivier Guichard ne le croient pas sincère⁹. Des divisions entre pro-gaullistes et pro-socialistes existent en 1949-1950, mais les partisans du socialisme l'emportent¹⁰. Le mépris pour les gaullistes ne va alors cesser d'augmenter les années suivantes : toute tentative de rapprochement est interdite lors des législatives ; une promesse de désistement mutuel est conclue en septembre 1951 pour les élections cantonales mais elle n'est pas respectée par le MRP¹¹ ; la crise que traverse le RPF en 1952 est considérée par les démocrates-chrétiens comme étant entièrement de la faute du Général, jugé trop autoritaire et orgueilleux¹². Un rapprochement n'est possible qu'avec Campistron, habile responsable

1 ADAV 14W10, Rapport des Renseignements Généraux de Decazeville n°361 le 25 septembre 1947 p. 2, Lettre du sous-préfet de Millau au préfet André Rogues le 10 octobre 1947, et Rapport des Renseignements Généraux n°1430 le 10 octobre 1947.

2 ADAV 14W158, Rapport des Renseignements Généraux n°2110 le 14 novembre 1950.

3 ADAV 14W156, Rapport des Renseignements Généraux n°355 le 22 mai 1951.

4 ADAV 2W8/5, Rapport mensuel d'information (mai 1951) du préfet Charles Dupuch au ministère de l'intérieur le 7 juin 1951, section I.-situation politique, p. 2.

5 ADAV 14W217, Rapport des Renseignements Généraux n°410 le 3 septembre 1958.

6 MAYEUR, Jean-Marie, « La rupture entre le MRP et le RPF » [*Op. Cit.*], p. 608.

7 FCDG RPF547, Lettre de Marcel Lacoste, président fédéral du MRP du Gers, à ses militants le 13 juin 1947 ; *La victoire de Toulouse*, 16 septembre 1947.

8 FCDG RPF547, « Extrait du rapport général Guillermin » le 18 novembre 1947.

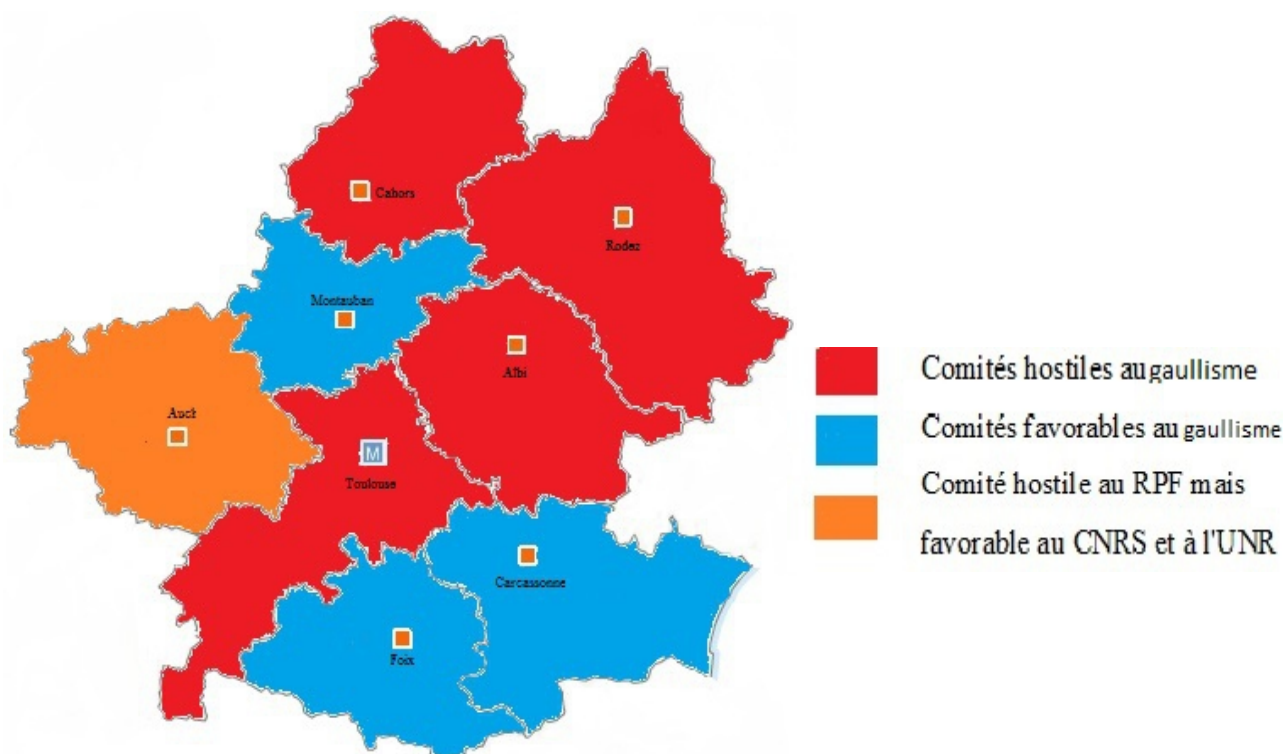
9 FCDG RPF547, « Rapport du groupement départemental du Gers » le 30 mai 1948, p. 3.

10 ADG 1205W7, Rapport des Renseignements Généraux le 9 mars 1949, p. 4 ; ADG 1159W4, Rapports des Renseignements Généraux n°203 le 1^{er} mars 1950 et n°284 le 24 mars 1950, et Lettre du préfet P. Lortholary au vice-président du conseil et ministre de l'intérieur le 7 mars 1950.

11 ADG 1165W4, Rapports des Renseignements Généraux n°813 le 24 septembre 1951 et n°864 le 15 octobre 1951 ; 1292W9, Rapport des Renseignements Généraux n°813 le 24 septembre 1951.

12 ADG 1292W9, Rapport des Renseignements Généraux n°360 le 10 juillet 1952.

gersois des Républicains Sociaux. Il obtient une union avec Sempe pour les sénatoriales, une alliance avec les démocrates-chrétiens et les Indépendants en décembre 1955¹, et une entente mutuelle entre le CNRS et les démocrates-chrétiens lors des élections cantonales de 1958. Le 8 septembre 1958, le MRP vote à l'unanimité « oui » à la nouvelle constitution, et finalement, malgré de très nombreuses tensions, une alliance entre gaullistes et républicains-populaires est créée le 2 octobre 1958². Dans le Sud-Ouest également, le MRP se montre hostile au gaullisme après quelques hésitations. Bernard Lachaise donne l'exemple du député girondin Teitgen qui qualifie le RPF de « mouvement malfaisant ». Lachaise précise d'ailleurs que les départements (et leurs personnalités) les plus opposés au Rassemblement sont la Charente-Maritime, le Gers, la Gironde, les Landes, les Basses-Pyrénées, les Hautes-Pyrénées, le Tarn-et-Garonne et le Lot (sur les treize départements qu'il étudie)³.



Carte 4 : Comités départementaux du MRP hostiles et favorables au gaullisme

Le MRP du Lot fait preuve de la même virulence à l'égard des gaullistes que celui du Gers. D'ailleurs la seule alliance qu'il daigne former avec les gaullistes aux législatives de 1958 est un échec puisqu'ils se disputent sur les candidats à choisir⁴... Les gaullistes de Haute-Garonne sont aussi hostiles envers les républicains-populaires que ne le sont leurs homologues envers eux. Durant toute la période du RPF, les critiques fusent, et sous les Rép. Soc., les divisions s'enchaînent. Le

1 ADG 1292W9, Rapport des Renseignements Généraux n°368 le 6 décembre 1955.

2 ADG 1159W27, Rapport des Renseignements Généraux n°154 le 29 septembre 1958.

3 LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme dans le Sud-Ouest au temps du RPF* [Op. Cit.], p. 77.

4 ADL 1209W33, Rapport des Renseignements Généraux n°258 le 28 novembre 1958 p. 2.

CNRS de Toulouse voit d'un très mauvais œil l'apparemment conclu entre le CNRS de Montauban et le MRP tarn-et-garonnais¹. Le colonel Tutenges s'insurge quand le MRP revendique des réformes constitutionnelles en avril 1957, alors que le parti de Chaban-Delmas se tait à ce sujet². Encore, M^e Maziol et Pierre Delnondedieu se disputent violemment pour savoir s'il faut s'allier au MRP et à la SFIO (comme le veut l'avocat) ou au contraire le combattre³ – cette dernière option l'emporte. Enfin, le MRP tarnais se montre pour le moins vicieux. Détestant les partisans du général de Gaulle⁴, mais incapable de s'opposer efficacement contre le RPF qui ne cesse de lui prendre des électeurs et des militants, il voit son président M. Taillade se montrer soudainement très proche des gaullistes⁵. Loin d'être attiré par le Rassemblement, Taillade cherche à l'amadouer pour mettre un coup d'arrêt à la progression gaulliste. Son objectif est vite atteint, et en mars 1953, il peut déclarer à ses militants que « le MRP était une force très importante dans le département et que, bien que menacé à droite [...], il constituait le parti le plus influent dans le Tarn »⁶.

Pourtant, certaines fédérations se montrent très favorables au Général. Il suffit de voir le comité directeur départemental du MRP ariégeois, qui n'hésite pas à déclarer que le RPF n'est pas une menace pour la République et que les démocrates-chrétiens sont prêts à le soutenir en cas de menace de la République⁷. Leur sympathie pour les gaullistes est telle que Bye Maurice, cadre du parti, et Maury, officier en retraite, adorateurs notoires du Général, sont suspectés par les Renseignements Généraux de préparer l'installation d'une antenne RPF à Vicdessos (chef-lieu d'un canton)⁸. Cette entente va plus loin, puisque après les élections municipales de 1947⁹, les gaullistes s'entendent avec le MRP pour choisir des candidats uniques pour les élections cantonales en mars 1949¹⁰. Le 21 juillet 1950, la situation internationale est si tendue que le MRP local décide de voter une motion accordant son soutien au général de Gaulle en cas de retour au pouvoir¹¹. Encore en janvier et mars 1951, des négociations pour une alliance lors des élections législatives ont lieu et n'échouent qu'à cause des instructions nationales des deux mouvements¹². Ce n'est qu'à partir de cet

1 FCDG CA5, Motion votée par les Républicains Sociaux de la Haute-Garonne – antenne de Toulouse – le 18 septembre 1955.

2 FCDG CA5, Lettres du colonel Tutenges à André Rives-Henrys le 26 avril 1957 et de Roger Frey au colonel Tutenges le 15 mai 1957.

3 FCDG CA5, Lettre de Jacques Maziol au président des Républicains Sociaux le 18 septembre 1958, pp. 2-3.

4 ADT 511 W 57, Rapports des Renseignements Généraux n°2126 le 1^{er} juin 1949, n°4513 le 21 novembre 1949 et n°899 le 24 novembre 1952.

5 ADT 511 W 57, Dossier M.R.P., Rapport des Renseignements Généraux n°46 le 5 janvier 1950.

6 ADT 511 W 57, Rapport des Renseignements Généraux n°114 le 16 février 1953, p. 1.

7 ADA 73W27, Rapport des Renseignements Généraux n°(4?)238 le 30 avril 1947.

8 ADA 5W13, Rapport des Renseignements Généraux n°4142 le 28 avril 1947.

9 FCDG RPF530, « Activité politique. Rapport spécial sur les élections municipales », novembre 1947.

10 Le RGR finit par refuser l'accord. ADA 2W12, Rapport des Renseignements Généraux n°2039 le 4 mars 1949.

11 ADA 5W13, Rapport des Renseignements Généraux n°1864 le 21 juillet 1950.

12 ADA 5W13, Rapport des Renseignements Généraux n°17 le 2 janvier 1951 ; ADA 2W9, Rapport des Renseignements Généraux n°8664 le 27 mars 1951.

instant que l'entente entre les deux « partis de la fidélité » est brisée... pour un temps¹. Un rapprochement à de nouveau lieu en 1954 : loin de s'affronter sur la question de la CED, une partie des adhérents MRP et RPF militent ensemble pour transférer les cendres du maréchal Pétain à Douaumont². En 1956, le président du MRP de l'Ariège promet à François Delnondedieu que son parti soutiendrait de Gaulle s'il revenait au pouvoir³. Enfin, les événements de mai 1958 et le référendum de septembre sont unanimement soutenus par les démocrates-chrétiens. Dans l'Aude, l'opposition du MRP au RPF est plus ambiguë et s'inverse au fil du temps. Au départ hostile au mouvement du Général, il va progressivement se rapprocher de lui. Les premiers signes apparaissent en 1951, lorsque 14 membres du bureau opposés à l'abbé Gau (député MRP) appellent à voter blanc – y compris dans leur bastion, le canton de Belpech⁴. Une alliance est formée en février-mars 1953 pour essayer de s'emparer de Narbonne et Castelnaudary⁵. Le MRP soutient activement le retour au pouvoir du Général et la nouvelle constitution, puis rejoint « l'Union pour les Oui » chapeautée par l'UNR, les Rép. Soc. et le CNIP⁶. Autre cas particulier, la fédération du Tarn-et-Garonne. Les militants républicains-populaires sont de sincères sympathisants du RPF et se rallient à certaines critiques émises par de Gaulle⁷. Il est vrai que l'annonce du général de Gaulle de participer aux élections municipales de 1947 a fortement déplu au MRP⁸, mais cela ne l'empêche pas de tisser des alliances en octobre 1947⁹. Des ententes discrètes sont nouées lors des cantonales de 1949 et 1951. Lors des sénatoriales de 1952, le RPF et les Indépendants et Paysans soutiennent la « liste d'entente républicaine » menée par les Républicains Indépendants (RI) et le MRP¹⁰. Les municipales de 1953 voient encore des associations entre les deux mouvements¹¹, et les Rép. Soc. s'apparentent avec le MRP et les Indépendants et Paysans en décembre 1955¹². Enfin, le comité exécutif du MRP réuni à Montauban le 11 septembre 1958 vote à l'unanimité le oui au référendum, excepté le député antigaulliste Henri Lacaze¹³. La décision de ce dernier déplut tant à ses militants

1 Par exemple, le MRP fait pression sur l'évêque de Pamiers Mgr Guiller afin d'appeler ses paroissiens à voter MRP. ADA 2W9, Rapport des Renseignements Généraux n°1626 le 9 juin 1951. Le 12 avril 1953, Dupuy refuse au nom du RPF à former une alliance avec le MRP et les radicaux. ADA 6W6, Rapport journalier (13 avril 1953) du commissaire de police de la sécurité publique de Foix Laffue le 14 avril 1953.

2 ADA 73W27, Rapport des Renseignements Généraux n°1789 le 17 juin 1954.

3 FCDG RPF530, Lettre de François Delnondedieu à Jacques Foccart le 9 décembre 1956.

4 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°397 le 22 mai 1951.

5 Le parti paysan à Narbonne et les radicaux à Castelnaudary rejoignent cette alliance. ADAD 28W30, Rapports des Renseignements Généraux n°54 le 23 février 1953, pp. 3-4, et n°81 le 20 mars 1953.

6 ADAD 1415W28, Rapport des Renseignements Généraux n°6099 le 24 septembre 1958 ; ADAD 1168W216, Rapport mensuel (novembre 1958) du préfet de l'Aude n°7385 le 1^{er} décembre 1958.

7 ADTG 1160W17, Rapport mensuel (mai 1947) du commissaire des Renseignements Généraux au préfet le 1^{er} mai [ce doit être une erreur de frappe. Il a sans doute voulu dire le 1^{er} juin] 1947.

8 ADTG 1160W17, Rapport mensuel (août 1947) du commissaire des Renseignements Généraux au préfet le 1^{er} septembre 1947, chapitre 1, p. 2.

9 ADTG 1125W6, Rapport des Renseignements Généraux n°201 le 4 octobre 1947.

10 ADTG 1125W2, Rapport des Renseignements Généraux n°PREF/4/EL le 5 mai 1952.

11 ADTG 1125W6, Rapport des Renseignements Généraux n°536/4/EL le 1^{er} décembre 1952.

12 ADTG 31W22, voir les rapports contenus dans le dossier Déclarations de candidature ; 1125W4, Plusieurs rapports dans le dossier 1956, sous-dossier Listes et biographie des candidats.

13 ADTG 1125W1, Rapport des Renseignements Généraux n°379 le 12 septembre 1958 p. 1.

qu'il dû revenir sur sa parole pour éviter un nouveau désaveu de sa fédération¹.

Cette présentation détaillée permet de mettre en lumière une spécificité « toulousaine » du MRP local : la plupart des départements sont divisés sur la position à suivre vis-à-vis du RPF et leur opinion évolue durant ces douze années. Les gaullistes rejoignant le MRP sont rarissimes, voire inexistants². En revanche, les démocrates-chrétiens se ralliant (au moins temporairement) aux gaullistes sont légions – y compris dans les départements les plus hostiles au RPF. Marcel Dupuy, qui recrute de nombreux radicaux dans les premiers mois suivant la création du RPF, se lance à partir de septembre 1947 dans le recrutement de militants MRP³. Plus tard, le cadre républicain-populaire Jean Rambaud, adhérent secret du RPF depuis 1948, quitte le MRP pour rejoindre officiellement le Rassemblement en 1951⁴. Dans le Gers, Robert séduit plusieurs militants MRP après une joute verbale contre le délégué cantonal Plante à Lombez. Ces militants décident de quitter le MRP pour rejoindre le RPF⁵. D'ailleurs, le MRP s'inquiète de plus en plus en août 1949 des risques de défections de ses militants au profit du RPF et des radicaux⁶. Le Tarn n'est pas en reste, avec de multiples ralliements de militants démocrates-chrétiens au gaullisme, tel que l'adjudant-chef Camille Bergeron en 1948⁷.

3) Le communisme et la haine des « staliniens »

Il est difficile de présenter les relations entre les gaullistes et les communistes sans révéler à l'avance le contenu des prochains chapitres. En effet, les différents mouvements gaullistes vont être constamment confrontés au Parti Communiste Français (PCF) et à ses satellites. Robert Poncéry dit du PCF « qu'aucune force politique d'importance n'a manifesté avec autant de vigueur et de constance son opposition aux initiatives gaullistes »⁸. Leur mépris mutuel est tel que leur lien dans le Midi toulousain se résume à des altercations plus ou moins graves et de la propagande au contenu méprisant. La figure du général de Gaulle est éclaboussée par des comparaisons avec des personnalités à la funeste réputation. Le colonel de Larroque et Charles Maurras sont présentés comme les pères spirituels du Général⁹. De Gaulle serait un nouveau maréchal Pétain qui tenterait

1 ADTG 1125W1, Rapport des Renseignements Généraux « référendum constitutionnel du 28/9/58 » le 18 septembre 1958, p. 1.

2 Nous ne sommes pas parvenus à en trouver un seul.

3 ADA 5W13, Note d'information des Renseignements Généraux le 10 septembre 1947.

4 Ce geste choque les militants du MRP et déplaît fortement à l'évêché qui le tient en bonne estime. ADA 2W9, Rapport des Renseignements Généraux n°1427 le 23 mai 1951.

5 FCDG RPF547, « Rapport du groupement départemental du Gers du 30 juin 1948 », section III° Propagande.

6 ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°490 le 12 août 1949.

7 L'orateur MRP reproche en plein meeting à son contradicteur gaulliste (Bergeron) d'avoir quitté le parti pour rejoindre les gaullistes. ADT 511W57, Rapport du commissaire de police de Lavaur au préfet Edmond Cornu n°1180 le 7 mai 1948.

8 PONCERY, Robert, *Gaullisme électoral et V^e République. Les élections en France depuis 1958 et la mutation du système politique. Tome 1*, Presses de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, Toulouse, 1986, p. 377.

9 FORO, Philippe, *L'antigaullisme. Réalités et représentations (1940-1953)* [Op. Cit.], p. 284.

de s'emparer du pouvoir comme le fit Hitler en 1932-1933¹. Le but de ces comparaisons est de retirer au général de Gaulle et aux gaullistes la légitimité et la gloire de la résistance, comme le font ouvertement les orateurs communistes à St-Girons le 22 avril 1947². L'éducation du Général (en plus de « l'influence » de Charles Maurras sur lui) est également mis en avant. Les communistes lui reprochent sa ferveur catholique et son royalisme. C'est ainsi qu'une affiche ridiculise de Gaulle en l'appelant « Charles X » et prévient les Français que « ses ordonnances » menacent la République³. L'Association Capital-Travail est comparée aux réformes sociales des régimes fascistes⁴. Le RPF, ce « Rassemblement de Pétainistes et de Fascistes »⁵, est désigné comme le successeur du PSF du colonel de Larroque⁶, du PPF d'avant-guerre⁷, les gaullistes associés aux vichystes, truands, SS, LVF et autres collaborateurs⁸... Aux yeux du PCF, le Général et « ses nervis » lancent les hostilités avec le discours de Rennes en juillet 1947, « "véritable philippique aux arêtes de diamant" où [...] il expliqua que le parti communiste représentait une Cinquième Colonne projetant d'asservir la France par des méthodes totalitaires afin de la transformer en un satellite de l'U.R.S.S. Jamais les communistes n'oublièrent pas la suite, même en des temps plus calmes, l'épithète de "séparatistes" qu'il leur avait décochée »⁹.

Alors que les communistes ont les yeux rivés sur le général de Gaulle en 1946-1947, le succès du RPF aux élections municipales voit le PCF élargir grandement sa stratégie de « fascisation du gaullisme par l'antigaullisme communiste »¹⁰. Son arme principale est la presse, qui s'en donne à cœur joie¹¹. Les meetings, également, offrent l'occasion de tenir des propos acerbes à l'encontre de ses ennemis jurés que sont les socialistes et les gaullistes. Diffamer, menacer, insulter, et provoquer sont monnaies courantes. Il n'est pas rare dans ces conditions de voir les meetings ou de simples rencontres éclater en bagarres. Philippe Foro le dit très bien dans sa thèse : « sous la IV^e République, les heurts entre gaullistes et communistes ne furent pas seulement verbaux. Ils furent également physiques avec parfois mort d'hommes »¹². Les tensions les plus fortes entre

1 *Ibidem*, pp. 286-288.

2 ADA 5W12, Rapport des Renseignements Généraux n°4032 le 23 avril 1947 ; ADA 5W22, Rapport de l'inspecteur des Renseignements Généraux de St-Girons n°415 au sous-préfet de St-Girons le 26 avril 1947 ; ADA 491W8, Rapport des Renseignements Généraux n°407 le 23 avril 1947.

3 ADA 5W12, Rapport « confidentiel et urgent » du sous-préfet de Pamiers au préfet Dauzet le 1^{er} décembre 1947 (et le tract qui y est joint).

4 FORO, Philippe, *L'antigaullisme. Réalités et représentations (1947-1953)* [Op. Cit.], pp. 291-292.

5 BOYER, Patricia, « Les droites vues par le Parti communiste français : le discours sur le MRP, le PRL et le RPF, 1946-1947 », dans RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *La recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, Presses Universitaires de Rennes, Coll. « Histoire », Rennes, 2004, p. 81.

6 *Le Patriote du Sud-Ouest*, 15 juillet 1947.

7 LERNER, Henri, *De Gaulle et la gauche*, L'Interdisciplinaire, Paris, 1994, p. 131.

8 *L'Humanité*, 2 septembre 1947, *France Nouvelle*, 25 septembre 1948, et *L'Humanité*, 28 février 1951.

9 LERNER, Henri, *De Gaulle et la gauche* [Op. Cit.], p. 131.

10 FORO, Philippe, *L'antigaullisme. Réalités et représentations (1947-1953)* [Op. Cit.], p. 291.

11 GUILLAUMA, Yves, « Le RPF à travers l'Humanité », dans *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, Paris, 1998, pp. 729-744.

12 FORO, Philippe, *L'antigaullisme. Réalités et représentations (1947-1953)* [Op. Cit.], p. 298.

communistes et gaullistes ont lieu lors des débuts de la Guerre Froide (1947-1949), des élections électorales et du retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958. Dans le but de vaincre les gaullistes, les communistes tentent de sortir de leur isolement en proposant à maintes reprises de former des alliances avec les rivaux du RPF. C'est pourquoi le PCF tente de créer des comités de vigilance avec la SFIO dans le Gers en avril 1947¹ et essaie de s'improviser chef de file des antigauillistes de l'Aude en octobre de la même année². Pour la même raison, il appelle à une union PCF-SFIO-radicaux-socialistes pour s'emparer de la mairie de Montauban au dépend des gaullistes, des modérés et des démocrates-chrétiens³, ou encore, il cherche à faire tomber l'alliance MRP-RPF à Pamiers pour s'emparer de la ville aux côtés des socialistes en 1956⁴.

Le retour au pouvoir du général de Gaulle donne un nouveau souffle à l'antigaullisme communiste⁵ qui s'éteint entre 1954 et 1957. Peu importe la région, aucune fédération départementale communiste n'y échappe. La lutte contre le retour au pouvoir du Général en mai, l'opposition au référendum puis les élections législatives de novembre 1958 voient une propagande active se mêler à de nombreux conflits (parfois armés) entre (néo)gaullistes et communistes. Il n'y a alors rien de surprenant à voir des comités de vigilance, des comités « antifascistes » et des comités de défense républicaine se former dans tout le pays. Par exemple, un « comité de vigilance antifasciste » est constitué à Rodez (Aveyron) et un « comité de défense républicaine » à Pamiers (Ariège) pour lutter contre de Gaulle et ses partisans⁶. Dans ces conditions, il est clair que ni les communistes, ni les gaullistes n'ont envie de se solidariser avec l'autre. Le fait que René Rieu, responsable communiste de la section de Couflens (Ariège), rejoigne le RPF vers décembre 1951, est un cas unique dans la région⁷. Les gaullistes ne sont pas tentés de rejoindre le PCF, leur principal objectif étant la lutte contre la IV^e République et les « séparatistes ». Nous pouvons donc résumer leur relation en reprenant la conclusion de Pascal Girard :

En effet, à l'anticommunisme du PCF aura répondu (quand il ne l'a pas précédé) un antigaillisme non moins violent de la part du PCF [...]. Durant son existence, le RPF aura été constamment dénoncé par le PCF comme la résurgence du fascisme, de Gaulle étant comparé à Mussolini, Hitler, Salazar, etc., et le service d'ordre gailliste étant assimilé à des bandes armées fascistes composées de

1 ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°331 le 3 mai 1947, p. 4.

2 ADAD 28W18, Rapport des Renseignements Généraux n°1196 le 22 octobre 1947.

3 *Le Patriote du Sud-Ouest*, 9 mai 1953.

4 ADA 325W296, Rapport des Renseignements Généraux n°581 le 16 février 1956.

5 Pour s'en rendre compte, il suffit de consulter les nombreux bulletins internes publiés par le PCF. ADPCF31, *Bulletin de propagande et d'information*, édité par le comité central du parti communiste Français, n°18 et n°19. Voir également les nombreux autres bulletins publiés en réaction à mai 1958 dès le mois de juin : *Lumières sur un complot*, *De Gaulle et les événements du Moyen-Orient*, *De Gaulle. Ce qu'il est, ce qu'il veut*, *Le 28 septembre, avant de votez, lisez ceci...*, etc.

6 ADAV 14W174, Note du commissaire de police de Rodez au préfet le 21 mai 1958 (tract joint) ; ADA 325W296, Rapport des Renseignements Généraux n°3001 le 30 juillet 1958.

7 Cette défection reste incompréhensible pour les cadres, qui regrettent d'autant plus cette décision que la section de Couflens devient inactive. ADA 5W12, Note de renseignements du 17 décembre 1951 remise par le sous-préfet de St-Girons au préfet Dauzet le 18 décembre 1951 ; ADA 491W8, Note de renseignements de la direction de la sûreté nationale le 12 août 1952.

repris de justice à la gâchette facile. Bref, une haine d'intensité très forte à l'encontre du RPF et qui témoigne là aussi du caractère éminemment conflictuel de la culture politique communiste¹.

Comme nous avons pu le constater dans cette sous-partie, les socialistes et les communistes représentent clairement des « ennemis à abattre » pour le RPF. Le MRP en représente également un de taille, mais les nombreuses défections de militants républicains-populaires en direction des partisans du général de Gaulle montre que la relation RPF-MRP est un rapport amour-haine. Les quelques ralliement de gaullistes au socialisme et de socialistes au gaullismes sont trop rares pour en dire autant. Qu'en est-il des partis « (r)alliés » aux différents mouvements gaullistes ?

B) Des rapprochements timides et « nocifs » : radicalisme, Parti Paysans et Républicains Indépendants

1) Le radicalisme, entre alliance et rivalité

Principal allié du RPF à ses débuts, le parti radical va jouer un rôle non négligeable dans la chute du premier mouvement gaulliste. La « bigamie », qui permet à un radical d'être en même temps au RPF et inversement, va jouer à terme contre les gaullistes. En effet, « l'existence de fortes différences idéologiques, l'opportunisme tactique du parti radical et l'hétérogénéité du gaullisme » vont briser leurs liens². À partir de 1946, l'anticommunisme et la lutte contre la « Troisième Force » permet un rapprochement entre radicaux et gaullistes, qui se concrétise par des alliances partielles aux élections municipales de 1947³. Toutefois, c'est l'opportunisme qui reste le principal moteur de ces unions, ce qui fait que les relations ne vont cesser de se dégrader à partir des élections cantonales de 1949 jusqu'à atteindre le point de non-retour avec l'interdiction de la bigamie par le congrès national du parti radical en 1951⁴. Cette brève présentation de la situation nationale ne se retrouve pas forcément dans le Midi. Les fédérations radicales étant très autonomes, elles vont adopter des comportements différents selon les départements lors de la formation du RPF. En Aveyron, le maire radical Roger Huss, président de la fédération départementale, s'efforce de convaincre les radicaux de rejoindre les gaullistes⁵. Les rumeurs veulent qu'il ait rejoint discrètement le RPF en juin 1947, mais son appartenance au mouvement n'est attestée qu'en août 1948⁶. Il aurait d'ailleurs remporté les élections municipales complémentaires de Villefranche de

1 GIRARD, Pascal, « Le gaullisme d'opposition au miroir de la haine politique, 1947-1958 » [*Op. Cit.*], p. 305.

2 LOPEZ, Ludovic, « Les relations entre gaullistes et radicaux. De la Libération aux avatars de la Bigamie (1944-1951) », dans *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, Paris, 1998, p. 653.

3 *Ibidem*, pp. 655, 657 et 658.

4 *Ibid.*, pp. 658-659.

5 ADAV 2W8/1, Rapport mensuel (décembre 1947) du préfet André Rogues au ministre de l'intérieur le 9 janvier 1948, p. 4.

6 ADAV 2W8/1, Rapport mensuel (juin 1947) du préfet André Rogues au ministre de l'intérieur le 9 juillet 1947, p. 4 ; ADAV 2W8/2, Rapport mensuel (août 1948) du préfet André Rogues au ministre de l'intérieur le 2 septembre 1948, p. 9.

Rouergue grâce à sa double appartenance présumée¹. Parallèlement, M^e Niel parvient à former un pôle de radicaux gaullistes dans le secteur d'Espalion grâce à ses amitiés avec le chef de file local, Charles de Grimal². Le Gers présente une situation assez semblable, avec des alliances dès les premiers mois suivant la naissance du RPF. Robert, délégué départemental du RPF, n'apprécie pas les manipulations faites par les radicaux lors des municipales de 1947 – ils sont parvenus à éjecter de nombreux RPF à leur profit³. Toutefois, il reconnaît que cette alliance comporte aussi des avantages, avec par exemple les radicaux Boutan (élu maire de Lussan) et Sunis (élu maire de Pouylebon), qui se revendiquent maires RPF⁴. Ces alliances sont possibles là aussi parce que le président de la fédération radicale – ici M. Lary – a rejoint le RPF. Les radicaux gersois ne sont pas unanimement favorables au RPF, contrairement aux Aveyronnais. Certains refusent toute « compromission avec la droite »⁵. C'est pourquoi le président Lary s'est arrangé pour que la question ne soit pas réglée⁶, ce qui arrange bien les gaullistes.

La Haute-Garonne est dans une situation plus complexe. Le parti radical-socialiste, conscient de ses profondes divisions sur la question, vote une motion demandant de ne pas prendre position vis-à-vis du RPF⁷. Ainsi, ils préfèrent laisser libre court aux choix personnels de leurs adhérents. Certains opposants vont parvenir à proposer lors du congrès de la fédération du Sud radical-socialiste de juin 1949 (repoussée en septembre) des motions spéciales proposant la lutte contre le RPF et l'exclusion de tous les militants ayant opté pour une double appartenance⁸. Ces motions ne passent pas, et les échanges entre radicaux et gaullistes de Haute-Garonne restent rares mais cordiaux jusqu'aux législatives de 1951. Ce type de situation se retrouve ailleurs en France. Ainsi, Frédéric Fogacci démontre que la Haute Saône voit les radicaux divisés entre « gaullistes d'occasion » et « radicaux orthodoxes »⁹. Pour en revenir sur le Midi, un autre exemple est celui du Lot, où le parti radical-socialiste est fortement divisé entre pro-RPF – groupe mené par le Dr Boudou, radical-socialiste et conseiller national RPF – et anti-RPF – coalition menée par le Dr Calvet¹⁰. En soutenant Boudou, le RPF parvient à calmer la situation. Une alliance avec Gaston

1 ADAV 2W8/2, Rapport mensuel (août 1948) du préfet André Rogues au ministre de l'intérieur le 2 septembre 1948, p. 9.

2 ADAV 14W155, Rapport des Renseignements Généraux n°1138 le 15 juillet 1948.

3 FCDG RPF547, Rapport du groupement départemental du Gers du 31 octobre 1947.

4 *Ibidem*.

5 ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°342 le 21 mai 1948.

6 FCDG RPF547, Sous-dossier – Dossiers départementaux, Lettre non signée (Richard Robert ?) au secrétariat général du RPF le 15 mai 1948.

7 ADHG 2692W 44, Rapport des Renseignements Généraux n°5168 le 21 avril 1947.

8 ADHG 2008W 153, Rapport des Renseignements Généraux n°4953 le 20 juin 1949.

9 FOGACCI, Frédéric, « Gaullistes et Radicaux en Haute Saône sous la IV^e République », dans AUDIGIER, François, SCHWINDT, Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est de la IV^e République*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2009, pp. 335-349.

10 FCDG RPF556, Lettre de Paul Jouclas à M. Pompéi le 15 janvier 1948.

Monnerville, grande figure du radicalisme lotois, est même conclue pour les sénatoriales de 1948¹. Pourtant, la situation se dégrade dès 1949. Gaullistes et radicaux lotois deviennent ennemis et ne parviennent plus à s'entendre. Les gaullistes en tiennent une rancune si tenace que Pauline Vagnat écrit encore le 6 juin 1955 à un « compagnon » :

dans ce canton, impossible de faire de la propagande car ils sont radicaux de la pire espèce tous ont collaborés [...] avec les boches, et toute cette bande de radicaux sont des amis de Monnerville. J'avais dû en 1944, à notre libération du Lot, en faire mettre 3 en prison. Non seulement cela, mais Monnerville, voulait leur donner la légion d'honneur. Je m'y suis opposé en relatant leur conduite infecte [sous] l'occupation (dénonciation de juifs) et fait mettre 13 jours de prison à Saint-Michel à Toulouse².

Une ultime tentative de réconciliation est faite par Jouclas pour le compte des Rép. Soc. en 1955, mais elle avorte en décembre³. Enfin, la fédération audoise se retrouve elle aussi dans un entre-deux difficilement soutenable. Une part importante des radicaux carcassonnais sont favorables aux gaullistes, alors que ceux de Limoux et Narbonne y sont majoritairement hostiles. L'influent radical Henri Grand, sympathisant RPF, refuse de rejoindre le mouvement gaulliste tout en essayant de le protéger⁴. Son indécision semble avoir eu un certain impact sur les relations gaullo-radicales. Le 9 octobre 1948, une réunion est tenue à Narbonne. Le projet de former une alliance entre radicaux et gaullistes s'achève par un non-lieu, certains étant très favorables au projet, d'autres profondément hostiles⁵. Finalement, la fédération audoise reste dans le flou jusqu'aux législatives de 1951.

Les fédérations radicales les plus hostiles aux gaullistes sont celles du Tarn, du Tarn-et-Garonne et de l'Ariège. Dans cette dernière, le parti radical met gaullistes et communistes au ban de la société dès le 1^{er} mai 1947 en votant à l'unanimité une motion interdisant toute action commune avec le RPF et les comités de vigilance⁶. Une sorte de « chasse aux sorcières » est même établie par la fédération ariégeoise. En novembre 1951, Marcel Dupuy, gaulliste et adjoint au maire de Foix, écoeuré par la défaite, demande à rejoindre les radicaux-socialistes. Ces derniers ne l'acceptent qu'à condition qu'il quitte le RPF et coupe les ponts avec les gaullistes⁷. Trois ans plus tard, alors que le RPF est sur la sellette, un conseiller général radical est accusé par un conseiller municipal de Pamiers de connivence avec les gaullistes, le MRP et la SFIO⁸. La fédération du Tarn-et-Garonne est la plus fourbe. Le gaullisme s'annonçant prometteur à ses débuts, les radicaux décident sous l'impulsion de Jean Baylet de soutenir le RPF sans s'allier pour autant. Lors d'un meeting à Moissac

1 ADL 1209W58, Rapport « Résultats des élections au Conseil de la République » du préfet Maurice Justin au ministre de l'intérieur le 7 novembre 1948.

2 Nous respectons la casse des caractères et l'orthographe de l'auteur. FCDG RPF556, Lettre de Pauline Vagnat à un compagnon (Jacques Soustelle ?) le 6 juin 1955, p. 1.

3 FCDG CA6, Lettre de Paul Jouclas à Messieurs Tastevin et Rives-Henrys le 7 décembre 1955.

4 ADAD 45W4, Rapport des Renseignements Généraux n°767 le 25 juin 1947.

5 ADAD 45W2, Rapport des Renseignements Généraux n°1137 le 10 octobre 1947.

6 ADA 5W9, Rapport des Renseignements Généraux n°4350 le 2 mai 1947.

7 ADA 5W9, Rapport des Renseignements Généraux n°3479 le 23 novembre 1951.

8 ADA 73W27, Rapport des Renseignements Généraux n°964 le 27 mars 1954.

le 10 mai 1947, Baylet se dit d'accord sur de nombreux points avec de Gaulle mais reste prudent¹. Une alliance est formée en octobre 1947 pour s'emparer de la mairie de Montpezat², mais les rivalités sont déjà trop importantes entre les deux mouvements pour qu'elle puisse s'étendre à d'autres villes. Finalement, la situation explose en janvier 1948, lorsque le conseiller de la République H. P. Cayrou, radical-socialiste affilié RPF, est contraint de démissionner du RPF³. La guerre entre les deux partis vient de démarrer...

Ces situations très diverses n'empêchent pas des échanges entre les deux mouvements. De très nombreux radicaux adoptent la « bigamie » durant les premières années du RPF, tandis que plusieurs gaullistes vont rejoindre les radicaux lors de la décadence du Rassemblement. Outre les exemples donnés plus haut, nous pouvons citer Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux (radical qui a rejoint et cofondé le RPF), Michel Debré et Jacques Soustelle – il mena une liste RGR en 1946⁴. En 1946, le neveu du général de Gaulle Michel Caillau s'allie au RGR pour les législatives de novembre 1946 (il obtient 13 200 voix)⁵. Plus tard, des radicaux comme Paul Gautier intègrent le RPF dans l'espoir de gagner les élections cantonales de 1949⁶. Dans l'Aude, le radical Esparseil, qui a rejoint le RPF dès ses débuts, ne quitte le mouvement en avril 1949 qu'à cause du comportement impulsif du délégué départemental Paris⁷. Négrier, radical-socialiste lotois, est approché par le RPF en 1948 sur les conseils de Bourdeau qui le dit « arriviste » mais « très intelligent »⁸. Des échanges dans l'autre sens sont beaucoup plus rares mais existent. Ainsi, dans le Gers, une liste de candidats radicaux a été établie en accord avec le RPF en 1949. Tous les candidats radicaux doivent être affiliés RPF, et les candidats RPF affiliés radical⁹. Plus tard, Donnat, ancien militant RPF ariégeois, décide de rejoindre les radicaux en septembre 1954¹⁰.

Au final, les radicaux et les gaullistes ne peuvent s'entendre. Les seconds ont commis l'erreur de trop compter sur les premiers, exactement comme ils le font avec les Indépendants de l'Aveyron. Les radicaux sont bien trop différents des gaullistes pour parvenir à s'associer sincèrement avec eux. Seul l'opportunisme semble avoir véritablement motivé leur association

1 ADTG 1160W17, Rapport mensuel (mai 1947) du commissaire des Renseignements Généraux au préfet le 1^{er} mai [ce doit être une erreur de frappe. Il a sans doute voulu dire le 1^{er} juin] 1947, chapitre 2^o p. 4.

2 ADTG 1125W6, Rapport des Renseignements Généraux n°204 le 9 octobre 1947.

3 FCDG, RPF585, Lettre de Henri Cayrou le 23 janvier 1948.

4 LACHAISE, Bernard, LE BEGUEC, Gilles, SIRINELLI, Jean-François, *Jacques Chaban Delmas en politique*, PUF, Paris, 2007, 481 p. ; PERRIER, Jérôme, *Michel Debré*, Ellipses, Paris, 2010, 452 p. ; ULLMANN, Bernard, *Jacques Soustelle. Le Mal Aimé*, Plon, Paris, 1995, 443 p.

5 ADAV 52J14, Étude de géographie électorale et politique. L'Aveyron, p. 3.

6 ADAV 152W76, Profession de foi de Paul Gautier pour le canton de St-Sernin aux élections cantonales de 1949.

7 Esparseil reproche, entre autre, que sa parole « d'ancien » ne soit pas écoutée. FCDG RPF532, Sous-dossier – Conseil départemental du RPF, Lettre de Raymond Esparseil au chef de cabinet du RPF le 20 avril 1949.

8 FCDG RPF556, Note de J. G. le 12 juin 1948.

9 ADG 1205W7, Rapport des Renseignements Généraux n°519 le 26 juillet 1948.

10 ADA 73W27, Rapport des Renseignements Généraux n°574 le 15 février 1955, p. 3.

temporaire, bien qu'en certains lieux, l'amitié et la fascination ont pu justifier un rapprochement. Finalement, l'analyse de Ludovic Lopez semble assez bien décrire la situation :

L'antiradicalisme de nombreux gaullistes reste féroce et connu. [...] A l'inverse, l'antigaullisme de la plupart des radicaux porte sur la menace d'un retour au bonapartisme. Les radicaux dénoncent non seulement le danger de la dictature d'assemblée mais aussi de la dictature personnelle. [...] En fait, les rapports entre les deux états d'esprit [...] se cristallisent autour de l'affrontement entre leurs deux chantres : Charles de Gaulle et Édouard Herriot¹.

2) Le Parti Paysan et les Républicains Indépendants : des alliés intéressés

Les partis dits modérés et les gaullistes entretiennent des liens parfois étroits. La principale raison de ces alliances est l'intérêt électoral, mais aussi parfois la conviction sincère en un avenir meilleur par le biais de ces associations. Dans le Midi, les principaux partis pouvant être considérés comme modérés sont le Parti Paysan – qui fusionne avec le Centre National des Indépendants (CNI) de Roger Duchet en février 1951 pour devenir le Centre National des Indépendants et Paysans (CNIP)² – et les Républicains Indépendants (RI). Si le premier est marginal dans la région, le second domine la vie politique aveyronnaise. Les méthodes employées pour se rapprocher vont différer selon les départements et partis. Les RI et le RPF vont former de nombreuses alliances durant les premières années de la IV^e République. La principale raison est la difficulté des gaullistes à former des listes homogènes. Par exemple, lors des élections municipales de 1947, les gaullistes n'ont d'autres choix que de s'allier avec les RI pour s'emparer de la ville de Saint-Affrique³. Lucien Galtier, RI affilié RPF, joue un rôle majeur pour le compte des gaullistes : tout en acceptant d'être un conseiller municipal gaulliste, il s'occupe de l'antenne militante locale au mépris de son premier parti⁴. En échange de leur soutien, les RI en attendent beaucoup de leur modeste allié, à commencer par ne pas les gêner dans leur quête de pouvoir. Ainsi, Niel tente de convaincre le RPF de ne présenter aucun candidat dans les cinq cantons où les RI tentent leur chance afin de ne pas les froisser⁵. Peu après, les gaullistes Niel et Enjalbert sont contraints de cesser leur campagne sénatoriale au privilège des RI pour préserver leur alliance⁶. C'est grâce à ce sacrifice que les RI affiliés RPF Bonnefous et Maroger sont élus. Encore après, les cousins docteurs Galtier remportent les cantons de Belmont et Saint-Affrique⁷ etc. Les exemples d'échanges entre RI et RPF ne manquent pas. Ce qui est intéressant de constater, c'est que les RI sont au départ très attirés par les gaullistes aveyronnais jusqu'en 1950. Les élections législatives de 1951 vont mettre un terme à cette

1 LOPEZ, Ludovic [*Op. Cit.*], p. 654.

2 GUILLAUME, Sylvie, « Les relations avec les autres partis. Rapport de synthèse », dans *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, Paris, 1998, p. 602.

3 ADAV 14W10, Rapport des Renseignements Généraux n°1430 le 10 octobre 1947.

4 ADAV 12W8, Dossier – Organisation, Rapport des Renseignements Généraux n°213 le 11 février 1948.

5 Il insiste sur le fait que 2 RI qui se présentent aux cantonales sont affiliés au RPF. ADAV 14W154, Rapport des Renseignements Généraux n°1134 le 13 juillet 1948.

6 ADAV 12W8, Dossier – Manifestations, Rapports des Renseignements Généraux n°1622 le 19 octobre 1948 et n°1634 le 22 octobre 1948.

7 ADAV 14W24-4, Rapport du préfet André Rogues n°1228/cal le 28 mars 1949 p. 2.

alliance. En effet, sur ordre du général de Gaulle, le RPF local se voit refuser toute alliance avec les RI menés par Baudis¹. Pour les RI, c'est une trahison qu'ils ne pardonnent pas. Tous les anciens affiliés quittent le RPF. Certains gaullistes vont même « trahir la cause » en quittant le mouvement pour rejoindre les Indépendants. Le cas le plus significatif est l'avocat Jean Raymond Niel. L'ancien modéré qui rejoignit le RPF et s'affilia au Parti Paysan, décide de quitter les gaullistes pour s'inscrire chez les Indépendants². Paradoxalement, au moment où tout va mal pour les gaullistes, Lucien Galtier, RI à l'origine, ne se contente plus d'être affilié RPF : il devient un militant authentique et le reste jusqu'au retour du Général au pouvoir³. C'est une exception, aucun autre Indépendant ne le suivra. L'erreur des gaullistes aveyronnais a été, comme dit plus haut, de s'appuyer sur le principal parti du département. Pensant l'égaliser ou du moins le talonner, le RPF local a fini par disparaître, ses militants être englobés dans le parti modéré. Les Républicains Sociaux font exactement la même erreur par la suite, et sans l'aide des RI, Louis Delmas n'aurait jamais remporté le canton de Salles-Curan le 20 avril 1958. Dans les autres départements, il n'existe pas d'alliance sérieuse entre Indépendants et Gaullistes. Il peut y avoir des alliances de circonstances à la veille d'une élection, comme c'est le cas dans le Tarn-et-Garonne⁴, mais cela reste marginal et très temporaire.

Ayant rejoint l'obédience du CNIP sans pour autant perdre ses structures, le Parti Paysan est un allié beaucoup moins important pour les gaullistes. Il n'existe pas dans tous les départements du Midi toulousain et connaît un faible succès électoral. Toutefois, des alliances temporaires sont formées ci et là entre gaullistes et « modérés paysans ». Il arrive même que des militants d'un bord rejoigne l'autre. C'est le cas du gersois Marcel Debets qui, après avoir quitté le RPF pour rejoindre l'UDCA, décida finalement de rallier le Parti Paysan et de s'affilier à l'UNR⁵. Dans le Tarn, Christian de St Salvy, membre du bureau fédéral du Tarn du Parti Paysan, est également un adhérent du RPF⁶. Dans l'Aveyron, le Parti Paysan est fortement influencé par le gaulliste Niel au début de la IV^e République – surtout dans l'Espanniolais, fief du juriste aveyronnais⁷. Lors de son congrès départemental les 21 et 22 août 1948, Jean Raymond Niel et le responsable RPF Pierre Caubel –

1 ADAV 12W8, Dossier – Manifestations, Rapport des Renseignements Généraux n°334 le 10 mai 1951.

2 ADAV 14W18, Rapport des Renseignements Généraux n°343 le 10 décembre 1955.

3 FCDG RPF532, Correspondance, Lettre de Lucien Galtier à Louis Terrenoire le 20 mars 1952 et note de J. Richard à l'attention de Monsieur Terrenoire le 27 mars 1952. Cette lettre montre que Lucien Galtier se présente et se considère désormais comme pleinement gaulliste. Il ne fait plus mention de son appartenance aux RI. La note montre quand à elle que la direction le considère comme gaulliste puisqu'elle le nomme « compagnon Lucien Galtier ».

4 ADTG 1125W4, Note d'information des Renseignements Généraux n°4784/588/4 le 29 septembre 1955.

5 ADG 1241W1-5, Rapport des Renseignements Généraux n°192 le 25 novembre 1958 p. 2, et profession de foi de Marcel Debets.

6 ADT 511 W 57, Rapport des Renseignements Généraux n°294 le 30 mars 1951.

7 ADAV 14W156, Rapport des Renseignements Généraux n°1278 le 5 août 1948.

invités à y assister – parviennent à convaincre (non sans difficulté) l'assistance de soutenir le RPF¹. Le Parti Paysan est trop faible pour menacer les mouvements gaullistes, pourtant eux-mêmes très fragiles. Des alliances éphémères ont lieu durant toute la IV^e République, les dernières dans le cadre des élections cantonales de 1958 – Pierre de Sainte-Marie, Rép. Soc., est soutenu par le Parti Paysan² – et le retour au pouvoir du général de Gaulle.

Les alliances d'intérêts sont donc nombreuses entre RPF/CNRS, Parti Paysan et RI. Les gaullistes ne sont pas toujours naïfs et comprennent qu'ils peuvent être manipulés. Par exemple, la fédération RPF gersoise soupçonne en septembre 1948 la droite et le centre-droit de chercher à s'associer à elle par pur intérêt électoral, malgré les discours pro-gaullistes que ces milieux tiennent³. Inversement, les anciens alliés peuvent eux aussi se sentir manipulés. Ils cherchent alors à se couper de l'influence du RPF lorsque celui-ci se désagrège, voire même à l'achever. Ainsi, les Indépendants de l'Ariège, constatant un arrêt des activités gaullistes et démocrates-chrétiennes en juin 1953, essaient de recruter les militants de ces deux mouvements⁴. Nous avons mentionné plus haut le CNIP, mais il nous est impossible de l'analyser : les sources manquent. Il semble évident qu'une rivalité existait entre les deux mouvements, le CNIP ayant pour but d'unifier les partis de droites qu'attire le RPF⁵. Leur sociologie militante est semblable, avec une forte représentativité des classes moyennes et du secteur privé, la défense de la loi Barangé et la lutte contre la CED, mais il s'intègre surtout dans les milieux ruraux contrairement au gaullisme (qui est urbain)⁶. Des connections peuvent donc exister entre les deux mouvements malgré ces fortes rivalités, mais nous ne sommes pas en mesure de les attester.

C) Des tentations très relatives : Poujadisme et mendésisme

1) L'UDCA ou la tentation de la subversion

L'Union de Défense du Commerce et de l'Artisanat, ou UDCA, est à l'origine un mouvement contestataire syndical⁷. Né à Saint-Céré, dans le Lot, il est rapidement prit en charge par Pierre Poujade qui va en faire une formation politique très crainte par le régime durant les dernières années de la IV^e République (1954-1958). Ce mouvement, le poujadisme, est considéré par nombre de

1 ADAV 14W156, Rapport du préfet André Rogues n°3960 le 23 août 1948, et Télégramme du commissaire des Renseignements Généraux n°31 au préfet le 23 août 1948.

2 ADTG 1160W48, Rapport des Renseignements Généraux n°02/1/2 le 12 mars 1958.

3 ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°X.T.3. le 2 septembre 1948.

4 ADA 73W27, Note d'information des Renseignements Généraux n°3799 le 12 décembre 1953.

5 GUILLAUME, Sylvie, « Le RPF et le Centre National des Indépendants et Paysans (CNIP) », dans *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, Paris, 1998, p. 613.

6 *Ibidem*, pp. 615, 617 et 618.

7 SOUILLAC, Romain, *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2007, 415 p.

partis politiques comme le successeur direct du RPF¹ : il apparaît au moment où le premier mouvement gaulliste cesse la lutte électorale et reprend plusieurs de ses dictons – par exemple, « sortir les sortants » rappelle des slogans gaullistes tels que « chasser les sortants » et « un coup de balais le 17 juin ! »². Les conflits entre les poujadistes et les principaux ennemis des gaullistes, les communistes, ne manquent pas³. Au point que les chercheurs finissent eux-mêmes par voir les bagarres entre les deux mouvements comme la preuve d'une succession entre gaullistes et poujadistes⁴. En Haute-Garonne, les violences socialistes faites contre les gaullistes quelques années plus tôt sont désormais tournées vers les poujadistes⁵. À tout cela s'ajoute le fait que Pierre Poujade est conseiller municipal RPF de Saint-Céré avant de prendre la tête de l'UDCA⁶. Tous ces éléments montrent les liens entre le gaullisme d'opposition et le poujadisme. Les gaullistes dans le Midi ne font pas exception, et une partie non négligeable de ses membres va rejoindre le mouvement avant de retourner vers le général de Gaulle en 1958. Le Lot, berceau du poujadisme, est également l'un des départements les plus réfractaires à l'UDCA⁷. La seule raison pour laquelle la fédération poujadiste du Lot existe est le ralliement massif des membres du RPF à partir de 1955. Le 28 mai 1955, Paul Jouclas écrit à Rives-Henrys pour lui expliquer que les anciens du RPF lotois semblent attirés par les revendications poujadistes⁸. En décembre, il décide de ne présenter aucune liste gaulliste aux législatives de 1956 à cause, entre autres, du succès que connaît le poujadisme auprès des gaullistes⁹. Il existe des cas individuels qui montrent l'attraction qu'exerce le poujadisme envers les gaullistes de la première heure. Dans le Gers, le boucher André Allieres rejoint l'UDCA dès 1954 et y reste en 1958 malgré son soutien pour Pierre Popie (candidat UNR en novembre 1958). Marcel Debets, agriculteur, est quant à lui poujadiste lors de la mise en sommeil du RPF, avant de rejoindre vers 1958 le Parti Paysan.

Les liens entre gaullistes et poujadistes ne se résument pas qu'à des ralliements de militants d'un bord vers l'autre, mais aussi par des échanges. Le Tarn-et-Garonne en fournit un exemple probant. Malgré l'hostilité du responsable local UDCA, Pierre de Sainte-Marie se présente aux

1 Par exemple, le parti communiste voit dans les poujadistes des gaullistes et vichystes camouflés. APCF31, Bulletin « Poujade sans masque », deuxième édition, 18 mars 1956.

2 Reproduction d'un tract RPF. ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°432 le 13 juin 1951.

3 PISTRE, Nathalie, « Les poujadistes et la violence politique », dans AUDIGIER, François, Girard, pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve Éditions, Coll. « Actes académiques », Paris, 2011, pp. 149-150.

4 GIRARD, Pascal, « La violence militante communiste à l'apogée de la guerre froide, 1947-1953 », dans AUDIGIER, François, Girard, pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve Éditions, Coll. « Actes académiques », Paris, 2011, pp. 149-150.

5 PISTRE, Nathalie, « Les poujadistes et la violence politique » [*Op. Cit.*], supra p. 144.

6 *Ibidem*, p. 138.

7 WILLIAMS, Philip, *Crisis and compromise. Politics in the Forth Republic*, Longman Group Limited, Londres, 1972, supra p. 168. Si l'on en croit Williams, le poujadisme s'implante très bien dans les régions en déclin, comme le Midi (consulter la page 379 du même ouvrage).

8 FCDG CA6, Lettre de Paul Jouclas à André Rives-Henrys le 28 mai 1955.

9 FCDG CA6, Lettre de Paul Jouclas à l'attention de Tastevin et Rives-Henrys le 7 décembre 1955.

cantonales d'avril 1958 comme Républicain Social affilié au Parti Paysan, avec le soutien des poujadistes locaux¹. Marcel Baconnet, lui aussi Rép. Soc., se présente comme « Républicain Indépendant » au canton de Montauban-Ouest avec le soutien du Parti Paysan et de l'UDCA². Cette union entre gaullistes et poujadistes est scellée avec la constitution de l'Union de Défense des Intérêts Cantonaux (UDIC), qui réunit aussi le CNIP et le Parti Paysan³. Outre les alliances, le vote peut montrer à quel point le gaullisme et le poujadisme semblent proches. En effet, René Segond, qui est un candidat poujadiste en 1956 dans le Lot, capte une grande partie des électeurs gaullistes de 1951⁴. Dans l'Aude, les viticulteurs, qui s'étaient en partie ralliés au gaullisme en 1951, vont largement soutenir le poujadisme en 1956⁵. Dans la Haute-Garonne, l'électorat gaulliste de 1951 vote pour l'UDCA aux législatives de 1956⁶, etc. Néanmoins, cette entente, qui varie selon les départements, ne doit pas masquer les rivalités et les conflits qui peuvent naître entre les deux mouvements. Si les poujadistes sont pro-Algérie française, Nathalie Pistre nous rappelle qu'ils restent majoritairement antigauillistes en 1958⁷. Là encore, le Tarn-et-Garonne illustre bien cette relation duale. Un rapport des RG daté du 3 juin 1958 constate que l'UDCA veut faire pression sur les gaullistes et le Général⁸. L'entente établie au début de l'année est brisée, et une propagande antigauilliste se fait jour. Jean Soupa, responsable de l'UDCA du Tarn-et-Garonne, n'hésite pas à critiquer les candidats gaullistes aux législatives de novembre 1958 au même titre que les autres⁹. L'UDIC n'est plus qu'un lointain souvenir... Dans l'Aveyron, Louis Delmas tient des propos très virulents à l'égard des poujadistes lors de sa campagne législative. Pierre Poujade en vient à l'attaquer en justice pour diffamation le 19 novembre 1958 suite à la diffusion à Millau d'un tract¹⁰.

L'Union de Défense du Commerce et de l'Artisanat a indéniablement exercé une certaine fascination auprès d'une partie des gaullistes esseulés lors de la « traversée du désert ». Toutefois, cette tentation poujadiste n'a guère duré et le retour au pouvoir du général de Gaulle a rapidement forgé des inimitiés entre les deux mouvements.

1 ADTG 1125W7, Rapport des Renseignements Généraux n°164/4/JT le 21 mars 1958.

2 ADTG 1125W7, Rapport des Renseignements Généraux n°167/4/JT le 21 mars 1958.

3 ADTG 1125W7, Rapports des Renseignements Généraux les 12 et 18 avril 1958. Un tract de l'UDIC est joint au rapport du 18 avril.

4 ADL 1209W33, Rapport du sous-préfet de Gourdon P. Lenquette au préfet du Lot n°1972 le 26 novembre 1958, p. 4.

5 WILLIAMS, Philip, *Crisis and Compromise* [Op. Cit.], pp. 357-358.

6 MAGNOU, Anne-Marie, « Les élections législatives à Toulouse sous la IV^e République », *Annales de la faculté de droit de Toulouse*, Tome IX, Fascicule 2, Toulouse, 1961, p. 276-277.

7 PISTRE, Nathalie, « Les poujadistes et la violence politique » [Op. Cit.], p. 148.

8 ADTG 1042W11, Rapport des Renseignements Généraux n°267 le 3 juin 1958.

9 Reproduction d'un article de Jean Soupa dans *Fraternité Matin*. ADTG 1125W4, Rapport des Renseignements Généraux n°8058/490/1 le 4 novembre 1958.

10 ADAV 14W217, Télégramme du commissaire des Renseignements Généraux le 20 novembre 1958.

2) Pierre Mendès-France : le retour éphémère du chef charismatique

Le cas de Pierre Mendès-France (PMF) est particulier et sujet à caution¹. Président du conseil du 19 juin 1954 au 5 février 1955², il est considéré (avec Antoine Pinay) comme le chef de gouvernement le plus charismatique de la IV^e République. Un parallèle entre PMF et de Gaulle a souvent été fait, au point que Robert Frank et Éric Roussel en viennent à écrire un livre en 2014³. Les Républicains Sociaux ont fait preuve d'une profonde admiration pour Mendès-France. Lorsque celui-ci se présenta comme président du conseil, il obtint presque toutes les voix des Républicains Sociaux du moment – seuls 7 votèrent contre lui au nom de « l'orthodoxie » du gaullisme⁴. Quatre raisons peuvent expliquer ce soutien massif en 1954. Tout d'abord, PMF manifeste sa volonté de « redorer le blason » de la France sur la scène internationale après le désastre de Dien Bien Phû, ce qui cadre avec le désir de grandeur exprimé par les gaullistes. Ensuite, il rend plusieurs hommages au général de Gaulle, allant jusqu'à prétendre que le Général serait l'un de ses pères spirituels lors de son discours inaugural, ce qui a de quoi séduire de nombreux partisans du général de Gaulle. Après, PMF a l'audace de reposer la question de la CED, que tous ses prédécesseurs finissaient par repousser car ils sentaient que leur ministère serait probablement mis en minorité sur le sujet. Son courage politique et les innovations qu'il apporta dans le fonctionnement de la « Mal Aimée » plaisent beaucoup aux gaullistes. Louis Terrenoire déclare même que « c'est comme si notre démocratie avait découvert d'un seul coup le XX^e siècle »⁵. Enfin, si l'admiration pour l'homme compte beaucoup, le pragmatisme joue également un rôle indéniable. Gaetano Quagliariello reprend les positions de plusieurs Rép. Soc. pour expliquer leur soutien à Mendès-France : celui-ci est un homme charismatique qui a l'ambition de faire bouger les choses. Son échec serait la preuve que même un homme talentueux, plein de bonnes volontés, ne peut sauver « le régime des partis ». L'auteur italien s'appuie sur les déclarations de Roger Frey :

Frey rese esplicito nel novembre 1954 : « Se Pierre Mendès France dovesse fallire, avremmo avuto la prova che un'esperienza di sinistra non può riuscire più di un'esperienza di destra – stile Pinay – nel quadro delle nostre istituzioni »⁶.

Malgré ce dernier argument avancé par Frey, l'attachement au général de Gaulle et l'admiration pour Mendès-France ne semblent pas être contradictoires pour les gaullistes du moment. Même la base militante montre un certain soutien au président du conseil. Certes, les gaullistes ne rejoignent pas

1 Tous les chercheurs ne sont pas d'accord avec ce qui va suivre. Nos propos suivent les sources à notre disposition et les théories de Gaetano Quagliariello.

2 CAUCHY, Pascal, *La IV^e République*, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 2004, pp. 123-124.

3 FRANK, Robert, ROUSSEL, Éric (dir.), *Deux passions françaises. Pierre Mendès France et Charles de Gaulle*, CNRS Éditions, Paris, 2014, 366 p.

4 BAAL, Gérard, *Histoire du radicalisme*, La Découverte, Coll. « Repères », Paris, 1994, p. 103 ; VENDROUX, Jacques, *Souvenirs de famille et journal politique. Tome 1 : Cette chance que j'ai eue*, Plon, Paris, 1974, p. 354.

5 QUAGLIARIELLO, Gaetano, *De Gaulle et il gollismo* [Op. Cit.], p. 245.

6 « Frey explique en novembre 1954 : "Si Pierre Mendès France devait échouer, nous avons la preuve que la gauche ne peut pas obtenir de meilleur expérience que la droite – style Pinay – dans le cadre de nos institutions ". *Ibidem*, p. 254.

Mendès-France. Mais ils ont une véritable sympathie pour lui jusqu'au retour du général de Gaulle au pouvoir. Pour preuve, nous en donnons deux exemples. Louis Terrenoire enjoignit PMF de quitter les radicaux et de rejoindre le CNRS pour y développer son « new-dealisme »¹. Lors des élections législatives du 2 janvier 1956, Jacques Chaban-Delmas et la majorité des Rép. Soc. qui se (re)présentent rejoignent la coalition dite de « Front Republicain » (une coalition de centre-gauche menée, entre autres, par Mendès-France)². La raison en est sa direction par le prestigieux président du conseil³.

Les gaullistes sont tellement admiratifs envers Pierre Mendès-France que Quagliariello estime qu'on aurait tout aussi bien pu nommer « mendésistes » les gaullistes de 1954-1955⁴. Il faut garder à l'esprit que PMF sait comment s'adresser aux partisans du Général. Avant de tenter l'investiture, il rend visite à l'homme du 18 juin et annonce une hausse du salaire minimum pour convaincre les gaullistes et les socialistes de rallier la majorité gouvernementale⁵. C'est par ces divers stratagèmes que PMF parvient à se rallier les gaullistes en 1954⁶. Les gaullistes midi-pyrénéens réagissent de différentes façons lors de ce ralliement. Les haut-garonnais, tarnais, gersois et aveyronnais placent de grands espoirs en lui. Par exemple, les gaullistes aveyronnais espèrent que PMF partage et tient compte des opinions du général de Gaulle lorsqu'il le rencontre⁷. Au contraire, les gaullistes audois et tarn-et-garonnais ne portent pas le radical dans leur cœur. Deux ans après la chute du gouvernement Mendès-France, les Rép. Soc. de l'Aude critiquent allègrement le gouvernement de Guy Mollet. Ces critiques s'achèvent par des comparaisons désobligeantes, tel que « l'abandon » de l'Indochine par Mendès-France⁸. L'année précédente, l'antenne du CNRS de Tarn-et-Garonne est dissoute sur ordre de Jacques Chaban-Delmas pour punir les militants montalbanais. En cause, leur refus catégorique de rallier le « Front Republicain » pour se lancer dans la compétition avec l'aide des RI et du MRP – ce qui avait conduit à une défaite cuisante des gaullistes dans le département⁹.

1 *Ibidem*, p. 245.

2 BAAL, Gérard, *Histoire du radicalisme* [Op. Cit.], p. 106.

3 *Ibidem*, p. 280.

4 *Ibidem*, p. 245.

5 WILLIAMS, Philip, *Crisis and compromise* [Op. Cit.], p. 409.

6 GAÏTI, Brigitte, *De Gaulle. Prophète de la Cinquième République*, Presses de Sciences Po, Paris, 1998, p. 223.

7 ADAV 14W152, Rapport des Renseignements Généraux n°2443 du 20 octobre 1954, p. 6.

8 ADAD 1168W231, Rapport des Renseignements Généraux n°1676/320/DS du 12 avril 1956.

9 ADTG 1160W17, Rapport mensuel des Renseignements Généraux n°789 (janvier 1956) du 6 février 1956, p. 3.

II) Se battre pour ses idées au temps du RPF : entre pacifisme et violence banalisée

La violence semble quotidienne au début de la IV^e République. Chaque jour, des slogans, des tracts et des affiches attaquent les adversaires des gaullistes. L'ennemi privilégié est le PCF, qui traite les partisans du général de Gaulle avec le même mépris. Ces « partenaires - adversaires » (Pierre Nora) utilisent couramment la violence symbolique, et un affrontement physique entre RPF et PCF n'est pas inhabituel en période électorale. La « Troisième Force » et le régime sont également combattus par le mouvement gaulliste, sur un registre avant tout symbolique.

A) Les élections, périodes propices à l'affrontement

1) La propagande

Le meilleur moyen pour faire connaître ses idées est la propagande. Elle va de bouche à oreille au meeting, en passant par la presse et l'apposition d'affiches. Ces méthodes représentent l'idéal pour s'en prendre à son adversaire par le biais des injures, de la diabolisation ou encore de l'humiliation¹. Diffamer n'est pas un problème pour arriver à ses fins. Par exemple, les communistes ariégeois Cazaruc et Lacoste accusent le RPF de crimes dont il est totalement innocent. Cazaruc dénonce le « Plan Bleu. Les collaborateurs et les traîtres [...] sont réunis au sein du RPF. La réaction dicte des ordres au gouvernement », et Lacoste surenchérit en déclarant que « l'incendie des fermes [qui frappent la région] est une manœuvre de la réaction et le R.P.F. ne doit pas y être étranger »². L'UJRF Tarelli va plus loin en accusant le RPF d'avoir déjà assassiné plusieurs militants communistes en novembre 1947³ ! La presse communiste et socialiste se fait un plaisir de s'en prendre au RPF en attaquant l'image de son fondateur, Charles de Gaulle. *Le Patriote du Sud-Ouest*, *l'Humanité*, *France-Nouvelle* et *l'Action* sont les journaux les plus actifs de la région. Mais *l'Action* offre un nombre stupéfiant de caricatures du Général en 1947. Il pouvait être tout et n'importe quoi : un cygne au long nez aquilin se promenant sur un chemin parsemé de pancartes criant « démission », « dédain », « dictature »⁴ ; un arlequin chantant pour s'enrichir dans les bureaux de la DGER⁵ ; un diable, voulant capturer Marianne, qui s'écrie devant son insuccès : « c'est pas bientôt fini, ces histoires de résistance ? »⁶. Une véritable désacralisation du « premier des résistants » a lieu dès le début de la période.

En réalité, l'opposition du général de Gaulle aux référendums constitutionnels de 1946

1 FORO, Philippe, *L'antigaullisme. Réalités et représentations (1940-1953)*, Champion, 2003, 425 p.

2 ADA 5W14, Rapport de l'inspecteur de police Louis Maurette au commissaire de police de Saint-Girons le 11 septembre 1947.

3 ADAD 107W560, Rapport des Renseignements Généraux n°1346 le 26 novembre 1947.

4 *Action. Hebdomadaire de l'indépendance française*, 1^{er} août 1947.

5 *Action. Hebdomadaire de l'indépendance française*, 6 juin 1947.

6 *Action. Hebdomadaire de l'indépendance française*, 15-21 octobre 1947.

provoqua une forte propagande antigauilliste au sein des milieux communistes et socialistes. Un bulletin intitulé *la 5^e colonne, la voici !* pose les bases du discours antigauilliste tenu par les communistes durant toute la IV^e République.

Charles de Gaulle fut acquis dès sa prime jeunesse aux idées de l'Action Française. Il est de cette caste d'officiers qui n'ont accepté de servir la République que pour mieux la renverser, dussent-ils pour cela livrer leur pays à la domination étrangère.

La carrière militaire de Charles de Gaulle a d'ailleurs été protégée par deux officiers voués à la trahison : Pétain et Weygand. [...] C'est à Pétain qu'il a dédié son livre *Au fil de l'épée*. La lecture de *Au fil de l'épée* est utile pour connaître les vues politiques et sociales de son auteur. [...] Quand il parle des hommes du peuple, il estime que « ces animaux politiques ont besoin d'organisation, c'est à dire d'ordres et de chefs ». [...] Comme Pétain, il est partisan d'un État fort. A qui attribuer ces phrases ?

« Un État fort est l'organe indispensable d'un bon gouvernement »

« Il ne peut être pour nous demain, pas plus qu'il n'était hier, de sécurité, de liberté et d'efficience sans les grandes disciplines accentuées sous la conduite d'un État Fort ».

La première est de Pétain, la seconde de son élève. De cet État fort, De Gaulle veut être le « führer ». [...] Apprenti dictateur, De Gaulle a compris qu'il ne pourrait jamais réaliser ses ambitions, à moins que le fascisme américain ne lui ouvre la voie comme le nazisme allemand l'avait ouvert à Pétain.

La voie allemande de Pétain, c'était la guerre.

La voie américaine de De Gaulle, c'est la guerre, la guerre atomique qu'il accepte d'un cœur léger, même si des millions de Français devaient y périr.

Les maîtres changent, mais la 5^e colonne continue.¹

Cet extrait est un véritable manuel de l'antigauillisme communiste dans le Midi. Les militants communistes ont déjà tous à l'esprit, avant la formation du RPF, que le général de Gaulle doit être traité en « ennemi du peuple et de la République ». Comme son « maître Pétain », c'est un « apprenti dictateur » et qui, en tant que tel, n'hésite pas à s'allier « au fascisme américain ». Il est en cela un nouvel Hitler puisqu'il veut devenir le « führer » de la France. Ce portrait diabolique du général de Gaulle, sert par la suite à décrire tous ses partisans. Les communistes redoublent de créativité. Devant les élections municipales, ils présentent les gaullistes comme des vendus de l'étranger et dévient le sens premier du sigle RPF pour lui donner un sens détestable – la référence au nazisme étant prégnante : « Rassemblement des Pétainistes et des Factieux », « Rassemblement Pour Factieux » ou encore « Rassemblement Pro-Fasciste »². Ces propos sont également tenus par les socialistes. Il suffit de lire les déclarations de Léon Blum et Jules Moch pour s'en rendre compte³. La SFIO donne des sobriquets tout aussi insultants pour le RPF que ne le fait le PCF (RPF : « Rassemblement des Partis Factieux »⁴).

Les gaullistes sont au début discrets. Ils cherchent avant tout à recruter des militants⁵. Toutefois, ne parvenant pas à dépasser les 12 000 militants dans la région, ils se lancent à leur tour,

1 *La 5^e colonne, la voici !*, Paris, non daté. Un tampon sur la page de couverture indique « 1946 - 60 ».

2 AUDIGIER, François, « Une violence militante de faible intensité : le choc gaullistes-communistes dans l'Est », dans AUDIGIER, François, SCHWINDT, Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est de la IV^e République*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2009, p. 321.

3 DEREYMEZ, Jean-William, « Le Rassemblement du Peuple Français vu par la SFIO », dans *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Armand Colin, Paris, 1998, pp. 620-633.

4 *Ibidem*, p. 621.

5 Par exemple, voir : ADT 511 W 57, dossier R.P.F., Rapport des Renseignements Généraux n°2030 du 28 mai 1947 ; ADHG 2692W 44, Rapport des Renseignements Généraux du 9 mai 1947.

tardivement, dans la campagne municipale. N'ayant pas de presse locale et se sentant fragiles, ils utilisent massivement tracts et affiches pour contester les critiques qui leurs sont faites. Ils insistent particulièrement sur la restauration de la République par le général de Gaulle. Un tract édité à Castres et Toulouse met en avant, par la taille et l'épaisseur des caractères, les mots « Liberté », « Politique », « Impuissance », « Désillusion », « Française », « Celui », « Rendu la France, la République et votre Liberté »¹. Une façon simple de marquer les esprits en pensant aux difficultés que connaît le pays et au recours à « l'homme providentiel » du 18 juin. Aucune manifestation publique hostile aux partis politiques n'est faite par le RPF avant les élections municipales d'octobre. Il semblerait que la raison soit due à la crainte d'une réaction violente des communistes. Lors d'une réunion générale tenue le 5 juillet à Toulouse, Jacques Baumel reproche à ses hommes leur manque de dynamisme et leur peur des ouvriers. Il exhorte « que tous les adhérents aient le courage de soutenir la politique de De Gaulle plutôt que de rester cantonnés dans l'ombre car, en agissant ainsi précise t-il, nous serions une proie facile du communisme »². S'ensuit une dénonciation de la collusion CGT-PCF et CGT-URSS, puis une critique véhémement à l'égard de la presse communiste. Ce discours n'est tenu que dans le cercle clos des membres du RPF...

Les résultats des municipales de 1947 entraînent un tournant. Si le RPF a échoué dans le Midi toulousain, la peur ressentie par les partis politiques devant le succès national les pousse à redoubler d'efforts. Les militants gaullistes sont eux aussi galvanisés par ces résultats nationaux et gagnent en hardiesse. Déjà en septembre 1947 avait eu lieu la « guerre des affiches » entre les gaullistes et les communistes lotois. Si l'on en croit les RG, affichages, lacérations et représailles se sont enchaînés à Cahors entre les deux mouvements³. Désormais, ce cas du Lot se généralise à l'ensemble de la région. La revue gaulliste *le rail libre* critique les communistes, ce « péril Rouge », et les accuse de s'être vendus à l'URSS. Les gaullistes osent désormais insulter publiquement leurs plus dangereux adversaires (les communistes) et militer dans leur pré carré. Ainsi M. Laine, délégué à l'Action Ouvrière de Haute-Garonne, distribue avec des hommes des tracts anticomunistes à la SNCASE en vue des élections cantonales⁴. Une action risquée au premier abord, mais que les officiers de police estiment logique car un nombre important d'ouvriers serait favorable à l'association Capital-Travail mais n'oserait manifester sa sympathie par crainte d'être attaqué. Parallèlement, les communistes diffusent des journaux et tracts antigauillistes. Le 24 février 1949, ils distribuent à la criée un tract nommé « Union pour barrer la route au fascisme » qui insulte

1 ADT 511 W 57, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°2532 du 1^{er} juillet 1947 ; ADHG 2692W 44, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°4517 du 27 mai 1947.

2 Paroles de Jacques Baumel rapportées par le commissaire central R. Blanc. ADHG 2692W 44, Rapport du commissariat central de Toulouse n°11/27/A/47 au directeur du cabinet du préfet le 6 juillet 1947.

3 ADL 1W589, Rapport des Renseignements Généraux n°637 (n°2387) le 4 septembre 1947.

4 ADHG 2008W 153, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n°1626 du 26 février 1949.

vivement le RPF et le Conseil de la République¹. Il arrive que des tracts socialistes et MRP au contenu antigauilliste soient distribués, mais cela reste rare. Ces partis concentrent plutôt leur propagande écrite sur la défense de leurs projets et l'anticommunisme.

Les élections législatives de juin 1951 échauffent les esprits. La propagande commence très tôt, un an avant. Les communistes posent des affiches antigauillistes à Toulouse en mars 1950 accusant le général de Gaulle d'avoir « passé en revue ses troupes » à Mervilia pour préparer la guerre civile. Le 7 août, les « relais de la paix » entonnent *l'Internationale* au square de Gaulle, appellent à la coopération avec l'URSS et condamnent « les fascistes »². Une provocation aux yeux des gaullistes : comment pourrait-on chanter impunément *l'Internationale* au square du Général ? Ils répliquent cinq jours plus tard en accusant deux généraux communistes et le directeur de la Sûreté Nationale de s'être vendus au Kominform³. « L'attentat d'Auch » (un lancé de grenades sur Jacques Duclos dans le Gers) le 8 octobre 1950 augmente les tensions entre partisans et ennemis de De Gaulle. Les communistes tiennent « les chiens de Jules Moch » et les gaullistes pour responsables de cette tentative de meurtre⁴. Dans le Gers comme dans le reste de la région, le RPF préfère ignorer l'événement et ne le commente pas. Ce comportement énerve particulièrement le PCF. Toutefois, la propagande communiste sur « l'attentat » est rapidement abandonnée au profit de la propagande purement politique (défense de son programme). Une décision déjà adoptée par les partis de la « Troisième Force » et le RPF afin de gagner la sympathie des électeurs. Le déploiement exceptionnel qui est fait par le Rassemblement impressionne les RG qui ne peuvent s'empêcher d'y voir un « assaut de propagande par affiches que se livrent le R.P.F. et P.C.F. »⁵. Pour leur grande réunion à Luchon (Haute-Garonne), les gaullistes font une immense publicité en distribuant leur journal *La croix de Lorraine de la Haute-Garonne*, édité spécialement pour les élections, jettent des tracts et diffusent par haut-parleurs de la musique militaire⁶. Ils incitent aussi la population à écouter la radio-diffusion du général de Gaulle le 8 juin par une distribution de tracts à Albi, Castres, Mazamet, Saint-Gaudens, Toulouse, Millau, Rodez, Cahors, Montabaun, etc⁷. Presque quotidiennement, ils distribuent des tracts et crient dans la rue leur principal discours anticommuniste : la liberté est menacée par les « agents soviétiques »⁸. Les communistes n'ont pas

1 ADHG 2008W 153, dossier PCF, Rapport des Renseignements Généraux n°1607 du 25 février 1949.

2 ADHG 1299W 4, dossier Esprit public, Rapport des Renseignements Généraux n°5977 du 8 août 1950.

3 *Le Rassemblement*, 12 août 1950.

4 ADHG 1299W 4, dossier Esprit public, Rapport des Renseignements Généraux n°7388 du 9 octobre 1950 ; *Le Patriote du Sud-Ouest*, 9 octobre 1950.

5 ADA 73W27, Rapport hebdomadaire politique n°270 de l'inspecteur des RG de Saint-Girons au sous-préfet de Saint-Girons le 28 avril 1951.

6 ADHG 1960W 39, Rapport des Renseignements Généraux n°1173 du 13 juin 1951.

7 Voir Annexe – Document 8, p. 283, Papillon du RPF appelant la population à écouter de Gaulle le 8 juin 1951. Image tirée de DELPORTE, Christian, « La Résistance dans la propagande gaulliste. Discours et images », dans LACHAISE, Bernard (dir.), *Résistance et Politique sous la IV^e République*, Presses Universitaires de Bordeaux, Coll. « Politique XX^e siècle », Bordeaux, 2004, p. 34.

8 « Refaire l'unité nationale », « défendre la liberté nationale ». ADHG 1960W 39, Rapport des Renseignements

adopté le même comportement selon le département. La propagande se fait principalement par des meetings, à l'exception du Tarn, de l'Aude et de l'Ariège où la presse et les tracts restent les éléments privilégiés pour les législatives (par exemple, les RG parlent de « guerre d'affiches » et « d'assaut de propagande » entre RPF et PCF entre février et avril 1951¹). Des papillons blancs avec la mention « mensonges » ont été collés sur des tracts gaullistes ainsi que sur tous les angles de la permanence



albigeoise². Des affiches dénonçant les actions à l'Assemblée Nationale des gaullistes et faisant un panégyrique de l'URSS sont placardées à Castres³. Ils utilisent des haut-parleurs pour annoncer leurs réunions, ce qui est parfaitement interdit et sanctionné par une saisie du matériel⁴ etc. La plus grande provocation aux yeux des gaullistes est l'apposition d'une affiche représentant un général de Gaulle menaçant qui bâillonne Marianne⁵. Marianne étant la liberté que la dictature, présentée sous les traits du Général, s'empresse de faire taire. Tout un symbole...

Figure 4 : Affiche du PCF réalisée par André Fougeron pour les élections législatives du 17 juin 1951

L'échec des gaullistes et des communistes aux élections législatives met un coup d'arrêt à la propagande. Le PCF maintient un rythme soutenu mais se concentre sur sa lutte contre le gouvernement et la CED. Le RPF, profondément marqué par son faible score, se désagrège progressivement. Aucune affiche anticomuniste du mouvement ne semble avoir été posée dans la région, ce qui semble inimaginable au vu de l'animosité qu'éprouvent les gaullistes à l'égard des « soviétiques ». Même en Haute-Garonne, les sources de la FCDG et des RG ne mentionnent plus de propagande anticomuniste de la part des gaullistes, ce qui semble surréaliste. Il est vraisemblable que le recul du RPF après les législatives, et plus encore après les municipales de 1953, ait rendu leur propagande si faible qu'elle passe inaperçue. Même les communistes, pourtant très surveillés, ne semblent plus combattre les partisans du général de Gaulle. Si des propos antigauillistes doivent être tenus de temps à autres, il est plus compréhensible que leur haine

Général n°1010 du 23 mai 1951.

- 1 ADA 73W27, Rapports hebdomadaire politique n°129 le 3 mars 1951, n°261 le 21 avril 1951 et n°270 le 28 avril 1951 de l'inspecteur des Renseignements Généraux de Saint-Girons au sous-préfet de Saint-Girons le 3 mars 1951, et Rapports hebdomadaire politique n°929 le 21 avril 1951 et n°983 le 28 avril 1951 du secrétaire de police O.P.J. de Saint-Girons au sous-préfet de Saint-Girons.
- 2 ADT 511 W 58, dossier 1951, Rapport des Renseignements Généraux n°165 du 19 février 1951.
- 3 ADT 511 W 58, dossier 1951, Rapport des Renseignements Généraux n°165 du 17 février 1951.
- 4 ADT 511 W 58, dossier 1951, Rapport du commissaire de police d'Albi P. Gemard n°1883 au préfet du Tarn du 9 avril 1951.
- 5 APCF31, carton A 197, Affiche de propagande pour les élections législatives de 1951.

farouche du RPF ait fait place à leur hostilité au gouvernement et à la CED. Les gaullistes ne sont plus à ce moment que l'ombre de ce qu'ils furent, et leur combat commun pour la CED les a symboliquement rapproché. En fait, la dernière grande action antigauilliste qui marque la région est la dénonciation par *le Patriote du Sud-Ouest* de l'arrestation de Charles Strickler¹. Dans une série d'articles, le journal dénonce « le chef des groupes armés du R.P.F. dans notre région [Haute-Garonne] » comme un homme dangereux. Strickler est très connu des communistes pour son rôle de chef du Service d'Ordre (SO) gaulliste à la « gâchette facile » et au fort accent alsacien. Ce responsable joue un rôle crucial à une époque où le principal moyen de propagande est le meeting.

2) Les meetings

En période électorale, les meetings sont le meilleur moyen de se faire connaître. C'est lors de ces (grandes) réunions publiques que les orateurs peuvent être entendus et vus par les auditeurs, les habitants, défendre leurs idées et répondre aux questions du public. C'est aussi l'occasion de contester les discours de l'adversaire et de le provoquer. La contradiction est classique et fréquente en période électorale. Le contradicteur cherche à déstabiliser, voire humilier, son adversaire en contestant ses propos, tandis que l'orateur gagne à y répondre et à convaincre le public de la justesse de son programme. Il faut bien du courage pour être un orateur, car la peur d'être attaqué à chaque instant est présente dans son esprit. Il doit rester stoïque et faire preuve d'une détermination sans faille s'il veut pouvoir se faire entendre de la foule lors des huées et autres perturbations sonores. Dès l'annonce du RPF, le PCF lance de grandes conférences pour dénoncer « ce parti d'anciens pétainistes ». Le 18 avril 1947, devant une assistance de 2 000 toulousains (400 curieux, 1 600 militants), les communistes appellent « à la vigilance des républicains en vue de barrer la route aux factieux »². Un thème qui ne cesse alors d'être repris dans leur lutte contre les gaullistes. Ces derniers se cantonnent à une exposition de leur programme pour attirer des voix et recruter. La peur d'une attaque communiste peut les empêcher d'agir librement durant les premiers du mois du RPF³. Cependant, le résultat des élections municipales locales puis les grandes grèves de 1947-1948 mettent sous pression les gaullistes pendant que les communistes gagnent en zèle⁴. Les élections cantonales sont les premières à inciter les orateurs gaullistes à s'en prendre ouvertement à leurs ennemis. Le 27 novembre 1948, Gaston Palewski, connu pour sa tendance à provoquer (et combattre) avec force les communistes et plus particulièrement dans la capitale et le Sud-Ouest⁵,

1 *Le Patriote du Sud-Ouest*, 9 août 1952.

2 ADHG 2692W 44, Rapport n°4899/SP du 18 avril 1947 de l'inspecteur chef Cavailles au commissaire, chef du service des Recherches de Sécurité Publique.

3 ADHG 2692W 44, Rapport du commissariat central de Toulouse n°11/27/A/47 au directeur du cabinet du préfet le 6 juillet 1947.

4 LACHAISE, Bernard, « De Gaulle et les gaullistes face aux conflits sociaux au temps du RPF », dans SADOUN, Marc, SIRINELLI, Jean-François, VANDENBUSSCH, Robert (dir.), *La politique sociale du général de Gaulle*, Paris, 1990, pp. 69-90.

5 YVERNEAU-GLASSER, Élisabeth, « Recherche sur un gaulliste : Gaston Palewski », dans *Les gaullistes. Hommes*

tient une réunion publique et contradictoire à la Halle aux Grains de Castres. Pour l'occasion, le RPF, qui veut éviter les débordements toulousains d'il y a quelques mois, envoie 100 militants pour renforcer le SO tarnais¹. Le thème de la soirée inquiète les autorités et pour cause, il s'agit de « la nation en péril » : le « Péril Rouge », bien évidemment. Selon la presse, les RG et le commissaire de police de Castres, l'orateur a parlé devant 1 500 personnes dont un quart de communistes. La séance est décrite comme particulièrement houleuse par les RG, mais le commissaire de Castres rapporte le déroulement de la scène avec précision :

M. Garnier-Tenon, après un éloge du général de Gaulle, exposa rapidement le programme social du R.P.F., basé sur l'association entre patrons et ouvriers, et le partage des bénéfices.

M. Palewski, après avoir démontré la carence du gouvernement actuel, [...] commenta son voyage à Moscou avec le général de Gaulle et affirma que les vrais maîtres de Staline sont, non pas Marx et Engels, mais Yvan le Terrible et Pierre le Grand, Koustousov et Souvarof, et que le parti communiste n'était qu'une « 5^e colonne » au service de l'impérialisme slave.

Après avoir violemment attaqué le parti communiste, qu'il considère comme responsable du désordre et des grèves, il reprocha aux gouvernements ayant succédé au général de Gaulle d'avoir dévalué le franc de 55%, et de ne pas avoir stoppé l'inflation et la hausse des prix. Ce n'est pas en attaquant les ouvriers qu'on ramènera le calme, mais par une politique cohérente. [...]

L'orateur termine son discours en invitant tous les Français à se grouper autour du général de Gaulle, qui continue la tâche commencée en 1940.

[...]

M. Prades, [instituteur] communiste, apporta la contradiction, et dans un pâle exposé, rappela qu'une importante fraction du R.P.F. est composée d'anciens miliciens ou collaborateurs. La politique de De Gaulle est surtout anticommuniste et antisoviétique et veut faire du peuple français l'infanterie américaine.

M. Palewski répondit par une violente attaque du P.C. et rappela les lettres de M. Cachin et Mme Ginollin sous l'Occupation.

[s'en suit une contradiction avec M. Deixonne, député socialiste. La séance prend fin « sans incident »]²

Le déroulement de cette réunion est classique à cette époque, notamment en période électorale. Les organisateurs présentent leurs projets, dénie les actions du gouvernement ou d'un groupe, diabolisent l'adversaire honni, puis reprennent des points de leur programme pour démontrer la justesse de leurs propos. L'adversaire, s'il est présent dans la salle, émet la contradiction, c'est-à-dire qu'il conteste ce qui a été avancé par l'orateur en usant d'arguments remettant en cause sa crédibilité. Cette opposition peut également se manifester par des injures et des quolibets, ou encore par la provocation d'un brouhaha dans la salle. Le SO joue un rôle crucial ici, car il doit permettre aux contradicteurs de pouvoir s'exprimer librement au même titre que ses orateurs. Il doit veiller à ce que personne n'empêche le rhéteur de parler. René Serre l'explique très bien dans son mémoire *croisade à coups de poings*³. L'intérêt du SO n'est pas de provoquer la bagarre mais bien de l'éviter autant que possible. Serge Bernstein parle « d'affrontements simulés » pour qualifier ce comportement qui, pareil à une cérémonie, reproduit symboliquement l'affrontement⁴.

et réseaux, Nouveau monde éditions, 2013, p. 161.

1 ADHG 1319W 5, Rapport des Renseignements Généraux n°12456 du 27 novembre 1948.

2 C'est nous qui soulignons. ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport du commissaire de police de Castres au préfet du Tarn n°6599 du 28 novembre 1948.

3 SERRE, René, *Croisade à coups de poings*, André Martel, 1954, Paris, 238 p.

4 BERNSTEIN, Serge, « L'affrontement simulé des années 1930 », *Vingtième Siècle*, n°5, janvier-mars 1985, pp. 39-54.

Le discours tenu par Palewski à Castres s'ancre dans un contexte très tendu. Les grandes grèves de 1947-1948 s'achèvent tout juste dans le département, que la nouvelle du « coup de force » à Prague a entraîné une vague de peur des communistes au sein de la population. Les gaullistes le savent très bien et veulent en tirer profit. Ils se présentent comme de nobles chevaliers combattant le mal, le RPF représentant la chevalerie gaullienne et le PCF les « vils soviétiques ». De plus, Gaston Palewski utilise des arguments préparés en 1948 pour les orateurs gaullistes. Toute personnalité du mouvement, qu'elle soit haut placée ou simple militant, a accès à ces fiches de « propagande parlée »¹ et suivent parfois des formations d'orateurs (il semblerait qu'elles n'existent pas dans la région). Toutes les réunions publiques et contradictoires se déroulent selon le même procédé dans la région. Les élections législatives de 1951, qui sont les plus tendues, ne contredisent pas la règle. Même le 12 mars 1949 voit se profiler le même scénario. André Malraux doit parler ce jour là à la Halle aux Grains de Toulouse². Alors que la presse communiste appelle à empêcher coûte que coûte le rhéteur de parler, quitte à se battre, la réunion se passe sans encombre. René Serre raconte que le SO gaulliste était aux abois, convaincu d'une attaque qui n'a été évitée que grâce aux talents de Malraux qui parvint à « envoûter la salle »³.

Les gaullistes utilisent principalement les meetings pour défendre leur programme et attaquer le régime en place. Ce n'est pas le cas des communistes, qui attaquent plus facilement les autres partis. Néanmoins, ils affrontent tellement d'adversaires à la fois que toutes les réunions ne se concentrent pas sur le RPF. Le Général est souvent attaqué, ses partisans et son mouvement le sont moins, la critique portant globalement sur plusieurs adversaires à la fois. Ainsi le grand meeting de Blagnac (Haute-Garonne) du 24 juillet 1949, où les rhéteurs, voulant combattre tous les partis à la fois, finissent par dénoncer une collusion gaulliste-socialiste : « Les dirigeants socialistes, poursuit-il [M. Ramette], mènent la lutte contre les communistes en mettant leurs mains dans celles du R.P.F. »⁴. Pour préparer leurs discours, les communistes utilisent des fiches de propagande⁵. Les arguments antigauillistes sont très répétitifs : de Gaulle est un apprenti dictateur, le RPF un « Rassemblement Pro-Fasciste », les « nervis » du SO gaulliste sont des fascistes et des pétainistes, le général est vendu aux Américains et au grand patronat... Il manque la variété des fiches de propagande parlées des gaullistes qui, en 99 fiches, formulent un argumentaire très développé⁶. Elles s'articulent en 5 axes : « la vérité sur l'U.R.S.S. », qui présente la fédération soviétique comme

1 FCDG FAA Louis Terrenoire 4, Enveloppe Propagande anticommuniste, Fiches de documentation sur le communisme.

2 ADHG 2008W 153, dossier RPF, Rapport de l'inspecteur Boue André au commissaire divisionnaire-central du 24 février 1949.

3 SERRE, René, *Croisade à coups de poings* [Op. Cit.], p. 205 à 208.

4 ADHG 2008W 153, dossier PCF, Rapport des Renseignements Généraux n°6011 du 25 juillet 1949.

5 APCF31, carton A 193, Dossier du propagandiste.

6 FCDG FAA Louis Terrenoire 4, Enveloppe Propagande anticommuniste, Fiches de documentation sur le communisme.

une terre sans liberté, où les hommes vivent dans la misère pendant que s'enrichit une classe politique corrompue, et où la guerre n'est jamais très loin ; « comment les Soviétiques traitent les satellites et les pays conquis », où la dictature, devenue totalitarisme fasciste avec Staline, traite les hommes en esclaves et réprime sans pitié dans le sang toute manifestation démocratique ; « le communisme », qui se déplace vers les partis communistes européens et explique qu'ils sont « uniquement aux ordres de l'U.R.S.S. » ; « le Parti Communiste Français (P.C.F.) », qui, en 45 fiches, est décrit comme un « parti de l'étranger », un « agent soviétique », préparant l'invasion de la France par l'URSS, l'installation de la misère et la fin de toute liberté ; enfin « les hommes du communisme en France », une biographie dévalorisante des hommes politiques communistes (Thorez, Duclos, Cachin, Fajon etc.), notamment en faisant référence à leurs actions durant l'entre-deux-guerres et l'Occupation.

La SFIO et le MRP privilégient la propagande antigauilliste par voie de meetings et réunions d'information – les radicaux n'en font de même qu'en 1951. Par exemple, la SFIO organise le 18 mars 1949 une réunion publique et contradictoire à St-Girons (Ariège). Léonce Gardes, responsable du RPF ariégeois, est accusée de trahison et insultée¹. Maurice Deixonne, député socialiste du Tarn, a « lancé de vigoureuses attaques contre le R.P.F. » lors d'une réunion à Dourgne (Tarn) le 4 mars 1951². Guy Mollet à Narbonne prévient les auditeurs que de Gaulle, de par sa formation politique et culturelle, est destiné à instaurer un pouvoir personnel en cas de victoire, et dénonce la politique du RPF qui n'a rien de constructif puisqu'il se résumerait à l'anticommunisme³. Encore, à Cuxac d'Aude, les socialistes portent la contradiction à André Valabrègue le 1^{er} juin 1951⁴. Le MRP est parfois encore plus virulent que la SFIO, le RPF menaçant directement ses acquis, et les gaullistes le lui rendent bien. Ainsi, les démocrates-chrétiens critiquent violemment le RPF à Narbonne le 12 juin 1951⁵. La violence de leurs propos énerve particulièrement les gaullistes qui se rendent le lendemain au meeting de l'abbé Gau à Lézignan-Corbières pour y porter la contradiction⁶. Plus tôt, au théâtre municipal d'Auch, le responsable MRP Maleville attaque de Gaulle et son mouvement. Déclarant que les gaullistes ne peuvent diriger le pays car ils ne savent qu'user de la violence, il est contredit par les RPF Cluzel et Larrieu⁷. Deux ans plus tard, le 11 mai 1951, Pierre-Henri Teitgen s'adresse à une salle de 400 auditeurs (dont 100 RPF et 30 SFIO/PCF). Jean Braman-Fribourg rétorque aux accusations que Teitgen porte sur le Rassemblement (fascistes, dictateurs en puissance) par des paroles parfois acerbes :

1 ADA 5W10, Rapport des Renseignements Généraux n°553 le 19 mars 1949.

2 ADT 511 W 56, Rapport des Renseignements Généraux n°222 le 5 mars 1951.

3 ADAD 1168W223, Rapport des Renseignements Généraux n°548 le 14 avril 1948.

4 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°382 le 2 juin 1951.

5 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°429 le 13 juin 1951.

6 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°438 le 14 juin 1951.

7 ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°160 le 17 mars 1949.

Vous avez attaqué directement et indirectement le Général de GAULLE, le Libérateur de la Patrie, s'écrie FRIBOURG ! Sachez qu'il reste le grand Chef de notre Mouvement et c'est lui-même qui m'a investi comme candidat dans le GERS. Je ne faillirai pas à ma tâche et, partout où le M.R.P. donnera des réunions ou des conférences publiques, le R.P.F. sera là pour combattre [...]. Nous voulons un Gouvernement fort, des hommes capables de juguler les ennemis de la Patrie, mais nous ne voulons pas de la force. Aussi demain, est-ce avec un simple bulletin de vote que le peuple enverra nos représentants nombreux au Parlement. [...] Votre politique est fini ! Ce ne sont pas les BIDAULT, TEITGEN et autres qui descendront demain sur les Champs-Élysées, mais bien le Général de Gaulle dont vous avez dit tant de mal, lequel passera le front haut, encore une fois en Libérateur de la Patrie !¹

Les contradictions et perturbations gaullistes finissent parfois par énerver l'orateur qui s'en prend alors à ses contradicteurs. Par exemple, le socialiste Guille s'acharne contre les communistes et les gaullistes devant 3200 auditeurs à Carcassonne. Les membres du RPF présents dans la salle perturbent constamment l'orateur. Le président de salle est contraint de lever la séance, non sans insulter copieusement les perturbateurs de « fanatiques », « lâches » « qui préfèrent pousser des hurlements que s'expliquer clairement au micro »². Cette violence des propos n'est pas tournée exclusivement vers les gaullistes. Néanmoins, le gaullisme semble plus craint par les socialistes et les démocrates-chrétiens midi-pyrénéens que le communisme. Après des recherches longues et fastidieuses, nous sommes parvenu à relever au total 187 meetings dans le Midi pour les élections municipales de 1947 et 1953, les élections cantonales de 1949 et 1951, et les élections législatives de 1951.

Parti politique	Nombre de meetings	Propos antigauilliste ?	Propos anticommuniste ?	Propos antigouvernementaux et/ou 3 ^e Force ?
PCF (& co.)	68	66	0	63
RPF	51	0	50	42
SFIO	30	26	19	0
MRP	25	24	22	0
Radicaux	13	10	13	2 (3 ?)

Tableau 9 : Meetings tenus dans le Midi en périodes électorales (1947 à 1953)³

Comme nous pouvons le constater avec le tableau 9, les réunions publiques données par la « Troisième Force » sont plus souvent antigauillistes qu'anticommunistes : 88,2% de leurs meetings s'évertuent à discréditer les partisans du général de Gaulle. Toutefois, la peur du « Rouge » reste importante – surtout parmi les radicaux. Cet acharnement s'explique par le fait que les partis soutenant le régime se sentent menacés et préfère ménager leurs alliés pour mieux affronter les « extrêmes ». Les meetings que donnent les gaullistes et les communistes critiquent souvent le « système » et ses partisans, mais ils restent avant tout anticommunistes pour les premiers et

1 Nous respectons la casse des caractères. ADG 1292W9, Rapport des Renseignements Généraux n°479 le 12 mai 1951, p. 4.

2 ADAD 24W15, Rapport des Renseignements Généraux n°458 le 16 juin 1951.

3 Nous avons obtenus ces résultats en recherchant toutes les mentions (dans des rapports de police, des RG, de préfets, la presse) de meeting tenus par les gaullistes ou ayant eu des propos antigauillistes dans la région. A noter que les orateurs peuvent critiquer plusieurs partis à la fois (par exemple, les communistes et les radicaux). Lorsque c'est le cas, toutes les cibles sont relevées.

antigaullistes pour les seconds. C'est pourquoi les regards restent focalisés sur la confrontation entre gaullistes et communistes : peu importe à quel point leurs adversaires politiques peuvent les dévaloriser, ces « partenaires - adversaires » se détestent bien trop pour ne pas s'opposer à chaque fois qu'une occasion se présente à eux.

La construction de ces argumentaires accroît durant la Guerre Froide la haine envers l'autre. Si les gaullistes évitent généralement de porter la contradiction dans les réunions communistes (à l'exception des législatives de 1951), les communistes participent à la majorité de celles tenues par leurs rivaux. Il arrive alors que les meetings, soigneusement préparés par une propagande soutenue, dégénèrent parfois en bagarres générales. L'État tente bien d'empêcher que cela n'arrive. Le 3 juin 1947, le ministre de l'Intérieur ordonne aux préfets d'infiltrer des agents dans les réunions pour prendre en flagrant délit les perturbateurs afin de mieux les appréhender¹. L'année suivante, Jules Moch promulgue une circulaire interdisant formellement aux partis politiques de s'occuper du service d'ordre dans l'espace public. Cette circulaire est due selon le ministre de l'Intérieur aux trop nombreux abus faits par les SO, qui en profitent parfois pour provoquer des rixes au nom d'un droit d'ingérence qu'ils n'ont pas – la sécurité à l'extérieur des meetings étant à la charge des forces de l'ordre². Pourtant, ces mesures sont insuffisantes et il n'est pas rare de voir un meeting devenir un véritable « champ de bataille ».

3) Les bagarres

A notre arrivée à Lyon, le délégué local nous distribua notre travail : nous supervisâmes l'installation des tribunes et des barrières. Une tribune mal équilibrée, une barrière mal placée peuvent créer des désordres sans fin. L'écroulement d'une tribune, même anodin, a toujours un effet psychologique sur la foule. [...] La peur est un sentiment terrifiant chez une foule, beaucoup plus que chez un individu isolé, son effet est extraordinaire.³

Comme nous l'avons dit plus tôt, le rôle du SO dans un parti politique est crucial. Chargé d'éviter les conflits, il doit prendre des dispositions pour assurer la sécurité du public et des conférenciers. L'une d'elle est l'installation de la salle. Les tribunes où parlent les orateurs du parti organisateur (et celles des contradicteurs lors des grandes réunions) doivent être stables et disposées de sorte qu'en cas « d'assaut », le SO puisse intervenir sans encombre⁴. René Serre raconte dans cet extrait que l'effet d'instabilité d'une tribune ou d'une barrière peut provoquer la panique parmi le public. L'image des organisateurs peut être profondément dégradée si une catastrophe venait à

1 ADA 535W75, « Circulaire n°474 du 3 juin 1947 ».

2 ADAV 338W77, « Circulaire 177. Services d'ordre organisés par les partis politiques » du ministre de l'Intérieur Jules Moch aux préfets le 16 avril 1948.

3 SERRE, René, *Croisade à coups de poings* [Op. Cit.], p. 139.

4 Cette disposition est prise par tous les partis politiques, y compris le PCF. Un plan de défense des salles de meetings vers 1948, malheureusement très abîmé, se trouve dans les archives du responsable de la cellule « Fontan ». Cf ADHG 173J 4.

arriver. Des barrières sont installées pour empêcher le public de passer, mais aussi pour permettre aux orateurs et contradicteurs de circuler, et au SO de refouler d'éventuels perturbateurs plus loin. En effet, les meetings se déroulent parfois dans des conditions si intenses que des spectateurs ne se retiennent plus et tentent de prendre la tribune. Au SO de repousser alors par la force son « assaillant ». Cette violence est justifiée aux yeux des militants comme du public, car ils estiment qu'il n'y a rien de plus juste que de se battre pour ses idées¹. La confrontation entre les deux services d'ordre² ne tarde pas à venir. Auch donne le coup d'envoi le 10 octobre 1947³. Toulouse suit son exemple : le 20 mars 1948, alors qu'André Malraux donne un meeting provocateur devant un auditoire d'environ 1 500 personnes, près de 500 communistes ne se contentent plus de conspuer l'orateur⁴. Un journaliste de *la Dépêche* décrit la scène qui s'en suit :

Il était manifeste que la réunion ne pourrait se dérouler dans le calme et que les orateurs ne pourraient parler. Le président de séance donna alors l'ordre aux membres du service d'ordre du R.P.F. d'expulser les perturbateurs. Ce fut le signal d'une violente bagarre entre les groupes opposés et hostiles et l'assistance se partagea en deux camps qui échangèrent force horions. Les antagonistes se frappèrent à coups de chaises, de poings américains, de cannes et de matraques. Des boulons et des petits morceaux de fonte servirent de projectiles. Pendant près d'une demi-heure, la salle fut transformée en une arène de cirque où se déroulait une mêlée confuse dans un vacarme infernal de cris, de chants, de roulements de sifflets et d'invectives. Des groupes communistes réussirent un instant à monter sur l'estrade. Enfin, des C.R.S. appelés en renforts, parvinrent à faire évacuer la salle.⁵

Le meeting est devenu une véritable orgie de coups. Les communistes, majoritairement issus du monde ouvrier, utilisent fréquemment des boulons comme projectiles⁶ comme c'est le cas ici. L'échec de la perturbation et la conviction d'une lutte juste pousse les belligérants à s'attaquer. *La Dépêche*, qui reprend le compte-rendu officiel, annonce le chiffre de 16 blessés : 5 RPF, 8 PCF et 3 CRS. Les communistes contestent le déroulement des événements. Palewski aurait ordonné la charge et, avec la complicité de la police, serait parvenu à vaincre « les républicains » en en blessant 13 (3 policiers dont l'un aurait été blessé par un RPF le prenant pour un communiste)⁷. Le plus surprenant dans la version communiste est la description des événements. Le lecteur a l'impression de plonger dans un champ de bataille. Déjà le titre évocateur de l'article, « guet-apens », n'est pas sans sous-entendu.

1 GIRARD, Pascal, « La violence militante communiste à l'apogée de la Guerre Froide 1947-1953 », AUDIGIER, François, GIRARD, Pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve, 2011, pp. 93-117 ; AUDIGIER, François, « Évolutions du service d'ordre gaulliste des années cinquante aux années soixante : quand la modernisation partidairienne passe par la pacification militante », dans RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan 1956-1967*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », Rennes, 2007, pp. 125-138.

2 Officiellement, le PCF n'a pas de service d'ordre. Ce qui ne répond pas à la réalité des faits : il y avait bel et bien un service d'ordre communiste.

3 « nous dominons les communistes qui jusqu'ici étaient excessivement craints ». FCDG RPF547, « Rapport du groupement départemental du Gers du 30 juin 1948 » de Richard Robert, p. 9, et « Rapport du groupement départemental du Gers du 31 octobre 1947. Élections Municipales » de Richard Robert, p. 2.

4 *La Dépêche du Midi*, 22 mars 1948.

5 *Ibidem*.

6 BRAUD, Philippe, *Violences politiques*, Seuil, 2004, p. 70.

7 *Le Patriote du Sud-Ouest*, 22 mars 1948.

Palewski, dont c'était le tour de parole, sans doute excédé par des couplets qui sonnent mal à ses oreilles de fasciste, s'imagina que le moment était venu d'écraser les contradicteurs, pas à l'aide d'arguments, mais de coups de matraques. Aussi, au lieu et place d'un discours, lança-t-il cette menace, qui constituait une dernière et intolérable provocation : « nous allons vous montrer comment, chez nous, on expulse nos ennemis ! ». Et l'instant d'après, il hurla au micro : « Attention ! Section du service d'ordre, groupez-vous, chargez ! ». Déchaînés par l'ordre attendu, les hommes de mains, partis de la tribune, se ruèrent sur la foule, en rangs serrés, matraques en main, tandis que certains d'entre eux bloquaient la porte. Leur but était donc de coincer les républicains et de leur faire un mauvais sort.

Malheureusement pour eux, les assaillants ne savaient pas que la colère du peuple est terrible, surtout quand l'on voit – comme ce fut samedi le cas – des vieillards et des femmes tomber, innocentes victimes sous les coups des brutes armées. En un instant, la salle fut transformée en champ de bataille. Bien que luttant à poings nus, les Toulousains [à comprendre les communistes] firent rapidement reculer les agresseurs. C'est alors que les mercenaires du R.P.F. lancèrent sur la foule les chaises de fer qu'ils avaient par centaines sous la main. Des hommes tombèrent. Mais rien ne pouvait arrêter les républicains qui, en un clin d'œil, refoulèrent les bandits loin de l'autre côté de l'estrade, conquise aux accents de l'hymne national. L'on vit alors, comble de lâcheté, Palewski, le grand Palewski, le maire du palais de Colombey, ramper à quatre pattes pour se réfugier sous l'estrade. Voyant leur plan déjoué, les organisateurs du guet-apens firent appel à la police. C'était de règle. D'ailleurs, il faut que l'on sache qu'un inspecteur de la sûreté avait été désigné pour rester, durant la réunion, en contact permanent avec les organisateurs, seuls juges de faire ou de ne pas faire appel aux matraques de Jules Moch, suivant la fortune des leurs.

Une première vague de gardiens de la paix firent irruption dans la salle. Certains agents se distinguèrent par leur brutalité ; d'autres – il faut le dire – montrèrent quelques répugnances à frapper. Puis ce fut [le tour] des C.R.S. Leurs méthodes sont bien connues. [...] Sous leur crosse, des hommes tombèrent encore. Pourtant, la sauvagerie de la police – des inspecteurs en civil se trouvaient mêlés aux brutes casquées – n'obtint pas les résultats escomptés. Les républicains quittèrent la salle pour ne pas que soient encore aggravés les sanglants événements de la soirée. Ils quittèrent la salle en bon ordre et en se faisant respecter. [...] on compte en tout seize blessés, dont trois policiers. L'une des victimes [...] a été frappé à coups de matraque par un R.P.F. qui le prenait – ô ironie – pour un adversaire. Certaines des victimes parmi les républicains sont atteintes de blessures faites par un couteau ou un rasoir. [...]

Le R.P.F. ne doit pas considérer et ne considérera pas de longtemps Toulouse comme une ville conquise. A ses honteuses provocations, nos compatriotes ont donné la réponse qui convenait. Les hommes du général de Gaulle feront bien de méditer sur les résultats de cette soirée : ils trouveront toujours les républicains devant eux, pour faire barrage contre les entreprises du pouvoir personnel. « Tout est prêt » avait dit le général de Gaulle à Compiègne. Les Toulousains ont prouvé aux fascistes qu'ils ne leur permettraient pas d'exécuter leur plan.⁸

Nous voyons bien les références aux registres militaire et historique dans cet extrait : « fasciste », « écraser » à « coups de matraques », « ennemis », « section du service d'ordre » qui rappelle les sections d'assauts d'Hitler ; la charge ; l'évocation d'un massacre avec la ruée du SO sur la foule, les portes bloquées pour éviter tout salut, et les femmes et les vieillards, « innocentes victimes » ; « les assaillants », « conquise » ; « le maire du palais » qui n'est pas sans rappeler les Carolingiens qui renversèrent par un coup d'État les Mérovingiens ; « champ de bataille » et la « vague » des ennemis qui déferlent ; les « crosses » qui rappellent les armes à feu pendant que les « républicains tombèrent » ; le repli en bon ordre, tel une armée battant en retraite ; les « sanglants événements » qui évoquent un massacre. Tout ce qui a été expliqué plus tôt sur la propagande s'y retrouve. Les gaullistes, associés à la police, sont présentés comme des tueurs assoiffés de sang. Le journaliste ne manque pas de glorifier les militants communistes, dont des hommes « tombèrent » sur le « champ de bataille » pour « la République ». L'auteur ne manque pas non plus de ridiculiser ses ennemis : Palewski est montré comme un pleutre qui fuit le combat, et un gaulliste déchaîné

⁸ *Ibidem*. Nous commençons le récit au début de la bagarre. Une description de la perturbation communiste est relatée avant cet extrait.

aurait malencontreusement blessé un allié en le confondant avec les communistes. Le RPF est ainsi réduit à un simple mouvement d'extrême-droite, brutal, stupide et sans bravoure.

Toutefois, nous pouvons remarquer que les contradictions entre la version officielle et communiste ne manquent pas : Palewski aurait « ordonné la charge » lorsque la presse s'accorde à dire que c'est Maniglier qui demande au SO d'intervenir ; la porte aurait été bloquée par les gaullistes alors que les communistes sont accusés de l'avoir fait eux-mêmes ; les champs patriotiques et l'hymne national qu'auraient entonné les communistes alors que les autres témoins notent que les contradicteurs ne chantaient que *l'Internationale* ; le policier infiltré prêt à envoyer des renforts, alors que ceux-ci mettent plus d'une demi-heure à venir ; le CRS blessé par un gaulliste, fait difficile à prouver vu le chaos qui régnait dans la salle, etc. L'exagération et le mensonge semblent parsemer le texte, mais il n'en reste pas moins très évocateur de l'état d'esprit des militants. Il s'ancre dans une tradition remontant aux années Trente¹. Un effet d'héritage avec la violence banalisée de l'entre-deux-guerres entre ligues et PCF – le RPF est souvent comparé aux ligues. L'héritage s'est prolongé avec la Seconde Guerre Mondiale et les tensions (inter)nationales fortes de la Guerre Froide. Johann Chapoutot cite le cas d'Edmund Heines, SA, auteur en 1933 de la « bataille de salle »². Les militants et journalistes gaullistes et communistes reprennent exactement les codes l'ouvrage, du vocabulaire faisant référence à la guerre aux instruments utilisés (domination de la matraque).

Cette bagarre prise en exemple n'est pas la seule à avoir lieu lors des campagnes électorales, loin de là. Les communistes sont presque exclusivement les seuls à les déclencher dans la région (exception faite du 1^{er} mars 1950 où des militants RPF attaquent des orateurs affiliés communistes). Leur importante base militante le leur permet³, contrairement à leurs adversaires. Cependant, le nombre de bagarres lors des réunions publiques gaullistes n'est pas négligeable. Il suffit de regarder le tableau 10 pour s'en rendre compte.

Départ.	Localité	Date	Parti organisateur	Agresseur
Gers	Auch	10 octobre 1947	RPF	PCF (le SO « domin[e] » les perturbateurs)
Aude	Castelnaudary	14 octobre 1947	RPF	MRP (contradiction) et

1 BERSTEIN, Serge, « Consensus politique et violences civiles », *Vingtième Siècle*, N°69, janvier-mars 2001, pp. 51-61.

2 CHAPOUTOT, Johann, « La virilité fasciste », dans COURTINE, Jean-Jacques, *Histoire de la virilité. Tome 3 : la virilité en crise ? Le XIX^e-XX^e siècle*, Seuil, « Points Histoire », 2011, p. 306.

3 MEZURE, Bernard, *L'implantation du PCF à Toulouse de 1945 à 1958 : à travers les élections*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-le Mirail, Toulouse, 1979, 74 p.

				PCF (injures)
Ariège	Foix	7 février 1949	RPF	PCF (huées, injures et menaces de mort)
Aude	Chalabre	9 mars 1949	RPF	PCF (« forte perturbation »)
Aude	Lézignan	17 mars 1949	RPF	PCF (bagarre)
Haute-Garonne	Toulouse	1 ^{er} mars 1950	UJRF (PCF)	RPF (huées)
Haute-Garonne	Toulouse	9 mars 1950	SFIO	PCF (bagarre)
Tarn	Albi	10 mars 1950	RPF	PCF (bagarre)
Haute-Garonne	Toulouse	11 mars 1950	PCF et MLP	RPF (huées)
Haute-Garonne	Toulouse	31 mars 1950	SFIO	PCF (bagarre)
Tarn	Albi	14 mai 1950	RPF	PCF (très violent – bagarre ?)
Aude	Narbonne	21 février 1951	MRP	RPF (perturbations)
Aude	Carcassonne	28 février 1951	PCF	RPF (bagarre)
Gers	Fleurance	22 mars 1951	RPF	PCF (bagarre)
Gers	Samatan	4 juin 1951	PCF	RPF (bagarre)
Gers	Vic-Fezensac	5 juin 1951	RPF	PCF et MRP (perturbations)
Ariège	Saverdun	7 juin 1951	Radicale-socialiste	RPF et PCF (huées)
Ariège	Saverdun	8 juin 1951	SFIO	RPF (injures, bagarre)
Tarn-et-Garonne	Montauban	9 juin 1951	RPF	PCF (bagarre)
Ariège	St-Girons	12 juin 1951	MRP	RPF (huées)
Aude	Narbonne	12 juin 1951	MRP	RPF et PCF (violentes contradictions)
Ariège	Pamiers	13 juin 1951	RPF	PCF (huées)
Haute-Garonne	Boulogne	13 juin 1951	Radical-socialiste	RPF et PCF (se battent entre eux)
Aude	Carcassonne	14 juin 1951	MRP	RPF et PCF (« atmosphère houleuse »)
Tarn-et-Garonne	Laguépie	14 juin 1951	PCF	RPF (Michel Boscher et Lucien Davet lynchés)
Aude	Limoux	15 juin 1951	MRP	RPF (huées)
Aude	Carcassonne	15 juin 1951	SFIO	RPF et PCF (huées)
Tarn-et-Garonne	Lauzerte	16 juin 1951	Radical-socialiste	PCF (bagarre à la fin du meeting)
Ariège	Saverdun	18 octobre 1951	SFIO	RPF (huées, injures)
Ariège	Seix	25 février 1953	SFIO	RPF (rixes à la fin du meeting)
Ariège	Foix	22 avril 1953	RPF-MRP	PCF (huées)

Tableau 10 : Perturbations et bagarres déclenchées durant les meetings en périodes électorales (1947 à 1953)¹

Lors des périodes électorales, les meetings sont souvent perturbés. Douze d'entre eux finissent par se transformer en rixes, voire en bagarres générales. Les gaullistes ne les déclenchent qu'à trois reprises. Cela montre qu'ils préfèrent adopter une position défensive plutôt que de jouer les assaillants. Pour bien comprendre la situation, nous pouvons prendre les exemples un peu extrêmes de la réunion du 13 juin 1951 à Boulogne et de celle du 10 mars 1950 à Albi. La première met en scène un conflit inattendu. Bourges-Maunoury tient une conférence à Boulogne-sur-Gesse en même temps que le RPF². Dans la salle se trouvent quelques militants communistes et gaullistes prêts pour la contradiction. L'orateur, ayant remarqué leur présence, décide de les provoquer. Un fait surprenant lorsque l'on sait que les radicaux n'avaient pas pour habitude de chercher l'affrontement. Les militants s'énervent et semblent vouloir prendre la tribune. Cependant, et malgré la présence d'un « ennemi commun », la haine qu'entretiennent gaullistes et communistes est telle qu'une échauffourée entre militants des deux bords se déclenche. Les radicaux n'ont pas grand mal à régler la situation et lever la séance. Les RG relativisent l'événement et le disent « sans gravité »³. La violence serait-elle considérée comme parfaitement normale ? En tout cas, il est cocasse de remarquer que le rapport concernant l'incident soit classé dans un dossier intitulé « généralités » !

La seconde relate « la bagarre du gymnase »⁴ qui a marqué durablement les esprits. Gaston Palewski tient une réunion au gymnase municipal d'Albi. En présence d'environ 800 personnes dont un SO de 150 gaullistes et 200 communistes, « la Lavande » (surnom affectueux donné à Palewski par des hommes du SO) commence à critiquer le communisme. Il n'en fallait pas plus pour que les communistes attaquent sous le commandement d'André Calvayrac, conseiller municipal communiste d'Albi. Gaston Palewski et le colonel Vasseur sont « grièvement molestés » pendant que Calvayrac et Gilbert Pelissou, secrétaire fédéral du PCF, crient la victoire « des républicains » sur « les fascistes » et lèvent de force la séance⁵. Cet événement est considéré dans la mémoire gaulliste comme un terrible échec et un traumatisme. Les militants de Haute-Garonne en sont même stupéfaits et envoient plusieurs centaines de militants pour « le match-retour » du 14 mai⁶. Une

1 Nous avons obtenus ces résultats en recherchant toutes les mentions (dans des rapports de police, des RG, de préfets, la presse) de meeting tenus par les gaullistes ou ayant été perturbé par les gaullistes. Les bagarres sont marquées en gras pour mieux les distinguer.

2 ADHG 1960W 39, dossier Généralités, Note des renseignements généraux n°1207 du 15 juin 1951.

3 ADHG 1960W 39, dossier Listes des apparentés – radicaux, Note des renseignements généraux n°1214 du 15 mars 1951.

4 Titre donné par *La Dépêche du Midi* dans son numéro du 14 mars 1950. *Le Tarn Libre* donne le titre plus éloquent « du catch... partout » le 17 mars 1950.

5 ADT 511 W 57, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°973 du 11 mars 1950.

6 ADT 511 W 57, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°1799 du 15 mai 1950.

plainte est déposée par quatre blessés le surlendemain contre trois communistes dont Calvayrac¹. Des tracts sont distribués par le RPF pour dénoncer « les "démocrates" en action ! »². Des années après les faits, Gaston Palewski relève parmi ses pires combats les meetings de cinq villes : Perpignan, Albi, Toulouse, Agen et Tarbes³. Lorsque Bernard Lachaise demande à Jacques Foccard si les bagarres avec les communistes étaient fréquentes, il répond : « Oui ! Par exemple à Albi, Gaston Palewski avait eu une réunion qui avait été cassée par les communistes et il avait pris date pour une prochaine réunion qu'on tiendrait coûte que coûte »⁴. De tous les conflits qui opposèrent les deux SO, les auteurs ne citent pas parmi les pires affrontements le gymnase Japy, la ville de Marseille ou la conférence de Grenoble en 1948 – qui furent sanglantes – mais bien le Midi toulousain, avec en tête les villes d'Albi et Toulouse. Par ailleurs, l'opinion publique est scandalisée par les événements que s'empresse d'atténuer le préfet. La presse les condamne unanimement (à l'exception du *Patriote du Sud-Ouest*). *Le Républicain* (socialiste) et la *Dépêche du Midi* (radical) en font leurs gros titres alors que *le Patriote* se contente de petits articles se justifiant en ces termes : « les fascistes du R.P.F. expulsés par la population »⁵.

Durant tout le mois de mars, l'incident fait l'actualité du département et inquiète l'opinion⁶. *Le Patriote* a beau insister sur ses blessés, « victimes » de la violence policière, les Tarnais non communistes se montrent très hostiles au comportement adopté par le PCF ce soir là. Le conseil municipal d'Albi, réunit en séance extraordinaire, publie un réquisitoire contre les élus communistes⁷. *Le cri du travailleur* (de tendance socialistes indépendants) et *le Patriote* dénoncent ces réactions si véhémentes contre le PCF⁸. La violence militante physique, tout à fait banale en Haute-Garonne, est beaucoup plus rare dans le Tarn où elle revêt plutôt un aspect verbal. Cette démonstration de force communiste choque et nuit au « premier parti de France », mais également aux gaullistes. Si la presse et l'opinion publique plaident plutôt en faveur des fidèles du général de Gaulle, la SFIO – soutenue par *le Républicain* – parvient habilement à détériorer leur image en déclarant lors d'un grand meeting que les « partis extrêmes » entachent la République et la démocratie en faisant un usage mutuel de la violence pour combler leur absence d'arguments⁹.

Qu'est-ce qui a pu motiver une telle attaque ? Outre la grande inimitié que se portent les deux partis, la police estime que les communistes auraient agi par volonté de se racheter auprès des

1 ADT 511 W 57, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°1001 du 13 mars 1950, et Télégramme du préfet du Tarn au ministre de l'intérieur n° 616 67 11/1125 du 11 mars 1950.

2 Voir Annexe – Document 10, pp. 288-289.

3 PALEWSKI, Gaston, *Mémoires d'Action 1924-1974*, Plon, 1988, p. 257.

4 Collectif, *Avec de Gaulle. Tome 2 : « Le temps du Rassemblement » (1946-1958)*, Nouveau monde éditions, Paris, 2005, p. 218.

5 *La Dépêche du Midi*, *Le Républicain*, *Le Patriote du Sud-Ouest*, tous trois le 11 mars 1950.

6 Nous ne citons pas les nombreux articles de presse qui traitent du sujet. *Sud-Ouest* (de tendance MRP), 14 mars 1950.

7 ADT 511 W 57, dossier RPF, Note des renseignements généraux n°998 du 13 mars 1950.

8 *Le Patriote du Sud-Ouest*, 14 mars 1950 ; *Le cri du travailleur*, 19 mars 1950.

9 ADT 511 W 56, dossier SFIO, Rapport des Renseignements Généraux n°1182 du 25 mars 1950.

leurs : « quelques responsables de ce parti voudront donner une preuve de leur activité pour se faire pardonner des négligences qui leur ont été reprochées à plusieurs reprises »¹. En effet, un congrès du PCF tarnais a lieu le 11 mars, lendemain de la conférence gaulliste. Les pressions sur les cadres du parti se sont accrues dernièrement, leurs activités ayant faibli depuis quelques temps. La contradiction puis la démonstration de force donnent la conviction auprès de certains, dont M. Calvayrac, que leur laxisme sera pardonné par la suite. De fait, la police et les responsables du RPF s'attendaient à ce débordement. Les communistes ont utilisé la presse ainsi que la distribution de tracts en promettant d'empêcher le meeting d'avoir lieu². La lutte semblait inévitable aux yeux des contemporains, et la surprise ne fut pas tant dans le passage à l'acte des communistes que dans leur réussite à prendre la tribune et faire autant de blessés – la presse indique que les Albigeois ont aperçu de nombreux militants ensanglantés, une vue choquante pour les témoins.

Nous aurions pu présenter d'autres meetings ayant fini en pugilat, tel que la fameuse « bataille de Fleurance » que décrit Bernard Lachaise dans son ouvrage³. Mais nous pensons que les deux exemples précédents décrivent assez bien l'ambiance générale de cette période trouble. Nous avons présenté les bagarres lors des réunions publiques, mais elles ne représentent qu'une minorité de conflits physiques qui opposaient gaullistes et communistes. Elles ont laissé des traces car elles étaient spectaculaires. Spectaculaires parce que se déroulant sous les yeux du public, mais tout de même minoritaires. La violence physique se manifeste avant tout par les bagarres entre colleurs d'affiches. Elles sont si fréquentes que la police ne les recense pratiquement jamais. Seules deux bagarres de ce type sont recensées. La première à Castres en 1950 : des militaires logeant à la caserne, à la demande d'un RPF ayant surpris des communistes en train de coller des affiches, commencent à attaquer les militants. L'intervention de l'agent Barthas qui patrouillait à ce moment a permis d'éviter une violente échauffourée⁴. La seconde à Mazamet où des gaullistes et des communistes, « excités » par la « bagarre du gymnase »⁵. Hélas pour le chercheur, les confrontations de ce type sont si courantes entre colleurs d'affiches que nous ne disposons pas de sources écrites pour en parler. Néanmoins, les quatre témoins communistes attestent de la fréquence élevée des luttes entre colleurs d'affiches. Henri Chataignier raconte même en détail que lors des élections de 1951, il échappa de peu lors d'une course-poursuite nocturne en voiture dans les rues de Toulouse, de se faire « passer à tabac » par des militants gaullistes conduits par Charles Strickler⁶.

1 ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n°925 du 8 mars 1950.

2 Voir Annexe – Document 10, pp. 288-289.

3 LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme dans le Sud-Ouest au temps du RPF* [Op. Cit.], p. 254 et 256.

4 ADT 511 W 58, dossier 1951, Rapport des Renseignements Généraux n°151 du 17 février 1951, et Rapport du commissaire de police de Castres au sous-préfet de Castres n° R.C. 702 du 17 février 1951.

5 ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport du préfet J. Ch. Roulies au cabinet du président du conseil et ministre de l'intérieur le 7 mai 1951.

6 Témoignage d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse.

Les communistes ne sont pas les seuls à se montrer agressifs envers les gaullistes. Quelques bagarres entre MRP et RPF, SFIO et RPF ou radicaux et gaullistes ont lieu lors des moments les plus tendus. Le maire socialiste de Muret, M. Peyrusse, va jusqu'à gifler publiquement le responsable cantonal RPF Émile Bordier parce qu'il vendait un journal l'accusant de collaboration¹ ! Mais cette violence physique reste rare et n'est pas uniquement tournée vers les gaullistes. Par exemple, de violents « accrochages » entre communistes et socialistes sont signalés aux lendemains des élections municipales de 1947². Autre cas, celui de Maurice Deixonne. Député du Tarn, il est surnommé « bouffe curé » pour son anticléricalisme virulent et ses oppositions au MRP³. Si nous mentionnons autant les confrontations entre gaullistes et communistes, c'est uniquement parce que leurs luttes sont si fréquentes qu'elles dominent presque exclusivement les sources⁴. Il suffit de lire Patrick Calmels pour constater que les violences à Toulouse aux mois de mai et juin 1951 étaient très souvent physiques et majoritairement entre gaullistes et communistes⁵.

Les lacérations d'affiches sont aussi une technique employée couramment par les services d'ordre des groupes respectifs – ce qui peut entraîner de nouvelles bagarres. Elles sont parfois même encouragées par les cadres qui y voient une méthode efficace et économique de combattre (symboliquement) l'adversaire. Ainsi Dominique Catroux écrit que « l'arrachage des affiches communistes est un moyen de propagande adapté à l'état de notre trésorerie : il ne coûte qu'aux communistes et fait davantage ressortir nos propres affiches »⁶. L'utilisation de cette technique est fréquemment employée par le RPF, au moins jusqu'aux législatives de 1951, dans la région. Mais les communistes en usent aussi. Par exemple, le RPF gersois devient fou de rage lorsqu'il constate que le PCF persiste à lacérer nombre de ses affiches. En plus de jurer de lui rendre la pareille, les gaullistes promettent de « le faire payer » à tout communiste qui serait prit sur le fait⁷. Encore une fois, le colleur d'affiche est le militant le plus exposé à la violence physique. L'extrême banalisation des bagarres qu'il livre rend très difficile la quantification des rixes dans lesquelles il est embarqué.

1 Émile Bordier a porté plainte suite à cette agression, mais il semblerait que celle-ci ne soit jamais allée jusqu'au bout. Mme Bastide, chargée des archives judiciaires du département sous la IV^e République, n'a rien trouvée à ce sujet. ADHG 1299W4, Rapport des Renseignements Généraux n°7010 le 22 septembre 1950, et mail de Mme Bastide datée du 27 novembre 2014.

2 ADA 5W12, Rapport des Renseignements Généraux n°10869 le 13 novembre 1947.

3 WILLIAMS, Philipp, *Crisis and compromise. Politics in the Forth Republic*, Longman Group Limited, Londres, 1972, p. 429.

4 Les gaullistes sont les adversaires privilégiés des communistes. GIRARD, Pascal, « La violence militante communiste à l'apogée de la guerre froide, 1947-1953 », dans AUDIGIER, François, Girard, pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve Éditions, Coll. « Actes académiques », Paris, 2011, p. 100.

5 CALMELS, Patrick, *Communistes et gaullistes dans la Haute-Garonne et le midi toulousain de la Libération à l'indépendance de l'Indochine*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-Le Mirail, Toulouse, 1997, p. 137.

6 FCDG RPF 407, dossier Divers, Compte-rendu de la réunion des chargés de mission, qui s'est tenue le 7 janvier 1949, p. 3.

7 ADG 1292W6, Rapport des Renseignements Généraux n°439 le 27 avril 1951.

Toutefois, les rapports des RG et les témoignages laissent entendre qu'il se bat souvent, surtout lorsqu'il lacère une affiche ou surprend un adversaire en lacérer une.

Par ailleurs, la violence physique, si elle n'est pas quotidienne, est belle et bien encouragée par la direction du mouvement gaulliste. Dans sa lettre du 4 avril 1949, M. Bertrand, secrétaire départemental du RPF de Haute-Garonne, rend compte à M. Bastos de la pratique répétée de la lacération d'affiches qui se fait désormais « en plein jour » par les militants RPF, tellement ils se sentent en confiance et ne craignent plus l'affrontement. Il dit :

En ce qui concerne le département de la Haute-Garonne, le travail de lacération a été effectué dans les meilleures conditions [à] tel point que quelques heures seulement après 90 collage[s] l'affiche de « réalisme » a subi un sort peu souhaitable. Nos « équipes toulousaines » ne craignant pas de faire le travail de lacération en plein jour.¹

Suite à cette constatation, M. Bertrand demande des instructions. La réaction de M. Bastos est très intéressante. Bien que nous ne possédions pas sa réponse originale, il a annoté à la main sur la lettre de Bertrand « Répondu. Inutile de continuer [à distribuer des tracts]. Félicitations etc... *Faire régner baston* ». C'est nous qui soulignons les trois derniers mots. Ils montrent à eux seuls l'état d'esprit des militants avant l'échec dans le Midi des élections législatives. La direction parisienne du RPF ordonne que la « baston » règne. Cette instruction peut expliquer pourquoi les « escarmouches » entre militants gaullistes et communistes sont si fréquentes. Du moins, il est frappant que cette annotation se recoupe avec de nombreux témoignages de ce temps. Par exemple avec celui de Jacques Dauer, responsable influent des jeunesses gaullistes. Quand il est interrogé sur les moyens mis en œuvre par le RJF pour occuper et retenir ses militants, il lâche :

Mais ça n'empêchait pas, de temps en temps, d'aller casser la gueule à quelques communistes dans leurs réunions, de faire quelques provocations d'agit-prop, quelques petites choses quand même, parce qu'il fallait occuper les gens.²

B) « Lutter en temps de paix » : combattre au quotidien

1) Discriminer « l'autre », un moyen de maintenir la pression sur l'adversaire

a) Propagande

Si des bagarres de rues entre colleurs d'affiches arrivent assez couramment jusqu'aux lendemains des élections législatives de 1951, elles surviennent à l'improviste, lorsque des colleurs d'affiches tombent les uns sur les autres ou recherchent ceux qui auraient lacéré leurs affiches. La propagande est et demeure le moyen d'affrontement par excellence en « temps de paix » (hors des périodes électorales). La distribution de tracts et l'organisation de réunions publiques sont monnaie courante. Celles-ci donnent l'occasion aux militants de discriminer « l'autre », l'adversaire honni.

1 FCDG RPF 61, Lettre de M. Bertrand, secrétaire départemental de Haute-Garonne, à M. Bastos du 4 avril 1949.

2 Collectif, *Avec de Gaulle. Tome 2 : « Le temps du Rassemblement » (1946-1958)* [Op. Cit.], p. 145.

Pour ce faire, il est essentiel de maintenir la pression en l'accusant de tous les maux possibles. Les communistes continuent à accuser les gaullistes de se fourvoyer avec l'État et la Troisième Force, de malhonnêteté, et de représenter une menace fasciste. À Toulouse, Claude Lacoste, aide monteur à Air France, est appréhendé par la police aux environs de 23h30 alors qu'il peignait des croix gammées sur des affiches RPF dans divers lieux de la ville¹. Malgré l'interrogatoire et l'utilisation de matériel appartenant au PCF, il dit avoir agi seul. Il est difficile de le croire puisqu'il reconnaît en parallèle ne pas avoir été seul (« ce soir, en compagnie de deux camarades dont j'ignore les noms et l'adresse »)². Il semblerait bien qu'il ait agi pour ou du moins avec le PCF. Peu après, dans la nuit du 30 novembre 1948, les communistes apposent à Castres des papillons accusant le général de Gaulle de ruiner le pays en consommant de l'essence, des voitures (des denrées rares en période de ravitaillement) et en utilisant du personnel gouvernemental³. Les mêmes avaient été affichés le 15 du mois à Albi. Après les élections cantonales, la méthode reste la même. Le commissariat central de Toulouse remarque que des affiches antigauillistes sont apposées pour annoncer la manifestation du 12 février. Celles-ci font de nombreuses références aux années Trente, avec des messages tels que « unis comme au 12 février 1934 », « les raids fascistes du R.P.F. » et « la dissolution des bandes armées du R.P.F. »⁴. Quelques mois plus tard, les communistes de Pamiers (Ariège) barbouillent de peinture grise les affiches RPF apposées en ville pour se venger des lacérations récentes faites par les gaullistes⁵. Les communistes restent « traditionnels » après les élections législatives. Le 29 mai 1952, la ville de Pamiers est à nouveau le théâtre d'une « guerre de propagande » entre gaullistes et communistes. Les communistes, qui ont distribué des tracts antigauillistes, ont retrouvé dans les rues de la cité appaméenne des tracts anticomunistes édités par le RPF. En réaction, le PCF ajoute des inscriptions à la peinture blanche aux contenus insultants envers les partisans du général de Gaulle⁶. Un comportement qui n'est pas en soit typiquement communiste puisque les gaullistes emploient les mêmes méthodes que leurs rivaux. Ainsi, les soirs du 21 au 22 puis du 27 au 28 septembre 1947, des croix de Lorraine sont inscrites sur les chaussées de Narbonne et Castelnaudary⁷.

En juillet 1952, la presse tarnaise médiatise les poursuites judiciaires de trois hommes – deux exclus du RPF, jugés trop violents par le mouvement, et un membre actif – pour possession

1 ADHG 1319W 5, Rapport journalier du 20 septembre 1948 n°21.199.A/48 du commissariat central de Toulouse.

2 ADHG 1319W 5, Procès verbal n°1776 de Claude Lacoste par le commissaire de police Berdy Raymond le 19 septembre 1948.

3 ADT 511 W 58, Rapport des Renseignements Généraux n°4733 du 1^{er} décembre 1948.

4 ADHG 1303W 10, Rapport journalier du 12 février 1950 n°3.141.A/50 du commissariat central de Toulouse.

5 ADA 5W13, rapport des Renseignements Généraux n°2878 le 2 octobre 1950.

6 ADA 6W7, « Bulletin journalier applicable à la journée du 29 mai 1952 » n°1810 du commissaire de police de Pamiers le 30 mai 1952.

7 ADAD 45W4, Rapport du sous-préfet de Narbonne au préfet Serge Baret le 22 septembre 1947, Rapport confidentiel du secrétaire de police de Castelnaudary au préfet Serge Baret le 29 septembre 1947.

d'armes à feu illégale¹. L'un possédait « un fusil de guerre, une mitrailleuse et un certain nombre de cartouches », le second « un revolver modèle 1892 et quelques cartouches » que lui aurait remis le troisième. Connus pour leur virulente activité anticomuniste, ces anciens résistants offrent l'occasion au *Patriote du Sud-Ouest* de s'acharner sur eux pour diaboliser les gaullistes². Les réunions publiques sont peu exploitées dans ce type d'opération. Lorsque les communistes attaquent le RPF durant un meeting, il est très rare que l'attaque ne soit pas dirigée contre un ensemble de groupes ou en association avec le gouvernement³. Pour simple exemple, il suffit de regarder la réunion publique du 12 août 1949 à l'ancienne Faculté des Lettres de Toulouse par le PCF : l'orateur n'attaque pas spécifiquement le RPF, il s'en prend autant au MRP et à la SFIO, et insiste sur la politique du maire René Badiou⁴.

Les gaullistes n'emploient pas les mêmes méthodes et stratégies pour stigmatiser leurs adversaires. Si des tracts anticomunistes existent, ils semblent moins utilisés que les réunions. Les tracts sont avant tout employés pour défendre les idées du mouvement et dénoncer les actions gouvernementales. Nous avons bien retrouvé des affiches anticomunistes comme celles que des élus castrais placardent pour contester les crédits municipaux accordés à la CGT, « venue du Kominform »⁵, mais elles sont plutôt marginales (du moins, d'après les sources consultées⁶). Des caricatures sont publiées dans le *Rassemblement* et peuvent être distribuées dans la rue pour servir d'affiches anticomunistes. Les plus appréciées d'entre elles sont produites par le dessinateur Chancel, auteur de *Dix ans d'histoire* – une série de dessins anticomunistes. Parmi les plus populaires d'entre elles, nous retrouvons celle de Staline commandant au serveur Jacques Duclos « une simple grève "coup de sonde" pour [s']ouvrir l'appétit », la page de couverture de *dix ans d'histoire* où Staline fait planter le drapeau nazi sur la carte de France, ou encore un « panneau » de signalisation qui critique le communisme et le régime en remplaçant les signes habituels par un marteau et une faucille (au lieu d'un stop), le bâtiment de l'Assemblée Nationale (au lieu du passage interdit), et le panneau « ne pas doubler » avec une amphore de vin taxée⁷. Pour les gaullistes, aucun doute n'est possible : la principale menace pour la France depuis la Seconde Guerre Mondiale, c'est le communisme.

1 ADT 511 W 57, Rapport des Renseignements Généraux n°589 du 7 juillet 1952.

2 *Le Patriote du Sud-Ouest*, 8 juillet 1952.

3 Les périodes électorales les rendent plus prompts à les invectiver durant les réunions publiques qu'ils organisent, encore que le changement se remarque peu.

4 ADHG 2008W 153, Note d'information du 12 août 1949.

5 ADT 511 W 57, Rapport des Renseignements Généraux n°784 du 23 février 1948.

6 L'une des seules autres appositions de tracts/affiches (retrouvées) dont l'objectif est d'attaquer directement l'image des communistes est celle que les étudiants RPF distribuent dans les facultés de Toulouse le 16 février 1950.

7 *Le Rassemblement*, 27 mars 1948 ; *Dix ans d'histoire*, dessins de Chancel et texte de Hebert, Paris, 1952, 121 vignettes ; *Le Rassemblement*, 5-11 octobre 1951.



Figure 5 : Caricature anticomuniste de Chancel du 27 mars 1948¹

En ce qui concerne les affiches, la lacération reste encore et toujours une méthode de propagande privilégiée. Ainsi, la police toulousaine soupçonne les gaullistes d'avoir lacéré le soir des affiches communistes pour se venger le 10 décembre 1948². La cause ? Au conseil municipal, les conflits entre les deux groupes avaient provoqué la colère du maire qui décida d'allouer les délégations municipales aux élus MRP, socialistes et radicaux... En réalité, les gaullistes préfèrent attaquer les communistes par le verbe. Par exemple, suite au cas des élus castrais, le RPF tarnais entame une série de réunions publiques dans le département des 11 au 21 mars 1948, certaines étant très dures – celle du 21 mars à Albi finissant en bagarre que le SO gaulliste parvint à arrêter pour rétablir l'ordre (pas le calme)³. Dans un cadre différent, la réunion publique d'information des étudiants du RPF à l'ancienne Faculté des Lettres de Toulouse du 12 mai 1949, est très documentée par les forces de l'ordre, ces dernières s'attendant à une bagarre. Le déploiement d'importants

1 Voir les autres caricatures de Chancel en Annexe – Document 11, pp. 290-291.

2 ADHG 1319W 5, Rapport journalier du 11 décembre 1948 n°26.615.A/48 du commissariat central de Toulouse.

3 ADT 511 W 57, Rapports des Renseignements Généraux des 8, 9, 10, 12, 15 et 22 mars 1948.

effectifs de police dans la salle est, pour les RG et le commissariat central, la seule raison qui explique que les communistes soient restés calmes durant l'exposé¹.

À de nombreuses reprises, des conférences ont lieu, mais en dehors des périodes électorales, il est difficile d'en trouver qui soient spécifiquement anticomunistes. Néanmoins, une série de conférences en mars puis août 1952 dans le département du Tarn et une autre du 14 février au 2 mars en Ariège² s'avèrent être clairement provocatrices. Cependant, elles connaissent un faible écho dans la région. Il y a aussi la « commémoration de la bataille de Fleurance » (Gers) qui est un moyen de propagande pour attirer tous les anticomunistes du secteur. Le 8 mars 1952, Marius Campistron et le délégué cantonal RPF de Fleurance demandent l'autorisation de faire participer Jean Braman-Fribourg et Edmond Michelet, Jacques Chaban-Delmas ou Gaston Palewski pour célébrer la victoire des gaullistes gersois sur les 400 communistes venus les attaquer l'an passé³. Celle-ci est finalement organisée le 23 mars 1952 avec Gaston Palewski et Henri Morel. Devant 400 sympathisants et curieux, Palewski, Morel et Campistron tiennent un discours très hostile au gouvernement, tout en rappelant à plusieurs reprises le « triomphe » du gaullisme sur le communisme⁴.

b) La violence physique, une réponse peu courante à la propagande

De temps en temps, les provocations entre gaullistes et communistes peuvent déclencher des bagarres. Cela arrive le plus souvent lors des appositions d'affiches et des meetings. Les années 1948 et 1952 sont particulièrement chargées en conflits physiques. Gaston Palewski organise une série de réunions publiques et contradictoires dans plusieurs villes du Tarn (Lavaur, Gaillac, Carmaux, Albi, Castres) entre les 11 et 21 mars 1948. Parfois perturbées par les socialistes (comme celle de Carmaux le 21), systématiquement par les communistes, elles frôlent les débordements physiques. Le meeting d'Albi le 21 mars après-midi a viré en bagarre générale lorsque les communistes ont tenté de s'emparer de la tribune tenue par « la Lavande ». Le chaos règne dans la salle, socialistes, communistes et gaullistes s'invectivant mutuellement. Toutefois, le SO du RPF est parvenu à repousser les « assaillants », sans pour autant ramener le calme dans une salle où 1.000 personnes s'invectivent violemment⁵. Quelques mois seulement après, les communistes retentent leur chance à la Halle aux Grains de Castres où se trouve Palewski. Une fois encore, la tentative de

1 ADHG 1302W 5, Rapport journalier du 13 mai 1949 n°13.092.A/49 du commissariat central de Toulouse ; 2008W 153, dossier sur le RPF, Rapport de l'inspecteur Boue André du 30 avril 1949 n°11.649.A/49, et Rapports des Renseignements Généraux n°3755 du 11 mai 1949 et n°3826 du 13 mai 1949.

2 FCDG RPF530, « Compte-rendu de notre séjour dans l'Ariège du 14 février au 2 mars 1952 », [de Morel ?] avec Ms. Delnondedieu et David.

3 FCDG RPF547, Lettres de Marius Campistron et Jean Pallas à Louis Terrenoire le 8 mars 1952.

4 ADG 1292W6, Rapport des Renseignements Généraux n°101 le 24 mars 1952.

5 ADT 511W57, Rapports des Renseignements Généraux les 8, 9, 10, 12, 15 et 22 mars 1948.

« claque communiste » échoue, le SO gaulliste parvenant à cantonner les communistes aux injures, sifflets et contradictions aux côtés de Maurice Deixonne (!)¹. Toujours en 1948, Georges Mahieux, délégué départemental du Tarn-et-Garonne, exprime son regret « qu'ici dans nos départements nous nous battons au sens propre et au sens figuré derrière le général de Gaulle pour refaire du neuf »². Le Lot et l'Aveyron ne sont pas en reste. Pierre Boudet dénonce le 27 mars 1948 les bagarres qui ont éclaté durant la semaine qui s'est écoulée entre le PCF et le RPF à Toulouse, Clermond-Ferrand, Figeac et Souillac. Il compare d'ailleurs ces conflits répétés avec ses souvenirs des luttes entre ligues et communistes dans les années Trente³. Le 10 octobre à Marcillac, l'un des bastions du PCF aveyronnais, se tient une réunion RPF défendue par 4 membres du SO. Face à eux sont apparus pas moins d'une cinquantaine de communistes en furie et pour certains ivres. Sans grande surprise, l'attaque qui succède aux nombreuses vociférations s'est soldée par la débandade des militants gaullistes⁴...

L'année 1952 est moins terrible que celle de 1948. Le contexte international commence à se détendre lentement, et le RPF connaît un rapide recul électoral et militant. Le temps où la CGT pouvait mettre à sac la sous-préfecture de Millau, les communistes jeter des explosifs dans le jardin du président du conseil (Paul Ramadier) ou de parfaits inconnus dynamiter la maison de Jean Baylet semble révolue⁵. Pourtant, la violence physique existe encore malgré l'absence d'enjeux électoraux. Elle est désormais employée la plupart du temps par les gaullistes. Cette inversion des rôles momentanée est certainement due au fait que le RPF se meurt. Sentant la fin proche, les derniers « fidèles » cherchent à tout prix à montrer qu'ils existent encore et n'ont pas disparu. Les adhérents aveyronnais et toulousains sont les plus actifs cette année là. René Palazy, responsable du SO de l'Aveyron, ne peut s'empêcher de provoquer des bagarres avec les opposants politiques qu'il croise⁶. Dans la Haute-Garonne, les militants trouvent que le (pourtant très) violent Charles Strickler n'en fait pas assez et voudraient se battre plus souvent⁷. L'Ariège connaît aussi quelques débordements. Le jeune responsable du SO local Paul Sentenac le découvre à ses dépens. Venu porter la

1 ADT 511W57, Papillons du RPF signés le 23 novembre 1948, et Rapports des Renseignements Généraux les 24, 26 et 28 novembre 1948.

2 FCDG RPF585, Lettre de Georges Mahieux à Alain Bozel le 27 mars 1948.

3 *La Vie Quercynoise*, 27 mars 1948.

4 ADAV 12W8, rapport des Renseignements Généraux n°1578 le 11 octobre 1948 ; ADAV 14W154, Rapport du commissaire des Renseignements Généraux n°1578 au préfet André Rogues le 11 octobre 1948 ; ADAV 14W159, Rapport des Renseignements Généraux n°1612 le 16 octobre 1948.

5 Le sac a eu lieu le 14 mai 1947, l'attentat contre Paul ramadier le 6 octobre 1947 et l'attentat contre Jean Baylet le 1^{er} avril 1948. ADAV 338W77, Télégramme « État sur les principaux troubles survenus dans le département de l'Aveyron depuis la Libération » du commissaire de police de l'Aveyron au commissaire des Renseignements Généraux de Toulouse le 27 octobre 1951 ; ADAV 2W8/1, « Message téléphoné par M. le capitaine REY le 6 octobre 47 à 10h50 », et Télégramme officiel du préfet de l'Aveyron au ministre de l'Intérieur le 6 octobre 1947 ; *Le Figaro*, 2 avril 1948.

6 FCDG RPF61, SO de l'Aveyron, Lettre de Cauchy à Luc Collet le 25 mai 1952.

7 FCDG RPF 61, Lettre de membres du S.O. de Haute-Garonne à Dominique Ponchardier vers août 1952.

contradiction avec le militant Faure à la réunion publique et contradictoire socialiste de Seix, il commet l'erreur de tenir des propos peu appréciés par une centaine de militants et sympathisants SFIO. Hué et conspué durant son intervention, il finit par faire une réflexion déplacée à l'un des orateurs. C'est alors qu'il est attaqué avec son ami par les militants devant le bâtiment pour lui faire regretter ses mots¹... Les militants tarn-et-garonnais se distinguent quant à eux par la constitution d'un dépôt d'armes dénoncé en novembre 1952 par des communistes ravis de sauter sur l'occasion². La violence physique connaît ainsi ses derniers élans dans la région en 1952. Les élections municipales de 1953 mettent un terme au militantisme actif du RPF. Le mouvement effectue bien encore quelques actions, mais elles se cantonnent à une lutte symbolique contre le communisme, le « système » et la CED.

c) Un cas particulier : l'événement de Mervilla

Le choix peut surprendre, mais l'événement de Mervilla est un cas très particulier qui mérite d'être mis à part. Il s'agit d'une visite du général de Gaulle, qui compte parler devant les militants et sympathisants RPF dans le château de M. Couadau (appelé « Le Château - Balanguier). Une tournée dans Toulouse est ensuite improvisée. Malgré les nombreuses menaces communistes, la police ne cache pas sa fierté dans ses rapports de signaler qu'elle a su préserver le calme. Les sources sont nombreuses³, même si elles sont peu variées : la presse annonce la venue du Général, *le Patriote du Sud-Ouest* et le PCF appellent à la contre-manifestation, la police (dirigée par le commissaire R. Blanc), les RG, le préfet et la gendarmerie rédigent des comptes-rendus de la journée. Aucune bagarre n'est mentionnée nulle part. Pourtant, un témoignage vient contredire cette version officielle⁴. Que nous apprend-t-il ? Le 26 février, des militants auraient pris les briques d'une maison en construction pour « fabriquer » un barrage sur la route du château. Les communistes auraient ensuite approché les « nervis » pour entamer une bagarre sous la direction de Marcelle

1 ADA 491W14, « Note de Renseignements » le 13 mars 1952, p. 2 ; ADA 5W10, Rapport des Renseignements Généraux n°1859 le 18 février 1952.

2 Les RG estiment que *le Patriote du Sud-Ouest* exagère sur la quantité d'armes que cacheraient les gaullistes. ADTG 1160W17, Rapport mensuel (novembre 1952) du commissaire des Renseignements Généraux au préfet le 5 décembre 1952, « chapitre 5. La presse ».

3 Rien que pour les forces de l'ordre, nous disposons des documents suivants : ADHG 1299W 4, dossier RPF, Rapport de l'inspecteur Boue André au commissaire divisionnaire central R. Blanc n°400/A/50 le 22 février 1950, Rapports du commissaire divisionnaire central R. Blanc n°4.356.A/50 et n°4.357.A/50 le 26 février 1950, et Rapport du commissaire divisionnaire central R. Blanc au directeur départemental des services de police à Toulouse n°4.369/A/50 le 27 février 1950 ; 1299W 4, dossier PCF, Rapport de l'inspecteur Boue André au commissaire divisionnaire central R. Blanc n°4.094.A.50 le 23 février 1950 et n°4.455.A/50 le 28 février 1950, Rapport de l'inspecteur Bouchilloux André au commissaire divisionnaire central R. Blanc n°4279.A/50 le 25 février 1950, et Rapport du commissaire divisionnaire central R. Blanc à l'IGAME n°4295.A/50 le 25 février 1950 ; 1299W 4, dossier Esprit public, Rapports de l'inspecteur Boue André au commissaire divisionnaire central R. Blanc n°3870/A le 20 février 1950 et n°3885.A.50 le 21 février 1950, Rapports des Renseignements Généraux n°1492 et n°1495 du 25 février 1950 ; 1303W 10, Note de service n°139/50 du commissaire divisionnaire central R. Blanc du 23 février 1950, Rapports journaliers du commissariat central de Toulouse n°4.352/A/50 du 26 février 1950 p. 3-4 et n°4.357.A/50 du 27 février 1950 p. 2-3 ; 1896W 60, Rapport des Renseignements Généraux n°1501 du 25 février 1950.

4 Témoin anonyme entendu le 28 janvier 2015 à son domicile.

Rumeau et un autre député communiste (Jacques Gresa ?). Cependant, à la suite d'une intervention du commandant de gendarmerie, les militants, peu nombreux à vouloir se battre, acceptèrent de retourner à Toulouse. Les rapports n'auraient pas mentionné l'événement parce que le commandant l'aurait lui-même caché : il serait un ami du témoin.

Cette révélation est très surprenante, vu l'absence totale de source pouvant étayer ses propos. Pourtant, à y regarder de plus près, rien ne permet de l'infirmier. Les rapports sur le château de Mervilla n'ont pas été retrouvés. Mais le commissaire R. Blanc indique que seule la gendarmerie était sur les lieux, la police n'étant pas habilitée à gérer cette circonscription¹. Le commandant de gendarmerie est le seul à avoir donné des informations aux autorités sur le déroulement des opérations autour du château. S'il a caché l'action des communistes et qu'aucun des témoins présents n'en a parlé, alors il est normal que la police et les RG n'aient rien écrit à ce sujet. Par ailleurs, les communistes semblent déterminés à lancer une action contre le RPF. Ils ont employé les grands moyens pour essayer de mobiliser des contestataires par le biais d'une propagande intense, ce qui n'est pas le cas des gaullistes, qui se contentaient d'annoncer la venue du général. Le PCF mobilise aussi la CGT et va jusqu'à placarder sur la façade des Bains Douches des tracts pour annoncer, puis dénoncer la venue du Général qui « passe ses troupes en revue »².

1 ADHG 1299W 4, Rapport du commissaire divisionnaire central R. Blanc au directeur départemental des services de police à Toulouse n°4.369/A/50 le 27 février 1950, p. 3.

2 ADHG 1299W 4, Rapport du commissaire divisionnaire central R. Blanc au préfet de la Haute-Garonne n°4.643.A/50 le 2 mars 1950 ; ADHG 1896W 60, Rapport des Renseignements Généraux n°1085 du 16 février 1950.

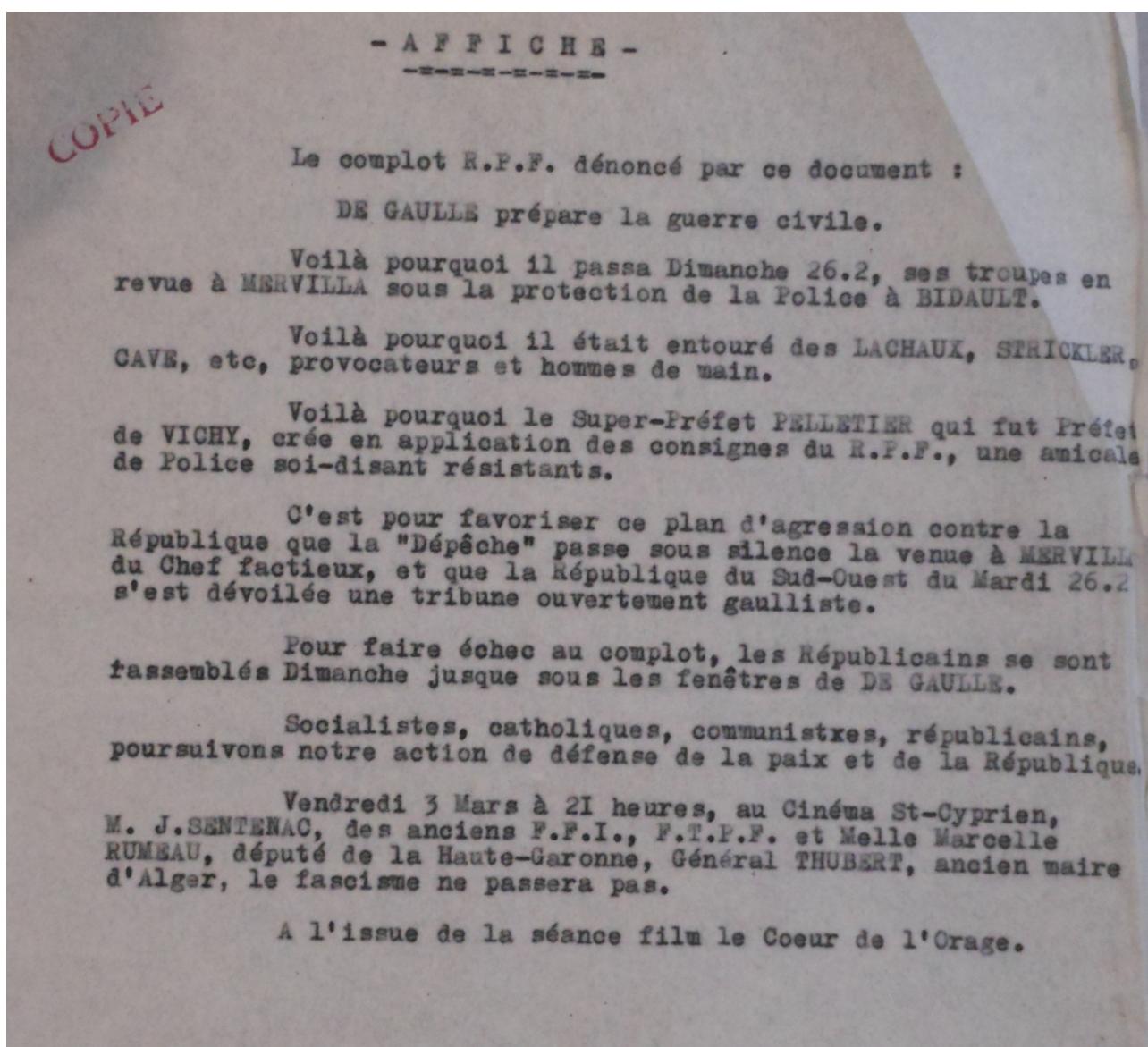


Figure 6 : Copie d'une affiche de propagande placardée la nuit du 1^{er} au 2 mars place Roguet, sur la façade des Bains Douches de Toulouse

Dans ce dernier tract, les communistes relatent leur manifestation « jusque sous les fenêtres de De Gaulle ». Ils avouent donc y être allé, bien qu'il ne soit mentionné aucune bagarre. Il est possible qu'ils l'aient caché pour ne pas s'attirer l'inimitié du public, plutôt favorable à la venue du Général qui attirera des curieux lors de son passage à Toulouse. La seule énigme est la réaction des gaullistes : si les communistes se sont vraiment lancés dans des affrontements à Mervilla, pourquoi ne pas le mentionner ? Il aurait été avantageux pour le RPF de montrer du doigt « les soviétiques dans toute leur splendeur », tellement « haineux de la liberté » qu'ils seraient venus jusqu'au château pour attaquer « le premier des résistants ». Quelque soit la vérité, il est fort intéressant de constater que l'opposition entre les deux groupes les incite à chercher la bagarre même en dehors des enjeux électoraux. Cette tentative, qu'elle ait abouti ou non, montre à elle seule combien la propagande est grande pour discriminer son adversaire à chaque instant.

2) Intimidations et joutes verbales

Une autre façon de « s'affronter virtuellement » est d'intimider le rival en proférant des menaces ou en provoquant des débats houleux. Ces débats, que l'on retrouve dans les meetings, se remarquent aussi lors des conseils municipaux. En effet, les élus gaullistes et communistes ont tendance à s'opposer sur des projets municipaux soutenus par l'adversaire. D'ailleurs, ces projets peuvent parfois être perçus comme des provocations. Rien qu'en décembre 1948, deux réunions du conseil municipal de Toulouse se soldent par des oppositions entre gaullistes et communistes¹. La séance publique du 21 décembre voit le conseiller RPF Enault proposer de rebaptiser la rue de Metz rue Leclerc, mais le conseil préfère donner ce nom à la rue Bayard. Les communistes surenchérissent en demandant à ce que le square de Gaulle soit rebaptisé square Leclerc, ce qui divise fortement le conseil. La proposition est finalement rejetée. La majorité des réunions municipales voient les « joutes verbales » se résumer à des débats tendus mais sans injures. Quelques exceptions ne correspondent pas à ce schéma. C'est le cas de la séance publique du 12 juin 1950². Pour faire pression, les élus communistes ont fait venir une cinquantaine de leurs militants (qui se réduit progressivement à une quinzaine). À diverses reprises, ils provoquent des brouhahas qui obligent le député-maire Badiou à cesser la réunion pour rétablir le calme. Des injures entre conseillers municipaux sont visiblement proférées par les communistes, des accusations jugées outrancières également. Le PCF, qui attaque d'abord tous les élus sur le travail défectueux d'un hospice, se concentre sur les radicaux, que le groupe gaulliste dirigé par Sicard défend. Une contre proposition du RPF, adoptée par tous les autres conseillers, provoque les foudres des communistes. La plus violente des confrontations verbales entre les deux groupes a lieu en 1948, avec la proposition des communistes de renommer la rue Alsace-Lorraine rue de Stalingrad³. Les gaullistes l'interprètent comme une provocation et emploient eux-mêmes des « mots durs » à l'intention du PCF. Badiou a beaucoup de mal à rétablir l'ordre dans la salle. Le Tarn est moins démonstratif. La seule confrontation marquante entre élus municipaux est celle du conseil municipal de Castres le 30 avril 1951 : à 1 voix (socialistes, communistes plus 5 abstentions⁴), la ville refuse de recevoir officiellement le général de Gaulle le 6 mai⁵. Seul le maire s'y rend, ce qui fait la joie du *Patriote du Sud-Ouest*⁶. Une autre opposition est celle du conseil municipal d'Albi du 12 février 1950 où les communistes tentent de s'opposer au budget primitif établi par les radicaux, MRP et RPF, mais ils ne parviennent pas à mobiliser la foule et n'obtiennent aucun résultat

1 ADHG 1319W 5, Rapports des Renseignements Généraux n°12892 du 11 décembre 1948 et n°13144 du 21 décembre 1948.

2 ADHG 1299W 4, Rapport des Renseignements Généraux n°4439 du 13 juin 1950.

3 ADHG

4 Il y a 8 communistes, 7 socialistes, 3 radicaux, 7 démocrates-chrétiens et 6 gaullistes à la mairie de Castres.

5 ADT 511W57, Rapport du préfet Jean Charles Roulies au cabinet du président du conseil et ministre de l'intérieur le 7 mai 1951.

6 « Le conseil municipal de Castres refuse de recevoir le factieux de Gaulle ». *Le Patriote du Sud-Ouest*, 5 mai 1951.

concluant¹.

Les sabotages et les intimidations sont une autre forme de violence couramment employée par le PCF aux débuts de la Guerre Froide (1947-1953)². Les gaullistes, plongés dans une certaine paranoïa, informent à diverses reprises les autorités de tentatives de sabotages d'usines ou de lancements de grèves par les communistes. C'est ce qui est arrivé en février 1948 dans le Tarn. Un gaulliste, convaincu de cette tentative, en informe les RG qui peinent à le croire.

D'après un membre du R.P.F., se disant bien informé, le Parti Communiste aurait lancé un ordre de grève dans les différentes branches de l'industrie, cette grève pouvant être déclenchée à toute heure à partir du 22 février.

Toujours d'après le même informateur, l'ordre serait également donné par le P.C.F. de commencer des sabotages à partir du 1^{er} mars. A cet effet, des éléments étrangers notamment des bulgares ou des yougoslaves seraient envoyés dans différents centres ouvriers avec mission de perpétrer eux-mêmes ces attentats.

Ce renseignement n'a pu être contrôlé et il est donné sous toutes réserves.³

Aucune source ne signale un déclenchement de grèves générales ou une tentative de sabotage entre février et avril 1948, qu'il s'agisse de la presse ou des services de la préfecture du Tarn. Il semblerait que l'informateur « se disant bien informé » ait fantasmé la « menace communiste »... C'est exemple est loin d'être unique. Partout dans la région, et plus encore après le « coup de Prague », les Français et plus encore les militants non communistes voient des complots communistes partout. Si ces réactions sont exagérées, il faut bien reconnaître qu'il n'y a jamais de fumée sans feu. En effet, il arrive que des sabotages communistes aient effectivement lieu. Ainsi, l'usine LMA de Decazeville (Aveyron) est sabotée dans la soirée du 26 au 27 octobre 1949 par des cégétistes⁴. D'ailleurs, le 9 novembre, un ouvrier communiste est arrêté alors qu'il tentait encore de saboter l'usine⁵ !

Les menaces de mort sont monnaies courantes et sont exprimées avec des injures alors qu'aucune élection particulière n'est en cours. Deux exemples l'illustrent parfaitement. À Toulouse, les ouvriers gaullistes subissent régulièrement des menaces de mort. Les ouvriers sympathisants sont eux aussi victimes de menaces par les militants communistes et cégétistes – c'est particulièrement le cas à la SNCASE. Ils n'osent pas par conséquent assumer leurs idées politiques, craignant pour leur intégrité physique⁶. Dans l'arrondissement d'Albi, cinq membres du RPF – le délégué départemental Benoit, les responsables locaux Bessodes et Bernou, les militants Kanony et Le Stratt – reçoivent dans leurs boîtes aux lettres des courriers vides contenant une corde. Les

1 ADT 511 W 58, Rapport des Renseignements Généraux n°544 du 11 février 1950.

2 GIRARD, Pascal, « La violence militante communiste à l'apogée de la Guerre Froide 1947-1953 », AUDIGIER, François, GIRARD, Pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve, 2011, p. 102.

3 ADT 511 W 58, Rapport des Renseignements Généraux n°745 du 20 février 1948.

4 ADAV 2W8/3, Rapport des Renseignements Généraux n°2334 le 29 octobre 1949.

5 ADAV 2W8/3, Rapport des Renseignements Généraux n°2406 le 12 novembre 1949.

6 ADHG 2008W 153, Rapport des Renseignements Généraux n°1626 du 26 février 1949.

victimes de cette menace ne portent pas plainte, le responsable Benoit ayant considéré cet acte comme digne d'un plaisantin. La police en est pourtant préoccupée. Mais de fait, la menace n'est pas prise au sérieux par le RPF¹. Ces cas de tentatives d'intimidations s'ancrent dans une longue série particulièrement proluxe entre 1948 et 1949. Durant cette période, les menaces lancées par les communistes sont nombreuses et s'adressent à tous les partis politiques et aux autorités publiques. Les forces de l'ordre émettent l'hypothèse que « le coup de force en Tchécoslovaquie et les négociations qui se poursuivent en ce moment entre l'U.R.S.S. et la Finlande » ont donné la conviction aux communistes que la prise du pouvoir en France est sur le point d'avoir lieu. Avec la force si nécessaire². Ce sentiment ne doit pas être généralisé à tous les communistes, mais une partie d'entre eux en a acquis la conviction. Le commissaire de police de Carmaux signale qu'un communiste avait déclenché une bagarre sous l'effet de la boisson lors d'une fête en ville. Lorsqu'il est sobre, il menace les magistrats et le commissaire, déclarant « un de ces jours, je vous ferai mettre à genoux, maintenant que la Révolution approche, on vous tuera comme des lapins », « la Révolution n'est pas loin et lorsqu'elle arrivera je me vengerai » ou encore « faites votre travail, je ferais le mien lorsque le moment sera venu »³. De même, le député communiste Roger Garaudy, se voyant interdire par le préfet l'utilisation de haut-parleurs dans une voiture pour faire sa propagande, déclare publiquement que « bientôt, nous n'aurons plus besoin de cette autorisation, la Révolution approche et nous serons les maîtres ». Cette attitude de militants, parfois très importants – un député ! –, adoptée publiquement a de quoi inquiéter les opposants au PCF. Elle explique en partie la paranoïa qui règne parmi une frange des gaullistes, dont le fameux informateur cité plus haut par les RG.

3) Étendre son emprise pour montrer sa force

L'affrontement indirect n'est pas sans intérêt ; la domination d'un groupe permet au parti politique qui le contrôle officieusement de démontrer sa puissance à l'adversaire sans l'attaquer directement. Cette forme de violence entre rivaux politiques est subtile. Elle permet des luttes indirectes entre eux par l'intermédiaire de groupes interposés fortement influencés. La mainmise communiste est immense dans la région. Le PCF domine sans vraiment le cacher plusieurs mouvements politiques et associations : le mouvement de la paix, des associations d'anciens combattants et résistants (ARAC, UFAC, FTP), la Confédération Générale de l'Agriculture (CGA)⁴ et la Confédération Générale du Travail (CGT) en sont les principaux. Les gaullistes, faiblement représentés, cherchent eux aussi à mettre sous leur coupe des groupements politiques et associatifs.

1 ADT 511 W 57, Rapport des Renseignements Généraux n°4567 du 18 novembre 1948.

2 ADT 511 W 58, Rapport des Renseignements Généraux n°980 du 6 mars 1948.

3 *Ibidem*.

4 VIGREUX, Jean, « Le parti communiste français à la campagne, 1920-1964. Bilan historiographique et perspectives de recherche » [en ligne], *Ruralia*, n°3, 1998, mis en ligne le 1 janvier 2003, consulté le 9 octobre 2015. URL : <http://ruralia.revues.org/55>

Leur première cible est le MRP, qu'ils tentent de contrôler à diverses reprises. L'échec est rapide à Toulouse – dès janvier 1948, ils perdent toute illusion¹ – comme partout ailleurs, mais le département du Tarn est plus optimiste. L'espoir d'y parvenir est grand, le président départemental des démocrates-chrétiens (dits aussi républicains populaires) M. Taillade ayant donné l'impression d'être prêt à rejoindre le RPF avec ses fidèles². Néanmoins, aucune alliance n'est formée et Taillade lutte ardemment lors des élections législatives de 1951 contre les partisans du général de Gaulle. Il est probable qu'il ait plutôt cherché à amadouer les gaullistes pour ménager l'électorat de son parti. Pour lutter contre le mouvement de la paix noyauté par les communistes, les gaullistes cherchent à contrôler un mouvement concurrent, « les Amis de la liberté »³. Ce mouvement anticommuniste est fondé par des indépendants et paysans, et soutenu par des socialistes et démocrates-chrétiens. Dès sa formation, le RPF s'efforce de l'infiltrer puis le dominer. Dans une lettre, le délégué aux jeunes du RPF Laussel-Duroc explique que le bureau des Jeunes Amis de la liberté est sous contrôle, et que « notre action ne s'arrêtera pas et au contraire tendra à s'amplifier jusqu'au résultat final, c'est à dire noyautage total de ce groupement et utilisation dans l'intérêt du RPF »⁴. René Cathala, responsable des RJF, est nommé par le bureau « noyauté » nouveau responsable des Jeunes Amis de la liberté. Cette nomination, et le succès progressif que connaît le RPF auprès des membres, n'est pas sans inquiéter les cadres du mouvement qui s'en plaignent à Paris⁵. Les sources ne nous permettent pas de savoir ce qu'il advient de ce conflit, mais le RPF semble trop bien implanté dans ce mouvement pour en être délogé aisément.

Autre cas, le contrôle des mouvements de contestations populaires. Les midi-pyrénéens manifestent souvent dans la rue. Les grèves sont sous l'égide communiste et socialiste à travers la CGT et Force Ouvrière (CGT-FO). Les gaullistes essayent désespérément de capter une partie du mécontentement en sa faveur pour gagner en popularité et en légitimité dans sa lutte contre « le système ». Globalement, cette tentative est un grand échec. Néanmoins, les manifestations des commerçants tarnais sont pour un temps parrainées par le RPF par l'entremise de Fournials (président de l'union des commerçants du Tarn)⁶. Dans son rapport, Carrière souligne l'absence totale des gaullistes toulousains dans le mouvement en Haute-Garonne qui est dirigé par les communistes de la C.G.C.I. La CGA contrôle quant à elle les mouvements paysans de la région. Patrick Calmels précise que la député communiste Marcelle Rumeau a magistralement su impulser

1 CALMELS, Patrick [*Op. Cit.*], p. 126.

2 ADT 511 W 57, Rapport des Renseignements Généraux n°46 du 5 janvier 1950.

3 ADHG 2221W 154, dossier Amis de la liberté.

4 FCDG RPF 357, Lettre de Laussel-Duroc à Fauquenot le 17 février 1952.

5 ADHG 2221W 154, dossier Amis de la liberté, Rapports des Renseignements Généraux n°1213 du 1^{er} juillet 1952 et n°1264 du 11 juillet 1952.

6 Il « contrôle l'affaire ». FCDG RPF 466, Rapport hebdomadaire de Michel Carrière à Jacques Soustelle du 18 au 25 juin 1949.

les mouvements en Haute-Garonne : l'électorat de droite, favorable au général de Gaulle, s'en serait détourné pour soutenir les actions communistes (signature de pétitions et manifestations de rue)¹ ! L'ultime tentative d'influence gaulliste est la lutte contre la CED. Le RPF tente de créer un comité anti-CED dans la Haute-Garonne s'appuyant sur les associations de résistants. C'est un échec terrible qui montre que le mouvement n'est plus qu'une ombre. Il mobilise très peu et ne connaît pas de succès auprès de l'opinion. Pire, le RPF perd progressivement ses adhérents car il avait entamé des conférences publiques en association avec le PCF. Selon Patrick Calmels, c'est même cette étrange association qui a poussé Lachaux à quitter le mouvement, de nombreux militants à sa suite². Dans le reste du territoire, le RPF peine terriblement pour mener la lutte contre la CED. Par exemple, le colonel Soulet tente à plusieurs reprises d'organiser des meetings anti-CED sans jamais y parvenir. Il doit finalement y renoncer pour se contenter de distribuer des tracts et placarder des affiches³.

C) Une culture de la violence gaulliste ?

Devant une banalisation de la violence, peut-on parler de culture de la violence ? La violence physique comme symbolique semble bien répondre à une culture gaulliste. Un véritable culte du secret, hérité de la guerre, règne au sein du SO gaulliste⁴. La « discrétion » devient un mot d'ordre. L'espionnage est un syndrome courant dans ce service « à la gâchette facile ». La peur d'une invasion soviétique ou d'une guerre civile, la conviction d'une lutte avec un ennemi intérieur (le communiste), entraînent les militants gaullistes dans une surenchère de la violence lors des moments les plus tendus :

- les élections municipales, les grèves de l'hiver 1947 puis le blocus de Berlin, rendent les militants très nerveux en 1948 ;
- l'approche des élections législatives tant attendues, couplée au déclenchement de la guerre de Corée, à la prise de pouvoir du communiste Mao Zedong en Chine et à l'enlèvement de l'armée française en Indochine, provoquent une atmosphère délétère dans la région en 1950-1951 ;

La méfiance règne en un temps où l'URSS semble prête à fondre sur le pays. Jérôme Pozzi remarque que, « plongeant leur racine dans la Résistance et la France libre, les gaullistes [...] ont reproduit des formes d'engagement héritées des combats de la clandestinité et de l'épopée du RPF (cloisonnement des mouvements et des réseaux, militantisme musclé, propagande ciblée,

1 CALMELS, Patrick, [*Op. Cit.*], p. 126-127.

2 *Ibidem*, p. 150 à 152.

3 FCDG RPF532, Lettres du colonel Soulet à Louis Terrenoire les 2 juin et 6 septembre 1954, et Lettres de Louis Terrenoire au colonel Soulet les 3 juin et 27 septembre 1954.

4 AUDIGIER, François, « Une violence militante de faible intensité : le choc gaullistes-communistes dans l'Est » [*Op. Cit.*], p. 325.

dévouement sans limite envers leur chef, désignation d'un ennemi commun). Acclimatée par nature à des formes d'action de l'ombre, la culture politique gaulliste a poussé cette génération à reproduire de vieux réflexes »¹. Ce culte du secret serait renforcé par un effet d'héritage bonapartiste, boulangiste puis ligueur, influencé par les nouvelles conditions socio-économiques et les règles politico-culturelles de la France de l'après-guerre².

Pour le RPF, il est nécessaire de surveiller les personnalités politiques, à commencer par les adhérents, dont il faut s'assurer la fidélité. Le déplacement d'un militant, lorsqu'il n'est pas prévu, provoque immédiatement la méfiance. La fédération de la Haute-Garonne contacte Dominique Ponchardier, responsable national du SO, pour se renseigner sur Henri Alouache, un « gros bras » francilien descendu à Toulouse sans prévenir. Elle veut savoir s'il est bien militant gaulliste, s'il est fiable et pourquoi il s'est rendu à Toulouse sans crier gare³. En Aveyron, la venue d'un dénommé René Malafosse provoque l'ire de la fédération locale. Prétendant être envoyé par Jacques Soustelle, il s'avère être un usurpateur⁴. Une note manuscrite est ajoutée le 13 janvier 1949 : Malafosse est un « Inconnu. Fumiste ou provocateur »⁵. L'espionnage s'exprime aussi par la surveillance d'individus suspectés d'être des « agents » envoyés en mission secrète par un parti adverse. Par exemple, le CRS montalbanais Jean-Paul Com, inscrit au RPF, est soupçonné par le Rassemblement d'être « une mouche de la SFIO ». Rives-Henrys et Balagué demandent instamment à Terrenoire de demander au commandant des CRS de Montauban – lui aussi adhérent au RPF – d'éloigner Com des postes de confiance pour rendre son possible espionnage inutile⁶. Cette tendance à l'espionnage se transmet aussi aux jeunes militants. Par exemple, René Coste demande à Kosec des renseignements sur un étudiant MRP parisien descendu à Toulouse afin « de le tenir »⁷. Le secret peut être une passion, comme l'indique Carrière en parlant du conseiller municipal gaulliste Sicard : « lui-même résistant, également épris de clandestin[ité] et de renseignement, dynamique, intelligent, mais machiavélique »⁸. Mais le secret incite également des militants à rédiger des messages codés, qu'il est difficile pour celui qui ne détient pas la clef de lire. Par exemple, Michel Garnier-Thenon écrit

1 POZZI, Jérôme, *Les mouvements gaullistes. Paris, associations et réseaux 1958-1976*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2011, p. 49.

2 BERSTEIN, Serge, « De la démocratie plébiscitaire au gaullisme : naissance d'une nouvelle culture politique républicaine », dans Serge Berstein (dir.), *Les cultures politiques en France*, Seuil, 1999, pp. 145-178.

3 FCDG RPF 61, dossier Haute-Garonne, Note du 7 avril 1949 à l'intention du service Ponchardier de J. Laboureau, Note à l'attention du service Laboureau de C. Dumont du 12 avril 1948, et Lettre de J. Laboureau à M. Bertrand, secrétaire départemental de Haute-Garonne du 14 avril 1949.

4 FCDG RPF532, Sous-dossier – Conseil départemental, Note du 10 décembre 1948, avec ajout manuscrit le 13 janvier 1949 ; Note de P. Troisgros « à l'attention de Monsieur Laboreau » le 25 janvier 1949.

5 *Ibidem*.

6 FCDG RPF546, Lettres de C. Balagué à Louis Terrenoire et d'André Rives-Henrys et C. Balagué au commandant Boulanger le 22 novembre 1951.

7 FCDG RPF360, Lettre de René Coste à Kosec le 28 février 1952.

8 FCDG RPF 466, Rapport mensuel (juin 1949) de M. Carrière, délégué régional pour la 15^e région, p. 2.

une lettre à Laboureau où chaque personne citée est mentionnée par une lettre : « R », « S » et « F »¹. L'espionnage des militants communistes locaux est ressenti comme un devoir pour assurer sa défense. Un dénommé Garcia est parvenu à infiltrer une réunion communiste pour écouter le discours de Raphaël Brocard. Grâce à lui, les gaullistes apprennent que le PCF veut préparer une bagarre à l'usine de Toulouse-Montaudran².

Cette passion pour le secret et la sécurité peut parfois atteindre des sommets ridicules. Lachaud, officiellement responsable du SO de Haute-Garonne jusqu'en 1952, est un homme qui agit avec discrétion. Ses méthodes, et la façon dont il conserve jalousement toute information secrète, énervent le délégué régional Carrière qui finit par se demander si le secret ne serait pas simplement un prétexte pour cacher à la direction son incompetence.

Le seul service d'ordre tant soit peu sérieux de la région est celui du Tarn. Celui de la Haute-Garonne est tellement « clandestin » que son chef M. LACHAUD, n'est arrivé à mobiliser que quatre ou cinq de ses employés ou amis, aux deux derniers déplacements organisés sur TARBES et sur VILLENEUVE-sur-LOT. Il a fallu remplir les cars commandés avec des responsables de la délégation. Encore étaient-ils à moitié pleins³

Le SO gaulliste a du mal à se structurer dans la région, on le voit bien ici. Le Tarn est celui qui s'en sort le mieux selon le délégué régional, mais les sources ne nous fournissent que le nombre de « gros bras » disponibles en 1948 dans le département (125 à 145⁴). Le 18 juin, Carrière mentionne le problème toulousain et indique qu'il « compte demander sa réorganisation dans la Haute-Garonne »⁵. Outre le Tarn, les départements du Gers et de Tarn-et-Garonne semblent eux aussi disposer d'un SO efficace. Celui du Gers s'est constitué rapidement (grâce au soutien des militaires d'Auch) avec pour objectif la protection des meetings et des réunions, la lutte active contre le communisme et l'épuration de l'administration – ce qui laisse penser aux RG que le RPF prépare un coup de force⁶. En Tarn-et-Garonne, le SO gaulliste n'est composé que d'une cinquantaine de militants en 1949 – principalement des jeunes⁷ –, mais il reste puissant et dangereux par la présence des soldats du 17^e BGAP, qui forment l'ossature de ce service jusqu'en 1953⁸. À l'opposé se trouvent les fédérations du Lot et de l'Ariège, qui ne semblent pas posséder de Service d'Ordre... Enfin, l'Aude et l'Aveyron sont des cas différents. Le SO de l'Aude, relativement faible, reçoit dès le 24 septembre 1948 l'ordre de Roger Frey d'éviter tout incident avec le PCF. Il craint de subir de nouvelles humiliations et veut empêcher un désastre similaire aux événements de

1 Nous ne sommes pas parvenu à identifier les trois personnes qui se cachent sous ces initiales. FCDG RPF 62-63, dossier Garnier-Thenon, Lettre de Michel Garnier-Thenon à Laboureau du 16 juillet 1949.

2 FCDG RPF 61, Lettre de Garnier-Thenon, chargé de mission, à l'attention de M. Razel le 11 février 1949.

3 FCDG RPF 466, Rapport mensuel (juin 1949) de M. Carrière, délégué régional pour la 15^e région, p. 6.

4 FCDG RPF 64, Fiche département du Tarn – chargé de mission Garnier-Thenon (non datée).

5 FCDG RPF 466, Rapport hebdomadaire du 18 juin 1949 de M. Carrière, délégué régional pour la 15^e région, p. 2.

6 ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°38 le 22 janvier 1948.

7 FCDG RPF64, SO du Tarn-et-Garonne, Feuille non datée (après le 9 février 1949, si l'on en croit la lettre de Jean Laboureau à Hamel) remplie par le chargé de mission Jean Hamel ; FCDG RPF585, Rapport n°3 de Georges Mahieux du 1^{er} mars 1948.

8 ADTG 1160W45, Rapport des Renseignements Généraux n°4185/675/5 le 13 août 1954.

Grenoble¹. Les « gros bras » aveyronnais, commandés par Palazzy², sont majoritairement issus des anciens de la campagne du Rhin-Danube³. Longtemps discrets et craintifs, ces militants vont devenir soudainement agressifs après l'échec du RPF aux élections législatives de 1951. René Cauchy signale même à Luc Collet qu'il a dû rappeler Palazzy à l'ordre le 1^{er} mars 1952 car il cherchait trop la bagarre avec les autres partis⁴ !

La difficulté à faire fonctionner le SO dans certains départements est en partie due à la difficulté d'intégrer les membres de l'Auto-Défense (AD) qui sont nombreux dans la Haute-Garonne – Garnier-Thenon les estime à 500 ou 600 membres⁵. Le chargé de mission se montrait plus confiant en février que Carrière en juin. Il estimait que l'intégration, « assez difficile dans la Haute-Garonne où la "clandestinité" a laissé beaucoup de traces », était sur la bonne voie. Les hommes ont droit à des liaisons radios pour pouvoir communiquer entre le local et les véhicules, et disposent de services de renseignements (SR) étoffés, grâce à Rohane à Toulouse et Benoît à Albi⁶. Grâce à son SR, le RPF est capable de déjouer des complots, ou du moins d'être informé sur des faits qu'il prend pour des conspirations communistes⁷. Le 16 décembre 1947, les RG constatent que les mouvements de droite aveyronnais – RPF en tête – sont convaincus qu'un « complot gréviste » se prépare⁸. En mars 1948, le RPF gersois est persuadé qu'une action communiste pour prendre de force le pouvoir arrive⁹. En décembre, Marie-Louise Dissard, inquiète, informe Bernard que les gaullistes sont parvenus à voler de l'essence au PCF mais que les communistes sont au courant de l'affaire et « prépareraient des pièges où les nôtres vont se laisser prendre »¹⁰ etc. Cette peur n'est pas spécifique aux gaullistes, les communistes ont des réactions semblables. Dans l'Ariège, le PCF est surpris de découvrir en 1950 des placards RPF à Pamiers. L'activité des gaullistes locaux est si faible que les communistes en ignoraient l'existence. Cette découverte soudaine fait paniquer les militants qui pensent que des « agents de l'ombre » gaullistes, composés de « nouveaux miliciens » et de troupes de choc clandestines prêtes à frapper « les républicains » se cachent en ville¹¹. Un an auparavant, les RG rédigent un « rapport secret » sur les activités des communistes tarnais qui prépareraient en

1 ADAD 45W4, Rapport des Renseignements Généraux n°713 le 28 septembre 1948.

2 FCDG RPF61, SO de l'Aveyron, Feuille non datée remplie par le chargé de mission Garnier-Thenon.

3 FCDG RPF61, SO de l'Aveyron, Lettre de Cauchy à Luc Collet le 25 mai 1952.

4 « J'ai dû rappeler à l'ordre celui qui le dirigeait [le SO] et qui ne recherchait que la bagarre ». *Ibidem*.

5 FCDG RPF 62-63, dossier Garnier-Thenon, Rapport sur le SO de la région du Midi du 1^{er} février 1949.

6 Nous ne sommes pas parvenus à trouver l'existence d'un SR dans les autres départements. Il devait sans nul doute y en avoir d'autres, mais ils devaient être trop modestes pour avoir laissés des traces.

7 Patrick Calmels consacre deux pages sur « la psychose du complot subversif » à Toulouse. CALMELS, Patrick [*Op. Cit.*], p. 116-117.

8 ADAV 2W8/1, Rapport du commissaire des Renseignements Généraux n°1711 le 16 décembre 1947.

9 ADG 1159W3, Rapport des Renseignements Généraux n°130 le 3 mars 1948 et du préfet P. Lortholary le 6 mars 1948.

10 L'informateur de Marie-Louise Dissard est l'IGAME Émile Pelletier. FCDG RPF 62-63, dossier Garnier-Thenon, Lettre de « Françoise » à Bernard du 13 décembre 1948.

11 Convaincue d'être menacée, la section communiste de Pamiers promet de trouver tous les militants RPF de la ville. ADA 5W13, Rapport des Renseignements Généraux n°2348 le 26 septembre 1948.

toute discrétion la formation de maquis dans le bassin minier carmausin et la « Montagne Noire » pour combattre le RPF en cas de succès gaulliste aux cantonales¹.

Une ambiance de paranoïa entoure les gaullistes de l'époque. Elle s'explique, comme nous l'avons dit, par un héritage des deux dernières décennies – ligue et résistance – et la crise internationale. Des antécédents politiques peuvent aussi éclairer cette situation : plusieurs gaullistes ont milité dans des organisations politiques habituées à faire usage de la violence lors de l'entre-deux-guerres. Les plus concernés sont les cadres, souvent d'anciens résistants et/ou combattants² ayant de plus appartenu à un parti ou mouvement politique d'extrême-gauche ou d'extrême-droite. De par leur position et leur passé politique, ces militants peuvent influencer leurs « compagnons » et leur rapport à la violence (notamment physique). Jean Braman-Fribourg³ et René Rieu ont appartenu au communisme, Martin André fils a fréquenté le PCF et garde des sympathies pour lui en militant pour le Général. Le colonel Jean de Milleret est un royaliste passé par l'Action française que l'on surnomme « le roi soleil »⁴, tandis que Christian de Rendinger et Richard Robert ont été Camelots du Roi⁵. Pierre Fau avait rejoint les Jeunesses patriotes puis le Parti Social Français (PSF) du colonel de la Rocque avant de rallier le RPF, tout comme Georges Fénélon⁶, M^e Niel (sympathisant ou militant ?), Louis Eugène Bonnefont et M^e Séguy, etc.

Action française	PSF	Jeunesse Patriote	Radicaux	MRP	SFIO	PCF et affiliés
3	6 (8 ?)	2	4	2	2	3 (4 ?)

Tableau 11 : Anciens partis politiques des militants RPF⁷

Ce tableau n'est pas exhaustif, le passé politique des militants étant difficile à retracer. Néanmoins, il montre combien les adhérents RPF ont été avant tout influencé par l'extrême-droite et, plus rarement par l'extrême-gauche. Des mouvements connus pour leur verve... et leurs poings ! De plus, n'oublions pas que de puissantes fédérations de l'Action française existent dans le Midi et peuvent

1 ADT 511 W 58, Note secrète des Renseignements Généraux n°675 du 18 février 1949.

2 LACHAISE, Bernard, « La Résistance dans le parcours des délégués départementaux du RPF », dans LACHAISE, Bernard (dir.), *Résistance et Politique sous la IV^e République*, Presses Universitaires de Bordeaux, Coll. « Politique XX^e siècle », Bordeaux, 2004, pp. 45-57.

3 Jean Braman-Fribourg le nie dans ses mémoires (non publiés), mais les Renseignements Généraux le considèrent comme tel. Bernard Lachaise le qualifie de « communiste libertaire ». LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme au temps du Sud-Ouest* [Op. Cit.], p. 479-480 et 487 à 489.

4 FCDG RPF585, Lettre du chargé de mission Guillermin à Jacques Soustelle le 29 juin 1947.

5 LACHAISE, Bernard, *Le gaullisme au temps du Sud-Ouest* [Op. Cit.], p. 481.

6 *Ibidem*, p. 482.

7 Apparaissent ici les militants d'anciens partis politiques les ayant quitté pour rejoindre le RPF. Les membres d'un parti qui se sont affiliés au RPF n'y figurent pas, tout comme Louis Galtier, qui est le seul Républicain Indépendant à avoir quitté son parti pour rester au Rassemblement. Le chiffre entre parenthèses signifie que nous ignorons si les gaullistes concernés ont été membres ou simples sympathisants.

fournir un nombre non négligeable de militants, comme c'est le cas à Toulouse¹ et dans l'Ariège².

La haine de l'autre, teintée de peur, joue également un rôle majeur dans cette situation délétère³. Gaullistes et communistes ne veulent pas comprendre l'autre et estiment leur adversaire comme un vendu de l'étranger (américain ou soviétique). Le simple fait d'être communiste rend tout individu suspect aux yeux des gaullistes. Pierre Bouyou-Moreno, délégué départemental du Lot, envoie sa lettre en recommandée et cryptée sous le motif que son facteur est communiste⁴ ! Ce violent rejet entre chacun des belligérants est tel que toute tentative de dialogue est avortée : Dominique Catroux écrit à Garnier-Thenon en 1949 sur une affaire opposant RPF et PCF qu'« il n'y a aucun intérêt de dialoguer avec les communistes »⁵. Pour en arriver à ce « mépris de l'ennemi », il a fallu passer par un processus de diabolisation, que nous avons déjà mentionné. Le rejet sur les extrêmes de l'échiquier politique, fait des gaullistes et des communistes des individus isolés qui agissent en animal blessé : ils sombrent d'autant plus facilement dans la violence qu'ils sont politiquement faibles (surtout les gaullistes) et ont l'impression de se retrouver dos au mur. Philippe Braud explique que la diabolisation d'un groupe permet de justifier aux yeux du public et des militants l'isolation puis le rejet de ceux qui le composent⁶. C'est exactement ce qui se passe ici. La population locale ne comprend pas ce qui peut pousser les hommes du RPF et du PCF à « s'entretuer » de la sorte. Confuse, elle prend peur et adhère volontiers à l'image néfaste que les autres partis politiques donnent de ces mouvements. Sans toujours s'en rendre compte d'ailleurs, gaullistes et communistes participent à la construction de cette image négative en continuant d'employer des méthodes jugées excessives par les locaux. La frustration grandit alors et incite certains hommes à répondre à un code d'honneur dans lequel ils se reconnaissent : la virilité.

Concept très important pour les militants de ce temps, la virilité se veut agressive. Elle encourage la violence et augmente par là même les risques de débordements. Elle explique pourquoi les militants – et plus encore les jeunes – sont fascinés par la force⁷. Cela passe d'abord par

1 La fédération du PSF de Haute-Garonne était beaucoup plus modeste à côté (une centaine de membres contre 700 « royalistes »). CHAMOUARD, Aude, « Les maires socialistes face aux violences militantes. L'exemple de Toulouse (1919-1939) », dans AUDIGIER, François, GIRARD, Pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve, 2011, p. 73-74.

2 Paul Sentenac s'en plaint d'ailleurs car les cadets gaullistes sont très tentés de rejoindre la fédération ariégeoise de l'Action Française lorsque le général de Gaulle « libère » les élus RPF après la défaite aux élections municipales de 1953. FCDG RPF354, Lettre de Paul Sentenac à M. Morin le 25 juin 1953.

3 COURTOIS, Stéphane, LAZAR, Marc, *50 ans d'une passion française. De Gaulle et les communistes*, Balland, 1991, 342 p.

4 FCDG RPF64, Lettre de Pierre Bouyou-Moreno au général Billote le 14 mars 1951.

5 FCDG RPF 407, dossier Garnier-Thenon, Lettre de Dominique Catroux à Garnier-Thenon du 21 juin 1949.

6 BRAUD, Philippe [*Op. Cit.*], p. 198-199.

7 SOHN, Anne-Marie, « *Sois un homme* ». *La construction de la masculinité au XIX^e siècle*, Seuil, Coll. « L'univers historique », 2009, p. 18.

les apparences. Il faut sembler « virile », c'est-à-dire fort, brave et fier¹. L'habit favori des militants gaullistes est le treillis militaire², bien que son port soit interdit par le Rassemblement. Mais plus encore, il faut « être virile ». Cela passe par « la défense de l'honneur et les démonstrations de courage [...] où la capacité de se battre et le "droit à la violence" restent encore des attributs "associés à l'homme et au masculin". [...] C'est par la plaisanterie, le défi, l'agression même »³ que l'on montre sa force. Les jeunes sont les plus enclins à user de cette « violence virile », particulièrement en milieu urbain⁴ – et les gaullistes sont justement implantés avant tout en zone urbaine. De plus, le souvenir de la Résistance est un lourd fardeau que doivent porter les cadets⁵. Bien qu'ils soient très peu nombreux à avoir été au maquis, les jeunes gaullistes éprouvent beaucoup d'admiration pour ces glorieux héros qui combattirent l'Occupant et les traîtres. « Objet de célébration et d'étude », « la Résistance [est fréquemment] évoquée et invoquée » par les aînés⁶. Comme l'explique très bien François Audigier, les cadets « pensaient [à l'image de leurs aînés] s'engager dans une autre Résistance, contre une nouvelle forme d'oppression menaçant la liberté et l'indépendance nationale »⁷. C'est pourquoi les jeunes militants faisaient preuve d'une violence aussi intense que celle de leurs aînés, si ce n'est plus. Les discours tenus par les délégués RJF et étudiants ne font rien pour les calmer. Rappelant aux jeunes ce qu'une poignée d'entre eux et les « hommes » avaient accompli durant la Seconde Guerre Mondiale, ils les incitent à engager les combats contre « les renégats, les traîtres bolcheviques et les nostalgiques de la défaite ». L'anticommunisme s'aggravant, les cadets se lancent à corps perdu dans une lutte « contre l'oppression stalinienne »⁸. Comme si cela ne suffisait pas, les militants ont prit l'habitude de se galvaniser en entonnant « l'hymne de combat des étudiants et des jeunes RPF » lors de leurs charges :

1 *Ibidem*, p. 27.

2 *Le Patriote du Sud-Ouest*, 23 mars 1951.

3 SOHN, Anne-Marie, « Sois un homme » [*Op. Cit.*], p. 83.

4 GUILLET, François, « Le duel et la défense de l'honneur viril », dans CORBIN, Alain (dir.), *Histoire de la virilité. Tome 2 : le triomphe de la virilité (XIX^e siècle)*, Seuil, Coll. « Histoire », 2011, p. 102.

5 AUDIGIER, François, « L'héritage de la Résistance pour les cadets gaullistes de la IV^e République », dans LACHAISE, Bernard (dir.), *Résistance et Politique sous la IV^e République*, Presses Universitaires de Bordeaux, Coll. « Politique XX^e siècle », Bordeaux, 2004, pp. 45-57. pp. 59-74.

6 *Ibidem*, pp. 62-66.

7 *Ibid.*, p. 66.

8 *Ibid.*, p. 67.

Debout, enfin de la France
Il faut sauver ton pays, ton pays,
De la peur et de l'impuissance
Où l'ont jeté les partis

Le sang glorieux de nos frères
N'a pas coulé pour cela, pour cela
Une France est à refaire
Dont ont rêvé nos soldats

De Gaulle, aux jours de souffrance
Nous a menés à la gloire, à la gloire
C'est grâce à lui que notre France
Retrouvera sa victoire¹

Les militantes font figure d'exception. Même lorsqu'elles sont actives, elles ne répondent pas à ce code d'honneur. Elles ne s'exposent pas au danger, contrairement aux hommes qui semble le rechercher. Leur absence dans les luttes physiques répond à une habitude encore bien ancrée dans la société qui veut que les hommes protègent les femmes. C'est pourquoi les militantes, parce qu'elles ne sont pas « masculines », doivent laisser les hommes s'exposer au danger à leur place. Cela répond d'ailleurs à une culture typique du XIX^e siècle que le XX^e siècle remet en cause progressivement : l'honneur². Il est au cœur des préoccupations gaullistes. Pierre Bourdieu explique que l'honneur est un capital social majeur. Lorsqu'un homme n'est pas capable de défendre son honneur et, à fortiori, de mettre en valeur sa virilité, il prend le risque de perdre un capital social majeur. Car non seulement, cela serait faire preuve de faiblesse, mais en plus, cela signifierait que l'on est incapable de défendre son groupe. Autrement dit, ne pas défendre son honneur revient à se discréditer auprès de ses semblables³. D'où la nécessité de se venger lorsque l'on se sent humilié par son adversaire⁴, provoquant inmanquablement un cycle de haine sans fin. En effet, l'honneur est bien souvent à la source des combats⁵. Georg Simmel ne disait-il pas « dans son analyse [...] que [...] la contribution [...] de l'honneur est d'amener l'homme à faire de son devoir social son salut personnel »⁶ ?

C'est encore au nom de la virilité que les gaullistes insultent si facilement leurs adversaires. Aussi est-ce bien cocasse de lire un article de *La Vie Quercynoise* où le journaliste manifeste sa déception face à la banalisation des insultes. Pas parce que ce serait « une mauvaise chose », mais parce que les injures perdraient leur essence originelle ! Suivant ce raisonnement, l'auteur prend l'exemple du mot « salopard » que tout le monde utiliserait régulièrement. Alors que « salopard »

1 Extrait cité par François Audigier. *Ibid.*, pp. 67-68.

2 CORBIN, Alain, « Introduction », dans CORBIN, Alain (dir.), *Histoire de la virilité. Tome 2 : le triomphe de la virilité (XIX^e siècle)*, Seuil, Coll. « Histoire », 2011, p. 11.

3 BOURDIEU, Pierre, « Sur le pouvoir symbolique », *Annales*, n°3, mai-juin 1977, pp. 405-411.

4 SOHN, Anne-Marie, « Sois un homme » [*Op. Cit.*], p. 115.

5 GUILLET, François, « Le duel et la défense de l'honneur viril » [*Op. Cit.*], p. 84.

6 *Ibidem*, p. 88.

serait l'un des pires jurons encore dans les années 1930, le journaliste déplore son usage régulier et nous explique qu'il allait bientôt devenir un mot commun pour se saluer entre amis¹. Cette interprétation, teintée d'ironie, est bien entendue très exagérée. Quelque soit le bord politique auquel il appartient, n'importe quel militant s'offusquerait d'être qualifié de la sorte. Toutefois, cet article a l'intérêt de montrer qu'insulter son prochain est tout ce qu'il y a de plus banal en 1947. Dans cette ambiance, il n'y a plus rien d'étonnant à voir un Pierre Boudou, sénateur MRP du Lot, en user librement à l'encontre des gaullistes, avant d'exprimer sa crainte que l'anticommuniste du RPF ne le pousse à la violence²...

La démonstration de force (de préférence symbolique en public) permet de montrer sa supériorité face à son rival. C'est pourquoi les communistes sont encore plus susceptibles d'user de la force que les gaullistes³. En supériorité numérique⁴, ils emploient des tactiques de combat à l'instar de leurs principaux adversaires. L'usage d'armes blanches n'est pas anodin au temps du RPF, et les hommes n'hésitent pas à s'en servir. Les armes à feu sont en revanche interdites. Mais la répétition des interdictions laisse entendre que les militants ne les écoutent pas. En cela, ils rappellent une nouvelle fois les hommes du XIX^e siècle, qui ressentaient le besoin de porter une arme sur eux malgré leur proscription par la loi⁵. L'espionnage et le sentiment d'insécurité les hantent aussi. La base militante est sincèrement convaincue de se battre pour un monde meilleur et les gaullistes menacent la paix nécessaire à la construction de cet idéal⁶. Ce dernier est une fin qui justifie les moyens, à savoir la violence sous toutes ses formes⁷. Pour le PCF aussi, il apparaît alors comme évident d'affronter les partisans du général de Gaulle. C'est pourquoi, cultivant les mêmes « passions », les deux groupes s'entrechoquent.

Au vu de tous les éléments réunis jusqu'à présent, il est clairement établi qu'une culture de la violence existe. Certes, le Lot, l'Ariège et – jusqu'à tardivement – l'Aveyron évitent à tout prix les conflits et ne dépassent que très rarement le stade de la violence symbolique. Mais ce « pacifisme » est beaucoup plus contraint que voulu, ces trois départements ayant le moins de militants et les SO

1 *La Vie Quercynoise*, 14 juin 1947.

2 Par exemple, il qualifie Soustelle de « grand maître de la franc-maçonnerie », Malraux de vulgaire « ancien des Brigades Internationales », Baumel d'horrible « anticlérical », etc. *La Vie Quercynoise*, 18 octobre 1947.

3 PILLON, Thierry, « Virilité ouvrière », dans *Histoire de la virilité. Tome3 : La virilité en crise ? Le XX^e-XXI^e siècle*, Seuil, Coll. « Histoire », 2011, pp. 311-334.

4 BOURGEOIS, Guillaume, KRIEGEL, Annie, *Les communistes français 1920-1970*, Seuil, 1985, 400 p.

5 SOHN, Anne-Marie, « Sois un homme » [Op. Cit.], p. 193.

6 SANTAMARIA, Yves, *Le Parti de l'ennemi ? Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1947-1958)*, Armand Colin, 2006, 300 p.

7 GIRARD, Pascal, « Le PCF et la violence durant la IV^e République, 1944-1958 », dans AUDIGIER, François, COLON, David, FOGACCI, Frédéric (dir.), *Les partis politiques : nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, P.I.E. Peter Lang, Coll. « France Contemporaine », Bruxelles, 2012, pp. 233-263 ; BUTON, Philippe, - « Le PCF et la IV^e République », *Historiens & Géographes*, N°357, avril-mai 1997, pp. 269-282.

les plus faibles de la région. Concrètement, les gaullistes midi-pyrénéens du RPF n'hésitent pas à user de violence symbolique et ne craignent pas les bagarres. Un cas intéressant pouvant servir d'exemple est celui de Charles Strickler, qui défraye la chronique toulousaine au début des années cinquante. Évadé de camp et ancien résistant, ce membre permanent du SO, qui en prend officiellement la direction en mai 1952¹, est connu pour son utilisation fréquente de la violence. Loin de ne s'en prendre qu'aux communistes, il est capable d'attaquer tous ceux qui menacent le RPF. Par exemple, il agresse les radicaux Thevenot et Castera lors des législatives de 1951 à St-Martin-du-Touch (Haute-Garonne) après une course-poursuite en voiture, alors qu'ils jetaient des tracts représentant Charles de Gaulle et Maurice Thorez se serrant la main à la mairie d'Ivry². Un incident qui en déclenche un autre peu après entre militants radicaux et RPF³. Sa lutte pour le mouvement l'entraîne à renouer avec une ancienne pratique, l'espionnage. Responsable de l'AD de Haute-Garonne, Strickler possède un atelier de menuiserie que les communistes soupçonnent de servir de couverture pour des actions illégales du RPF⁴. Par le biais de ses contacts, le responsable du SO toulousain serait parvenu à renseigner Luc Collet (second de Dominique Ponchardier) sur les infiltrations communistes supposées dans l'armée, ce qui lui vaut de subir une perquisition à son domicile pour y récupérer des armes et des documents⁵. Les actions de Strickler semblent, comme Lachaud avant lui, tellement discrètes qu'un responsable finit par lui demander des comptes :

Mon cher Strickler,
le désire que vous repreniez, les avez-vous simplement gardés ; toutes les lettres que vous avez reçues du Centre National du SO, et auxquelles vous n'avez jamais répondu. Vous avez pris vis à vis de nous des engagements moraux considérables et j'ai besoin de savoir une fois pour toutes, au moment où je m'empresse à renouveler les ordres de mission, quelle est votre position SO. Et quelle est aussi votre position à Toulouse ?⁶

L'arrestation de Charles Strickler a posé en soi de nombreuses questions⁷ parmi les gaullistes. Lorsqu'il est arrêté (puis relâché) et perquisitionné, tout le monde se pose les mêmes interrogations : « qu'est-ce que la perquisition chez Strickler en juillet ? », « pourquoi Strickler a-t-il réclamé 80 000 francs pour le SO ? ». Les reproches fusent après cette arrestation et l'on réclame son remplacement au poste de responsable du SO⁸. L'un des reproches émis par les militants est que Strickler, pourtant

1 FCDG RPF 61, dossier Haute-Garonne, Ordre de mission de Monsieur Strickler du 1^{er} mai 1952 (non signé).

2 ADHG 1960W 39, dossier Liste des apparentés – radicaux, Rapport de l'inspecteur principal Benazet Léon au commissaire principal de la sûreté de Toulouse le 16 juin 1951.

3 ADHG 1960W 39, dossier Liste des apparentés – radicaux, Note des renseignements généraux n°1224 du 16 juin 1951.

4 *Le Patriote du Sud-Ouest*, 9 août 1952.

5 FCDG RPF 62-63, Lettre de Charles Strickler à Luc Collet (informations fournies par François Audigier).

6 FCDG RPF 61, dossier Haute-Garonne, Double d'une lettre adressée à Charles Strickler non signée (feuille marqué « Service d'ordre responsable national ») et datée du 3 décembre (1952 ?).

7 Nous tenons à préciser que le mystère demeure encore aujourd'hui. Malgré toutes nos recherches dans les archives judiciaires, les comptes-rendus de police de 1952 et les registres tenus par le commissariat et la prison de Toulouse, nous ne sommes pas parvenus à retrouver la moindre trace de Strickler et ses activités illicites présumées.

8 FCDG RPF 61, dossier Haute-Garonne, Lettre de membres du S.O. de Haute-Garonne à Dominique Ponchardier vers août 1952.

connu pour être un homme violent avec ses opposants¹, se voit reprocher par des membres du SO d'être trop absent, pas assez actif, ou encore de ne pas suffisamment lacérer d'affiches ! Son remplacement est ordonné en 1954²...

L'exemple de Charles Strickler est très parlant de cette tendance gaulliste au secret, à la clandestinité (du moins feinte), à la méfiance et à l'usage de la force. Cette culture, et cette volonté de tisser un lien avec le glorieux passé de la guerre et de la Résistance, en vient à faire ironiser Paul Sentenac (responsable du SO de l'Ariège et ancien résistant) sur les complots et formations parallèles secrètes de type AD dont s'occupait localement Strickler :

J'aurai su. Ou alors je ne devais pas me tenir au courant. Ou peut-être que Charles Strickler dont je ne me souviens pas, formait un réseau tellement clandestin qu'il était le seul à le connaître... Nous en avons tous connu quelques uns comme ça après août 1944 qui, sortis d'une clandestinité totale sous l'Occupation, furent paraît-il, tellement efficaces que personne, ni le Sicherheitsdienst de la Gestapo ni le BCRA ne s'en étaient aperçus. L'époque fut riche en complots, toujours fomentés, jamais entrepris³.

III) Des Républicains Sociaux à l'UNR : une violence assagie ?

A) L'URAS et la fin d'une lutte acharnée

1) Une violence rare et avant tout symbolique

La mise en sommeil du RPF voit la constitution d'une nouvelle formation gaulliste. Elle débute à l'Assemblée Nationale le 26 mai 1953 avec l'Union des Républicains d'Action Sociale (URAS), qui réunit 77 députés RPF⁴. Au niveau partisan, un nouveau mouvement politique est créé et prend le nom de Centre National des Républicains Sociaux (CNRS). Dans les deux cas, il s'agit des mêmes individus qui sont connus sous le nom de Républicains Sociaux (Rép. Soc.). Durant la majeure partie de son existence (1954-1957, dissous fin 1958), le CNRS va connaître une période difficile financièrement et politiquement. Non soutenu par la population, il ne l'est pas non plus de la plupart des militants du RPF qui se désintéressent toujours un peu plus de la politique au fil du temps⁵. Cette crise qui frappe le mouvement dès ses débuts est telle que l'Ariège, l'Aveyron, le Lot, le Tarn et le Tarn-et-Garonne ne parviennent même pas à former une antenne Rép. Soc. permanente. L'Aude est encore plus extrême puisqu'il n'a pas d'antenne ! De ce fait, il nous est impossible de parler du parti dans ces départements. Dans la Haute-Garonne et le Gers, hormis lors des élections législatives de 1956, le CNRS ne fonctionne (faiblement) qu'à Toulouse. De ce fait, gaullistes et communistes ne s'affrontent pratiquement plus. Les gaullistes placardent en de très rares occasions

1 Témoignage d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse.

2 FCDG RPF 61, dossier Haute-Garonne, Ordre de mission du commandant Gouy valable jusqu'au 31 décembre 1954.

3 Témoignage de Paul Sentenac le 9 juillet 2004 (informations fournies par François Audigier).

4 REMOND, René, *Les droites en France*, Aubier, 1982, p. 369-370.

5 ADHG 2358W 68, Synthèse périodique des renseignements généraux (novembre 1957), p. 5.

des affiches. Celles-ci ne concernent que le régime qu'ils continuent de dénoncer, et appellent à former un gouvernement de Salut Public avec de Gaulle¹. La propagande des Rép. Soc. est avant tout tournée vers les anciens RPF dans l'espoir de combler les défections², ce qui empêche par la même occasion de se lancer dans une nouvelle lutte contre les communistes. Ces derniers n'ont donc aucun intérêt à continuer de s'acharner sur eux, d'autant qu'ils sont préoccupés par la nouvelle grande figure de droite dans la région, le mouvement poujadiste. La violence n'existe presque plus entre les deux groupes, malgré les dispositions des derniers militants gaullistes pour en user. Berthaud note ainsi à leur sujet en 1954

[qu']il s'agit, dans la grande majorité, de gaullistes à l'état pur, liés à la personne du général de Gaulle par un lien affectif et dans une certaine mesure, mystique ; d'une fidélité sûre pouvant aller jusqu'aux actes ; ces compagnons ont d'ailleurs plus le goût de l'action physique (bagarre, affichage, distributions de tracts, vente du journal) que celui de la pensée ; [...] ils ont une mentalité de soldats plus que de citoyens d'une démocratie ; ils attendent des consignes, des mots d'ordre d'en haut ; mais aussi le concours matériel et financier, eux apportant un dévouement physique sans limite et d'une fidélité assurée³.

Les communistes harcèlent de temps à autres les derniers militants lors de leurs réunions pour les dissuader de continuer à agir, mais ce sont des actions marginales⁴. Dans l'ensemble, les préoccupations des deux partis se trouvent ailleurs. Le parti communiste, si l'on en croit les correspondants gaullistes, préfère occasionnellement se battre avec les militaires que les Rép. Soc.⁵. Des informations contenues dans les correspondances entre Jacques Foccart et des responsables du RPF éclairent un peu plus cette absence de confrontation entre gaullistes et communistes. L'arrestation de Jean Thomas, qui figurait en deuxième place sur la liste des candidats du RPF en 1951⁶, ne fut pas exploitée par les communistes alors qu'ils le firent longuement pour l'affaire Strickler. Pierre Delnondedieu, qui a refusé de rejoindre le CNRS mais reste responsable du RPF à Toulouse – devenu une sorte d'amicale du général de Gaulle depuis la mise en sommeil du mouvement –, est l'un des seuls militants gaullistes à désirer continuer de mener la lutte contre le « système » et les communistes. Il estime que les seules options à la disposition des partisans du Général sont la réaction d'un grand mouvement populaire ou « une action de force et l'éventualité n'en paraît pas impossible »⁷. Des divisions frappent également les gaullistes qui ne savent, en période électorale, comment réagir : si l'on n'est pas membre des Rép. Soc., faut-il voter pour le CNRS ? S'il n'y a aucun candidat gaulliste, alors pour qui voter ? Et enfin, puisqu'il n'y a pas suffisamment de moyens et de popularité pour remplir des salles de meetings, ne serait-il pas possible d'envoyer des militants pour faire la contradiction dans toutes les conférences importantes

1 ADHG 2692W 44, Rapport des Renseignements Généraux n°2361 du 18 décembre 1956.

2 ADHG 2692W 44, Rapport des Renseignements Généraux n°1270 du 17 mai 1955.

3 FCDG CA 5, Compte-rendu pour le CNRS de Pierre-Louis Berthaud à Roger Frey en avril 1954.

4 Témoignage d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse.

5 FCDG CA 5, Lettre de Théo Bordes à Roger Frey du 24 mai 1955.

6 FCDG RPF 546, Lettre de Balagué à Jacques Foccart du 3 janvier 1955 (erreur dans l'entête qui écrit « 3 janvier 1954 »).

7 FCDG RPF546, Lettre de Pierre Delnondedieu à Jacques Foccart du 4 janvier 1957.

adverses ? En exposant ces questions à Jacques Foccart, Pierre Delnondedieu estime qu'il serait pratique d'affronter les partis politiques lors de leurs conférences par la contradiction¹. Toutefois, le RPF n'étant plus en droit d'agir au nom du général de Gaulle, ses militants ne se montrent pas emballés par cette mission.

Les Rép. Soc. n'osent pas affronter des adversaires qui pourraient aisément les repousser. Et de fait, aucune source ne mentionne de contradictions gaullistes dans une quelconque réunion publique. Quant aux communistes, c'est tout juste s'ils daignent en faire quelques uns lors des élections législatives de 1956, comme à Montaigu de Quercy (Tarn-et-Garonne) le 26 décembre 1955, ou rédiger un article pour se plaindre des Rép. Soc. qui collent des affiches sur tous les emplacements autorisés – y compris ceux du PCF – à Millau²... Si nous reprenons l'analyse des échelles de la violence dressée par François Audigier, nous pourrions dire que le Midi toulousain est passé du troisième au premier niveau avec l'URAS³. C'est à dire d'une violence où les « dérapages [sont] fréquents et graves (du moins en période électorale), caractérisés par l'emploi occasionnel de matraques et d'armes blanches », à une « violence verbale ou symbolique à l'encontre d'un adversaire/ennemi dénigré ».

2) Un parti qui n'inquiète plus

Comment expliquer un tel apaisement des relations gaullo-communistes en si peu de temps ? Il n'existe aucune étude sur les Républicains Sociaux, à l'exception d'une thèse allemande que nous ne sommes pas parvenu à trouver. Il serait possible de combler cette lacune par les biographies d'anciens élus CNRS, mais il n'en existe aucune pour le Midi (faute d'élus). De ce fait, il est difficile d'apporter une explication complète, les sources nous faisant défaut. Toutefois, il est possible d'affirmer que la violence (physique comme symbolique) n'a plus d'intérêt à perdurer, les gaullistes ne faisant plus peur. Quatre grandes raisons permettent d'expliquer ce changement de situation : le contexte, la formation de l'URAS, de Gaulle et les poujadistes. La mort de Staline puis « l'effacement progressif du R.P.F. retirèrent tout intérêt [pour, ...] le parti [qui] s'éloigna en lui témoignant plus d'indifférence que d'hostilité »⁴. L'URAS, et dans sa continuité le CNRS, se revendique comme un parti politique et non un mouvement. Réunir tous les gaullistes reste l'objet du discours, mais il convainc peu. Dès ses débuts, le parti ne rassemble pas tous les partisans du Général : 43 députés RPF refusent de le rejoindre⁵. Les tentatives de s'implanter dans le Midi

1 FCDG RPF 546, Lettre de Pierre Delnondedieu à Jacques Foccart du 20 mars 1955.

2 ADTG 1125W4, 1956, 9331 ; *Le Patriote du Sud-Ouest*, 22 décembre 1955.

3 AUDIGIER, François, « Une violence militante de faible intensité : le choc gaullistes-communistes dans l'Est », dans AUDIGIER, François, SCHWINDT, Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est de la IV^e République*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2009, p. 316.

4 LERNER, Henri, *De Gaulle et la gauche*, L'Interdisciplinaire, Paris, 1994, p. 134.

5 77 députés sur 120 forment l'URAS. REMOND, René [*Op. Cit.*], p. 369-370.

rencontrent bien des réticences. Comme nous l'avions déjà expliqué à plusieurs reprises, les militants se désintéressent du CNRS. Pire, ils sont de moins en moins actifs. Le coût des cotisations, le sentiment que le parti « trahit la cause » en rejoignant le gouvernement et que, par conséquent le « système » peut survivre, en sont les principales raisons¹. C'est d'ailleurs parce que les Rép. Soc. soutenaient parfois les différents gouvernements de la IV^e République que le ministre de l'Intérieur demande aux IGAME de connaître les positions du CNRS vis-à-vis de la politique internationale du régime². Un exemple parmi d'autres de la « compromission » des Rép. Soc. avec « le système ».

La stabilité hiérarchique ne permet pas de combler l'absence d'ordres clairs et précis. Or, les militants ne veulent pas agir de leur propre initiative mais sur commandement. Le militantisme actif est donc une exception aux législatives de janvier 1956. Pierre Delnondedieu explique même à Pierre Picard qu'il n'y a aucune raison de participer aux élections car l'activité du parti est extrêmement faible et les Rép. Soc. isolés. Que par conséquent, il est inutile par exemple de tenter les cantonales d'avril 1958, un échec cuisant et honteux leur étant assurément promis³. L'une des raisons principales de ce mépris pour les Rép. Soc. est l'absence totale de soutien du général de Gaulle pour ces derniers. Officiellement en retraite politique à Colombey, son nom et son image ne peuvent plus être invoqués pour appuyer une quelconque action. Par conséquent, la plupart des gaullistes, qui n'étaient attachés qu'à la personne du Général (dixit Berthaud), se retirent. C'est le cas de Théo Bordes. Il profite des vœux présentés à Jacques Foccart pour critiquer les Rép. Soc. Pour lui, ce ne sont pas de véritables gaullistes (contrairement à lui) et il espère que de Gaulle reviendra bientôt pour instaurer un « gouvernement viril »⁴.

Dans ces conditions, les communistes se désintéressent des gaullistes. Ils ne combattaient pas seulement des idées mais une figure emblématique. Celle-ci ayant disparu, ils n'appréhendent plus les gaullistes de la même façon. D'autant que les partisans du général disparaissent pour la plupart de la scène publique avec leur chef. Par ailleurs, une nouvelle menace aux yeux du PCF fait son apparition : l'Union de Défense du Commerce et de l'Artisanat (UDCA). Fondée en 1953 à Saint-Céré (Lot), elle a pour figure emblématique Pierre Poujade. Les communistes considèrent Poujade et son mouvement comme particulièrement dangereux pour les idées qu'ils véhiculent et l'importance qu'ils ont acquis depuis les élections législatives. C'est d'ailleurs à cause de multiples incidents lors des meetings entre communistes et poujadistes, que le ministre de l'Intérieur autorise

1 FCDG CA 5, Lettre de Jean Lampre à Rives-Henrys du 1^{er} avril 1956, et Lettre de Jacques Maziol à Roger Frey du 18 février 1957.

2 ADT 511W3, Note d'orientation n°SN/RG/Inf. n°55 du préfet, directeur des Renseignements Généraux, aux commissaires divisionnaires, principaux et de police des services extérieurs des Renseignements Généraux le 16 août 1956, p. 1.

3 FCDG CA 5, Lettre de Pierre Delnondedieu à Pierre Picard du 4 avril 1958.

4 FCDG RPF546, Lettre de Théodore Bordes à Jacques Foccart le 30 décembre 1957.

les préfets à mobiliser tous les membres des forces de l'ordre jugés nécessaire au bon déroulement des meetings politiques (excepté les RG)¹. Malgré cela, de nombreuses actions anti-poujadistes ont lieu, comme ce fut le cas avec le RPF. D'ailleurs, les poujadistes sont perçus comme les successeurs du Rassemblement. Les tracts communistes reprennent les mêmes arguments qu'ils avaient utilisés auparavant contre les gaullistes : Poujade et ses hommes sont entourés de pétainistes, amoureux d'Hitler et Doriot, anti-républicains invétérés etc². Dans l'esprit des communistes, l'heure n'est plus à l'affrontement avec les gaullistes mais bien avec ceux qu'ils estiment comme leurs « successeurs ». Cette interprétation n'est pas entièrement fausse puisque l'électorat gaulliste de 1951 s'est majoritairement tourné vers l'UDCA en janvier 1956³, et les poujadistes sont de farouches anticommunistes : « la tentative d'infiltration du PCF conduit l'UDCA à se définir en opposition à ce parti. L'anticommunisme de l'Union de défense [...] devient une obligation pratique, avant de se transformer en revendication idéologique à la fin de l'année 1955 »⁴. Ainsi, les communistes retrouvent un parti de droite (voire d'extrême-droite) très actif à affronter.



Figure 7 : Caricature de Pierre Poujade devant sa librairie de Saint-Céré (extraite du bulletin

1 ADAV 14W24-1, Circulaire n°501 du ministre de l'Intérieur aux préfets le 16 décembre 1955.

2 APCF31, Bulletin « Poujade sans masque », deuxième édition, 18 mars 1956.

3 MAGNOU, Anne-Marie, « Les élections législatives à Toulouse sous la IV^e République », *Annales de la faculté de droit de Toulouse*, Tome IX, Fascicule 2, Toulouse, 1961, p. 276-277.

4 SOUILLAC, Romain, *Le mouvement poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2007, p. 77.

B) Les événements d'Algérie : un nouveau pic de violence

1) 1957, une année qui annonce un renouveau militant ?

La situation commence à changer à partir de 1957, voire 1956 selon Patrick Calmels. Les affrontements entre gaullistes et communistes retrouvent lentement leur dynamisme d'antan, à savoir l'utilisation de la force pour repousser son adversaire. L'auteur signale qu'à dater de 1956 et les événements de Hongrie, les militants des deux bords n'hésitent plus à s'affronter en pleine rue avec des matraques et des barres de fer¹. Néanmoins, bien que l'auteur ait conscience que les témoignages (tous anonymes) qu'il a recueillis cherchent à embellir la situation, il reste convaincu que les relations entre gaullistes et communistes dans le département étaient surtout fondées sur le respect. Or, nous n'avons trouvé aucun document ni témoignage pouvant étayer cette théorie, à savoir qu'il y aurait eu déclenchement d'une violence banalisée. Ce constat semble d'autant plus difficile à croire que l'auteur défend l'hypothèse d'une région très calme et sans heurts jusqu'à 1951², alors que nous avons pu démontrer sans difficulté que la violence physique était présente et assumée. Ce nouveau dynamisme doit donc être pris avec précaution. Il y a certes des tactiques de harcèlements impliquant quelques affrontements mais rien de sérieux (voir plus haut). Il serait surprenant que la presse n'ait pas été choquée de voir un retour à la violence qu'elle n'avait plus coutume de voir depuis plusieurs années. Toutefois, il est parfaitement possible que des éléments extrêmes de chaque parti se battent en placardant des affiches au même endroit. Seulement, nous n'en avons aucune preuve. Nous pouvons dire qu'un très timide renouveau gaulliste semble voir le jour dans la Haute-Garonne. Jacques Soustelle, tout juste démis de ses fonctions de gouverneur général d'Algérie, donne le 18 mars une conférence sur « la vérité en Algérie » dans le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres³. La conférence est un succès immense pour les gaullistes avec un important public : plus de mille personnes à l'intérieur et entre deux cents et cinq cents personnes dans la cour de l'université équipée de haut-parleurs. Aux yeux des autorités comme des Rép. Soc., ce succès est dû à la préoccupation de plus en plus grande que suscite la guerre d'Algérie⁴. Toutefois, l'année 1956 reste marginale dans les confrontations (mêmes symboliques) entre Rép. Soc. et communistes.

En revanche, l'année 1957 semble annoncer des changements à venir. Dans le département

1 CALMELS, Patrick, *Communistes et gaullistes dans la Haute-Garonne et le midi toulousain de la Libération à l'indépendance de l'Indochine*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Toulouse II-Le Mirail, Toulouse, 1997, p. 115.

2 *Ibidem*. Calmels défend l'idée que les antagonistes n'auraient en aucune façon intérêt à se battre. Ce fait parfaitement logique et les anecdotes surprenantes qu'il relate – sans jamais citer ses sources – nous laisse quelque peu dubitatif...

3 ADHG 2273W 34, Rapport des Renseignements Généraux n°627 du 19 mars 1956.

4 ADHG 2273W 34, Rapports des Renseignements Généraux n°464 et 465 du 1^{er} mars 1956 et n°531 du 5 mars 1956.

du Tarn, les manifestations et mouvements de grèves, déjà très importants en 1953 (surtout en août), se répètent tout au long des années 1957 et 1958 pour demander la paix en Algérie¹. Des débordements entre syndiqués et forces de l'ordre ont lieu et inquiètent les locaux. Mais les gaullistes ne réagissent pas². En Haute-Garonne, des vagues d'attentats entre membres FLN, MNA et algériens "neutres" alarment les Toulousains³. Les Rép. Soc. n'exploitent pas la peur qui s'empare de la ville. Ils préfèrent insister sur le besoin de défendre l'Algérie française et la nécessité de former un gouvernement de Salut Public avec le général de Gaulle⁴. Pourtant, un événement va marquer la fin de l'année. Le 10 novembre, alors qu'ils revenaient d'une soirée de propagande, le conseiller municipal communiste de Toulouse M. Boulet, le militant Rocchia et l'artisan radio Duffau sont victimes « d'une tentative d'assassinat/d'un acte terroriste » – officiellement appelé « agression politique » par la presse et la justice⁵. *L'Humanité* raconte les faits tels que rapportés par les victimes :

Notre camarade Boulet, secrétaire de la fédération de Haute-Garonne du Parti Communiste, accompagné de deux autres camarades, revenait samedi soir d'une réunion publique pour le 40^e anniversaire qui avait eu lieu à Montberon, près de Toulouse, lorsqu'à deux kilomètres 2 kilomètres de ce village ils aperçurent deux voitures accidentées qui barraient la route. Ils ralentirent pour voir s'ils avaient le passage.

Arrivés à la hauteur des deux véhicules, une dizaine d'individus surgirent des bas-côtés de la route et crièrent : « Haut les mains, ne bougez plus ! ». Notre camarade Boulet, resté dans la voiture, réussit à forcer le barrage. Il essuya des coups de feu et une voiture le prit en chasse sans résultat. Un des camarades qui étaient restés sur la route, réussit à s'enfuir au moment du passage du barrage et l'autre [Duffau] a été relâché après avoir été menacé et insulté. On relève sur la voiture sept points d'impact. Sur les lieux de l'agression, il a été retrouvé des douilles de 9 mm.⁶

Hormis trois articles, la presse non communiste se désintéresse de l'événement. L'opinion publique n'en a cure. La mairie ne réagit pas. Devant cette indifférence générale, les communistes s'efforcent de mobiliser l'opinion publique en menant leur propre enquête. Ils prennent des photographies des impacts de balles de la voiture et utilisent des titres chocs pour attirer l'attention.

1 NOCAUDIE, Jacques, « La fin de la IV^e République et les luttes pour la décolonisation. Luttes et espoirs dans le Tarn », dans BRESSOL, Élyane, DREYFUS, Michel, HEDDE, Joëlle, PIGENET, Michel (dir.), *La CGT dans les années 1950*, Presses Universitaires de Rennes, Coll. « Histoire », Rennes, 2005, pp. 415-424.

2 ADT 531 W 26, Rapport périodique d'information (décembre 1957) n°4302 du 31 décembre 1957.

3 ADHG 2273W 218, Actes de violence par et/ou sur des Nord-africains (avril-juin 1957).

4 ADHG 2692W 44, Documents portant sur l'année 1957 contenus dans le dossier « Républicains Sociaux ».

5 *La Dépêche du Midi*, 18 novembre 1957 ; *Le Monde*, 19 novembre 1957 ; *L'Humanité*, 20 novembre 1957.

6 *L'Humanité*, 18 novembre 1957.

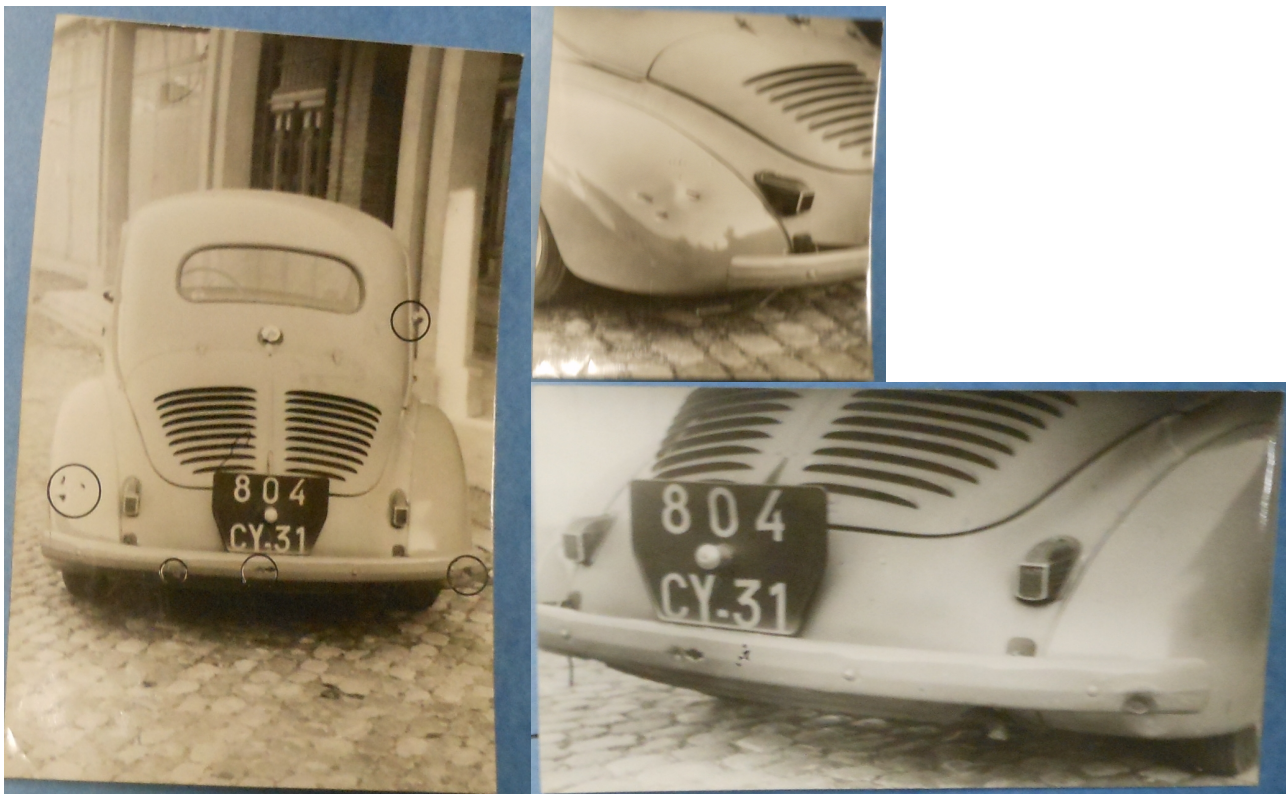


Figure 8 : Voiture du communiste Boulet avec les impacts de balles¹

Le Patriote de Toulouse et de la Haute-Garonne publie souvent des articles où il dénonce « l'attentat » et « les fascistes ». Des meetings sont aussi organisés, mais une note manuscrite indique qu'ils n'attirent que les militants – ce sont donc des échecs². *La Dépêche du Midi*, dans son deuxième et dernier article qu'elle consacre à « l'attentat », indique que la police est d'accord avec les communistes pour soupçonner une attaque politique. D'ailleurs, l'auteur de l'article écrit que

les policiers orienteraient leurs investigations du côté de rivalités entre groupements politiques. M. Boulet est le secrétaire général de la Fédération départementale du parti communiste dans la Haute-Garonne. Partant de là, il n'est pas téméraire de penser que l'attaque qu'il a subie est venue des adversaires irréductibles de son parti, plus précisément de quelques éléments extrémistes auxquels ne répugnent pas des actions du genre de celle commise l'autre nuit. Plusieurs de ces éléments sont d'ailleurs connus pour avoir déjà participé, à Toulouse, à des « explications » ou à des manifestations organisées contre le parti communiste et ses militants. Il ne nous appartient pas de préciser davantage les soupçons des enquêteurs qui vont, croyons-nous, procéder très prochainement à de nombreuses auditions.³

Ces « éléments » que la presse ne nomme pas ouvertement sont les gaullistes⁴. Ceux que Jean Llanté appelle dans une lettre « les chiens de Strickler ». *L'Humanité* avait déclaré dans un article qu'il s'agissait des hommes de Biaggi et son PPR, mais les communistes ne l'approuvent pas. Un secrétaire de cellule écrit à ce sujet que le PPR ne lui semble pas être un groupuscule capable de faire cela⁵. Il lui reconnaît un caractère fasciste et dangereux mais incapable de préparer une

1 APCF31, Carton A47, Dossier – Fascistes, Sous-dossier – Attentat de novembre 1947, Photographies de la voiture du conseiller municipal communiste Boulet prises par des journalistes du *Patriote de Toulouse*.

2 APCF31, Carton A47, Note sur la réunion du 22 novembre 1957.

3 *La Dépêche du Midi*, 19 novembre 1957.

4 Témoignage d'Émile Montfort, entendu le 27 janvier 2015 à son domicile (Toulouse).

5 APCF31, Carton A47, Lettre du secrétaire de la cellule communiste Dalidet à ses « chers camarades », Toulouse, 18

embuscade aussi bien calibrée. Tous les militants parlent dans leurs lettres des « fascistes ». Ce terme générique englobe à leurs yeux les partisans de l'Algérie française dont les poujadistes et les gaullistes. Puisque Llante se réfère à Strickler et que les témoins se souvenant de l'affaire Boulet soupçonnaient les gaullistes, on peut donc en déduire que les actions communistes étaient concentrées sur les gaullistes. Le fait que l'enquête n'ait pas donné de résultats ne nous permet pas d'affirmer que c'était bien le cas. Mais il est indéniable que pour la presse comme pour les communistes, des gaullistes aux méthodes extrêmes étaient soupçonnés. De plus, le comportement de Pierre Delnondedieu laisse penser qu'il ne serait pas étranger à cette affaire. En effet, l'ancien délégué départemental du RPF relance justement au mois de novembre de nouvelles actions avec d'anciens militants du RPF n'ayant pas rejoint les Rép. Soc. Il s'évertue officiellement à perturber les meetings communistes et « pro-système ». Pour lui, c'est le seul moyen de prouver que le gaullisme existe encore et peut servir de point de ralliement aux opposants du régime.

Avec les faibles moyens dont je dispose, aidé par une équipe qui n'a jusqu'à ce jour, jamais désespérée, malgré les déceptions, je pense pouvoir conserver le contact et grouper autour de la pensée Gaulliste, autre chose que des mécontents. Il est bien entendu que cette action s'effectue en dehors de toute formation politique, et sans aucune référence au R.P.F.

Dans le cas où les réactions contre le système prendraient une plus grande ampleur, j'espère recevoir à temps directives et moyens suffisants, pour conserver à la Croix de Lorraine le symbole du ralliement.¹

Il joint à sa lettre une note d'information racontant ses exploits lors d'une réunion d'information sur « le cessez le feu par la négociation » en Algérie. Codirigée par le MRP et la SFIO, cette réunion a été perturbée par des gaullistes menés par le sous-préfet honoraire. Il nous raconte avec humour le déroulement des opérations :

[Il y a un] filtrage des seuls sympathisants à l'entrée de la salle par le service d'ordre. Après l'exposé des thèmes habituels par les orateurs, frénétiquement applaudis, une violente bousculade à l'entrée de la salle se produisit, et balayant sans coup fêrir le S.O., une trentaine de "curieux" vinrent paisiblement, prendre place dans la salle.

La parole ayant été donnée à 2 Invités d'Honneur, que l'on comptait ridiculiser :

Mr GOUY, commandant de Réserve, récemment libéré d'un volontariat en Algérie.

Mr P. GRIGLIO, Étudiant membre du comité de l'USRAF.

On continua à parler de l'Algérie, mais dans une autre atmosphère, sur un autre ton – événement que les organisateurs n'avaient pas prévu. Messieurs GOUY et GRIGLIO purent à loisir dire à Messieurs Philipp-Barat et consorts, ce qu'ils pensaient de leur attitude, et leur signifier du haut d'une tribune, qu'à TOULOUSE et à partir de ce jour, "Il est interdit de parler contre la FRANCE".

La réunion s'acheva dans la confusion totale².

Le chaos installé dans la salle, les organisateurs durent mettre un terme à la réunion et s'en voulurent « violemment [pour] leur imprudence et leur impréparation ». Cet exemple d'activisme inédit dans la Ville Rose correspond au moment de « l'agression politique » contre Boulet. Comme si cela ne suffisait pas, c'est également à la fin de l'année 1957 que Pierre Delnondedieu retrouve l'espoir d'un retour au pouvoir du général de Gaulle³...

novembre 1957.

1 FCDG RPF546, Lettre de Pierre Delnondedieu à Jacques Foccart le 11 décembre 1957.

2 FCDG RPF546, Note d'information de Pierre Delnondedieu à Jacques Foccart le 11 décembre 1957.

3 FCDG RPF546, Lettre de Pierre Delnondedieu à Jacques Foccart le 11 décembre 1957.

Ce renouveau militant rompt l'accalmie qui s'était installée entre les gaullistes et leurs adversaires et annonce, sur fond de guerre d'Algérie, le retour à une violence banalisée.

2) Le 13 mai 1958 et le retour du général de Gaulle

Le 13 mai 1958, une foule d'émeutiers prend le contrôle du gouvernement général d'Alger. Le Comité de Salut Public (CSP) d'Alger est formé sous la direction du général Massu, fortement influencé par Léon Delbecque, qui demande la formation d'un gouvernement provisoire de Salut Public sous la direction du général de Gaulle¹. Cet acte déclenche immédiatement l'hystérie parmi les gaullistes et les communistes, les premiers fous de joie et espérant le retour tant attendu de De Gaulle, les autres effrayés par ce « coup d'État » et convaincus qu'une dictature se profile. Le 14 mai, Joseph et René Cathala forment aux côtés de Pierre Delnondedieu et le commandant Marcouire le CSP Républicain de Toulouse². Comme nous l'avions indiqué dans le chapitre 1, de nombreux gaullistes qui ne militaient plus et des sympathisants rejoignent le mouvement dans la région. La répression policière est très importante mais n'empêche pas les militants d'agir dans l'ombre. Le CSP se forme dans d'autres endroits, sans toujours être aux mains des gaullistes. Par exemple, les Aveyronnais, très favorables à un retour du général de Gaulle³, voient un Comité de Salut Public d'Alger (CSPA) se constituer le 20 juin sous l'impulsion des poujadistes⁴. En Tarn-et-Garonne est également formé un CSPA⁵. Le Tarn ne voit pas la création d'un CSP sur son sol, mais les Tarnais, inquiets devant le début d'une guerre civile, soutiennent massivement le général de Gaulle⁶. Le préfet d'Albi souligne les échecs communistes dans leurs tentatives de déclencher des mouvements de grèves pour contester « l'intronisation du Général ».

En effet, le 13 mai amène avec lui un nouveau dynamisme militant. Dynamisme qui se manifeste à travers une propagande antigauilliste florissante (reprise de la figure de De Gaulle dans les caricatures), des menaces de mort publiques et quelques bagarres. Ce constat vaut pour la Haute-Garonne mais pas le Tarn, qui se cantonne aux affrontements verbaux – si il y a échauffourées, elles n'ont laissée aucune trace. En Aveyron, la possibilité d'un retour au pouvoir du Général redonne de la vigueur aux Rép. Soc., qui s'exposent aux menaces et injures des partis locaux⁷. Plus impressionnant encore, les gaullistes du Lot, qu'ils soient d'anciens RPF ou des Rép. Soc. passifs,

1 Le général de Gaulle ne recevra le télégramme de Massu que deux semaines plus tard. WINOCK, Michel, *L'agonie de la IV^e République*, Gallimard, Coll. « Folio Histoire », 2006, p. 47 à 49.

2 ADHG 5681W 7, dossier Comité de Salut public à Toulouse, Télégramme de l'IGAME au cabinet du ministre de l'intérieur le 23 mai 1958.

3 ADAV 14W217, Dossier Rapports mensuels, DSCN7726-29.

4 ADAV 14W217, Dossier Rapports mensuels, DSCN7718-21.

5 ADTG 1042W7, DSCN8764-66.

6 ADT 531 W 26, Rapport trimestriel d'information (avril-mai-juin 1958) du préfet du Tarn Maurice Doublet au sous-préfet de Castres du 7 juillet 1958 .

7 ADAV 12W8, Organisation – Organisme direction, DSCN5566.

s'unissent. Ils sont en « état d'alerte » afin de contrevenir à toute manifestation communiste¹. La Haute-Garonne est survoltée à cause de la présence du général Miquel, soupçonné, à raison, d'être un putschiste². Le parti communiste n'hésite pas à menacer l'intégrité physique des sympathisants du Général et de l'Algérie française. Auguste Fouré, ouvrier à Sud-Aviation, est arrêté et transféré à Rieutord de Randon (Lozère) sur ordre de l'IGAME Périllier dans le but de le protéger. Fouré avait reçu plusieurs menaces de mort pour avoir rejoint le CSP et deux responsables communistes lui ont clairement fait comprendre qu'il serait exécuté s'il ne signait pas des documents spécifiant qu'il quittait les « comploteurs »³. De plus, les communistes constituent les Comités de Défense de la République (CDR). Ceux-ci reprennent le discours désormais classique de « la mise en garde contre les fascistes ». Ils distribuent des tracts et font même publier des articles, comme celui à *La Dépêche du Midi*⁴. Toutefois, la présence de concurrents dans les Comités de Vigilance Républicaine (CVR) provoque une véritable confusion au sein de la population et rend toute action vaine⁵. Le renouvellement des caricatures pour désacraliser la figure du général de Gaulle marque les esprits des lecteurs mais n'atteignent qu'un public déjà acquis à la cause communiste. L'incroyable créativité des caricaturistes⁶ de *l'Humanité* n'a donc aucun effet sur l'opinion publique. *Le Canard enchaîné* publie lui-même des caricatures transmettant les mêmes messages, à ceci près qu'elles jouent sur le réalisme et non le comique⁷.



Figure 9 : De Gaulle s'apprête à sauter sur Paris

Le 23 mai 1958, le PCF édite un bulletin, *de Gaulle, ce qu'il est, ce qu'il veut*⁸. Une série d'arguments, illustrés par plusieurs caricatures, reprennent l'ensemble du nouvel argumentaire étoffé des communistes. De Gaulle y est décrit comme un usurpateur soutenu par des criminels (racistes, antisémites, riches capitalistes, pétainistes et autres collaborateurs), trompant les Français en se faisant passer pour un vieil homme aigri et désintéressé (dessin « de Gaulle à Pétain : y a-t-il une limite d'âge pour devenir dictateur ? »), dont le seul but serait de supprimer en douceur les libertés

1 ADL 1193W72, 1958, DSCN3037-39.

2 BUFFELAN-LANORE, Jean-Paul, *Le complot du 13 mai 1958 dans le Sud-Ouest*, préface de Louis Périllier, postfaces de M. le général de corps d'armée (CR) Roger Miquel et de M. le professeur Joseph Cathala, Mémoire de DES en Sciences politiques, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1960, pp. 90-93.

3 *Ibidem*, p. 122.

4 *La Dépêche du Midi*, 24 mai 1958.

5 BUFFELAN-LANORE [...], p. 131.

6 Voir Annexe – Document 12, pp. 292-300.

7 La figure 9 (ci-contre) reprend une caricature publiée par *le Canard enchaîné* du 18 mai 1958.

8 APCF31, Rac de rangement 1958, *De Gaulle, ce qu'il est, ce qu'il veut*, 23 juin 1958.

par de faux semblants. Devant cette montée grandissante des affrontements symboliques (et de plus en plus physiques), l'IGAME Périllier doit intervenir sur radio Toulouse-Pyrénées pour appeler les midi-pyrénéens à garder leur calme et rester disciplinés¹.

Les événements du 13 mai permettent aux Rép. Soc. de former un comité fixe dans le Tarn. Auparavant, il n'y avait que des cadres provisoires avec une vingtaine de militants. En juin 1958, ils se dotent d'une soixantaine d'actifs galvanisés par l'arrivée à Matignon du Général². Néanmoins, ces militants, très efficaces pour placarder des affiches, évitent les bagarres. Les autres départements voient aussi renaître leur fédération CNRS, plus tardivement (entre juillet et septembre 1958). En Haute-Garonne, l'investiture de De Gaulle à Matignon aggrave la situation. Des communistes retrouvent des caches d'armes dans la forêt de Bouconne près de Colomiers³. Plusieurs hommes s'équipent de revolvers et cocktails molotovs. Les bagarres entre colleurs d'affiches et autres militants reprennent de plus belles. Et cette fois, les communistes ne sont plus les seuls à attaquer. Les gaullistes ne craignent plus de combattre leurs adversaires en public et n'hésitent pas à charger en premier, peut être par sentiment de supériorité – la population soutient le Général, et des militants peuvent considérer qu'ils seront impunis puisque la police doit obéissance à un gouvernement tenu par de Gaulle. Ces luttes peuvent être étonnantes, comme la perturbation du meeting de Jean Llante à Saint-Gaudens⁴. Le député communiste est attaqué par des gaullistes intégrés dans le CSP. Il parvient à rétablir l'ordre en chassant les gaullistes grâce à un service d'ordre d'une vingtaine de communistes tous munis de matraques et bâtons improvisés. L'intégration d'éléments militaires – principalement des paras – offrent une capacité d'action remarquable aux sympathisants du Général. Les attaques s'en trouvent parfois même spectaculaires. Robert Bergeaud se souvient de l'attaque du siège du parti rue Pargaminières (Toulouse)⁵. Désormais conspués par une partie de la population et harcelés lors des collages d'affiches, parfois perturbés dans leurs meetings, les communistes sont soumis à de fortes pressions et craignent d'être attaqués chaque jour. La paranoïa naissante les incite même à louer un bâtiment à l'angle de la rue pour avoir une meilleure position de surveillance – et dans les cas extrêmes, de tir. Un soir de juillet, cinquante à soixante militants gaullistes – dont une partie sont des militaires – se rendent au siège du PCF. Ils provoquent les communistes, qui étaient nombreux et avaient établi des roulements pour protéger leur QG, dans l'espoir qu'ils soient attaqués. L'idée étant qu'ils pourraient justifier une bagarre en se victimisant. Les provocations ne fonctionnent pas et les militants décident d'attaquer. Leur assaut ne dure pas et la débandade arrive rapidement. Les militants communistes sont tous armés de fusils et

1 *La Dépêche du Midi*, 28 mai 1958.

2 ADT 511 W 57, dossier Républicains Sociaux, Rapport des Renseignements Généraux n°221 du 20 juin 1958.

3 Témoignage d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse.

4 Document inconnu. Ces informations ont été relevées mis nous avons omis d'en noter les références...

5 Témoignage de Robert Bergeaud, entendu le 23 janvier 2015 à son domicile (Toulouse).

de revolvers, contrairement aux assaillants qui semblaient vouloir se borner au corps à corps. Les coups de feu suffisent à les effrayer, à l'exception d'un qui a marqué les esprits du témoin : il avait ouvert sa chemise et désigné son cœur aux tireurs, hurlant qu'ils n'étaient que des traîtres et que s'ils désiraient continuer leur mascarade, ils n'avaient qu'à tirer ici (en montrant sa poitrine). Un cas extrême qui se solde par « une fin de non recevoir » : les communistes ne faisant rien, il s'en va, fier de les avoir stupéfié.

Cette accusation de trahison n'est pas le fait des seuls rivaux politiques des communistes. Partout dans la région, quelque soit le département, le PCF est dénoncé comme un « traître à la patrie ». Outre les lettres d'insultes et de menaces, des affiches accusant les communistes de servir le FLN et provoquer la mort des soldats français circulent¹. Le discours tenu par les communistes sur la guerre d'Algérie devient une arme contre le PCF. Beaucoup leur reproche de mentir ouvertement et tromper les Français. Le parti communiste défend la paix et l'indépendance algérienne. Certains se demandent, comment obtenir l'indépendance sans faire la guerre ? Mais alors, si l'on soutient l'indépendance, c'est que l'on veut la guerre. Autre point, la conscription. Les communistes combattent ardemment la levée des conscrits et placardent régulièrement des affiches sur le nombre de jeunes mobilisés, ceux qui sont morts, et à Toulouse, ils inscrivent même le nombre de jeunes de la ville qui sont tombés au combat. Cette justification est très mal perçue – lorsqu'elle ne laisse pas indifférent – par les Toulousains qui y voient une forme d'insulte à leur égard. Comment ceux qui soutiennent le FLN, « ce fauteur de guerre » (pour reprendre un terme communiste), peuvent-ils tenir un discours de paix et dénoncer les morts de la guerre, alors qu'ils soutiennent ouvertement ceux qui les ont tués ? L'ambiguïté du message transmis par les communistes entraîne en partie leur perte².

Ainsi empire la situation. Pour reprendre les analyses de François Audigier, il devient clairement établi que la violence est retournée au niveau 3 (sur 4)³. Des actes extrêmes la feront même passer au niveau 4 en Ariège et en Haute-Garonne, alors que les autres départements oscillent entre les niveaux 1 et 2. La conviction que tout allait mal est prégnante. L'idée d'un homme providentiel s'impose dans les esprits. Ce dernier finit par être trouvé en la personne du général de Gaulle, héros de la France Libre et farouche opposant de cette constitution déjà « Mal-Aimée ». Lucien Neuwirth décrit ce sentiment général au journaliste Rémi Kauffer :

1 APCF31, Les documents sont dilués en petit nombre dans de nombreux cartons.

2 Encore une fois, les documents sont dispersés dans plusieurs boîtes. Nous citerons celle qui en contient le plus, l'A 47, ainsi qu'une affiche avec des menaces marquées au feutre par-dessus par des anonymes dans la boîte A 6.

3 AUDIGIER, François, « Une violence militante de faible intensité : le choc gaullistes-communistes dans l'Est », dans AUDIGIER, François, SCHWINDT, Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est de la IV^e République*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2009, p. 316.

Après la mise en sommeil du RPF, nous avons créé les Républicains sociaux. S'y retrouvaient des personnalités politiques comme Michel Debré, Edmond Michelet ou Roger Frey. Des jeunes aussi comme Guy Ribeaud. Et surtout quelqu'un qui allait jouer un rôle capital par la suite, Léon Delbecq. Les Républicains sociaux avaient tout d'un groupuscule, mais enfin, cette structure nous permettait de survivre. Survivre, il le fallait, parce qu'au fur et à mesure des développements tragiques de l'affaire algérienne, nous sentions que là-bas, tout allait exploser. [...] L'Algérie, c'était une chaudière [...]. La IV^e République était incapable de résoudre les grands problèmes et notamment ce drame colonial. Tout laissait à penser que la nation allait s'effondrer. De Gaulle était la seule personnalité capable d'empêcher cela.¹

Désormais bien installé au pouvoir, de Gaulle peut annoncer un référendum sur la nouvelle constitution. Le 6 septembre, date officielle de l'entrée en campagne, des militants communistes sont attaqués par des afficheurs gaullistes et des paras munis d'armes à feu². La campagne référendaire annonce la poursuite des violences et la chute de la IV^e République.

3) La fin d'une République

a) La campagne référendaire (de juillet 1958 au 28 septembre 1958)

Depuis plusieurs mois, la violence a repris de plus belle. Elle atteint son apogée lors du référendum du 28 septembre 1958. La IV^e République touche à sa fin. Partout en France, les partis politiques se mobilisent pour défendre ou rejeter la nouvelle constitution que propose le général de Gaulle. Le Midi toulousain ne fait pas exception. Toutefois, la lutte est radicalement différente selon les lieux. Généralement, les hommes se contentent d'afficher et tenir des meetings. Des injures entre militants de différents bords et des rixes entre colleurs d'affiches ont également lieu. Le parti communiste est très actif et mobilise tous ses éléments pour le « non ». Les RG en ont parfaitement conscience et le répètent à de nombreuses reprises³. Les conférences de Jacques Duclos sont très médiatisées et galvanisent les militants du PCF. Les milieux ouvriers sont quant à eux fréquemment sollicités, particulièrement dans les mines et usines de Toulouse, Saint-Gaudens, Albi, Mazamet, Aubin, Cransac⁴, etc. Le principal argument mis en avant par les communistes est le rejet de la dictature et de la guerre civile - « voter non pour le référendum, c'est voter contre la guerre civile »⁵. Dans le Tarn, la distribution de livrets aux adhérents et sympathisants est monnaie courante. L'un d'eux porte le titre évocateur de « Tous les pouvoirs de la République à "Moi... de Gaulle" »⁶. En un mois, pas moins de cinq grands meetings ont lieu en Aveyron⁷. Léo Figueres, responsable communiste, met en garde la foule contre « de Gaulle et ses paras »⁸. À côté, les fédérations

1 *Le Figaro Magazine*, 5 avril 1998, Entretien de Lucien Neuwirth avec Rémi Kauffer.

2 Llante signale également que les affiches sont systématiquement lacérées après une attaque. APCF31, Carton A6, Lettre du député de la Haute-Garonne Jean Llante au préfet de la Haute-Garonne écrite le 8 septembre 1958.

3 ADHG 1960W 44, Rapport des Renseignements Généraux n°1367 du 11 septembre 1958.

4 ADHG 1960W 44, Rapport des Renseignements Généraux n°1432 du 9 août 1958.

5 Nom d'une affiche publiée par le comité national du PCF. ADHG 1960W 44, Rapport quotidien de l'IGAME au cabinet du ministre de l'intérieur n°199 du 30 août 1958.

6 ADT 1106 W 108, dossier Parti Communiste, Livret « Tous les pouvoirs de la République à "Moi... de Gaulle" ».

7 ADAV 14W217, Télégramme « Message radio » du commissaire des Renseignements Généraux de l'Aveyron au commissaire principal des Renseignements Généraux de Toulouse le 19 juin 1958, et Rapport des Renseignements Généraux n°389 (« Parti Communiste. Synthèse. Rapport Trimestriel ») le 27 août 1958.

8 ADAV 14W217, Télégramme « Message radio » du commissaire des Renseignements Généraux de l'Aveyron au commissaire principal des Renseignements Généraux de Toulouse le 4 septembre 1958.

socialistes et radicales hostiles au référendum semblent inertes...

De fait, les fédérations communistes ont juré de combattre ouvertement les partisans du Général. En août 1958, les RG notent dans leur synthèse mensuelle adressée à l'IGAME que « toute l'activité de la Fédération Communiste de Haute-Garonne s'est manifestée dans le cadre de la "défense de la République contre l'aventure gaulliste" »¹. Cette même synthèse indique une forte activité « anti-gaulliste » par le PCF et ses satellites – UJRF, CGT, CDR (Comité de Défense Républicaine), UFD (Union des Forces Démocratiques). Les Rép. Soc. ne sont pas aussi actifs que leurs rivaux et se sont contentés de distribuer quelques tracts. Le plus gros de leur force reste dans le CSP à Toulouse et Saint-Gaudens². Le général Chassin, responsable régional du « Mouvement Populaire du 13 Mai », groupe allié du CSP et très actif lui aussi, invite « les Français à l'union pour que le système disparaisse »³. Les Rép. Soc. du Tarn sont beaucoup plus actifs que leurs homologues toulousains. Leurs membres forment le « comité d'union civique pour le référendum », qui reçoit des financements de l'État pour soutenir sa campagne pour le « oui ». Il est dirigé par le gaulliste Henri Delmas⁴. Des tracts sont distribués à Albi et Castres. L'un d'eux détourne le journal communiste *l'Humanité*. Cependant, ils se cantonnent aux distributions de tracts et affiches, la direction craignant par dessus tout les bagarres.

Le secrétaire départemental [M. Durand] aborde ensuite la question de l'organisation de meetings, certains adhérents du groupe s'étant prononcé en faveur de cette forme de propagande. M. Durand estime qu'une telle organisation devrait être envisagée avec un service d'ordre important composé d'adhérents, soit du département, soit de départements voisins.

Cette condition que M. Durand juge indispensable pour qu'un meeting puisse porter ses fruits paraît très difficile à remplir étant donné que les membres de ces services d'ordre seront vraisemblablement réservés aux meetings dans les grandes villes.

En résumé, M. Durand se déclare contre l'organisation de réunions publiques dans lesquelles les orateurs se heurteraient à une obstruction systématique des communistes, pouvant dégénérer en bagarre.⁵

Ce n'est pas le cas de la Haute-Garonne. En effet, Toulouse est le centre de nombreux affrontements (autant physiques que symboliques) nocturnes durant les mois d'août et septembre. *La Dépêche du Midi* relève à plusieurs reprises ces affrontements intenses, surprise de constater que les communistes « ont régulièrement le dessous »⁶. Ils atteignent leur paroxysme avec l'assassinat de Maurice Cathala le 26 septembre au matin⁷. Le secrétaire du syndicat national indépendant et professionnel des CRS Jean-Louis Boucher dénonce même « les violences qui ne s'imposaient

1 ADHG 2358W 68, Synthèse mensuelle des renseignements généraux adressée au cabinet du préfet de Haute-Garonne (août 1958).

2 *Ibidem*.

3 ADHG 1960W 44, Rapport des Renseignements Généraux n°1431 du 9 août 1958.

4 ADT 1106 W 108, dossier Activité des partis politiques, Lettre du préfet du Tarn Maurice Doublet au ministre de l'intérieur du 26 juillet 1958.

5 Paroles de Durand rapportées par les RG. Voir ADT 1106 W 108, dossier Activité des partis politiques, Rapport des Renseignements Généraux n°1143/111/A 11 septembre 1958.

6 *La Dépêche du Midi*, 4 octobre 1958.

7 Pour plus de détails sur l'affaire et ses conséquences, voir Annexe – Document 13, pp. 302-306.

nullement en cette circonstance »¹.

Les CSP tenus par les « fidèles » du Général sont un véritable problème pour les autorités. Violents et incontrôlables, ils sont soutenus par l'armée et se comportent comme s'ils étaient intouchables. La présence d'un gouvernement gaulliste au pouvoir n'y est pas étrangère. De fait, les militants gaullistes font preuve d'une agressivité toute aussi grande que les communistes. En Aveyron, les pressions du puissant CSP de Toulouse sur les élus provoquent la crainte chez ces derniers de « dérives fascistes ». Le conseiller général socialiste tarnais Raust écrit ainsi à Paul Ramadier (le jour même où celui-ci se rallie officiellement à de Gaulle) – qu'il souffre

de la pression des Comités de Salut Public et de leur clientèle. Sous le règne de de Gaulle, ils "s'aligneront" mais après ? Ses succès encourageant l'assaillant, disait Sorel sous ses lèvres sur la violence »².

Par ailleurs, cette explosion de violence rend la situation très sensible. Le palais de justice d'Évreux explose le 28 août 1958³. Bien qu'il se trouve dans l'Eure, il s'agit du troisième attentat contre un tribunal en quelques jours. Cela fait paniquer le préfet Albert Bonhomme qui ordonne à l'armée de protéger toutes les mairies et (sous-)préfecture(s) du département⁴. Une mesure qui entraîne l'hystérie d'une frange de la population aveyronnaise, qui voit désormais en de Gaulle l'homme providentiel⁵.

Dans le département du Gers, les oppositions atteignent leur paroxysme le 9 septembre 1958. Des militaires (dont la plupart furent membres du RPF) attaquent la permanence communiste d'Auch. Lacérant des affiches, ils se disputent violemment avec les militants sur place. L'arrivée du capitaine Marty et du député PCF Castera n'arrange rien, les deux hommes s'insultant copieusement. Des heurts se déclenchent et il faut l'intervention d'un commissaire de police et la gendarmerie au complet pour séparer les combattants⁶. Pour les communistes, aucun doute : les gaullistes sont derrière cet assaut⁷. À Pamiers (Ariège), des communistes sont arrêtés le 14 juillet pour avoir tracés à la chaux « "Non à de Gaulle" tout au long de l'itinéraire que devait emprunter le cortège officiel à l'occasion de la cérémonie traditionnelle » avec du matériel volé à EDF, tandis qu'à Toulouse, l'armée et des éléments du CSP provoquent des débordements lors du défilé du 14 juillet⁸... Devant ces débordements dans la région et le reste de la métropole, il n'y a rien de

1 *Le Monde*, 12 septembre 1958.

2 ADAV 52J4, Lettre du conseiller général Raust à Paul Ramadier le 15 juin 1958.

3 *La Dépêche du Midi*, 29 août 1958.

4 *La Dépêche du Midi*, 30 août 1958.

5 ADAV 14W217, Rapport des Renseignements Généraux n°381 le 25 août 1958.

6 « Des communistes, porteurs de gourdin attaquent des « paras » qui arrachaient leurs affiches », *Sud-Ouest*, 9 septembre 1958 ; *L'Humanité*, 14 septembre 1958. Les rapports de police s'accordent sur les affirmations de la presse à un point prêt : ils prétendent que les affrontements auraient été évité in extremis par l'intervention des forces de l'ordre.

7 *L'Humanité*, 14 septembre 1958.

8 ADA 325W296, Télégramme n°3020 du commissaire de police de Foix aux RG de Paris le 14 juillet 1958 ; ADA

surprenant à voir l'ancien intellectuel du RPF Raymond Aron déclarer le 23 septembre que de Gaulle ne remportera un immense succès au référendum que grâce à la peur de l'armée¹. Toutefois, cette conclusion est partiellement erronée. Plus qu'une « peur de l'armée », c'est la « peur » tout court (et la lassitude d'un régime « moribond ») qui offre à de Gaulle une chance immense de faire passer ses réformes constitutionnelles.

En effet, certains départements atteignent un degré de violence inégalé jusqu'alors. Hormis la Haute-Garonne, les départements de l'Aude et l'Ariège voient les combats les plus intenses de la région. La police cherche à interdire la grande kermesse du PCF audois le 14 août 1958. Les attractions communistes prévoient des stands de tirs dont les cibles ne sont autres que de Gaulle et ses partisans (Soustelle, Debré et compagnie)². Un « jeu de massacre » intolérable aux yeux des autorités. Comme en représailles, une bombe détruit une partie de Port-la-Nouvelle le 25 août – les forces de l'ordre soupçonnent le PCF d'en être l'auteur sans parvenir à prouver qui est responsable de cet attentat –, obligeant les autorités à durcir les mesures de sécurité et de surveillance³. Le lendemain, des militants communistes algériens affrontent des militaires⁴. Comme si cela ne suffisait pas, le FLN, visiblement actif dans le département, menace de faire exploser des bombes et d'attaquer commissariats et gendarmeries⁵. Le préfet Vitalis Cros est dépassé devant un tel déferlement de haine. Il demande à de multiples reprises à l'IGAME de Toulouse de lui envoyer des renforts pour gérer la situation, ce qui lasse quelque peu le commandant de la 5^e région militaire qui refuse d'accéder à ses requêtes⁶. L'Ariège s'avère encore plus terrible que l'Aude et la Haute-Garonne. Le mois d'août est particulièrement violent. Des gaullistes (Rép. Soc. ?) et des communistes auraient échangé des coups de feu à Besset, alors que des personnes âgées soutenant ouvertement de Gaulle lacèrent des affiches du PCF à Castelnau avant d'être chassées par des militants mécontents⁷. Une famille d'activistes (pro- ?)gaullistes s'installe à Coutens. Elle y lacère

425W7, Rapport des Renseignements Généraux n°3457 le 18 août 1958, Rapport des sous-brigadiers de Pamiers Domenc et Jany au commissaire principal le 14 juillet 1958, Auditions de Baptiste Delrieu, René Burg, Jacques Yviquel et René Suard entendus par Raymond Bardy, commissaire principal de Pamiers, les 15, 16 et 22 juillet 1958 ; ADA535W75, Rapport du commissaire de police de Pamiers n°2223 au préfet Coiffard le 25 août 1958, et Rapport du préfet Coiffard n°5206 au ministre de l'Intérieur le 29 août 1958 ; *La Dépêche du Midi*, 15 juillet 1958.

1 *Le Monde*, 23 septembre 1958.

2 ADAD 1168W224, « Télégramme officiel » du ministre de l'Intérieur aux préfets n°3063 SN/RG/be le 14 août 1958, retransmis aux commissaires centraux de Narbonne et Carcassonne et aux sous-préfets de Narbonne et Limoux.

3 ADAD 1090W5, « Télégramme officiel » du ministre de l'Intérieur aux IGAMES et préfets n°s 3110-3111 le 25 août 1958, retransmis par le préfet Vitalis Cros le 26 août 1958 aux sous-préfets et commandants des forces de l'ordre de l'Aude ; ADAD 1168W218, Rapport des Renseignements Généraux n°596 le 26 août 1958.

4 ADAD 1090W5, « Télégramme officiel » du commissaire de police de Narbonne au préfet Vitalis Cros le 26 août 1958, et Rapport des Renseignements Généraux n°598 le 27 août 1958.

5 ADAD 1090W5, « Télégramme officiel » n°3260 du ministre de l'Intérieur aux préfets le 3 septembre 1958, et « Télégramme officiel » du ministre de l'Intérieur aux préfets n°2963 le 5 septembre 1958.

6 ADAD 1090W5, Télégramme n°I.052/3/OS « Secret confidentiel » du général commandant la 5^e région militaire au préfet de l'Aude Vitalis Cros le 13 septembre 1958.

7 Aucune date précise ne nous est donnée. ADA 325W296, Rapport des Renseignements Généraux n°374 le 20 août 1958, avec copie du prospectus « les partisans du "OUI" à l'œuvre ».

des affiches communistes et ose même cracher dessus lorsqu'il y a des témoins¹. Le 16 août, elle circule dans les rues du village en criant à tue-tête « vive l'Algérie française » et appelle à voter « oui » au référendum². « L'affaire de Coutens » ne s'arrête pas là puisque le lendemain soir, un homme tire à travers la fenêtre du salon d'un militant communiste après avoir lacéré des affiches du PCF. La police soupçonne un poujadiste d'avoir agit, mais les communistes distribuent dès le 19 août des tracts accusant clairement les gaullistes d'être les auteurs de cette tentative de meurtre³. Peu après, alors que Maurice Cathala est assassiné le 26 septembre, les gaullistes Granger et Ordinas sont agressés par des communistes à Saint-Marcel (Aude) parce qu'ils posaient des affiches pour le « oui » au référendum sur les affiches pour le « non » du PCF. Ordinas, sérieusement blessé, reçoit plusieurs jours d'arrêt de travail et la voiture utilisée par les deux hommes est démolie⁴. Le lendemain soir, le Rép. Soc. André Garros est matraqué à Lérans (Ariège) par quatre militants communistes et laissé pour mort sur le trottoir. Blessé, il obtient un certificat d'incapacité de 8 jours. Les raisons de ce « passage à tabac » ? Il avait effacé du trottoir « des inscriptions "Non à de Gaulle" »⁵...

Tout cela peut sembler dramatique mais ne représente qu'une partie de cette violence intense qui sévit dans la région. Ainsi, le 13 septembre ont lieu deux meetings organisés par le PCF en Ariège. Celui de Seix est sérieusement perturbé par des échanges houleux entre les militants gaullistes et communistes (hurlements, usage de pétards)⁶. Celui de Lavelanet est bien plus terrible encore. Le Rép. Soc. Henri Barthes tente de s'infiltrer parmi les 1 200 communistes et 600 curieux venus écouter Jacques Duclos. Les gendarmes, intrigués par la présence de ce gaulliste réputé pour être un farouche anticommuniste, parviennent à l'appréhender. S'en suit alors un interrogatoire sur place et une découverte surprenante : Barthes s'est associé au gardien du transformateur alimentant les lumières de la salle pour mettre un terme au meeting. Rien de bien surprenant ici. Seulement, les deux hommes avaient prévu d'y mettre un terme par un véritable attentat ! Barthes devait envoyer un signal à son complice pour couper les lumières au moment où les spectateurs seraient obnubilés par l'orateur. Le gaulliste devait fermer la salle afin d'y faire exploser une bombe. Henri Barthes se défend de la gravité de son geste, justifiant qu'il s'agit d'une bombe « absolument inoffensive »⁷. Un

1 *Ibidem*.

2 *Ibid*.

3 ADA 425W7, Rapport des Renseignements Généraux n°374 le 20 août 1958 ; ADA 443W32, Rapport des Renseignements Généraux n°374 le 20 août 1958, avec copie du prospectus « les partisans du "OUI" à l'œuvre ».

4 ADAD 7W1, Procès-verbal n°316 du 27 septembre 1958 de Manuel Ordinas dressé par M.D.L. Chef Jalabert, Maurice Boulanger et Baptistin Alie, gendarmes à la brigade de Ginestas, et Procès-verbal n°913 du 29 septembre 1958 de Pierre Granger dressé par René Aymeric, gendarme à la brigade de Narbonne.

5 Une plainte a été déposée mais nous ne sommes pas parvenus à retrouver la suite du procès. ADA 425W7, Rapport des Renseignements Généraux n°4186 le 3 octobre 1958.

6 ADA 443W32, Note du 19 septembre 1958 avec tract joint ; ADA 425W7, Note d'information des Renseignements Généraux le 18 septembre 1958.

7 ADA 325W296, Rapport n°243/4 du capitaine Pistre, commandant de la section de Foix, le 16 septembre 1958, et

argument difficile à accepter lorsque l'on sait que la déflagration d'un explosif (qui n'est pas un simple pétard...) dans une salle entièrement remplie de plus d'un millier d'hommes peut causer des dommages irréversibles. Étrangement, les gendarmes déclarent ne pas avoir trouvé d'explosif sur Barthes (« M. Barthes n'avait cependant aucun engin sur lui ») et se contentent de le relâcher... Si Barthes a avoué sans crainte ses projets avant de tenter de relativiser ses actes lorsqu'il comprend que les gendarmes le désapprouvent fermement, c'est très certainement parce qu'il pensait qu'ils l'aideraient ou seraient prêts à fermer les yeux (« je pensais que vous étiez au courant »). De plus, le fait que les gendarmes déclarent simplement qu'ils ne trouvent pas de bombe alors que Barthes est très sérieux sur sa volonté de l'utiliser est anormal ; le fait aussi qu'ils n'interrogent pas le complice du militant est suspect ; le fait encore qu'ils n'effectuent aucune action et tuent l'affaire – les communistes n'en ont pas entendu parlé, sinon ils auraient profité de l'occasion pour faire une immense publicité sur le caractère « fasciste » des gaullistes – ; tous ces éléments semblent prouver une certaine collusion entre une partie des forces de l'ordre et les gaullistes. Autrement, le capitaine Pistre n'aurait jamais réagi aussi faiblement. Nous pourrions penser qu'il n'a pas pris au sérieux les intentions de Barthes. Mais malgré cela, pourquoi l'avoir immédiatement relâché ? Pourquoi déclare-t-il avoir seulement fouillé Barthes (et pas son complice ni la salle) ? Ce rapport est tout sauf crédible. Il relativise beaucoup la situation, et le fait que les RG ne soient pas au courant de cette histoire rend d'autant plus le rapport du capitaine Pistre douteux¹. Il y a de toute évidence une volonté de faire en sorte qu'aucune affaire n'ait lieu. Il y avait très probablement une tentative d'attentat à la bombe contre Jacques Duclos et les 1 800 auditeurs. Cela n'aurait rien de surprenant : Jacques Duclos a échappé à maintes tentatives par le passé (il suffit de se rappeler de « l'attentat d'Auch »).

Malgré tout ce chaos et cette surenchère de la violence, les Français votent massivement le 28 septembre 1958. Sans surprise, le « oui » l'emporte à une écrasante majorité. La lassitude d'un régime jugé inefficace et la volonté de mettre un terme au désordre général et à la guerre d'Algérie y sont pour beaucoup. Ainsi disparaît la IV^e République, moins de douze ans après sa proclamation en novembre 1946.

b) Les élections législatives de novembre 1958 : une violence militante « adoucie »

Les résultats du référendum sonnent le glas de la « Mal-Aimée ». La V^e République naît sur

Rapport des Renseignements Généraux n°3854 le 15 septembre 1958 (les mêmes documents se trouvent dans le Sous-dossier – Propagande PCF, de la côte ADA 443W32) ; ADA 425W7, « Message téléphonique à D.R.G. Paris Dimanche 14.9.58 A 10. H. 30 ».

1 Le rapport des RG cité plus tôt ne mentionne nullement la présence de Barthes ni ses intentions « inoffensive[s] ». Or, si le rapport du capitaine Pistre disait vrai, les RG l'aurait inmanquablement mentionné – d'autant que leur rapport est très complet sur le déroulement de la réunion. Il y a de quoi soupçonner Pistre d'avoir rendu un faux rapport.

ses cendres. Les résultats obtenus étonnent les communistes : une partie de leur électorat a forcément voté « oui » malgré les instructions du parti. La situation dans le pays reste très tendue : le gouvernement rappelle aux préfets les mesures de sécurité qu'il faut respecter pour assurer l'ordre, et le ministre de l'Intérieur ordonne le 9 octobre 1958 aux préfets de mettre la police, la gendarmerie et l'armée en état d'alerte pour des risques d'attentats imminents¹. Les rôles dans la région vont désormais s'inverser. À une Haute-Garonne « rude » succède un département où seuls meetings et affiches symbolisent les activités de propagande des partis. L'affaire Cathala nuit tellement au PCF que ce dernier prend autant de précautions que possible pour éviter les conflits. Plus aucun fait de violence, ne serait-ce que verbale lors des meetings, n'est relevé dans l'Aude, tout comme dans le Lot. L'Ariège s'adoucit, avec de nombreuses contradictions lors des meetings, mais plus le moindre affrontement physique n'est recensé². Quelques échauffourées sont relevées dans le département de l'Aveyron, bien que les autorités soient surtout intéressées par le procès de Pierre Poujade contre le candidat UNR Alexis Delmas pour diffamation le 19 novembre 1958³. Les Gersois assistent à de grandes joutes verbales déclenchées par Pierre Popie, qui s'acharne contre les radicaux. Il parvient à marquer les esprits par l'emploi de ses discours violents et souvent méprisants à l'égard de Patrice Brocas (candidat radical-socialiste)⁴. Les 19, 20 et 22 novembre, *La Dépêche du Midi*, sentant le candidat UNR menacer Brocas, lance une campagne de discrédit contre Popie. Il faut dire que le jeune avocat est parvenu à se faire apprécier des Gersois. Là où Debets est discrédité par la contradiction portée par Richard Robert, gaulliste toujours très influent dans le département⁵, Pierre Popie perturbe avec une centaine de sympathisants la réunion de Brocas le 16 novembre et la fait lever de force aux cris de « Popie ! Popie ! »⁶. Faisant un excellent score au premier tour, il ne gagne qu'une centaine de voix au second. L'appel des notables et partis politiques éliminés à soutenir le candidat radical contre « le fasciste » a porté ses fruits.

Le Tarn-et-Garonne voit la violence symbolique dominer lors des élections. Toutefois, la haine qui se concentre sur le candidat UNR Camille Bégué provoque quelques remous. Le 14 octobre 1958, le candidat UNR dans l'arrondissement de Castelsarrasin porte plainte contre le

1 ADAD 1090W5, « Télégramme officiel » n°773 du ministre de l'Intérieur aux préfets le 9 octobre 1958 ; ADG 1236W1, Circulaire n°559 du directeur général de la Sûreté Nationale aux préfets et directeurs des services actifs de police le 1^{er} octobre 1958.

2 Il y a très certainement eu des bagarres entre colleurs d'affiches, celle-ci étant encore très courantes, mais elles n'ont pas été relevées par les forces de l'ordre.

3 Il est acquitté le 5 décembre 1958. ADAV 14W217, Télégrammes « Message Radio » du 20 novembre 1958 et du 6 décembre 1958.

4 ADG 1159W27 et 1241W1-5, Plusieurs rapports concernant Pierre Popie durant sa campagne électorale.

5 ADG 1159W27, Rapport des Renseignements Généraux n°186 le 14 novembre 1958, pp. 2-3 ; ADG 1241W1-5, Rapport des Renseignements Généraux n°186 le 14 novembre 1958.

6 ADG 1159W27, Rapport des Renseignements Généraux n°188 le 17 novembre 1958 ; ADG 1241W1-5, Rapport des Renseignements Généraux n°188 le 17 novembre 1958.

député Henri Lacaze pour diffamation. Ce dernier l'accuse d'avoir fait propagande pour le STO¹. André Brunel, grand rival de Bégué, décide au dernier instant de se présenter dans la même circonscription et mène la même campagne contre le gaulliste dans l'espoir de le faire perdre : « la candidature de M. BRUNEL, candidat [...] dans la deuxième circonscription est destinée à tenter de faire échec à celle de M. BEGUE »². Pour parvenir à ses fins, Brunel n'hésite pas à mener une « campagne diffamatoire » à l'encontre du candidat UNR, allant jusqu'à l'accuser de collaboration³. Des tracts dénonçant la condamnation pour escroquerie de Bégué en 1955 circulent par l'entremise de Jean Baylet et André Brunel le 28 novembre⁴. Le même jour, *La Dépêche du Midi* publie un article de Brunel particulièrement hostile et accusateur contre le candidat UNR. Comme si cela ne suffisait pas, le parti communiste, qui a beaucoup critiqué Jean Baylet au premier tour, en fait soudainement son champion au second tour. Il tient des réunions publiques pour le soutenir et distribue de très nombreux tracts le présentant comme le « candidat anti-fasciste et d'union des forces de gauche »⁵, ce qui va plutôt desservir le directeur de *La Dépêche du Midi*... Devant tant d'hostilité, il n'y a rien de surprenant à ce que les militants gaullistes se heurtent à plusieurs reprises aux radicaux. Par exemple, le 18 novembre à Moissac, où de fortes perturbations causées par les radicaux poussent le SO gaulliste à user de la force, éjectant de la tribune l'un des perturbateurs au passage⁶. Étrangement, cet événement est dit « sans gravité » par les RG... Trois jours plus tôt, c'est le meeting de Jean Baylet qui est perturbé par Camille Bégué. Comme l'indique les forces de l'ordre, les radicaux, avertis que le candidat gaulliste serait entouré de nombreux militants, mobilisent un important service d'ordre par précaution. Baylet, qui attaque féroce­ment l'UNR, est contredit et malmené par Bégué. Seule l'intervention de Brunel, soudainement apparu dans la salle, sauve le radical. L'ennemi juré de l'UNR accuse magistralement Bégué d'avoir travaillé au gouvernement de Vichy⁷. Hué de toute part, le candidat gaulliste doit s'enfuir avec ses militants qui sont repoussés par le SO radical⁸. Cet acharnement à nuire à l'image et la personne de Camille Bégué n'empêche pas ce dernier d'humilier Jean Baylet avec 60% des voix⁹.

1 M. Laffont, ami de Camille Bégué, se plaint alors à André Morice du mauvais comportement de Lacaze et en profite pour lui signaler « la réputation d'homo sexuel notoire de ce dernier et de sa fâcheuse réputation commerciale »... ADTG 1125W4, Rapport des Renseignements Généraux n°447 443 le 17 octobre 1958.

2 Nous respectons la casse des caractères. ADTG 1125W4, Rapport des Renseignements Généraux n°509 le 8 novembre 1958.

3 ADTG 1125W4, Rapport des Renseignements Généraux n°546 le 20 novembre 1958.

4 ADTG 1125W4, Rapport des Renseignements Généraux n°563 le 28 novembre 1958.

5 ADTG 1125W4, Note de Renseignements « Diffusion de tracts communistes à Moissac » le 27 novembre 1958.

6 ADTG 1125W4, Rapport des Renseignements Généraux n°547 le 20 novembre 1958.

7 Il est vrai que Camille Bégué a été membre du gouvernement de Vichy, mais il a prouvé qu'il l'avait en réalité infiltré pour le compte du BCRA. ADTG 1125W4, Dossier – 2^e circonscription, Sous-dossier – Candidatures, Note de Renseignements sur Camille Bégué.

8 ADTG 1125W4, Rapports des Renseignements Généraux n°529 le 14 novembre 1958, « Réunion de M. BAYLET à MOISSAC » le 15 novembre 1958, et n°546 le 20 novembre 1958.

9 *Le Monde*, 2 décembre 1958.

Le Tarn va lui aussi user de la force, à un degré inférieur à celui rencontré à Toulouse en septembre. Des tracts sont distribués de tous côtés. Les gaullistes, qui forment en octobre l'Union pour la Nouvelle République (UNR), jouent beaucoup sur les résultats du référendum. Ils appellent à voter pour leur parti afin de ne pas rendre caduque les résultats du référendum¹. Le soutien invétéré au général de Gaulle et le rejet du « système » sont également mis en avant. Le candidat du 1^{er} arrondissement de Haute-Garonne, René Cathala, joue dans la presse sur le décès de son frère. Ses professions de foi sont plus sobres et reprennent le slogan de « fidélité à la France et au général de Gaulle » contre « le régime des partis », un zeste d'anticommunisme pour clôturer le tout.

Électeurs, Électrices,
Avec la Convention Républicaine, imprégnée de l'esprit du 13 Mai, vous avez dit « OUI » au Référendum. Par votre « oui », vous vous êtes engagés solennellement à donner au Général de Gaulle, le témoignage éclatant de votre volonté de voir la Nation gouvernée avec la sérénité qui convient à un Pays qui a retrouvé les chemins de la grandeur.
Par votre « oui », vous avez mis fin au Système, dont les contradictions, l'immobilisme et les rivalités partisans, amenaient progressivement la Nation à la ruine et à la décadence.
Le contrat que vous avez souscrit, exige que votre nouveau vote soit dirigé à la fois contre les partis et les hommes des partis. [...]
Mais on ne fait pas du neuf avec des pièces usagées...
C'est pourquoi je sollicite vos suffrages, conscient de cette immense espérance qui s'est affirmée le 28 septembre.
D'aucuns n'ayant pu trouver mieux, vous disent que l'ampleur de la tâche exige une expérience politique que seule, une longue pratique du pouvoir, est capable de donner. Nous en avons vu les résultats !
Cette expérience, je suis fier de ne pas l'avoir, car nous savons, vous et moi, toutes les humiliations qu'ont fait subir à la France les professionnels de la politique.
Demain, si nous devons subir à nouveau leurs méfaits, nous serions livrés sans défense au Communisme International.²

Ce type de discours est exactement le même chez les autres candidats gaullistes de la région, Pierre Delnondedieu jouant un peu plus sur l'Algérie française que ses homologues. Le 2 décembre, Jacques Maziol et René Cathala sont élus. Ce dernier emporte une victoire écrasante sur ses adversaires³.

Dans le Tarn, la distribution de tracts est loin d'être la seule manœuvre. La publication d'un journal et la tenue de meetings sont également exploités. Dans ses articles, André Vidal joue sur les accusations de fascisme que lui portent les communistes. Il titre l'un de ses articles « attendez-vous de De Gaulle qu'il vous fabrique une République sans électeurs ? », avec pour sous titre « vous n'avez pas élu de Gaulle dictateur »⁴. Ainsi, l'auteur appelle à voter tout en répondant à ses détracteurs avec ironie. Dans ce numéro, il intitule un autre article « informer et se battre... », où le nouvel état d'esprit combatif des gaullistes tarnais est flagrant. D'ailleurs, Vidal tient durant la campagne électorale un grand nombre de meetings, à un rythme de 13/14 réunions publiques par

1 Voir Annexe – Document 15, p. 308. ADHG 1J 1143, Tract UNR octobre-novembre 1958.

2 C'est René Cathala qui surligne en gras. ADHG 1J 1143, Profession de foi de René Cathala pour les élections législatives du 23 novembre 1958.

3 *Le Monde*, 2 décembre 1958.

4 *La Nouvelle République du Tarn*, 21 novembre 1958.

semaine¹, et l'anticommunisme est l'une de ses clefs de voûtes. Toutefois, et c'est une autre subtilité de ce « parachuté », il peut manifester du respect pour l'adversaire selon le public. Lors d'une conférence donnée dans la Halle aux Grains de Castres qui réunit 800 spectateurs, l'orateur a l'intelligence d'adapter son discours à un auditoire composé majoritairement d'ouvriers. Il déclare qu'il « a une certaine admiration pour le P.C.F. qui lui au moins à une doctrine », tout en précisant que celle-ci est erronée et ne pourra s'imposer en France qu'avec une guerre mondiale². Ce discours dual a le mérite de perturber les contradicteurs et de plaire aux auditeurs. Son hommage à l'homme fort du 2^{ème} arrondissement, Reille-Soult, plaît également. C'est donc un fin stratège politique qui profite de chaque avantage qui lui est offert pour agir. Un rapport non daté du préfet du Tarn souligne indirectement l'habileté du candidat UNR en ces mots :

Le candidat communiste en 1958 en raison de son manque de personnalité ne pouvait que rallier les suffrages des militants convaincus. N'ayant aucune envergure, il ne pouvait prétendre bénéficier des voix des hésitants ou des sympathisants. Ensuite, beaucoup de nouveaux inscrits sur les listes électorales étaient des jeunes qui, choqués par la propagande communiste, ont voté de préférence pour les partis de droite et vraisemblablement pour le candidat de l'U.N.R.

Enfin, l'attrait des nouvelles mesures développées par M. André Vidal, candidat U.N.R., a rallié les voix des personnes qui, sans conviction politique, votaient cependant communiste, et qui en votant U.N.R., n'ont sans doute pas apporté leurs voix au Parti Communiste, mais ont également évité d'en faire bénéficier les candidats des partis politiques traditionnels.³

Les confrontations sont rares dans le département et se concentrent toutes autour du candidat Vidal – Delrieu semble avoir une activité très faible dans le 3^{ème} arrondissement. Le candidat du 2^{ème} arrondissement porte plainte contre le maire de Gijounet pour avoir lacéré ou fait lacérer des affiches UNR pourtant régularisées afin de soutenir les « marxistes »⁴. Un dossier spécial « campagne électorale – incidents » est créé par la préfecture et contient deux affaires impliquant les gaullistes. L'une est un procès gagné par Vidal. Le candidat indépendant Alquier l'accuse de « propagande électorale abusive » : le gaulliste aurait diffamé à son sujet⁵. L'autre est un procès contre Noé Gary. Ce dernier est le fameux maire de Gijounet qui aurait lacéré des affiches. Il conteste ces accusations et a porté plainte le 19 novembre 1958 contre Vidal car il fut victime d'une agression. Des militants gaullistes l'ont attaqué en le prenant visiblement pour un militant communiste. Cette confusion est née du témoignage d'une dénommée « madame Jean ». Comme les agresseurs restent inconnus et que Vidal nie toute implication dans l'incident, le maire suit les conseils du procureur de la République et retire sa plainte. Pourtant, il est indéniable selon le rapport médical qu'il a bien été blessé suite à une bagarre⁶. Des militants ont donc délibérément

1 *La Nouvelle République du Tarn*, 14 novembre 1958.

2 ADT 1106 W 85, dossier Rép. Soc.-UNR, Note d'information du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn Maurice Doublet du 22 novembre 1958.

3 ADT 1106 W 85, Rapport non daté du préfet intitulé « 2ème circonscription ».

4 ADT 1106 W 85, Note d'information du commissaire principal Étienne G. du 21 novembre 1958, et lettre du préfet du Tarn Maurice Doublet au ministre de l'intérieur du 15 décembre 1958.

5 ADT 1106 W 85, dossier Incidents, Jugement correctionnel du 11 février 1959 dans l'affaire Pierre Alquier contre André Vidal.

6 ADT 1106 W 85, dossier Incidents, Modèle de message du commandant de gendarmerie du Tarn au préfet n°250 du

attaqué un édile – bien qu'ils croyaient avoir affaire à un communiste – sur la simple dénonciation d'une aubergiste. Voyant leurs affiches lacérées, ils n'ont pas hésité à frapper à terre le pauvre homme alors qu'il est innocent (selon l'enquête)...

Cette agression marque la fin de la IV^e République : l'Assemblée Nationale est désormais composée d'élus de la V^e République. Cinq sièges sont alloués à un gaulliste, six autres sont distribués à des candidats soutenus par l'UNR. La violence a changé de territoire en seulement trois mois. Elle va d'une région momentanément « pacifiée » après le référendum à un Tarn et un Tarn-et-Garonne plus « agressifs ». Cependant, il serait exagéré de comparer les deux départements avec le reste de la région. Un fossé existe entre eux. Le Tarn et le Tarn-et-Garonne sont certes plus actifs dans leur lutte contre les communistes et le « système », mais ils sont loin d'atteindre le degré de violence physique pratiquée entre juillet et septembre 1958 dans la seule ville de Toulouse – et que dire de l'Aude et de l'Ariège au même moment ! Les tentatives de meurtres et l'assassinat de Maurice Cathala en sont le paroxysme et méritent que l'on y regarde de plus près.

C) Comprendre la violence : plusieurs angles d'approches

Comment en est-on arrivé à un tel degré de violence ? La région, qui ne connaissait plus de combats sérieux depuis plusieurs années, voit soudainement des agressions multiples et variées, des attentats (réussis ou non), des tentatives de meurtres (dont l'une réussie), etc. L'histoire ne peut répondre seule à ces questions. C'est pourquoi nous allons avoir recours aux travaux de sociologues, politologues et philosophes pour essayer de comprendre les raisons qui ont poussé ces militants à commettre un tel déferlement de violence en 1958.

Tout d'abord, il faut bien comprendre l'état d'esprit des communistes pour saisir les raisons qui les ont poussé à aller jusqu'au meurtre¹. La presse et les forces de l'ordre n'apportent pas de réponse à cette question. Le déroulement de l'assassinat nous est connu mais savoir quelles étaient les motivations des uns et des autres ne fut pas la priorité des enquêteurs. Pourtant, les raisons qui ont poussé au crime sont essentielles pour saisir les extrémités qu'étaient prêts à atteindre certains militants pour défendre leurs idéaux. Comme nous l'avions expliqué à la fin du chapitre précédent, il y a tout d'abord un effet d'héritage. Les méthodes des années Trente sont exacerbées par le souvenir de la guerre encore présent parmi des militants. Le contexte délétère dans lequel se déroule l'action – le retour du général de Gaulle après la menace d'un coup d'État militaire, la peur de l'instauration d'une dictature par le biais du référendum – a dû raviver d'anciennes habitudes issues

19 novembre 1958, lettre d'André Vidal au procureur de la République du Tarn du 20 novembre 1958, procès verbaux de la brigade de Lacaune de la gendarmerie nationale n°245 du 19 novembre, n°550 du 22 novembre, n°249 du 24 novembre, n°571 du 1^{er} décembre, n°258 du 4 décembre et n°270 du 23 décembre 1958.

1 Pour plus de détails sur l'affaire et ses conséquences, voir Annexe – Document 13, pp. 302-306.

de l'Occupation. Après tout, « le Général était redevenu aux yeux des communistes le même adversaire en qui ils voyaient comme en 1947 l'instrument du fascisme et de la réaction. Loin d'être un bouclier contre le fascisme, il leur paraissait de connivence avec les émeutiers d'Alger qu'il téléguidait afin d'établir sa dictature »¹. Louis Richon, capitaine durant la guerre et militaire de carrière qui fut contraint à la démission à cause de son appartenance au PCF, a pu avoir l'impression de revivre des événements similaires à la guerre. Il s'est rendu avec d'anciens résistants dans la forêt de Bouconne, près de Colomiers, pour y récupérer des armes (utilisées durant la Libération par les FTP) après le 13 mai². Sa voiture ayant été embouti accidentellement par la Juvaquatre³, il est possible que Louis Richon ait subi un traumatisme le poussant à tirer, comme s'il avait eu la conviction d'être attaqué par la Gestapo, la Milice ou l'armée allemande. Les témoins s'accordent à dire qu'il avait radicalement changé : il se promenait toujours avec une arme sur lui comme nombre d'anciens combattants du parti et était tendu⁴. Il en serait de même pour les passagers de la Frégate, tout comme des autres militants arrivés plus tôt dans les trois véhicules – utilisation de cocktails molotovs et d'armes à feu. L'animosité entre les deux groupes et la présence d'anciens résistants et combattants parmi les gaullistes expliquent aussi pourquoi il y a eu échange de coups de feu. Une autre raison est l'esprit de revanche qui règne parmi les communistes. En effet, la campagne référendaire voit des affrontements quasi-quotidiens entre gaullistes et communistes, surtout aux alentours de la place Anatole France. Les bagarres et poursuites sont particulièrement violentes et « les hommes de l'extrême gauche, moins nombreux que leurs adversaires, ont régulièrement le dessous »⁵. Selon François Audigier, ce sont ces chocs répétés entre SO des deux bords qui mettent les hommes de Richon sur le qui-vive. Leur volonté de laver le déshonneur subi par les défaites successives « incite certains à s'équiper de cocktails molotovs et armes à feu. Et l'honneur ne peut être sauf qu'en rendant l'humiliation subie avec les intérêts »⁶. D'où la dégradation des rapports et la tournure tragique de cette soirée.

Philippe Braud nous apporte une autre clé de lecture très intéressante : les processus d'emballement⁷. Toute naissance ou aggravation du conflit est due à un événement déclencheur qui

1 LERNER, Henri, *De Gaulle et la gauche*, L'Interdisciplinaire, 1994, p. 135.

2 Témoignage d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse.

3 Bien que la chambre d'accusation ait conclu que Richon l'avait embouti volontairement car il aurait eu le temps de voir Cathala arriver et l'éviter. Cela reste à démontrer.

4 Témoignages d'Émile Montfort, entendu le 27 janvier 2015 à son domicile toulousain, d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse, Et du témoin anonyme.

5 *La Dépêche du Midi*, 4 octobre 1958.

6 AUDIGIER, François, *Une contribution à l'histoire du gaullisme militant de la IV^{ème} et de la V^{ème} République. La violence politique et sa gestion militante. Une étude de cas : l'évolution du service d'ordre gaulliste du RPF à l'UDR (avril 1947-juin 1968). Du modèle militaire au modèle policier*, Mémoire inédit, volume 1, dossier de candidature présenté en vue de l'Habilitation à Diriger des Recherches en histoire contemporaine préparé sous la direction de Bernard Lachaise, 2013.

7 Cette analyse sert à l'origine à expliquer l'entrée en guerre de deux États ou l'éclatement d'une guerre civile. Nous la réadaptons ici aux confrontations militantes. BRAUD, Philippe, *Violences politiques*, Seuil, 2004, p. 82.

révèle des tensions déjà anciennes. La volonté de revanche des communistes comme le désir de venger un « martyr » chez les gaullistes (après le meurtre) ne sont qu'un élément parmi d'autres, au même titre que l'antifascisme des uns et l'anticommunisme des autres¹. Pour le politologue, il est indéniable que la situation ne peut dégénérer sans raisons profondes inscrites dans le temps. L'opposition entre les deux mouvances remonte à treize années de lutte, voire plus au sein de certains FFI (FTP) et FFL. Par ailleurs, plus on est accoutumé à la violence, plus on est susceptible de l'utiliser². Les circonstances sont là pour en rendre son usage plus favorable³. Or, celles-ci sont déjà présentes avec la guerre d'Algérie et les événements du 13 mai, l'ascension du général de Gaulle et les divergences entre partisans et opposants. Le choc entre les deux véhicules semble être l'événement déclencheur qui pousse les passagers, frustrés et surpris, à tirer. Mais il n'y aurait pas eu usage des armes à feu s'ils n'avaient auparavant écopé une série de défaites et la peur de voir un régime dictatorial s'instaurer. Pareillement, le rejet immense des communistes par la population toulousaine en cette fin d'année 1958 est dû aux circonstances du moment et au sentiment de trahison que le meurtre d'un jeune étudiant de 23 ans a révélé.

Les travaux de Michel Maffesoli vont dans le sens de Braud et complètent ses analyses. Pour le sociologue, « rien n'échappe à l'ambiance d'une époque, pas même ce ou ceux qui croient en être totalement indépendants »⁴. Le contexte particulièrement tendu contribue au passage à l'acte. Mais plus encore que la situation, ce sont les ressentiments et la haine qui poussent les militants à s'entre-déchirer :

Nous avons le point de départ de ce labyrinthe : contrainte, hostilité, animosité, litanie que l'on pourrait poursuivre à l'envi, et que l'on peut résumer par l'expression de violence fondatrice. Toute agrégation sociale, il est bon de le rappeler, commence avec elle. L'autre en lui-même est violence. L'autre me nie, et je dois m'accommoder de cette négation, composer avec elle. [...] Or le conflit est, la plupart du temps, rien moins que rationnel, mais bien plutôt entièrement traversé par l'affect. Ce qui est singulièrement nié ou dénié par la plupart des observateurs sociaux. Dénégation d'autant plus curieuse que l'on sait comment la production d'idées est, le plus souvent, engendrée par la polémique, et qu'en particulier la pensée politique a tendance à se définir pro ou contra ; ce qui a pu faire dire qu'elle se structurait par "sympathie" (ou antipathie), non par logique.⁵

Les communistes ressentent une immense frustration face aux nombreuses défaites qu'ils subissent. Humiliés, ils cherchent réparation par un étalage de violence. C'est pourquoi la philosophe Hélène Frappat estime que « la sphère des sentiments » joue un rôle crucial dans le passage à l'acte⁶. L'effet de groupe est également très important. Les sociologues et philosophes sont nombreux à le souligner : Frappat, Maffesoli, Reemtsma, Simmel, Sofsky, Wieworka, etc. Pour ces chercheurs, « le

1 *Ibidem*, p. 161 et 169.

2 *Ibidem*, p. 131.

3 *Ibidem*, p. 149.

4 MAFFESOLI, Michel, *La transfiguration du politique*, La Table Ronde, 3^e édition, 2002, p. 139.

5 *Ibidem*, pp. 31-32.

6 *La violence*, Textes choisis et présentés par Hélène Frappat, Flammarion, Coll. « Corpus », Paris, 2000, p. 20.

désir du collectif » des militants les poussent à « éprouver avec d'autres des émotions fortes »¹. Cette action commune galvanise les hommes qui commettent alors plus facilement des actes illicites. Wolfgang Sofsky le démontre également dans son *traité de la violence*. Les hommes se sentent moins coupables lorsqu'ils agissent en groupes. Ils peuvent se convaincre que leurs actes sont moins répréhensibles ou « immoraux » parce qu'ils savent qu'ils ne sont pas les seuls à agir². Georges Simmel résume très bien cet « effet de groupe » dans sa *sociologie et épistémologie* :

L'individu se sent entraîné par "l'ambiance" frémissante de la masse comme par une force qui lui est extérieure, indifférente à son être et à sa volonté individuels. Alors que pourtant cette masse est constituée exclusivement de tels individus.³

Un autre élément que Michel Maffesoli met en avant est l'expression de la faiblesse d'une personne ou d'un groupe de personnes par la violence. En effet, le sociologue estime que la « manifestation de l'affirmation de soi »⁴ peut se faire par la violence. Elle « [r]envoie à une attitude affirmative »⁵ ceux qui en usent. Les communistes sont très affaiblis après les événements de mai 1958. Ils peinent de plus en plus à faire entendre leur opposition au gouvernement de Gaulle et trouvent dans la violence physique et symbolique un moyen d'expression « efficace ». Les gaullistes aussi sont en position de faiblesse. Certes, le gouvernement est désormais de leur côté, mais ils sont encore mal implantés dans la région. Soutenus indirectement par la population (qui soutien de Gaulle), les partisans du Général n'en restent pas moins une force minoritaire dans un fief radical et socialiste. Eux aussi ont donc intérêt à faire preuve d'une certaine hardiesse pour persuader au plus vite les midi-pyrénéens à voter « oui » au référendum.

Pour combler cette faiblesse, les armes peuvent offrir une capacité d'action exceptionnelle aux militants des deux bords. Hélène Frappat nous explique que ces « outils » permettent de « multiplier [leur] puissance. Ces armes ne sont pas seulement des objets matériels : leur diversité révèle plutôt l'amplitude de l'exercice de la violence, et sa complexité. L'arme est d'abord [un] moyen pour une fin : agresser, se défendre, menacer, tenir en respect. Qu'elle soit offensive ou défensive, elle nécessite un savoir-faire, mais aussi une intelligence tactique, de la ruse »⁶. Ainsi, l'arme est multifonctionnelle. Bien qu'elle puisse servir à cela, elle ne représente pas qu'un moyen de blesser. En effet, le militant n'en porte pas obligatoirement pour s'en servir (attaque ou défense). Il peut chercher à étaler sa force et dissuader son adversaire de l'affronter. Aux yeux de Sofsky, « elle est tout à la fois violence matérialisée et violence symbolique. Elle est démonstration de

1 MAFFESOLI, Michel, *Essais sur la violence. Banale et fondatrice*, CNRS Éditions, Paris, 2009, p. 110 ; MAFFESOLI, Michel, *La transfiguration du politique* [Op. Cit.], p. 156.

2 SOFSKY, Wolfgang, *Traité de la violence*, Gallimard, Coll. « Tel », 1998, 227 p.

3 SIMMEL, Georges, *Sociologie et épistémologie*, Presses Universitaires de France, Paris, 1981, p. 116.

4 MAFFESOLI, Michel, *Essais sur la violence* [Op. Cit.], p. 19.

5 *Ibidem*, p. 23.

6 *La violence*, Textes choisis et présentés par Hélène Frappat, Flammarion, Coll. « Corpus », Paris, 2000, p. 218.

puissance et de force. Elle encourage son possesseur et intimide l'adversaire »¹. Utiliser des armes rend donc les militants plus agressifs. Mais comme le souligne Sofsky, ce qui compte surtout pour eux, c'est qu'elles puissent les rendre plus menaçants face à leurs adversaires. Kafka illustre bien cette idée avec un certain mépris :

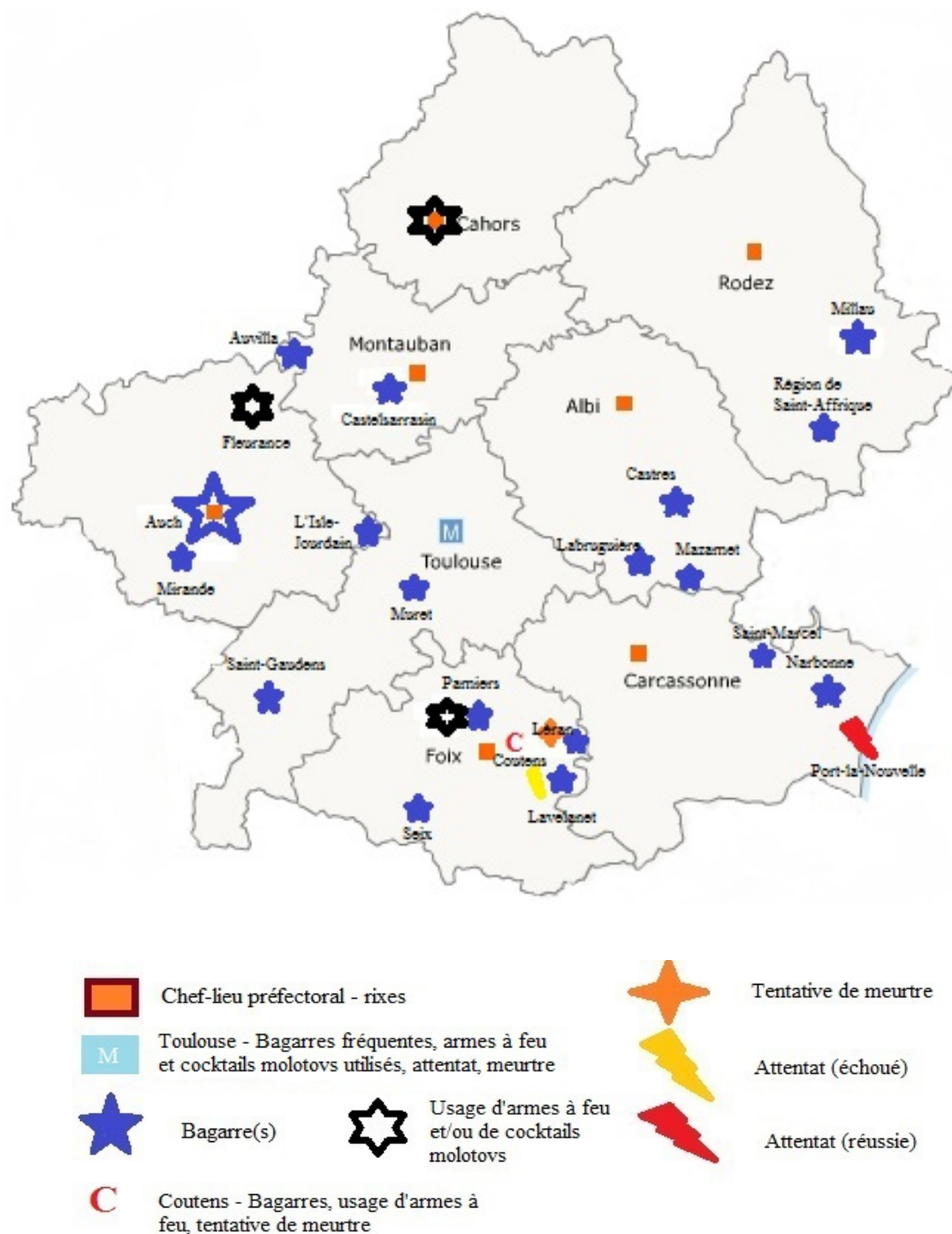
L'agressivité n'est que de la poudre aux yeux, c'est une manœuvre, qui n'est habituellement destinée qu'à camoufler aux yeux du monde et à ses propres yeux, la faiblesse de celui qui y a recours. On ne fait réellement preuve d'énergie et de constance qu'en subissant. Seul le faible perd patience et devient grossier².

L'intimidation ne fonctionne pas toujours. Entre juin et septembre 1958, les gaullistes et les communistes usent des mêmes artifices pour impressionner l'autre. L'emploi des mêmes méthodes peut dissuader les militants à agir, tout comme il peut au contraire les « exciter » un peu plus. Lorsque cela arrive, des militants sont capables d'échanger des coups de feu « pour se défendre », de tenter d'intimider voire d'essayer de tuer leurs adversaires et passer au meurtre.

Nous avons beaucoup parlé du meurtre de Maurice Cathala, mais la région est marquée durant la campagne référendaire par une violence encore inégalée jusqu'ici. Les agressions sont parfois ponctuées de tentatives de meurtres par armes blanches, à feu ou par explosifs. Il suffit d'observer la carte 5 pour le constater.

1 SOFSKY, Wolfgang, *Traité de la violence* [...], p. 29.

2 Citation de Kafka faite par Michel Maffesoli dans *Essais sur la violence* [*Op. Cit.*], p. 187.



Carte 5 : Aggressions, assassinat et tentatives de meurtres dans le Midi entre juin et septembre 1958¹

Les affrontements les plus intenses ont lieu dans les zones où les gaullistes et les communistes sont les mieux implantés. En effet, si l'on met côte à côte les cartes 2 et 5, nous pouvons constater que la plupart des chocs entre gaullistes et communistes se dessinent dans les bastions gaullistes. Des cités tenues par les communistes où se trouvent une poignée de militants gaullistes très actifs voient également des combats éclater entre les deux groupes. Solidement installés, ils ont fait de ces lieux leurs *bastions*. Concept là aussi très important pour comprendre les

¹ Dans le cas de l'agression à Lézard (Aude), nous avons ajouté le signe de « tentative de meurtre » car le gaulliste a été abandonné dans un piteux état après avoir été roué de coups jusqu'à perdre conscience. Nous ignorons s'il y a vraiment eu volonté de tuer ; aussi ajoutons-nous ce signe par précaution.

motivations de ces agressions. Considérant ces zones comme leur pré carré, ils ne tolèrent pas la présence trop voyante d'un opposant. Par exemple, Pamiers, Lérans et Saint-Marcel sont des villes votant majoritairement pour le PCF. Les activités des partisans du Général y sont très mal vues par les militants d'extrême-gauche. Inversement, les tentatives communistes de réactiver leurs cellules ouvrières à Mazamet, Labruguière, Millau et Lavelanet provoquent la colère des gaullistes qui s'y sont péniblement installés. La réaction la plus violente est à Lavelanet, mais les autres villes sont aussi témoins de violents heurts. Aucun conflit de ce type n'inclut les socialistes, les radicaux ou les démocrates-chrétiens. Leur culture politique ne les y prédispose pas. C'est pourquoi les combats dans des villes socialistes comme Muret et Saint-Gaudens ou radicales comme Cahors et Castelsarrasin ne concernent exclusivement des gaullistes et des communistes¹. L'objectif de ces affrontements est double : se faire entendre là où l'adversaire s'est retranché, et « "purifier" par une violence considérée comme légitime l'espace souillé par la présence de l'autre et permettre ainsi le retour à une géographie politique "normalisée" »². Pour parvenir à cette fin, les belligérants usent de deux types de violence : la violence (dé)localisante et la violence autotélique. Selon l'essayiste allemand Reemtsma, « la violence autotélique vise la destruction de l'intégrité du corps »³. Les attentats correspondent le mieux à cette description, puisqu'ils cherchent à détruire des bâtiments et à éliminer des individus. Cependant, l'objectif des attentats entre gaullistes et communistes n'ont pas l'intention de « tuer pour détruire ». En réalité, le but de ces actes est de chasser un « indésirable » de « son territoire ». C'est pourquoi les agressions, blessures, tentatives de meurtre et assassinats entrent dans la première catégorie : la violence (dé)localisante. Celle-ci

se situe donc nécessairement dans des contextes d'action qui visent autre chose que le corps auquel il est fait violence. [...] *Dans la violence délocalisante*, le corps est un obstacle qui doit disparaître. Comment, cela importe peu pour cette attaque contre le corps : il peut être poussé à l'écart ou tué [...]. La violence délocalisante vise à ce qu'un corps ne soit pas (plus) à un certain endroit [...]. La violence localisante est le genre de violence que nous identifions à la violence qu'on rencontre dans l'espace politique et (majoritairement) dans le domaine de la criminalité et de la lutte contre celle-ci⁴.

En reprenant cette définition, nous pouvons déterminer que la violence est clairement (dé)localisante. L'objectif des adversaires est de repousser l'autre de son bastion, et les moyens employés dépendent du contexte, des (re)sentiments et des moyens à leur disposition au moment de la confrontation. Lorsque Barthes veut faire exploser sa bombe, il ne déclare pas vouloir tuer mais « perturber » la réunion afin d'y mettre un terme. Sa méthode répond à la définition de la violence

1 Nous n'incluons pas les poujadistes, qui affrontent à plusieurs reprises les communistes dans la région durant cette période mais pas les gaullistes.

2 AUDIGIER, François, *Une contribution à l'histoire du gaullisme militant de la IV^{ème} et de la V^{ème} République. La violence politique et sa gestion militante. Une étude de cas : l'évolution du service d'ordre gaulliste du RPF à l'UDR (avril 1947-juin 1968). Du modèle militaire au modèle policier*, Mémoire inédit, volume 1, dossier de candidature présenté en vue de l'Habilitation à Diriger des Recherches en histoire contemporaine préparé sous la direction de Bernard Lachaise, 2013, p. 46.

3 REEMSTMA, Jan Philipp, *Confiance et violence. Essai sur une configuration particulière de la modernité*, Gallimard, Coll. « Essais », Paris, 2011, p. 105.

4 C'est l'auteur qui souligne. *Ibidem*, p. 97.

délocalisante, puisqu'il cherche à chasser par tous les moyens les communistes d'un site pro-gaulliste depuis 1947. Le meurtre de Maurice Cathala répond également à une violence délocalisante : il est assassiné et ses « compagnons » blessés parce qu'ils militaient à la faculté des Lettres de Toulouse, que le PCF perçoit comme sa chasse gardée. Les affrontements à Auch et Mazamet correspondent plutôt à une violence localisante. Villes radicales et socialistes, elles ont un petit noyau de militants gaullistes et communistes qui cherchent à maintenir leur position face à l'autre, voire à prendre du terrain au détriment de l'adversaire.

Cette explosion de la violence et ce renouveau militant qui marquent le territoire en 1958 trouvent donc leurs origines dans une multitude de facteurs : le contexte nationale très tendu, la montée en flèche d'un mouvement qui laissait jusque là indifférente la population locale (le gaullisme) au moment même où un parti relativement bien installé s'écroule rapidement (le communisme), etc. Les tensions qui naissent avec les événements du 13 mai 1958 s'amplifient une fois de Gaulle arrivé au pouvoir. La campagne du référendum accroît les risques de débordements. Peur, rancœurs, désir de mouvements gaullistes frustrés de se venger contre un parti qui les a tant malmenés, frustration du PCF devant une succession de déboires en certains lieux, volonté de s'affirmer en utilisant des armes toujours plus sophistiquées et dangereuses pour intimider et frapper l'adversaire en groupe, sont autant de raisons qui expliquent cette agressivité remarquable qui anime les deux blocs pendant plusieurs mois. Le fait que les « oui » au référendum l'emportent haut la main et que des scandales frappent le PCF poussent ce dernier à faire profil bas. Tant et si bien que les élections législatives ressemblent aussi bien à une fracture qu'à une continuité avec la IV^e République : sans remporter la majorité des sièges, les gaullistes connaissent un succès électoral indéniable, alors que sur le plan de la gestion du service d'ordre, des débordements ont toujours lieu. Ils n'atteignent pas l'intensité des élections de 1951 ni encore moins des mois qui viennent de s'écouler, mais dépassent amplement ceux des élections de 1956. Aussi peut-on en conclure que les élections législatives de novembre 1958 sont une continuité de la violence militante gaulliste de ces douze dernières années.

Conclusion

L'Histoire est une quête des indices que lui a laissé le passé, à l'instar d'une enquête policière. Cela fut dit plusieurs fois, mais nous ne le répéterons jamais assez : les sources et la bibliographie sur la vie locale des gaullistes ne sont pas conséquentes. Malgré nos efforts, notre sentiment d'inachèvement est grand. Notre passion pour la recherche ne nous permet pas de ressentir le résultat de ce mémoire longuement travaillé comme excellent ou réellement abouti. Tout juste sommes-nous parvenus à y exprimer nos réflexions. Nous avons conscience que ce travail peut paraître imparfait, de par la qualité de notre rédaction et les lacunes de nos recherches. Mais plutôt que d'exprimer en une longue plainte notre émoi, laissons la place à Antoine Prost qui exprima superbement notre ressenti :

La clôture de l'exposé historique sur lui-même, la fermeture du texte-plein, s'oppose à l'ouverture de la recherche, dont la référence rappelle la présence, la nécessité et la vigilance envers ses propres manques, à l'intérieur même du texte achevé. Le chercheur va de lacune en lacune, toujours insatisfait et sans cesse plus conscient de ses ignorances. Il ne peut ouvrir un dossier sans en ouvrir plusieurs autres. D'où, d'ailleurs, la difficulté de passer de la recherche à l'écriture, et l'insatisfaction de l'historien devant le livre achevé, car il sait, lui, tous les ponts qu'il a jetés sur des béances mal sondées, alors que son texte se borne au mieux à les signaler : que dirait le lecteur si, à chaque page, il trouvait un aveu d'ignorance ?¹

Malgré les difficultés rencontrées, nous avons étudié le gaullisme midi-pyrénéen à travers les différents mouvements qui l'ont composé. Son fonctionnement, ses militants, ses crises endémiques, et les affrontements symboliques comme physiques ont été étudiés sous différents angles. Mouvement se voulant au-dessus des partis, le Rassemblement du Peuple Français (RPF) s'est enlisé dans les courses électorales et la « politique politicienne » qu'il décriait tant. Larvé par des dissensions plus ou moins importantes, il finit par devenir *de facto* un parti politique comme les autres. Le Centre National des Républicains Sociaux (CNRS) ne connaît pas de meilleurs résultats que son prédécesseur et concentre même une part des ressentiments des anciens militants. Il faut attendre l'intensification des combats en Algérie et les événements du 13 mai 1958 pour que le gaullisme triomphe en France. Les différents mouvements gaullistes qui se succèdent et se croisent dans le Midi toulousain ne dérogent pas à la règle. Là aussi, le gaullisme – ou plutôt les gaullismes, au vu de la grande diversité d'interprétation de ce qu'est et de ce que doit être un « vrai » gaulliste – peine à s'implanter jusqu'au retour au pouvoir du général de Gaulle. Les gaullistes midi-pyrénéens ressemblent beaucoup à leurs « compagnons » militant dans le reste du pays. Les adhérents les plus convaincus suivent aveuglément le général de Gaulle, du lancement du RPF à celui de l'Union pour la Nouvelle République (UNR), en passant par la « traversée du désert ». Des réseaux personnels se forment durant le RPF et se maintiennent après la chute du Rassemblement. Des contacts réguliers

1 PROST, Antoine, *Douze leçons sur l'histoire* (1996), Seuil, Coll. « Points Histoire », 2004, pp. 265-266.

qui jouent un rôle crucial lors du retour du général de Gaulle au pouvoir¹. En sommeil ou pratiquant un activisme parfois proche de l'illégalité², ces réseaux se réveillent dans la région pour soutenir le « oui » à la campagne électorale.

Alain Corbin explique que les rumeurs en temps de guerre accentuent les peurs et augmentent voire amplifient les actes de violence³. Bien qu'elles n'aient pas lieu sur le sol métropolitain, les guerres d'Indochine et (surtout) d'Algérie affectent les Français. Les rumeurs les plus folles circulent en 1947-1948 puis en 1958. Les anticommunistes craignent une invasion de la France par l'URSS soutenues de l'intérieur par les « séparatistes », puis voient d'un très mauvais œil le soutien qu'apporte le PCF au FLN. Pareillement, les antigaullistes redoutent une prise du pouvoir du général de Gaulle par la force, le souvenir de la Seconde Guerre Mondiale puis la peur d'un coup d'État militaire « algérien » aidant. Des débordements ont alors lieu et manifestent des effets néfastes de ces rumeurs. La population participe elle aussi à ce processus. Craignant pour leurs enfants, leurs frères et leurs amis, les Midi-Pyrénéens propagent toutes sortes de rumeurs accusant des groupes d'individus – tels que des partis politiques – d'être responsables de miner leur moral en soutenant d'une façon ou d'une autre « l'ennemi »⁴. Ainsi, en colportant eux-mêmes ces rumeurs, les Français alimentent leurs angoisses et les tensions.

Outre les nombreuses crises frappant les mouvements gaullistes, il est difficile pour les partisans du Général de se faire entendre auprès de la population du fait de l'opposition farouche des partis déjà présents dans la région. Les affrontements symboliques sont nombreux et concernent tous les partis politiques sans exception. Mais l'adversaire privilégié reste de loin le Parti Communiste Français (PCF), avec lequel les militants n'hésitent pas à combattre physiquement. Il est vrai que les confrontations entre gaullistes et communistes ont souvent fait l'objet de luttes fantasmatiques chez certains, de gênes parmi d'autres. Le travail du chercheur est d'abord de dégager autant que possible les interdits et exagérations qui les entourent. Lorsqu'il y parvient, il peut dresser un portrait de ces affrontements physiques, écrits et verbaux afin de mieux comprendre comment ils ont pu avoir lieu (ou non). Ce que nous nous sommes efforcés de démontrer dans ce mémoire est que la population dans le Midi toulousain semble condamner la violence. Les services de police considèrent cette violence comme « banale, normale » et ne s'en inquiètent que lorsqu'elle est dirigée contre le pouvoir en place ou menace la sécurité de la population. L'usage de la force est

1 Christophe Nick en parle à de nombreuses reprises dans son ouvrage, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Librairie Arthème Fayard, 1998, 836 p.

2 POZZI, Jérôme, *Les mouvements gaullistes. Partis, associations et réseaux 1958-1976*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2011, pp. 17-51.

3 CORBIN, Alain, *Le village des « cannibales »*, Flammarion, Coll. « Champs Histoire », Paris, 2016, p. 67.

4 Rappelons-nous les très nombreuses rumeurs de sabotages et de « tentatives de subversion communistes » qui circulent dans les années 1947-1948, et les peurs qu'engendrent la guerre d'Algérie.

fréquemment utilisée par les gaullistes et les communistes en période électorale, la violence symbolique étant privilégiée le reste du temps. Une certaine accalmie s'installe entre les années 1953 et 1957. La raison en est aussi bien nationale qu'internationale : les Français craignent moins le communisme depuis la mort de Staline et la mise en sommeil progressive du RPF depuis les élections législatives et municipales de 1951 et 1953. Seuls les événements d'Algérie ont apporté aux affrontements gaullistes-communistes un nouveau souffle.

La permanence de l'usage de la force par les gaullistes et les communistes, au moment même où les autres forces politiques ne s'attachent que rarement les services d'un SO et répugnent à s'en servir, s'explique par un effet d'héritage et de génération. Les militants ont maintenu des pratiques typiques des années 1930 et reproduisent les affrontements qui opposaient le PCF aux ligues. L'action dans la Résistance ou les FFL a servi de tremplin pour la période suivant la guerre, la IV^e République. La présence en grande majorité d'anciens combattants et résistants dans les deux mouvements, mêlée à une certaine paranoïa directement issue de la Seconde Guerre Mondiale et au recrutement d'anciens membres de partis d'extrême-droite dans le cas du RPF, explique l'animosité que se vouent les différents belligérants. Cette violence, quelque soit la forme qu'elle revêt, persiste à la fin de la République à cause de la guerre d'Algérie. Les événements qui suivent la proclamation de la V^e République ne voient qu'un très lent adoucissement des mœurs, l'Organisation Armée Secrète (OAS) sévissant dans la région et Mai 1968 renouvelant la violence militante. Cette continuité explique également l'indifférence dans laquelle se trouve la population lorsqu'elle est témoin d'affrontements physiques et verbaux. Du moment qu'elle n'est pas impliquée dans ces affrontements ou choquée par leur intensité, elle ne sanctionne pas les gaullistes et leurs adversaires lors des élections. Cet usage courant de la violence au moins symbolique a eu une influence certaine sur les mentalités. Il explique comment les militants interrogés ont pu en venir à résumer ces conflits par des phrases types comme « c'est l'époque qui voulait ça », « c'était l'état d'esprit de l'époque » et « c'était comme ça ».

L'implantation du/des gaullisme(s) midi-pyrénéen(s) est également rendue plus difficile à cause d'une certaine « mentalité » qui lui est peu favorable. Pour de nombreux historiens, le Midi est profondément antigauilliste¹. Les arguments récurrents sont la domination du socialisme et du radicalisme dans la région, et l'échec électoral des mouvements gaullistes successifs. Or, notre démonstration indique que le Midi toulousain est tout sauf antigauilliste. Malgré tous nos efforts,

1 Par exemple, Philippe Foro et Éric Chiaradia ont rédigé un article en arrivant à cette conclusion. CHIARADIA, Éric, « Le Midi toulousain », dans AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, LAURENT, Sébastien (dir.), *Les gaullistes. Hommes et réseaux*, Nouveaux Mondes éditions, 2013, pp. 401-421 ; FORO, Philippe, « L'antigaullisme en Midi-Pyrénées (1947-1969) », *Arkheia*, n°7-8-9, 2002, pp. 86-93.

nous ne sommes jamais parvenus à trouver le moindre rapport des forces de l'ordre ou de militants déclarant que la population était hostile aux mouvements ou aux adhérents gaullistes¹. À aucun moment, il n'est fait mention durant un meeting que les auditeurs font preuves d'hostilité aux orateurs gaullistes ou à leurs idées – exceptés les militants de partis opposés, bien entendu. Si les meetings tenus par le PCF, la SFIO, le MRP et les radicaux ont tendance à rassembler beaucoup plus de monde, ils n'attirent généralement que des adhérents, des individus déjà acquis à leurs idées. Tout le défi des gaullistes, qu'ils vont relever haut la main, est d'attirer avec un faible noyau militant un nombre non négligeable de « curieux ». Et si nous comparons le nombre de « curieux » venus écouter des orateurs socialistes et radicaux avec ceux venus écouter les orateurs gaullistes, nous constatons que ces derniers sont plus nombreux que les premiers. De plus, les « curieux », ceux qui viennent écouter pour découvrir, n'ont pas manifesté la moindre animosité à l'égard des hommes du Général. Il font preuve le plus souvent d'indifférence, parfois de réelle sympathie.

De ce fait, déclarer que la région est antigauilliste parce que le gauillisme électoral est assez faible en dehors de 1951 et 1958, peut paraître exagéré. Les contemporains qui analysent la situation sont formels : ce qui pose problème pour les gaullistes, c'est leur nouveauté. Il leur faut beaucoup de temps, d'argent et de charisme pour être accepté non pas comme des sortes d'intrus, mais comme un mouvement à part entière. Ce n'est pas pour rien que les Renseignements Généraux (RG) du Lot écrivent que les habitants sont « hostiles aux nouveaux partis » et préfèrent voter pour ceux qu'ils connaissent bien². Ce n'est pas non plus pour rien si les RG audois constatent en juin 1947 que les départements du Midi sont moins prospectés que les autres par le RPF³. La direction nationale semble déjà défaitiste. Considérant la région comme « hostile », elle ne donne pas aux militants locaux les moyens de se faire une place dans un territoire déjà fermement tenu par les socialistes et les radicaux et ardemment disputé par une multitude de partis (PCF, MRP, Républicains Indépendants, Indépendants et Paysans, etc.). Ce comportement, mêlé à un certain mépris (teinté d'amertume) qu'éprouvent les responsables locaux pour les midi-pyrénéens, explique également en partie pourquoi le RPF et le CNRS ont échoué dans le Midi toulousain. L'histoire nous le prouve lorsque l'on observe les décennies suivantes. Les gaullistes parviennent peu à peu à se faire connaître et apprécier dans certains lieux. Les circonscriptions de Castres, Figeac et Millau ainsi que la 1^{ière} circonscription de Haute-Garonne sont devenus de solides bastions gaullistes⁴. À de multiples reprises, des circonscriptions sont prises puis perdues au grès du temps. C'est le cas de la

1 L'unique rapport découvert est celui des Renseignements Généraux audois du 10 juin 1948 qui déclarent que le RPF a obtenu d'assez bons scores vu qu'il prospecte dans « un Languedoc réfractaire ».

2 ADL 1209W33, Rapport des Renseignements Généraux n°257 le 27 novembre 1958, p. 2.

3 ADAD 45W4, Rapport des Renseignements Généraux n°767 le 25 juin 1947.

4 CHIARADIA, Éric, « Les députés gaullistes de Midi-Pyrénées (1958-1978) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2009/3, n°HS 5, pp. 67-84.

circonscription de Castres, qui tombe à trois reprises aux mains de la droite (1 UDF, 2 RPF) ; la 1^{ière} circonscription de Tarn-et-Garonne, à plusieurs reprises conquise par les gaullistes ; la 3^{ème} circonscription de Haute-Garonne. Là où les gaullistes ne réussissent pas à s'emparer de sièges, ils parviennent malgré tout à représenter la principale force d'opposition dans le fief du socialisme-radicalisme. Finalement, l'échec gaulliste ne peut être imputé qu'aux gaullistes et à leurs opposants :

Ce n'est pas le manque de candidats mais plutôt l'absence de dynamique favorable au gaullisme qui est en cause. L'ancienneté des élus locaux (maires, conseillers généraux et municipaux), la présence radicale et socialiste qui capte le vote communiste [...], le mince héritage du Rassemblement du Peuple Français, le « parachutage » d'éléments socialement différents, le « parisianisme » proche du pouvoir [...], la difficile mise en valeur des origines locales, les arrangements qui ménagent les centristes, la situation excentrée de quatre départements (Aveyron, Lot, Hautes-Pyrénées et Tarn) en marge de l'axe majeur de circulation, la Garonne, la présence d'un quotidien régional défavorable au pouvoir, expliquent l'insuccès¹.

Malgré ces difficultés, les mouvements gaullistes ont rapidement incarné la force d'opposition la plus fiable au socialisme midi-pyrénéen. Ce résultat est survenu bien trop vite pour que nous puissions l'imputer à un changement de culture politique ou générationnel conséquent. Finalement, il ne s'agit que de la concrétisation de ce que les contemporains prévoyaient : il faut du temps pour être accepté dans la région. Le Midi toulousain n'est donc pas antigauilliste² mais bien plutôt *agailliste*. Loin d'être hostile, la population locale est surtout indifférente aux mouvements se revendiquant du général de Gaulle durant la IV^e République. Elle met beaucoup de temps à accepter le gaullisme, sans l'avoir jamais rejeté.

1 *Ibidem*, p. 69.

2 L'antigaillisme est l'« hostilité au général de Gaulle, de sa politique » (Larousse). La population midi-pyrénéenne n'ayant manifestée la moindre hostilité contre de Gaulle et ses projets, nous pouvons en conclure que la région n'est pas antigailliste.

Annexes

Document 1 : Gouvernements de la IV^e République (22 janvier 1947 - 8 janvier 1959)¹

Chef du gouvernement	Dates d'exercice du gouvernement	Durée d'exercice du gouvernement
Paul Ramadier	Du 22-01-1947 au 19-11-1947	10 mois
Robert Schuman	Du 24-11-1947 au 19-07-1948	8 mois
André Marie	Du 26-07-1948 au 28-08-1948	1 mois
Robert Schuman	Du 05-09-1948 au 07-09-1948	2 jours
Henri Queuille	Du 11-09-1948 au 06-10-1949	13 mois
Georges Bidault	Du 29-10-1949 au 24-06-1950	8 mois
<i>Henri Queuille</i>	-	-
<i>Georges Bidault</i>	-	-
Henri Queuille	Du 02-07-1950 au 04-07-1950	2 jours
<i>Guy Mollet</i>	-	-
René Pleven	Du 12-07-1950 au 28-02-1951	7 mois et demi
<i>Georges Bidault</i>	-	-
<i>Henri Queuille</i>	-	-
<i>Guy Mollet</i>	-	-
Henri Queuille	Du 10-03-1951 au 10-07-1951	4 mois
<i>Maurice Petsche</i>	-	-
<i>René Mayer</i>	-	-
René Pleven	Du 10-08-1951 au 07-01-1952	5 mois
Edgar Faure	Du 20-01-1952 au 29-02-1952	1 mois
<i>Paul Reynaud</i>	-	-
Antoine Pinay	Du 08-03-1952 au 23-12-1952	9 mois et demi
<i>Georges Bidault</i>	-	-
René Mayer	Du 08-01-1952 au 21-05-1953	4 mois et demi
<i>Paul Reynaud</i>	-	-
<i>Pierre Mendès France</i>	-	-
<i>Georges Bidault</i>	-	-
<i>André Marie</i>	-	-
Joseph Laniel	Du 28-06-1953 au 12-06-1954	11 mois et demi
Pierre Mendès France	Du 19-06-1954 au 05-02-1955	7 mois et demi
<i>Antoine Pinay</i>	-	-
<i>Pierre Pflimlin</i>	-	-
<i>Christian Pineau</i>	-	-

1 CAUCHY, Pascal, *La IV^e République*, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 2004, pp. 123-124.

Edgar Faure	Du 23-02-1955 au 23-01-1956	11 mois
Guy Mollet	Du 31-01-1956 au 21-05-1957	16 mois
<i>Pierre Pflimlin</i>	-	-
Maurice Bourgès-Maunoury	Du 13-06-1957 au 30-09-1957	3 mois et demi
<i>Guy Mollet</i>	-	-
<i>René Pleven</i>	-	-
<i>Antoine Pinay</i>	-	-
<i>Guy Mollet</i>	-	-
Félix Gaillard	Du 05-11-1957 au 15-04-1958	5 mois
<i>Georges Bidault</i>	-	-
<i>René Pleven</i>	-	-
Pierre Pflimlin	Du 12-05-1958 au 28-05-1958	16 jours
Charles de Gaulle	Du 01-06-1958 au 08-01-1959	7 mois

N.B. : Les noms en italique figurant dans le tableau sont ceux des présidents du conseil n'ayant pu obtenir le vote de confiance de l'Assemblée Nationale

Document 2 : Liste des préfets et IGAME du Midi toulousain (1947-1958)

Préfets de l'Ariège

FEYFANT : 1^{er} avril 1946-1^{er} septembre 1947
DAUZET : 1^{er} septembre 1947-21 septembre 1956
COIFFARD : 21 septembre 1956-1^{er} septembre 1958
JOSEPH : 1^{er} septembre 1958-16 février 1963

Préfets de l'Aveyron

PEPIN : 1^{er} février 1945
ROGUES, André : 1^{er} juillet 1947-20 août 1950
DESHAYES : 20 août 1950-1^{er} mai 1951
DUPUCH, Charles : 1^{er} mai 1951-28 janvier 1953
BONNAFOUS, Maurice : 28 janvier 1953-décembre 1956
AUBERT, Pierre : décembre 1956-17 août 1958
BONHOMME, Albert : 17 août 1958-14 septembre 1960

Préfets du Gers

LORTHOLARY : 15 mars 1946-1^{er} juin 1950
COUSIN : 1^{er} juin 1950-16 octobre 1951
DEUGNIER : 16 octobre 1951-21 janvier 1953
DELABALLE : 21 janvier 1953-31 décembre 1956
BARBIER : 1^{er} janvier 1957-6 novembre 1957
DUPUY, André : 6 novembre 1957-1^{er} décembre 1959

Préfets du Tarn

CORNU, Edmond : 4 janvier 1946-1^{er} octobre 1948
MOULINS, Max : 1^{er} octobre 1948-13 décembre 1950
ROULIES, Jean-Charles : 13 décembre 1950-10 juillet 1954
CARCASSES, Lucien : 10 juillet 1954-28 février 1958
DOUBLET, Maurice : 28 février 1958-31 juillet 1959

IGAMEs de la 5^e région

PELLETIER, Émile : 11 avril 1948-23 septembre 1955
PERILLIER, Louis : 23 septembre 1955-21 août 1958
MORIN, Jean : 21 août 1958-16 décembre 1960

Préfets de l'Aude¹

BARET, Serge : 16 mai 1946-7 décembre 1947
PICARD, Louis Maurice : 7 décembre 1947-1^{er} mars 1953
ABEILLE, Jean-Pierre : 1^{er} mars 1953-21 août 1956
BLANCHARD, Célestin : 21 août 1956-11 mars 1958
CROS, Vitalis Jules : 11 mars 1958-16 février 1959

Préfets de la Haute-Garonne

BAYLOT, Jean : 21 janvier 1946-26 juin 1947
PELLETIER, Émile : 26 juin 1947-23 septembre 1955
PERILLIER, Louis : 23 septembre 1955-21 août 1958
MORIN, Jean : 21 août 1958-16 décembre 1960

Préfets du Lot

STIRN, Alexandre : 4 janvier 1946-23 décembre 1947
JUSTIN, Maurice : 23 décembre 1947-7 décembre 1951
LAHILLONNE, Georges : 7 décembre 1951-
19 novembre 1953
LAPEYRIE, Gabriel : 19 novembre 1953-10 juillet 1954
BROTTE, Georges : 10 juillet 1954-27 septembre 1957
MASSOL, Claude : 27 septembre 1957-15 octobre 1958
GAIGNEROT, Frantz : 15 octobre 1958-8 novembre 1963

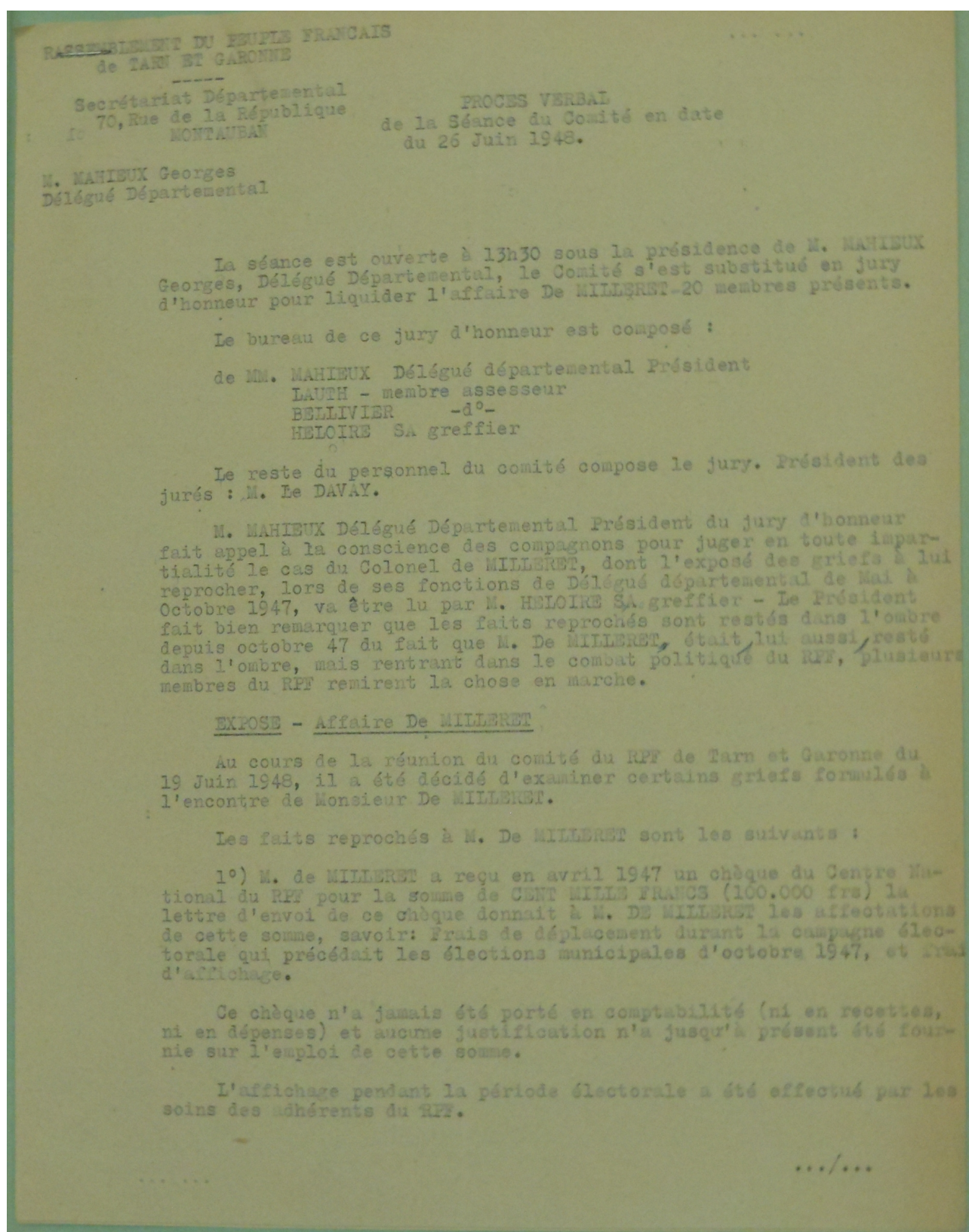
Préfets du Tarn-et-Garonne²

MAISONNEUVE, Pierre : 1946
GHISOLFI, Jean : 1947-1950
JACQUET, Raymond : 1952
DEJEAN, Pierre : 1955
PATO, Bernard : 1958

1 Dans le cas présent, nous avons pris les dates extrêmes d'installation des préfets. Elles sont indiquées dans Préfecture de l'Aude, *Deux siècles d'histoire préfectorale dans l'Aude, 1800-2000*, Association pour la promotion des archives en Languedoc-Roussillon, Carcassonne, 2000, pp. 185-186 (210 p.).

2 Nous ne possédons pas de plus amples informations sur les préfets de Tarn-et-Garonne. Les noms et dates nous ont été communiqués par mail par Marie-Christine Gonzati, archiviste aux Archives Départementales de Tarn-et-Garonne.

Document 3 : Procès-verbal du jugement de Jean de Milleret par le RPF¹



1 FCDG RPF585, « Procès Verbal de la Séance [extraordinaire] du Comité en date du 26 juin 1948 » dressé par Georges Mahieux le 26 juillet 1948 et signé par Georges Mahieux, Fernand Lacaze, Arnaud de Bellerive et le greffier Heloïre.

.../...

3°) Après les élections municipales d'octobre 1947 il fut question au sein d'un parti politique de demander l'annulation de ces élections. Les dirigeants de ce parti s'y sont opposés et ont déclaré:

"s'il y avait de nouvelles élections le RFF présenterait une liste chose que nous avons eu du mal à éviter et qui nous a déjà coûté assez cher". A côté de cette déclaration il convient de noter que l'attitude de M. De MILLERET a été suspecte à l'époque; en effet, la campagne électorale n'a fait l'objet d'aucune préparation malgré les demandes pressantes des membres du comité. D'autre part, certains membres du RFF ont été laissés dans l'ignorance totale de la position qui serait adoptée par le Mouvement à Montauban. Deux candidats seulement ont été désignés sans même avoir été consultés au préalable. (Grisolles et Négrepelisse seulement ont eu des listes RFF et Montpezat une alliance avec les R.S.)

Y a-t-il eu de la part de M. De MILLERET carence, incapacité ou trahison ?

Tous ces faits ont été tenus dans l'ombre pendant un certain temps. On a dit à la réunion du 19 Juin qu'il existait un abcès au sein du RFF et que cet abcès devait être vidé. Il s'agit d'élucider un cas dont on a trop souvent parlé sans le connaître. Le comité départemental s'est constitué en jury d'honneur pour examiner en toute impartialité si les soupçons qui pèsent sur M. De MILLERET sont fondés ou non. Dès que toute la lumière aura été faite le jury d'honneur pourra prendre, en connaissance de cause, la décision qui s'impose.

Une situation claire s'impose à la suite des doutes qui ont été émis et des réclamations qui ont été formulées par des membres du RFF et notamment de la lettre de M. LACAZE dont le comité a reçu lecture le 19 Juin.

Cette lettre doit être considérée comme une véritable plainte que le comité a le devoir d'instruire.

Le Délégué départemental du RFF étant régulièrement habilité pour arbitrer tous litiges pouvant survenir au sein de sa délégation entre membres du RFF les débats sont organisés ainsi qu'il suit :

ORGANISATION DES DEBATS

Les débats sont dirigés par M. le Délégué départemental assisté de deux assesseurs et d'un greffier.

Tous les membres du RFF convoqués prendront la parole à tour de rôle, soit sur leur demande soit à la demande d'un des membres présents

Nul ne pourra prendre la parole s'il n'y est expressément autorisé par M. le Délégué Départemental.

Toutes les déclarations seront consignées par écrit. Ce résumé des débats servira à l'établissement du procès verbal qui sera dressé par le Président et ses assesseurs.

Les intéressés et toutes les personnes qui désireront prendre la

.../...

.../...

parole seront entendus dans l'ordre suivant:

- 1°) M. LACAZE qui précisera les faits exposés dans sa lettre
- 2°) M. De BELLERIVE Armand, ex-secrétaire adjoint qui précisera sa prise de consigne des affaires administratives (adhésion en particulier)
- 3°) M. De MILLERET qui répondra à cet exposé.
- 4°) Les témoins dont les précisions sont susceptibles d'éclairer le Jury.
- 5°) A la fin de chacune des déclarations qui seront faites tout membre du comité pourra poser des questions. Ces questions devront uniquement se rapporter à l'objet du débat.
Toute personne prenant la parole devra s'adresser à M. le Délégué départemental, Président des débats.
- 6°) M. LACAZE pourra, s'il le juge utile, répondre aux déclarations qui auront été faites par M. De MILLERET.
- 7°) M. De MILLERET pourra s'il le juge utile, faire une déclaration complémentaire, en réponse aux arguments qui auront été développés à la suite de ses premières déclarations.

DELIBERATION DU JURY

A la suite des diverses déclarations qui auront été faites M. LACAZE et M. DE MILLERET se retireront ainsi que les témoins qui ne font pas partie du Comité départemental afin de permettre au jury de délibérer en toute indépendance.

Les membres du Comité constitué en jury s'interdisent toute interruption de séance avant que le résultat du vote soit acquis.

Il pourra être donné lecture des déclarations et communication des pièces, si un membre du Comité en fait la demande.

Le vote aura lieu sur le champ au scrutin secret.

Le jury devra répondre par oui ou par non aux questions qui seront posées qui pourront être modifiées suivant les circonstances.

Le président donne la parole, aux accusateurs.

MM De BELLERIVE Arnaud ex-Secrétaire administratif
LACAZE Fernand - membre du RPF

qui mettent à jour les faits énoncés ci-dessus, ensuite la parole est donnée à M. de MILLERET, qui répond mollement aux accusations. Il ne peut justifier son escroquerie et essaie par des moyens détournés de sortir des questions posées.

Le Président rappelle à l'ordre M. de MILLERET, et pose la question suivante :

"M. de MILLERET qu'avez-vous fait du chèque de 100.000 frs et pourquoi le trésorier n'en a pas été au courant".

M. de MILLERET n'a pu répondre à cette question et n'a pu donner aucune justification.

.../...

.../...
M. MAHIEUX a donné ensuite des renseignements complémentaires sur le passage de caisse lors de sa prise de fonction de Délégué Départemental en présence de M. GUICHARD en faisant ressortir que c'est ce dernier qui a couvert M. de MILLERET pour ne pas salir le RPF, mais que M. de MILLERET rentrant sur la scène politique il n'y avait plus aucune raison de taire cette faute.

Le Président demande à M. de MILLERET s'il a encore des questions à poser sur sa réponse négative, ce dernier est invité à se retirer ainsi que les témoins, afin que le jury délibère en toute indépendance.

Ensuite on passe au vote au bulletin secret :

1ère question: M. de MILLERET a-t-il volontairement et sciemment, détourné de sa destination un chèque de 100.000 frs émanant du centre national du RPF ? Réponse : 9 oui-8 non- 1 blanc.

2ème question: Lors des élections municipales d'octobre 1947, est-il intervenu entre M. De MILLERET et certains dirigeants de parti politique des collisions préjudiciables au RPF

Réponse 9 oui- 7 non- 2 blancs

3° question : D'autres détournements, en dehors du fait visé à la 1ère question, peuvent-ils être imputés à M. De MILLERET

Réponse 9 oui-8 non-1 blanc

4° question : M. de MILLERET reste-t-il digne de présider le comité départemental du RPF

Réponse 14 non.4 Oui

5° question : M. de MILLERET peut-il rester membre du Comité ?

Réponse : 10 non-7 oui-1 blanc

En conséquence du vote obtenu :

M. de MILLERET est rayé de la Présidence et de membre du Comité

D'autre part du fait, qu'il est admis que M. de MILLERET a détourné une somme d'argent au préjudice du RPF, il est rayé du RPF.

Le Secrétaire adjoint est chargé de faire exécuter ces décisions.

La séance est levée à 15h30

Les assesseurs
Signé: LAUTH
BELLIVIER

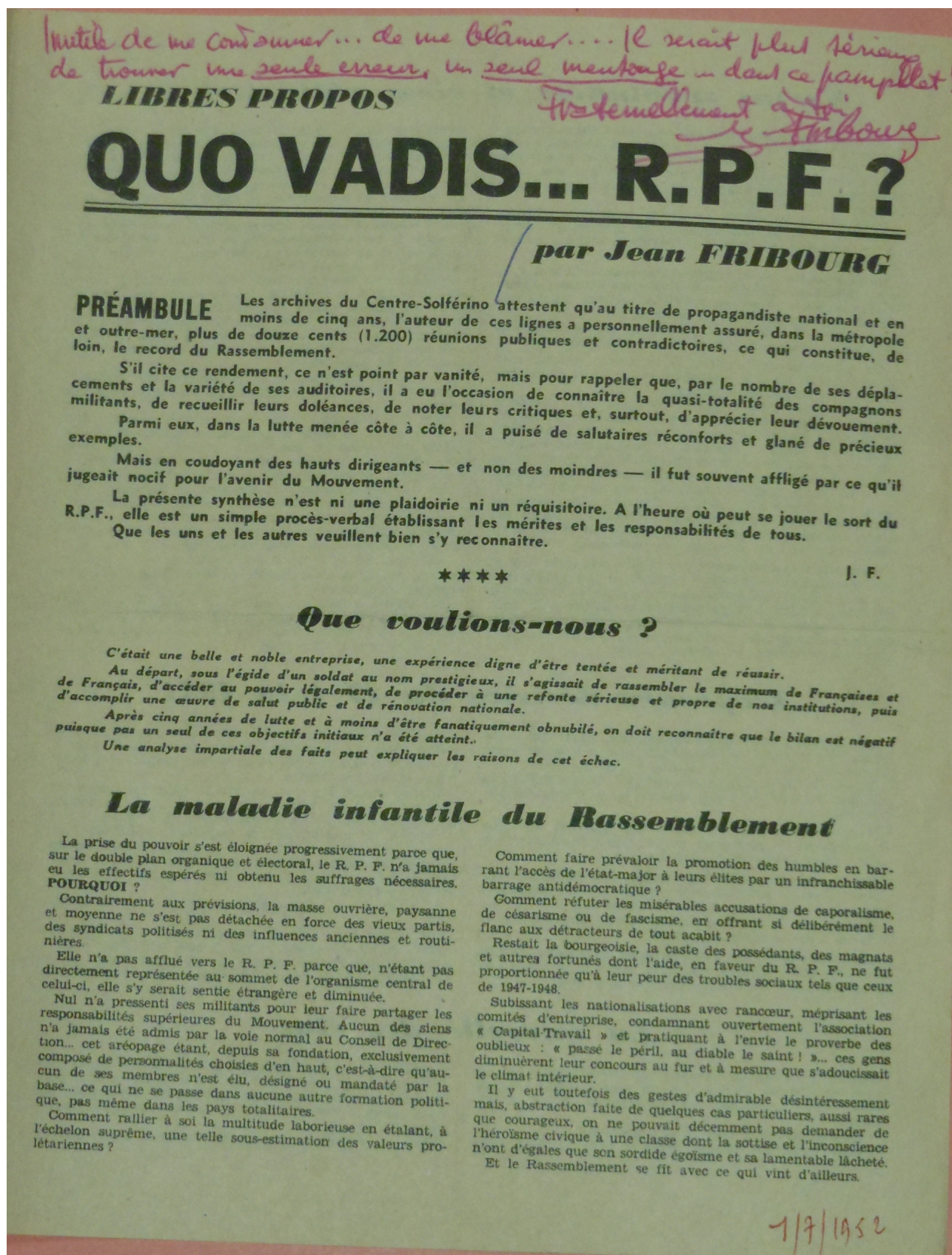
A Montauban, le 26 Juillet 1948.

Le Délégué départemental président
Signé: MAHIEUX

Le Greffier signé: HELOIRE

Voir copie conforme
Délégué Départemental
Mahieux
DEPARTEMENT DE L'ARRET
MONTAUBAN

Document 4 : Quo Vadis... RPF, de Jean Braman-Fribourg (1952)¹



¹ FCDG RPF4, *Quo Vadis... RPF* par Jean Braman-Fribourg le 1^{er} juillet 1952.

Vertus spontanées et vices rédhibitoires

L'essai n'a pas été fructueux car, en ouvrant toutes grandes nos portes à un recrutement désiré rapide et intensif, le contrôle fut déficient, la constitution des cadres subalternes s'opéra avec des adhérents politiquement débilés et sans unité idéologique, au moyen d'agents dévoués, mais inhabitués aux besognes qui les attendaient.

Venus de tous les azimuts et dépourvus de toute cohésion doctrinale, ces compagnons réalisèrent des prodiges pour fournir un rendement rentable et y parvinrent toujours malgré leur inexpérience.

On ne dramatise pas en affirmant que, pour servir le R. P. F. et par fidélité envers le général de Gaulle, des militants obscurs et sans ambition, poussèrent l'esprit de sacrifice jusqu'à ruiner leur situation matérielle et familiale.

Par contre, que de lacunes apparues, que de déceptions éprouvées en remontant vers les sphères prétendues éclairées !

Car la faiblesse de l'armature se fit surtout ressentir chez les responsables les plus étroitement rattachés au Centre national ou en faisant partie intégrante.

Tâche délicate entre toutes et réclamant une essentielle maturité militante, la liaison entre la capitale et les régions fut confiée à une pléthore de délégués aux titres divers (politique, service d'ordre, propagande, renseignements, contrôle, etc.), à une séquelle infinie de chargés de mission où, parmi quelques hommes de réelle valeur et de scrupuleuse intégrité, se trouvaient de nombreux farfelus, d'étranges envoyés spéciaux souvent nantis de pouvoirs discrétionnaires ou se les attribuant, des dilettantes farcis de prétention et jouant aux grands seigneurs... et dont certains stupéfièrent nos meilleurs compagnons par leurs singuliers comportements.

On ne pourra jamais évaluer le tort porté à la cause R. P. F. par les erreurs ou les gaspillages, les faits et gestes imputables à plusieurs de ces apprentis proconsuls, calés en province et courtisans à Paris, intrigants partout et sérieux nulle part, habiles à rédiger de fallacieux rapports où les arguments se livraient à d'incroyables acrobaties pour que de cuisants revers soient métamorphosés en éclatants succès.

L'épreuve décisive du 17 juin 1951

Dans la pensée unanime des Compagnons, les élections législatives étaient jugées comme l'ultime haie à franchir avant l'avènement tant attendu et si minutieusement préparé.

La victoire était tellement escomptée qu'un rendez-vous triomphal fut fixé, en plein forum, pour le lendemain aux Champs-Élysées.

Présumée finale, l'épreuve du suffrage universel allait être le sismographe le plus exact de la volonté populaire. Comment celle-ci a-t-elle rendu son verdict ?

Sur les vingt-cinq millions d'électeurs, onze millions se prononcèrent pour le statu quo et le manifestèrent en votant pour les partis du gouvernement (3^e et 4^e forces).

Envahis par la lassitude ou l'incivisme, cinq millions ne daignèrent pas se rendre aux urnes.

Contaminés par le stalinisme et rêvant de châteaux... en Sibérie, cinq autres millions votèrent communiste et, enfin, quatre millions apportèrent leurs suffrages au R. P. F.

La querelle des élus

Fidèles par tradition, versatiles par tempérament, manœuvriers occasionnels, utilitaires par sagesse ou relaps en puissance, cent vingt compagnons entrèrent à l'Assemblée Nationale.

Que pouvaient-ils y faire et qu'y firent-ils ?

Passant outre une situation créée et inchangeable, les diri-

geants du R. P. F. orientèrent les activités de leur groupe vers l'offensive à tout prix. C'était audacieux et risqué. Leur plan consistait à rendre la Chambre ingouvernable, à provoquer des crises ministérielles en cascade, le régime dut-il s'y trouver englouti et noyé.

Combien de comptes rendus certifiés objectifs ne relevaient ainsi que du bluff et de la mystification ? Et dire que ces messieurs s'introduisaient partout, avaient accès en haut lieu et trouvaient, hélas ! des oreilles complaisantes là où on aurait dû faire preuve d'une prudente circonspection.

On les voyait au premier rang de toutes les cérémonies, pa-

radant, plastronnant comme des paons d'Égypte... pendant que d'autres recevaient bouillons, briques, pavés et barres de fer en affrontant la horde stalinienne... là où il n'y avait ni fleurs, ni banquets, ni photographes, ni caméramen... c'est-à-dire loin des honneurs et près des coups !

Comment revendiquer la réforme de la Constitution, le remaniement de l'État, la transformation du régime, etc., lorsque, durant des années, malgré les réclamations, les protestations réitérées et les constatations flagrantes, on s'est obstiné à maintenir inamovibles et à rendre tabous de véritables collectionneurs de fautes d'autant plus graves que leurs auteurs occupaient des postes élevés.

Que de bonnes volontés furent découragées, que d'enthousiasmes furent éteints à la suite de ces errements demeurés impunis.

Enfin, il faut le dire, l'expérience du R. P. F. a échoué par le fait capital que, même en possédant le général de Gaulle comme pierre angulaire pour l'édifice projeté — la plus rectiligne pourtant et la mieux équilibrée à l'échelle nationale — il s'est avéré impossible de bâtir du solide, de l'inédit et encore moins du révolutionnaire, en disposant au Parlement d'un personnel d'exécution englobant des libéraux et des sectaires, des progressistes et des conservateurs, des réalistes et des doctrinaires... tous unis avant leur entrée à l'Assemblée, tous divisés par le pandémonium qu'est devenue celle-ci.

Hétérogène né le R. P. F. est victime de son eclectisme originel, facteur de déliquescence au banc d'essai d'un parlementarisme périmé.

Ceci précisé, venons aux chiffres car, au-dessus des manifestations spectaculaires, des meetings monstres, des dissertations de salon ou de comité, il y a la démonstration mathématique, la seule incontestable.

C'est-à-dire qu'en prenant le million comme unité, on peut affirmer que sur vingt-cinq électeurs, quatre étaient pour le général de Gaulle et vingt et un étaient contre... ou demeurèrent sourds à ses appels.

Cela se passait il y a un an. Tenant compte des présentes conjonctures, il est certain qu'aujourd'hui, la loi du nombre serait encore plus sévère à l'encontre du R. P. F.

Positivement parlant, dans la trajectoire de son existence, celui-ci avait atteint le sommet de la courbe en 1947, lors des élections municipales. S'il s'était agi, à cette époque, de renouveler la Chambre des députés, on aurait peut-être eu un parlement à moitié gaulliste.

Mais ces circonstances exceptionnelles ne se renouvelleront plus.

Tergiverser autour de ces évidences serait aussi vain que stérile. Philosophe avisé et lettré jusqu'à l'érudition, le libérateur connaît Platon, lequel a dit que l'ingratitude est un privilège réservé aux dieux. Et ceci devrait lui faire oublier cela.

Pour les techniciens friands de paradoxes, cette méthode

présentait la particularité hybride et ambiguë d'avoir scientifiquement raison et psychologiquement tort. Employée à fond, elle se montra inopérante contre ceux qu'elle visait et dissolvante pour ses protagonistes.

Elle permit néanmoins de déceler le mal dont souffrait secrètement le R. P. F. après neuf mois d'incubation légiférée.

Cela se produisit à un tournant brusque de cette sorte de circuit qu'est l'hémicycle, où les ministères entrent en piste, saluent, foncent, évoluent, zigzaguent, glissent et culbutent selon les appuis, les poussées, les bourrades ou les crocs-en-jambes que leur donnent les partis, ceux-ci étant également engagés dans la compétition.

Ce jour-là, au lieu d'aller au combat en formation serrée, les éléments du groupe gaulliste se confondirent, s'éparpillèrent et finirent par s'entrechoquer.

Les irréductibles tenants de l'hostilité systématique se heurtèrent aux partisans de l'entente passagère, pendant que les oppositionnels à l'éclipse affrontèrent les amateurs du soutien conditionné... en attendant le conditionnement d'une éventuelle participation... la moitié de ces frères d'armes se sentant des entrailles de ministrables !

Entre le rigorisme des uns et l'opportunisme réfléchi, calculé ou intéressé des autres, le hiatus s'élargit jusqu'à la dissociation.

Cela à une heure aussi cruciale pour les adversaires du R. P. F. que favorablement décisive pour ce dernier.

Au cours d'un jeu d'équilibre gouvernemental et malgré les instances pathétiques de l'homme du 18 juin, on vit — comble des combles — l'ex-croix de Lorraine arc-bouter l'ex-francisque de Vichy pour éviter la chute.

Puisqu'il fallait en arriver là, ce n'était vraiment pas la

peine d'avoir maintenue écartelée, pendant sept ans, la grande âme collective qu'est devenue l'opinion publique. Il eût mieux valu commencer à se soutenir ainsi dès 1944... Bien des tragédies auraient été épargnées. Telles furent les remarques simplistes, candides mais terriblement pertinentes qui germèrent en maints esprits.

Depuis, se fragmentant différemment à chaque vote important, n'obéissant plus à son président, ni au secrétariat général, ni au conseil de direction, lui-même tronçonné... le groupe ne fut plus qu'un conglomérat d'hommes honorables certes, qualitativement, mais en trop grand nombre réfractaires aux opérations pour lesquelles on comptait sur eux quantitativement.

Pour certains, la démonstration était faite que bien des politiciens, en vue d'assurer leur élection, avaient recherché l'investiture d'un mouvement dont ils acceptaient le titre, mais non les obligations.

Telle fut, en divers cas, la résultante des arbitrages commis par le centre national qui, ne tenant aucun compte des décisions prises par les conseils départementaux, unanimes, ni des avertissements des militants locaux, avait imposé des candidats reconnus douteux par les compagnons.

Pour d'autres dissidences, point besoin d'insister sur l'imp pondérabilité de certaines pressions d'ordre... ascensionnel.

Et puis, la raison d'Etat ayant couvert tant de drames historiques, il serait abusif de frapper d'ostracisme des élus qui, refusant d'aliéner leur personnalité, mettent fin à un duel de conscience par une rupture n'endeuillant personne.

A la veille d'un conseil national où des censeurs draconiens, vont, paraît-il parler des blâmes, d'exclusions ou de vppages à Canossa... nous devrions nous souvenir prudemment que le général de Gaulle est entré dans l'histoire, d'un bond géant, le jour où il est devenu le plus rebelle des dissidents.

De la grandeur à l'inextricabilité

La nature ayant horreur de la contrainte, il était déjà difficile d'amener une majorité gouvernementale ne voulant pas toucher au régime, à accepter les vues d'une minorité résolue à transformer celui-ci.

Mais dès l'instant où cette minorité se déchire, se morcelle et enfreint une discipline qui était, pour le R. P. F., son unique chance, sa condition « sine qua non » de force et d'avenir... quel va être ce dernier ?

L'hypothèse de l'accession au pouvoir par une victoire électorale étant logiquement exclue, le ralliement de l'Assemblée vers le R. P. F. étant non seulement problématique, mais désormais impensable, que va faire celui-ci ?

Composer, transiger avec ses adversaires ? Aller à l'encontre de tout ce qui a été dit et écrit sur eux ? Renier les principes fondamentaux du Mouvement ? Comment s'en sortir ? Où trouver une issue ?

Il est superflu d'ajouter que le général de Gaulle opposerait son inflexibilité à toute proposition, tentative d'arrangement ou conciliation revêtant la moindre forme d'une combinaison ou d'un marchandage.

De même qu'il refuserait — avec quel mépris — tout compromis dont il ne serait pas l'arbitre... et le pays bénéficiaire.

Alors, que faire ?

Il est indéniable que, sans avoir été au gouvernement, le R. P. F. a rendu de signalés services à la Nation. Grâce à ses ouvriers de la première heure, il a naguère fait entendre sa voix bien française partout où les stalinien tenaient le haut

du pavé. On peut dire, à ce sujet, qu'il a tiré du feu certains marrons mangés avec empressement par ses rivaux.

C'est lui, et lui seul, qui a levé en d'autres temps l'hypothèse de la peur engendrée par le parti communiste et exploitée, au détriment des tièdes et des hésitants. Ne serait-ce que pour cela, le R. P. F. a bien mérité du pays.

D'autre part, sans tenir les rênes du pouvoir, le général de Gaulle, par ses interventions opportunes et justifiées, a souvent influencé la politique française et occidentale.

Absent des assemblées, son ombre immense se profile par moments à la tribune... mais ce n'est que son ombre.

Comme les demi-soldes de l'épopée impériale qui attendent vainement un impossible retour... les compagnons de la vieille garde gaulliste voudraient encore espérer.

Pour continuer à se bercer de douces illusions, ils doivent refouler les désillusions fort amères. Quant à l'engouement des troupes... il vaut mieux n'en parler qu'au participe passé, à moins de tout ignorer. Hors du R. P. F. et pour combattre le stalinisme, l'auteur de ce rapport terminal parcourt la France en tous sens, inlassablement. Il peut tâter le poulx des foules et établir un diagnostic. Ce n'est pas de gaité de cœur qu'il communique celui-ci :

« Soyons positifs. Ne nous leurrons pas et ne leurrons personne. Ce qui fut appelé jadis le « raz de marée » devient le décevant reflux d'une vague expirante. La prise du pouvoir ? C'est fini, rêve éteint, vision disparue ».

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Errare humanum est...

En dehors des anomalies internes et précipitées, le R. P. F. doit cette perte de prestige et d'ascendant à plusieurs motifs tactiques.

Vis-à-vis de nos alliés extérieurs et de nos sympathisants intérieurs, les dirigeants du Rassemblement ont multiplié trop

de manquements. Par interférence, les répercussions de ces derniers ne sont pas étrangères au relâchement des uns, à la désaffection des autres et aux abandons ostensifs de diverses célébrités.

Erreur... d'avoir adopté, en maintes occasions, à l'égard de

L'Amérique et des Américains, une position incompatible avec les rapports existants — par la force des choses — entre un débiteur menacé et un créancier protecteur.

A-t-on jamais vu un naufragé déchirer sa bouée de sauvetage ?

Erreur... d'avoir systématiquement désapprouvé la création de l'armée européenne, ce projet ayant été jugé par les plus grands chefs alliés et par le seul maréchal de France vivant, comme étant — pour l'heure et face aux complexités internationales — la solution la plus judicieuse du problème militaire allemand et continental.

Oublie-t-on que si nous laissons échapper l'unique chance d'entente pour une défense commune, c'est Staline qui ne tardera pas à nous mettre tous d'accord dans le même camp d'esclavage ?

Erreur... d'avoir publiquement marqué une hostilité désobligeante, immotivée et injuste, envers le mouvement « Paix et Liberté », dont l'ardente campagne antistalinienne atteint dans tout l'Occident, une ampleur inégalée.

Il est pénible de constater que sur divers points, la ligne suivie par le R. P. F. est parallèle à celle du parti communiste, compte tenu des variantes imposées par la dignité des compagnons, le vocabulaire outrancier demeurant, bien entendu, l'apanage exclusif des staliniens.

Mais alors, pourquoi avoir laissé publier par le « Rassemblement » ou proclamer par des orateurs, que Robert Schuman, c'est « la trahison », René Pleven « l'imposture », Jean Paul David « la peste »... et que les ministres qui ont fait arrêter Jacques Duclos ont fait preuve d'une « légèreté criminelle »... et autres aberrations criminellement légères ?

Erreur... d'avoir attaqué avec sectarisme des hommes n'appartenant pas au R. P. F., mais foncièrement patriotes, pouvant réaliser avec nous l'indispensable unité nationale nécessitée par la situation financière, la politique étrangère, la défense de l'Union française, le péril soviétique, etc.

Erreur... d'avoir continuellement dénigré, rabaissé, et condamné tout ce qui n'était pas proposé par le R. P. F., comme si nous étions doués d'une infaillibilité permanente et détenteurs d'une providentielle panacée !

Erreur... d'avoir auguré l'aggravation en toutes choses, laissant supposer que nous souhaitions d'aller au fond du gouffre, d'aboutir à la catastrophe... en espérant qu'en pleine tempête, nous serions fatalement priés de saisir le gouvernail.

Pour tout dire... erreur d'avoir tacitement misé sur le pire.

Telle qu'elle a été menée, l'expérience du R. P. F. a échoué parce qu'il existe un état de fait contre lequel ne peuvent rien les hommes d'état contemporains, aussi prodigieux soient-ils... et cet état de fait, le voici :

L'Allemagne connaît ses dures, l'Angleterre ses privations, l'Espagne sa détresse et l'Italie sa misère.

Comparée à ses voisines, la France est incontestablement favorisée par ses splendides récoltes, sa croissante productivité, ses facilités de consommation, son incomparable gastronomie et, à chaque départ en vacances, ses statistiques de voyageurs dépassent les précédentes.

Notre pays détient le record des loisirs et se plaît à en profiter. Ce peuple que nous avons essayé de rassembler pour une action virile, n'aime pas ce qui peut troubler sa quiétude. Il n'aspire à aucun bouleversement et s'éloigne de tout ce qui pourrait en provoquer.

Il a les réflexes d'un peuple heureux ou croyant l'être.

Dans l'Europe angoissée par de douloureux symptômes, il extériorise une insouciance qui étonne ses visiteurs et déconcerte ses amis. Voulant jouir de tout, et conserver ses aises, il détourne ses regards des bords de l'Elbe et de plus loin, comme pour chasser de son esprit les redoutables appréhensions.

Et lorsque la tumeur maligne qu'il porte en son flanc se manifeste par de lancinantes crises, il utilise des palliatifs variés, des calmants aux multiples étiquettes, mais repousse tout recours à la moindre intervention chirurgicale.

Voilà pourquoi le général de Gaulle n'a pas été rappelé au pouvoir. Voilà pourquoi on l'en maintiendra fermement écarté.

A moins que... Mais cela serait une autre expérience que celle du R. P. F.

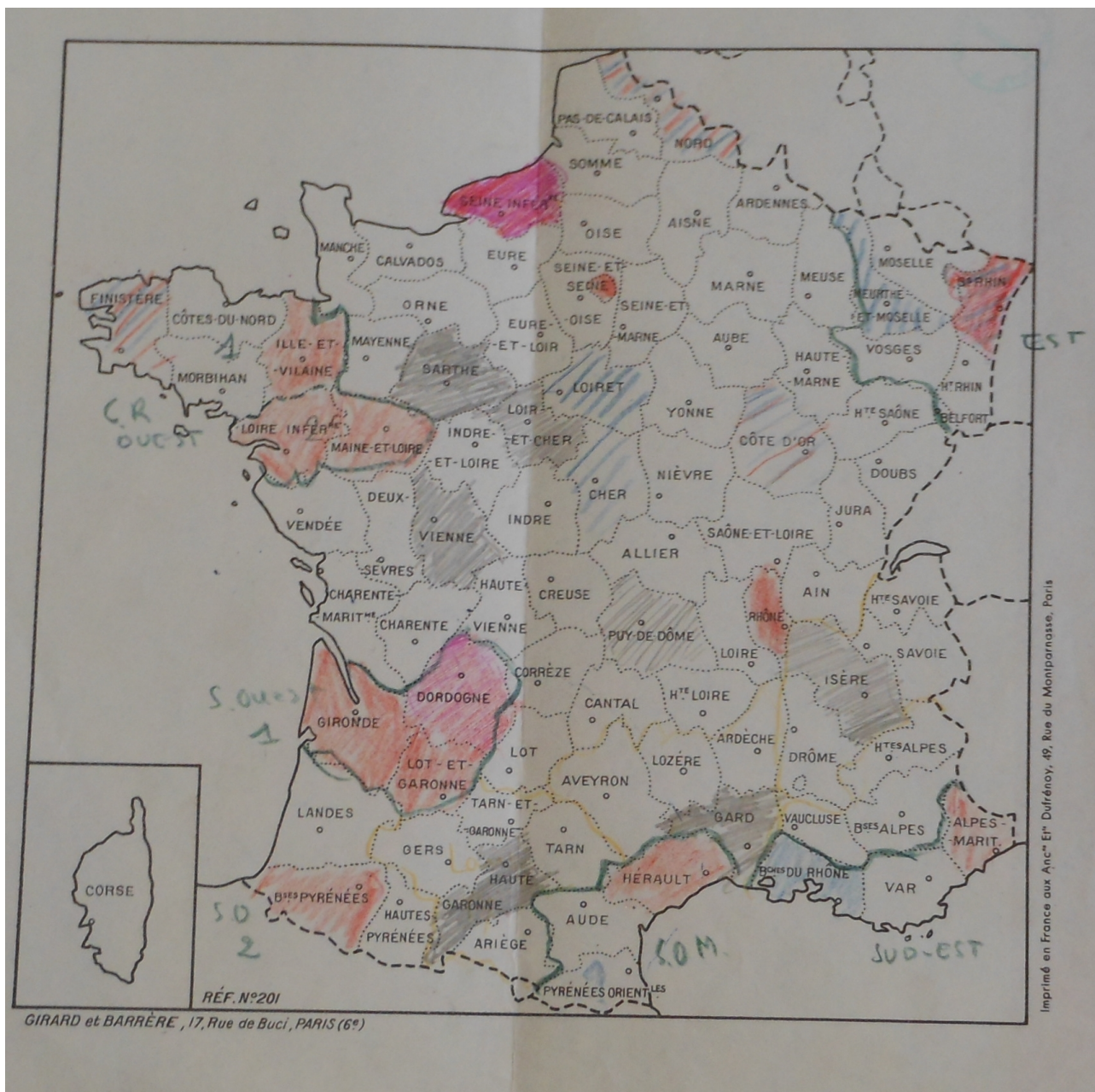
Les dirigeants de celui-ci devraient comprendre que si cinq ans d'efforts se soldent par un échec — accompagné d'une virtuelle et déplorable dislocation — c'est parce que la voie de l'action positive et des réalisations pratiques n'est pas dans la stratosphère.

Les événements nous démontrent qu'à force de vouloir planer trop haut, beaucoup trop haut, on perd tout contact avec les réalités d'ici bas.

PARIS, le 1^{er} juillet 1952.

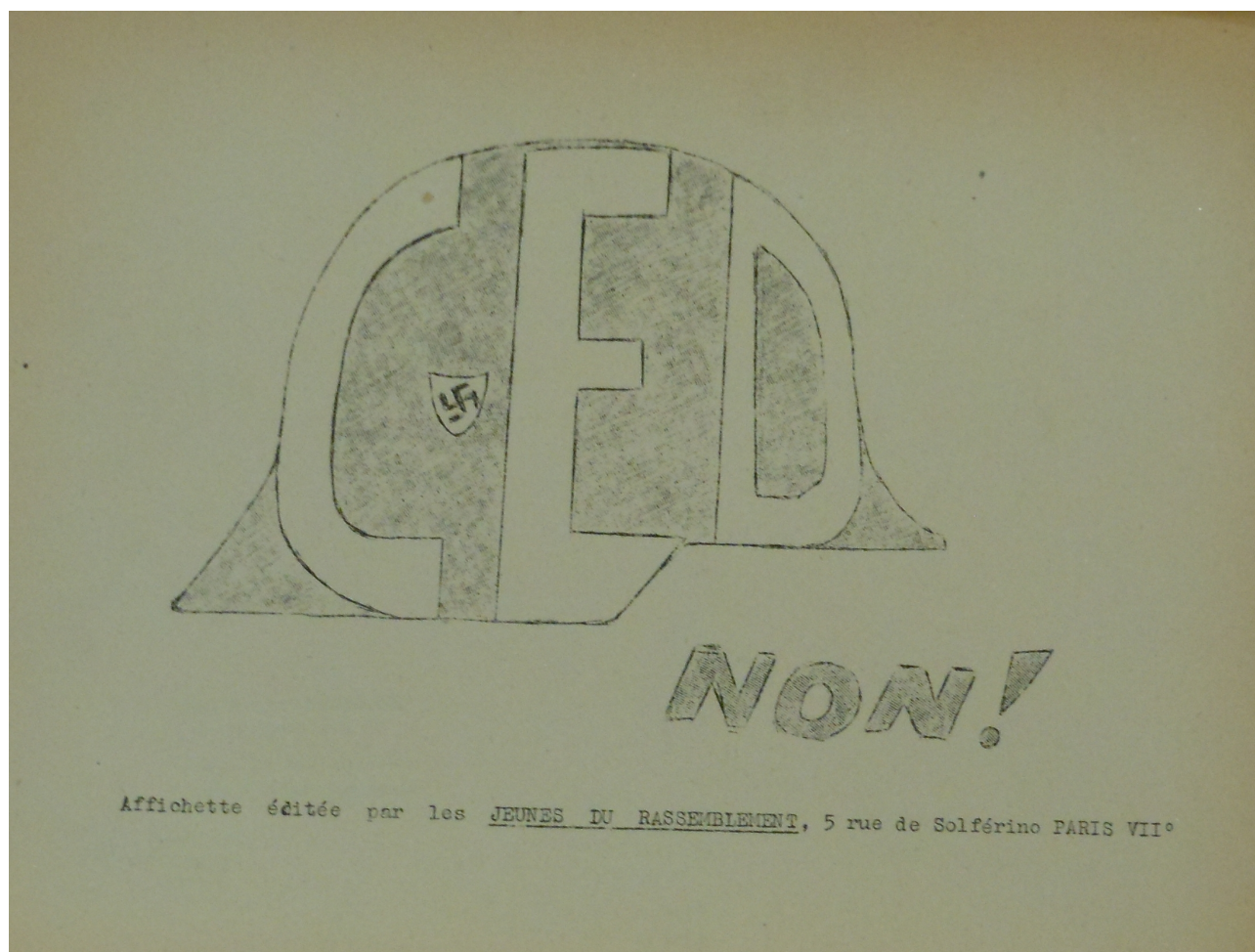
Jean FRIBOURG.

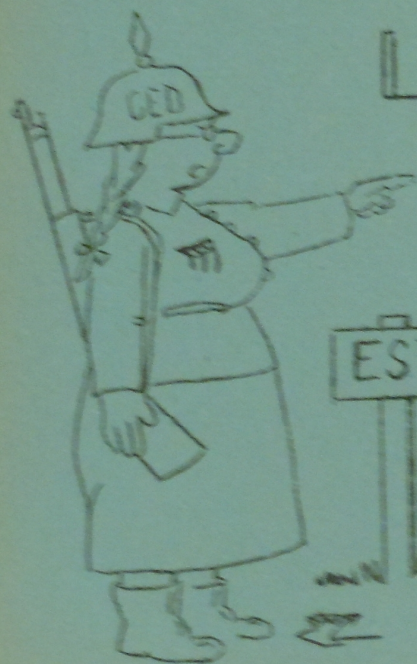
Document 5 : Carte des centres CNJRS (1955 ?)¹



¹ FCDG CA1, Carte des CNJRS en France.

Documents 6 : Tracts anti-CED



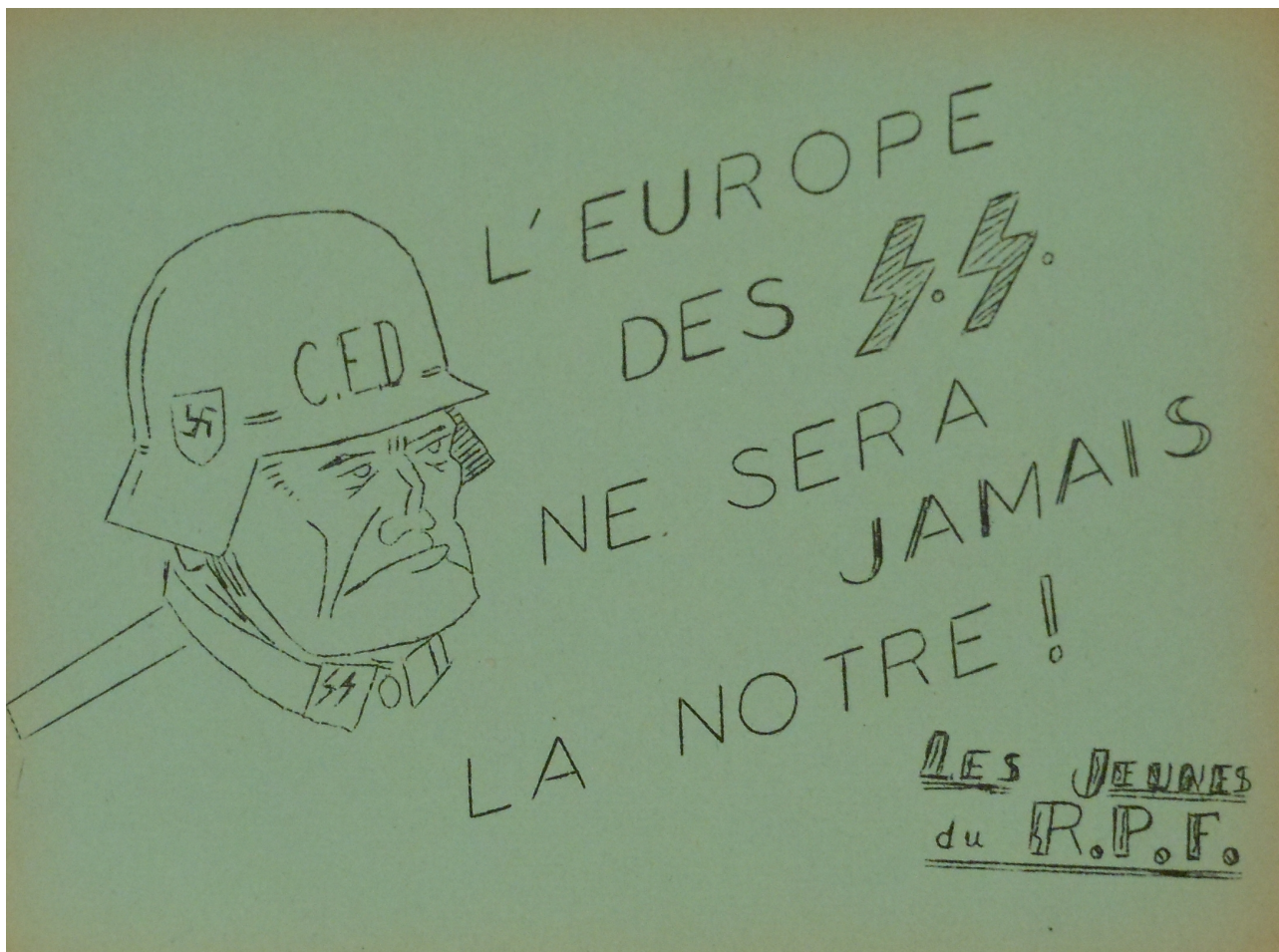


LA C.E.D.

C'EST
LA

GUERRE !

LES JEUNES DU RPF



Document 7 : Situation professionnelle des gaullistes dans le Midi¹

<u>Situation professionnelle</u>	Ariège	Aveyron	Aude	Gers	Haute-Garonne	Lot	Tarn	Tarn-et-Garonne
Agriculteurs	8,8	3,7	12,4	6,75	3,4	10,6	3,6	15,1
Patrons de l'industrie et du commerce	2,9	12	2,6	2,7	5	12,1	10,7	8,1
Professions libérales	9,8	13,9	6,2	21,6	6,6	13,6	12,9	10,5
Cadres moyens et supérieurs	15,7	11,1	5,15	13,5	8,1	4,5	6,5	10,5
Employés	11,8	10,2	20,1	12,2	14,3	15,2	13,7	12,8
Commerçants et artisans	13,7	32,4	27,3	28,4	23,4	36,4	12,2	14
Ouvriers	7,8	3,7	5,7	0	15,3	3	18	4,6
Armée et forces de l'ordre	7,8	1,85	3,6	2,7	6,9	3	10,1	2,3
Étudiants	3,9	3,7	1,5	0	2,2	0	0,7	1,2
Retraités	9,8	2,8	6,7	6,8	5	9,1	4,3	12,8
Sans emploi	2,9	4,6	8,8	5,4	9,7	7,6	7,2	8,1

Situation professionnelle des gaullistes dans le Midi toulousain en pourcentage et par département

1 Ce tableau présente les résultats par département obtenus après le dépouillement des sources à notre disposition (tracts, professions de foi, rapports internes du RPF, cartes d'adhérents, rapports de police) sans distinction de genre.

Document 8 : Papillon du RPF appelant la population à écouter de Gaulle le 8 juin 1951¹



¹ Image tirée de DELPORTE, Christian, « La Résistance dans la propagande gaulliste. Discours et images », dans LACHAISE, Bernard (dir.), *Résistance et Politique sous la IV^e République*, Presses Universitaires de Bordeaux, Coll. « Politique XX^e siècle », Bordeaux, 2004, p. 34.

Document 9 : Rapport complémentaire du projet agricole gaulliste de Pierre Boyou-Moreno¹

Pierre BOUYOU-MORENO
TOUZAC
(Lot)

Touzac le 22 Avril 1948

Monsieur le Général de GAULLE
COLOMBEY-LES-DEUX-ÉGLISES
(Haute-Marne)

Mon Général,

A la suite de ce Congrès de Marseille dont nous rentrons tous vibrants et qui fût pour vous, mon Général, un triomphe d'affection populaire et pour nous l'assurance que la partie est gagnée, j'ai cru cependant devoir vous adresser un rapport.

Je l'ai fait, persuadé que si vous êtes toujours tenu au courant directement et sincèrement, notre mouvement gardera toujours sa fraîcheur première.

Je ne l'ai pas fait par méfiance ni pour supprimer la voie hiérarchique, mais pour vous apporter dans sa spontanéité l'opinion d'un d'entre vos compagnons.

Si j'ai eu tort, je m'en excuse et vous n'aurez qu'à me le faire savoir.

J'envoie d'autre part, à toutes fins utiles, le même rapport à Monsieur POMPEI en le prévenant que je vous l'ai déjà adressé.

Je vous prie de croire, mon Général, à mon affectueux et entier dévouement.

Pièces jointes: I rapport sur le Congrès de Marseille
I rapport sur le Problème Agricole

¹ FCDG RPF556, « Rapport de Bouyou-Moreno » au général de Gaulle suite au congrès de Marseille le 22 avril 1948. Ce rapport complète celui du 10 avril, commenté pp. 156-158.

RAPPORT DE BOUYOU-MORENO
Délégué Départemental à la Propagande pour le LOT
à la suite du CONGRES NATIONAL DE MARSEILLE

et adressé au Général de Gaulle.

12 CONSEILLERS NATIONAUX

Ces nominations et les propositions des candidats ont été faites de telle sorte et avec une telle rapidité que:

a/ J'ignore encore ce que seront ces conseillers nationaux et leurs attributions

b/ Je n'ai eu à donner aucun avis sur cette désignation car on ne me l'a pas demandé.

Je serais et c'est l'avis de nombreux compagnons d'autres départements que cette chose qui paraît très importante a été enlevée "à la hussarde"; il importe, me semble-t-il, que le R.P.F. n'ait pas l'air d'escamoter et qu'il garde ce côté démocratique qui lui attire la confiance de tous: compagnons, sympathisants, même indifférents.

II°./ Commission agricole au Congrès de Marseille. Le Président a exigé que les questions agricoles soient immédiatement traitées par des commissions.

Je me suis vigoureusement élevé contre cette façon de procéder estimant qu'avant de porter le travail devant des commissions il faut absolument que les Délégués à l'Action Agricole se soient mis d'accord sur un PLAN GENERAL, le contraire serait mettre la charrue avant les bœufs.

La question agricole étant à mon avis la plus importante pour demain, nous n'avons pas le droit de la traiter à la légère et de tromper en core une fois le paysan qui a déjà été tellement trompé par l'inconséquence des Politiques Agricoles antérieures.

4/ J'ai demandé avant toutes choses que nous nous mettions d'accord sur un plan constructif général, ajoutant que si la question est, en effet, trop complexe pour être traitée en quelques heures, il vaudrait mieux traiter tout de suite tout ce que nous pourrions traiter, jeter des idées et nous réunir à nouveau dans quelques temps pour le travail en profondeur. On nous a distribué un plan que bien entendu, nous ne pouvions étudier. Là, encore impression d'escamotage. Le Président influençant l'assemblée, on est passé outre.

3/ On nous avait demandé de préparer, en vue de ce Congrès, un petit travail.

Y/ Monsieur BAUMEL nous avait promis que nous aurions 10 minutes pour l'exposer.

J'ai réclamé ces 10 minutes: on ne me les a pas accordées. Cependant, moi, je m'étais donné la peine de penser sérieusement à la question et il est, je crois injuste, que, même si mon programme est idiot, on ne m'accorde pas la récompense de mon travail en me permettant de l'exposer; d'autant que d'une idée, même mauvaise, peut sortir une idée excellente, au cours de la discussion.

Je vous transmets mon Plan, mon Général, il vaut ce qu'il vaut: vous jugerez.

Quoi qu'il en soit, le principe reste, et dans un mouvement

démocratique chacun doit avoir droit à apporter son opinion, surtout au début, quand on ne connaît pas encore la valeur et la compétence des Délégués.

III°./Conclusion et Impression Générale.

Je serois, pour que le R.P.F continue sa ligne qui jusqu'à présent l'a conduit, sous votre nom, mon Général, à la magnifique victoire sanctionnée par le Congrès de MARSEILLE, il doit

- a/ donner cette impression de "tout au grand jour" qu'ont eu lui donner ses premiers adhérents
- b./ cette impression de PURETE qui vient des mêmes
- c/ Proscription absolue de tout ce qui de près ou de loin peut donner une impression de "combipes".

En un mot, notre devise doit rester:

- Jeunesse
- Conscience
- Courage
- Discipline
- PURETE

IV° Sur le Plan de Politique Locale deux écoles se manifestent.

- a./ celle qui consiste à gagner à notre cause les chefs politiques: conseillers généraux, députés, etc
- b./ celle qui consiste à leur prendre leurs troupes

La première est une solution de paresse et de marchandages qui enlèvera à notre mouvement sa fraîcheur et son indépendance. On nous dira: vous gardez les mêmes et vous recommencez."

Si les chefs désirent sincèrement entrer au R.P.F, mieux que tous autres ils savent que le Général de Gaulle habite Colombey et que le R.P.F est si ~~ruin~~ Taitbout.

Si nous devons les acheter par des promesses: nous bifurquons. A mon avis, le R.P.F, afin d'éviter des manoeuvres de dernière heure et d'éloigner ceux qui jouent sur les deux tableaux, devrait exiger que tout homme politique ne puisse se faire inscrire au R.P.F que dans le Département où il exerce son mandat politique. De cette façon, sans équivoque possible ses électeurs sauraient qu'il est avec nous et qu'il ne peut plus ménager la chèvre et le chou.

La seconde méthode a également l'avantage qu'au lieu de souder ensemble des blocs entiers qui s'incorporeraient plus ou moins bien, nous batirions notre édifice pierre-à-pierre et il serait de ce fait plus homogène et beaucoup plus solide.

J'aimerais savoir, mon Général, si mon opinion est là bonne et dans ce cas, je crois qu'il serait bon que des instructions soient données dans ce sens, comportant, bien entendu, toute la souplesse que nous devons cependant apporter dans ces questions.

V°./ Sans optimisme, le Pays est mûr pour le R.P.F et je suis persuadé qu'une consultation populaire nous apporterait de 60 à 70 % des voix. Encore faut-il que nos cadres soient prêts(?)

..../ surs, sages, éduqués, disciplinés.

VI*/ Quant aux communistes, également sans optimisme, ils ont peur et sont désarçonnés.

A nous de ne faire aucune faute et d'aller jusqu'au bout de notre programme en nous souvenant de la phrase de DUCLOS :

"Il est fatal que le Général de Gaulle revienne au pouvoir mais comme la bourgeoisie sera incapable de faire les sacrifices nécessaires, c'est nous qui viendrons ensuite".

Toulouse le 22 Avril 1948

Abouyou - Moreno

Documents 10 : Tracts communistes et gaullistes tarnais sur la « bagarre du gymnase » du 10 mars 1950¹

CONTRE LE COMLOT FASCISTE

Albigeois, manifestez votre indignation !

La population d'ALBI se souvient du dernier raid de M. PALEWSKI et du R.P.F. à Albi : les cris de haine de l'orateur, son anticommunisme hitlérien sans l'ombre d'une politique constructive ou d'un argument. Le rouge en montait au front des gaullistes honnêtes eux mêmes. On se souvient des appels des « chefs de section » : « section n° 3 ! alignement sur les murs ! » Ces bandes armées prétendaient s'imposer par la terreur.

Or, la population d'Albi n'entend pas se laisser imposer par la terreur; elle est décidée à écouter toutes les opinions politiques, mais pas à laisser régner la terreur de bandes armées.



Aujourd'hui le R.P.F. révèle son vrai visage : celui du fascisme. Il prépare un complot contre les institutions démocratiques avec la complicité du Président du Conseil M. BIDAULT. Le plan envisagé consisterait à porter DE GAULLE à l'Elysée après avoir publiquement compromis le Président de la République dans le scandale des chéquards. En même temps, une vaste opération policière serait entreprise pour décapiter d'un seul coup les organisations ouvrières et démocratiques tandis que les commandos R. P. F. entreraient en action comme en témoignent les directives suivantes adressées par le R.P.F. aux éléments de la Préfecture de Police :

- 1° Etablir un plan de ralliement du personnel.
- 2° Charger quelques éléments sûrs de constituer des groupes-francs qui jouiront d'une certaine

autonomie d'action et que l'on pourra charger de diverses missions.

- 3° Observer les éléments suspects, observer leur comportement, les faire surveiller au besoin.
- 4° Etudier les divers postes de police ou locaux de police et les mesures propres à éviter des attaques par surprise.
- 5° Detecter et contacter si possible les éléments anticommunistes locaux (groupes de résistance, amicales de toutes sortes).

C'est le moment choisi par M. PALEWSKI pour revenir Vendredi à Albi renouveler sa parade militaire et ses provocations.



L'expérience du fascisme, en Italie, en Allemagne, et dans les milices de Vichy a montré quelle corruption recouvrait la démagogie des apprentis dictateurs et leurs manœuvres armées.

L'affaire des « chéquards » a révélé les tares du R.P.F. : le financement de la revue colonialiste « Climats », du gaulliste CHEVANCE-BERTIN, par les millions du corrupteur VAN-CO, les versements du corrupteur au congrès R.P.F. de LILLE, ses liaisons avec les R.P.F. GIACCOBI et BASTID (de l'« AU-RORE »). Les millions de la corruption servent à payer la propagande pour la guerre américaine du VIET-NAM. Et PALEWSKI vient prêcher la croisade antibolchevick pour la recommencer au point où les nazis l'ont laissée.

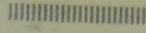
Contre l'entreprise de division haineuse, de provocation armée, de dictature fasciste et de guerre, la population d'Albi mani estera son indignation.

La Fédération du Tarn du Parti Communiste Français.

IMPRIMERIE ROUSSEL ALBI

1 ADT 511 W 57, dossier RPF, Affiche communiste éditée le 9 mars et tract gaulliste édité le 12 mars 1950.

LES " DEMOCRATES " EN ACTION !!



Le 10 Mars 1950, la section R. P. F. avait invité M. Palewski, Ancien Directeur du Cabinet du Général de Gaulle, combattant de la France libre, Compagnon de la Libération, Officier de la Légion d'Honneur à titre militaire, Croix de Guerre, à exposer devant la population le point de vue du R. P. F. sur les grands problèmes de l'heure

La réunion était à peine commencée qu'une centaine de **voyous conduits par le nommé CALVAYRAC**, Conseiller Municipal Communiste d'Albi et **des éléments étrangers** se précipitaient sur nos orateurs, **les abattaient et les frappaient à coup de pied au visage.**

Ont été aussi **blessés sérieusement** nos compagnons PALEWSKI, BARTHÈS, CEBE et VASSEUR, membres du Conseil Départemental qui se trouvaient sur l'estrade.

Les Habitants d'Albi qui ont assisté à **ces scènes de violence** vu nos compagnons **couverts de sang**, s'en souviendront et comprendront que désormais **il ne suffit pas de s'indigner.**

Il faut réagir sinon ce pays connaîtra un jour le règne des maîtres de CALVAYRAC et consorts.

Le Rassemblement du Peuple Français est la seule organisation nationale qui ne les craint pas.

Nous reparlerons à Albi.

Et comme nous avons vaincu les Hitlériens, nous vaincrons les Staliniens.

Vive le Rassemblement du Peuple Français !

Vive de Gaulle !

Vive la France !

Documents 11 : Caricatures de Chancel





Pente glissante
à ne pas suivre.



Danger de mort.



Attention. Fisc !



Silence !
Opération beefteack!



Bon sens interdit.



Ne pas doubler.

USAGERS DE LA ROUTE, SOYEZ PRUDENTS !

Devant le nombre sans cesse croissant d'accidents de la route, les pouvoirs publics viennent de mettre au point de nouveaux panneaux de signalisation destinés à garantir la sécurité de l'usager. Ils seront demain en bonne place en tous les points dangereux de nos belles routes de France et nous permettrons, faute de savoir où nous allons, d'y aller au moins sans trop de risques.

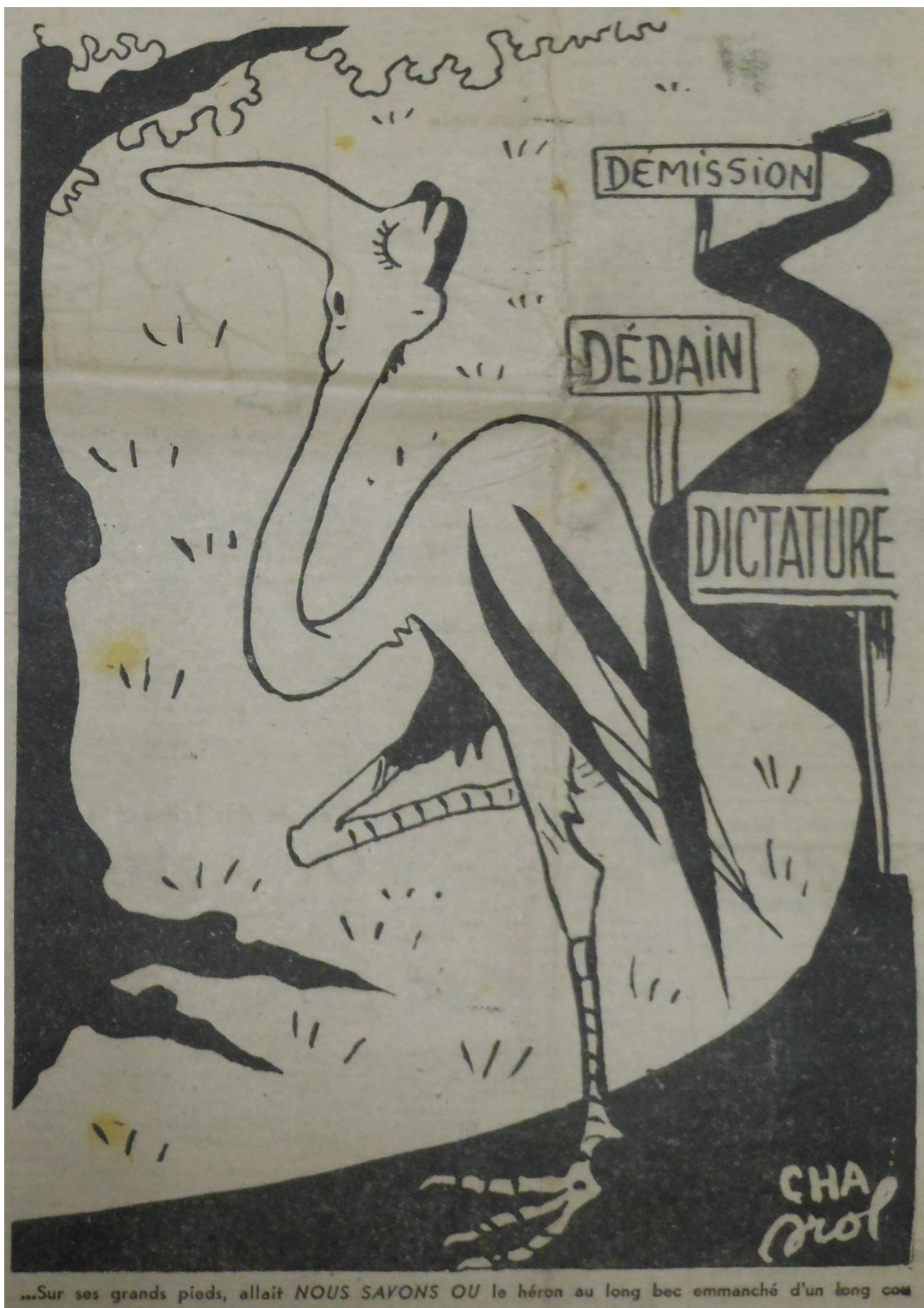
Documents 12 : Caricatures du général de Gaulle



Action. Hebdomadaire de l'indépendance française, 11 avril 1947



Action. Hebdomadaire de l'indépendance française, 6 juin 1947



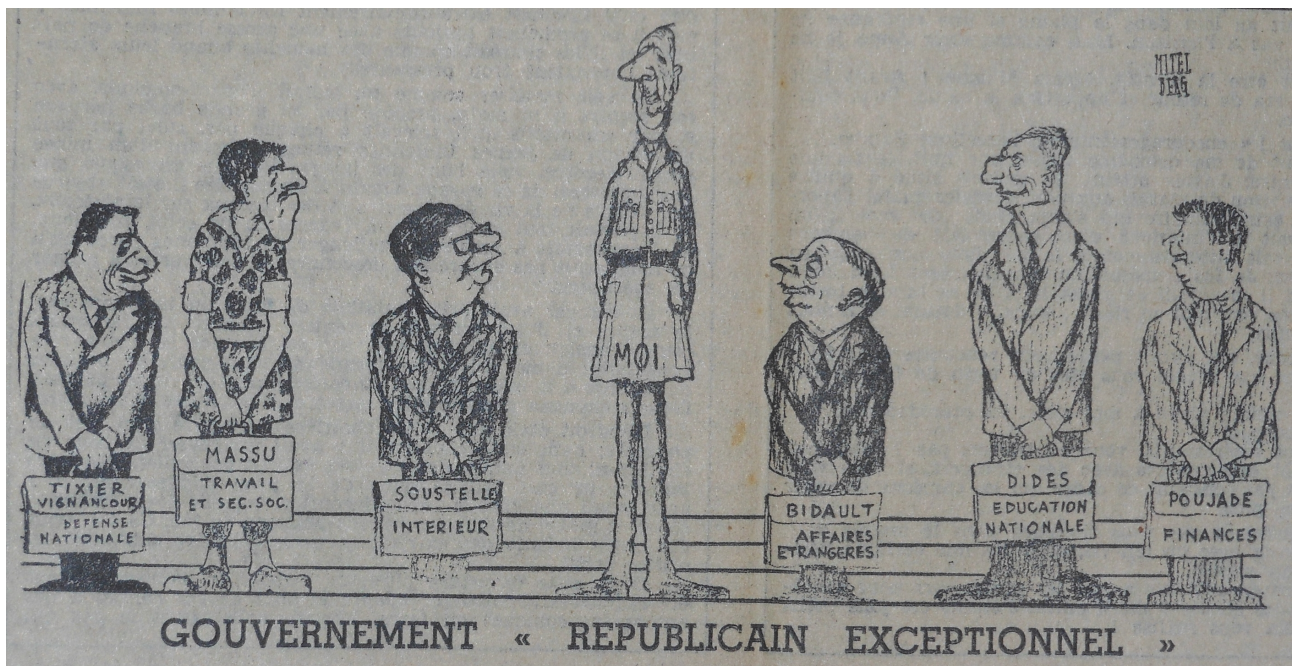
Action. Hebdomadaire de l'indépendance française, 1^{er} août 1947



Action. Hebdomadaire de l'indépendance française, 15-21 octobre 1947



L'Humanité, 20 mai 1958



L'Humanité, 22 mai 1958



L'Humanité, 23 mai 1958



LES PERLES DE LA COURONNE

« MA CONSTITUTION
SERA LE COURONNEMENT
DE LA REPUBLIQUE »

(Déclaration de de Gaulle à
l'Assemblée nationale, le lundi
2 juin 1958.)

APRES LES MESSAG
A BOURGUIBA ET

Tunis et Rabat ré
Seule la paix en A
ramener la sta



L'Humanité, 27 septembre 1958

Document 13 : L'affaire Maurice Cathala : déroulement et conséquences

1) Une bataille nocturne¹

26 septembre 1958. Il est deux heures du matin lorsque des militants communistes, qui venaient au siège du parti (rue Pargaminières) suite à une réunion au Palais des Sports, apprennent que des gaullistes placardent des affiches aux alentours des facultés de droit et de lettres. Trois véhicules chargés d'une douzaine d'hommes se rendent immédiatement sur les lieux. Louis Richon, 37 ans, responsable du SO communiste, emmène dans sa Frégate noire quatre individus en empruntant une autre route. Tous sont armés de matraques, cocktails molotovs, barres de fer et armes à feu. Arrivés rapidement sur place, les trois premiers véhicules déposent des hommes qui attaquent « sans avoir été provoqués »². Rue Albert Lautmann, une trentaine de militants de la Convention Républicaine (CR) placardent des affiches appelant à soutenir le général de Gaulle et à voter « oui » au référendum. Officiellement sans armes, des témoins signalent pourtant qu'il y a eu échange de coups de feu, ce qui laisse penser qu'une poignée de gaullistes était armée de revolvers³. Toutefois, la grande majorité d'entre eux, ne s'attendant pas à être attaqué vu le nombre de militants présents, est démunie face à des ennemis armés et déterminés. Les affrontements sont rudes. Une dizaine de gaullistes, voyant les armes, n'engagent pas le combat et fuient vers la place du Capitole aux cris de « les cosaques arrivent ! »⁴. Les autres sont rapidement dépassés par la situation. Les communistes jettent des cocktails molotovs sur les véhicules de leurs adversaires entre deux coups de matraques. Maurice Cathala, frère cadet du futur député René Cathala, tente de préserver l'automobile de ses parents, une Juvaquatre, en voulant la garer place Anatole France. Le but étant de retourner ensuite combattre aux côtés des militants encore aux prises avec le PCF. Il manœuvre sa fourgonnette mais se heurte cent mètres plus loin à la Frégate conduite par Richon. Ce dernier, qui arrivait de la rue Delville, tire immédiatement sur le véhicule. Selon l'unité balistique de la police, au moins deux autres passagers auraient tiré, l'un d'eux étant même sorti du véhicule pour s'approcher du jeune homme avant de tirer⁵. Résultat : Maurice Cathala meurt lors de son transport à l'hôpital de quatre balles dans le corps – l'une d'elle a perforé les poumons. Parallèlement, les derniers militants gaullistes prennent la fuite en emportant leurs blessés. Les communistes, apprenant l'assassinat de Cathala, paniquent et s'enfuient à leur tour. C'est la débandade : les

1 Hormis les articles de presse, les informations utilisées pour relater les affrontements de ce jour sont issues de l'arrêt de la chambre d'accusation n°124 du 20 décembre 1960. Celui-ci dresse un résumé du dossier d'enquête qui est aujourd'hui disparu.

2 ADHG 5971W 106, Arrêt de la chambre d'accusation n°124 du 20 décembre 1960 contre Louis, Gabriel, Jean, Richon.

3 Les témoins, dont les cinq interrogés dans le cadre du mémoire, furent tous surpris qu'il n'y eu « qu'un mort » et aucun blessé par balles alors qu'une soixantaine de douilles au moins furent retrouvées sur place.

4 Témoignage d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse.

5 *La Dépêche du Midi*, 4 octobre 1958.

véritable coupable était vraisemblablement un ancien professeur de judo devenu plus tard criminel. Il habitait à Saint-Michel, possédait un revolver calibre 11,47 et était présent dans la « Frégate »¹. Richon l'aurait couvert par sentiment de culpabilité ou de devoir (un chef doit couvrir ses hommes).

2) Maurice Cathala, nouvel étendard de l'anticommunisme ?

Que Louis Richon soit le véritable assassin ou non, il n'en reste pas moins aux yeux de la population comme le véritable coupable. Le PCF, déjà peu apprécié et considéré par une frange des Toulousains comme un traître, parce qu'il soutient les indépendantistes algériens, perd toute crédibilité. Au fil de l'enquête, la population retient son souffle et conspue « les soviétiques ». Elle suit attentivement le déroulement des investigations. La Frégate de Louis Richon est retrouvée le 30 septembre à l'aube à Camarade, près du Mas-d'Azil (Ariège)². Le fugitif n'est pas repéré, ce qui incite la police à croire qu'il s'est caché en Andorre.

Le nommé Jean Richon est toujours activement recherché. D'après certaines informations, il serait en Andorre. [...] Il convient de rappeler [...] que six militants communistes ayant reconnu leur participation à la bagarre entre colleurs d'affiches dans la nuit du 25 au 26 septembre sont actuellement emprisonnés à la Maison d'arrêt de Toulouse. [...] D'après certaines informations, il ne serait pas impossible qu'il [Richon] soit parti se cacher en Andorre. Cette information n'a pu encore être contrôlée par la Police Judiciaire.

A cet égard, il convient de rappeler que M. Robert Barran, ancien capitaine de rugby du stade toulousain et ancien journaliste de la rubrique sportive au journal "Le Patriote", conseiller municipal communiste de Toulouse, résidant actuellement à Paris, a été viguier d'Andorre pendant quelques mois, après la libération.

La police recherche actuellement le propriétaire d'une 4^{ème} voiture qui aurait participé à la bagarre entre colleurs d'affiches dans la nuit du meurtre.³

En réalité, il n'est même jamais allé en Ariège. Il s'est réfugié chez un militant de Haute-Garonne et a attendu que les enquêteurs orientent leurs recherches vers l'Espagne pour se diriger en Italie⁴. Les forces de l'ordre dispersent leurs effectifs pour retrouver le quatrième véhicule, dont elles n'ont pas la certitude qu'il existe – elles l'auront quand il sera découvert. L'enquête a du mal à progresser, et à Toulouse, c'est l'effervescence. Une foule immense assiste aux obsèques de Maurice Cathala à la basilique Saint-Sernin, en présence de Jacques Foccart et Léon Delbecq⁵. La presse insiste longuement sur l'émotion qui traverse la ville. L'anticommunisme explose à ce moment. Le parti communiste reçoit à son siège de nombreuses lettres de menaces⁶. Dans la presse gaulliste comme antigauilliste, on peut lire une salve d'attaques anticommunistes. Dans un numéro du *Figaro*, un éditorialiste écrit que « le masque rouge est tombé. On sait désormais où sont les tueurs, les

1 Témoignages d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse, de Robert Bergeaud, entendu le 23 janvier 2015 à son domicile toulousain, et d'Émile Montfort, entendu le 27 janvier 2015 à son domicile toulousain. Ces deux derniers déclarent seulement avoir entendu la rumeur qui circulait dans le parti sur l'innocence de Richon et la culpabilité d'un des passagers.

2 *La Dépêche du Midi*, 30 septembre 1958.

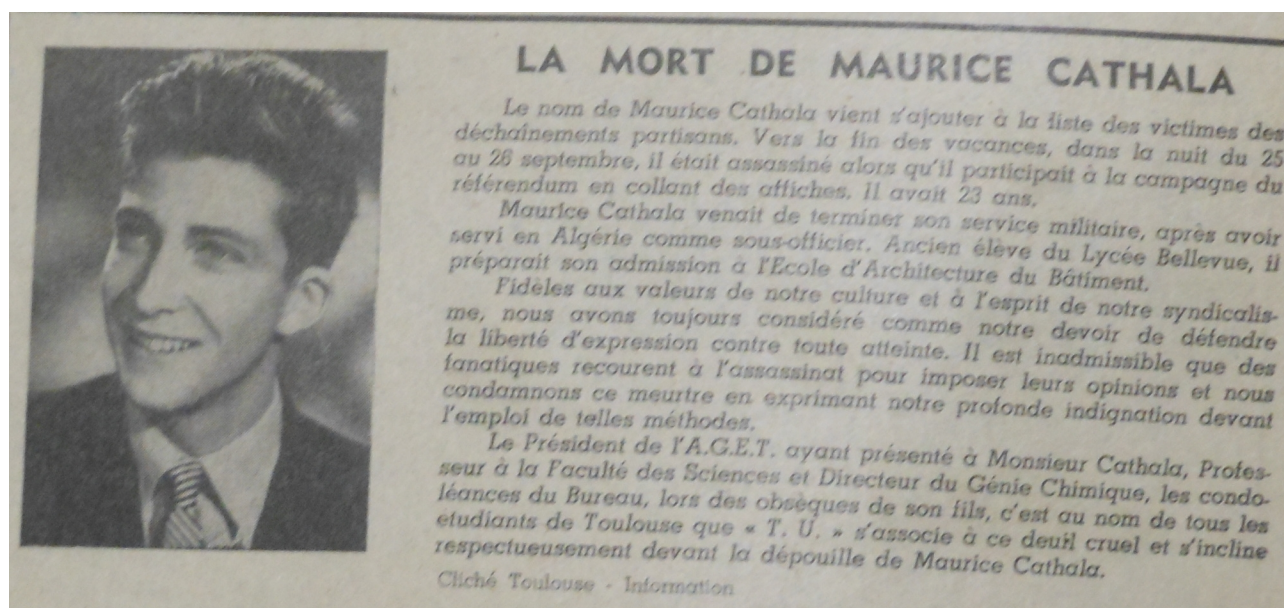
3 ADHG 2221W 153, Note des RG « Agression politique du 26 septembre 1958 » n°1.737 du 7 octobre 1958.

4 Témoignage d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse.

5 *La Dépêche du Midi*, 30 septembre 1958.

6 Voir Annexe – Document 14.

matraqueurs, les nervis. On sait où sont les fascistes. On connaît aussi leur couleur. Ils sont rouges. Comme le sang qu'ils ont sur les mains »¹. L'AGET rend hommage lors de ses obsèques à la « bravoure » du jeune homme, tandis que son journal *Toulouse Université* dédie sa première page aux morts du professeur Boyer et de Maurice Cathala.



La mort de Maurice Cathala²

Partout en ville, tous les sympathisants gaullistes et les indécis se rallient au général de Gaulle. L'anticommunisme y est pour beaucoup, mais il est indéniable que la mort de Maurice Cathala a servi de déclencheur. Jacques Godfrain explique qu'il s'était rallié et menait « sa petite campagne » dans son lycée en dessinant dans les salles de classe des croix de lorraine après les événements du 13 mai³. Il relate le fort ressentiment de la population envers le PCF suite au drame. Les communistes ne parviennent pas à dresser un système de défense pouvant calmer l'opinion. Ils tentent de justifier maladroitement l'assassinat en expliquant qu'il ne s'agit pas en réalité d'une bagarre entre colleurs d'affiches mais d'« une bagarre politique dont on ne peut que regretter qu'elle ait fait une victime » orchestrée par des « fascistes »⁴. Le député de Haute-Garonne Jean Llante avait quant à lui parlé de « règlement de compte entre organisations fascistes »⁵. Une « fuite » policière change rapidement l'argumentaire communiste : le meurtre est commis par préméditation. Les colleurs d'affiches (pro-)gaullistes ont subi publiquement de nombreuses menaces de mort, et l'un des passagers de la Frégate a pris le temps de faire le tour de la voiture pour exécuter la victime. Désormais, la sagesse dicte aux dirigeants communistes d'éviter soigneusement de parler de la bagarre du 26 septembre...

¹ *Le Figaro*, 28 septembre 1958.

² *Toulouse Université*, n°25 novembre 1958

³ Témoignage de Jacques Godfrain, entendu le 17 février 2015 à la Fondation Charles de Gaulle (Paris).

⁴ APCF31, carton A 6, Article nommé « Après la bagarre de la rue Albert-Lautmann. La population toulousaine doit déjouer les provocations et rester unie pour la défense des libertés et de la République », sans signature mais probablement publié vers le 1^{er} octobre 1958 (il cite un article de Paris Presse publié le 30 septembre).

⁵ *L'Humanité*, 27 septembre 1958.

L'affaire Cathala n'a pas fait de Maurice un martyr de la cause gaulliste, sa famille étant dès 1962 identifiée comme sympathisante OAS (René et Joseph Cathala défendent ardemment l'Algérie française). Toutefois, sa mort est exploitée durant la campagne électorale de novembre par tous les candidats gaullistes de Haute-Garonne. Ce n'est pas le cas des autres départements qui restent peu sensibles à l'affaire.

**Document 14 : Lettre anticomuniste envoyée au siège toulousain du PCF après
l'assassinat de Maurice Cathala¹**

Messieurs,

Procuré par l'odieux assassinat de Maurice
Cathala si vous osez me le dire et le dire, oh
qu'il est loin de discours prononcé à Alger en 1969
du hôtelain Maurice Bouché demandant l'aide est
l'union de tout les Français.
Chaque jour vous trahissez la confiance d'une poignée
de braves travailleurs, l'autre partie est comme vous de
basse moralité.
Dieu vous juge et Maurice Cathala sera vengé.
Qu'au Hindu vous sur Messieurs de rejoindre le beau
Paradis Soviétique ?
Bon voyage et bon de retour pour notre belle France.
Une Patriote ap. Boulogne

¹ APCF 31, Carton A 6.

U. N. R.

**Pour soutenir efficacement
l'action du général de Gaulle**

**FAITES CONFIANCE
à ceux qui lui ont**

TOUJOURS ÉTÉ FIDÈLES

*Balayez les opportunistes
de la onzième heure*

Soutenez l'**U**nion pour
la **N**ouvelle République

1 ADHG 1J 1143, Tract UNR octobre-novembre 1958.

L'Union pour la Nouvelle République

groupe les hommes

QUI depuis 10 ans n'ont cessé de réclamer, envers et contre tous, le retour au pouvoir du général de Gaulle

QUI ont mené dans le Pays une incessante action de propagande pour l'appel à de Gaulle

QUI ont lancé, il y a 4 ans, l'idée d'un gouvernement de Salut public présidé par de Gaulle et chargé d'assurer la transition avec la Cinquième République

QUI ont défendu, dans le Pays et au Parlement, les objectifs politiques, constitutionnels et sociaux définis par le général de Gaulle

Ces hommes voyaient juste

Le Pays leur a donné raison

En les envoyant au Parlement

VOUS ferez respectez votre OUI

VOUS donnerez à de Gaulle les parlementaires clairvoyants et fidèles dont il a besoin.

Table des figures

Carte 1 : Résultats des élections cantonales (par département).....	p. 77
Tableau 1 : Résultats du RPF aux élections législatives du 17 juin 1951.....	p. 81
Carte 2 : Bastions gaullistes au temps du RPF.....	p. 84
Figure 1 : Attentat à la bombe contre la préfecture de Toulouse (3-4 mai 1958).....	p. 92
Figure 2 : Élus gaullistes de la Haute-Garonne, du Tarn et du Tarn-et-Garonne en 1958.....	p. 97
Carte 3 : Carte des élus UNR extraite du journal <i>Le Monde</i> (2 décembre 1958).....	p. 97
Tableau 2 : Délégués régionaux et départementaux du RPF de Haute-Garonne.....	p. 100
Tableau 3 : Délégués départementaux du RPF dans le Tarn.....	p. 101
Tableau 4 : Délégués départementaux du Midi (excepté le Tarn et la Haute-Garonne).....	p. 104
Figure 3 : Papillons antigouvernementaux collés par les cadets gaullistes.....	p. 122
Tableau 5 : Responsables étudiants gaullistes de Toulouse.....	p. 124
Tableau 6 : Situation professionnelle des militants et des militantes gaullistes du Midi.....	p. 134
Tableau 7 : Situation professionnelle des gaullistes du Midi toulousain.....	p. 136
Tableau 8 : Les anciens combattants et résistants gaullistes.....	p. 137
Carte 4 : Comités départementaux du MRP hostiles et favorables au gaullisme.....	p. 173
Figure 4 : Affiche du PCF réalisée par André Fougeron pour les élections législatives du 17 juin 1951.....	p. 194
Tableau 9 : Meetings tenus dans le Midi en périodes électorales (1947 à 1953).....	p. 199
Tableau 10 : Perturbations et bagarres déclenchées durant les meetings en périodes électorales (1947 à 1953).....	pp. 203-204
Figure 5 : Caricature anticomuniste de Chancel du 27 mars 1948.....	p. 212
Figure 6 : Copie d'une affiche de propagande placardée la nuit du 1 ^{er} au 2 mars place Roguet, sur la façade des Bains Douches de Toulouse.....	p. 217
Tableau 11 : Anciens partis politiques des militants RPF.....	p. 226
Figure 7 : Caricature de Pierre Poujade devant sa librairie de Saint-Céré (extraite du bulletin <i>Poujade sans masque</i>).....	p. 236
Figure 8 : Voiture du communiste Boulet avec les impacts de balles.....	p. 239
Figure 9 : De Gaulle s'apprête à sauter sur Paris.....	p. 242
Carte 5 : Agressions, assassinat et tentatives de meurtres dans le Midi entre juin et septembre 1958.....	p. 260

Index des noms cités¹

AURIOL, Vincent, pp. 55, 58, 169
BACONNET, Marcel, pp. 89, 90, 104, 105, 108, 186
BADIOU, René, pp. 211, 218
BALAGUE, pp. 82, 147, 223
BARRIE, Pierre, p. 105
BAUMEL, Jacques, pp. 30, 98, 192
BEDREDE, pp. 123, 124
BEGUE, Camille, pp. 96, 251, 252
BELLERIVE, Arnaud (de), p. 106
BERTHAUD, Pierre-Louis, pp. 87, 233, 235
BENOIT, pp. 99, 101, 219, 220, 225
BONNEFOUS, Raymond, pp. 75, 79, 183
BONNEFONT, Louis Eugène, p. 226
BOSCHER, Michel², pp. 104, 118, 204
BOULET, pp. 238, 239, 240
BOURGES-MAUNOURY, p. 205
BOUYOU-MORENO, Pierre, pp. 101, 102, 104, 156, 157, 158, 160, 227
BRAMAN-FRIBOURG, Jean, pp. 82, 88, 103, 107, 108, 198, 213, 226
BRIMO, Albert, p. 99
BUILLES, Jean, p. 72
CAILLAU, Michel, pp. 71, 182
CALVAYRAC, André, pp. 205, 206
CAMPISTRON, Marius, pp. 83, 85, 88, 101, 102, 103, 104, 105, 172, 213
CAMPROGER, Yves, pp. 73, 104
CARRIERE, Michel, pp. 79, 100, 101, 132, 221, 223, 224, 225
CASTAGNON, Robert, p. 88
CATHALA, Joseph, pp. 28, 94, 135, 163, 164, 241
CATHALA, Maurice, pp. 27, 28, 68, 95, 121, 126, 135, 246, 249, 251, 255, 259, 262
CATHALA, René³, pp. 31, 86, 94, 96, 124, 135, 150, 221, 241, 253
CATROUX, Dominique, pp. 208, 227
CATROUX, Tristan, p. 102
CHABAN-DELMAS, Jacques, pp. 85, 86, 90, 121, 153, 154, 174, 182, 188, 189, 213
COUDERT Maurice, pp. 123, 124
DAVET, Lucien, p. 204
DELBECQUE, Léon, pp. 241, 245, 289
DELMAS, Alexis, p. 251
DELMAS, Henri, pp. 87, 99, 101, 246
DELMAS, Louis, pp. 90, 97, 184, 187
DELNONDEDIEU, François, pp. 135, 140, 142, 147, 149, 150, 151, 164, 175
DELNONDEDIEU, Pierre, pp. 28, 94, 96, 100, 104, 121, 135, 140, 142, 148, 149, 150, 151, 174, 233, 234, 235, 240, 241, 253
DELRIEU, Paul, pp. 96, 254
DISSARD, Marie-Louise (« Françoise »), pp. 80, 109, 136, 137, 225
DUCLOS, Jacques, pp. 25, 31, 193, 198, 211, 245, 249, 250

1 Les noms cités concernent le corpus de texte. Les notes de bas de page n'y sont pas incluses. Le nom de Charles de Gaulle n'y figure pas, celui-ci étant fréquemment cité.

2 Responsable national RJF à sa fondation, candidat en Tarn-et-Garonne en 1951, élu député de 1958 à 1978.

3 Responsable étudiant à Toulouse de 1948 à 1952, Député de 1958 à 1962, secrétaire général adjoint de Progrès et Liberté.

DUPUY, Marcel, pp. 72, 104, 169, 176, 181
 DURAND, Raymond, pp. 99, 101, 105, 246
 DURIN Georges, pp. 123, 124
 FAU, Pierre, p. 226
 FENELON, Georges, p. 226
 FOCCART, Jacques, pp. 29, 30, 46, 56, 63, 139, 140, 142, 143, 148, 149, 150, 233, 234, 235, 289
 FOURNIALS, Gaston, pp. 109, 110, 221
 FREY, Roger, pp. 89, 100, 101, 131, 132, 148, 188, 224, 245
 GABACH, René, pp. 89, 90
 GAILHAT, pp. 101, 102, 172
 GARDES, Léonce, pp. 101, 104, 169, 198
 GRESA, Jacques, p. 216
 GUICHARD, Olivier, pp. 30, 100, 101, 102, 106, 131, 132, 172
 JOUCLAS, Paul, pp. 82, 90, 101, 102, 104, 105, 148, 149, 153, 181, 186
 LACAZE, Fernand, pp. 106, 110, 175, 251
 LALLET, Henri, p. 73
 LE DAVAY, René, pp. 101, 104, 107, 117
 LERICHE, Bernard, Henri, p. 110
 LUNET de la Malene, Christian, pp. 89, 105
 MAHIEUX, Georges, pp. 101, 104, 106, 107, 117, 214
 MALRAUX, André, pp. 29, 32, 108, 197, 201
 MARCHAND, André, pp. 72, 99, 101
 MARETTE, Jacques, pp. 100, 101
 MARTIN, André (fils), p. 226
 MATHIEU, André, p. 96
 MAYNARD, Jehan (dit aussi Jean), pp. 100, 103, 115, 127
 MAZIOL, Jacques, pp. 28, 29, 76, 86, 87, 96, 100, 105, 127, 128, 129, 149, 150, 151, 154, 174, 253
 MICHAUD Pierre, pp. 123, 124
 Colonel MILLERET, Jean (de), pp. 73, 74, 104, 106, 107, 111, 168, 226
 MIQUEL, Roger, p. 95, 242
 PALAZY, René, pp. 101, 214, 225
 PALEWSKI, Gaston, pp. 25, 30, 53, 195, 196, 201, 202, 205, 206, 213
 PARDINEILLE Honoré, pp. 123, 124
 PENENT, Jean, pp. 98, 100, 109
 POPIE, Pierre, pp. 186, 251
 POUJADE, Pierre, pp. 185, 186, 187, 235, 236, 251
 PROVOST, Jean François, p. 128
 PROVOST, Xavier, pp. 114, 115
 RAMADIER, Paul, pp. 26, 166, 167, 170, 214, 247
 RAMBAUD, Jean, pp. 84, 105, 135, 170, 176
 RENDINGER, Christian (de), p. 226
 RIEU, René, pp. 178, 226
 RIVES-HENRYS, André, pp. 82, 89, 103, 108, 115, 128, 140, 186, 223
 ROHANE, André, pp. 100, 110, 123, 128, 225
 RICHARD, Robert, pp. 73, 83, 88, 102, 103, 104, 226, 251
 RICHON, Louis, pp. 27, 28, 32, 256
 ROCQUE, François (de la), p. 226
 ROS Léonard, pp. 123, 124
 RUMEAU, Marcelle, pp. 216, 221
 SAINT-PAUL (docteur), p. 98
 SAINTE-MARIE, Paul (de), pp. 83, 89, 90, 96, 104, 156, 185, 186
 SEGOND, René, p. 187

SICARD, Jean, p. 122
SICARD, Serge, pp. 100, 117, 118, 119, 120, 123, 124, 218
SIMON, Claude, pp. 77, 83, 84, 99, 101
SOLERES André, pp. 123, 124, 125, 126
Colonel SOULET, pp. 101, 104, 108, 110, 135, 140, 141, 142, 143, 145, 146, 222
SOUSTELLE, Jacques, pp. 29, 68, 86, 92, 96, 98, 112, 114, 140, 143, 182, 223, 237, 248
STRICKLER, Charles, pp. 128, 135, 162, 194, 207, 214, 231, 232, 233, 239, 240
THOMAS, Jean, pp. 99, 233
TIREFORT, Antonin, pp. 87, 105
TOCABENS, Louis, pp. 123, 124
TOLEDE, Louis, pp. 73, 104
TUTENGES (colonel), pp. 91, 94, 100, 174
VASSEUR (colonel), pp. 99, 205
VASSEUR, Pierre, p. 122
VIDAL, André, pp. 96, 253, 254
VIDAL, Henri, p. 127
VOLONTAT Jacques (de), pp. 123, 124

Index des noms de lieux¹

Albi pp. 28, 29, 30, 75, 84, 93, 99, 100, 101, 109, 110, 136, 193, 204, 205, 206, 210, 212, 213, 218, 219, 225, 241, 245, 246
Auch pp. 103, 117, 118, 193, 198, 201, 203, 224, 247, 250, 262
Auvillar pp. 83, 90
Ax-les-Thermes, p. 75
Balaguier, p. 75
Cahors pp. 73, 74, 80, 83, 149, 167, 192, 193, 261
Carcassonne pp. 73, 75, 83, 108, 131, 141, 142, 143, 145, 170, 199, 204
Carmaux pp. 168, 213, 220
Castelnaudary pp. 75, 175, 203, 210
Castres pp. 72, 75, 79, 83, 84, 87, 93, 96, 99, 100, 101, 191, 193, 194, 195, 196, 207, 210, 213, 218, 246, 254, 266
Coutens pp. 248, 249
Espalion pp. 82, 83, 180
Figeac pp. 64, 214, 266
Fleurance pp. 83, 107, 108, 136, 204, 207, 213
Foix pp. 72, 75, 76, 79, 181, 203, 204
L'Isle-Jourdain pp. 83, 85, 88, 94
La Bastide-Solages, p. 75
Labruguière pp. 77, 83, 84, 99, 261
Lavaur pp. 75, 83, 215
Lavelanet pp. 72, 73, 83, 249, 261
Léran p. 249, 261
Limoux pp. 27, 97, 131, 159, 181, 204
Mazamet pp. 78, 93, 109, 117, 193, 207, 245, 261, 262
Millau pp. 82, 83, 138, 168, 172, 187, 193, 214, 234, 261, 266
Mirande pp. 74, 83, 103
Montauban pp. 73, 83, 89, 90, 96, 117, 130, 147, 168, 174, 175, 178, 186, 204, 223
Muret pp. 55, 207, 261
Narbonne pp. 27, 131, 142, 153, 159, 175, 181, 198, 204, 210
Pamiers pp. 75, 79, 85, 149, 170, 178, 181, 204, 210, 225, 247, 261
Port-la-Nouvelle p. 248
Rodez pp. 73, 83, 94, 119, 168, 172, 178, 193
Saint-Affrique pp. 77, 83, 172, 183
Saint-Gaudens pp. 83, 154, 193, 243, 245, 246, 261
Saint-Girons (dit aussi St-Girons) pp. 166, 169, 177, 198, 204
Saint-Marcel pp. 249, 261
Seix pp. 204, 215, 249
Souillac p. 214
Tarbes pp. 205, 224
Tarascon-sur-Ariège p. 72
Ustou p. 75
Viedessos pp. 73, 73, 174
Villefranche-de-Rouergue pp. 73, 138, 179
Vitrac, p. 75

¹ Seules les villes du Midi toulousain figurent ici. Toulouse n'y apparaît pas car elle est très souvent mentionnée.

Table des matières

Remerciements.....	2
Liste des sigles et abréviations.....	3
Sommaire.....	5
Corpus de sources.....	7
Fonds d'archives.....	7
Archives de la Fondation Charles de Gaulle (FCDG).....	7
Archives du RPF. Série B : Rassemblement du Peuple Français.....	7
Archives du Centre National des Républicains Sociaux (CNRS). Série C : Républicains Sociaux.....	8
Archives Départementales.....	9
Archives départementales de l'Ariège (ADA).....	9
Élections sous la IVe République dans le département de l'Ariège.....	9
Renseignements généraux, Commissariat central et Sûreté nationale.....	10
Archives départementales de l'Aude (ADAD).....	11
Élections sous la IVe République dans le département de l'Aude.....	11
Renseignements généraux, Commissariat central et Sûreté nationale.....	12
Archives départementales de l'Aveyron (ADAV).....	13
Élections sous la IVe République dans le département de l'Aveyron.....	13
Renseignements généraux, Commissariat central et Sûreté nationale.....	14
Archives privées.....	15
Archives départementales de Haute-Garonne (ADHG).....	15
Élections sous la IVe République dans le département de Haute-Garonne.....	15
Renseignements généraux, Commissariat central et Sûreté nationale.....	15
Rapports concernant la Ve Région Militaire.....	17
Archives privées.....	18
Archives départementales du Gers (ADG).....	18
Élections sous la IVe République dans le département du Gers.....	18
Renseignements généraux.....	19
Archives départementales du Lot (ADL).....	19
Élections sous la IVe République dans le département du Tarn.....	19
Renseignements généraux.....	20
Archives départementales du Tarn (ADT).....	21
Élections sous la IVe République dans le département du Tarn.....	21
Renseignements généraux.....	21
Archives départementales de Tarn-et-Garonne (ADTG).....	22
Élections sous la IVe République dans le département de Tarn-et-Garonne.....	22
Renseignements généraux.....	23
Archives du Parti Communiste Français de Haute-Garonne (APCF31).....	24
Sources imprimées.....	24
Presses nationales et régionales.....	24
Mémoires et témoignages.....	24
Témoignages oraux.....	25
Analyse critique des sources.....	26
Bibliographie.....	34
Instruments de travail.....	34
Dictionnaires et encyclopédies sur la IVe République.....	34
Dictionnaires biographiques.....	34
Dictionnaires et encyclopédie sur le gaullisme.....	35
Dictionnaires et travaux sur la violence.....	35
Études sur l'honneur et la virilité.....	37
La IVe République.....	37

Ouvrages généraux.....	37
Médias et opinions publiques.....	39
Les guerres de décolonisations.....	40
13 Mai 1958 et ses conséquences.....	41
Études sur la région Midi-Pyrénées.....	42
Histoire du gaullisme.....	43
Études d'ensemble.....	43
Mouvements et partis gaullistes.....	44
Biographies du général de Gaulle.....	45
Personnalités politiques.....	45
Charisme et politique.....	46
La jeunesse.....	47
Travaux universitaires.....	47
Histoire des partis politiques.....	48
Parti Communiste Français (PCF).....	48
Études d'ensemble.....	48
Études de cas sur le communisme.....	49
Sociologie du parti communiste.....	50
Parti socialiste (SFIO).....	50
Parti radical et républicain socialiste.....	50
Partis centristes (MRP et CNIP).....	51
Poujadisme (UDCA).....	51
Historiographie.....	52
I) Le gaullisme, une histoire récente.....	52
II) La IVe République : « La Mal Aimée » ?.....	56
III) La violence militante : un sujet encore méconnu de l'Histoire.....	59
Introduction.....	63
I) Une implantation difficile.....	71
A) Un « rassemblement » qui ne parvient pas à unir.....	71
B) Un successeur impopulaire.....	85
C) Les événements d'Algérie et le triomphe du gaullisme ?.....	91
II) Finances insuffisantes et querelles de personnes : les deux fléaux du gaullisme.....	98
A) Rivalités et mésententes.....	98
B) Une denrée rare : l'argent.....	109
C) La jeunesse gaulliste à l'image de ses aînés.....	113
III) Être gaulliste dans le Midi toulousain.....	130
A) Les « compagnons ».....	130
B) Une foi gaulliste ?.....	143
C) Des projets politiques particuliers.....	152
Partie 2 : Survivre dans le Midi toulousain.....	165
I) Le gaullisme et son rapport à autrui.....	166
A) La « Troisième Force » et le communisme : des ennemis à abattre.....	166
B) Des rapprochements timides et « nocifs » : radicalisme, Parti Paysans et Républicains Indépendants.....	179
C) Des tentations très relatives : Poujadisme et mendésisme.....	185
II) Se battre pour ses idées au temps du RPF : entre pacifisme et violence banalisée.....	189
A) Les élections, périodes propices à l'affrontement.....	190
B) « Lutter en temps de paix » : combattre au quotidien.....	209
C) Une culture de la violence gaulliste ?.....	222
III) Des Républicains Sociaux à l'UNR : une violence assagie ?.....	232
A) L'URAS et la fin d'une lutte acharnée.....	232
B) Les événements d'Algérie : un nouveau pic de violence.....	237

C) Comprendre la violence : plusieurs angles d'approches	255
Conclusion.....	263
Annexes.....	268
Document 1 : Gouvernements de la IVe République (22 janvier 1947 - 8 janvier 1959).....	268
Document 2 : Liste des préfets et IGAME du Midi toulousain (1947-1958).....	270
Document 3 : Procès-verbal du jugement de Jean de Milleret par le RPF.....	271
Document 4 : Quo Vadis... RPF, de Jean Braman-Fribourg (1952).....	275
Document 5 : Carte des centres CNJRS (1955 ?).....	279
Documents 6 : Tracts anti-CED.....	280
Document 7 : Situation professionnelle des gaullistes dans le Midi.....	283
Document 8 : Papillon du RPF appelant la population à écouter de Gaulle le 8 juin 1951.....	284
Document 9 : Rapport complémentaire du projet agricole gaulliste de Pierre Boyou-Moreno.	285
Documents 10 : Tracts communistes et gaullistes tarnais sur la « bagarre du gymnase » du 10 mars 1950.....	289
Documents 11 : Caricatures de Chancel.....	291
Documents 12 : Caricatures du général de Gaulle.....	293
Document 13 : L'affaire Maurice Cathala : déroulement et conséquences.....	302
1) Une bataille nocturne.....	302
2) Maurice Cathala, nouvel étendard de l'anticommunisme ?.....	304
Document 14 : Lettre anticommuniste envoyée au siège toulousain du PCF après l'assassinat de Maurice Cathala.....	307
Document 15 : Tract UNR Octobre-novembre 1958.....	308
Table des figures.....	310
Index des noms cités.....	311
Index des noms de lieux.....	314

Image de la page de couverture composée par l'auteur, à partir d'un fond de carte de la région étudiée, d'une affiche de propagande du RPF, d'une photographie rayée de Maurice Cathala, d'une photographie du général de Gaulle défilant en voiture à Toulouse le 16 septembre 1944, d'une caricature de Chancel et d'une photographie de l'attentat contre la préfecture de Toulouse le soir du 3 septembre 1958

Image de la première partie composée par l'auteur, à partir des photographies de militants gaullistes midi-pyrénéens – celles-ci ont été trouvées sur des tracts et des revues de presse¹

Image de la deuxième partie composée par l'auteur, à partir de la carte d'adhérent RPF de 1950 et de la statue soviétique *l'ouvrier et la kolkhoziennne*

¹ Classées par ordre alphabétique, de haut en bas et par colonne, de gauche à droite : Camille Bégué (en 1958), Raymond Bonnefous (RI affilié RPF, en 1951), Michel Boscher (en 1951), Maurice Cathala (en 1958), René Cathala (en 1958), Lucien Davet (en 1951), Jean David (en 1958), Lucien Delmas (en 1956), Louis Delmas (en 1958), Pierre Delnondedieu (en 1951), Paul Delrieu (en 1958), Armand Ducap (en 1958), Jean "Braman" Fribourg (en 1951), Christian de la Malène (en 1956), Jehan Maynard (en 1951), Jacques Maziol (en 1958), Léopold Mercadier (en 1956), Georges Montier (en 1956), Jean Ponsolle (en 1958), Pierre Popie (en 1958), Jean Rambaud (en 1951), Pierre de Sainte-Marie (en 1951), René Segond (en 1958), Pierre Vasseur (date inconnue), André de Verbizier (en 1958), André Vidal (en 1958).